

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 130-131

Janvier-Février 1996

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mòhamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

SOMMAIRE

- **DEUIL NATIONAL AU KURDISTAN APRES LA MORT DE FRANÇOIS MITTERRAND**
- **STRASBOURG : LA CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX SAKHAROV**
- **LE PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE AUX AUTORITÉS TURQUES DE RÉPONDRE AU CESSEZ-LE-FEU**
- **VIVE ÉMOTION DE L'OPINION PUBLIQUE APRÈS LA PUBLICATION PAR *THE EUROPEAN* DE 3 PHOTOS DE KURDES DÉCAPITÉS**
- **PLUSIEURS MAIRES DÉNONCENT LA GRANDE MISÈRE DES TROIS MILLIONS DE KURDES DÉPLACÉS EN TURQUIE**
- **LE MASSACRE DE 11 VILLAGEOIS KURDES EST ATTRIBUÉ À L'ARMÉE PAR L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME**
- **ARRESTATION D'ABDÜLMELIK FIRAT**
- **TURQUIE-SYRIE: LA GUERRE DE L'EAU AURA-T-ELLE LIEU?**
- **BAGDAD : SADDAM HUSSEIN FAIT ASSASSINER SES DEUX GENDRES POUR TRAHISON**
- **AINSI QUE :**
- **PUBLICATIONS NOUVELLES**
- **EN BREF, LA REVUE DE LA PRESSE**

DEUIL NATIONAL AU KURDISTAN APRÈS LA MORT DE FRANÇOIS MITTERRAND

LA disparition du Président Mitterrand le 8 janvier a suscité une vive émotion en pays kurde et chez les Kurdes de la diaspora. Au Kurdistan irakien, administré par les Kurdes, les autorités ont décrété un deuil national de 3 jours pour rendre un hommage solennel à celui qui était

considéré comme l'ami et le protecteur du peuple kurde. Ailleurs, dans des régions kurdes de Turquie, d'Iran et de Syrie toutes les organisations kurdes, sans exception, ont tenu à rendre hommage au Président disparu en envoyant des télégrammes et des fleurs à son épouse et en dépêchant à Paris des délégations pour

prendre part à la messe célébrée à Notre Dame et au rassemblement de la Bastille.

Dans ces centaines de messages envoyés d'Australie, des États-Unis, d'Europe, de Russie, mais aussi du Kazakhstan et de Kirghizie, les Kurdes et les associations les représentant ont exprimé à Danielle Mitterrand leur chagrin, leur affection et leur sympathie.

François Mitterrand était de loin l'homme d'État occidental connaissant le

mieux la question kurde. Tout en approuvant et soutenant l'engagement public de son épouse en faveur du peuple kurde il avait lui-même fait une série de gestes discrets mais bien réels témoignant de sa sympathie envers les Kurdes. Parmi ces gestes, l'asile accordé au cinéaste kurde Yilmaz Güney évadé des prisons de la dictature militaire turque, le soutien à la création d'un institut kurde à Paris, les interventions personnelles en faveur de l'ancien maire de Diyarbakir et des autres prisonniers d'opinion de Turquie, l'autorisation donnée aux Kurdes d'Iran d'ouvrir à Paris un bureau d'information et de représentation avec un statut similaire à celui d'ANC de Nelson Mandela. Dès 1983, le Président français avait autorisé ses conseillers et le Quai d'Orsay à recevoir les dirigeants et personnalités kurdes et à faciliter leurs visites en France.

Tout au long des années 1980 la France, comme tous les pays de l'Ouest et de l'Est, a soutenu la dictature de Saddam Hussein, considérée comme «un rempart laïc contre l'intégrisme islamiste de l'Iran», un argument qui se trouve actuellement à la base du soutien occidental à un régime turc martyrisant sa population kurde. Ce n'est qu'à partir de 1988 et des images du gazage des Kurdes et de leur premier exode vers la Turquie que Paris a commencé une révision de sa politique irakienne. Premier homme d'État occidental à condamner le gazage des Kurdes, le Président Mitterrand prit alors l'initiative de convoquer rapidement une Conférence internationale pour l'interdiction de la fabrication, du stockage et de l'usage des armes chimiques et bactériologiques, qui s'est tenue en janvier 1990 à Paris. Des dirigeants kurdes irakiens ignorés dans les autres capitales occidentales, furent reçus à Paris par plusieurs ministres français malgré les protestations de Bagdad et d'Ankara. Après

la visite mémorable de Mme. Mitterrand dans les camps de réfugiés kurdes irakiens du Kurdistan turc, la France décida d'accueillir un millier de ces réfugiés et de faciliter la tenue, avec le concours discret du Quai d'Orsay, d'une *Conférence internationale sur les droits de l'homme au Kurdistan*. Cette conférence, tenue au Centre des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, avec la participation des personnalités de 32 pays et de toutes les composantes du mouvement kurde, constitua un pas décisif dans l'internationalisation de la question kurde auprès des médias, des ONG et des gouvernements.

En avril 1991, lors du grand exode kurde, le président Mitterrand fut le premier, et pendant plusieurs jours le seul chef d'État occidental, à appeler l'ONU et la communauté internationale à intervenir d'urgence pour sauver les Kurdes. En cas de carence de l'ONU, la France agira seule avait-il menacé. Ce geste spectaculaire, considéré par les médias comme «un baroud d'honneur», fut finalement suivi par Washington et Londres avec le soutien du Président turc Özal et aboutit à l'opération *Provide Comfort*.

Le Président Mitterrand fut aussi le premier et seul chef d'État occidental à recevoir les leaders kurdes irakiens pour donner une consécration internationale à la légitimité de leur cause et pour affirmer publiquement que la protection de la population kurde était un «devoir sacré pour la France». Même sous la cohabitation cette politique n'a pas changé jusqu'au terme du mandat du président.

Les Kurdes de Turquie se souviendront longtemps de ses prises de position lors de son voyage officiel à Ankara, en avril 1992. Après s'être un moment interrogé sur l'opportunité de maintenir cette visite

quelques semaines après la répression sanglante des manifestations du Nouvel an kurde, François Mitterrand avait décidé de se rendre en Turquie pour dire à Ankara même le droit des Kurdes à vouloir rester eux-mêmes, à exprimer librement leur identité et à prendre en main leur destin, tout comme il avait affirmé devant la Knesset les droits des Palestiniens. En février 1994, il avait reçu à l'Élysée la parlementaire kurde Leyla Zana et deux de ses collègues du Parti de la démocratie menacés dans leur liberté. Convaincu de la justesse de la cause de ces députés kurdes il prit leur défense et fut à l'origine des prises de position de l'Union européenne en leur faveur. Ému par le courage civique de Leyla Zana, qui a, pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, osé parlé kurde à la tribune du Parlement, défié la toute puissante armée et qui, sachant qu'elle allait être arrêtée, condamnée, emprisonnée peut-être même pendue, retournait dans son pays pour être auprès de son peuple, le Président Mitterrand avait dit à plusieurs visiteurs «*cette fille est une héroïne; il faut agir pour la sauver*». Et pour marquer son intérêt, il avait décidé de lui écrire personnellement. La dernière de ces lettres, transmises par le canal diplomatique et solennel, est datée du 22 avril 1995, soit deux semaines avant le terme de son mandat. Le Président y résume les engagements des 15 États de l'Union en faveur de la libération des députés et de la démocratisation en Turquie.

L'ultime marque de sollicitude du Président Mitterrand envers ses amis kurdes et leur combat démocratique avait été son consentement à faire partie du Comité de parrainage du Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie (CILDEKT).

STRASBOURG : LA CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX SAKHAROV

Lé geste demandé, espéré, attendu par les euro-députés n'est pas venu. Leyla Zana n'a pas été autorisée par le gouvernement turc à venir à Strasbourg recevoir le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit que lui a décerné le Parlement européen. En son absence, c'est son mari, Mehdi Zana, libéré le 25 décembre, qui est venu la représenter. Multipliant les tracasseries, Ankara n'a donné à celui-ci un passeport que l'avant-veille de la cérémonie, de mauvais gré et sous la forte pression de Bruxelles.

Au cours d'une cérémonie émouvante, en présence de Mme. Mitterrand longuement ovationnée par une salle debout, le président du Parlement, M. Klaus Hänsch, a salué en Leyla Zana *«une femme au courage, à l'énergie, à l'intelligence et à l'abnégation extraordinaires»* devenue *«dans son pays et bien au delà le symbole de la lutte non violente pour les valeurs et les droits du peuple kurde»*. Il a souligné l'attachement de son Parlement aux libertés publiques et aux droits de l'homme, y compris *«le droit naturel au libre usage de la langue de l'enfance, dans laquelle nous apprenons à nommer les premiers objets et les premiers sentiments, grâce à laquelle nous allons à la rencontre du monde, par laquelle nous l'appréhendons, dans laquelle nous nous sentons à l'aise»*. Il a également rappelé le combat de Mehdi Zana, les 16 ans qu'il a dû passer dans les prisons turques pour délit d'opinion et sa condamnation en 1994 à 4 ans de prison en raison de son témoignage devant une commission du Parlement européen et s'est félicité de sa libération et de sa présence à Strasbourg.

Puis il lui a remis le diplôme représentant le Prix Sakharov et un bouquet de fleurs aux couleurs kurdes. Très applaudi par les euro-députés, Mehdi Zana a répondu en kurde par une brève intervention de remerciements, traduite dans toutes les langues de l'Union ainsi qu'en turc. Le Parlement a également diffusé auprès de ses membres et des médias le message envoyé par Leyla Zana pour cette cérémonie.

Après une conférence de presse donnée par M. Hänsch et M. Zana, le Parlement a offert un déjeuner officiel à la délégation des «proches de Leyla Zana» composée outre Mehdi Zana, son fils et trois avocats venus de Turquie, de Mme. Mitterrand, de Ségolène Royal, de Kendal Nezan ainsi que d'Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'homme de Turquie, de Sylvie Jan, présidente de la Fédération démocratique internationale des femmes et du directeur du CILDEKT. Les présidents de tous les groupes du Parlement et les responsables de l'Unité des droits de l'homme ont assisté à ce déjeuner présidé par le vice-

président du Parlement.

Ensuite, à l'invitation de quatre groupes de gauche du Parlement, une réunion de rencontre avec Mehdi Zana et de discussion sur le problème kurde s'est tenue de 15 à 17 heures dans une autre salle du Parlement. Outre Mehdi Zana et les présidents de ces groupes, Mme. Mitterrand est intervenue dans ce débat au cours duquel de nombreux parlementaires ont pris la parole pour analyser notamment les conséquences de la ratification de l'Union douanière. Ces discussions se sont poursuivies en cercle plus restreint et jusque tard dans la nuit lors des deux dîners offerts à la délégation kurde les 16 et le 17 janvier respectivement par le groupe des Verts et par le groupe Socialiste, avec la participation des principaux dirigeants de ces groupes.

Les médias turcs ont réduit au strict minimum la couverture de cette journée qualifiée par eux de «noire». La presse écrite lui a consacré quelques paragraphes en pages intérieures, les télévisions ont mentionné la remise du Prix sans diffuser aucune image. Les Kurdes et les Turcs n'ont pu avoir de plus amples informations que grâce aux médias étrangers, notamment CNN, Euronews, BBC et la Voix de l'Amérique.

LE PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE AUX AUTORITÉS TURQUES DE RÉPONDRE À SON APPEL AU CESSEZ-LE-FEU

Le 13 décembre dernier après le vote sur la ratification de l'Union douanière, le Parlement européen avait adopté une résolution appelant *«le gouvernement turc, le PKK et les autres organisations kurdes à trouver à la question kurde une solution non violente et*

politique, respectueuse de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Turquie». Le PKK, qui mène depuis août 1984 une lutte armée dans les provinces kurdes de Turquie, a répondu favorablement à cet appel en décrétant un cessez-le-feu unilatéral et pour une durée

indéterminée, qu'il semble avoir respecté à ce jour. De son côté, le gouvernement turc a opposé une fin de non recevoir à cet appel et s'est montré «*offusqué d'être mis sur le même plan qu'une organisation terroriste*».

Dans une nouvelle résolution adoptée le 18 janvier 1996, le Parlement européen «*se réjouit de l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral faite par le président du PKK et y décèle une première réaction positive à l'appel lancé le 13 décembre 1995, exprime l'espoir que le gouvernement d'Ankara y verra une contribution positive à la recherche d'une solution pacifique du problème et invite toutes les parties turques concernées à profiter de l'occasion qui s'offre pour étudier les voies et les moyens de l'ouverture d'un dialogue national qui ait pour objectif de trouver une solution politique et non violente aux problèmes de la région sud-est du pays*». (...).

Cette résolution demande également que «*le nouveau gouvernement propose une révision de la législation afin de permettre la libération immédiate de Mme. Leyla Zana, des trois autres anciens députés du DEP encore détenus ainsi que des autres prisonniers politiques*» (...).

Cette nouvelle résolution du Parlement européen a été pratiquement ignorée par les média turcs. Le quotidien à grand tirage *Milliyet* lui a accordé une modeste place en page 10 et l'*Hürriyet* l'a passé sous silence. Passé le cap de l'Union douanière, les autorités turques ne semblent guère se laisser impressionner par les prises de position des euro-députés et cela risque fort de durer jusqu'au jour où ceux-ci adoptent une résolution ayant des conséquences financières comme, par exemple, le blocage des subventions communautaires à la Turquie.

exécutions et décapitations à la fois pour rendre compte à leur commandement et pour se vanter de leurs prouesses auprès de leurs camarades. Les photos publiées par *The European* et d'autres publiées plus tard par le quotidien pro-kurde *Özgür Politika* auraient été prises lors d'une même expédition militaire turque en avril 1995, dans les montagnes de Hakkari, près de la frontière irakienne. Ces quelques images témoignant de la cruauté et de la barbarie de la guerre du Kurdistan ont ému l'opinion publique européenne. Mises en accusation les autorités turques ont affirmé qu'il s'agissait d'un montage car les soldats turcs ne portent pas de barbe ! Les experts du laboratoire Kodak interrogés par *The European* ont, après un examen approfondi, déclaré que rien ne permettait de parler d'un montage. Et chacun en Turquie sait que si les soldats turcs ordinaires ne portent ni barbe, ni moustache, ni cheveux, les membres des unités spéciales, recrutés parmi les militants d'extrême droite et des repris de justice, sont presque toujours moustachus et chevelus et souvent également barbus. Le Parlement européen a exprimé son émotion et demandé aux autorités turques de procéder à une enquête.

VIVE ÉMOTION DE L'OPINION PUBLIQUE EUROPÉENNE APRÈS LA PUBLICATION PAR *THE EUROPEAN* DE 3 PHOTOS DE KURDES DÉCAPITÉS

L'**HEBDOMADAIRE** britannique *The European* a publié, dans son numéro du 11 janvier, 3 photos «*parmi les moins choquantes qui lui sont parvenues*» où l'on voit des soldats turcs tenir comme des trophées des têtes tranchées de jeunes Kurdes, probablement des combattants du PKK. D'après l'hebdomadaire, ce lot de photos aurait été envoyé par un membre des commandos de montagne de Hakkari. Selon une pratique courante dans les unités spéciales de lutte contre le terrorisme, des commandos de ces unités

perçoivent des primes diverses en fonction de leur «*rendement*». Ces pratiques bien connues et signalées par la presse d'opposition (voir notamment les *confessions d'un soldat* dans *Özgür Gündem* des 19, 20 et 21 septembre 1992) n'avaient pu jusqu'ici être étayées par des photos ou des films en raison du black-out appliqué par l'armée dans les régions kurdes empêchant le libre travail d'information de la presse. Or il se trouve que comme dans l'Irak de Saddam Hussein, les commandos turcs en mission documentent par de photos les

Trois jours après les photos choc du *European* la célèbre émission *60 minutes* de CBS a consacré son numéro du 14 janvier au sort des Kurdes en Turquie. Outre des images de destruction de villages et des conditions de vie de la population, les journalistes ont interviewé «*quelque part au Proche-Orient*» le chef du PKK. Des personnalités américaines comme le congressman John Porter, le secrétaire d'état-adjoint chargé de droits de l'homme, John Shattuck, le secrétaire d'État adjoint chargé des affaires européennes, John Kornblum y donnent également leurs opinions très critiques

vis-à-vis de la politique kurde d'Ankara et dénoncent le massacre de civils kurdes innocents et la destruction de villages kurdes par l'armée turque. M. Shattuck a comparé cette «politique turque de terre brûlée» à celle pratiquée par Saddam Hussein contre les Kurdes irakiens. «On peut comprendre les sentiments des paysans kurdes dont le village a été évacué et détruit. Ils ne doivent pas être très différents de ceux éprouvés par des victimes kurdes du régime de Saddam Hussein» a notamment déclaré M. Shattuck.

L'ambassadeur turc à Washington et le ministère turc des Affaires étrangères ont réagi vivement en se déclarant «choqués»

que des responsables de l'administration américaine aient accepté de participer à une même émission que le chef d'une organisation terroriste et qu'ils y expriment «des vues dangereuses» incriminant la Turquie. Ankara demande officiellement des explications à Washington sur «sa politique réelle» envers la Turquie. Celle-ci reste très vulnérable aux critiques américaines car c'est Washington qui lui fournit près de 85% de ses armes. Les États-Unis ont également fait du forcing auprès de leurs alliés européens pour l'entrée de la Turquie dans l'Union douanière. S'ils se mettent à critiquer eux-aussi le régime turc...

gens dehors. Ils écrasent les uns les autres pour recevoir un pain ou un kilo de riz. Partout dans les rues on voit des femmes et des enfants fouillant dans les poubelles à la recherche de quelques fruits ou légumes pourris. Chaque logement est partagé par 4 ou 5 familles dans une promiscuité ruinant les valeurs morales. La situation est pire qu'à Hakkari. J'ai demandé au Premier ministre il y a un an, quand elle a réuni ici les préfets de la région elle a annoncé une aide de 10 trillions de liras (environ 1 milliard de francs). A-t-on versé même 10 millions de liras (environ 1000 F) ? L'État doit honorer sa promesse, sinon le peuple n'aura plus confiance en lui».

PLUSIEURS MAIRES DÉNONCENT LA GRANDE MISÈRE DES TROIS MILLIONS DE KURDES DÉPLACÉS EN TURQUIE

Malgré le black-out de l'information pratiqué par les autorités turques, la misère des trois millions de Kurdes chassés de leurs villages détruits commence à faire irruption dans le débat public. Un reportage sur les paysans déplacés de la province de Hakkari, à la frontière turco-irako-iranienne, errant dans le froid glacial de l'hiver vêtus de haillons, portant des sacs de plastique en guise de chaussures et cherchant de quoi ne pas mourir de faim dans les détritibus des décharges publiques, a choqué une bonne partie de l'opinion publique turque. Inondés de propagande militarono-nationaliste, les Turcs, dans leur grande majorité, considèrent la guerre du Kurdistan comme des affrontements opposant épisodiquement l'armée à des terroristes où les vaillantes forces turques

remportent victoire sur victoire. Les conséquences humaines dramatiques de la politique turque de «terre brûlée» ne sont guère évoquées dans leurs médias. C'est dans ce contexte que les images poignantes de la détresse des paysans kurdes déplacés de Hakkari a suscité nombre de commentaires dans la presse. Plusieurs maires de grandes villes kurdes ont, de leurs côtés, déclaré que la situation dans la petite ville de Hakkari n'est qu'une pale image, la partie dévoilée de l'iceberg du sort tragique de la population civile.

Le maire de Diyarbakir Ahmet Bilgin, rappelant qu'à la suite de la destruction des villages et de l'exode des paysans la population de sa ville avait dépassé en peu de temps 1,5 million d'habitants, a notamment déclaré : «Il y a des foules de

Le maire de Van, Aydin Talay a déclaré le même jour (le 15 février) à la presse: «La population de Van est passée de 153 000 à 500 000 habitants. Ceux qui arrivent sont nos frères mais Van ne peut plus supporter cette surpopulation. La famine et la misère sont omniprésentes. Pendant ce temps l'État dépense 765 milliards de livres pour la construction d'un Opéra à Ankara. Nous ne sommes pas opposés à l'art mais quelle doit être la priorité d'un État quand ses citoyens meurent de faim?»

Même doléances du maire de Tunceli (Dersim), Mazlum Aslan: «les paysans chassés de leurs villages détruits sont en détresse. La mairie fait ce qu'elle peut pour les empêcher de mourir de faim et de soif mais l'ampleur du drame nous dépasse. Quel gâchis ces destructions villages!»

Se faisant l'écho de l'émotion de l'opinion un député de Diyarbakir, S. Seydaoglu, a dénoncé à la tribune du Parlement le drame de la population dans les provinces de l'Est et du Sud-Est: «On en est au point où des gens ayant jeûné toute la journée doivent chercher leur maigre repas du soir dans les détritibus des décharges des casernes militaires», a déclaré le député

qui a ajouté : «Le seul responsable de la famine et de la misère sévissant dans la région est le gouvernement. Un gouvernement qui sous le prétexte de la lutte contre la terreur a évacué plus de 2 milles villages et organisé 4 mille assassinats à auteurs non identifiés. Ce qui est vécu dans la région est une honte pour le gouvernement. L'État doit présenter des excuses à la population de la région».

On ne sait si l'État finira par avoir honte de ses pratiques cruelles, mais nombre de citoyens éprouvent un sérieux malaise envers cette politique menée au nom du peuple turc. Certains Turcs ne cachent plus leur honte. Parmi eux, le célèbre éditorialiste libéral turc Ahmet Altan, chassé du quotidien *Milliyet* sur ordre de l'état-major des armées et poursuivi en justice pour un article satirique intitulé «Atakür», il vient de a publiés dans le quotidien *Yeni Yüzyil* du 14 février, un nouvel éditorial iconoclaste intitulé «La poubelle dans le miroir» dont voici des extraits:

«Il y a des millions de gens qui se vantent d'être turcs et d'être citoyens de cet État. Quant à moi, je ne me vante pas d'être un Turc et d'être citoyen de cet État, bien au contraire j'ai honte de cette race et de cette citoyenneté. En regardant dans la glace, ce n'est pas mon visage que je vois mais des gens en haillons grelottant dans le froid glacial qui mangent des débris qu'ils collectent dans la décharge publique de Hakkari. Des gens affamés à la recherche d'un morceau de pain à moitié mâchée ou d'un os portant un zeste de viande débusqués parmi des pelures d'oignon des restes de soupe, des tomates écrasées et des fruits pourris; Des femmes âgées portant en guise de chaussures des bouts de sacs de plastique, fouillant la décharge dans l'espoir de trouver une ou deux bouchées de pain;

des enfants arrachant les uns aux autres un bout de pain; au vu de ce spectacle j'ai vraiment honte de moi-même, de ma race, de ma République et de mon pays;

En regardant ces gens chassés de leurs villages, condamnés à la misère au nom du sauvetage de la Patrie par des grands génies militaires et des faux conquérants «ne cédant aucun caillou», la possession d'un territoire quelconque perd toute signification pour moi.

Quelle importance peut avoir la possession d'un territoire si ses habitants sont contraints de chercher leur pitance dans les poubelles ? Ne prétendez pas posséder ces terres que si vous allez traiter humainement ses habitants. A quoi bon de défendre des territoires si au nom de cette défense vous faites mourir de faim ses habitants ? Croyez-vous qu'un État puisse défendre ses territoires sans pouvoir en protéger les habitants ?

Ne voyez-vous pas vraiment que lorsqu'un père désespéré incapable de trouver de quoi manger à un bébé de 2 ans oblige celui-ci à jeûner, le péché de ce jeûne forcé finira par embraser tout le pays ?

Ne comprenez-vous pas que la possession d'une terre où vivent des affamés s'étripant pour partager un panier de pain distribué par un homme de bien n'a plus aucune importance ?

Quand donc allez-vous vous apercevoir qu'un État n'aimant pas ses citoyens ne pourra pas défendre son territoire ?

Ces gens qui aujourd'hui cherchent leur pitance dans les poubelles avaient des maisons, du bétail et de la nourriture, ils avaient un toit où ils pouvaient se réfugier quand il neigeait, deux morceaux de pain à

mettre dans la bouche de leurs enfants quand ceux-ci se mettaient à pleurer. Vous avez arraché ces gens à leurs maisons et à leur pays. Pour pouvoir défendre «ces territoires très sacrés», vous avez en plein hiver, dans la neige et le froid, jeté leurs habitants dans les affres de la famine; vous les avez réduits à l'état de pauvres miséreux luttant pour survivre avec vos restes. Alors maintenant êtes-vous fiers de vous, êtes-vous fiers de votre patrie, êtes-vous fiers de votre intelligence et de votre race ?

La plupart des vieux et des bébés figurant parmi ces gens ne pourront pas survivre à cet hiver. Notre race et notre État seront-ils glorifiés par ces morts ?

Moi, je ne crois pas qu'on pourrait défendre des territoires en affamant ses habitants. Si sur les terres que vous croyez posséder les gens sont décimés par la faim; cela veut dire que ces terres ont depuis longtemps perdu leurs propriétaires.

En condamnant les gens à fouiner, tels des oiseaux affamés, dans les poubelles pour trouver leur pitance, à mourir de faim au milieu des décharges publiques, nous détruisons en fait notre humanité et notre État.

Il ne reste alors plus rien à sauver.

Mais, j'ai désormais honte d'être turc; j'ai honte de ma citoyenneté et de mon humanité.

Vous qui n'avez pas honte, vous qui vous vantez de votre race, de votre État, vous qui affamez les gens, vous les maîtres de l'État, vous les défenseurs de l'État, vous les laudateurs de l'État, regardez-vous donc dans la glace. Vous ne verrez qu'une décharge publique où se débattent des gens affamés».

LE MASSACRE DE 11 VILLAGEOIS KURDES EST ATTRIBUÉ À L'ARMÉE PAR L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME

D'ABORD attribué au PKK par le gouvernement et les médias contrôlés par celui-ci, le massacre de 11 villageois kurdes brûlés vifs dans un minibus, le 15 janvier, à Güçlükonak dans la province de Sîrnak, est perpétré par les forces de l'ordre selon la branche locale de l'association turque des droits de l'homme à Diyarbakir. Les victimes qui étaient tous des «*protecteurs de village*», milice mise sur pied et armée par Ankara, avaient été convoqués par les forces de sécurité dans leur quartier général basé à Taskonak, sous prétexte qu'ils étaient des «*collaborateurs suspects*» dont les fils feraient partie des militants du PKK. Après intervention du maire pro-gouvernemental du village de Güçlükonak en faveur de ces villageois, ceux-ci ont été relâchés et devaient être escortés chez eux par les gendarmes. L'«*incident*» a eu lieu sur la route menant au village d'origine des miliciens. Selon la version officielle, les villageois ont été attaqués et brûlés vifs par les maquis du PKK. Cette version des faits est démentie par l'enquête menée par l'Association des droits de l'homme et par des témoins oculaires. Deux cars civils ont croisé le véhicule transportant les 11 protecteurs de villages escortés par les gendarmes, et les passagers des deux cars civils ont noté que les protecteurs avaient les yeux bandés. Par ailleurs, aucune victime, ni blessé ni tué, n'a été signalée dans les rangs des gendarmes chargés de leur «*sécurité*». On note aussi que cette «*attaque*» n'a pas été revendiquée par le PKK, organisation qui revendique ses

attaques, même les plus sanglantes contre les protecteurs de villages et leurs familles. Ayant, en réponse à l'appel du 13 décembre du Parlement européen, déclaré un cessez-le-feu unilatéral, le PKK a rapidement démenti toute implication dans cette tuerie.

Ce genre d'«*incidents*» sont de plus en plus fréquents en Turquie où les forces turques qui, après avoir fait faire la sale besogne aux protecteurs de villages, les livrent à eux-mêmes. En cas de protestation ou de «*mauvaise conduite*» ils sont tout simplement liquidés. Récemment un protecteur de village se confessait à une correspondante locale de l'agence de presse Reuter dans les termes suivants : «*En cas d'attaque contre les guérilleros par les forces de sécurité, on est mis aux postes d'avant-garde, pareil en cas d'incursion dans le nord de l'Irak, et après on nous accuse d'héberger des militants du PKK car on est kurde et donc de même origine*».

ARRESTATION D'ABDÛLMELIK FIRAT

Le 14 janvier, l'ancien député kurde Abdümelik Firat a été arrêté et incarcéré à Istanbul pour «*collaboration avec le PKK*». Ce député conservateur élu sur la liste du DYP de M. Demirel était par la suite devenu persona non grata pour avoir signé avec 32 autres députés un appel en faveur d'un règlement par le dialogue du problème kurde. Il avait démissionné de son parti et était resté député non inscrit jusqu'aux élections du 24 décembre dernier. Petit-fils d'un leader kurde pendu par Atatürk, M. Firat, qui est né en déportation et qui a connu 23 ans de bannissement et de relégation, est une personnalité kurde respectée pour sa vaste culture et sa recherche constante de dialogue. En l'arrêtant quelques jours à peine après la fin de son mandat parlementaire, les autorités turques manifestent une nouvelle fois leur volonté d'étouffer toute voix indépendante et pacifiste kurde.

Le sort réservé à ce parlementaire kurde âgé et malade, brutalisé comme un vulgaire bandit, a choqué plus d'un en Turquie. Parmi eux, l'éditorialiste en chef du *Hürriyet*, Oktay Eksi, par ailleurs président du Conseil de la presse turque, qui dans sa chronique du 6 février, se dit «*consterné qu'un homme de 69 ans, ayant été député pendant deux législatures, soit ainsi menotté, rudoyé comme un vulgaire malftrat. Non, nous ne sommes vraiment pas fiers de la conduite de nos forces de sécurité ni dans l'affaire Firat, ni dans celle des députés du Parti de la démocratie (DEP) arrêtés manu militari à la porte même du Parlement*» conclut ce journaliste turc connu pour son «*patriotisme turc*» et peu suspect de sympathie pro-kurde. Le lendemain, le président turc Demirel lui a répondu publiquement en affirmant qu'il n'y avait rien de choquant car «*la loi doit être la même pour tous*».

La veille, dans une interview publiée dans le quotidien Demokrasi, A. Firat qui fut compagnon de route de S. Demirel pendant 30 ans avait reproché à celui-ci son manque de fidélité: «*Quand il était dans la détresse, interdit de politique, j'ai parcouru le pays pour mener campagne en faveur de la levée des interdictions politiques qui le frappaient. Celles-ci ont été levées par référendum. Devenu président il laisse sa police et ses fonctionnaires sadiques me passer des menottes, me maltraiter pour me punir de mes opinions qui lui déplaisent. Chacun agit selon son lait maternel (c'est-à-dire selon sa noblesse de naissance)*»

Par ailleurs, l'ex-député d'Erzurum affirme dans la même interview qu'au lendemain de son arrestation après le Coup d'État militaire de 1980 les médecins de la prison lui avaient injecté le virus de l'hépatite B et qu'il en a gravement souffert pendant deux ans et que grâce à la robustesse de sa constitution il a pu finalement s'en sortir. C'est la première fois que des révélations sont faites sur l'usage de la médecine dans la destruction des prisonniers politiques en Turquie. Ce sujet souvent évoqué à mots couverts n'a jamais fait l'objet d'enquête.

projet gigantesque du CAP (Projet d'Anatolie du Sud-Est) avec sa série de barrages sur l'Euphrate pour la mise en valeur de la plaine de Harran avait été vivement critiqué par la Syrie, qui a elle-même construit des barrages — comme Tabka et Al-Bath —, sur le cours moyen de ces fleuves pour désamorcer ces tensions en 1987, le Premier ministre Özal avait conclu avec H. Asad un accord garantissant à la Syrie un débit d'eau de 500m³/sec. En contre-partie Ankara demandait que la Syrie ne soutient plus le PKK.

Les deux pays s'accusent de ne pas respecter cet accord. L'Irak a joint sa voix à celle de la Syrie pour réclamer un débit d'eau de 700 m³/sec. pour les deux pays qui font valoir «leurs droits historiques» sur l'usage de ces eaux. Bagdad va jusqu'à citer les canaux d'irrigation de Sumer et demande que le débit des eaux du Tigre et de l'Euphrate, soit partagé «équitablement» entre les 3 pays. C'est-à-dire à raison d'un tiers par pays concerné: A cela la Turquie rétorque en invoquant son «droit de souveraineté» sur ses ressources naturelles «et leur usage». Certains responsables turcs vont jusqu'à dire «les Arabes ne partagent pas avec les autres leurs pétrole; pour quoi devrions-nous partager nos ressources hydrauliques avec eux? Le gouvernement turc propose officiellement «une solution technique» du problème consistant à établir d'abord un inventaire des ressources en eaux, des trois pays concernée, suivi d'études des sols et des ressources agricoles de ces pays avant d'aboutir à une décision sur les besoins proportionnels de chacun de ces pays.

Cette différence d'approche conduit la Syrie à vouloir internationaliser le problème. D'une part en affirmant qu'elle va porter ce contentieux devant la

BAGDAD : SADDAM HUSSEIN FAIT ASSASSINER SES DEUX GENDRES POUR TRAHISON

Le général Hussein Kamal Hassan et son frère, Saddam, de retour à Bagdad après une fuite de 6 mois en Jordanie ont été assassinés le 23 février. Leur frère, Karim, et leur père ont aussi été tués. La télévision irakienne a annoncé que «les trois frères avaient été tués par des membres de leur famille venus les attaquer dans leur maison aux environs de Bagdad et que la tribu El Majid, à laquelle appartenait le général Hassan, a envoyé un message au président irakien pour lui dire que «la branche traîtresse de la famille a été coupée car la grâce de l'État ne dispense pas du châtement». Les deux gendres de Saddam Hussein étaient rentrés 3 jours plus tôt sur la foi de «pardon» du dictateur irakien et des plus hautes instances dirigeantes du pays. Dès leur arrivée les autorités avaient affirmés qu'ils pourraient désormais vivre en «citoyens privés». Puis, rapidement ils ont été

«divorcés» des filles de Saddam et assassinés d'une façon barbare. Les observateurs ont encore du mal à croire comment ces deux généraux connaissant si bien Saddam Hussein et son système ont pu croire un instant à ses promesses d'amnistie et d'impunité.

TURQUIE-SYRIE: LA GUERRE DE L'EAU AURA-T-ELLE LIEU?

Le partage des eaux des grands fleuves du Kurdistan, le Tigre et l'Euphrate devient une source de conflit grave entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Depuis les années 1970 Ankara construit une série de barrages sur les cours de ces deux fleuves à des fins de production d'électricité et d'irrigation. Le

Cour Internationale de Justice de La Haye. D'autre part en essayant de gagner le monde arabe à sa cause. Le projet de construction de deux nouveaux barrages (Kargamis et Birecik) par la Turquie en aval du réseau GAP a suscité fin décembre un regain de tension dans la région. La Syrie avec six États du Golfe —Bahrain, Kuwait, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis— une déclaration de Damas appelant «le gouvernement turc à arrêter l'écoulement des eaux sales vers la Syrie et de conclure un accord juste et agréable sur le partage des eaux de l'Euphrate. Cette déclaration vient une semaine après que la Ligue arabe a transmis officiellement à Ankara une demande similaire. Le 13 mai les frères ennemis syrien et irakien ont tenu à Damas une nouvelle réunion sur ce sujet à l'issue de laquelle ils brandissent la menace de sanction arabes contre les compagnies étrangères qui vont participer à au financement et à la construction de deux nouveaux barrages turcs sur l'Euphrate.

Le ministre des Affaires étrangères turc, Deniz Baykal a fait une déclaration peu diplomatique reprise par le *Turkish Probe* du 5 janvier: «L'attaque de la Syrie au sujet de l'eau et non fondée et injuste. Certains cercles en Syrie ont besoin de plus d'eau pour laver leurs mains du sang de terrorisme». Et les grands médias du pays affirmer que l'état-major des armées a préparé les plans d'une guerre contre la Syrie.

Dans ce contexte, la conclusion à la mi-février d'une alliance militaire entre la Turquie et Israël a fait encore monter la tension. Cet accord, bouleversant les équilibres régionaux est signé par le général Bir, chef-adjoint de l'état-major des armées turques à un moment où la Turquie était dirigée par un

gouvernement démissionnaire chargé d'expédier les affaires courantes ce qui souligne. «*S'il en était besoin, le rôle décisif de l'armée dans la conduite de la politique du pays*».

Va-t-on vers une guerre de l'eau? On en est pas encore là et un expert américain, Dr. Kolas, estime dans le *Turkish Daily News* du 17 janvier que «ce serait extrêmement fou d'avoir une

confrontation militaire au sujet de l'eau. La guerre d'un jour coûtera plus que n'importe quelle solution technique». Puissance hydraulique majeure de la région, avec un potentiel estimé à 186 milliards de m³, grâce notamment aux ressources du Kurdistan, la Turquie compte en tout cas se servir à fond de la carte de l'eau dans un Proche-Orient où ce liquide vital va être plus précieux que le pétrole dans les décennies à venir.

AINSI QUE...

• **LE PRIX ROSE DES DROITS DE L'HOMME DU MOUVEMENT OUVRIER DANOIS DÉCERNÉ À LEYLA ZANA A ÉTÉ REMIS LE 13 FÉVRIER À COPENHAGUE PAR LE PREMIER MINISTRE DANOIS.** *Le Prix International Rose* attribué chaque année par le Mouvement ouvrier danois à une personnalité ou une organisation ayant rendu des services éminents à la cause de la démocratie et des droits de l'homme avait été décerné pour l'année 1995 à Mme Leyla Zana, parlementaire kurde emprisonnée à Ankara, condamnée à 15 ans de prison pour délit d'opinion.

Le jury danois veut ainsi honorer Leyla Zana pour «*son combat démocratique pour les droits du peuple kurde*».

Après avoir espéré obtenir du gouvernement turc une «*permission spéciale*» de sortie pour Mme Zana afin qu'elle puisse recevoir elle-même son Prix, et devant le refus d'Ankara, les autorités danoises ont finalement décidé de remettre ce Prix à son époux Mehdi Zana, récemment libéré des prisons turques.

La cérémonie de remise du Prix Rose a eu lieu mardi 13 février à 15h au Parlement danois en présence de nombreuses personnalités. Le Premier ministre du Danemark, M. Poul Nyrup Rasmussen a remis le diplôme du Prix Rose à Mehdi Zana et fait l'éloge du combat pacifique de Leyla Zana pour les droits du peuple kurde.

Les précédents récipiendaires de ce Prix ont été le Mouvement syndical démocratique du Salvador, Mme Aung San Sun Kyi, leader de l'opposition démocratique birmane, et le Congrès National Africain (ANC) de Nelson Mandela.

Le mouvement ouvrier danois regroupe la Confédération unie des Syndicats (LO), qui représente plus de 80% des salariés danois, et le Parti social démocrate, qui est le premier parti du pays et qui dirige la coalition gouvernementale actuellement au pouvoir.

• **PURIFICATION ETHNIQUE DANS LA PROVINCE DE SIVAS.** Les localités de Divrigi, Kangal, Zara et Imranli à majorité kurde, de confession

alévie, de la province de Sivas sont, depuis 4 mois, soumises au black-out et à l'embargo alimentaire par les forces armées et les tristement célèbres «*Özel tim*» (forces spéciales). Le prétexte officiel avancé pour ces opérations de ratisage, commencées l'été dernier dans la province voisine de Tunceli «*Dersim*», est d'*«éradiquer les maquisards kurdes»*, leur embargo alimentaire est justifié par le fait qu'*«il faudrait leur couper le soutien logistique»*. Hormis les quelques cris d'alarme lancés par les organisations de droits de l'homme et le député de la région de Sivas, M. Mehmet Isik, les médias contrôlés par l'État, fidèles à leurs habitudes, ont passé ces événements sous silence. Selon M. Isik *«les écoles de la région ont été transformées en Q.G par l'armée; et comme, dans ce genre de circonstances, il faudrait que les soldats donnent des preuves à leur commandement, ils s'habillent en civil dans la nuit et demandent de la nourriture aux habitants et ceux qui acceptent de les nourrir sont arrêtés le lendemain pour «collaboration» avec le PKK»*.

De l'aveu même du gouverneur militaire de la province de Sivas, Aydin Güçlü, 63 villages ont déjà été évacués; 15 écoles ont été fermées dans la région de Divrigi et Zara; 500 villageois et 80 chefs de village ont été gardés à vue et 300 villages sont totalement quadrillés. L'armée cherche à purifier cette province d'Anatolie centrale, formant l'extrémité occidentale du Kurdistan, de sa population kurde. Elle fait tout pour que ces Kurdes émigrent vers l'ouest.

• **MEURTRE SOUS LA TORTURE D'UN NOTABLE KURDE À YÜKSEKOVA.** Arrêté le 17 janvier sur la route de Yuksekova-Hakkari par une unité militaire, porté depuis «disparu», le corps d'Abdullah Canan a finalement été

trouvé le 21 février dans un sac déposé dans la décharge militaire de Yuksekova. D'après le rapport d'autopsie de l'hôpital d'État de Yuksekova ce notable kurde a eu le crâne fracassé par des objets durs au point d'être méconnaissable, son corps est couvert de brûlures de cigarettes et d'ecchymoses, ses testicules et pieds enflés à la suite de sévices subis. A. Canan a ensuite été achevé de 3 balles dans la tête affirme le rapport médico-légal. A la suite de l'évacuation forcée et de la destruction de son village par l'armée, ce chef de village avait, avec plusieurs habitants de son village, porté plainte devant le Tribunal administratif régional. Les chefs des unités militaires locales l'avaient à plusieurs reprises menacé de *«représailles terribles»* s'il ne retirait pas sa plainte. A. Canan, jadis propriétaire prospère, avait tellement perdu dans la destruction de son village qu'il devait estimer ne plus rien avoir à perdre. Il a été puni à titre d'exemple par l'armée. Lors de ses funérailles auxquelles plusieurs milliers de personnes ont participé, l'oncle de la victime, Esat Canan, ancien député du parti républicain du Peuple (CHP), a déclaré que ce meurtre avait été perpétré par l'État et il a cité le commandant Mehmet Emin Yurdakul comme auteur de cet acte de terrorisme d'État.

• **DIX MILLE PERSONNES ONT COMPARU DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT DE DIYARBAKIR.** Selon un bilan établi par le procureur général de cette Cour, Bekir Selçuk, cité par le quotidien turc *Milliyet* du 26 janvier, celle-ci a, en un an, instruit 5523 dossiers dont 2512 ont donné lieu à des poursuites judiciaires, 1155 classés sans suite. Dans 2456 dossiers les auteurs des crimes n'ont pas été identifiés. La Cour a condamné 600 accusés à des peines de prison pour des crimes politiques et 4802 prévenus ont été

acquittés. Le nombre de prisonniers politiques en Turquie est évalué à 12 000 par les organisations locales de défense des droits de l'homme. Par ailleurs, selon le journal turc en langue anglaise *Turkish Daily News* du 18 janvier, en moyenne, plus de 100 personnes par jour, pour la plupart des intellectuels, comparaissent devant les Cours de Sûreté de l'État en Turquie.

• **AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE LES ASSASSINATS DURANT LA PÉRIODE DE GARDE-À-VUE ET LES VENTES D'HÉLICOPTÈRES PAR L'OCCIDENT À LA TURQUIE.** Selon Amnesty International, le bilan des morts durant la période de garde-à-vue ne cesse de s'alourdir en Turquie. Seulement en dix jours, du 1er au 10 janvier, six personnes ont trouvé la mort sous la torture dans les commissariats de police durant leurs interrogatoires. Par ailleurs, l'organisation non gouvernementale basée à Londres brise le silence, dans un communiqué daté du 14 janvier, sur les ventes d'armes à destination de la Turquie et demande un arrêt immédiat des ventes d'hélicoptères militaires. Parmi les pays exportateurs d'hélicoptères et d'autres matériels militaires figurent notamment les États-Unis, la France, l'Allemagne et l'Italie. Ce genre de matériel est utilisé contre les maquisards mais aussi dans une large mesure contre les civils dans la politique d'évacuation de villages et de transferts de populations par les forces armées turques dans les provinces kurdes.

• **8,68 MILLIONS DE PERSONNES EN DESSOUS DU SEUIL OFFICIEL DE LA PAUVRETÉ QUI EST DE 44,5 DOLLARS PAR MOIS.** C'est ce qui ressort d'une étude de l'Organisation Nationale de la Planification (DPT) citée par le quotidien *Milliyet* du 29 janvier.

Environ 14% des 62 millions d'habitants de la Turquie doivent survivre avec un revenu mensuel de 230F par mois. Cela dans un pays qui entretient la deuxième armée de l'OTAN et qui a, en 1994, englouti 12,5 milliards de dollars dans la guerre au Kurdistan. La misère ne

cesse de s'étendre mois après mois, en particulier dans les provinces kurdes. Les oeuvres caritatives locales sont totalement dépassées et Ankara refuse aux ONG occidentales le droit de venir en aide à ces populations en détresse. Le revenu moyen par tête d'habitant était

de 2158 dollars par an en Turquie en 1994 (contre \$ 7471 pour la Grèce par exemple), mais la richesse nationale est très inégalement répartie et la pauvreté connaît une progression alarmante depuis 1992.

PUBLICATIONS NOUVELLES

• Dawid McDOWALL,
A modern History of the Kurds,
London, I.B. Taurin Press, 472p,
1996. Un livre remarquable sur
l'Histoire moderne.

• Leyla ZANA, *Ecrits de prison*,
préface de Claudia Roth, députée
au Parlement européen, Editions
des Femmes, Paris, 115p.

• *Kurdish Culture and Identity*.
Edited by Philip
KREYENBROCK

& Christine ALLISON, Zed
Books Ltd, London, 185p., 1996.

• SHERI LAIZER,
Martyrs, Traitors and patriots,
Kurdistan after the Gulf War,
Zed Books Ltd, London, 224p.,
1996.

• Sherko BEKES,
Les petits miroirs, poèmes traduits
du kurde, préface de Guillevic,
Editions l'Harmattan, 95p.,
1996.

• Jacqueline SAMMALI,
*Etre Kurde, un délit ? Portrait
d'un peuple nié*.
Editions l'Harmattan,
303 p. 1996.

• Philip G. KREYENBROEK,
*Yezidism-its background,
observances and textual tradition*.
The Edwin Millen Press,
Lewiston, 349p., 1995.

EN BREF, LA REVUE DE LA PRESSE

LEYLA ZANA, PRIX SAKHAROV 1995., - TURQUIE : «ÉCRITS DE PRISON», DE LEYLA ZANA. (*Tribune pour l'Europe*, janvier 1996; *L'Humanité*, 15 janvier; *A.F.P.*, 15 janvier 1996), p. 1, 52.

UN STYLE NOUVEAU EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 30-31 décembre 1995 / 1 janvier 1996), p. 2.

TURQUIE : VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE POLICIERS ET REBELLES KURDES. - Treize morts en 4 jours. (*Indépendant; France Soir*, 1^{er} janvier 1996), p. 2.

LA TURQUIE VA ACHETER DES MISSILES AMÉRICAINS AMRAAM ET SEASPARROW. (*Turkish Daily News*, 2 janvier 1996), p. 3.

IRAK - KURDES : SADDAM HUSSEIN OFFRE DES LIVRES SCOLAIRES AUX KURDES IRAKIENS. - Le président irakien Saddam Hussein a envoyé au Kurdistan un lot de deux millions de livres scolaires, cadeau du gouvernement irakien aux régions nord qui échappent totalement à son contrôle depuis 1991. (*A.F.P.*, 2 janvier 1996), p. 3.

LE CHEF DU PARTI ISLAMIQUE DE TURQUIE : UN «PARIA» QUI EST APPLAUDI. (*International Herald Tribune*, 2 janvier 1996), p. 4.

LES EAUX TROUBLÉES DE LA TURQUIE ROULENT VERS UN CONFLIT. Ankara nie que la Syrie n'était pas informée au sujet de la construction du barrage de Birecik et

affirme que toute l'information technique a été fournie à la Syrie depuis 1983. (*Turkish Daily News*, 3 janvier 1996), p. 5 - 6.

LA QUESTION D'EUPHRATE : TEMPÊTE DANS UNE TASSE DE THÉ. (*Turkish Daily News*, 3 janvier 1996), p. 6 - 7.

TURQUIE - SYRIE : LA GUERRE DE L'EAU CONTINUE. (*Gamk*, 3 janvier 1996), p.7.

ANKARA DEMANDE L'AIDE DES ÉTATS-UNIS POUR «FAIRE ENTENDRE RAISON» À LA SYRIE. (*Gamk*, 10 janvier 1996), p. 7.

LA PARANOÏA DES ANTI - ISLAMISTES - Les islamistes ont gagné parce qu'ils sont bien organisés et qu'ils ont su gagner les voix des femmes. Et surtout parce que les autres partis, qui représentent encore 79 % de l'électorat, ont adopté une position défensive. - LA DÉFAITE DES PETITS PARTIS. (*Courrier International*, 4 janvier 1996), p. 8 - 9.

LES DEUX VISAGES DU REFAH. - UNE REMISE EN QUESTION QUI INQUIÈTE WASHINGTON. - VERS UN «CAPITALISME MUSULMAN» ? . (*Courrier International*, 4 janvier 1996), p. 9 - 10, 10 - 11.

IL ÉTAIT KURDE, IL S'EST PENDU. (*Libération*, 4 janvier 1996), p. 11 - 12.

TURQUIE - ÉLECTIONS : TOUS PERDANTS - Lors des élections législatives du 24 décembre en Turquie, le RP islamiste puis les deux partis de droite

sont arrivés en tête. Mais aucune de ces trois forces n'obtient de réel «leadership», et la stabilité politique semble encore lointaine. - VERS UNE SOLUTION POLITIQUE ? (*Rouge*, 4 janvier 1996), p. 12 - 14.

LA TURQUIE ET LES ÉTATS-UNIS VONT COMMENCER DE POURPARLERS SUR LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 4 janvier 1996), p. 14.

Dr. STARR : LA SYRIE N'A À S'EN PRENDRE QU'À ELLE-MÊME SUR LE PROBLÈME DE L'EAU. L'expert en eau affirme que le département d'État américain a choisi la Syrie et l'Arabie saoudite par rapport à la Turquie. (*Turkish Daily News*, 5 janvier 1996), p. 15 - 16.

NOUVEAUX ATTENTATS ANTI-TURCS EN ALLEMAGNE. (*Libération*, 9 janvier 1996), p. 16.

LA SYRIE OBSERVE LA PRÉPARATION AU POUVOIR D'UN AUTRE FILS D'ASSAD. (*International Herald Tribune*, 5 janvier 1996), p. 17.

ÉLECTION : UNE PERSPECTIVE DIFFÉRENTE. L'EX RESPONSABLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT AVANCE UNE THÉORIE DE CONSPIRATION GLOBALE. (*Turkish Probe*, 5 janvier 1996), p. 18.

EAU, CONSPIRATION ET GUERRE AU MOYEN ORIENT. (*Turkish Daily News*, 5 janvier 1996), p. 19.

LES TENSIONS TURCO-SYRIENNES SUR L'EAU S'ACCROISSENT LE PLAN EN 3 ÉTAPES DE LA TURQUIE. (*Turkish Probe*, 5 janvier 1996), p. 20 - 22.

L'IRAK DU NORD : UNE MAUVAISE ANNÉE POUR TOUS. (*Turkish Daily News*, 5 janvier 1996), p. 23.

CINQ ANS APRÈS LA GUERRE DU GOLFE - ÉTATS-UNIS - IRAN : L'ENJEU KURDE. Américains et Iraniens cherchent, chacun pour soi, à imposer leur solution aux factions kurdes rivales. (*Le Figaro & Aurore*, 5 janvier 1996), p. 24.

EN 1995 LES DROITS DE L'HOMME ONT ÉTÉ À L'ORDRE DU JOUR DE LA TURQUIE. La presse s'est plaint des restrictions et de la violation de ses libertés tout au long de l'année. Le quotidien pro-kurde *Yeni Politika* a été interdit. Un bilan de l'année 1995. (*Turkish Daily News*, 6 janvier 1996), p. 25 - 27.

ÉMEUTE DANS DES PRISONS SPÉCIALES TURQUES. - Au moins 3 morts. Des gardes pris en otage. (*Neue Zürcher Zeitung*, 6 - 7 janvier 1996), p. 28.

IMPORTANT VAGUE DE MUTINERIES DANS LES PRISONS TURQUES. (*Le Monde*, 6 - 7 janvier 1996), p. 28 - 29.

LA TURQUIE A LA RECHERCHE D'UN PREMIER MINISTRE. - Le président turc Suleyman Demirel reçoit les chefs des cinq partis politiques représentés au parlement en vue de désigner un Premier ministre qui sera chargé de former un gouvernement à l'issue des législatives du 24 décembre dernier. (*A.F.P.*, 8 janvier 1996), p. 29 - 30.

SI LE FEZ CONVIENT... le succès écrasant de l'islam dans les élections récentes de la Turquie est la preuve, dit John Gray, que la prise de l'Ouest sur le

monde se relâche... (*The Guardian*, 8 janvier 1996), p. 30 - 32.

LES MUTINERIES S'ÉTENDENT DANS LES PRISONS TURQUES. - Après la sanglante répression de jeudi à la centrale d'Umraniye, les violences touchent huit établissements. (*Libération*, 8 janvier 1996), p. 32 - 33.

DES ARRESTATIONS EN MASSE à ISTANBUL. - Les émeutes dans les prisons turcs s'étendent. (*Neue Zürcher Zeitung*, 9 janvier 1996), p. 33 - 34.

LES DÉPUTÉS DU DEP VONT PORTER LEUR AFFAIRE DEVANT LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME. L'avocat des députés affirme que les articles de la Convention européenne des droits de l'homme ont été violés durant le procès. (*Turkish Daily News*, 9 janvier 1996), p. 34 - 35.

DES ENFANTS KURDES RÉFUGIÉS DEMANDENT AUX NATIONS-UNIES DE LES RÉINSTALLER. Le porte-parole des Kurdes affirme qu'Islamabad ne leur est pas sympathique à cause de ses relations avec la Turquie, l'Iran et l'Irak. (*Turkish Daily News*, 9 janvier 1996), p. 36.

KURDISTAN (JACQUELINE SAMMALI). - Le grand coeur de Jacqueline. (*La Croix*, 7 - 8 janvier 1996), p. 36.

LES ISLAMISTES TURCS SONT CHARGÉS DE LA FORMATION DU GOUVERNEMENT. - Erbakan cherche des partenaires pour une coalition. (*Neue Zürcher Zeitung*, 10 janvier 1996), p. 37 - 38.

TURQUIE / ERBAKAN PRÉVOIT UN AVENIR RADIEUX SANS

EXPLIQUER COMMENT L'ATTEINDRE. - L'essentiel de son programme économique repose sur «l'ordre juste», un concept lancé dès 1969 par M. Erbakan lui-même et qui promet «une Turquie heureuse, économiquement développée et libérée de l'esclavage de l'Occident». (*A.F.P.*, 10 janvier 1996), p. 38 - 39.

TURQUIE : UN RAPPORT ACCUSE L'ARMÉE TURQUE D'ÉVACUER DES VILLAGES ALEVIS DANS LA RÉGION DE SIVAS. (*Gamk*, 10 - 11 janvier 1996), p. 39 - 40.

LE CHEF DU PARTI ISLAMISTE EST APPELÉ À FORMER LE CABINET EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 10 janvier 1996), p. 40.

NECMETTIN ERBAKAN. L'HOMME DES GRANDS RÊVES. - Les islamistes turcs et leur «ordre juste». (*Neue Zürcher Zeitung*, 11 janvier 1996), p. 40 - 41.

TURQUIE : AMNESTY INTERNATIONAL ENVOIE UNE DÉLÉGATION CHARGÉE D'ENQUÊTER SUR SIX CAS DE MORT EN DÉTENTION SIGNALÉS EN DIX JOURS. (*Amnesty International - Bulletin d'informations*, 11 janvier 1996), p. 41 - 42.

UN JOURNALISTE TROUVÉ MORT. (*Turkish Probe*, 12 janvier 1996), p. 43.

LE REJUGEMENT DES DÉPUTÉS DU DEP COMMENCE, LA COUR DE SURETÉ AGIT EN ACCORD AVEC LA DÉCISION DE LA COUR D'APPEL. (*Turkish Daily News*, 12 janvier 1996), p. 44.

ERGIL OUVRE À NOUVEAU LA QUESTION KURDE AU DÉBAT PUBLIC. Ergil affirme que l'acceptation

d'une approche «multiculturelle» dans les premières années de la République, a été plus tard changée au profit du concept d'une «nation» ethnique turque. (*Turkish Daily News*, 12 janvier 1996), p. 45 - 46.

AMNESTY DÉNONCE «LES MORTS EN GARDE-À-VUE». (*Turkish Daily News*, 13 janvier 1996), p. 46.

LE PRIX SAKHAROV DE ZANA SERA REMIS À SON MARI. Mehdi Zana pourrait ne pas être en mesure d'assister à la cérémonie comme il n'a pu obtenir un passeport. (*Turkish Daily News*, 13 janvier 1996), p. 47.

LES JEUNES D'ÂSELES PROTESTES CONTRE L'EXPULSION D'UNE FAMILLE KURDE. (*Afionbladet*, 14 janvier 1996), p. 47.

EN TURQUIE IL N'ARRIVERA RIEN À LA FAMILLE KURDE EXPULSÉE. (*Afionbladet*, 14 janvier 1996), p. 48.

TURQUIE : AMNESTY INTERNATIONAL DEMANDE QU'IL SOIT MIS UN TERME AUX TRANSFERTS D'HÉLICOPTÈRES À LA TURQUIE. (*Amnesty International - Bulletin d'informations*, 14 janvier 1996), p. 48 - 50.

LA SOLITUDE DE L'ANTIGONE TURQUE. - TOMRIS ÖZDEN, 44 ans, veuve d'un officier turc tué dans le conflit avec les «rebelles» kurdes, a osé dénoncer cette «sale guerre». La voilà désormais seule et conspuée. (*Libération*, 15 janvier 1996), p. 50 - 51.

LE CONSEIL DE L'EUROPE SUSPEND LE DÉBAT SUR LE RAPPORT SUR LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 15 janvier 1996), p. 53.

AMNESTY APPELLE À L'ARRÊT DE

VENTES D'HÉLICOPTÈRES À LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 15 janvier 1996), p. 53.

L'EX-DÉPUTÉ KURDE ABDULMELIK FIRAT INCARCÉRÉ. (*Turkish Daily News*, 15 janvier 1996), p. 53.

TURQUIE - KURDES : SELON LA TURQUIE, LEYLA ZANA NE PEUT RECEVOIR EN PRISON LE PRIX SAKHAROV. (*A.F.P.*, 15 janvier 1996), p. 54.

RÉACTION À L'ARRESTATION DE L'EX-DÉPUTÉ FIRAT. (*Turkish Daily News*, 16 janvier 1996), p. 54.

EMBARRAS AU PARLEMENT EUROPÉEN POUR LA REMISE DU PRIX SAKHAROV À LEYLA ZANA, - LE PRIX SAKHAROV DU PARLEMENT EUROPÉEN REMIS AU MARI DE LEYLA ZANA, EMPÊCHÉE DE VENIR À STRASBOURG., PRIX SAKHAROV À LEYLA ZANA. Leyla Zana, prix des droits humains du parlement européen. (*A.F.P.*, 17 janvier; 15 janvier; *Paris Normandie, L'Humanité*, 18 janvier 1996, *Faits & Arguments sur l'union européenne*, janvier - février 1996), p. 55, 56, 65, 68, 106-107.

TURQUIE : LE PKK ROMPT LA TRÊVE. (*Le Figaro, L'Alsace, Le Quotidien de Paris*, 17 janvier 1996), p. 57.

LE PRIX SAKHAROV DE LEYLA ZANA VA ÊTRE REMIS À SON MARI. — LA KURDE A OBTENUE LE PRIX DU PARLEMENT EUROPÉEN. (*Turkish Daily News; De Morgen*; 17 janvier; *Neue Zürcher Zeitung; Dagens Nyheter*, 18 janvier 1996), p. 57-58, 64-65.

LE PREMIER MINISTRE SUÉDOIS ADMET UNE BAVURE DANS LES EXPULSION DE KURDES. (*Turkish Daily News*, 17 janvier 1996), p. 59.

ANKARA DEMANDE AUX ÉTATS-UNIS DE «CLARIFIER» LEUR POSITION SUR LA QUESTION KURDE. Au lendemain des remarques de deux hauts responsables américains dans un programme télévisé Ankara a demandé s'il y avait eu un changement de la politique américaine sur le terrorisme. (*Turkish Daily News*, 17 janvier 1996), p. 59 - 60.

DR. KOLARS SUR LE PROBLÈME DE L'EAU : LA SYRIE JOUE UN JEU ÉCHECS. (*Turkish Daily News*, 17 janvier 1996), p. 60 - 62.

L'ARMÉE TURQUE MÉDIATISE L'ATTAQUE D'UN BUS MAIS LE PKK NIE LE RÔLE QU'ON LUI ATTRIBUE. (*Turkish Daily News*, 18 janvier 1996), p. 63.

LES IRAKIENS VONT DISCUTER DE LA VENTE DU PÉTROLE MAIS PAS DANS LES TERMES DE L'ONU. (*International Herald Tribune*, 18 janvier 1996), p. 63.

LE PARTI TURC DE LA PROSPÉRITÉ MÉRITE SON NOM. (*International Herald Tribune*, 18 janvier 1996), p. 64.

LE MARI DE ZANA REÇOIT À SA PLACE LE PRIX SAKHAROV DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 18 janvier 1996), p. 66.

LES ÉTATS-UNIS SOULEVEMENT AVEC DAMAS LE PROBLÈME DU SOUTIEN SYRIEN POUR LE PKK. (*Turkish Daily News*, 18 janvier 1996), p. 66.

UNE MILITANTE KURDE HONORÉE PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN. CRITIQUE KURDE À L'UNION DOUANIÈRE TURCO-EUROPEENNE. (*Nord Éclair; Libération; Le Bien Public*, 18 janvier 1996), p. 67.

REQUÊTE DE LEYLA ZANA CONTRE LA TURQUIE DEVANT LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME. - L'ex-députée d'origine kurde Leyla Zana, lauréate 1995 du prix Sakharov des droits de l'Homme décerné par le Parlement européen, a déposé une nouvelle requête contre la Turquie devant la Commission européenne des droits de l'Homme de Strasbourg. (*A.F.P.*, 18 janvier 1996), p. 69.

PARIS RÉAGIT POSITIVEMENT À LA «POSSIBILITÉ DE CONVERSATIONS» ENTRE L'IRAK ET L'ONU. (*A.F.P.*, 18 janvier 1996), p. 69.

L'HEBDOMADAIRE, *THE EUROPEAN*, CITE DES EXPERTS POUR REJETER LA VERSION TURQUE AFFIRMEANT QUE LES PHOTOS DES SOLDATS TENANT DES TÊTES COUPÉES SONT FAUSSES. (*Turkish Daily News*, 19 janvier 1996), p. 70.

LA LISTE DES DISPARUS S'ALLONGE. (*Turkish Probe*, 19 janvier 1996), p. 70 - 71.

LA TURQUIE ET ISRAËL RENFORCENT LEUR CONFIANCE MUTUELLE. (*Turkish Probe*, 19 janvier 1996), p. 71 - 72.

POINT SUR LE DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 19 janvier 1996), p. 72 - 73.

EAU : LA SYRIE JOUE AU POKER, LA TURQUIE PRÉFÈRE LES ÉCHECS. (*Turkish Probe*, 19 janvier 1996), p. 73 - 74.

GÉNOCIDE FROID EN IRAK. - 560 000 enfants morts depuis 1991, cela fait plus de 110 000 par an. Il y en aura autant en 1996. Nous devons refuser ce massacre. (*Le Monde*, 19 janvier 1996), p. 74.

QUI A COMMIS LE MASSACRE DE GÜÇLÜKONAK. Le PKK désavoue cette action qui coûte la mort de 11 villageois brûlés vifs. (*Turkish Daily News*, 20 janvier 1996), p. 75.

LA TURQUIE AFFIRME QUE L'OLÉODUC EST PRÊT POUR LE PÉTROLE IRAKIEN. (*Turkish Daily News*, 20 janvier 1996), p. 75.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, BAYKAL, REPROCHE À LA SYRIE SON SOUTIEN AU PKK, ET REJETTE LE LIEN TERRORISME-EAU. (*Turkish Daily News*, 20 janvier 1996), p. 76.

L'EMPRISONNEMENT : LE «PRIX FINAL» POUR ABDULMELIK FIRAT. (*Turkish Daily News*, 20 janvier 1996), p. 77 - 78.

LA SOLIDARITÉ AMBIGUË DES TURCS ENVERS LES TCHÉTCHÈNES. - Le ferry détourné bloqué à l'entrée du Bosphore. (*Le Monde*, 20 janvier 1996), p. 78-79.

SOULAGEMENT POUR LE PEUPLE D'IRAK ? (*International Herald Tribune*, 29 janvier 1996), p. 79.

LA TURQUIE AIGUISE SON ÉPÉE CONTRE LES ARTICLES NÉGATIFS. Le «prime time» d'Apo et la lettre de Kandemir. (*Turkish Probe*, 19 janvier 1996), p. 80 - 83.

LA PRISE D'OTAGES SUR UN FERRY TURC S'EST ACHEVÉE SANS VIOLENCE. - Cinq pirates pro-tchétcènes ont été arrêtés. (*Le Monde*, 21-22 janvier 1996), p. 84.

TANSU CILLER VA TENTER DE FORMER UN NOUVEAU GOUVERNEMENT EN TURQUIE. (*Libération*, 22 janvier 1996), p. 84.

PRIX SAKHAROV. (*Parlement Européen*, 17 janvier 1996), p. 85.

L'ASSOCIATION (TURQUE) DES DROITS DE L'HOMME PUBLIE LA LISTE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN 1995. (*Turkish Daily News*, 23 janvier 1996), p. 85.

ABDULMELIK FIRAT PEUT REFUSER D'ALLER À ERZINCAN. La cour de sûreté de l'État d'Erzincan a convoqué Firat, ancien député actuellement détenu à la prison Bayrampasa d'Istanbul, à aller à Erzincan pour l'enquête. Mais les avocats de Firat demandent qu'il ne soit pas forcé d'aller à Erzincan à cause de son état cardiaque grave. (*Turkish Daily News*, 23 janvier 1996), p. 86.

L'ACCORD AVEC L'IRAK RISQUE DE DÉSÉQUILIBRER LES PRIX DU PÉTROLE. (*International Herald Tribune*, 26 janvier 1996), p. 86 - 87.

QUELQU'UN SE SOUVIENT-IL DE L'ÉDITEUR UNSAL ÖZTÜRK POURSUIVI DANS 62 PROCES? — La Turquie s'accroche à un projet ancien de pétrole azéri et se prépare pour la visite d'Aliyev (*Turkish Daily News*, 27 janvier 1996), p. 87.

4 MORTS DANS UN AFFRONTLEMENT À MARDIN AVEC LE PKK. — Les forces de sécurité ne

reconnaissent pas le cessez-le-feu déclaré par les rebelles séparatistes et continuent de faire la chasse aux militants du PKK dans les villes et à la campagne. (*Turkish Daily News*, 31 janvier 1996), p. 88.

AU CŒUR DU GOLFE, LA FLOTTE AMÉRICAINE GARDE UN ŒIL LAS SUR SADDAM. (*International Herald Tribune*, 31 janvier 1996), p. 89.

MUSIQUE DU KURDISTAN. - Enfin un peu de dépaysement pour nous, occidentaux. Issa, jeune virtuose kurde, fait partie de cette nouvelle génération de musiciens porteurs d'une incontestable authenticité culturelle. (*Paris Pocket*, 31 janvier - 5 février 1996), p. 89.

LE SÉNAT AMÉRICAIN APPROUVE LE TRANSFERT DE TROIS BÂTIMENTS DE GUERRE À LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 31 janvier 1996), p. 90.

LA TRAVERSÉE DE LA FRONTIÈRE DE NUSAYBIN PRÊTE POUR LE COMMERCE. — La Turquie attend la réponse de la Syrie. (*Turkish Daily News*, 31 janvier 1996), p. 90.

FESTIVAL DE LA MÉDINA - «ISSA» : CHANT ET DANSE DU KURDISTAN. Le charme d'une musique méconnue. Le spectacle qui a eu lieu vendredi dernier à Bir Lahjar était placé sous le signe du bonheur et de la joie de vivre. (*Le Temps, Le Renouveau*, 31 janvier 1996), p. 91, 92.

LA TURQUIE VEUT ENTRER DANS L'UNION EUROPÉENNE. Et le Kurdistan? (*Europa de las naciones*, N° 28 - Hivern 1995 - 1996), p. 93 - 104.

UNION DOUANIÈRE TURQUIE - UNION EUROPÉENNE : TRIOMPHE DU CYNISME. Sur

proposition de l'UDB, plusieurs délégations d'élus et de militants se sont rendues en préfecture ou sous-préfecture de Ouimper, Lorient, Rennes et Saint-Malo pour remettre aux officiels de l'État français une lettre de protestation destinée à Alain Juppé. (*Peuple Breton*, janvier 1996), p. 105.

POUR UNE SOLUTION POLITIQUE DE LA QUESTION KURDE. Les violations des droits de l'homme se sont poursuivies et il n'y a toujours pas d'ouverture de la part du gouvernement turc vis-à-vis de la question kurde. (*Faits & Arguments sur l'Union européenne*, janvier - février 1996), p. 108.

LA CRISE GRÉCO-TURQUE SUR L'ÎLOT MINISCULE OBLIGE LES ÉTATS-UNIS À MODIFIER LEUR MISSION DANS LA RÉGION. (*International Herald Tribune*, 1^{er} février 1996), p. 109.

TURQUIE - LA TENTATION ISLAMIQUE OU L'ÉCHEC DE L'EUROPE PRO-TURQUE. Le cauchemar des États occidentaux a failli de se réaliser, avec le concours d'un des partis de droite. Le système parlementaire turc. (*Arménie France*, février 1996), p. 110.

KURDES D'IRAN : Abdullah Hassanzadeh, secrétaire général du PDK d'Iran reçu par Georges Marchais. (*L'Humanité*, 1^{er} février 1996), p. 110.

LA VISITE À ISTANBUL DE CLAUDIA ROTH, présidente du Groupe des Verts au Parlement européen. (*Turkish Daily News*, 2 février 1996), p. 111 - 112.

POINT SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*Turkish Probe*, 2 février 1996), p. 113.

ÉCONOMIE, KURDES, GRÈCE : LES DÉFIS DU FUTUR GOUVERNEMENT TURC. Après deux mois de vacance du pouvoir, le gouvernement turc annoncé par les deux grands partis de droite devra s'attaquer à de nombreux problèmes, d'une inflation galopante à la rébellion kurde, en passant par des relations internationales délicates, notamment avec la Grèce. (*A.F.P.*, 2 mars 1996), p. 114-115.

LA POPULATION IRAKIENNE RETROUVE CONFIANCE. L'annonce des prochaines négociations avec l'ONU fait remonter le cours du dinar et baisser le prix des denrées de base. (*Le Monde*, 3 février 1996), p. 115.

APRÈS L'ACTION DU COMMANDO PRO-TCHÉTCHÈNE EN TURQUIE : LE RÉVEIL DES CAUCASIENS. Ils seraient près de six millions de déracinés en Turquie. Ils redécouvrent leurs origines et soutiennent la lutte séparatiste tchéchène. (*Le Figaro*, 3-4 février 1996), p. 116.

ABDŪLMELIK FIRAT REFUSE LE TRAITEMENT DE CANCER MENOTTES AU POIGN. — L'ambassadeur turc Kandemir rejette la proposition américaine. il appelle le Congrès américain à comprendre la vraie nature du terrorisme et à soutenir la Turquie dans sa lutte contre le terrorisme. (*Turkish Daily News*, 3 février 1996), p. 117.

TURQUIE - Résolution sur la situation en Turquie et l'offre de cessez-le-feu faite par le PKK. (*Journal officiel des Communautés européennes*, 5 février 1996), p. 118-119.

LEYLA ZANA REÇOIT LE PRIX SAKHAROV. Le crime d'être née kurde. LEYLA ZANA, PRIX NOBEL DE LA

PAIX ? Le nom de Leyla Zana a été proposé par les députés norvégiens pour le prochain prix Nobel de la paix. (*Elle*, 5 février; *Ouest-France*, 8 février 1996), p. 120, 128.

CRISE POLITIQUE AGGRAVÉE EN TURQUIE. Yilmaz est chargé de former le gouvernement. (*Neue Zürcher Zeitung*, 5 février 1996), p. 120.

M^{me} TANSU CILLER NE PARVIENT PAS À FORMER UN NOUVEAU GOUVERNEMENT EN TURQUIE. M. Yilmaz pourrait tenter une alliance avec les islamistes. Plus d'un mois après les élections du 25 décembre, la situation politique paraît bloquée en Turquie. Après les islamistes, qui étaient arrivés en tête lors du scrutin, c'est le premier ministre sortant, M^{me} Ciller, qui a échoué, vendredi 2 février, dans sa tentative de former une nouvelle coalition. Si l'autre parti de droite ne parvient pas à trouver une formule avec les islamistes, le pays devra retourner aux urnes. (*Le Monde*, 4-5 février 1996), p. 121.

LA DÉSINFORMATION DU PKK CONTINUE. — Selon le procureur de Coblenz un film sur le PKK diffusé en juin 1994 par RTL serait un faux. (*Turkish Daily News*, 5 février 1996), p. 122.

LE PROBLÈME KURDE ET LES MÉTHODES POUR UNE SOLUTION DÉMOCRATIQUE DISCUTÉS. (*Turkish Daily News*, 5 février 1996), p. 122.

LA TURQUIE CONVOITE LE COMMERCE AVEC L'IRAK mais cite des obstacles; les officiels turcs disent que des compagnies privées en Turquie seraient les fournisseurs les mieux placés

pour la nourriture, en particulier pour la farine, pour l'Irak si les deux parties parvenaient à un accord à New York. (*Turkish Daily News*, 6 février 1996), p. 123.

SELON LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRES AMÉRICAINS LE GAP AIDERÀ STABILISER LE SUD-EST DE LA TURQUIE. — «Le GAP abaissera les barrières kurdes à la légitimité politique turque. (*Turkish Daily News*, 6 février 1996), p. 124.

LE DANEMARK REFUSE DE RÉPONDRE À LA LETTRE D'APO. (*Turkish Daily News*, 6 février 1996), p. 124.

LES POURPARLERS IRAK-ONU SUR L'OLÉODUC RENCONTRENT L'OBSTACLE DE LA ROUTE D'EXPORTATION. (*Turkish Daily News*, 6 février 1996), p. 125.

LA SYRIE CONTINUE DE FAIRE DU LOBBYING CONTRE LA TURQUIE AU SUJET DE L'EAU. Ankara doute qu'une rencontre Syrie-Irak puisse aboutir à une position commune, étant donné les différences entre les deux pays. (*Turkish Daily News*, 6 février 1996), p. 125-126.

TURQUIE-KURDES : MEHDI ZANA DEMANDE QUE LA FRANCE «NE SOUTIENNE PAS LA RÉPRESSION TURQUE AU KURDISTAN». M. Zana (55 ans), venu à Rennes à l'invitation du maire, Edmond Hervé (PS), qui le connaît de longue date, a expliqué que «le principal moyen de pression sur la Turquie reposait sur «les crédits accordés par les États-Unis et l'Europe». MEHDI ZANA, PÈLERIN DE LA CAUSE KURDE. Ancien maire de Diyarbakir, la principale ville d'Anatolie, Mehdi Zana est devenu

le symbole du combat démocratique pour les droits culturels kurdes. De solides liens d'amitié et de soutien l'ont poussé à revenir à Rennes, presque vingt ans après son premier passage. Il témoigne de son combat et de celui de son épouse au nom de la cause kurde en Turquie. UN RESPONSABLE KURDE DEMANDE LE SOUTIEN DE LA FRANCE. (*A.F.P.*, 7 février; *Ouest-France*, 8 février; *Le Quotidien de Paris*, 9 février 1996), p. 126, 128, 141.

EXPULSIONS - BAGNES VOLANTS POUR KURDES. Si Air France vous apprend brusquement que vous ne pouvez prendre le vol prévu à cause d'un «surbooking», demandez donc des explications complémentaires. Surtout si vous vous rendiez en Turquie... (*Rouge*, 8 février 1996), p. 127.

IRAK : LE FAUX DILEMME. Les forces d'opposition irakiennes se réjouissent de ce que l'épais silence qui, en France, a marqué le cinquième anniversaire de la guerre du Golfe se rompe enfin et que des voix s'élèvent pour dénoncer les souffrances infligées au peuple irakien. IRAK - DE L'ÉLECTRICITÉ POUR LES KURDES. Bagdad s'est déclaré disposé à alimenter en courant électrique le Kurdistan irakien (nord), échappant à son contrôle depuis 1991. LES KURDES OUBLIÉS. Il y a maintenant deux ans, Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, ordonnait une vaste rafle dans les milieux kurdes de la capitale, nous faisant redécouvrir qu'il y avait un problème des Kurdes en Turquie. (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Humanité dimanche*, 8 février 1996), p. 129.

ALIZA MARCUS PART AVEC DU STYLE. (*Turkish Daily News*, 8 février 1996), p. 130.

UNE LACUNE POUR L'IRAK.

(*International Herald Tribune*, 8 février 1996), p. 130.

IRAK-ONU : COUP D'ESSAI CONTRE L'EMBARGO. Bagdad pourrait vendre du pétrole contre des vivres. Sous couvert de soulager les souffrances de son peuple, Saddam Hussein veut réinsérer l'Irak dans le contexte international. (*Le Figaro*, 6 février 1996), p. 131-132.

ONU-IRAK : DEUXIÈME JOURNÉE DES NÉGOCIATIONS «PÉTROLE CONTRE NOURRITURE». Les négociations à huis clos pourraient aboutir à une levée partielle de l'embargo frappant Bagdad depuis l'invasion du Koweït en 1990. (*A.F.P.*, 7 février 1996), p. 132.

LE REJUGEMENT DES EX-DÉPTUÉS DU DEP AJOURNÉ. Les avocats demandent des investigations supplémentaires. (*Turkish Daily News*, 9 février 1996), p. 133.

LES LOCALITÉS ALÉVIES SOUS LE BLOCUS MILITAIRE À SIVAS. (*Turkish Probe*, 9 février 1996), p. 134-135.

LES DIVIDENDES DE LA GUERRE DU SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 9 février 1996), p. 135.

LE MOUVEMENT DE LA PAIX PREND DE LA FORCE. — «Un rassemblement pour la Paix» tenu la semaine dernière à l'hôtel Marmara à Istanbul appelle le gouvernement à accepter l'offre du cessez-le-feu unilatéral du PKK et d'ouvrir des discussions pour terminer le conflit. (*Turkish Daily News*, 9 février 1996), p. 136-139.

INTERVIEW : Le mari de Leyla Zana témoigne. L'ancien maire de Diyarbakir

(jumelée avec Rennes jusqu'à l'emprisonnement du maire kurde) a été reçu dans cette ville par le maire socialiste Edmond Hervé, avant de rencontrer la presse et de répondre à nos questions... (*L'Humanité*, 10 février 1996), p. 141.

TURQUIE. LES CHANCES DE MESUT YILMAZ, CHEF DU PARTI DE LA MÈRE PATRIE ET PREMIER MINISTRE DÉSIGNÉ, de former le gouvernement avec l'appui du parti islamiste Refah semblent s'amenuiser. (*L'Humanité*, 10 février 1996), p. 141.

COMME LE «DOUBLE CONTAINMENT» (américain contre l'Irak et l'Iran) s'effondre. (*Turkish Daily News*, 11 février 1996), p. 140.

LOGEMENT INSALUBRE : PLACEMENT DEMANDÉ POUR DIX ENFANTS DE RÉFUGIÉS KURDES. Les dix enfants de la famille de réfugiés kurdes accueillis en 1992 pourraient être séparés de leurs parents. Motif : le logement HLM qu'ils occupent à Niort est aujourd'hui insalubre. Autour de l'OPAC, une cellule de travail cherche à résoudre ce douloureux problème. (*Le courrier de l'Ouest*, 10-11 février 1996), p. 142-143.

UN KURDE «ADOPTÉ» PAR UNE FAMILLE DE FOS. Un couple sans enfant de Fos-sur-Mer a accueilli, d'abord momentanément, un enfant kurde de 16 ans. Le courant est tellement bien passé que le garçon vit désormais avec eux. (*Le Provençal*, 10 février 1996), p. 143.

LA SYRIE ET L'IRAK OUVRENT DE RARES POURPARLERS SUR L'EAU À DAMAS. (*Turkish Daily News*, 11 février 1996), p. 144.

ALLEMAGNE-KURDES : 80 KURDES INTERPELLÉS ET MESURES DE

SÉCURITÉ RENFORCÉES DANS LA CRAINTE D'ATTENTATS. La police criminelle fédérale (BKA) avait annoncé disposer d'«indices concrets» provenant des «cercles dirigeants» du PKK selon lesquels des actions violentes pourraient être organisées dans les jours à venir, en particulier par le mouvement de jeunesse du PKK, la Jeunesse patriotique du Kurdistan (YCK). (*A.F.P.*, 12 février 1996), p. 144.

APPAT DE BAGDAD POUR LES KURDES. Des promesses généreuses - des mauvais souvenirs. (*Neue Zürcher Zeitung*, 10-11 février 1996), p. 145.

PREMIER PROCÈS DE MASSE CONTRE DES POLICIERS TURCS. Accusés d'avoir torturé un journaliste. (*Neue Zürcher Zeitung*, 10-11 février 1996), p. 146.

ONU-IRAK : LES DISCUSSIONS «NOURRITURE CONTRE PÉTROLE» REPRENENT. L'Irak et les Nations unies reprennent leurs discussions techniques approfondies à New York sur les moyens d'autoriser Bagdad à exporter des quantités limitées de pétrole à des fins humanitaires. (*A.F.P.*, 12 février 1996), p. 147.

LES CERCLES ISLAMIQUES S'ACTIVENT SUR LE PROBLÈME KURDE. (*Turkish Daily News*, 12 février 1996), p. 148.

UNE BOMBE EXPLOSE À L'EXTÉRIEUR D'UN BUREAU KURDE EN CHYPRE DU SUD. - Il n'y a pas eu de blessés. La bombe a fait des dégâts dans plusieurs boutiques et bâtiments. (*Turkish Daily News*, 12 février 1996), p. 149.

LES MILITANTS DE LA PAIX METTENT LE POINT SUR LE

MASSACRE DE GÜÇLÜKONAK. Après des investigations pour faire le point sur le massacre de Güçlükonak le groupe vise à aller à Sivas où des villages ont été évacués et la population forcée à émigrer. (*Turkish Daily News*, 12 février 1996), p. 149.

LA SUISSE AFFIRME QU'UNE BASE DU PKK ÉTAIT UTILISÉE POUR DES «ACTIVITÉS SPORTIVES» (*Turkish Daily News*, 12 février 1996), p. 150.

ABDULMELIK FIRAT EST-IL UN CRIMINEL ENDURCI? (*Turkish Daily News*, 13 février 1996), p. 150.

LES PAYS DU MOYEN ORIENT ENVISAGENT DE FORMER UN CONSORTIUM POUR ACHETER DE L'EAU À LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 13 février 1996), p. 151.

L'EX-PATRON DU DEP CONDAMNÉ POUR PROPAGANDE SÉPARATISTE, YASAR KAYA, JUGÉ IN ABSENTIA À ÉTÉ RECONNU COUPABLE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI ANTI-TERRORISTE. (*Turkish Daily News*, 12 février 1996), p. 151.

DANEMARK-TURQUIE-KURDES : LE PRIX DE LA ROSE, une récompense du Forum international du mouvement ouvrier danois, AIF, a été attribué à la militante des droits du peuple kurde et ex-membre du Parlement turc, Leyla Zana. (*L'Humanité*, 13 février, *A.F.P.*, 12 février; *L'Alsace, Nice Matin; Courrier Picard*, 13 février 1996), p. 151, 153.

LES PAYS DU MOYEN ORIENT ENVISAGENT DE FORMER UN CONSORTIUM POUR ACHETER DE L'EAU À LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 13 février 1996), p. 152.

FRANCE-RUSHDIE : LE COMITÉ DE DÉFENSE DE SALMAN RUSHDIE EN FRANCE ORGANISE UN DÉBAT À PARIS. Il organise une projection d'un documentaire suivie d'un débat au Centre national du Livre à Paris. Le documentaire intitulé «Berlin, premier procès du terrorisme iranien» a été réalisé par un Iranien en exil, Jamshid Golmakani. (*A.F.P.*, 13 février 1996), p. 152.

SYRIE-TURQUIE : UN FILM HISTORIQUE JETTE LE FROID ENTRE DAMAS ET ANKARA. Des diplomates turcs ont exprimé leur réprobation après la diffusion par la télévision syrienne d'une émission historique concernant la domination ottomane en Syrie, susceptibles selon eux de créer des problèmes politiques entre Ankara et Damas. (*Gamk*, 14 février 1996), p. 154.

LE PREMIER MINISTRE PERÈS DIT QU'IL N'Y AURA AUCUN «DEAL» AVEC LA SYRIE SANS UN ACCORD SUR L'EAU. Perès dit que la solution est que la Syrie obtienne de l'eau de la Turquie et qu'Israël garde toutes les sources d'eau qui sont sous son autorité aujourd'hui. (*Turkish Daily News*, 14 février 1996), p. 155.

LA RÉUNION IRAK-SYRIE CRITIQUE LA TURQUIE ET LE CONSORTIUM ÉTRANGER. (*Turkish Daily News*, 14 février 1996), p. 155.

LA QUESTION KURDE CONDUIT À LA FERMETURE D'UN AUTRE PARTI. — Le procès devant la cour Constitutionnelle du Parti pro-kurde de la Démocratie et du Changement (DDP) est sur le point d'être terminé. — ON S'ATTEND À UNE INTERDICTION. (*Turkish Daily News*, 14 février 1996), p. 156.

LES CONSERVATEURS TURCS TIENNENT DES POURPARLERS SUR LA COALITION AVEC LE PARTI ISLAMISTE. (*International Herald Tribune*, 15 février 1996), p. 156.

«PÉTROLE CONTRE NOURRITURE» : PAS ENCORE D'ACCORD FORMEL, SELON LES IRAKIENS. (*A.F.P.*, 15 février 1996), p. 157.

JOHN MAJOR EST FRAGILISÉ PAR LE SCANDALE DES VENTES D'ARMES À L'IRAK. Le rapport d'une commission d'enquête pourrait mettre en cause deux ministres conservateurs. (*Le Monde*, 15 février 1996), p. 158.

GERGER REÇOIT LE PRIX «SCIENTIFIQUE PERSÉCUTÉ» D'AAAS et témoigne devant la Commission Helsinki du Congrès américain. (*Turkish Daily News*, 15 février 1996), p. 159.

LE PKK SE PRÉPARE À ROMPRE SON CESSEZ-LE-FEU UNILATÉRAL S'IL NE REÇOIT PAS DE SIGNE POSITIF DU NOUVEAU GOUVERNEMENT. (*Turkish Daily News*, 15 février 1996), p. 160.

TURQUIE-KURDES : ONZE CIVILS TUÉS PAR LE PKK. C'est la première attaque du PKK depuis un cessez-le-feu déclaré unilatéralement le 15 décembre par son chef Abdullah Ocalan. Cette trêve n'avait pas été prise en considération par l'armée turque. (*A.F.P.*, 16 janvier 1996), p. 160.

LE PONT SUR LES DROIT DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 16 février 1996), p. 161.

L'ORAGE QUI COUVE SUR LES HÉLICOPTÈRES SUPER-COBRAS. (*Turkish Probe*, 16 février 1996), p. 162.

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE « DÉLIBÉRÉMENT » INDUIT EN ERREUR SUR LES ARMES POUR L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 16 février 1996), p. 163.

DES POLICIERS TURCS TRADUITS EN JUSTICE APRÈS LE MEURTRE D'UN JOURNALISTE. L'indignation populaire face à la brutalité des forces de sécurité a, pour la première fois, forcé les autorités turques à sévir : 48 policiers seront traduits en justice après la mort, le 8 janvier 1996, du journaliste Metin Göktepe. (*Le Monde*, 15 février 1996), p. 163.

SIVAS, LA TERRE DE CONFLIT. (*Turkish Probe*, 16 février 1996), p. 164-165.

CRITIQUE SYRO-IRAKIENNE CONTRE LA TURQUIE. Coordination de l'utilisation d'eau. (*Neue Zürcher Zeitung*, 16 février 1996), p. 166.

YILMAZ ET ERBAKAN DEVANT UNE COALITION EN TURQUIE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 16 février 1996), p. 166.

LE PKK POURRAIT LIBÉRER DES SOLDATS DANS UN GESTE DE BONNE VOLONTÉ. — Le député islamiste (RP) de Van va tenir une conférence de presse aujourd'hui avec les parents de sept soldats. (*Turkish Daily News*, 16 février 1996), p. 166.

LA VENTE DU PÉTROLE IRAKIEN POURRAIT AVOIR DES RÉPERCUSSIONS. Bagdad craint que l'acceptation d'une offre de vente limitée de pétrole promue par son archi-ennemi Washington, ne puisse retarder la levée totale de l'embargo. (*Turkish Daily News*, 18 février 1996), p. 167.

DES DÉPUTÉS ET DES PARENTS APPELLENT LE PKK À LIBÉRER LES SOLDATS CAPTIFS. (*Turkish Daily News*, 17 février 1996), p. 167.

LA PERSPECTIVE D'UNE COALITION TURQUE S'ÉVANOUIT. (*International Herald Tribune*, 19 février 1996), p. 168.

EN TURQUIE, YILMAZ HÉSITE À S'ALLIER AU PARTI ISLAMISTE. La droite libérale préférerait gouverner seule. (*Libération*, 19 février 1996), p. 169.

LES ÉTATS-UNIS APPELLENT LA SYRIE À COOPÉRER AVEC LA TURQUIE CONTRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 19 février 1996), p. 169.

LA JORDANIE LAISSE UN GROUPE IRAKIEN ANTI-SADDAM OUVRIR UN BUREAU. (*Turkish Daily News*, 19 février 1996), p. 170.

PROVOCATION DE LA TURQUIE ET CONTESTATION PAR CE PAYS DES DROITS SOUVERAINS D'UN ÉTAT MEMBRE DE L'UNION : VOTE. Le Parlement européen souligne que les frontières de la Grèce constituent également une part des frontières extérieures de l'Union et demande à la Turquie de se conformer aux règles de l'OSCE selon lesquelles tout litige doit être réglé par des voies pacifiques, conformément au droit international. (*Parlement Européen, Le Point de la session*, 15 février 1996), p. 170.

TURQUIE-SYRIE : DONNANT-DONNANT. Nouredine Nourhane, porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, a exposé, le 14 février à Ankara, les conditions d'une reprise des négociations avec la Syrie. (*Jeune Afrique*, 21 février 1996), p. 170.

TURQUIE : UN VIEUX LION KURDE DANS LES GEÔLES TURQUES. Deux mois après un appel au cessez-le-feu de la guérilla kurde, le régime turc refuse toujours d'y répondre mais continue de harceler les Kurdes modérés. A 72 ans, malade du cœur et souffrant probablement d'un cancer de la prostate, Abdulmelik Firat, petit-fils de Cheikh Saïd, a été incarcéré... LE PKK DÉPLOIE SES TENTACULES. Les autorités turques disent le PKK sur le déclin. Un récent accord inter-kurdes signé au nord de l'Irak laisse supposer le contraire. (*La croix l'événement*, 20 février 1996), p. 171.

LE RETOUR D'EXIL DU GENDRE DU PRÉSIDENT IRAKIEN SADDAM HUSSEIN DEMEURE INEXPLIQUÉ. Le «repentir» du général Hassan conforte le régime baasiste. Il a regagné la capitale irakienne accompagné de sa famille. La télévision irakienne a annoncé qu'il serait traité en «citoyen ordinaire». (*Le Monde*, 22 février 1996), p. 172.

L'IRAK DOIT EXPLIQUER CLAIREMENT LE PLAN DU PÉTROLE CONTRE LA NOURRITURE. (*International Herald Tribune*, 21 février 1996), p. 172-173.

DEMIREL DIT LE PARTI ISLAMISTE N'EST PAS UNE MENACE POUR LA DÉMOCRATIE. (*International Herald Tribune*, 21 février 1996), p. 173.

DEUX GENDRES DE SADDAM RETOURNENT EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 21 février 1996), p. 174.

DES «AMIS» FRANÇAIS DE L'IRAK VONT OUVRIR UN BUREAU À BAGDAD. Le Conseil du commerce et de l'industrie (CCI) franco-irakien, créé,

en juin 1995, par l'ancien chef d'état-major des armées, le général Jeannou Lacaze, ouvrira dans la capitale irakienne durant la première quinzaine d'avril un bureau qui sera tenu par un Irakien. (*Le Monde*, 22 février 1996), p. 172.

UNE RÉFUGIÉ POLITIQUE KURDE EXPULSÉ VERS LA TURQUIE. Halil Bingol, un Kurde auquel le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence venait d'accorder le statut de réfugié politique, a été expulsé, mercredi 14 février, vers la Turquie. L'EXPULSION D'UN RÉFUGIÉ KURDE EN TURQUIE CONTESTÉE À MARSEILLE. (*Le Monde*, 22 février; *Libération Champagne*, 23 février 1996), p. 175, 178.

SI LA CIA NE PEUT MÊME PAS ÉVINCER SADDAM POUR QUOI LUI DONNER PLUS D'AIDE. (*International Herald Tribune*, 22 février 1996), p. 175-176.

LA DÉLÉGATION DES FEMMES FAIT SON RAPPORT SUR LE KURDISTAN DE TURQUIE : ROMPRE LE SILENCE. (*Daz*, 22 février 1996), p. 176-177.

NALIN BAKSI, LA PLUS POPULAIRE DU PARTI SOSLIAL-DÉMOCRATE. (*Metro*, 5 février 1996), p. 177.

AMNESTY INTERNATIONAL CONDAMNE LA TURQUIE. (*Dagens Nyheter*, 10 février 1996), p. 177.

ANKARA RAPPELLE SON AMBASSADEUR EN GRÈCE. (*International Herald Tribune*, 23 février 1996), p. 178.

DEUX GENDRES DE SADDAM SERAIENT TUÉS PAR LEUR FAMILLE À LEUR RETOUR.

(*International Herald Tribune*, 24-25 février 1996), p. 178.

LES ÉTATS-UNIS VONT PAYER \$62 MILLIONS À L'IRAN. Cette indemnité est due pour l'abattage d'un avion iranien sur le Golfe en 1988. (*International Herald Tribune*, 24-25 février 1996), p. 178-179.

LES ÉTATS-UNIS AFFIRMENT QUE LE PKK EST UNE AFFAIRE ENTRE LA SYRIE ET LA TURQUIE. Mais les Américains ne sont pas satisfaits par les promesses syriennes. (*Turkish Daily News*, 23 février 1996), p. 179.

LES ALÉVITS TURCS SOUS PRESSION. Un voyage par le Sivas enneigé en Anatolie centrale. (*Neue Zürcher Zeitung*, 24-25 février 1996), p. 179-181.

UN ÉTRANGE COUPLE (YILMAZ-ERBAKAN) EN TURQUIE. (*The Economist*, 24 février 1996), p. 181.

L'IMPROBABLE DÉMOCRATISATION TURQUE. Alors que resurgissent de dangereuses visées expansionnistes, les islamistes du Refah et le Parti de la mère patrie semblent déterminés à gouverner ensemble un pays où perdurent les atteintes aux Droits de l'homme. (*Témoignage Chrétien*, 23 février 1996), p. 182.

LA TURQUIE CRAINT LES VAGUES. La Turquie n'a pas mis le feu aux poudres lors de la crise en mer Égée, il y a un mois. Au plus fort de l'accès de fièvre, le premier ministre par intérim, Tansu Ciller, a rappelé que son pays considérerait l'extension des eaux territoriales grecques comme une cause de guerre immédiate. Puis, il a appelé au dialogue. La Turquie s'oppose, en revanche, à une saisine de la Cour

internationale de justice comme à toute autre tentative d'«internationaliser» le dossier. (*La Croix-l'Événement*, 24 février 1996), p. 183.

DEUX GENDRES DE SADDAM HUSSEIN ASSASSINÉS TROIS JOURS APRÈS LEUR RETOUR EN IRAK. Leurs épouses avaient auparavant obtenu le divorce. UN PAYS SOUS LA TERREUR. SADDAM HUSSEIN FAIT ASSASSINER SES DEUX GENDRES POUR TRAHISON. (*Le Monde*, 25-26 février 1996), p. 184-185.

TROU DE MÉMOIRE TOTAL DES DÉFECTEURS IRAKIENS. (*International Herald Tribune*, 26 février 1996), p. 186.

LE DROIT D'ASILE MENACÉ. La France, qui clame son exemplarité dans ce domaine, multiplie les signes inquiétants de fermeture et d'ostracisme. (*Le Monde*, 27 février 1996), p. 186.

LES RELATIONS S'ENVENIMENT ENTRE L'IRAK ET LA JORDANIE. Le roi Hussein se déclare «dégoûté» par l'assassinat des deux gendres du président irakien à leur retour d'exil. Amman juge qu'un changement de régime à Bagdad est désormais «inévitable». L'ARME TRIBALE AU SERVICE DU POUVOIR. Si la vengeance tribale était vérifiée, le recours aux tribus traduirait l'évolution du régime, depuis les émeutes chiites et kurdes qui avaient suivi, en mars 1991, le cessez-le-feu de la guerre du Golfe. (*Le Monde*, 27 février 1996), p. 187.

DES ESPOIRS SUR UN NOUVEAU GOUVERNEMENT À ANKARA. Négociations entre Tansu Ciller et Mesut Yilmaz. (*Neue Zürcher Zeitung*, 27 février 1996), p. 188.

KURDES. L'armée turque prépare une offensive appuyée par l'aviation contre les séparatistes kurdes avant le début du printemps dans les provinces orientales de la Turquie. (*Sud Ouest*, 28 février 1996), p.188.

L'IRAK A, APRÈS TOUT, DE QUOI FABRIQUER UNE BOMBE A. (*International Herald Tribune*, 28 février 1996), p. 189.

LES ADVERSAIRES DE SADDAM RAPPORTENT DES AFFRONTLEMENTS. (*International Herald Tribune*, 28 février 1996), p. 189.

L'IRAK DIT QUE LES POURPARLERS SUR LE PÉTROLE AVEC L'ONU SONT POSITIFS ET VONT REPRENDRE BIENTOT. (*Turkish Daily News*, 28 février 1996), p. 190.

YACHAR KEMAL DOIT COMPARAÎTRE À NOUVEAU

DEVANT UNE COUR. (*Turkish Daily News*, 29 février 1996), p. 190.

MME. PORTER: LA CIA A FAIT DU «TRAVAIL POSITIF» DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 29 février 1996), p. 191.

SUCCÈS DES NÉGOCIATIONS DE COALITION. Accord de base entre Ciller et Yilmaz. NOUVEAU PROCÈS CONTRE L'AUTEUR KEMAL. 86 INTELLECTUELS DEVANT LE TRIBUNAL. (*Neue Zürcher Zeitung*, 29 février 1996), p. 192.

86 INTELLECTUELS TURCS EN PROCÈS parmi les 1 080 coéditeurs symboliques d'un livre dont les auteurs avaient été poursuivis pour «séparatisme» s'est ouvert à Istanbul. (*Libération*, 29 février 1996), p. 192.

L'EFFETS SECONDAIRES D'UN AMBARGO : LE CAS DU KURSITAN.

(*Dagens Nyheter*, 7 février 1996), p. 193.

CRISE DANS LES NÉGOCIATIONS AVEC L'IRAK: «Le problème des Kurdes et les frais de la production du pétrole». (*Al-Hayat*, 19 février 1996), p. 194.

LA SYRIE EST PRÊTE À UNE AMÉLIORATION DE CES RELATION AVEC LA TURQUIE MAIS REFUSE LES CAMPAGNES DE PROVOCATION. (*Al-Hayat*, 26 février 1996), p. 195.

TALABANI SE DIT RECONNAISSANT VIS-À-VIS DE L'IRAN ET PRÉVIENT LA JORDANIE DE SADDAM. (*Al-Hayat*, 29 février 1996), p. 196.

LE ROI HUSSEIN A RENCONTRÉ J. TALABANI ET UN REPRÉSENTANT DE M. BARZANI À LONDRES. (*Al-Hayat*, 26 février 1996), p. 197.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

TRIBUNE L'EUROPE

POUR

MENSUEL

ANTWERPEN X ISSN 0755 8815

JANVIER 1996

INFORMATIONS DU PARLEMENT EUROPEEN

N° 1 - F

Leyla ZANA, Prix Sakharov 1995

La lauréate étant toujours emprisonnée à Ankara, c'est à son mari, M. Mehdi ZANA, que le Président du Parlement européen, M. Klaus HÄNSCH, a remis le prix. Celui-ci a passé près de quinze années de sa vie en prison, en raison de son engagement politique en faveur du peuple kurde. Condamné en 1994 à quatre ans de prison, il a récemment été élargi, grâce à la modification de la législation terroriste turque. La lauréate, Mme Leyla ZANA, est une militante kurde de Turquie, engagée contre la torture et pour le respect de la dignité humaine. Elue député en 1991 du parti pro-kurde DEP, elle a été privée de son mandat par la dissolution de sa formation. Depuis mars 1994, elle est en détention pour délit d'opinion avec d'autres députés kurdes. Sa condamnation à 15 années de prison a été confirmée le 25 octobre 1995. En décernant le Prix Sakharov à Mme ZANA, symbole de la lutte non violente pour les valeurs et les droits du peuple kurde, le Parlement européen a ainsi distingué une femme au courage, à l'énergie, à l'intelligence et à l'abnégation extraordinaires.



M. Mehdi Zana

Le Président HÄNSCH a précisé que le Parlement européen a « accordé à Leyla ZANA le Prix Sakharov 1995 dans le même état d'esprit que celui dans lequel l'Union douanière a trouvé une majorité au sein de notre Assemblée. Dans les deux cas, nous avons voulu tendre la main aux forces qui, en Turquie, apportent leur soutien aux réformes démocratiques, qui poursuivent de leurs efforts la réconciliation à l'intérieur du pays et qui tiennent fermement à l'ouverture de celui-ci vers l'Europe ».

« Cela étant, la collaboration entre l'Europe et la Turquie ne sera fructueuse que si la Turquie respecte les obligations internationales qu'elle a contractées, si la procédure de réforme de la Constitution et du droit pénal est poursuivie, si la législation contre la torture et les mauvais traitements est appliquée, si le cas de Leyla ZANA et des trois autres députés kurdes au Parlement turc ainsi que d'autres détenus fait l'objet d'une révision. »

Le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, doté de 15.000 écus, a été créé par le Parlement en 1985. Il était destiné à récompenser une étude ou un ouvrage concernant la défense des droits de l'homme et le respect du droit international, la pratique gouvernementale par rapport à la lettre des constitutions, le développement des relations Est-Ouest, et notamment la troisième corbeille relative à la coopération dans les domaines humanitaire et autres, la protection de la liberté d'enquête et scientifique. Les précédents lauréats sont Nelson Mandela et Anatoly Marchenko (1988), Alexandre Dubcek (1989), Aung San Suu Kyi (1990), Adem Demaçi (1991), les mères de la place de mai (1992), le quotidien de Sarajevo *Oslobodjenje* (1993) et Fashma Nasreen (1994). ■

SATURDAY-SUNDAY, DECEMBER 30-31, 1995-MONDAY, JANUARY 1, 1996

A New Style in Turkey

Parliamentary elections in Turkey last weekend mark the first time an avowedly fundamentalist Islamic party has gradually risen to electoral prominence through democratic and openly contested elections. In so doing, it has recast its message to appeal to a wider swath of voters. In a country important to NATO, strategically located and long attached to its pro-Western and secularist founding ideals, the rise of such a party bears watching. It is important to fix on exactly what it is these new-style fundamentalists are saying to voters.

The fundamentalist Welfare Party finished with 21 percent of Sunday's vote, just ahead of two center-right parties with virtually identical secular pro-Europe, pro-free market politics. One of these, the second-place finisher, has until now held power under the first woman to be Turkey's prime minister, Tansu Ciller. These two parties have been negotiating to join forces in defense of what remains, after all, a decisive four-fifths majority in favor of the country's traditional brand of secularism.

Mrs. Ciller, an American-educated economics professor who pushed strongly for a just achieved customs union with Europe, offered an unusually clear-cut contrast with the Islamists, who objected to her pro-Western policies and austerity program. That fueled speculation that the pro-Islamic vote is essentially one of economic uncertainty and protest.

The Islamists have held several big-city mayoralties since 1994, when they presented themselves as a moderate anti-corruption party standing against the prevailing bickering and dissension. Power at the national level would give them the chance to make more significant changes than they have tried in the cities. They could, for instance, seek to amend the secular constitution to allow religious government, as the party tried and failed to do last year, or withdraw from the new European customs accord.

The party has been coy, though, about where exactly it would like to take Turkey; after the election, its leader, Necmettin Erbakan, was quoted expressing his support for maintaining the constitution unchanged. He asserted that the Islamists are more interested in cleaning up government than in specifically religious initiatives.

Other countries where Islamists have come this close to winning elections, such as Algeria, have resorted to suppression, with awful results. If the Welfare Party finds that a moderate message resonates with Turkish voters, and if — a large if — voters can hold it accountable for that message, it could conceivably point the way to a new scenario in Islamic politics: a religious party that in a predominantly Muslim democracy plays a role akin to that of the Christian parties in Germany and other European nations.

— THE WASHINGTON POST.

France Soir - 1^{er} janvier 1996

TURQUIE **Treize morts** **en 4 jours**

Dix rebelles kurdes et trois membres des forces de sécurité turques ont été tués en quatre jours d'affrontements dans la province de Sivas, a annoncé hier le gouverneur de cette province de l'est de la Turquie, Aydin Guclu.

Indépendent - 1^{er} janvier 1996

Turquie : violents affrontements **entre policiers et rebelles kurdes**

ANKARA. - Dix rebelles kurdes et trois membres des forces de sécurité turques ont été tués en quatre jours d'affrontements dans la province de Sivas, a annoncé hier le gouverneur de cette province de l'est de la Turquie, Aydin Guclu.

Par ailleurs, trois membres des forces de l'ordre ont été blessés et un rebelle s'est rendu au cours de cette opération qui a permis la destruction d'un campement d'hiver du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, en insurrection armée contre le pouvoir central depuis 1984), selon le gouverneur.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, avait proclamé un cessez-le-feu unilatéral, à la mi-décembre, mais le gouvernement turc avait indiqué qu'il ne tenait pas compte de cette initiative.

Turkey to buy AMRAAM, SEASPARROW missiles

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. Department of Defense awarded on Friday three new contracts to Hughes and Raytheon corporations for production of air-to-air (AMRAAM) and SEASPARROW missiles. Turkey is among the countries that will take delivery of some of the production. The exact number of missiles that will be sent to Turkey could not be verified.

In the first contract, Hughes Missile Systems Company, Tucson, Arizona, is awarded a \$12,919,868 "time and materials contract" to provide "technical support" for the production of Advanced Medium Range Air-to-Air Missiles (AMRAAM). The contract is expected to be completed December 1996. There was one firm solicited and one proposal received. Solicitation began September 1995 and negotiations were complete December 1995, according to the Pentagon.

Denmark, Finland, Germany, Greece, Korea, the Netherlands,

Norway, Switzerland, Turkey, and the United Kingdom are the countries to which the missiles will be delivered as a part of the "foreign military sales" program they have with the United States.

In the second contract, Raytheon Company, Electronic Systems Division, of Sudbury, Massachusetts, is awarded \$18,284,398 as a "modification" to a previously awarded contract to produce "long lead materials" for SEASPARROW Surface Missile System production. Work will be performed in Sudbury, Massachusetts, and is expected to be completed by July 1998.

According to a Department of Defense news release: "This contract combines purchases for the governments of Japan (49 percent), and South Korea (31 percent), under the Foreign Military Sales (FMS) Program, and for members of the NATO SEASPARROW Consortium which includes the governments of Turkey (16 percent), Australia (3 percent) and Canada (1 percent). ... "This

^{turkish}
daily news
Turkey's First and Only English Daily

contract was not competitively procured," the Pentagon added.

Raytheon Company, Electronic Systems Division, Sudbury, Massachusetts, is awarded an additional \$11,452,835, again as a "modification" to a previously awarded contract, to produce SEASPARROW JetVane Control Units.

The majority of the production will take place in Andover, Massachusetts (60 percent), as well as in Huntsville, Alabama (30 percent), Sudbury, Massachusetts (5 percent), and Bedford, Massachusetts (5 percent), and is expected to be completed by January 1998.

"This contract combines purchases for the governments of Japan (25 percent), and South Korea (21 percent), under the Foreign Military Sales (FMS) Program, and for members of the NATO SEASPARROW Consortium which includes the governments of Canada, (33 percent), and Turkey (21 percent)," the Pentagon said. This contract was also "not competitively procured."

Turkey's recent purchase of 120 ATACM missiles for \$130 million stirred up some resistance in the U.S. Congress and galvanized to action the anti-Turkish ethnic lobbies who opposed the sale on a number of unrelated issues that varied from Turkey's human rights record to the situation in Cyprus, the fight against the Kurdistan Workers' Party and the embargo on Armenia.

AgenceFrancePresse — A.F.P. - AgenceFrancePresse — A.F.P. - AgenceFrancePresse — A.F.P. - AgenceFrancePresse — A.F.P. - AgenceFrancePresse — A.F.P. -

Irak-Kurdes

Saddam Hussein offre des livres scolaires aux Kurdes irakiens

BAGDAD, 2 jan (AFP) - Le président irakien Saddam Hussein a envoyé mardi au Kurdistan un lot de deux millions de livres scolaires, cadeau du gouvernement irakien aux régions nord qui échappent totalement à son contrôle depuis 1991.

Dix-huit camions, chargés de 2,1 millions de livre scolaires ont quitté Bagdad pour Erbil, sous contrôle des formations de l'opposition kurde irakienne, mardi en début d'après midi, a constaté l'AFP.

L'opération est supervisée et financée par le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), qui en garantit la distribution dans les régions kurdes, a indiqué à l'AFP un responsable de l'UNICEF.

Les camions portaient des pancartes sur lesquelles était écrit en arabe, en anglais et en kurde "cadeau du président Saddam Hussein à ses fils dans les régions autonomes".

Selon le directeur général de l'enseignement kurde au ministère irakien de l'Enseignement, Hussein Mohammad Kaddouri, le coût de ces livres scolaires destinés à l'enseignement primaire et secondaire s'élève à 2,3 milliards de dinars irakiens (environ 928.000 dollars sur le marché noir).

fch-hj/sl/bg

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JANUARY 2, 1996

Turkey's Islamic Party Chief: A 'Pariah' Who Is Cheered

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ANKARA — When the leader of Turkey's surging Islamic party, Necmettin Erbakan, stepped onto an Ankara street recently after a meeting with business leaders, a cheering crowd quickly engulfed him. From windows high above, people began waving and chanting his name.

"What will you do if you are excluded from the new government?" a reporter asked him.

Mr. Erbakan paused for a moment to absorb the good will washing over him. Then he replied: "We won't do anything. We'll just sit back, drink our coffee, and enjoy the show."

Although he holds strongly Islamic political views, Mr. Erbakan is very different from Muslim militants who have emerged in the Middle East and North Africa. He challenges the resolute secularism on which Turkey has been based for more than 70 years, but he embraces the country's commitment to peaceful politics.

Mr. Erbakan's Welfare Party finished first in the parliamentary elections held Dec. 24, taking slightly more than 21 percent of the vote. He would like to join the next coalition government, but most politicians are treating him like a pariah.

During his campaign, Mr. Erbakan painted visions of a pan-Islamic world in which Turks would be able to travel without passports to such countries as Iran, Saudi Arabia and Algeria. He promised to liberate Turkey from "the yoke of the West" by pulling it out of the North Atlantic Treaty Organization and creating an "Islamic NATO" and an "Islamic common market."

Often he referred to Turkey's grand history, touching off a longing that news commentators here call "Ottoman nostalgia."

In domestic policy, Mr. Erbakan calls for an end to interest rates, which he says violate Islamic teachings. He condemns rules that prohibit female students from wearing shawls over their hair, a practice that often represents fidelity to Islam.

Even before the election, the Welfare

Party's positions seemed to shape the statements of other politicians. Prime Minister Tansu Ciller, for example, began speaking of Turkey as "culturally different from Europe" and said it sought to enter the European Union "with its Koran and its call to prayer."

But Mr. Erbakan is no ascetic. His daughter's wedding at a plush Ankara hotel last year was one of the season's most spectacular social events.

His followers are known for their tireless dedication to his cause. Their claim to have spoken with every voter in the country during the recent campaign may be an exaggeration, but no other party would even dare to make the claim.

Mr. Erbakan often made several campaign appearances a day, plunging into crowds to shake hands and listen to complaints. Mrs. Ciller's appearances were limited, and she normally left as soon as she finished speaking.

Mr. Erbakan, 69, was born in the Black Sea town of Sinop. He attended a German-language grammar school in Istanbul and earned an engineering degree at the Aachen Technical University.

He has been active in Turkish politics for decades and served briefly as deputy prime minister in 1974. The Welfare Party is the third political party that he has founded; the others were dissolved by military governments on the ground that they threatened the secular character of the Turkish state.

Turkey's senior military officers, who consider themselves the ultimate guarantors of secular rule, have issued no direct threats against the Welfare Party. But during a visit to an army base after the election, General Ismail Hakkı Karadayi, chief of the general staff, made a point of asserting that the military would not tolerate "any form of backwardness or fanaticism."

In the election this month, the Welfare Party did well throughout the country, showing special strength in villages and urban slums. Its supporters do not fit the stereotype of clenched-fist radicals anxious to be martyred for their faith. Many are like Erdal Nergiz, a 23-year-old shopkeeper from the eastern town of Bitus, who is working in Ankara to support his widowed mother.

"I am in business," Mr. Nergiz said. "My girlfriend is Christian. I love traveling in Europe. At night I go to discos and drink alcohol. All of this means that I shouldn't like Welfare. But I gave them my vote."

He added: "I did it because 80 percent of the people in this country are poor, and the leaders of other parties don't do anything for them. The corruption and bribery here is just too much. I'm not afraid of fundamentalism, because the army will never allow it. My vote was not for Islam, but for cleaner and better government."

Negotiations to form a new government will probably take weeks. Politicians are debating whether they should continue to exclude the Welfare Party or embrace it in the hope that once it assumes a share of power, it will begin to lose its appeal.

"If you expel Welfare and condemn them to opposition, they will continue to grow," Mehmet Ali Birand, a columnist, warned in the daily Sabah. "If you don't give them any responsibility, they will stay at the center of attention."

TURKISH DAILY NEWS

Wednesday, January 3, 1996

Turkey's troubled waters flow into conflict

Ankara denies that Syria was uninformed on the construction of the Birecik Dam, saying that all technical information has been provided to Syria since 1983

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News

The water problem between Turkey and Syria, a chronic issue in Turkish foreign policy, carried itself from 1995 to 1996 with a serious escalation. In the last day of 1996, Turkey handed a severely worded demarche to Syria, saying the "water attack" Damascus has launched in the past few weeks had been "unfounded and unfair."

Within days, two mainstream newspapers were giving headlines that the water issue was "flowing into a war." Daily Milliyet reported that the war scenarios with Syria were already prepared by the Turkish Chief of Staff. The rhetoric matched the previous predictions by the Arabic and Western media made before the Gulf War that the next war in the Middle East would be over water.

The problem of the Euphrates' water is nothing new between Turkey and Syria. Diplomats of both sides can boast of scores of demarches and less sensational forms of communication between Turkey, Iraq and Syria, and telegraphs from other Middle East countries asking Ankara to "respect the rights of Iraq and Syria."

The last storm over water supplies broke out with the finalization of a credit agreement for the Birecik Dam on the Euphrates River. The dispute has led Syria to start lobbying against Turkey, not only in the Arab League, but also in Western countries.

Ankara, calling the Syrian attempts "a storm in a teacup," said Syrian claims, that water which flowed downstream to Syria from the Euphrates was polluted, "were not taken seriously by experts."

According to Turkish experts, at present GAP (Turkey's Southeastern Anatolia Project which includes the Atatürk Dam) is irrigating less than one-tenth of the area that it plans to irrigate.

"Pollution of the water that goes downstream can only be seen in later stages. The Syrian claims are irrelevant," the Foreign Ministry spokesman, Omer Akbel, said in his weekly press conference.

Turkey's proposal of a three-stage plan to solve the water problem between Turkey, Syria and Iraq includes measures to avert the pollution of water. However, this plan, which aims to take up the water question "on a scientific and technical basis" — rather than the "political and high level" way Syria and Iraq have demanded — has not been accepted by the two countries. The plan, which was first put forward in 1984, first calls for inventory studies of water resources, then inventory studies of land resources, and finally the determination of the irrigation types and systems for planned projects aimed at minimizing water losses.

Akbel also denied that Syria was uninformed on the construction of the Birecik Dam, saying that all technical information has been provided to Syria since 1983. In fact, this is not even the first time Syria has expressed its worries over the Birecik Dam, an after-bay, or regulation dam. The Iraqi Embassy in Ankara gave a note to the Foreign Ministry in March 1993, and Syria, in July of the same year, issued a demarche to the Turkish Embassy in Damascus.

Birecik Dam is an after-bay, or a regulation dam, that aims to regulate the flow of waters from Atatürk Dam. Syria itself has an after-bay dam called Al-Baath Dam located just downstream of Tabqa Dam. Turkey claims that Birecik will regulate the fluctuation in the quantity of water for the purpose of providing a more regular supply of water to downstream countries.

Ankara's demarche to Syria, given on the last day of 1995, said that earlier Syrian claims of pollution of the Euphrates' water which flowed downstream to Syria were unfounded. "The Turkish projects aim at a steady and regular flow of the Euphrates, which will benefit Syria," a statement from the Turkish Foreign Ministry said on Sunday.

Foreign Minister Deniz Baykal also took the opportunity to reproach Syria for supporting terrorism. "Some circles may claim that they need additional water to wash the blood of terrorism from their hands," Baykal said, in a thinly veiled reference to

Syria's support to the terrorism of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Baykal said that the PKK was supported by Syria and its leader, Abdullah Öcalan, was allowed to reside in this country. The demarche and the minister's statement also came at a time when foreign ministers of

seven Arab countries, ending their meeting in Damascus with their Syrian counterpart, criticized Ankara for building dams on the river without consulting with the other states through which it flows — Syria and Iraq. The communique made by the ministers has called for a permanent water-sharing agreement to replace a provisional accord under which Ankara allows the flow of 500 cubic meters of water per second to Syria.

The eight Arab ministers, whose countries form the so-called Damascus Declaration Alliance, said in their final communique that they were briefed on the flow of polluted water from a Turkish irrigation project into Syria.

"The ministers call upon the Turkish government to stop allowing dirty waters to flow to Syria and to reach a just and

acceptable agreement on the sharing of the Euphrates waters," it added.

It was the first time that Syria's seven allies, who maintain good relations with Turkey, referred to the dispute in the alliance statements.

The six Gulf Arab states in the alliance are Bahrain, Kuwait, Oman, Qatar, Saudi Arabia and the United Arab Emirates. The communique came a week after Arab League made a similar declaration to Turkey, summoning Turkey's Ambassador to Cairo, Yasar Yakaş, to urge Turkey to reach a just agreement with Syria.

"There has never been any problem between Turkey and Syria over the water question. Whenever there was a problem, we have solved it by giving additional water to Syria," Baykal said in his press conference.

Ankara's wavering water policy

Ankara has committed itself, under a protocol signed between Turkey and Syria in 1987, to give Syria 500 cubic meters of water per second.

The related accord, dated July 17, 1987 and signed between Turkey and Syria, is as follows:

"During the filling period of the Atatürk Dam, reservoir and until the final allocation of the waters of Euphrates among the three riparian countries, the Turkish side undertakes to release a yearly average of more than 500 cubic meters per second at the Syrian border and in cases where the monthly flow falls below the level of 500 cubic meters per second, the Turkish side

agrees to make up the difference during the following month." Today, the experts dispute the legal and practical basis of the accord made by Turgut Özal, the late president.

First of all, a decision which is related to natural resources, could not be put in a protocol, but has to go through the Turkish Parliament, according to the experts.

Second, the gung-ho style of Özal merely sharpened the Syrian initiative for a written accord with Turkey, something the Turkish diplomacy is firmly against.

Özal continued making soothing remarks on the water question, to stop the pounding pressures on Turkey from the Arab League. However, the water question escalated further when, in 1992, Süleyman Demirel, the then prime minister, announced that water was a "natural resource of Turkey" just like

oil was to the Arabic nations.

Given the anger created by his remarks, Demirel paid a visit to Syria in the beginning of 1993, but came back with a new fiasco. Yielding to Damascus pressures, the prime minister accepted a terminology in the joint declaration saying the foreign ministers of the two countries will "spare no efforts" to come together within a year to discuss the water question. The meeting, to the great displeasure of Syria, has not materialized although the two ministers have come together in various bilateral platforms to discuss the issue. However, last year, İsmet İnönü, the then foreign minister, invited his Syrian counterpart Farouk al-Shara to come to Turkey and al-Shara has accepted this in principle.

The Euphrates issue: storm in a teacup?

The water issue is back in the limelight after Turkey announced a major dam project near Birecik on the Euphrates river in southeastern Turkey. Syria claims the dam project means even less and poorer quality water for itself, and has rallied support among Arab countries to counter Turkey...

This is not the first time Syria has raised the water issue and we are sure it will not be the last. Syria, and for that matter Iraq, has been calling for an agreement with Turkey on the sharing of the Euphrates waters for several years. The fact that water is becoming a valuable commodity in the Middle East seems to be adding to the urgency of Syria's concern. Yet, while the Syrians want to share the waters of the Euphrates in a just manner, it seems they are always missing the point that, if we put all the cards on the table, it will be seen that due to its economic requirements Turkey needs more of the Euphrates waters than Syria and Iraq, even in relative terms.

Yet we can see clearly that both countries do not really want to put all their cards on the table. Because if they do, it will become apparent that their agricul-

TURKISH DAILY NEWS

WEDNESDAY, JANUARY 3, 1996

tural lands are much less than they actually state, and thus their water requirements are much less than those of Turkey.

Besides this Turkey has a much more advanced economy and agricultural base than Syria and Iraq. Both countries have archaic irrigation systems which have to be revamped if they are to be of use.

That is why Turkey has proposed a three-phase project in which water and land inventories of all three countries will be made and the real water requirements of each country will then be determined. Yet Syria and Iraq have tried to avoid this. Instead the Syrians seem to be dragging the issue into the international arena. They have enlisted the support of Egypt, which is nothing new. They have also forced other Gulf Arab states to side with them. Damascus has to be aware that such attempts are futile and will be counterproductive. Turks are used to real international pressure of great severity on the issue of Cyprus. Thus what Syria is trying to do will only help to toughen Ankara's position on the water issue.

There is a widespread belief among the Turkish public that Syria is actively using the PKK card against Turkey by hosting the Kurdish separatists, led by Abdullah Öcalan. Turks are also aware that if Syria and Israel reach a peace accord the PKK, along with all other terrorist organizations, will have to leave Syrian territory, and thus Damascus will no longer have the PKK card to play.

So people here feel it is no coincidence that Syria is trying to mobilize international support to solve its water problems with Turkey. However, we repeat that using pressure tactics against Turkey is useless. The Syrians

Editorial



By İlnur Çevik

have used the Arab League before to protest against Turkey on the water issue, and got nowhere. They tried every means to block the construction of the huge Atatürk Dam by using the influence of "petrodollars" in the past, and failed. They even tried to mobilize the World Bank against Turkey.

All in all Syria and Iraq have no other option but to sit down and discuss the water issue in earnest with Turkey, examining all angles of the problem for the sake of reaching a just settlement. But if we exaggerate our water needs, try to get the lion's share of the Euphrates waters even if we do not have proper agricultural lands, and try to use international pressures against Turkey, we have to be aware that we are at a dead end...

GAMK

10 janvier 1996

Ankara demande l'aide des États-Unis pour "faire entendre raison" à la Syrie

La Turquie a demandé aux États-Unis de faire pression sur la Syrie, qui est engagée, sous leur égide, dans un processus de normalisation avec Israël, pour qu'elle mette un terme à son soutien aux rebelles kurdes du PKK. Le ministre turc des affaires étrangères a eu un entretien en ce sens avec l'ambassadeur américain aux États-Unis, Marc Grossman, auquel il a demandé le soutien de Washington contre Damas. Les relations entre la Turquie et la Syrie, toujours délicates, se sont sensiblement détériorées ces derniers temps avec le nouvel épisode de la guerre de l'Euphrate. La Syrie, bénéficiant du soutien de plusieurs pays arabes réunis pour l'occasion à Damas, avait ouvertement accusé la Turquie de détourner les eaux de l'Euphrate avec des barrages qui en réduiraient le régime en territoire syrien. Réfutant ces accusations, la Turquie avait haussé le ton, et il était prévisible qu'elle évoque cet autre contentieux turco-syrien que constitue la complaisance syrienne à l'égard du PKK.

"La Turquie continue à mettre à profit l'occasion historique créée par le processus de paix au Moyen-Orient pour faire entendre raison à la Syrie" a commenté l'agence Anatolie, dans une allusion aux accusations répétées d'Ankara, à chaque fois démenties par Damas, concernant la présence, en Syrie et dans la plaine libanaise de la Bekka sous contrôle syrien, de camps d'entraînement du PKK dont le leader Abdullah Ocalan serait d'ailleurs domicilié à Damas. Selon des officiels turcs, le ministre des affaires étrangères turc aurait fait part à M. Grossman des préoccupations suscitées à Ankara par "le soutien de la Syrie au terrorisme"...

TURQUIE-SYRIE

GAMK - 3 janvier 1996

La guerre de l'eau continue

La Turquie a rejeté dans une note de protestation adressée dimanche au ministère syrien des affaires étrangères les accusations de Damas selon lesquelles les barrages turcs sur l'Euphrate perturbent le régime hydrologique de la Syrie qui a un besoin vital, pour son agriculture et son alimentation en eau potable, des eaux du grand fleuve mésopotamien. La guerre de l'eau continue à opposer Damas et Ankara depuis que la Turquie s'est lancée dans le vaste et coûteux projet d'aménagement du sud-est anatolien, le GAP, dont le barrage Atatürk sur l'Euphrate est la pièce maîtresse. La polémique avait été relancée en novembre, quand le gouvernement turc avait donné son feu vert financier à la construction d'un quatrième barrage sur l'Euphrate. Réunis dernièrement à Damas, les ministres des affaires étrangères de Syrie, d'Égypte et de six pays du Golfe avaient critiqué d'une même voix la construction par la Turquie de barrages sur l'Euphrate sans consulter ses voisins syrien et irakien, auxquels ses travaux sur un fleuve dont ils sont tributaires, portent un très grave préjudice. La Syrie et l'Irak, et au-delà le monde arabe, voient dans cette main-

mise turque sur les eaux de l'Euphrate et du Tigre une volonté politique d'utiliser l'eau, aussi rare que précieuse dans la région, comme moyen de pression sur des voisins avec lesquels Ankara a par ailleurs quelques contentieux; la Syrie revendique en effet toujours comme un territoire syrien le sandjak d'Alexandrette cédé à la Turquie en 1939, tandis que la Turquie accuse régulièrement la Syrie d'apporter son soutien aux rebelles kurdes du PKK.

Dans sa note de protestation adressés à la Syrie, la Turquie avait souligné la mauvaise foi de la Syrie qui n'est selon elle pas en droit de se plaindre du régime des eaux de l'Euphrate, après les régulations intervenues sur le barrage Atatürk. Ankara a par ailleurs invité la Syrie à entamer des négociations sur ce sujet avec la Turquie, tout en accusant Damas d'avoir coupé les eaux d'une rivière frontalière comme mesure de rétorsion. "Nous nous réservons le droit de répondre comme il convient à un tel comportement de la part de la Syrie", indique le texte ministériel turc.



"Hum... le moment est peut-être venu de tendre la main à quelqu'un !" Sur les bras : Parti de la mère patrie. Socialistes.
Dessin de Dave Brown paru dans *The Independent* - LONDRES

● La défaite des petits partis

Les élections turques ont placé côte à côte le Parti de la juste voie du Premier ministre Tansu Çiller et le Parti de la mère patrie de Mesut Yilmaz, qui ont obtenu chacun un peu plus de 19 % des voix. Même mises ensemble (ce qui reste problématique, chacun voulant le poste de Premier ministre), les deux formations n'obtiennent

que 267 sièges au lieu des 276 requis pour gouverner. Afin d'atteindre la majorité, ils auraient besoin de l'apport de l'une des deux formations sociales-démocrates : le Parti de la gauche démocratique, qui a obtenu 14,6 %, ou l'ancien partenaire de la coalition de M^{me} Çiller, le Parti républicain du peuple, qui, avec ses 10,6 %, a failli

passer sous le couperet des 10 %, pourcentage minimal fixé par la loi électorale pour pouvoir être représenté au parlement. Le seuil des 10 % a d'ailleurs provoqué l'hécatombe des petits partis. Il a en particulier empêché le HADEP (nationaliste kurde) et le Parti du mouvement nationaliste (nationaliste turc, 8,18 % des suffrages)

d'obtenir le moindre siège. Le HADEP avait pourtant réalisé un score honnête dans le Sud-Est, à majorité kurde, mais à l'échelle nationale, il n'a recueilli que 4,17 % des voix. Une majorité introuvable et les petits partis exclus : la seule solution pour sortir de la crise serait, selon le quotidien *Milliyet*, d'organiser de nouvelles élections.

COURRIER INTERNATIONAL - 4 janvier 1996

La paranoïa des anti-islamistes

Les islamistes ont gagné parce qu'ils sont bien organisés et qu'ils ont su gagner les voix des femmes. Et surtout parce que les autres partis, qui représentent encore 79 % de l'électorat, ont adopté une position défensive.

MILLIYET
ISTANBUL

Après l'annonce des premiers résultats électoraux, leaders politiques et journalistes ont développé des scénarios qui excluaient a priori le vrai vainqueur du scrutin, le Refah. Cette approche défensive marque le refus de tenir

compte des préférences politiques ou idéologiques d'une partie de l'électorat. Pourtant, les classes dominantes qui ont opté pour le capitalisme et l'intégration au libéralisme politique depuis le putsch de 1980 doivent maintenant comprendre et admettre que l'opposition sociale est désormais en train de glisser vers la droite islamiste.

Dès l'annonce des premiers résultats, Necmettin Erbakan [le leader du Refah] a multiplié les efforts afin de se présenter comme le futur Premier ministre. Il faut dire qu'il y a même réussi face aux autres partis, qui semblaient chercher des justifications. Pourtant, le problème n'est pas tellement que le Refah soit devenu le premier parti, mais plutôt de savoir ce que décideront de devenir les autres formations, qui, avec leurs 79 % des voix, représentent la majorité du potentiel électoral du pays. Si la Turquie veut être une démocratie, elle doit admettre que cette démocratie coexistera avec une population modérément ou extrêmement religieuse constituant 25 %, voire 30 % de l'électorat, et qu'elle doit se restructurer en fonction de cette nouvelle forme d'existence.

Des militants qui connaissent bien les méthodes de propagande

Le Refah est un parti cohérent dans son idéologie et son organisation. Cette structuration semble jouer un rôle important dans sa capacité de s'étendre et de promouvoir son message et sa représentation religieuse. Ses jeunes cadres sont des

militants croyants qui connaissent bien les méthodes de propagande, d'agitation et de travail parmi les masses, et ils font comprendre qu'ils n'hésiteront pas, s'il le faut, à être la force de frappe du parti. Le Refah a par ailleurs réussi à attirer les femmes, qui constituaient, à une certaine époque, le plus grand avantage de Bulent Ecevit [leader social-démocrate]. Issues des zones rurales ou des couches moyennes des grandes villes et poussées par un sentiment très palpable d'oppression, ces femmes ont un potentiel d'opposition incomparablement plus fort que celui des féministes bourgeoises. Et personne ne force ces jeunes filles ou ces femmes à mettre le foulard ou le tchador. Certes, le groupe auquel on appartient ou le discours qu'on écoute jouent un rôle, mais ce serait une grande erreur de ne pas voir que ces femmes sont d'accord avec ce qu'on leur dit. Le problème est de savoir comment les autres femmes, celles opposées à l'idéologie islamiste qui cherche à conquérir toute la Turquie, peuvent prouver aux

premières que leur adhésion n'est pas bien fondée.

Erbakan nous abreuve de conseils comme si tout cela était l'expression de ses convictions démocratiques. Mais on voit bien son côté autoritaire, voire totalitaire. Il est certain que ni lui ni d'autres leaders islamistes, quels que soient leur charisme ou les discours qu'ils tiennent, ne sauraient totalement effacer soixante-dix années d'acquis de la république laïque. Pour cette raison, la majorité, qui constitue les 79 % de la population, doit sortir de la paranoïa capitalarde. Dans les conjonctures politique, économique et idéologique actuelles, c'est le Refah qui est obligé de faire des compromis, compte tenu de ses divisions internes, qui ne sont pas sans rappeler celles de la gauche. Si cette dernière ou les tenants de l'idéologie libérale sont incapables de diriger le pays aujourd'hui, les islamistes n'en ont pas davantage les moyens ou les capacités. La majorité doit être en mesure de faire accepter à la minorité des 21 % ses modes de vie et ses préférences.

Ahmet Oktay

COURRIER INTERNATIONAL

4 janvier 1996

Les deux visages du Refah

Côté cour, le Refah est un parti islamiste moderne qui se soucie des besoins sociaux de la population. Côté jardin, ses prises de position et son programme représentent un risque pour la démocratie.

MILLIYET
ISTANBUL

L'un des visages du Refah symbolise en quelque sorte un élément important, une réussite de notre démocratie. Si la Turquie fut appelée "l'Etoile de l'Islam", c'est parce qu'elle sut entrouvrir lentement la porte afin d'intégrer l'opposition islamiste au système politique, évitant ainsi son dérapage vers la clandestinité.



"Pourquoi nous opposons-nous en permanence, Sibel ?

- Je ne sais pas, Remzi, peut-être parce que c'est plus facile de partager l'opposition."

Dessin de Behçak paru dans Cumhuriyet - ISTANBUL

Pour comprendre l'importance de ce phénomène, il suffit de regarder les autres pays musulmans, où les mouvements islamistes ont pris des formes sauvages.

Le Refah n'est pas une formation religieuse, comme certains le croient. C'est un parti ayant une idéologie bien de notre époque, avec des méthodes d'organisation,

de propagande et de travail modernes. Sa supériorité par rapport aux autres partis politiques vient de son organisation solide et de son travail efficace. En revanche, comme dans les autres formations, il y a un leadership autoritaire et une clique forte à sa tête.

Les cadres dirigeants du parti ne sont pas des hommes de religion, mais des gens exerçant des professions modernes – par exemple des ingénieurs –, et sont issus d'écoles laïques. L'objectif du Refah n'est pas de conserver la société rurale traditionnelle mais de promouvoir une industrialisation fondée sur l'utilisation des technologies modernes.

Ses électeurs ne sont pas essentiellement les habitants des zones rurales, mais ceux des villes. Et les hommes de religion ne constituent pas le gros de cet électorat. Les organisations à caractère religieux, qu'elles soient officielles, comme la Direction des affaires religieuses, ou populaires, comme les confréries et les diverses sociétés islamiques, gardent en général leurs distances vis-à-vis de lui.

Le parti islamiste divisera la société entre les musulmans et les autres

Une partie écrasante de son électorat ne vote pas pour lui au nom de la religion, mais essentiellement parce que le Refah a aidé à la satisfaction de ses besoins sociaux ou tout simplement pour protester

contre les autres partis. Quant à l'autre visage du Refah, il est fait de doutes sur sa capacité à respecter le régime démocratique et pluraliste fondé sur les droits de l'homme et les libertés. Les inquiétudes ne viennent pas tellement d'une crainte de voir le Refah défier le verdict populaire et s'incruster au pouvoir. Celles-ci sont plutôt suscitées par ce projet de "société à juridiction multiple" qui s'est inscrit au programme du parti après son 4^e congrès, en octobre 1994.

Selon ce projet, chacun vivra sous la juridiction de sa propre croyance quand le Refah sera au pouvoir. C'est-à-dire que celui qui préfère un ordre religieux sera soumis à la juridiction de sa religion, et celui qui est attaché aux principes universels des droits de l'homme dépendra de ces principes. Cela signifierait en fait la fin de la démocratie, dont les règles fondamentales sont l'égalité de tous les individus devant la justice et la reconnaissance des droits de l'homme pour tous. Quant au slogan d'"ordre juste", qui exploite démagogiquement le désir de justice sociale, on peut le qualifier de sottise digne d'un fou, même sous sa forme de programme économique appelé "Ordre économique juste". Le parti inquiète également lorsqu'il divise la société entre ceux qu'il qualifie de "musulmans" et "les autres", ou lorsqu'il exploite les sentiments religieux, ou encore quand

il fait de l'antisémitisme sous le masque de l'antisionisme. Tout cela représente une menace contre la démocratie. Mais l'hypocrisie du Refah ne s'arrête pas là : tout en mobilisant les femmes dans sa campagne, il ne leur accorde aucune place dans la direction du parti ; tout en promettant la liberté d'opinion sous son administration, il s'oppose à la moindre modification de la loi antiterroriste ; il s'adresse à l'"oumma" [la communauté des musulmans] à Diyarbakir [à majorité kurde] et à la "nation" quand il tient meeting à Yozgat [fief de l'extrême droite turque].

Ce qui a fait grandir le Refah, c'est l'ineptie des autres partis. Sa stratégie d'"ouverture aux masses" et sa politique de modération décidées lors du 4^e congrès ont également contribué à sa réussite. Mais, s'il veut venir au pouvoir dans des conditions normales, il faut qu'il modère encore plus son discours et qu'il renforce davantage son visage démocratique. Seulement, dans ce cas, il ne sera sans doute pas très différent d'un EYP ou d'un ANAP [les deux formations de droite : le Parti de la juste voie de Tansu Çiller et le Parti de la mère patrie de Mesut Yilmaz]. Juste un peu plus religieux, peut-être. ●

Sahin Alpay

COURRIER INTERNATIONAL - 4 janvier 1996

Une remise en question qui inquiète Washington

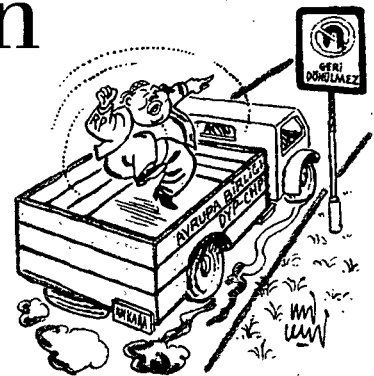
Pour lutter contre l'islamisme, les dirigeants turcs feraient mieux, selon le New York Times, de proposer des programmes sociaux, de mieux respecter les droits de l'homme et de cesser les hostilités contre les Kurdes.

THE NEW YORK TIMES (extraits)

Pour les Etats-Unis, peu de pays au monde ont une importance stratégique comparable à celle de la Turquie. Pendant la guerre

froide, Washington appréciait son imposante armée et sa longue frontière terrestre avec l'Union soviétique. Depuis l'effondrement de l'URSS, les dirigeants pro-occidentaux de la Turquie présentent leur pays comme le bastion de la démocratie laïque dans un Moyen-Orient musulman et comme le contrepois de l'Iran. Mais la Turquie, qui est

membre de l'OTAN et aspire à devenir membre de l'Union européenne, n'a jamais été vraiment à la hauteur de ses ambitions, ni d'ailleurs des



Sur le camion qui porte Erbakan : L'Union européenne. DYP-CHP (les deux partis de la coalition gouvernementale qui ont signé l'union douanière). Sur le panneau : Interdiction de retour en arrière. Dessin de Cral paru dans Cumhuriyet - ISTANBUL

ambitions de Washington. Elle livre une guerre brutale contre la minorité kurde et, au chapitre des droits de l'homme, elle affiche un bilan consternant. Aujourd'hui, son caractère laïc est remis en question.

Le Refah, ouvertement islamiste, est arrivé en tête des élections du dimanche 24 décembre. Ce résultat, le plus spectaculaire à son actif, inaugure une nouvelle étape de l'histoire politique du pays. Même si ce parti n'a obtenu que 21 % des voix dans un scrutin aux résultats très éclatés, il a fait campagne au nom d'une foi musulmane dont se réclament 98 % des Turcs. Sa victoire remet en cause la viabilité à long terme de la république laïque instaurée il y a soixante-douze ans par Mustafa Kemal Atatürk. Elle fait aussi peser des doutes sur la politique économique et internationale de la Turquie dans la mesure où le Refah est hostile à l'OTAN, à l'Europe, à Israël et au capitalisme.

Ce parti est attractif, spirituellement mais aussi matériellement, pour les pauvres des villes, qui constituent sa base la plus importante. A Ankara et Istanbul, deux municipalités qu'il administre depuis le début de 1994, il offre du pain bon marché, ouvre des dispensaires et propose des services sociaux qui font cruellement défaut aux migrants qui affluent des campagnes. Parmi ces derniers figurent de nombreux Kurdes qui fuient la répression de l'armée dans leur région. Les localités contrôlées par le Refah ont également fermé les centres d'accueil pour les femmes battues et font campagne contre l'influence occidentale dans l'art et la culture.

Les partis laïcs de Turquie se sentent menacés et on les comprend. Ils sont en train de se démenner pour mettre sur pied une vaste coalition gauche-droite et laissent entendre que l'armée pourrait s'en mêler pour préserver l'héritage laïc d'Atatürk.

Ces partis feraient mieux d'essayer de satisfaire les électeurs du Refah en proposant des programmes sociaux, le dialogue politique et l'arrêt des hostilités dont sont victimes les civils kurdes. Le Premier ministre Tansu Çiller, qui a démissionné le 25 décembre, a milité en faveur de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne en vue de renforcer l'ancrage occidental du pays. Peu avant Noël, le Parlement européen a mis un bémol à ses critiques concernant les atteintes aux droits de l'homme en Turquie et entériné une union douanière, entre autres pour renforcer les chances électorales des partis laïcs. Mais il semble que les électeurs se soient montrés moins intéressés par l'Europe que par leur survie économique immédiate, que les mesures d'austérité prises par Ankara à l'instigation des bailleurs de fonds internationaux ont rendue plus difficile. ●

Vers un "capitalisme musulman" ?

A en croire l'hebdomadaire *Nokta*, loin d'être opposé au capitalisme, le Refah serait, en matière économique, à mi-chemin entre le libéralisme à tout crin de Milton Friedmann et le libéralisme tempéré de John Maynard Keynes. *"Il ne faut pas croire qu'il aura du mal à s'entendre avec les grands capitalistes s'il vient au pouvoir, écrit le journal. Au contraire, il resserrera les liens avec eux. Il en donne déjà les premiers signes en tenant des réunions avec des hommes d'affaires. En bref, le Refah ressemblera à la Turquie, comme l'a dit Koç [leader de l'un des plus puissants groupes économiques]."* Toutefois, sous un éventuel gouvernement du Refah, les entreprises islamistes feront un grand bond en avant. De véritables

capitalistes "verts" (la couleur de l'islam) et des *"compradors musulmans"* s'intégreront au capital international. Necmettin Erbakan, le leader du Refah, et ses amis s'adapteront aux nécessités du jour. Ils défendront le marché commun islamique un jour, l'Union européenne le lendemain. Au total, estime *Nokta*, les relations de la Turquie avec les autres pays ne subiront pas de grands changements. La vraie différence, c'est que *"les capitaux islamistes pourront devenir assez puissants pour concurrencer les grands groupes tels que ceux de Koç ou Sabancı"*. Mais une telle évolution, conclut l'hebdomadaire, *"risque de décevoir la base du parti et de lui aliéner bon nombre d'électeurs"*.

LIBERATION - 4 janvier 1996

Il était kurde, il s'est pendu

PAR JEAN-LOUIS MALTERRE

Il s'appelait A. Yhan. Il avait 25 ans. Il s'est pendu avec le fil d'un téléphone. Il avait appris quelques jours auparavant le rejet par la Commission des recours des réfugiés de sa demande d'asile. Il pouvait encore saisir le Conseil d'Etat d'un hypothétique recours en cassation. Mais cela ne l'empêcherait pas, s'il était interpellé, d'être renvoyé de force, seul ou en charter, entre les mains de ses tortionnaires.

Il s'était expliqué avec peine et par bribes car les violences subies l'avaient renfermé, et même aux plus proches des siens il parlait difficilement. Il venait de cette région de Turquie proche du mont Ararat qui est placée sous état d'urgence depuis des années. Nous savions que ce jeune paysan kurde avait, à peine âgé de 19 ans, été arrêté et torturé pendant vingt-cinq jours, soupçonné à juste titre d'aider la résistance kurde. Qu'il avait ensuite effectué les presque deux ans du service militaire obligatoire, durant lesquels, parce qu'il était kur-

de, il fut à maintes reprises puni, humilié, maltraité.

De nouveau, en 1993, toujours soupçonné d'aider la guérilla, il avait été arrêté et torturé puis relâché au bout d'un mois après avoir été menacé de mort.

En juin 1994, pris de panique à l'approche des militaires, il s'était réfugié dans les montagnes avoisinantes pour ne pas être à nouveau arrêté, interrogé, maltraité, ou éliminé, s'il ne voulait pas collaborer.

De l'assassinat de son père par les soldats, il n'avait pas parlé. Et de combien d'autres choses?

Nous avons compris que le combat pour que ses compatriotes vivent dignement et en liberté, dans un Kurdistan indépendant, était le sien, mais qu'il ne se sentait pas de force à prendre lui-même les armes. Peut-être même ne voulait-il pas participer à cette violence.

Parce que, pour lui comme pour tant d'autres, c'était le pays des droits de l'homme et des libertés, il avait choisi la France.

Confiant, il avait demandé l'asile et la protection de notre pays en application de la Convention de Genève.

L'Ofpra (l'Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides) l'avait convoqué, entendu, mais n'avait pas été convaincu, au motif que ses déclarations, «*extrêmement sommaires*», et «*l'absence de personnalisation de son récit*» ne permettaient pas «*d'établir le bien-fondé de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié*»...

L'officier de protection en le recevant n'a pas vu les cicatrices de son crâne ni de ses jambes pas plus qu'il n'a décelé, derrière son malaise apparent, la profondeur de son an-

goisse.

Ceux qui côtoient les maltraités, les violentés, les torturés ne sauraient-ils pas entendre leurs silences?

Alors, il a fait un recours.

Avisés, ses amis l'ont conduit chez un médecin assermenté expert près la cour d'appel de Paris.

Le certificat par lui établi décrivait les lésions sans aucune ambiguïté quant à leur origine ou leur compatibilité avec les sévices évoqués. Mais il insistait aussi sur les troubles neuropsychiatriques qu'ils avaient entraînés et les «*risques d'évolution de cet état névrotique de type dépressif vers une comitialité post-traumatique*».

Assisté d'un avocat et muni de son certificat, il a donc comparu devant la Commission des recours des réfugiés, composée d'un conseiller d'Etat honoraire, du représentant du haut-commissaire des Nations unies et du représentant du conseil de l'Ofpra.

Son recours a été rejeté par décision du 11 octobre 1995 ainsi libellée: «*... le certificat médical produit n'établit pas que les faits constatés auraient pour origine les sévices allégués...*».

Aux peines endurées, à l'angoisse permanente, s'est ajoutée l'insupportable humiliation de l'incrédulité des juges de ce pays.

Seul, dans sa chambre, la ficelle, trop mince, enroulée à son cou a rompu.

Il s'est alors saisi du fil du téléphone pour mettre un terme définitif à ses souffrances.

J'ai honte ●

ROUGE- 4 janvier 1996

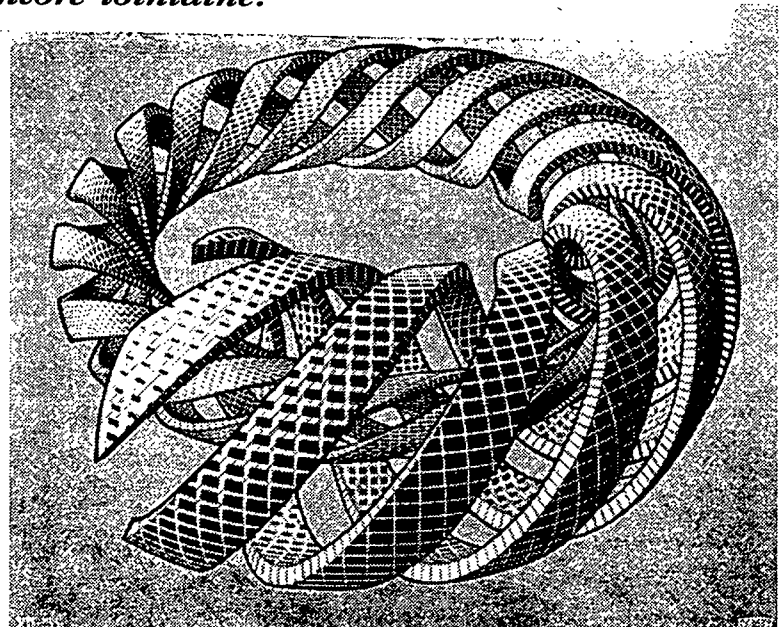
TURQUIE

● Elections : tous perdants

Lors des élections législatives du 24 décembre en Turquie, le RP islamiste puis les deux partis de droite sont arrivés en tête. Mais aucune de ces trois forces n'obtient de réel « leadership », et la stabilité politique semble encore lointaine.

■ Istanbul, correspondance

Les élections législatives du 24 décembre 1995 en Turquie se sont achevées sur une courte victoire du Parti de la prospérité (RP, islamiste) qui a obtenu 21,4 % des suffrages. Les deux partis de droite, l'ANAP de M. Yilmaz et le DYP du Premier ministre Çiller, sont presque à égalité, avec 19,6 % et 19,2 % des suffrages. Viennent ensuite les deux partis de gauche, le DSP (populiste nationaliste) d'Ecevit (14,6 %) et le CHP (social-démocrate) de Baykal (10,7 %). Aux deux extrêmes, le MHP (extrême droite nationaliste) obtient 8,2 % des voix alors que le HADEP (nationaliste kur-



M. C. Escher.

de) obtient 4,2 % des suffrages. Selon ces résultats, le RP sera représenté par cent cinquante-huit députés au Parlement, alors que le DYP en aura cent trente-cinq, l'ANAP cent trente et un, le DSP soixante-seize et le CHP cinquante (le MHP et le HADEP n'ont aucun député, n'ayant pas franchi la barre des 10 %).

On peut dire qu'il s'agit d'élections où il n'y a eu que des perdants ! Certes, le RP est arrivé en tête et célèbre sa victoire. Toutefois, son score n'est pas à la hauteur des espoirs des dirigeants islamistes, qui tablaient sur une victoire écrasante, dont l'ampleur leur aurait permis, sinon d'obtenir la majorité absolue, du moins d'écraser leurs adversaires et d'accéder au pouvoir en se contentant de débaucher quelques sous-marins islamistes dans les partis de droite. Ce résultat est donc loin d'être satisfaisant pour eux. S'étant volontairement isolé des autres partis durant la campagne afin de capter le vote protestataire en s'érigant comme parti anti-système et proposant une alternative islamique globale au régime, le RP va sans doute payer maintenant les frais de cette politique. S'il n'arrive pas à convaincre les autres partis de s'allier à lui, il va devoir rester plusieurs années dans l'opposition, ce qui n'est pas toujours payant, d'autant que les nombreuses mairies RP vont souffrir de cette cure d'opposition prolongée. En effet, le vote protestataire qui s'est porté sur le RP durant ces deux dernières élections peut finalement chercher à terme un autre débouché pour accéder au pouvoir. Il est d'ailleurs intéressant de constater que le RP commence déjà à reculer en vote absolu à Istanbul (en particulier dans les quartiers dont il détient la mairie) et que sa pro-

gression dans les grandes villes a tendance à ralentir de façon sensible. Il n'arrive toujours pas à percer de façon substantielle dans les zones prospères de l'Égée et de la Méditerranée. En revanche, il renforce son emprise dans ses fiefs traditionnels, les régions pauvres du Centre et de l'Est anatoliens. Dans la région kurde et à Istanbul, le RP a souffert du vote HADEP, mais moins qu'on aurait pu le supposer.

Match nul à droite

Le véritable enjeu des élections était la lutte pour le *leadership* à droite, entre le DYP de Çiller et l'ANAP de Yilmaz. Mais ce duel s'est terminé par un match nul : non seulement ces deux partis obtiennent pratiquement le même score, mais ils obtiennent également pratiquement le même nombre de députés. Le léger avantage de l'ANAP en pourcentage est contrebalancé par le léger avantage en sièges du DYP. Le fait est que le score global du centre droit ne cesse de s'effriter au détriment de la droite radicale : il n'obtient que 39 % (51 % en 1991) alors que l'extrême droite passe à 30 % (17 % en 1991). La querelle entre les deux partis de droite et leurs leaders respectifs commence à menacer directement la stabilité du système politique.

À gauche, l'électeur semble avoir opté pour le DSP d'Ecevit, qui a une nette avance sur le CHP de Baykal. Le DSP est en effet le principal bénéficiaire de ces élections. Il progresse partout, surtout dans les grandes villes. Mais son score est loin d'atteindre les 17 à 18 % qu'espérait obtenir son leader, Ecevit, qui peut en revanche

s'enorgueillir d'avoir enfin dépassé son rival du CHP et d'être devenu le premier parti à gauche. Ce dernier paye en effet le prix de quatre années de collaboration docile dans une coalition dominée par la droite et ne dépasse que de justesse la barre nationale des 10 %. Cependant, le score total de la gauche continue à reculer. La crise de la vieille gauche kémaliste s'exprime désormais par la lutte d'hégémonie entre ces deux courants : le populisme nationaliste et chauvin du vieil Ecevit (que l'on peut comparer à Papandréou) et la social-démocratie gestionnaire de Baykal (qui se veut être un « Tony Blair turc »).

L'autre enjeu de ces élections était la solution de la question kurde et la représentation de l'électorat kurde. Le courant nationaliste kurde s'est présenté aux élections sous la bannière du HADEP (successeur du DEP) mais en alliance avec l'extrême gauche turque (notamment nos camarades du Parti socialiste unifié, BSP) et les socialistes kurdes du DDP. Ces partis ont constitué le bloc de « la Paix », de la Démocratie et du Travail » et ont mené une campagne nettement marquée à gauche, avec comme principale revendication la fin de la sale guerre dans la région kurde et l'instauration de la paix. Il faut noter que le PKK, qui a décrété un cessez-le-feu durant les élections, est resté relativement discret. Le HADEP a réalisé d'excellents scores, allant jusqu'à 40 ou 50 % dans certaines villes kurdes comme Diyarbakir ou Hakkari (avec une moyenne de 17 % dans la région kurde) ; mais, avec une moyenne nationale de 4,2 % (1,2 million de voix), il reste absent du jeu parlementaire. Sans la barre des 10 %, le HADEP aurait eu près de vingt-cinq députés et, s'il avait présenté des candidats indépendants, il aurait pu gagner une quinzaine de sièges. Cette situation complique inévitablement le dialogue politique et pose un problème de représentativité des députés de cette région (raflée par les islamistes qui viennent pourtant loin derrière le HADEP).

C'est surtout le manque de soutien de l'électorat kurde des grandes villes de l'Ouest (le score du HADEP y est en dessous de sa moyenne nationale) qui a causé l'échec partiel du HADEP. Mis à part certaines pressions de policiers et de préfets locaux, notam-

● Vers une solution politique ?

Dans une lettre datée du 13 décembre et adressée au gouvernement turc, au HADEP et au PKK, le Parlement européen appelle à trouver « une solution pacifique et non violente » à la question kurde. C'est la première fois que le Parlement européen s'adresse directement au PKK, considéré jusqu'à présent comme une organisation terroriste, et demande à toutes les forces en présence, y compris l'armée turque, de cesser les violences. Le PKK a depuis déclaré un cessez-le-feu unilatéral, le dirigeant de l'ANAP, Mesut Yilmaz, a de son côté reconnu la nécessité d'une solution politique

à la question kurde et HADEP, même si le système électoral ne lui a pas permis d'obtenir des députés, s'est imposé comme le premier parti dans le Sud-Est, malgré la répression, les années de guerre et les déplacements de population. Mais, pendant que s'esquisse la reconnaissance de la question kurde, l'armée turque continue à massacrer et brûler les villages kurdes. La prochaine coalition au pouvoir devra donc, pour que cesse cette sale guerre, négocier avec les représentants du peuple kurde, mais aussi convaincre l'armée de rentrer dans ses casernes.

M. T.

ment dans des villes comme Sirknâk et Mardin, le HADEP a en effet pu mener une campagne relativement libre, réalisant des meetings électoraux très animés partout dans le pays avec un large accès aux médias (une partie non négligeable de la grande presse bourgeoise souhaitait que le HADEP entre au Parlement). Certes, une partie de l'électorat kurde (ayant récemment immigré vers l'Ouest) n'a pas pu s'inscrire sur les listes électorales. Mais tout cela est insuffisant pour expliquer le faible score du HADEP dans des villes comme Istanbul ou Izmir (qui sont aujourd'hui les « premières villes kurdes »). Dans la presse bourgeoise, certains y voient déjà la preuve qu'il n'y a pas de question kurde mais une simple « question régionale du Sud-Est ».

En fait, après une longue absence de la scène politique légale, le HADEP n'a pas eu suffisamment de temps pour se faire connaître auprès de son électorat. Il a souffert du recul global de la gauche, de la lassitude d'une partie des Kurdes et de l'implantation du RP dans les municipalités de banlieues des grandes villes. Il y a donc un long travail de reconquête de l'électorat populaire à effectuer. L'alliance entre le HADEP et l'extrême gauche va se maintenir sous une forme ou une autre.

Par ailleurs, le processus de convergence à l'extrême gauche se poursuit : dès la fin janvier, un nouveau parti socialiste et pluraliste va être créé, par la fusion du Parti socialiste unifié (BSP, où militent nos camarades) et un regroupement de plusieurs autres tendances (notamment les anciens de Dev-Yol). Ainsi, une force substantielle de plusieurs milliers de militants sera constituée et pourra peser sur les prochaines luttes.

Quelle coalition ?

Quant à la formation du nouveau gouvernement, les choses sont loin d'être réglées. Aucun parti ne peut gouverner seul, étant loin de réunir la majorité absolue des deux cent soixante-seize députés. Dans la mesure où une coalition des deux partis de droite ne suffit pas à obtenir la majorité, pas plus qu'une coalition des deux partis de droite avec les partis de gauche,

l'arithmétique parlementaire ne laisse que deux options globales. Soit une coalition présidée par les islamistes (RP et ANAP, ou RP et DYP, ou encore RP et les deux partis de gauche), soit une coalition dominée par une alliance du centre droit entre l'ANAP et le DYP auquel s'ajouterait l'un des deux partis de gauche (soit par une coalition triangulaire, soit par un soutien de l'extérieur). Un accord entre l'ANAP et le DYP bute sur plusieurs problèmes ; d'abord la question de savoir qui de Çiller ou de Yılmaz sera le Premier ministre, dans la mesure où le vote n'a pas tranché cette question. Ensuite, puisque leur nombre de députés ne suffit pas à obtenir la majorité absolue, lequel, du DSP ou du CHP, sera le troisième partenaire, qui fera l'appoint dans la coalition ? Pour le moment, les deux partis de gauche semblent se rejeter la balle, préférant rester dans l'opposition, pour éviter que le RP en ait le monopole. Enfin, quelle sera l'attitude du RP face à ces projets dans la mesure où il est — tout de même ! — le vainqueur de ces élections.

Le RP veut le pouvoir et il est prêt à en payer le prix. Son leader, Erbakan, multiplie les messages de conciliation à l'adresse des autres partis et se déclare prêt à faire toutes les concessions nécessaires (renoncer à la suppression des taux d'intérêt, accepter l'union

douanière avec l'UE, etc.) pour gouverner avec l'un des deux partis du centre droit, voire même avec les deux partis de gauche réunis. Compte tenu du ton très dur et de l'accent ultra-islamiste de la campagne du RP, ce revirement radical du discours des islamistes prend parfois des allures assez surprenantes. S'il n'était surtout sinistre et cynique, le ton candide d'Erbakan expliquant que « les promesses électorales n'ont aucune valeur au lendemain des élections » pourrait même être drôle. Il ne faut donc pas exclure une coalition entre le RP et l'ANAP, si Çiller et Yılmaz ne réussissent pas à se mettre d'accord sur une formule concrète. Le fait est que ces élections n'ont pas apporté de stabilité politique et mettent en danger les projets d'intégration de la Turquie à l'UE, après l'entrée en vigueur de l'accord d'union douanière.

Erdal Tan

TURKISH DAILY NEWS - 4 janvier 1996

Turkey-US to start N. Iraq talks

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish and American officials will meet in Washington next week for talks concerning — Kurdish-held — northern Iraq, foreign ministry spokesman Ömer Akbel disclosed on Wednesday. Akbel told the weekly press briefing that Deputy Foreign Ministry Undersecretary Ali Tuygan will head the Turkish delegation in the talks scheduled for Jan. 8-9.

The sides will basically exchange views regarding the issues connected with the Western-protected Kurdish enclave, the spokesman said.

Beside the proposals for a new format for the Operation Provide Comfort — under which a U.S.-British-French air force based in southern Turkey patrols an air-exclusion zone north of the 36th

Parallel to deter an Iraqi attack on Kurds — the possible re-vitalization of a Turkey-Iraq oil pipeline is expected to be taken up in the talks.

Among the proposals to be debated is a Turkish-U.S. force operating out of Incirlik air base, leaving out the British and French components.

Turkey shut down the 1,000-kilometer twin pipelines linking Iraq's Kirkuk oilfields with the Turkish Mediterranean terminal of Yumurtalik, in keeping with U.N. sanctions against Iraq after its invasion of Kuwait in 1990, thus losing royalty revenues as well as a cheap and convenient source for its energy imports. Ankara has estimated the cost of its support to the Western coalition in the Gulf War to be in excess of \$3 billion.

Turkish Daily News FRIDAY, JANUARY 5, 1996

Dr. Starr: 'Syria has only itself to blame on water issue'

Water expert says US State Dept. chose Syria and Saudi Arabia over Turkey

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- An expert on the politics of water in the Middle East, Dr. Joyce Shira Starr, told TDN in an exclusive interview that Syria has no right to accuse Turkey of releasing "dirty water" since "Syria only has itself to blame." Ten days ago seven Arab nations headed by Syria issued a Damascus Declaration accusing Turkey of releasing contaminated water downstream to Syria.

"If Syrians, instead of diverting precious resources to armament and defense expenditures, invested properly in water infrastructure, they would have clean, usable water today," Starr told TDN. "Syria's accusation is nothing new. Syria is very good at projecting a public case that does not exist.

If they keep repeating 'Turkey is the evil man of Europe' enough times, everyone will believe it," she said. For the last two days in a row, spokesmen for the U.S. State Department claimed they were not aware of the Damascus Declaration. On Tuesday, when TDN put the question to acting spokesman Glyn Davies, he said he had not heard of the declaration. When on Wednesday TDN repeated the question to spokesman Nicholas Burns, he said: "We were not privy to the discussions when they took place (in Damascus). We were not part of them. "So I can't speak what was discussed in Damascus."

Archaic irrigation system

In her newly released book on the issue, *Covenant over Middle Eastern Waters*, Starr says: "The U.S. Department of State's 1993-94 country profile on Syria describes the country's irrigation schemes, particularly those connected with the Euphrates, as a disappointment. Syria's antiquated irrigation system, which loses over 50 percent of its water before it reaches the crops, is vastly corroded by salts and fertilizers ... Damascus is ... estimated to lose as much as 30 to 40 percent of its drinking water from old, leaking pipes."

The water cutback due to such an archaic irrigation system gave rise to health epidemics in Syria. "A cable from the U.S. Embassy in Damascus in December 1993 ... reported that water cutbacks to Syrian farmers had dangerously increased concentration of fecal matter on irrigated fruits and vegetables, leading to an acute rise in gastrointestinal disorders."

The hazardous materials in Syria's irrigation system "threaten not only the infrastructure, but the lives of the Syrian people. Aleppo residents endured a cholera outbreak in 1989 that was blamed on contaminated parsley. Yet further Syrian outbreaks of cholera, typhoid, and dysentery have been quietly hidden from the Western media," Starr wrote.



Özal's water summit that failed

In her book Starr devoted a chapter to the Middle East Water Summit that the late Turkish President Turgut Özal had planned to convene in Istanbul Nov. 4-9, 1991. However, when Syria and Saudi Arabia objected to the possibility of Turkey's using this summit to position itself as a premier power in the region, they put tremendous pressure on the U.S. State Department and the White House which scuttled the project.

"Syria and Saudi Arabia were on top of American priorities and Turkey the last, with the other regional countries in between," Starr said. "But to the very end, Özal believed that Bush supported him in this project — whereas he didn't."

One sticking point was the participation of Israel in the summit. "Syria advised Turkish officials in mid-June (1991) that if Israel was invited, Syria would not only refuse to participate, but would launch a campaign to keep all other Arab nations from attending as well ... The water-poor Saudi government was meanwhile letting it be known that ... it wanted no part of a project that would give Turkey the remotest option (and leverage) of controlling the (water) tap."

Starr should know since she worked hard together with Özal and the Turkish Foreign Ministry for the realization of this summit.

Starr says that for the Istanbul summit, she secured the commitment of 15 international development funds and organizations including the United Nations Development Program (UNDP), the World Bank, and United Nations Environment Program (UNEP), plus the participation of many heads of state, ministers, directors general of various ministries, heads of water authorities, etc.

Presidents Bush and Gorbachev were invited, as well as leaders of all Western nations, China, India and other key nonaligned countries. "This was to be a grand meeting, indeed," she wrote. But at the last moment Özal decided not to invite Israel and thus raise the Israeli "red flag" in Istanbul. Thus, in addition to Syria and Saudi Arabia, Israel came out against the summit as well.

Özal banks on Bush's friendship

Yet Özal to the very end continued to believe that America was supporting the Turkish project, she said. Cultural misinterpretation of body language was partly to blame, Starr explained to TDN. When the two presidents came together in July 1991, Özal raised the question of the Istanbul conference with Bush, who didn't say anything but kept nodding his head up and down. Starr, who worked as a part of the Clinton administration, said Bush was known to nod like that with his head when he was listening to people, signaling them to go on with the presentation. "Özal, unfortunately, took that as a sign of approval," she said.

"When Özal's first letter to Bush in 1990 was not answered, Özal wrote a second letter asking for Bush's support," Starr said. "For a total of eight months, a political counselor from the Turkish Embassy would go to the State Department once a month to ask if an answer was ready for the Turkish president."

He would be told 'not yet, not yet.' Can you imagine the State Department not responding to a letter by (Israeli Prime Minister) Shimon Peres for two weeks? All hell would break loose!" she said. "Özal broke my heart because he trusted Bush," Starr added. "Özal almost made the decision to invite Israel to the water summit," she said. "In August 1991, when the OIC (Organization of the Islamic Conference) was meeting in Istanbul, Özal told me that if I could deliver all I promised then he would invite Israel."

That night, his aide Mr. Güner, talked Özal out of it. Even the Turkish foreign minister, Sefa Giray, was flabbergasted. Güner convinced Özal to write another letter to Bush instead, telling him how much his support was needed. Özal didn't know that Washington laughed at him behind his back.

"He couldn't gauge that they really did not respect him and needed him except when the U.S. wanted Turkey to pitch in at the Gulf War. Now, they again need Turkey to train the Bosnians."

Fear of Ottomans

How could she explain the U.S. rebuff, TDN asked. "For one thing, Özal was a warm and jolly guy, trained and worked in the U.S. He couldn't understand that Washington would let him down, that they would choose Syria and Saudis over Turkey. It was a matter of enormous personal pride for him."

"And the reason why they won't let Turkey emerge as a regional power is this deep fear about the Ottoman Empire, about this large state coming and taking over most of Europe," she said. They couldn't recognize what is good about Turkey. Turkey has always been used as a scapegoat. It has always been easy to blame Turkey for everything that went wrong in the Middle East. That's dangerous."

"Özal took a great risk by supporting the Allies in the Gulf War. Turkey didn't get anything in return. And I believe that's why he lost the next elections. He was accused of being a 'lackey of the West' and being disrespected."

The alienation and disgust led to the rise in the votes of the (pro-Islamic) Refah Party. But Washington and the White House do not take responsibility for contributing to that," Starr concluded.

LIBERATION - 9 janvier 1996

Nouveaux attentats antiturcs en Allemagne

La police attribue au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) les engins incendiaires lancés, dans la nuit de dimanche à lundi, contre des immeubles abritant des intérêts turcs, dans cinq villes différentes. De nombreux attentats ont été perpétrés ces derniers jours en Allemagne, en relation avec des mutineries de prisonniers dans des centres pénitentiaires en Turquie.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JANUARY 5, 1996

Syria Watches the Grooming of Another Assad Son

By John Lancaster
Washington Post Service

DAMASCUS — For 25 years, President Hafez Assad has ruled Syria with a combination of ruthlessness and guile, once crushing a coup attempt by his own brother. His stamina is legendary. So is his stubbornness.

And depending on the outcome of Syrian-Israeli peace talks that resumed last week after a six-month hiatus, Mr. Assad may go down in history as the leader who brought back the Syrian land lost to Israel in the 1967 Middle East war.

All of which weighs heavily on the political future of a shy, introverted former ophthalmological student, now a major in Syria's Republican Guard who also happens to be the president's eldest surviving son.

Since the death of Mr. Assad's oldest son and heir-apparent, Basil, in a car crash in January 1994, palace-watchers have speculated about the implications for Basil's younger brother, Bashar, who cut short his medical studies in London to assume many of his brother's duties. Portraits of Mr. Assad, never in short supply here, have been supplemented with a widely distributed poster showing the president flanked by the two sons.

Some say Bashar, 30, is too young and inexperienced to be considered a serious contender for the president's job when his father, now 65, leaves office. But as prospects improve for a Syrian-Israeli peace settlement, the possibility that Bashar may someday succeed his father is starting to seem less fanciful, according to Western diplomats and Syrians close to the regime.

That is because many Syrians now believe that Mr. Assad is on the verge of getting back the Golan Heights, a strategic plateau that overlooks northern Is-

rael. Such an achievement, in their eyes, would vindicate Mr. Assad's long strategy of confrontation with Jerusalem and the West, securing his place in history and, possibly, reserving one for his surviving son.

"Notwithstanding our desire for a modern parliamentary system, to have an eye surgeon who has had an excellent political education, at home, and who has an excellent military background, is not a bad choice," said a well-connected Syrian intellectual who is a close student of the regime. He added: "Assad wants to completely eliminate the traces of the 1967 defeat. He wants to say to Syrian people, 'Guys, 1967 is over. We got it all back. Our pride that was lost in that war has been fully restored, to the last centimeter.'"

Political forecasts are always risky in Syria, where power traditionally has changed hands at gunpoint. Mr. Assad's military-backed regime is famously secretive. There is little doubt, however, that the enigmatic former air force pilot is respected in Syria as a force for stability and for his unswerving opposition to Israel, if not for his human rights record.

Although Mr. Assad appears to be in reasonable health — his capacity for intense negotiating sessions is said to be undiminished — he is a diabetic who suffered a bout of heart trouble in 1983. During November ceremonies to commemorate the 25th anniversary of his rise to power, Mr. Assad failed to appear in public, raising eye-

brows in diplomatic circles here.

Syria's constitution specifies that if Mr. Assad resigns or dies in office, the speaker of Parliament is to assume the presidency for 90 days before the ruling Ba'ath Party names a replacement. That candidate would then be put to a popular referendum.

In practice, however, Mr. Assad calls the shots, and few people doubt that he was grooming Basil as his successor. Basil was a swash-buckling military man who had been given responsibility for presidential security. He also served as a kind of in-house political troubleshooter, tasked with curbing corruption and managing Syrian affairs in Lebanon, where Syria retains a large military force.

Bashar, by all accounts, could hardly be more different. While his brother was outgoing, Bashar is said to be bookish and retiring, and he has shunned the limelight since returning to Damascus.

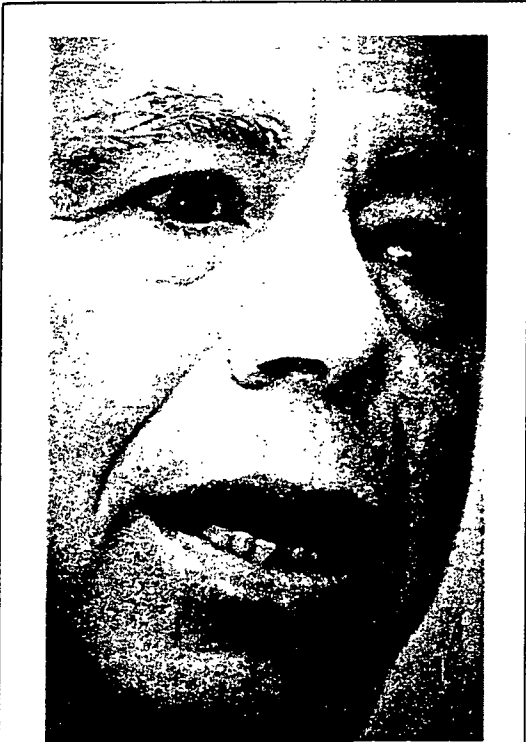
"He is a photocopy of his father," said Waddah Abd Rabboh, a Syrian magazine publisher who has interviewed him several times. "He is a very clever guy, very serious."

There seems little doubt that since Basil's death, Mr. Assad considers Bashar a potential successor — if not now, then perhaps after a "political training course" of several years, a diplomat said.

Turkish Probe January 5, 1995

Election: A Different Perspective

Former intelligence officer offers global conspiracy theory



Professor Mahir Kaynak, a former ranking official of the Turkey's National Intelligence Organization (MIT) known for his unusual analyses of the country's internal dynamics in the context of the global power game, offered some insights recently on Turkey's unsettled domestic politics.

Turkey's post-election picture shows coalition formulas deadlocking domestic politics, and foreign policy problems such as tension with Syria, the PKK and Cyprus pushing the country to a critical stage.

Kaynak, who left the service after being exposed in court as an "agent provocateur" who infiltrated and informed on a group of officers planning an army coup in early 1970s, captured the limelight in recent years with his analyses on TV talk shows in which he counsels the public to look for whose interests are served as a method of getting a coherent picture from a complex maze of seemingly unconnected incidents.

In analyzing the results of the ec. 24 election, the former intelligence analyst detects a clash of European and American interests.

Pro-American camp versus pro-European camp

Kaynak divides Turkish political life in parallel with the international balances, rather than the traditional ideological divisions of left and right. According to him the base of the disagreements between CHP and DSP on the center left and between DYP and ANAP on the center right lie just in such a fundamental division. He sees DYP, CHP and MHP as in a "pro-American" camp, while the opposing camp consists of the "pro-European" ANAP, RP and DSP.

Kaynak reminded his interviewer that Prime Minister Tansu Çiller, leader of the supposedly pro-American faction had a majority of over 280 deputies in the former Parliament, but with the 24 December election, the ANAP, RP and DSP trio won a crashing majority by taking two-thirds of the seats. Kaynak forecasts a possible coalition between the parties in the same camp.

Çiller Front wants federation

Kaynak sees it a serious mistake that ANAP and RP excluded Kurdish names from their lists in the election, and claims that this served the Çiller- led pro- American front, which stands for federation in southeast Turkey. He claims that HADEP is part of this game and says: "One of the reasons why the Çiller- led pro- American front took no notice of the PKK's recent call for a cease fire is this. The pro-American wing — that is, DYP, CHP and MHP — is taking Turkey towards a federation step by step.

"I have two observations on this process: The first one is related to closing DEP and the failure of HADEP in exceed the national threshold in the election. These caused the exclusion of Kurdish representation from Parliament."

HADEP did not want to be in the Parliament

"**M**y second observation is on HADEP's election failure in major cities while maintaining a high level of votes in southeast Turkey. This table, deliberately created by HADEP, aims at turning the Kurdish problem into a territorial one. This was not spontaneous but resulted from planned policies. Because if the problem is put as a regional one rather than Kurdish, then federation will come on the agenda automatically."

Kaynak claimed that HADEP named its parliamentary candidates in major cities from marginal parties such as the United Socialist Party, well-known for its marxist credentials in order to keep their votes outside the southeast Turkey low and said, "These candidates demanded votes from muslim Kurds by mocking religion and Islam. This way, HADEP deliberately became the party of the region."

HADEP's failure served the PKK

Kaynak pointed out that HADEP's exclusion from Parliament served to legitimize the Kurdish Parliament in exile, which was founded by PKK leader Abdullah Öcalan, and said that in the overall balance on the Kurdish issue, Çiller's pro- American camp, which stands for federation, scored against Erbakan's pro- European camp. Kaynak concluded, "Before the elections, we made an open appeal to ANAP and RP to include Kurdish candidates in their lists. But they could not realize the seriousness of the situation. The exclusion of the Kurds from the Parliament was the aim of the rival camp. A game was played and the federationist pro-American camp won against the pro-European front which stands for a unitary state."

M. Akif Beki

Water, conspiracy and war in the Middle East

Turkish Daily News

FRIDAY, JANUARY 5, 1996

By Zafer F. Yörük
Turkish Daily News

ISTANBUL- "Oil came to our lives at the beginning of this century, it will wither away in the next century, and humanity will certainly find a substitute," says Professor Doğu Ergil. "But water", he continues, "is the source of life on earth and the demand for it will never end.

"On the contrary, humanity's need for water is constantly increasing, while there is a parallel tendency for the availability of this resource to decrease due to the ecological damage that we humans cause. And," he declared, "there is no substitute for water, the vital liquid," and predicts this will lead to a shift in importance from oil politics to hydrogeopolitics in the Middle East.

Professor Ergil became a much talked-about figure last year with his controversial report on Kurdish question, and is now conducting a research for a similar report on the water question.

Cooperation versus Sharing

Commenting on the recent escalation of tensions between Syria and Turkey, Ergil noted that there is a limited amount of water in the rivers of Euphrates and Tigris, which is well known by Syria. He theorizes that the real problem lies in the differences in approach of Turkey, Iraq and Syria to the need for an international agreement on the water issue.

He points out that Turkish government is not keen on international negotiations on the sharing of the water between the three countries. Instead, Turkey proposes a three-stage plan to be realized through the cooperation of three parties, which basically proposes the distribution of water according to the needs of each country, and technological cooperation between the parties for rational use.

(For a detailed account of Turkey's three-staged plan see TDN Section Two Special by Nazlan Ertan, 3 January 1996). Ergil sees Turkey's plan as more reasonable in the long run than the attempts by Syria and Iraq to find international support for sharing the water of the Tigris and Euphrates. He says instead of only sharing the three countries should look for division of labor and cooperation for a common rational way of water usage according to the needs of each. But, he continues, because politicians prefer to use this issue as a weapon in their short term political maneuvers, the dispute inevitably degenerates into crises from time to time.

Syrian-Israel Peace Equals Syrian-Turkish conflict?

Ergil pointed out that two and a half years ago he forecast "a peace settlement in the Middle East which may reflect on Turkey as water concessions", and said that is what is happening today.

He points out the link between the Israel/Syria peace negotiations and the recent tensions between Syria and Turkey.

"Peace negotiations between Israel and Syria are not solely on the security of land", he continues, "life security, food security, water security and so on are also the subjects

of these negotiations. Israel needs water for her industrial base, which is the largest in the region, and for her cities, given that she is more urbanized than the surrounding countries, and for her agriculture, which is also highly developed.

"When Israel is to leave the Golan Heights to Syria, her need for using water sources in that region will continue," Ergil added. "If Syria has to give up water sources on Golan, she will be having to extract more water from Euphrates. Which brings about the possibility of common

pressure on Turkey from Syria and Israel." Ergil says the Turkish Foreign Ministry is aware of this possibility.

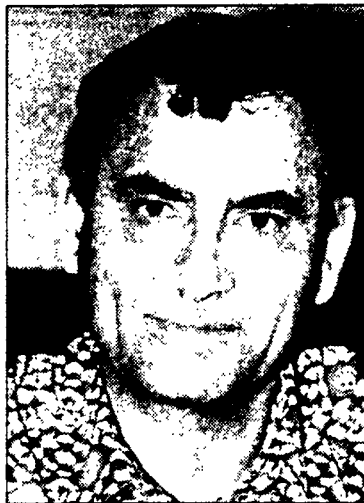
Irresponsible political maneuvering may lead to war

Turkey's rulers are not exempted from Ergil's criticism. He reminds his audience that leading Turkish politicians spent phrases like "we will get them drawn in the water" or "we will dry them up" in the past, statements which Ergil finds very irresponsible.

He says water should not and cannot be a bargaining item for other political issues, hinting at the fact that the Turkish government gives the impression whenever the water issue is raised by Syria that Turkey is able to release from her dams as much water as Syria wants, on the condition that Syria ceases support for the PKK.

Contrary to this false impression, he says, Turkey does not have immense surplus water, and this is what the Turkish government should be emphasizing.

Ergil warns that water is a sensitive issue which has the potential to turn into a crisis, and even lead to an armed conflict, if the current irresponsible political rhetoric is not replaced with expressions of good will on each side to negotiate for a rational settlement.



Doğu Ergil

Turkish Probe January 5, 1995

Turco-Syrian Tensions Increase Over Water

The water problem between Turkey and Syria, a chronic issue in Turkish foreign policy, carried itself from 1995 to 1996 with a serious escalation. Last week, amid the holiday mood in all state offices, Foreign Minister Deniz Baykal made an unusually strong statement, saying "some circles in Syria needed more water to wash out the blood of terrorism on their hands." The strong statement was followed by a Turkish demarche to Syria, which said that the "water attack" Damascus has launched in the past few weeks had been "unfounded and unfair." Within days, two mainstream newspapers were giving headlines that the water issue was "flowing into a war." Daily Milliyet reported that the war scenarios with Syria were already prepared by the Turkish Chief of Staff. The rhetoric matched the previous predictions by the Arabic and Western media made before the Gulf War that the next war in the Middle East would be over water.

The problem of the Euphrates' water is nothing new between Turkey and Syria. Diplomats of both sides can boast of scores of demarches and less sensational forms of communication between Turkey, Iraq and Syria, and telegraphs from other Middle East countries asking Ankara to "respect the rights of Iraq and Syria."

The last storm over water supplies broke out with the finalization of a credit agreement for the Birecik Dam on the Euphrates River. The dispute has led Syria to start lobbying against Turkey, not only in the Arab League, but also in Western countries.

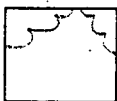
Ankara also brushed aside the claims of Syria that the water, led by Turkey to downstream Syria, was polluted, saying the irrigation in the Turkish lands was "too small" to cause any loss in the quality of the water. The problem, Turkish diplomats claimed, could rise later, but not yet.

Turkey's proposal of a three-stage plan to solve the water problem between Turkey, Syria and Iraq includes measures to avert the pollution of water. However, this plan, which aims to take up the water question "on a scientific and technical basis" — rather than the "political and high level" way Syria and Iraq have demanded — has not been accepted by the two countries. The plan, which was first put forward in 1984, first calls for inventory studies of water resources, then inventory studies of land resources, and finally the determination of the irrigation types and systems for planned projects aimed at minimizing water losses.

Akbel also denied that Syria was uninformed on the construction of the Birecik Dam, saying that all

Turkey's Three-Stage Plan

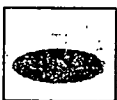
The plan, whose full name is "three-stage plan for optimum, equitable and reasonable utilization of the transboundary water-courses of the Euphrates-Tigris Basin" was first introduced at the fifth meeting of the Joint Technical Committee in 1984. It was fully developed and reaffirmed in 1993.



The first stage of the plan is to make inventory studies for water resources, which will cover the exchange of whole available data, including that of evaporation, temperature, and rainfall over various gauging stations. It also foresees the checking of the measurements.



The second stage is to make inventory studies of land resources, which includes soil classification methods, checking water conditions for projects, and calculating irrigation and leaching water requirements based on the studies carried out before.



The third stage will be the evaluation of water and land resources forces, which will discuss and determine the irrigation type and system for the planned projects aiming at minimizing water loss-

es and to investigate the possibility of modernization and rehabilitation of the projects in operation.

Also, based on the project-wise studies, each country's total water consumption will be determined.

Finally, a simulation model which represents a river system systematically to analyze water demands and supply balance would be set up, considering water transfer opportunity from the Tigris to the Euphrates.

The plan is based on two basic principles. First, the Euphrates will have to be considered as forming one single transboundary watercourse system. Consequently, all existing water resources need not necessarily be derived from the Euphrates. If Syria, for example, wants additional water, this may be supplied from Tigris, as the two rivers are linked through the manmade Tharthar Canal connection between the two rivers in Iraq.

Second, the inventory of water and land resources should be drawn up and evaluated jointly since methods used in each country for data collection, interpretation and evaluation show disparities. Finally, necessary means and measures should be determined to attain the most reasonable and optimum utilization of resources on the previous studies.

technical information has been provided to Syria since 1983. In fact, this is not even the first time Syria has expressed its worries over the Birecik Dam, an after-bay, or regulation dam. The Iraqi Embassy in Ankara gave a note to the Foreign Ministry in March 1993, and Syria, in July of the same year, issued a demarche to the Turkish Embassy in Damascus.

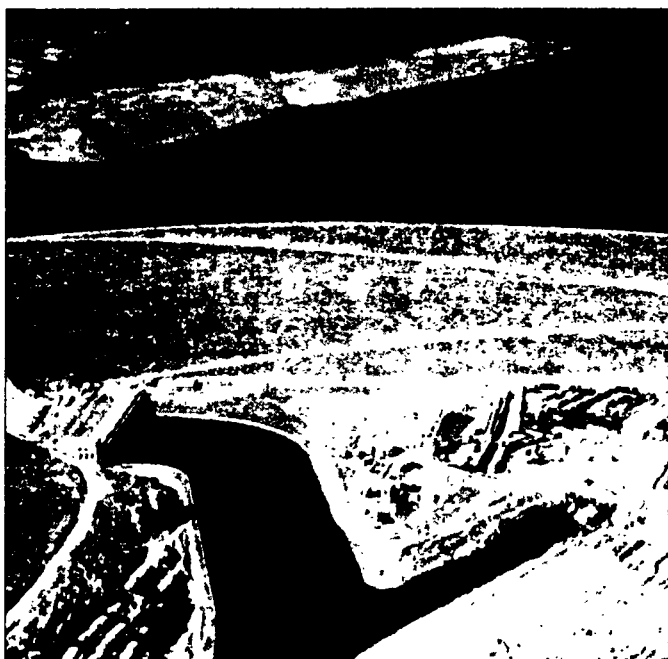
Birecik Dam is an after-bay, or a regulation dam, that aims to regulate the flow of waters from Atatürk Dam. Syria itself has an after-bay dam called Al-Baath Dam located just downstream of Tabqa Dam. Turkey claims that Birecik will regulate the fluctuation in the quantity of water for the purpose of providing a more regular supply of water to downstream countries.

Ankara's demarche to Syria, given on the last day of 1995, said that earlier Syrian claims of pollution of the Euphrates' water which flowed downstream to Syria were unfounded. "The Turkish projects aim at a steady and regular flow of the Euphrates, which will benefit Syria," a statement from the Turkish Foreign Ministry said on Sunday.

Foreign Minister Deniz Baykal also took the opportunity to reproach Syria for supporting terrorism. "Some circles may claim that they need additional water to wash the blood of terrorism from their hands," Baykal said, in a thinly veiled reference to Syria's support to the terrorism of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Baykal said that the PKK was supported by Syria and its leader, Abdullah Öcalan, was allowed to reside in this country. The demarche and the minister's statement also came at a time when foreign ministers of seven Arab countries, ending their meeting in Damascus with their Syrian counterpart, criticized Ankara for building dams on the river without consulting with the other states through which it flows — Syria and Iraq. The communique made by the ministers has called for a permanent water-sharing agreement to replace a provisional accord under which Ankara allows the flow of 500 cubic meters of water per second to Syria.

The eight Arab ministers, whose countries form the so-called Damascus Declaration Alliance, said in their final communique that they were briefed on



Who says what on water question

IRAQ Maintains it has "acquired rights" relating to its "ancestral irrigations" on the Euphrates and Tigris rivers. No upstream country is entitled to take away these rights. Moreover, it has 1.9 million hectares of agricultural land in the Euphrates basin, including the ancestral irrigation systems left from the Sumerian times.



■ Urges the sharing of Euphrates and Tigris waters among the riparian states through a mathematical formula, in which each state will determine its water needs separately.

■ Accuses Turkey of violating international law during the initial impounding of Atatürk Dam, by not informing Iraq timely, and by reducing the amount of flow below the committed level.

■ Claims Turkey is causing damage to downstream riparian states by building new dams and irrigation systems.

■ Argues that the 1987 protocol between Turkey and Syria, in which Turkey undertook to supply 500 cubic meters of water per second at the Syrian border, has lost its validity, due to the fact that the Atatürk Dam has been filled. Therefore, the final allocation must be made, and an amount of water higher than 500 cubic meters and no less than 700 cubic meters per second should be released to the downstream countries.

SYRIA Claims, like Iraq, that it possesses acquired rights, dating from ancient periods over the rivers that pass through Syrian territory.



■ Claims that the Euphrates and Tigris rivers are international watercourses, which should be classified as shared resources. Therefore, a mathematical formula should be utilized for the sharing.

■ Accuses Turkey of acting against the spirit of good-neighborliness and that it has caused significant damage to Syrian agriculture, hydropower generation and water supply facilities.

■ Wants a final agreement with Turkey regarding the water question. Originally, it urged the finalization of the studies of International Law Commission to provide a guideline; and urged the issue to be taken to the International Court of Justice. It has also called for international observers in negotiations. However, in 1994, during a meeting of foreign ministers of the two countries, Damascus signalled an agreement with Turkey that international mediation would only complicate the problem further.

■ Iraq refuses water to transfer from the Tigris to Euphrates water, which could have been a vital element for realizing the irrigation projects of the three riparian countries of the Euphrates River.

TURKEY Rejects the concept of acquired rights raised by both countries.

■ Pushes for "equitable utilization"
■ Rejects charges that it has deprived its neighbors from water, because during that period, it has released to the downstream riparian countries an amount of water more than it has committed.



■ Claims that Iraq and Syria declare the amount of irrigable lands higher than it really is and calls for inventory studies of land resources

■ Calls on member countries to study its three-staged plan

Just how water-rich is Turkey?

Ask any Turkish official, from the Foreign Ministry to the Ministry of Public Works, and their answer is the same: "Turkey is not a water-rich, or water surplus country." It can hardly rank in the same league as Canada or New Zealand, where the amount of annual water per capita is over 10,000 cubic meters.

In Turkey, the amount of annual water per capita is hardly a fact agreed upon. In 1993 Mehmet Gölhan, then the minister of state, told an international conference that each Turk had a water supply of 3,000 cubic meters per year. However, only a year later, a book prepared by the Turkish Foreign Ministry calculated the same statistic at 1,830 cubic meters. The reason for the difference is simple: the first figure is based on Turkey's full water potential, which is 186 billion cubic meters; while in fact only 110 billion cubic meters, including 12 billion of groundwater, is available.

Today Turkey utilizes only 25.9 billion cubic meters of its capacity, according to the calculations of the Water Works Department of the Ministry of Public Works. The remaining 84.1 billion cubic meters is not surplus to Turkey's requirements, but cannot yet be allocated to its needs.

In the year 2020, however, if Turkey cannot find a means of better utilization of its water resources, the cubic meters per year will be 980 per capita, which is about half the amount it is now.

the flow of polluted water from a Turkish irrigation project into Syria.

"The ministers call upon the Turkish government to stop allowing dirty waters to flow to Syria and to reach a just and acceptable agreement on the sharing of the Euphrates waters," it added.

It was the first time that Syria's seven allies, who maintain good relations with Turkey, referred to the dispute in the alliance statements.

The six Gulf Arab states in the alliance are Bahrain, Kuwait, Oman, Qatar, Saudi Arabia and the United Arab Emirates. The communique came a week after Arab League made a similar declaration to Turkey, summoning Turkey's Ambassador to Cairo, Yaşar Yakış, to urge Turkey to reach a just agreement with Syria.

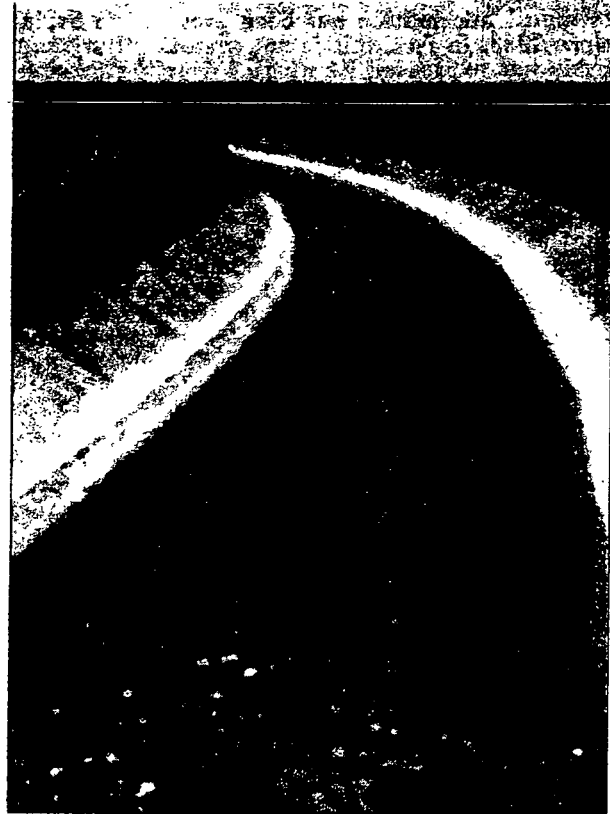
"There has never been any problem between Turkey and Syria over the water question. Whenever there was a problem, we have solved it by giving additional water to Syria," Baykal said in his press conference.

Ankara's wavering water policy

Ankara has committed itself, under a protocol signed between Turkey and Syria in 1987, to give Syria 500 cubic meters of water per second.

The related accord, dated July 17, 1987 and signed between Turkey and Syria, is as follows:

"During the filling period of the Atatürk Dam,



reservoir and until the final allocation of the waters of Euphrates among the three riparian countries, the Turkish side undertakes to release a yearly average of more than 500 cubic meters per second at the Syrian border and in cases where the monthly flow falls below the level of 500 cubic meters per second, the Turkish side agrees to make up the difference during the following month." Today, the experts dispute the legal and practical basis of the accord made by Turgut Özal, the late president. First of all, a decision which is related to natural resources, could not be put in a protocol, but has to go through the Turkish Parliament, according to the experts. Second, the gung-ho style of Özal merely sharpened the Syrian initiative for a written accord with Turkey, something the Turkish diplomacy is firmly against.

Özal continued making soothing remarks on the water question, to stop the pounding pressures on Turkey from the Arab League. However, the water question escalated further when, in 1992, Süleyman Demirel, the then prime minister, announced that water was a "natural resource of Turkey" just like oil was to the Arabic nations.

Given the anger created by his remarks, Demirel paid a visit to Syria in the beginning of 1993, but came back with a new fiasco. Yielding to Damascus pressures, the prime minister accepted a terminology in the joint declaration saying the foreign ministers of the two countries will "spare no efforts" to come together within a year to discuss the water question. The meeting, to the great displeasure of Syria, has not materialized although the two ministers have come together in various bilateral platforms to discuss the issue. However, last year, Erdal İnönü, the then foreign minister, invited his Syrian counterpart Farouk al-Shara to come to Turkey and al-Shara has accepted this in principle.

Nazlan Ertan

Northern Iraq: A bad year for all

Differences linger on power and revenue sharing between rival Iraqi Kurdish groups in Northern Iraq despite American-brokered truce that ended bloody fighting. But PKK replaced PUK as Barzani's new challenge

By Raşit Gürdilek
Turkish Daily News

The past year was a bad one for Iraqi Kurds, with fierce infighting followed by a shaky truce sponsored by the United States with Turkey's active contribution. The year witnessed some of the worst fighting in the Western-protected enclave between the principal Iraqi Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani, and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The fighting, over the control of border revenues and the city of Erbil, seat of the defunct regional government, took a high toll in human lives — the number of dead approaching 3,000 in the two-year civil war — and threw into question the Kurds' claim to be able to govern themselves democratically. The Iraqi Kurdish infighting heightened Turkey's security worries as it enabled its own separatist Kurds to entrench more firmly in northern Iraq. In the end the Turkish army launched two major cross border operations against the Kurdistan Workers' Party (PKK) concentrations in northern Iraq, defying the Western reaction which greeted particularly the first one, launched on March 20 with about 35,000 troops backed by jets, tanks and artillery.

But after the fighting Ankara gave up the idea of entering a security arrangement with the Iraqi Kurdish groups to keep the PKK away from the border, finding the KDP's demands for support to a projected 20,000-strong force, and the reconstruction and resettlement of some 350 border villages, too unrealistic. Instead, it carried on with a large-scale humanitarian aid program, sending supplies worth \$12 million to be distributed in northern Iraq as a follow-up to the similar amount of aid provided the previous year.



Turkey actively backed, however, an American initiative launched by Robert Deutsch, the State Department official for northern Gulf affairs, to bring the warring sides around a negotiation table. The joint effort irritated Iran, engaged in its own mediation effort, and Syria, which both slammed "foreign intervention" in the region's affairs despite Turkey's assurances that the sought-for settlement would not compromise the unity of Iraq or harm the interests of Iraq's neighbors. But despite an agreement hammered out at two successive meetings in Drogheda and Dublin, Ireland, in late summer and fall, the sides have yet to implement the terms, which boil down to the PUK's withdrawal from Erbil, which it occupied at the end of 1994 during the course of fighting, in return for the KDP's agreement to share revenues from the lucrative diesel traffic from Iraq to

Turkey. The sides also agreed to restructure the Kurdish administration and undertook to respect Turkey's security interests in the talks, also attended by a Turkish foreign ministry official. Although the sides have since reaffirmed their commitment to the accord, differences persist as to the mode and timing of Erbil's demilitarization and of revenue sharing, which has delayed a projected meeting between the leaders of the two parties to clinch the deal.

But while Barzani was tending a shaky truce with political rival Talabani he was stabbed in the back by the PKK, whose forces attacked KDP military posts and settlements in northern Iraq on Aug. 25. Recovering from the initial shock, KDP peshmergas launched an all-out campaign to drive the PKK out of its mountain bases in the area,

claiming spectacular military successes and hundreds of casualties inflicted on the rebels. But in a surprise move which upset Ankara, which has been providing limited amounts of munitions to the KDP forces to help drive out the PKK, Barzani announced his acceptance of PKK leader Abdullah Öcalan's cease-fire in late December. This allowed the rebel chief to withdraw his forces to Syria and concentrate on another diplomatic offensive in the West, which included a unilateral cease-fire he declared in Turkey, where he has been fighting a separatist war that has claimed nearly 20,000 lives in 11 years. Snubbing the call for dialogue, Turkey pursued its military campaign against the PKK in the Southeast, while moving to normalize its strained ties with the PUK in northern Iraq.

Cinq ans après la guerre du Golfe

États-Unis - Iran: l'enjeu kurde

*Américains et Iraniens cherchent, chacun pour soi,
à imposer leur solution aux factions kurdes rivales.*

LE FIGARO
&
AURORE

5 janvier 1996

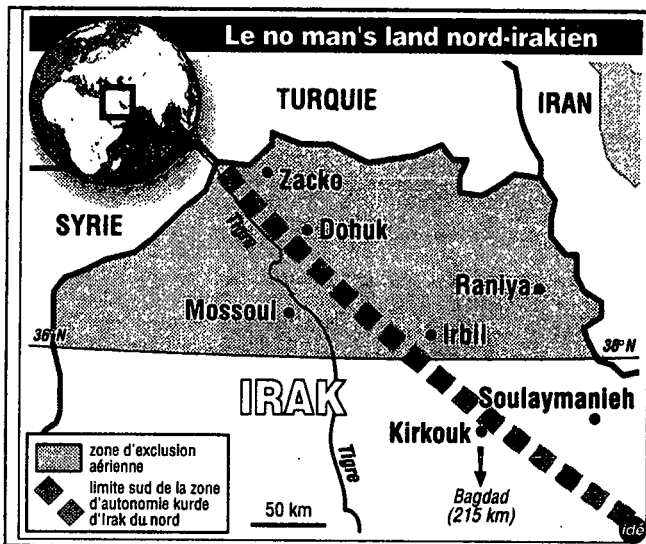
En sourdine, les Etats-Unis et l'Iran s'opposent en Irak du Nord. Seize ans après la chute du Chah, la confrontation entre la République islamique et la dernière grande puissance mondiale ne se limite plus au Golfe, que les Ayatollahs enragent de voir transformé en « Lac américain ».

La rivalité se confirme au Kurdistan d'Irak, où Massoud Barzani et Jalal Talabani, les deux principaux chefs de guerre, se battent pour des questions de territoire et de gros sous.

Washington jouit de l'appui turc. Téhéran a l'avantage de la proximité. Chacun rivalise d'efforts pour arrêter un conflit qui, à terme, ne profitera qu'à Saddam Hussein.

Interrogé sur l'envoi en Irak du Nord d'une mission irakienne dirigée par Ali Agha-Mohammad, du Conseil suprême de sécurité nationale, le Dr Velayati, ministre des Affaires étrangères, a déclaré : « L'envoi de cette délégation s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Iran pour mettre fin à la guerre civile (entre Kurdes)... Les Etats-Unis ne connaissent pas les sensibilités de la région et c'est pour cette raison qu'ils ont échoué jusqu'à présent. » Le langage est diplomatique, mais l'intention évidente. Les problèmes régionaux doivent être réglés par les puissances régionales et les Américains, coupables d'« arrogance », n'ont rien à y faire.

L'Iran, affirme Velayati, a « plus de chance de pouvoir mettre fin à la guerre » entre le PDKI (parti démocratique du Kurdistan irakien, de Massoud Barzani) et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talabani). Ces affrontements, qui ont éclaté en mai 1994, ont fait plus de 2 000 morts. Les deux camps ont fait « des centaines de prisonniers, qui, précise-t-on de bonne source, sont souvent détenus dans des conditions effroyables ».



« Complotiers américano-sionistes »

Comme par hasard, la mission de l'Iranien Agha-Mohammad précède de quelques jours les entretiens qu'un haut responsable turc aura à Washington à propos, précisément, de l'Irak du Nord. Conscients que le PKK (la guérilla des Kurdes de Turquie) profite au maximum de l'anarchie qui y règne, Ankara encourage les efforts de médiation américains.

La conférence de paix, qui s'est tenue en Irlande l'été dernier, a ainsi permis une accalmie dans les combats, mais pas la paix qu'espérait le Département d'Etat.

Les Etats-Unis et l'Iran mènent donc aujourd'hui des tentatives concurrentielles de conciliation entre Massoud Barzani, un chef tribal puissant au Kurdistan occidental, et Jalal Talabani, un politicien plus « moderne » et bien installé dans la partie orientale.

Les coups de boutoir de l'armée turque

Dans tout ce charivari, l'Irak de Saddam Hussein ressemble à l'Arlésienne : omniprésente mais invisible. De Bagdad, le journal *Al Thawra* (Révolution) accuse Téhéran de jouer avec le feu et compare ses « agissements » au Kurdistan à ceux des « complotiers américano-sionistes ». Paroles profondes qui sonnent creux tant que dure l'opération inter-alliée « *Provide comfort* » de protection aérienne des populations kurdes d'Irak...

Reste que l'Iran intervient de plus en plus activement dans ce secteur. Le PDKI-Iran (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran), dont le secrétaire général Abdullah Hassandzadeh était récemment à Paris, dénonce l'assassinat depuis le 27 décembre de cinq de ses militants par des « terroristes iraniens » dans le nord de l'Irak.

Les d'un entretien accordé au *Figaro*, Abdullah Hassandzadeh accusait Téhéran d'avoir depuis 1989 mené 150 actions terroristes en territoire irakien et d'y avoir assassiné 32 militants du PDKI-Iran. En outre, Téhéran fait pression sur les Kurdes irakiens pour qu'ils ferment la radio des Kurdes iraniens, et les chassent de leur refuge en Irak du Nord. M. Hassandzadeh ajoutait que Téhéran a l'an dernier augmenté les effectifs de Gardiens de la Révolution au Kurdistan d'Iran.

En Irak du Nord, apprenant de plusieurs sources, règne depuis l'été une « situation de *ni guerre ni paix* » entre les partisans de Barzani et ceux de Talabani. Environ 30 % de la population vit dans la zone contrôlée par le premier, 70 % dans celle contrôlée par le second. Barzani exige que les troupes de son rival se retirent d'Erbil, la capitale régionale. Talabani veut sa part des droits de douane sur les ventes de pétrole irakien à la Turquie. La conférence de Dublin n'a réglé le différend qu'au niveau des principes.

L'entrée en scène du PKK (guérilla marxiste des Kurdes de Turquie) rend la situation encore plus incontrôlable. Chassé des zones frontalières par les coups de boutoir de l'armée turque, le PKK s'était bel et bien installé dans certaines régions du « fief » de Massoud Barzani. D'où la contre-offensive meurtrière déclenchée par ce dernier à l'automne dernier. L'affaire n'est pas vraiment terminée. « *Soutenu par l'Iran et la Syrie* », selon une personnalité kurde peu suspecte de sympathie pour Barzani, le PKK n'a pas dit son dernier mot. Téhéran et Damas ont chacun leur contentieux avec Ankara. Et Ankara est l'allié de Washington.

Claude LORIEUX

Human Rights was on the agenda

Prime Minister Tansu Çiller admitted that some of the villages in Tunceli's rural district had been burned. However, she blamed the outlawed PKK for these incidents. She surprised everyone with claims that PKK rebels were attacking with helicopters

The press complained of restrictions and violation of its freedoms throughout last year. The pro-Kurdish Yeni Politika newspaper was banned

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- In 1995 Turkey came under particularly critical focus regarding its human rights performance, with complaints of torture, disappearances and extra-judicial executions remaining on the nation's agenda while the country faced increased pressure from its Western allies for improvements in human rights before its entry into a customs union with the European Union. Unfortunately, there was neither any improvement, nor any investigations opened into these complaints of violations. State officials delivered contradictory statements. Some Cabinet ministers admitted the cases of torture and disappearances, while others denied the allegations by saying that the cases were unsystematic. We witnessed a similar diversion in the Cabinet over village burnings and evacuations. The allegations of village burning by state security forces in the Southeast were vigorously debated. The main focus of the events was the eastern province of Tunceli. Even Prime Minister Tansu Çiller admitted that some of the villages in Tunceli's rural district had been burned. However, she blamed the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) for these incidents. She surprised everyone with claims that PKK rebels were attacking with helicopters. Press also complained of restrictions and violation of its freedoms throughout last year. The pro-Kurdish Yeni Politika newspaper was banned by a court decision. The Supreme Board of Radio and Television (RTÜK), which was formed in 1994 under the new Communication Law, was stiff in its regulation of private radio and television channels. RTÜK first sent warnings to a number of channels and then suspended their broadcasting for between one and three days.

The past year also brought complaints at home and abroad about the suppression of the freedom of thought.

The government amended Article 8 of the Anti-Terrorism Law, on the eve of Turkey's cus-

tom union with the European Union. However, intellectuals and writers were frequently tried for their beliefs and speeches.

The number of abuse cases according to the figures of the Turkish Human Rights Association (İHD), the Turkish Human Rights Foundation (TIHV) and TDN are as follows:

■ Detained people	12,000
■ Detained journalists	432
■ Torture cases	217
■ Missing during detention (according to İHD figures)	213
■ Arrested people	2,000
■ Deaths in extra-judicial executions, torture and detention	108
■ Murders by unknown assailants (another 118 were wounded)	92
■ Evacuated village	250
■ Banned associations and trade unions	97
■ Police investigations against associations and trade unions	164
■ Confiscated publications	274
■ Freedom of thought	
■ Sentences given	1564 years
■ Imprisonment	161 years

Chronology of human rights violations

■ Twenty-five officials of the state post service PTT, who joined public sector workers' work boycott on Dec. 20, 1994, were appointed to cities in the Emergency Rule region. Almost 14,000 PTT officials left work for a day to protest the decision which was later withdrawn.

■ Twenty-five officials of the state post service PT Münir Ceylan, former

chairman of Petrol-İş labor union representing petrochemical industry workers, was freed after spending eight months in prison. He was sentenced on charges of "separatism" under the Anti-Terrorism Law. He was not able to regain his position as chairman in accordance with the law.

■ The State Security Court (DGM) in Istanbul confiscated the book "Düşünce Özgürlüğü ve Türkiye" (Freedom of thought and Turkey), that was co-authored by 20 writers. The DGM filed a suit against one of the authors of the book, Yaşar Kemal. Ninety-nine intellectuals, the co-publishers of the book with Can Publications, were also questioned. The case still continues.

■ The newly-amended disciplinary regulations for high schools give permission to the headmasters to "send their students to virginity control in necessary cases."

■ The State Ministry Responsible for Human Rights and the Education Ministry agreed on giving human rights courses in high schools.

■ A number of people are missing who reportedly attended the uprising in Istanbul's Gaziosmanpaşa district.

■ Journalist Mustafa Pala was sentenced to two years' imprisonment under the Anti-Terrorism Law. He was accused for an interview published in Yaba Öykü magazine and a book that he had not authored.

■ Azimet Köylüoğlu, former state minister responsi-

The missing were sought throughout year

1995 was the year in which those who went missing while under custody came to the attention of the public. The claims which had been made for years that people being held in custody had vanished reached such a level that they could not be denied. Hasan Ocak became symbol of this problem. It was claimed that Ocak had been taken into custody after the rioting that took place in Gaziosmanpaşa. Security officials denied that Ocak had been taken under custody. Witnesses, however, appeared saying that they have seen Ocak while in custody. Baki Düzgün and Suna Yaşar said that they were being held at the same time as Ocak and had seen him. The witnesses were not limited to the two people. Two others — Bilge Camekan and Veysel Cevlan — also said that they saw Ocak's name on the list of custody at the Security General Directorate. Asiye Baş declared that she heard a policeman say that he had performed the body search on Hasan Ocak himself.

While the number of people saying that they had seen Ocak in the police headquarters was increasing, officials were firmly saying that he had not been taken into custody. The Ocak family did not stand still. A campaign calling for an "end to the missing under custody" was launched with the collaboration of the IHD. The situation reached such a scale that it could no longer be hidden. Television and radio were covering the Ocak story while he himself could not be contacted despite great efforts. Ocak's relatives were protesting and trying to win national attention. Ocak's mother Emine Ocak was also taken into custody and sent to prison following her protest action in the DGM.

Hasan Ocak, who was taken into custody on March 21, 1995, could not be found until May 16. Ocak's tortured corpse was found in woods and was buried in a graveyard for those whose identity is unknown. Ocak's dead body was identified by his family and buried again after a well-attended funeral. Officials started to make declarations on the disappearances for the first time and launched investigations into cases. The records of the Istanbul Forensic Department were examined and it was found that approximately 300 people were buried in the same graveyard without being identified. The relatives of the missing were encouraged because of the media attention. The number of protests climbed. But while some of the bodies of the people claimed to have been taken into custody were found, there was no news from many others.

The claims concerning those missing while under custody were debated in Istanbul and Ankara, while the majority of the cases took place in the East and Southeast of Turkey. Many dead bodies of people taken into custody were found. No serious investigation was launched into the missing despite the fact that their presence in custody was supported by witnesses. One sole legal suit was filed against the village guards and a military official who abducted M. Şerif Avşar. The suit has not been concluded.

ble for Human Rights, said 18 different types of torture were practised by state security forces. The statement was evidence of widespread torture cases in Turkey. State Minister Algan Hacaloğlu, replacing Köylüoğlu, claimed that the torture cases were not systematic.

■ IHD official Eren Keskin was sentenced to two-and-a-half years' imprisonment, for her article published in daily Özgür Gündem. Keskin was later freed when her prison term was reduced by half, under the amendment to Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

■ A Parliament commission, investigating the murders by unknown assailants, accused gendarmerie intelligence and the anti-terrorism division (Jitem) of the Armed Forces of employing former terrorists who were acquitted after confessing their activities. A report by the commission claimed that Jitem used these people for illegal operations. These allegations were extracted from the commission's report after discussions between ruling True Path Party (DYP) and opposition deputies. Jitem was later abolished by the Armed Forces.

■ Prominent writer Yaşar Kemal tried under charges of separatism for his article titled "Crusade of Lies" published in Der Spiegel magazine. Kemal was later acquitted under Article 312 of Turkish Penal Code.

■ Atılay Ayçin, chairman of Hava-İş labor union representing airway workers, was sentenced to eight months imprisonment under charges of separatism. After completing his prison term, he was freed.

■ Playwright and singer Bilgesu Erenus was sentenced to two months imprisonment for "inciting people to perceive the military service in an apathetic manner." Television producers Mehmet Ali Birand and Erhan Akyıldız were also tried in the General Staff Military Court under the same charges. The trials started a debate on trials of non-military people in Military Courts.

■ Doctor Taner Aydın, issuing a positive report after examining a torture victim, was suspended from practising for six months by Turkish Doctors Association.

■ State Minister Algan Hacaloğlu criticized compulsory village evacuations in Tunceli. He said security forces

had terrorised village residents and

Beşikçi faces more than 200 years in jail

When Article 8 of the Anti-Terrorism Law was amended last year, many who had been sentenced for crimes of expression were let out of jail after judicial review.

However, İsmail Beşikçi spent 1995 "inside" for his crimes of thought. Beşikçi was originally sentenced to 200 years imprisonment. After appeals, his sentence was reduced by 50 years. Beşikçi refused to pay fines adding up to billions of Lira, and therefore must spend almost 300 years in jail.

Ünsal Öztürk, the owner of Yurt Yayınevi, the company which published Beşikçi's works, suffered the same fate as Beşikçi. Öztürk, who has had almost all of the books he has published banned, received a total of 50 years in sentences.

The strange thing is that the only people who know what Beşikçi wrote are himself and his publisher. All copies of the book were seized before they were released on the market.

The only thing the public knew was that Beşikçi was being tried, and that was later sentenced to an enormous term of imprisonment. Many claims that the chief prosecutors of the State Security Court only flicked through Beşikçi's book and pointed out every time the words "Kurd, Kurdistan, and Kurdish society." It was on these words that Beşikçi was indicted. It was these words that the judges quoted in their decision. One significant aspect of the trial was how, up till now, there was no reaction, or condemnation, from any writers or thinkers. Nobody brought the issue to the attention of the public. Article 8 was amended in order to impress upon European Parliament members that Turkey was improving its human rights. This didn't help Beşikçi, nor did it help Işık Yurtçu, Fevzi Gerçek, or İbrahim Aksoy, who all spent 1995 in prison for their crimes of thought. Article 8 may have been amended but there are many other laws which limit freedom of expression and it was under these laws that the three above mentioned were tried under. Even if Article 8 were abolished altogether, many people would remain in prison under the other laws. The only way they will get out is when their sentences expire.

burned their houses without reason.

■ Journalist Seyfettin Tepe of Yeni Politika died while he was in custody. Police officials said Tepe had committed suicide, while his relatives claimed that he died from torture.

■ Haydar Efe, a door-keeper in Ankara, also reportedly committed suicide while under custody. However, the evidence was not regarded as convincing by many, since Efe was staying in an empty cell block.

■ A similar incident occurred in Elazığ. Sinan Demirbaş, a university student reportedly escaping compulsory military service, died under custody.

■ Mustafa Dölek was killed by special security forces in Maras, while escaping. However the autopsy report proved that Dölek was tortured before he died.

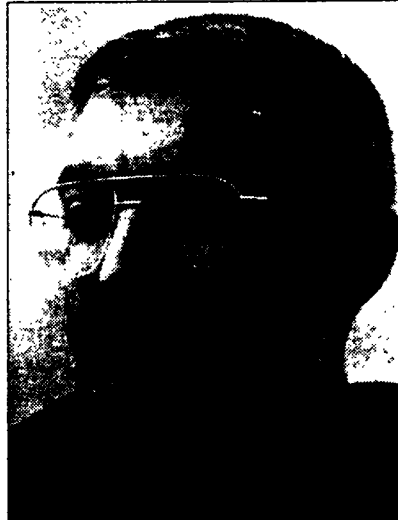
■ Reuters correspondent Aliza Narcus was tried under charges of separatism for one of her articles and acquitted.

the people in the house did not open fire. Police Directorate refused to open an investigation against its officials.

■ Four teachers assigned in Emergency Rule Region were killed by the PKK

consideration the time he had already served in prison, ruled for his release.

■ Ankara police were accused of killing three people in a house raid.



Ahmet Altan

■ Writer Ahmet Altan was tried for his article entitled "Atakurt," ironically explaining what would happen if Turkey's founder Mustafa Kemal Atatürk had been a Kurd. The court decided to suspend his sentence, since "he was a prominent writer."

■ Pro-Kurdish Democracy and Reform Party Chairman İbrahim Aksoy was sent to prison after returning to Turkey from exile. He was sentenced to five years and eight months imprisonment.

■ Lawyer Esber Yağmurdereli was sentenced to 10 months in jail under Article 8 of the newly-amended Anti-Terrorism Law. The court, taking into

Aufbruch in türkischen Sondergefängnissen Mindestens drei Tote – Wärter als Geiseln

it. Istanbul, 5. Januar

Häftlinge haben am Freitag mittag im Sondergefängnis der türkischen Hauptstadt revoltiert und die seit Donnerstag gespannte Lage in den türkischen Anstalten weiter verschärft. Wie ein Staatsanwalt erklärte, nahmen die Insassen beim Zählappell neun Gefängnisaufseher als Geiseln. Die Revolte in dem Gefängnis Ankaras, wo auch die ehemaligen kurdischen Abgeordneten festgehalten werden, ist die dritte Revolte politischer Gefangener seit Donnerstag. Am Freitag morgen hatten die Insassen des Sondergefängnisses Buca bei Izmir bereits 18 Geiseln genommen. Laut dem Menschenrechtsverein, der zwischen den politischen Gefangenen und den Behörden – bisher erfolglos – zu vermitteln suchte, nahm die Serie der letzten Unruhen mit blutigen Ausschreitungen im Istanbuler Sondergefängnis Ümraniye am Donnerstag ihren Anfang.

Unklare Ursachen

Was genau zu den jüngsten Ausschreitungen im Gefängnis Ümraniye geführt hat, bleibt vorerst unklar. Laut den Anwälten der Insassen und einem Staatsanwalt hatten die Auseinandersetzungen begonnen, als Soldaten versuchten, die Zellen der Insassen zu durchsuchen. Gerade aus Protest gegen die willkürliche Durchsuchung ihrer Zellen durch Soldaten – und auch gegen die Isolationshaft – waren dort schon im letzten Dezember schwere Unruhen ausgebrochen. Damals wurde die Revolte von der Gendarmerie niedergeschlagen. 70 Personen, die meisten von ihnen Insassen, wurden verletzt.

Auch am letzten Donnerstag soll laut der Presse die Gendarmerie mit Tränengas und Eisenstangen gegen die Insassen eingeschritten sein. Wie hoch der Blutzoll diesmal ist, ist umstritten. Laut offiziellen Angaben sind 3 Häftlinge getötet und 68 Häftlinge, Gefängnisaufseher und Soldaten teilweise schwer verletzt worden. Anwälte geben die Zahl der Toten aber mit «minde-

stens fünf» an. Seit Freitag morgen ist es im Sondergefängnis Ümraniye, das erst im letzten Juli für politische Gefangene hergerichtet wurde, wieder ruhig. Die meisten der rund 200 Insassen sind Mitglieder der linksextremen Revolutionären Partei für die Befreiung der Türkei, die für zahlreiche Attentate in Istanbul verantwortlich gemacht wird.

Verschärfte Haftbedingungen

Der Gewaltausbruch in Istanbul, Ankara und Izmir zeigt aber, wie explosiv die Lage in den 47 Sondergefängnissen des Landes ist. Die Spannungen wurden offensichtlich ausgelöst, als das Justizministerium vor kurzem neue Massnahmen einführte, um inhaftierte Kader illegaler Organisationen zu isolieren. Im Ministerium sowie bei der Polizei setzt sich die Überzeugung durch, dass diese Kader von den Sondergefängnissen aus ihre Truppen befehligen. Um dies zu verhindern, haben die Behörden den Kontakt der Inhaftierten zur Aussenwelt faktisch unterbunden. Die neuen Massnahmen treffen daher sämtliche politischen Häftlinge. Nach Statistiken des Justizministeriums gibt es in der Türkei insgesamt 8789 politische Häftlinge. Davon sind 344 Mitglieder rechtsextremer oder radikal-islamistischer Bewegungen. Die übrigen 8445 werden mit kurdischen oder links-extremen Organisationen in Verbindung gebracht. 136 sind Gewissensgefangene, also meist Schriftsteller und Journalisten, die durch ihre Reden oder Schriften mit dem Antiterrorgesetz in Konflikt geraten sind.

Freilassung gefangener Wärter

Istanbul, 5. Jan. (Reuter) Die revoltierenden Häftlinge in mehreren türkischen Gefängnissen haben am Freitag einige der von ihnen überwältigten Aufseher freigelassen. Nach Meldungen der Nachrichtenagentur Anadolu hatten die Gefangenen bis zum Nachmittag noch 24 von ursprünglich mehr als 30 Wärtern in ihrer Gewalt.

LE MONDI - 6/7 janvier 1996

Importante
vague
de mutineries
dans les prisons
turques

SITUÉE à la lisière d'un fau-

bourg populaire d'Istanbul, la prison de haute sécurité d'Ümraniye a été, jeudi 4 janvier, le théâtre d'une mutinerie dont la répression a fait, selon l'agence de presse Anatolie, 3 morts et 68 blessés, dont 6 dans un état grave. Cette forteresse flambant neuve, où sont principalement détenus des militants de l'organisation extrémiste de gauche Dev Sol (auteur de nombreux attentats depuis les années 80) et des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), est, depuis son inauguration il y a huit mois, un foyer incessant de rébellion. A la mi-dé-

cembre déjà, trois jours d'émeutes s'étaient soldés par l'hospitalisation de 48 personnes. Trois mois auparavant, une révolte semblable avait causé la mort de 3 détenus à la prison d'Izmir, alors qu'au mois de juillet 2 grévistes de la faim succombaient faute de soins. Cette fois, la mutinerie d'Ümraniye a rapidement fait tache d'huile.

Dès le lendemain, vendredi, 18 gardiens ont ainsi été pris en otage à la prison de Buca (à Izmir, la troisième ville de Turquie) par des détenus sympathisants de Dev Sol et 9 ont connu le même sort à la prison d'Ankara, où le socio-

logue İsmail Besikçi purge, toutes peines confondues, soixante-cinq ans d'incarcération pour « propagande séparatiste ». L'administration pénitentiaire a admis, vendredi, avoir engagé des pourparlers avec les mutins pour éviter un carnage. A Buca, un des 18 gardiens, malade, a été relâché. Enfin, dans la nuit de jeudi à vendredi, des manifestations ponctuées de heurts avec la police ont eu lieu à Okmeydani et Yeni Bosna, sur la rive occidentale du Bosphore.

REVENDICATIONS « RECEVABLES »

Le durcissement des conditions de détention et la surpopulation sont à l'origine de la vague de mutineries. D'après la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), la population carcérale est passée de 32 000 en 1993 à 50 000 en 1995. Pour les six premiers mois de 1995, la FIDH relève 147 disparitions de personnes détenues et 63 individus sommai-

rement exécutés ou morts sous la torture. Tout a commencé, à Umraniye, avec la nouvelle de la mort, survenue entre le 29 décembre et le 1^{er} janvier, de trois jeunes prisonniers - Mustafa Kaya, décédé des suites d'une grève de la faim, Tuncay Baltas, qui a succombé après une séance de torture, et Kalender Kayapinar, mort quatre jours après avoir été libéré pour « raisons de santé ».

Mise en garde à plusieurs reprises par l'Association des droits de l'homme de Turquie sur la situation explosive dans les prisons, l'administration pénitentiaire a fait la sourde oreille. Elle a refusé par exemple, au matin du 4 janvier, d'examiner les revendications présentées par les détenus d'Umraniye. En réaction, ceux-ci ne se sont pas rendus à l'appel, provoquant l'intervention des forces de l'ordre, à grand renfort de barres de fer et de gaz lacrymogènes. Les trois victimes de la mutinerie du

4 janvier, toutes membres du Dev Sol, sont mortes suite à des traumatismes crâniens, d'après leurs avocats. Les revendications des mutins ont pourtant été jugées « recevables » par l'ancien ministre des droits de l'homme, Adnan Ekmen, cité par Reporters sans frontières. Mais le gouvernement auquel appartenait M. Ekmen n'est plus, et l'élaboration de la nouvelle coalition, issue des législatives du 24 décembre, prendra un mois.

En attendant, c'est le point de vue de la force qui prévaut. Ainsi, le nouveau chef de la police d'Istanbul, Orhan Tazanlar, prône l'isolement des prisonniers politiques affiliés à des organisations clandestines comme Dev Sol ou le PKK, car « les meneurs de ces organisations continuent depuis leurs centres de détention à donner des directives aux militants ».

Marie Jégo

AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -

La Turquie à la recherche d'un Premier ministre par Ceyhun ERGUVEN

ANKARA, 8 jan (AFP) - Le président turc Suleyman Demirel reçoit mardi les chefs des cinq partis politiques représentés au parlement en vue de désigner un Premier ministre qui sera chargé de former un gouvernement à l'issue des législatives du 24 décembre dernier.

Ces élections ont fait du Parti islamiste de la Prospérité (Refah) de Necmettin Erbakan le premier parti du pays avec 158 députés. Mais elles n'ont permis à aucune formation d'atteindre la majorité absolue de 226 sièges sur 550 au parlement pour gouverner le pays sans partage.

Le Refah est suivi du Parti de la Juste Voie (DYP, droite, 135 députés) de Tansu Ciller, le Premier ministre sortant, et du Parti de la Mère Patrie (ANAP, droite, 132 députés, principal parti d'opposition du parlement sortant) de Mesut Yilmaz.

Viennent ensuite le Parti de la Gauche Démocratique (tendance nationaliste, 76 sièges) de Bulent Ecevit et le Parti Républicain du Peuple (CHP, social-démocrate, 49 sièges) du ministre des Affaires étrangères sortant Deniz Baykal.

La tradition veut que le chef de l'Etat charge le chef du parti le plus nombreux au parlement de former un cabinet mais ce n'est pas une obligation constitutionnelle. La loi fondamentale exige seulement qu'il nomme un Premier ministre parmi les membres de la Grande Assemblée Nationale de Turquie (TBMM, parlement monocaméral).

Dès la nuit du 24 décembre, M. Erbakan a revendiqué le poste de Premier ministre parce que, selon lui, "la nation a fait son choix pour le Refah".

Depuis, il a plusieurs fois réaffirmé qu'il était "prêt à former une coalition gouvernementale avec les autres partis", sans cependant en indiquer les modalités car le DYP de Mme Ciller et l'ANAP de M. Yilmaz avaient tous deux annoncé qu'il ne participeraient pas à une coalition avec le Refah.

M. Yilmaz n'a toutefois pas exclu des négociations avec le Refah pour

une coalition, à condition que celui-ci présente des excuses pour avoir "diffamé" son parti pendant la campagne électorale.

M. Erbakan, connu pour ses prises de position anti-occidentales, s'est efforcé d'adoucir le ton à la fois vis-à-vis des autres partis et à l'égard des orientations européennes de la Turquie.

Ainsi au sujet de l'union douanière avec l'UE entrée en vigueur le 1er janvier, M. Erbakan indique vouloir seulement la "renégocier pour tenir mieux compte des intérêts de la Turquie", alors qu'auparavant, il la rejetait totalement comme étant "une folie" qui allait faire de son pays "l'esclave des chrétiens".

Vendredi dernier, M. Erbakan a toutefois repris sa rhétorique habituelle pour réaffirmer qu'il ignorerait, en cas d'arrivée au pouvoir, l'embargo de l'ONU contre l'Irak et renverrait la mission alliée "Provide Comfort" basée en Turquie pour protéger les Kurdes d'Irak contre le régime de Bagdad.

Le projet des autres partis de former une coalition laïque pour contrer le Refah; dont les principales composantes devraient être le DYP et l'ANAP, a connu quelques difficultés en raison d'un différend sur le nom du Premier ministre, M. Yilmaz considérant comme "inacceptable" que Mme Ciller garde le poste.

M. Yilmaz insiste sur le fait que c'est son parti qui est arrivé deuxième en termes de voix, ayant recueilli 19,65% des suffrages contre 19,20% au DYP.

Lundi, le parlement se réunissait pour la première fois, sous la présidence provisoire de son doyen d'âge, un député du Refah, Suleyman Arif Emre. La séance était réservée à la prestation de serment des 550 députés et devait durer quelque 18 heures.

Le parlement doit élire son président au bout d'un délai de dix jours destiné à la présentation des candidats, soit à partir du 18 janvier.

CE/hc/bm/LyS

AFP /AA1234/081203

JAN 96

The Guardian Monday January 8 1996

Islam's sweeping success in Turkey's recent elections is proof, says **John Gray**, that the West's grip on the world is loosening

If the fez fits

WILL the new century we are approaching resemble the one that is ending, in which the hold of Western power and values seemed to reach to the last corners of the Earth?

A portent of things to come in 1996 and beyond may be found in the results of the parliamentary elections held

on Christmas Eve in Turkey. The radical Islamic party Refah took the largest number of seats in parliament, forcing the country's two rival centre-right secular parties into talks aimed at denying Refah participation in government.

Whatever the outcome of these talks the election result marks a watershed for Turkey, a westward-leaning republic founded by Kemal Atatürk more than 70 years ago.

The country seems set to enter a period of political instability in which the future of its Western, secular inheritance can no longer be assured.

This is a prospect with unsettling implications for all those who expect the world to converge on Western, secular institutions and values. It undermines the basis of much



Western policy and diplomacy, which rests on the belief that modernisation and Westernisation are one and the same. The Turkish example is one of many suggesting this Eurocentric belief is an illusion. The epoch we are entering towards the close of the century will not be one of universal Westernisation but rather the opposite — an epoch in which Western models are rejected throughout much of the world.

The belief that a modern state had to be a replica of a Western model was at the root of the radical reforms with which Attaturk inaugurated the Turkish republic in 1923. He abolished the Islamic caliphate, scrapped the Arabic script in favour of the Roman alphabet, banned religious schools and enforced a dress code in which the cha-

dor and the fez were prohibited. A military hero, he imposed Western civil law and in effect created Turkey as a nation-state from the ruins of the Ottoman empire. Like his contemporary, Lenin, he perceived the indigenous traditions of his own country as expressions of backwardness, and saw progress in emulating the institutions and absorbing the values of the European powers.

It is this Westernising, Enlightenment ideology that is now being seriously challenged in Turkey. The Refah has succeeded in supplanting the left as the representative of the exploding population of the rural and even the urban poor. In using this base of support to contest the Westernising policies of the secular parties, it has put a large

question mark over the strategy of the prime minister, Mrs Tansu Ciller, who managed to persuade the European Parliament of the advantages of a customs union with the argument that this could stem the rise of radical Islamist political movements in Turkey.

Refah's electoral success is not sufficient to oust the secular parties or to mount a realistic challenge to the Turkish state. Turkey is not — yet — Algeria or Egypt, a radically divided and unstable state in which the Westernised elites are fighting a rearguard military action against Islamist insurrection. Nor are secessionary movements of ethnic groups such as the Kurds at present powerful enough to fracture the nation-state Atta-

turk created. Yet developments in Turkey are of a piece with Islamist resurgence in many other countries. The powerful political renaissance of Islam is a devastating blow to the theories of modernisation which have guided the policies of Western powers since the second world war.

According to these theories modernisation — the processes of urbanisation and industrialisation, the growth of literacy and the spread of new technologies — was bound, in the long run, to generate secular liberal cultures, as it had done in Western Europe. This was always a dubious claim, resting more on an Enlightenment interpretation of history than on actual historical evidence. It was never supported by the history of the United States, in which the most advanced forms of modern industry and technology have long gone hand in hand with the most atavistic varieties of Christian fundamentalism. In fact it was a theory based on the historical experience of a few countries in Western Europe and has now been unequivocally falsified by the example of countries such as Malaysia, in which rates of economic growth superior to those of most Western countries have been sustained despite — or because — of the fact that Western models of government and society have been repudiated.

Though their circumstances and histories are vastly different, developments in Turkey and Malay-

sia exemplify the same historical movement, in which non-occidental peoples are increasingly rejecting — as flawed, declining and destructive of their traditions — Western models of modernisation and development.

This is a movement that is not restricted to Islamic cultures. The East Asian tiger economies attribute their extraordinary achievements to their resistance to Western individualism and economic *laissez-faire*.

The transformation of Singapore, within a generation, from a Third World country into one in which income levels are often higher and medical care for the average family is better than in First World countries such as New Zealand and Britain, has not occurred by its copying any Western exemplar. It is Singapore rather than any Western country which is cited by Chinese and Vietnamese economic reformers if they are pressed to point to a model for their societies, as they shake off the Westernising influence of Marxism.

IN THE Confucian as in the Islamic world there is a growing recognition that the universal authority which Western societies have claimed for their institutions and values is based on nothing more substantial than the global power Western states exercised during their brief period of hegemony from the 16th century to the present.

It is difficult to assess the impact on Western societies of the dawning realisation

that the epoch in which they were governor and tutor to the entire world has come to an end. We can be sure, though, that it will be incalculably large, and accompanied by enormous disorientation and denial. The adjustment may be traumatic, especially in the United States, where the conviction is unshakeable that all human beings are born American and belong to particular cultures only by accident. The 21st century will be one in which the concrete achievements of non-occidental peoples compel Western societies to relinquish the image they have of themselves as the pacemakers of human progress.

The reality that Western cultures will be forced to accept is that we are not precursors of a universal civilisation. The prospect we face is rather that non-occidental states will in future treat us with much the same respect that we extended to them during the age of colonialism.

The deeper lesson of Islamist advance in Turkey is that the conflicts by which the world will be riven in the coming century will not be between different Western ideologies. They will be conflicts fuelled by militant religions, resurgent ethnicities and — not least — by the pressures of expanding populations on scarce natural resources. In such a world we should not expect liberal values to spread. A sufficiently demanding objective for liberal cultures will be survival.

LIBERATION - 8 janvier 1996.

Les mutineries s'étendent dans les prisons turques

Après la sanglante répression de jeudi à la centrale d'Umraniye, les violences touchent huit établissements.

Istanbul,

de notre correspondant

Les prises d'otages continuent de s'étendre dans les prisons turques qui connaissent un mouvement de révolte sans précédent après la mort jeudi à Istanbul, dans l'établissement de haute sécurité d'Umraniye, de trois détenus tués à coups de matraque par les forces de l'ordre.

Les mutineries ont gagné huit établissements (deux à Istanbul, les autres à Bucak, Ankara, Bursa, Nevşehir, Gebze et Cankiri) où environ 2.000 prisonniers politiques de groupes terroristes d'extrême gauche revendiquent « l'amélioration des conditions pénitentiaires ». Dimanche après-midi, 42 gardiens et 4 directeurs de prison étaient encore aux

maines des révoltés. Les négociations pour mettre fin à la mutinerie, qui durent depuis vendredi entre les avocats des détenus et les responsables pénitentiaires, n'avaient pas encore donné de résultats. Ce mouvement est animé essentiellement par l'organisation d'extrême gauche DHKP-C (Front révolutionnaire de libération po-

pulaire), nouveau nom de la DEV-SOL, la gauche révolutionnaire, qui prône la lutte armée « anticapitaliste ». Des proches des détenus continuent de manifester violemment depuis jeudi soir à Istanbul devant la porte des prisons et devant le palais de justice comme dans certains quartiers populaires.

Samedi soir, deux autobus de la municipalité ont été brûlés par des manifestants qui ont lancé une dizaine de cocktails Molotov.

Le comportement de la gendarmerie, responsable de la sécurité intérieure des prisons, est vivement critiquée par les détenus et leurs avocats ainsi que par les associations des droits de l'homme. Les circonstances de la sanglante répression jeudi de la mutinerie de la prison d'Umraniye, sur la côte asiatique d'Istanbul, alimentent toujours les polémiques. L'administration pénitentiaire

affirme que «les prisonniers avaient refusé de répondre à l'appel». Le porte-parole des détenus a déclaré par l'intermédiaire de son avocat que les gendarmes avaient délibérément attaqué, avec des matraques en fer, les prisonniers politiques: «Ils nous menaçaient depuis longtemps.»

Les prisonniers d'Umraniye, à l'exception des membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKI), ont publié une liste de 36 articles où ils précisent leurs revendications. La sécurité et le

soin des prisonniers, la fin de la répression de la gendarmerie, le droit de visite et celui de recevoir des produits alimentaires, des journaux et des livres. Mais avant tout, ils exigent «la reconnaissance d'un statut de détenu politique». Les médias turcs accusent «tes prisonniers terroristes d'utiliser les prisons comme des camps de formation politique et idéologique».

L'année dernière, selon un rapport de l'association des droits de l'homme, 7 détenus avaient été tués et une centaine d'autres blessés au cours de quatre mutineries.

De son côté, Amnesty International a publié un communiqué, depuis Londres, dans lequel elle dénonce à nouveau «la pratique permanente et systématique de la torture dans les prisons turques».

MUSA AKDEMIR

Neue Zürcher Zeitung

9. Januar 1996

Massenverhaftung in Istanbul

Ausweitung der Unruhen in türkischen Gefängnissen

Mehrere hundert Personen sind in einem Aussenquartier von Istanbul verhaftet und in ein Fussballstadion abgeführt worden. Sie wollten – verbotenerweise – an der Beerdigung von drei Gefangenen teilnehmen, die bei der Meuterei im Istanbuler Sondergefängnis Umraniye getötet wurden. Die Gefangenenunruhen griffen derweil auf weitere Haftanstalten über.

it. Istanbul, 8. Januar

Bei der Beerdigung der drei Häftlinge, welche am letzten Donnerstag nach den blutigen Ausschreitungen im Istanbuler Sondergefängnis Umraniye getötet worden sind, ist es am Montag in der Grossstadt erneut zu Zusammenstössen zwischen Polizisten und Demonstranten sowie zu einer neuen Verhaftungswelle gekommen. Nach Presseberichten hat die Polizei im Istanbuler Aussenviertel Alibeyköy mehrere hundert Personen festgenommen; man spricht gar von über 1000 Inhaftierten, die vorübergehend in ein nahegelegenes Stadium abgeführt worden seien. Die Festgenommenen wollten angeblich – trotz einem Verbot – an der Beerdigungszeremonie teilnehmen. Die Beerdigung der drei wurde von Mitgliedern einer Spezialtruppe der Polizei ausgeführt. Nur vier Familienmitglieder durften der Zeremonie beiwohnen.

Die Unruhen, die von Umraniye zuerst auf Sondergefängnisse in Ankara und dann in Izmir übergriffen hatten, haben sich mittlerweile auf zahlreiche weitere Strafanstalten mit politischen Insassen im ganzen Land ausgedehnt. Im Istanbuler Sondergefängnis Bayrampasa haben die Häftlinge mehrere Wächter als Geiseln genom-

men. In der anatolischen Stadt Yozgat haben sich die Insassen in ihren Zellen verbarrikadiert. In den Sonderanstalten von Ceyhan im Süden der Türkei, im zentralanatolischen Konya, in Gaziantep sowie im östlichen Erzurum sind die Häftlinge in einen Hungerstreik getreten. Sie protestieren gegen menschenunwürdige Haftbedingungen, willkürliche Isolationshaft und gegen die alltägliche Brutalität der Sicherheitskräfte. Sie fordern weiter, dass die blutigen Ereignisse von einer unabhängigen Kommission untersucht werden.

Brutale Gewalt der Gendarmerie

Eine Untersuchung der Ereignisse im Gefängnis Umraniye wird auch von führenden Juristen und Menschenrechtlern gefordert. Laut dem Präsidenten der Istanbuler Anwaltskammer, Turgut Kazan, wird hinter den Mauern von Umraniye «unglaubliche Gewalt» angewendet. Er führt dies auf die Tatsache zurück, dass die paramilitärische Gendarmerie noch immer für die Ordnung in den Gefängnissen mit politischen Insassen verantwortlich ist. Gendarmeriesoldaten sollen nach den vorliegenden Angaben die drei Opfer der Unruhen vom Donnerstag mit Eisenstangen erschlagen haben. Wie Saban Dayanan vom Menschenrechtsverein erklärte, sind ihre Leichname bis zur Unkenntlichkeit verstümmelt. Zwei weitere Insassen befinden sich seit Donnerstag im Koma. Die

Häftlinge werden laut dem Menschenrechtsverein, der zwischen Behörden und Insassen vermittelt, ihre Aktionen so lange fortsetzen, bis die für den Tod ihrer Mitinsassen Verantwortlichen bestraft werden und bis die Gefängnisleitung den Kontakt mit ihren Familienangehörigen wieder erlaubt.

Konzessionen der Regierung

Ankara, 8. Jan. (ap) Angesichts der Ausweitung der Unruhen in mehreren türkischen Haftanstalten hat die Regierung in Ankara einigen Forderungen der meuternden Häftlinge stattgegeben. Das Justizministerium erklärte am Montag, zwei leitende Beamte der Istanbuler Haftanstalt Ümraniye, wo die Revolten am Donnerstag ihren Ausgang genommen hatten, würden von ihren Posten abberufen. Ausserdem stimmte die Regierung einer Untersuchung der Vorgänge um die blutige Niederschlagung der Häftlingsrevolte in Ümraniye zu, wie dies von den meuternden Gefangenen verlangt worden war.

Überraschung bei Kommunalwahlen

Ankara, 7. Jan. (ap) Die Islamische Wohlfahrtspartei, die die türkischen Parlamentswahlen im Dezember gewonnen hat, ist bei Kommunalwahlen in 46 Kleinstädten nur drittstärkste Partei geworden. Gemäss den am Samstag veröffentlichten Endergebnissen errang die Wohlfahrtspartei lediglich 16 Prozent und wird nur fünf Bürgermeister stellen. Sie liegt damit in den Gemeinden hinter der Partei des richtigen Weges der amtierenden Ministerpräsidentin Ciller sowie hinter der Mutterlandspartei. Die Partei des richtigen Weges und die Mutterlandspartei verhandeln derzeit über die Bildung einer Koalition, um zu verhindern, dass die Wohlfahrtspartei die Regierung in Ankara übernimmt.

Turkish Daily News

TUESDAY, JANUARY 9, 1996

DEP deputies to take their case to European Human Rights Commission

Application: Deputies' lawyer claims that articles of European Human Rights Agreement were violated during the trial

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- The four former Democracy Party (DEP) deputies that have been held in custody will appeal to the European Commission on Human Rights, claiming they have been denied due process by the Turkish courts. Former DEP deputies Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Doğan and Selim Sadak have been in prison since their parliamentary immunity was cancelled on March 2, 1994 on charges that they were members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). An appeals court upheld their convictions.

Yusuf Alataş, one of the DEP deputies' lawyers, will give the application form to the Commission by Jan. 17. In the 60-page application Alataş prepared for his clients, he alleged that several articles of the European Human Rights Agreement had been violated. Among the allegations are that Nusret Demiral, the chief State Security Court (DGM) prosecutor in the case against the deputies, who called for their life imprisonment, was biased against them. Demiral recently ran for Parliament as a Nationalist Movement Party (MHP) candidate, a party that Alataş charges is well known for its racist policies.

Alataş insists that his clients have been unjustly held in prison. In the application to the European Commission on Human Rights he writes:

"There were violations of the third, fifth and sixth articles of the European Human Rights Agreement. Those people were under custody for 15 days, their honor has been broken and they have endured psychological intimidation. There was no reason to take them into custody.

"They should be tried in an independent open court, because the DGM has been found not to be an independent court. It is a political court. Additionally, the chief prosecutor's office worked hard to get a negative outcome for my clients.

"The court had received three different expert reports about telephone records. Two reports denied my clients' links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Then chief prosecutor Demiral requested a third report; this one linked the DEP deputies to the PKK.

"The concept of innocence until proven guilty has been destroyed. There was no material evidence against them in their files at the



DEP deputies sitting in the former Parliament before they were thrown out of the legislature

court until March 3, the day after their imprisonment. The witness' opinions and the evidence were provided on the government's orders after that date.

"Further evidence of the DGM's impartiality is its declaring as criminal organizations the Human Rights Association (İHD), the Petrol-İş labor union, and some press organizations, none of which have cases filed against them, and calling two pro-Kurdish politicians, Tarık Ziya Ekinçi and Şerafettin Elçi, criminals.

"There was no fairness in the judgement against the four imprisoned former DEP deputies or the two other deputies whose cases are still pending. The trial continued for six months and four days for the six imprisoned former DEP delegates, and 42 days for two other DEP delegates who were acquitted by the Appeals Court. The entire proceedings were protracted, lasting seven months. The decision appeared to be an explanation of Turco-Islam synthesis, a conservative ideology. Typically, such decisions are 70 to 80 pages long. In this case, the court produced a 697 page decision to strengthen the image that the imprisoned DEP deputies committed serious crimes."

"Among the most serious allegations that the DGM courts are biased and political is that

the decision was copyrighted — an unprecedented action in Turkish judicial history — and donated to the Zübeyde Hanım Mothers of Martyrs Foundation and sold.

"Additionally, although the former DEP delegates were on trial on charges of being traitors, on the last day of trial the court said they could be sentenced on charges of being members of an outlawed group. This move by the court effectively denied the defense the opportunity to prepare a case to respond to the charge. Thus the defense attorneys were impeded while the prosecutor had many opportunities to proceed.

"Also none of the witnesses were allowed to testify in court. Instead, they had to prepare written declarations, denying attorneys the possibility of asking questions.

"The six imprisoned DEP delegates defended the right to alter the constitution through parliamentary methods, an action that cannot be considered an offense. These people were sentenced because of their ethnic identities, political views and for expressing their thoughts about the Kurdish problem. There are many immunity files relating to judicial crimes at the Parliament, but only their immunities were lifted, and discrimination was applied to them."

The DEP deputies, whose immunities were lifted on March 2, 1994, are now seeking their rights in Europe. They were sentenced to various prison terms after their parliamentary immunities were cancelled and the DEP office was closed. Hatip Dicle, Orhan Doğan, Leyla Zana and Selim Sadak were sentenced to 15-year prison terms on charges of being members of an outlawed group. Their sentences were approved by the Court of Appeals. The sentences of Ahmet Türk, who was sentenced to a 15-year prison term, and Sedat Yurttaş, who was sentenced to 7.5 years in prison, were annulled by the Court of Appeals. Both of them will be retried under the Anti-Terrorism Law. The

three-and-a-half year prison terms given to Mahmut Alınak and Sırrı Sakık, were approved by the Court of Appeals but the court annulled their TL 70 million fines, because they were incorrectly calculated. Alınak and Sakık will be retried for the fines. Ahmet Türk, Sedat Yurttaş, Sırrı Sakık and Mahmut Alınak will be retried on Jan. 11 at the State Security Court in Ankara. Other than taking the case to Europe there is no further recourse within the Turkish system for other four deputies, whose sentences have become decisive.

Turkish Daily News

TUESDAY, JANUARY 9, 1996

Kurdish refugee children ask U.N. to resettle them

Spokesman for Kurds claims Islamabad is not sympathetic towards them because of its close ties with Turkey, Iran and Iraq

Reuters

ISLAMABAD- Several dozen children of Kurdish refugees in Pakistan protested outside the office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) in Islamabad on Monday, demanding resettlement elsewhere.

"Stop discriminating, send us to a safe country," said one placard held by the children. "We demand justice," read another. "Our future is not certain and we have become victims of a discriminatory policy of the UNHCR, which it has applied for (the) last seven years," said a letter from the Kurdish refugees to the UNHCR chief of mission.

Ali Abdullah, a refugee spokesman, said the children were protesting against alleged police harassment of Kurdish refugees, 16 of whom have been on hunger strike for a month. He said the hunger strikers had been coming daily to protest outside the UNHCR office, but were regularly removed by police. He said Pakistan was not sympathetic to Kurds because of its good relations with Iraq, Turkey and Syria, whose Kurdish minorities he said faced persecution.

A Pakistani police official said police had to remove Kurdish refugees who persisted in breaking the law by gathering outside the UNHCR office, but he said none had been arrested. About 1,500 Iraqi Kurds fled to Pakistan via Iran during the 1990-91 Gulf crisis. Some have returned to Kurdish-controlled northern Iraq.

The UNHCR says Iraqi Kurds have "enjoyed asylum, security and hospitality" in Pakistan for the past seven years, and that they receive monthly subsistence allowances from the UNHCR.

LA CROIX - 7/8 janvier 1996

KURDISTAN (Jacqueline Sammali) Le grand cœur de Jacqueline

Candidate : Jacqueline Sammali.

Type d'action menée : soutien des mères et des enfants du Kurdistan, en particulier les veuves des Kurdes tombés sous la répression.

Lieu : Kurdistan.

Parrain : Sentinelles, à Lausanne.

car il faudrait parler turc pour obtenir une autorisation et elles ne savent que le kurde. En octobre 1993, elle organise la fuite de deux adolescents torturés par la police turque, dont l'un est si gravement blessé qu'il risque une amputation. Accueillis en Suisse, ils seront sauvés tous les deux. L'année précédente, elle était sur place avec l'argent récolté pour financer des parrainages, elle s'associe aussi avec des Kurdes pour acheter un tracteur qui aidera les femmes veuves de deux villages du sud du Kurdistan.

Rien de spectaculaire, mais une attention de chaque instant aux besoins réels des gens, et un engagement de toute sa personne pour trouver des solutions. En Suisse même, plus de 400 personnes ont décidé de soutenir régulièrement son travail, et Jacqueline vient de faire paraître un livre, intitulé : *Être kurde, un délit ? Portrait d'un peuple qui attend notre aide.*

● Les immenses plateaux semi-désertiques de l'Anatolie, les troupeaux de moutons et de chèvres, les femmes assises à même le sol, dans des maisons peintes à la chaux. Et partout des enfants, courant, pleurant ou riant comme tous les enfants du monde, à moitié nus ou bordés de près dans de petits lits de bois, à la mode ancestrale.

Ces photos, Jacqueline Sammali les porte volontiers avec elle, comme elle porte dans son cœur cette région qu'elle a déjà visitée six fois. A cheval sur la Turquie, l'Irak, l'Iran et même la Russie, le Kurdistan n'est pas un pays mais c'est un peuple, avec sa langue, son histoire qui n'est malheureusement pas reconnue par les pays qui le dominent. Mais Jacqueline Sammali ne fait pas de politique au sens strict. Simplement, lors de ses visites, elle rencontre les femmes, les enfants des Kurdes emprisonnés par les autorités locales. Elle voit la détresse de ces mères qui ne peuvent rendre visite à leurs fils prisonniers,

Turkiska företagare mördade

Istanbul (TT-DPA) Två kända företagsledare och en sekreterare blev ihjälskjutna på 25:e våningen till Sabanci-centret i Istanbul igår. Efteråt hävdade två vänsterextremistiska grupper att de låg bakom.

Det var Özdemir Sabanci och Haluk Görgün i högsta ledningen för japanskturkiska Toyota-Sa samt sekreteraren Nilgün Hasefe som föll offer för dådet. Talesmän för vänstergrupperna Dev-Sol och DHKP-C ringde senare till tidningsredaktioner och sade att det var en vedergällning för händelsen i Ümraniyefängelset i torsdags, då tre politiska fångar blev dödade när ett myteri slogs ned.

Den stora fångrevolten på Turkiets fängelser är över. All gisslan har släppts fri och hungerstrejkerna har avbrutits. Det uppgav juristorganisationen CDH och människorättsrörelsen IHD i Istanbul på tisdagsmorgonen. De sade att myndigheterna gått med på några av fångarnas viktigaste krav: direktören och åklagaren vid Ümraniyefängelset har avskedats och är nu föremål för brottsutredning.

SVENSKA DAGBLADET

• Onsdagen den 10 januari 1996

Regierungsauftrag an die türkischen Islamisten *Erbakan auf der Suche nach Koalitionspartnern*

Der türkische Staatspräsident hat am Dienstag den Vorsitzenden der islamistischen Wohlfahrtspartei mit der Regierungsbildung beauftragt. Jedoch kann diese eine Regierung allein nicht bilden und ist deshalb auf Koalitionspartner angewiesen. Die konservativen Parteien lehnen aber vorerst eine Koalition mit den Islamisten ab.

it. Istanbul, 9. Januar

Der türkische Präsident Süleyman Demirel hat am Dienstag den Vorsitzenden der islamistischen Wohlfahrtspartei (Refah), Necmettin Erbakan, mit der Regierungsbildung beauftragt. Die Refah war letzten Dezember als stärkste Partei aus den Parlamentswahlen hervorgegangen. Mit 158 der insgesamt 550 Parlamentssitze verfügt sie aber nicht über die notwendige Mehrheit, um allein eine Regierung bilden zu können; sie ist deshalb auf Koalitionspartner angewiesen. Unmittelbar nach seinem Gespräch mit dem Präsidenten erklärte der altgediente Politiker Erbakan, die Refah könne mit jeder Partei eine Koalition eingehen. Von den vier übrigen im Parlament vertretenen Parteien haben jedoch drei jede Zusammenarbeit mit den Islamisten ausgeschlossen. Lediglich die konservative Mutterlandspartei (Anap) unter der Führung von Mesut Yilmaz schwankt noch zwischen einem Ja und einem Nein zur Bildung einer Koalition mit den Islamisten.

Die Frage, ob der Staatspräsident dem Islamistenführer den Auftrag zur Regierungsbildung erteilen würde, stand seit den Wahlen im Mittelpunkt aller politischen Debatten. Die Refah ist zweifellos in ihren Grundzügen eine konservative Partei und kann mit den radikalen, fundamentalistischen Bewegungen in Iran und in Algerien kaum verglichen werden. Ausserdem hat der weisshaarige Erbakan in seiner langen politischen Karriere bereits zweimal an Koalitionsregierungen teilgenommen.

Bedenken der Industrie und der Armee

Doch wird eine Regierungsbildung unter der Führung der Islamisten heute vom Grossteil der türkischen Öffentlichkeit klar abgelehnt. Die westlich orientierten Türken befürchten, dass die Islamisten in einer Koalitionsregierung unter der Führung der Refah Schlüsselstellungen im Staatsapparat und vor allem im Erziehungsministerium einnehmen werden. Langfristig könnte damit der Charakter Republik, die eine klare westliche Orientierung hat, in Frage gestellt werden.

Grosse Bedenken gegenüber einer Regierungsbeteiligung der Refah äussert auch die Geschäftswelt. Sie hat dabei weniger Angst davor, dass die Refah, einmal an der Macht, wirklich radikale Änderungen in der Wirtschaftsordnung durchsetzen und etwa das gelegentlich von Erbakan angepriesene zinslose Bankwesen einführen wird. Sie befürchtet vielmehr ausserpolitische Abenteuer, die das Verhältnis zu den westlichen Partnern trüben könnten, zum Schaden der türkischen

Exportindustrie. Die Islamisten haben bereits versprochen, das heutige, ihrer Meinung nach «unakzeptable» Abkommen über die Zollunion mit der Europäischen Union abzuändern. Wirtschaftskreise vermuten, dass eine Regierung unter Erbakan die so bitter notwendigen Reformen zur Anpassung der türkischen Wirtschaft an die Zollunion verzögern könnte.

Bezeichnend für die tiefe Besorgnis der Wirtschaft war auch eine Stellungnahme des einflussreichen Verbands türkischer Industrieller und Geschäftsleute gleich nach den Wahlen. Mit einer seltsamen, in der Presse veröffentlichten Werbung rief er alle konservativen Parteien zu einer Koalition auf, um den Vormarsch der Islamisten zu hindern. Zu beachten ist schliesslich auch die Haltung der Armee. Entgegen seiner sonstigen Zurückhaltung hat Generalstabchef Karadayi seit den Wahlen zweimal davor gewarnt, dass die Armee eine Veränderung des Charakters der Republik Türkei nicht zulassen werde. In den politischen Korridoren wurde diese Erklärung als klare Aufforderung an die Adresse der konservativen Parteien gewertet, endlich zu einer Koalition zu finden.

Keine Koalition der Konservativen in Sicht

Auch Demirel liess sich in diesem Sinne verlauten. Nach den Wahlen liess er immer wieder erkennen, dass er nicht notwendigerweise dem Führer der grössten Partei, also Erbakan, den Regierungsauftrag erteilen würde. Er gab zu erkennen, er würde dem Politiker mit den besten Chancen zur Bildung einer regierungsfähigen Koalition den Regierungsauftrag erteilen. Auch dies war eine klare Aufforderung an die beiden konservativen, sich ideologisch sehr nahe stehenden Parteien, sich zusammenzuschliessen. Dass es trotz allen Aufrufen nicht dazu gekommen ist, ist ausschliesslich der Unfähigkeit der beiden konservativen Führer zur Zusammenarbeit zuzuschreiben. Die Chefin der Partei des richtigen Weges, die bisherige Ministerpräsidentin Tansu Ciller, beansprucht in einer künftigen Koalition das Amt der Regierungschefin wiederum für sich. Der Vorsitzende der Mutterlandspartei, Mesut Yilmaz, lehnt aber jede Koalition unter der Führung seiner Rivalin ab.

Den Parteien stehen 45 Tage zur Verfügung, eine Regierung zu bilden. Sollten die übrigen Parteien eine Koalition mit der Refah bis zuletzt ablehnen, werde er den Regierungsauftrag zurückgeben, sagte Erbakan am Dienstag. Viele Politiker

misstrauen aber seinen Absichten und mutmassen, dass die Islamisten die Macht nicht so rasch abgeben werden. In dieser Zeit der politischen Ungewissheit wird die Rolle des Präsidenten an Bedeutung gewinnen. Von der Handhabung Demirels wird es abhängen, ob die Türkei trotz allen sozialen und politischen Widersprüchen zu einem Gleichgewicht zurückfindet oder ob sie in eine noch grössere Krise abstürzt.

Prominente Industrielle in Istanbul ermordet

Tat von Linksterroristen?

ii. Istanbul, 9. Januar

Zwei führende türkische Industrielle sind am Dienstag in Istanbul einem Attentat zum Opfer gefallen. Der Täter konnte laut Angaben der Polizei ungestört in die Chefetage des «Sabanci-Zentrums» eindringen und dort den Gruppenchef der Automobilproduktion des Sabanci-Konzerns, Özdemir Sabanci, den Generaldirektor des Unternehmens Toyota in der Türkei, Haluk Görgün, sowie eine Sekretärin erschossen. Die Verantwortung für das Attentat hat die linksextreme Organisation Dev-Sol übernommen. Die militante Stadtguerilla Dev-Sol gelangte letzte Woche wegen der Revolten der politischen Häftlinge in die Schlagzeilen, waren die meisten Opfer der blutigen Ereignisse im Istanbul Ümraniye-Gefängnis doch entweder Mitglieder dieser Organisation oder dieser ideologisch nahestehenden Organisationen. Der Mord an den drei Industriellen dürfte somit eine Racheaktion und zugleich eine Machtdemon-

stration der fanatischen Terroristen sein.

Journalist von Polizisten umgebracht

Unweit des Sabanci-Zentrums wurde in einem Aussenviertel am Dienstag auch der Leichnam des 28-jährigen Journalisten Erol Metin Göktepe entdeckt. Göktepe war am Montag im Auftrag der Tageszeitung «Evrensel» ins Armenviertel Alibeyköy gegangen, um der Beerdigungszeremonie für die drei Opfer des Aufbruchs im Ümraniye-Gefängnis beizuwohnen. Dort wurde er festgenommen und laut Augenzeugen im Sportstadion von Eyüp von Polizisten schwer misshandelt. Am Dienstag konnten die Anwälte der Zeitung im Gerichtsmedizinischen Institut seinen Leichnam abholen. Die jüngste Mordserie lässt befürchten, dass Sicherheitskräfte und militante Organisationen im Westen des Landes einen Krieg beginnen.

Die Revolte in den Gefängnissen beendet

In den Gefängnissen ist unterdessen wieder Ruhe eingeleitet. Die Insassen haben ihre Geiseln freigelassen und sind in ihre Zellen zurückgekehrt. Die Protestaktionen seien in allen Gefängnissen eingestellt, nachdem eine Vereinbarung getroffen worden sei, hiess es lakonisch in einer Erklärung des Menschenrechtsvereins. Der Menschenrechtsverein, der in den letzten fünf Tagen zwischen dem Justizministerium und den Häftlingen vermittelte, wollte nicht näher auf die Details dieses Abkommens eingehen. Sicher ist aber, dass das Justizministerium am Montagabend unerwartet den Direktor und den Staatsanwalt des Sondergefängnisses Ümraniye ihres Amtes enthub und somit eine der Forderungen der Häftlinge erfüllte.

AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -

Turquie/Erbakan prévoit un avenir radieux sans expliquer comment l'atteindre
par Ceyhun ERGUVEN

ANKARA, 10 jan (AFP) - S'il parvient à mettre sur pied un gouvernement, le dirigeant islamiste Necmettin Erbakan, Premier ministre désigné, promet un avenir radieux à la Turquie mais avec un programme vague et confus.

M. Erbakan, premier chef islamiste appelé à former un gouvernement en 73 ans d'histoire de la Turquie moderne, aura une tâche difficile car 158 sièges au parlement sur 550 ne lui permettent pas de gouverner sans partage.

Un seul des quatre autres partis représentés à l'assemblée, celui de la Mère Patrie (ANAP, droite) de Mesut Yilmaz, troisième formation au parlement avec 132 députés, n'a pas totalement exclu des négociations avec lui en vue de former une coalition.

Le programme présenté par le Refah avant les élections du 24 décembre sur les moyens de résoudre les problèmes de la Turquie est confus et plein d'ambiguïté, estiment les analystes.

L'essentiel de son programme économique repose sur "l'ordre juste", un concept lancé dès 1969 par M. Erbakan lui-même et qui promet "une Turquie heureuse, économiquement développée et libérée de l'esclavage de l'Occident".

Une fois cet ordre mis en place en Turquie, l'inflation galopante dont souffre le pays depuis plusieurs années "sera supprimée et la vie sera moins chère". Le peuple "ne sera plus écrasé par les impôts injustes et le système bancaire actuel basé sur le système de l'intérêt". Le prêt à

intérêt est contraire à l'islam.

Une mobilisation, "lancée dans l'ordre juste, permettra une augmentation de la production industrielle et agricole", ce qui apportera "une croissance économique importante et la prospérité des citoyens".

Mais le Refah, parti anti-laïc qui attire plutôt les masses populaires démunies qui se sentent exclues de la société et vivent dans la périphérie des grandes villes, ne précise pas les moyens de réaliser cet "ordre juste".

Celui-ci promet également un avenir brillant pour le monde musulman qui permettrait "la libération de Jérusalem, de l'Azerbaïdjan, de la Tchétchénie et de la Bosnie".

Une fois au pouvoir, le Refah abandonnera "les politiques imitatrices" (de l'Occident) suivies par les autres partis, pour adopter "le point de vue national".

Le système bancaire actuel sera mis de côté pour un passage à "l'ordre juste" et les relations du pays avec le FMI seront revues. Ainsi le Refah empêchera une "exploitation (par l'Occident) de la Turquie dans tous les domaines".

Concernant le plus sérieux problème de politique intérieure de la Turquie, la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans le sud-est anatolien, le Refah assure qu'il y mettra fin grâce à la "fraternité islamique", sans autre précision.

Le Refah est contre l'union douanière Turquie-UE, en vigueur depuis le 1er janvier, et l'adhésion de la Turquie à l'UE qui, selon M. Erbakan, est "un club de chrétiens" où la Turquie, musulmane à 99%, n'a pas de place.

Mais depuis les élections, M. Erbakan, qui a nettement adouci sa rhétorique, n'affirme plus qu'il annulera l'union douanière, se contentant de dire qu'il demandera une renégociation de ses termes, dans un sens plus favorable à la Turquie.

M. Erbakan prévoit également une levée de l'embargo de l'ONU sur l'Irak et la fin de l'opération alliée "Provide Comfort" basée en Turquie pour protéger les Kurdes d'Irak contre le régime de Bagdad.

CE/hc/LyS

AFP /AA1234/101208

JAN 96

GAMK -

- 10/11 janvier 1996

TURQUIE

Un rapport accuse l'armée turque d'évacuer des villages alevis dans la région de Sivas

Tandis que la Turquie se déchire dans les querelles entre les deux formations de droite, le Parti de la juste voie du premier ministre Tansu Ciller et le Parti de la mère patrie de

Mesut Yilmaz, incapables de former un gouvernement de coalition face au Parti de la prospérité (islamiste) de Necmettin Erbakan, majoritaire au Parlement depuis les élections du 24 décembre mais rejeté par le reste de la classe politique, la guerre livrée par l'armée depuis onze ans continue dans l'est du pays. Selon un rapport rendu public mercredi par le Parti républicain du peuple (gauche), les forces turques mettraient à profit cette guerre pour harceler les Alevis, branche dissidente et tolérante de l'Islam, vivier traditionnel de la gauche turque; ainsi, une vingtaine de villages habités principalement par des Alevis auraient été évacués par les forces turques dans la région de Sivas, qui avait déjà été endeuillée en 1993 par l'incendie meurtrier allumé par des intégristes

dans un local où se tenait une importante réunion alevite. Le rapport précise que les habitants de ces villages font les frais des opérations anti-terroristes de l'armée turque, qui les contraint à abandonner leurs foyers au lieu de les protéger. Ce genre d'incidents aurait tendance à se multiplier dans les régions habitées par des Alevis, selon ce rapport qui a précisé que les troupes turques auraient arrêté 500 villageois et 75 chefs de village suspectés d'aider les rebelles du PKK au cours des derniers mois. "Après quatre mois d'opérations menées par les forces de sécurité, une pression particulière est exercée sur les localités où les Alevis sont en grand nombre dans le but évident de les dépeupler" explique le rapport qui cite des témoignages d'habitants alévis de la région.

Les organisations chargées de la défense des droits de l'homme accusent régulièrement les forces turques d'avoir évacué quelque 2 500 villages kurdes dans d'autres régions du pays; Ankara a à chaque fois démen-

ti de telles accusations, expliquant que les villages avaient été évacués par leurs habitants sous la pression des rebelles du PKK. La violence a ainsi gagné dernièrement la région de Sivas, peuplée majoritairement de

Turcs sunnites, mais qui compte une minorité non négligeable de Turcs et de Kurdes de confession Alevite, dont le nombre est estimé à 10 ou 12 millions dans toute la Turquie.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JANUARY 10, 1996

Islamic Party Chief Is Asked To Form Cabinet in Turkey

The Associated Press

ANKARA — Turkey's president asked the leader of an Islamic party, Necmettin Erbakan, on Tuesday to try to form a government following the party's strong electoral showing last month, but Mr. Erbakan's prospects for success appeared slim.

The leaders of the two parties with the potential to be his partner, Prime Minister Tansu Ciller of the True Path party and Mesut Yilmaz of Motherland, have ruled out any coalition with Mr. Erbakan's Welfare Party, citing its anti-secular and anti-Western stance.

The Welfare Party was the top vote-getter in Dec. 24 parliamentary balloting, winning 21 percent of the vote. If Mr. Erbakan fails to form a government, President Suleyman Demirel probably will ask either Mrs. Ciller or Mr. Yilmaz to try. A deadlock could lead to new elections.

[The International Herald

Tribune reported from Brussels that the United States was not surprised by the president's request, considering it merely a gesture that the Islamic party was not being excluded from political life.

"It's a step that you go through, but we don't expect it to lead to anything," an American diplomat said. "People aren't getting worried about it."

The Welfare Party, which hopes to impose Islamic principles on Turkey's secular society, won 158 seats in the 550-member Parliament. That was far short of the majority of 276 required to form a government free of coalition partners.

Among the changes the party is seeking are laws to make it easier for Muslims to pray during work hours and a move away from Turkey's newly forged trade links with the European Union and toward a kind of common mar-

ket with Islamic countries.

The top vote-winner in the elections is traditionally asked to form a government.

Mrs. Ciller, after meeting earlier with President Demirel, said she was prepared to lock out Welfare by compromising with the center-right Motherland on a new government.

Mr. Yilmaz has also ruled out a partnership with Welfare, but he and Mrs. Ciller are at odds over who would become prime minister.

True Path has 135 seats and Motherland has 132. They need the support of one of the social democratic parties to win a vote of confidence.

Mr. Erbakan said that he had a "100 percent chance" of forming a coalition and that his party would benefit politically if other parties maintained their resistance against Welfare. "Then, we will sip our coffee, watch the theater and come to power with a great majority in the next elections," he said.

Der Islamistenchef Necmettin Erbakan, der die neue türkische Regierung bilden soll, ist ein Mann der grossen Träume. Gemäss seiner propagierten «Gerechten Ordnung» soll die Türkei künftig die führende Macht der islamischen Vereinten Nationen, einer islamischen Nato und einer islamischen Wirtschaftsunion sein. Was ihm in Wirklichkeit vorschwebt, ist die Wiederherstellung der geistigen Führungsrolle, wie sie die Türken in der islamischen Welt während des Osmanischen Reiches hatten.

it. Istanbul, 10. Januar

Der Führer der türkischen islamistischen Wohlfahrtspartei (Refah), Necmettin Erbakan, trug am Dienstag eine an Arroganz grenzende Zuversicht zur Schau. Unabhängig davon, ob die anderen Parteien eine Koalition mit den Islamisten schliessen, die Refah in die Opposition gezwungen werde oder in der Türkei Neuwahlen ausgeschrieben würden, Nutzniesser der nächsten politischen Entwicklungen werde einzig seine Partei sein, sagte er vor der Presse. Am Abend erteilte Präsident Demirel seinem politischen Widersacher aus alten Tagen die Regierungsauftrag.

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

Donnerstag, 11. Januar 1996

Necmettin Erbakan —

Mann grosser Träume

Die türkischen Islamisten

und ihre «Gerechte Ordnung»



Necmettin Erbakan, der Chef der islamistischen Wohlfahrtspartei. (Bild key)

Ein Schreckgespenst

Es gilt als unwahrscheinlich, dass die Islamisten bei den übrigen Parteien koalitionsbereite Partner finden können. Die Refah hat mit 21,3 Prozent der Wählerstimmen lediglich einen kleinen Teil der türkischen Gesellschaft für ihre Ideale gewinnen können. Dennoch versetzt der weisshaarige Erbakan mit seiner stramm organisierten Bewegung die Mehrheit der Türken in fast panische Angst. Für Anhänger der kemalistischen Staatsideologie ist Erbakan ein Wolf im Schafspelz. Ihrer Meinung nach wird der Islamistenführer jede Gelegenheit dazu nützen, um die Türkei in einen rückständigen islamischen Staat zu verwandeln. Die Sympathisanten der Refah ihrerseits glauben, Erbakan, der Hodscha (Lehrer), sei der einzige Politiker, der die Türkei aus dem tiefen Schlamm der Korruption herausziehen und der Nation ihre längst verlorenen Werte zurückgeben kann. Wer ist tatsächlich Erbakan?

Grossmachtphantasien

Erbakan wurde als Kind eines islamischen Richters (Kadi) in der nordtürkischen Stadt Sinop

1926 geboren. Sein Vater hat ihm sein umfassendes, allseits anerkanntes Wissen über islamische Regeln, über islamische Politik und Kultur beigebracht und ihm seine Nostalgie für die vergangene Glorie des Osmanischen Reiches eingetrichtert. Sein Glaube an islamische Werte wurde auch nicht geschwächt, als er in Istanbul Maschinenbau studierte und später an der Technischen Universität Aachen promovierte. Die Gründung einer islamischen Weltvereinigung unter der Führung der Türkei sei nicht gegen die Interessen des Westens, suchte Erbakan die Alliierten vor kurzem zu überzeugen. Als islamische Führungsmacht werde die Türkei aber endlich vom Westen als gleichwertig akzeptiert. Die Refah wirft westlichen Regierungen vor, die Türkei lediglich für «Schmutzarbeiten» einzusetzen.

Der Islamistenchef Erbakan neigt zum verbalen Radikalismus. Er benützt gerne eine populistische, aber für seine Anhänger – manche von ihnen stammen aus den untersten sozialen Schichten – durchaus bildhafte Sprache. Das Manifest der Refah, das er angeblich selber ausgearbeitet hat, verspricht etwa, die Zinsen abzuschaffen, den «Weltimperialismus und den Zionismus sowie Israel und ein paar champagnertrinkende Kollaborateure» wegzufegen.

Ein Systemveränderer?

Was den altgedienten Politiker in seiner langen Karriere am meisten kennzeichnet, ist aber sein Pragmatismus. 1969 trat er zum erstenmal in die politische Arena der Türkei, als er die Nationale Ordnungspartei gründete. Die Putschgeneräle von 1971 verboten seine Partei, und er flüchtete für zwei Jahre in die Schweiz. Zurück in der Türkei, gründete er die Wohlfahrtspartei, die sich in den siebziger Jahren systemkonform an zwei Koalitionsregierungen beteiligte. Auch nach den jüngsten Wahlen hat Erbakan seine Sprache gemässigt. «Was im Wahlkampf gesagt wird, ist oft übertrieben – nun handeln wir realistisch», sagte er unverblümt. Erbakan sei ein «typischer Politiker des Nahen Ostens», sagt Faik Bulut, ein Experte für Fragen des politischen Islams. Er sei viel zu pragmatisch, um radikale Änderungen in der Innen- und Aussenpolitik zu riskieren. Sollte die Refah wider Erwarten doch eine Regierung bilden können, werde sie versuchen, das jüngste Abkommen zur Zollunion mit der EU kosmetisch abzuändern, die Sanktionen gegen den Irak abzuschwächen und die Mission der Golfkriegsalliierten zum Schutz der irakischen Kurden, die in der Türkei stationiert ist, zu beenden.

Amnesty International
BULLETIN D'INFORMATIONS 04/96
11 janvier 1996

TURQUIE.

Amnesty International envoie une délégation chargée d'enquêter sur six cas de mort en détention signalés en dix jours

Index AI : EUR 44/05/96

Diffusion immédiate

Amnesty International a exprimé ce jour sa consternation face aux terribles violations de droits de l'homme commises en Turquie pendant les dix premiers jours de l'année. À Istanbul, quatre prisonniers politiques sont morts après avoir été passés à tabac et un journaliste est décédé après son arrestation ;

un adolescent de quatorze ans placé en garde à vue à Mersin a par ailleurs été abattu.

Dans la nuit du 10 au 11 janvier, Gültekin Beyhan, l'un des six détenus de la prison spéciale d'Ümraniye à Istanbul qui avaient été grièvement blessés, a succombé à des lésions à la tête à l'hôpital Numune de Haydarpaşa. Son décès porte à quatre le nombre de prisonniers politiques tués au cours des troubles qui ont éclaté le 4 janvier 1996 dans la prison d'Ümraniye.

Le 8 janvier, Çetin Karakoyun, qui avait été interpellé à Mersin car on le soupçonnait de vol, est mort pendant sa garde à vue au poste de police de Magazalar. Cet adolescent de quatorze ans aurait été tué accidentellement d'une balle dans la tête. La police a procédé en

toute hâte à l'inhumation sans que la famille ne puisse voir le corps. Les proches du jeune homme affirment qu'il est mort des suites de torture. Un policier a été incarcéré à la suite de cet homicide.

Toujours le 8 janvier, Metin Göktepe, un journaliste qui couvrait les funérailles de deux des prisonniers politiques tués, a été arrêté par la police. Son corps aurait été "retrouvé" le lendemain par la police dans un jardin où, selon les autorités, il se serait effondré après avoir été remis en liberté.

Amnesty International envoie une délégation en Turquie chargée d'enquêter sur les circonstances de la mort de Metin Göktepe.

L'Organisation déclare : « *Le journalisme d'investigation est une profession dangereuse en Turquie. Metin Göktepe est le dernier d'une série de journalistes décédés dans des circonstances laissant fortement à penser que les forces de sécurité sont responsables de leur mort.* »

(cf. ci-après pour de plus amples détails sur les cas évoqués plus haut).

Le contexte

Le 8 janvier, Metin Göktepe, vingt-sept ans, s'est rendu au cimetière du quartier d'Alibeyköy à Istanbul pour couvrir les funérailles de deux des trois prisonniers politiques morts après avoir été roués de coups dans une prison d'Istanbul le 4 janvier dernier (cf. Bulletin d'informations 01/96, index AI : EUR 44/01/96, 5 janvier 1996). Après avoir bouclé le quartier, la police a procédé aux inhumations dans la plus grande hâte sans autoriser la moindre cérémonie religieuse. Des centaines de personnes venues assister aux funérailles, parmi lesquelles des proches des défunts, ont été arrêtées et emmenées au centre sportif d'Eyüp et dans les postes de police voisins.

Des journalistes qui avaient assisté aux interpellations et qui avaient photographié la police en train de frapper des gens dans la foule, auraient été agressés par des policiers qui ont saisi leurs films et leurs vidéocassettes. Plusieurs journalistes, dont Metin Göktepe, ont été arrêtés. Des témoins ont vu des policiers le frapper alors qu'ils l'emmenaient au centre sportif d'Eyüp, où il a été détenu quelque temps.

Plusieurs personnes ont affirmé lui avoir parlé pendant sa garde à vue. Le matin du 9 janvier, le procureur d'Eyüp a informé le journal *Evrensel* (Universel) que « *la police avait trouvé le corps de Metin Göktepe dans un jardin où il s'était effondré après avoir été remis en liberté* ». Il a ajouté que le corps avait été transporté à la morgue de l'Institut médico-légal. Le procureur n'a pas précisé dans quel jardin le corps aurait été retrouvé.

L'autopsie a révélé que « *la mort de l'individu présentant une fracture de côte et de nombreuses lésions traumatiques infligées au moyen d'un objet contondant résultait d'une*

hémorragie cérébrale sous-durale et subarachnoïdale associée à un traumatisme crânien occasionné par un objet contondant ainsi que d'une hémorragie interne ».

Les rapports des autopsies pratiquées sur les corps des trois prisonniers politiques tués le 4 janvier dans la prison d'Ümraniye, et qui ont été déposés entre-temps, font état d'« *une hémorragie cérébrale, de fractures et d'un enfoncement de la boîte crânienne occasionnés par des coups assenés sur la tête au moyen d'un objet contondant* ». La tête et le visage des victimes auraient été écrasés au point qu'il était difficile de les identifier.

En 1992, 10 journalistes qui recueillaient des informations sur des violations des droits de l'homme commises dans les provinces du sud-est de la Turquie ont été tués dans des circonstances laissant souvent à penser que les forces de sécurité étaient responsables de leur mort.

En août 1995, Safyettin Tepe, qui travaillait pour le journal pro-kurde *Yeni Politika* (Politique nouvelle), est mort en garde à vue à Bitlis. Les policiers ont affirmé qu'il s'était suicidé en se pendant avec ses sous-vêtements aux barreaux de la porte de sa cellule. La famille de cet homme, qui n'a pas été autorisée à prendre connaissance des résultats de l'autopsie, s'est vu donner l'ordre de procéder sans tarder à l'inhumation. Elle a demandé une seconde autopsie indépendante, mais en vain ; les circonstances de la mort de cet homme restent suspectes. Safyettin Tepe était le cousin de Ferhat Tepe, correspondant à Bitlis du quotidien pro-kurde *Özgür Gündem* (Programme libre) et qui avait été enlevé en juillet 1993. Des témoins l'avaient aperçu en garde à vue. Son corps, qui portait des traces de torture, a été retrouvé huit jours plus tard dans un lac situé à quelque 250 kilomètres du lieu de son enlèvement. Ses meurtriers n'ont jamais été traduits en justice.

En 1992, le Comité européen pour la prévention de la torture a conclu que le recours à la torture était « *très répandu* » dans les postes de police turcs. L'année suivante, le Comité des Nations unies contre la torture a utilisé le terme « *systématique* » pour qualifier cette pratique. Ces deux organismes internationaux spécialisés ont recommandé l'adoption de garanties simples contre la torture, notamment la possibilité pour tous les détenus de consulter un avocat, et la réduction de la durée maximale de la garde à vue. Le gouvernement turc n'a pas mis en œuvre ces recommandations et le nombre de cas de mort en garde à vue des suites de torture n'a cessé d'augmenter. Les six cas évoqués plus haut sont les victimes les plus récentes de l'intransigeance des autorités turques quant à une réforme dans le domaine des droits de l'homme ●

Turkish Probe January 12, 1996

Journalist found murdered

This week confirmed yet another basic truth, which has unfortunately been proven over and over: It is dangerous to be a journalist in Turkey.

Metin Göktepe, a young reporter found beaten to death in the yard of a teahouse in Istanbul's Eyup district after being detained by police, gained the grim distinction of being the 50th victim in recent years.

Göktepe, who worked for Evrensel, was apparently murdered between Monday and Tuesday. The yard where his body was found is not far from Eyüp's sports arena, where police kept and interrogated around 1,000 people arrested Monday as "suspects" after attending or trying to attend the funeral of two inmates killed during the Ümraniye prison riots the week before. More than two reporters saw Göktepe, who had been assigned to cover the funeral ceremonies that were expected to be violent, being taken away by police officers. Later, eyewitnesses reported seeing Göktepe in the sports hall where he was, they said, beaten continuously by the police.

Evrensel lawyers learned that a body which had been found early Tuesday was at Istanbul's central morgue; they subsequently identified the body. Minister of Interior Teoman Unusan confirmed in a television interview on Wednesday that Göktepe had been detained by the police during the funeral but said Göktepe was released later on Monday. Istanbul Police Chief Orhan Taşanlar denied that Göktepe died in police custody, claiming he died while jumping over a wall.

As pressure increased, the deputy governor of Istanbul declared that a prosecutor had been

appointed to look into Göktepe's death.

Over the last six years, 28 journalists have been killed in Turkey.

In 1992, 62 journalists were killed throughout the world, 12 of them in Turkey. No journalists were killed in 1991 but many were jailed, beaten brutally and many papers were confiscated. 1992 started with the murder of Halit Güngen on Feb. 18, and six days later Cengiz Altun was murdered in Batman. On March 23, İzzet Kezer was shot from an armored

police vehicle on the streets of Cizre. On March 31, Bülent Ülkü was found dead with severe wounds on his body. Mecit Akgün was kidnapped by Kurdistan Workers' Party (PKK) and killed. Hafız Akdemir from the daily pro-Kurdish Özgür Ülke and Çetin Abayay were shot to death by so-called Hizbullah. Yahya Orhan was killed, shot 27 times, in a region where military practice was under way. Uğur Mumcu, investigative journalist and chief columnist of daily Cumhuriyet was killed on Jan. 24, 1993, causing grief in the country.

The body of Ferhat Tepe, who was kidnapped in Bitlis by people claiming to be police, was found near a lake.

Aysel Malkaç disappeared in İstanbul. She is still missing and is the first female journalist thought to have been murdered. The murderer or murderers of all the victims are still at

large. Metin Göktepe, the last victim of truth, was born in Sivas in 1968. He was one of the founders of Evrensel and had been threatened several times. The latest threat against him occurred when he interviewed Tomris Özden, the widow of slain Col. Rıdvan Özden, who blamed the state for her husband's death.

Erdoğan Ergenç



Evrensel reporter Metin Göktepe's picture carried by his mother during a demonstration by journalists protesting their colleague's murder, allegedly committed by the police.

Turkish Daily News

Retrial of DEP deputies begins

FRIDAY, JANUARY 12, 1996

Court complies with Court of Appeals decision

Turkish Daily News

ANKARA- The retrial of former deputies of the Democracy Party (DEP), Ahmet Türk, Sedat Yurttas and Sırrı Sakık, as well as that of another former deputy, Mahmut Alınak, began at the First Ankara State Security Court yesterday following the Court of Appeals decision reversing the verdicts against the four. During the first session, the court decided to honor the Court of Appeals Ninth Criminal Law Section decision, with the defendants and the prosecutor sharing the judges' view.

During Thursday's session the former deputies were asked to give their opinion about the Court of Appeals decision. They said they did not share the legal assessment made by the Court of Appeals, and that they did not believe that the speeches they had made were criminal. But they still wanted the state security court to comply with the Court of Appeals decision reversing the verdicts against them.

Mahmut Alınak said that the Court of Appeals decision was of a political character. He said: "I do not want this case to be confined here. One leg of this case is in Diyarbakır and the other leg in Strasbourg." Maintaining that the charges brought against them had been a "scenario" from the beginning, Alınak told the judges: "The people who have put that scenario on stage, namely, President Süleyman Demirel, Prime Minister Tansu Çiller and former Chief of Staff Doğan Güreş, now prove unable to keep up that effort. Scores of deputies and some ministers who raised their hands in Parliament in favor of stripping us of our legislative immunity are now throwing the ball into the court of the state security court, saying that the sentences have been too severe. You cannot possibly embrace that case which those governing the state are now trying to get rid of." With the court deciding to honor the Court of Appeals decision reversing an earlier decision, the trial formally began. The lawyers demanded time from the court to prepare the defense's arguments. The court adjourned until Feb. 8, 1996.

Replying to questions from the press as he was leaving the courtroom, Sırrı Sakık said after the announcement of the European Human Rights Court decision their friends would be released from prison.

In reply to a question on the assassination of Özdemir Sabancı, Sakık said in Turkey security of life could not be ensured, and stressed that he was against all violence directed against people.

The story of the DEP case

After being tried at the Ankara State Security Court, Mahmut Alınak and Sırrı Sakık were each sentenced to three years and six months in prison and fined TL 70

million according to articles 5 and 8/1 of the Anti-Terrorism Law. Sedat Yurttas was sentenced to seven years and six months in prison under Article 169 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the

Anti-Terrorism Law. Ahmet Türk received a 15-year prison sentence under Article 168/2 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the Anti-Terrorism Law.

On Oct. 26, 1995, the Court of Appeals reversed these decisions, saying that the

finances to be paid by Alınak and Sakık had been calculated wrongly and the specified sum should have been higher, and that the sentences of Turk and Yurttas should have been meted out according to the Anti-Terrorism Law. During the retrial now underway, the four former deputies will be tried according to Article 8 of the Anti-Terrorism Law which has been amended by the Parliament.

For Hatip Dicle, Leyla Zana, Orhan Doğan and Selim Adak, the judicial process has already been finished because the court verdicts against them have been finalized by the Court of Appeals.

On behalf of these four an application will be made to the European Human Rights Court. These four former deputies have each been given 15-year prison sentences under Article 168/2 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the Anti-Terrorism Law.



Former DEP deputy Ahmet Türk

Ergil again opens Kurdish issue to public debate

Ergil says acceptance of the 'multi-cultural' approach in the first years of the republic was later changed and the basis for the concept of "nation" became ethnic (Türk)

If the Turkish people are to reconcile with each other, if the state is going to make peace with society, a general amnesty should be dared

Turkish Daily News

ANKARA- Professor Doğu Ergil, whose report on the Kurdish question caused a major controversy last year, issued a second report on the same subject recently — this time proposing a set of solutions to the problem which he sees as a sub-issue of the democratization project in the country.

In a way Ergil reiterates the steps needed to achieve internal peace and democracy in Turkey such as the requirement for a radical legal reform and a call to all parties for a "democratic consensus."

At the same time he dwells on economic solutions in addition to a change in the state's political approach to the problem in the Southeast.

Following an introductory "background" on the formation of the Turkish Republic which "aimed to establish a political entity comprising peoples who had migrated from former territories of the Ottoman Empire," Ergil argues that this "republic was not based on any ethnic or religious grounds" and had a multi-cultural understanding.

"A democratic society views the political/official and the cultural/social fields as autonomously functioning fields and organizes and institutionalizes them as such. But the administrators of the Turkish Republic did not have such an approach," Ergil states. He says the state's shortcoming has been its "over authoritarian" stance which did not necessarily mean a "powerful state" since the power of a state largely lies in its development as well.

Ergil says acceptance of the "multi-cultural" approach in the first years of the republic was later changed and the basis for the concept of "nation" became ethnic (Türk). "Whereas a multi-cultural society meant pluralism, the political reflection of which is democracy," Ergil states, adding to his analysis the negative aspects of the single-party rule and the ethnicized concept of nationalism.

Turning to his proposals for solutions to the Kurdish problem, Ergil stresses that the state should allow elective courses in the "local language" of the cultural group and

give the responsibility for religious services to the religious communities — thus securing a true secularist approach. In order to end the conflict between subcultural identities and official identity, the definition of the "nation" should be devoid of any ethnical connotations, Ergil says and proposes the following solutions to the Kurdish problem:

■ A new constitution should be framed with the participation of the main social and cultural groups as a national consensus document.

■ The emergency rule application should be ended since such a rule keeps hidden all obvious rights, justice and laws and leads to corruption, theft and injustices. The state of emergency is even against the 1982 Constitution.

■ Participation is one of the conditions of social peace while the other condition is recognition. A central administration cannot cope with the urgent diversified issues of daily growing Turkey. Increasing the powers of local administrations will enhance democratic participation. Such a practice will give people the responsibility to bring solutions to the problems they are facing.

■ Poverty in Turkey's East is not inevitable but a structural form of inequality. The people should become productive in the region. The issue of unemployment should be resolved by finding resources for those working places which have been completed but are waiting for credits to start their activities. The animal husbandry sector, as the main resource of the region, should be revitalized. Vacant lands owned by the Treasury and the state productivity farms should be bought by the state and distributed to the people. Farmers should be subsidized with modern techniques and credits.

■ The vacating and burning of villages should be stopped immediately since such an application is actually a form of "revenge." Those villagers who were forced to leave their lands and houses should be supported by the state to set up jobs in the places they have migrated to if they choose

to do so. Others who want to go back to their villages should be given the necessary credit to set up their homes and become productive again.

■ No discriminating, degrading or accusatory language should be used against the different cultural groups in Turkey, the Kurds included. The Armenians and Greeks in Turkey have trusted the Turkish state and are citizens of this republic. These lands are also their country and their honor should be safeguarded. State authorities, politicians, teachers and professors as well as religious authorities should take the utmost care regarding this.

■ The village guard system should be abolished as the aim is distorted in practice. The village guards have become a paid warring force which joins military operations. They have started to benefit from the conflict and may try to undermine developments toward peace in the region. However, the village guards who have left their initial employment should be given other opportunities in different places and their health insurance extended by three years to compensate for the losses they may encounter when the system is abolished.

■ The infrastructural problems in the East have been solved to a large extent but the lack of administrative and technical personnel in the region is still a handicap. Those who are sent to the region do not strive to provide good service but just to complete their term there. To overcome this, the local/regional administration should immediately put the "expert personnel on contract terms" project into practice.

■ Scientific studies should be made regarding the expectations and complaints of the people in the troubled regions. A strategical research center, financed by the state but completely autonomous in its studies, should be set up.

■ Army units should be withdrawn from the fight against terrorism, and be used instead, for guarding the border. The logistic support of the Army should only be demanded at instances and times when it is absolutely necessary to do so — that is to say, only at critical moments. No Army should be forced to confront its own people. If this is done at all, it only means that the

country is experiencing a weakness in administration and inefficiency.

In countries that have been successful in battles with ethnic and religious terrorism, the terrorists were not allowed to acquire the status of an "army" or "warring side" as they have demanded to be called. The terrorists were treated like ordinary criminals and were punished, within the regular judicial system. Emergency rules, emergency laws and trials have carried terrorism and terrorists to extraordinary dimensions. Implementing a different administration and a different set of rules in a region means that particular place is regarded as being separate from the rest. Discrimination is the first step of separatism. Research into and analysis of the differences and special conditions should be done and special approaches should be developed. Politics, it should not be forgotten, is the art of governing differences, not the crude destruction of them.

■ Turkey, if it should so be called, is a

"cultural empire." Many of our cultural compounds have reflections or extensions abroad. We can utilize this to create a large network of cultural influence and even become a universal center of arts by creating our own wonderful synthesis and bright colors. The aim of "becoming a nation," which should have been a project to form political unity, has led to a certain minimalism which has ignored most of everything due to a desire to reduce everything to "being a Turk" instead of being "of Turkey." So, the need to have a political approach based on "being of Turkey" is urgently needed.

■ The state, independently of the Kurdistan Workers' Party (PKK)-declared cease-fire, can announce that it will not launch any armed attack for a certain period of time. It could also be declared that those who surrender their arms at the end of that time will be pardoned. If there are no PKK attacks during that period, Parliament, with the assumption that the cease-fire is lasting,

may declare a general amnesty and wipe out the traces of this unfortunate clash.

The general amnesty should cover those who live abroad and those who have been stripped of citizenship due to political reasons. Any general amnesty is an act of courage, which will have the side effect of renewing the pain for some. But history justifies the courageous and brave, rather than the cowardly. If the Turkish people are to reconcile with each other, if the state is going to make peace with society, a general amnesty should be dared. In spite of these, if some members or factions of the PKK choose to continue the fight, they will have no excuse for their murderous acts. The struggle will not be a political one, but a contemptible smoke screen for continuing their illegal traffic in drugs and arms.

Turkish Daily News

SATURDAY, JANUARY 13, 1996

Amnesty blasts 'deaths in custody'

The human rights watchdog group says it will send a delegation to Turkey to look at the circumstances surrounding journalist Göktepe's death



Turkish Daily News

ANKARA- Amnesty International has shown renewed concern about what it calls Turkey's appalling human rights record. In the first 10 days of the new year, six people have died while in police custody, according to an Amnesty press release. On Jan. 10, Gültekin Beyhan died of head injuries he sustained during the Ümraniye Prison riots. His death brought the number of political prisoners who died, due to the riots, to four the release said.

In the southern Anatolian city of Mersin, Çetin Karakoyun, aged 14, died in police custody on Jan. 8, allegedly by an accidental shot to his head, it said. The boy, who had been detained on suspicion of theft, was buried quickly by the police who barred his family from seeing the corpse according

to Amnesty. The boy's family allege torture as the cause of death. A police officer has been detained in connection with the killing.

The sixth person to die allegedly in police custody this year was Metin Göktepe, a journalist for the left-wing newspaper Evrensel, who was detained by police last Monday when he tried to attend the funeral of two political prisoners. Göktepe's body was found in a tea garden the following day, Amnesty said. The police say he collapsed after being released. Amnesty will send a delegation to Turkey to look at the circumstances surrounding Göktepe's death.

Amnesty International slammed Turkish authorities maintaining that the six dead are the latest victims of the Turkish government's intransigence on human rights reform.

Turkish Daily News

SATURDAY, JANUARY 13, 1996

Zana's Sakharov Prize will be given to her husband

Snag: Mehdi Zana may not be able to attend the ceremony as well as he has been denied a new passport

Turkish Daily News

ANKARA- The European Parliament has decided to present imprisoned former Democracy Party (DEP) deputy Leyla Zana's Sakharov Prize to her husband, Mehdi Zana, on Jan. 17. However, Mehdi Zana may not be able to attend the ceremony since the authorities have refused to renew his passport. Mehdi Zana, former Diyarbakir mayor, was released from prison in Dec. after his sentence was reduced in accordance with the recent amendments to Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

If Mehdi Zana fails to attend the ceremony, the award will be given to Leyla Zana's lawyer Yusuf Alataş and her children. Akın Birdal, chairman of the Turkish Human Rights Association, and Yavuz Önen, chairman of the Human Rights Foundation of Turkey, have also been invited to the award ceremony.

The European Parliament had asked Turkey earlier to release Leyla Zana so that she could receive the award. Zana was sentenced to 15 years in prison under Article 168/2 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the Anti-Terrorism Law, after her parliamentary immunity was revoked.



Leyla Zana

Eight PKK militants killed

Eight militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have been killed, and one captured, during military operations in the Southeast and in central Anatolia, the Anatolia news agency reported on Friday. Officials from the Diyarbakir-based Emergency Rule region in the Southeast, said that three PKK militants were killed in the rural area of Mardin's Midyat district, and three in the rural area of Tunceli's Karayusuflar district. Two militants were killed in the rural area of Sivas' Zara district. The governor of Sivas, Aydın Güçlü, said that military operations were continuing in the region. A militant was also captured in Mardin's Derik district in the Southeast. Officials said that the militant, Abdulvahap Alan, code name "Burusk," was the PKK commander of the region between Tunceli's Pulmur and Erzincan. Meanwhile, 27 automatic rifles, 12 pistols, a bazooka, five rockets, explosives, bullets and four tons of food were confiscated during military operations in the provinces of the Emergency Rule region: Bingöl, Batman, Diyarbakir, Hakkari, Mardin, Şırnak, Tunceli and Van. Officials said that operations were continuing in the region.

Åseles ungdomar rasar

ÅSELE. Sent i går kväll målade Åseles ungdomar protestplakat.

I fritidsgården samlades 100-talet ungdomar.

- Vi får aldrig ge upp, det handlar om våra vänners liv, säger Nathalie Westerlund, 15.

Från början planerades en skolstrejk till förmån för familjerna Sincari. Men på ett stormöte i Åsele fritidsgård i går kväll, bestämde ungdomarna att i stället resa till Göteborg och den stora manifestationen mot främlingsfientlighet nu på torsdag.

- Det finns perioder då allt känns hopplöst, säger Nathalie Westerlund. Men då måste vi

tänka på hur hemskt familjerna har det i Turkiet. Det gäller att aldrig tappa hoppet.

Redan i dag samlas Åseleborna i kyrkan för att protestera mot utvisningen av de båda flyktingfamiljerna. Då planeras också ett demonstrationståg genom Åsele, och i går kväll var ungdomarna i full gång med att skriva plakat och banderoller.

Ilskan i det lilla samhället är stor. Natten till i går vandaliserades en polisbil som stod parkerad utanför byns polisstation.

Därför värdade en av Åseles präster, Ann-Sofie Johansson, till ungdomarna att inte bruka våld.

- Det leder ingenstans, säger hon.

Magnus Ringman

Kändisar protesterar

Över hela Sverige rasar enskilda personer och organisationer mot beslutet att utvisa de två kurdiska mammorna och deras nio barn.

En rad kulturpersonligheter som Astrid Lindgren, Hasse Alfredson, Max Lundgren, Suzanne Osten,



Lindgren.

Kerstin Thorvall, Staffan Göthe och Eva Moberg har skrivit under den protest som inleddes med en deklARATION:

"Vi vill härmed uttrycka vår avsky och be-

störtning över regeringens beslut i fallet Sincari, Åselefallet, samt över polisens skamliga metoder vid hämtningen av de vuxna flyktingarna och deras tio värnlösa barn."

Om du också vill protestera mot utvisningen, skriv

Alfredson. till:

Invandrarminister Leif Blomberg

Arbetsmarknadsdepartementet

103 33 Stockholm

eller faxa, nummer 08/20 73 69.

AFTONBLADET
Söndag 14 januari 1996

AFTONBLADET
Söndag 14 januari 1996

Blomman: Barn kan ha det bra även i Turkiet

Regeringen anklagas för att samla poäng bland invandrarfientliga grupper.

Men det ansvariga statsrådet Leif Blomberg ångrar ingenting.

– Jag är övertygad om att vi fattat ett riktigt beslut, säger han.

När Aftonbladet når invandrarministern sent på kvällen är det sju frågor som vi vill ha svar på.

● De håda familjerna har befunnit sig i Sverige i fem år. De har rotat sig här. Om inte utvisningen kan beslutas och verkställas snabbare, är inte det ett skäl i sig för att låta dem stanna?

– I det här fallet är det de själva, med benäget bistånd av personer inom Svenska kyrkan med flera, som sett till att man motverkat avvisning och inte följt de regler vi har i Sverige.

● Barn som befinner sig i Sverige har rätt till myndigheternas hjälp och skydd oberoende av hur föräldrarna agerar, skrev Aftonbladet på ledarplats i går. Kommentar?

– Det måste finnas rimliga skäl i de här sammanhangen. Sedan är det alltid så att den svenska lagstiftningen, just när det gäller hänsynen till barnen, är väldigt stark på den punkten. Men å andra sidan kan aldrig hänsynen till

barnen helt och hållet ta över behovet av en reglerad invandring.

● Du och Ingvar Carlsson skrev i en debattartikel i Svenska Dagbladet vid nyåret att barnens bästa är en vägledande princip i flyktingfrågor. Var utvisning det bästa för de här barnen?

– Jag inser att barnen kan ha det svårt i den här situationen, just nu, men jag tror också att man kan ha det bra även någon annanstans än i Sverige. Man kan vara barn och ha det bra även i Turkiet.

● Jan Guillou tog upp Åselefallet i sin krönika i Aftonbladet i går och avslutar med att citera kyrkoherde Roland Haglund i

Åsele som säger: "Förmodligen har regeringen beslutat det här för att samla poäng bland invandrarfientliga grupper". Kommentar?

– Årkebiskop Gunnar Weman gav uttryck för motsvarande uppfattning. Jag vill bara säga det: jag känner mig oerhört sårad och kränkt över den typen av tankegångar. Jag finner nästan inte ord för att vi som socialdemokrater, och företrädare för regeringen i det här fallet, skulle ha den typen av motiv för just det här beslutet. Jag tycker det är ärekränkande, djupt okunnigt och fruktansvärt elakt.

● Är du förvånad över den star-

ka reaktionen?

– Jag inser att Åselefallet engagerat många människor runt om i Sverige. Jag vet samtidigt att jag får många synpunkter av den rakt motsatta uppfattningen.

● Finns det något skäl, eller händelse, som gör att du kan tänka dig att ompröva beslutet?

– Nej.

● Med facit i hand. Finns det något du i dag ångrar kring utvisningen av familjerna?

– Det enda jag möjligen kan tycka är att poliserna skulle gått in redan 1993 när flyktingarna gömt sig i kyrkan.

Claes Salomonsson

Amnesty International

BULLETIN D'INFORMATIONS 04/96

14 janvier 1996

TURQUIE:

Amnesty International demande qu'il soit mis un terme aux transferts d'hélicoptères

Index AI : EUR 44/06/96

Embargo : 14 janvier 1996

Amnesty International a demandé ce jour qu'il soit mis immédiatement un terme aux ventes ou aux transferts d'hélicoptères militaires en faveur du gouvernement turc, des éléments de plus en plus nombreux laissant à penser que ceux-ci servent à commettre des violations des droits fondamentaux.

L'organisation mondiale de défense des droits de l'homme est alarmée par des informations selon lesquelles des militaires et des gendarmes (militaires accomplissant des missions de police) sont acheminés à bord d'hélicoptères dans des régions reculées où ils torturent et tuent des civils. Des hélicoptères seraient également utilisés lors d'opérations contre des villages qui refusent d'adhérer au système des protecteurs de village, une milice armée et financée par le gouvernement pour lutter contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Depuis le début des années 90, l'Allemagne, les États-Unis, la France, l'Italie et la Russie ont vendu à la Turquie des hélicoptères de transport, de surveillance et de combat. Ceux-ci sont utilisés dans des opérations menées contre le PKK illégal mais également contre des civils et au cours desquelles des violations graves des droits fondamentaux sont perpétrées.

Des sociétés américaines, françaises et russes font actuellement des offres en vue de fournir de nouveaux hélicoptères militaires à

la Turquie. Amnesty International estime qu'avant tout nouveau transfert, les autorités militaires turques doivent démontrer à des observateurs impartiaux que les hélicoptères ne seront pas utilisés pour commettre des violations des droits de l'homme et que des garanties appropriées sont mises en place pour éviter que de tels cas ne se reproduisent (cf. ci-après l'exposé de plusieurs cas dans lesquels des hélicoptères ont été utilisés pour commettre des violations des droits de l'homme).

Les pays fournisseurs doivent respecter leurs obligations internationales, notamment les Principes de l'OSCE régissant les transferts d'armes classiques. Ceux-ci disposent que tout État membre évitera les transferts susceptibles d'être utilisés pour commettre des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Tous les États qui fournissent des hélicoptères à la Turquie sont membres de l'OSCE.

Amnesty International fait observer : « Les gouvernements des pays fournisseurs sont coresponsables de l'utilisation des armes qu'ils fabriquent et qu'ils vendent. Les profits réalisés ne justifient pas la participation à des homicides injustifiables et illégaux. Ces gouvernements doivent veiller à ce que l'utilisation finale des armes qu'ils fournissent fasse l'objet d'un contrôle rigoureux. »

Cas de violations des droits de l'homme commises avec l'appui d'hélicoptères

Le 12 octobre 1995, le journal *Evrensel* (Universel) a rapporté qu'Ali Ihsan Dagli, capturé par des gendarmes dans le village de Kuruçayir (province de Diyarbakir), avait "disparu" après avoir été emmené à bord d'un hélicoptère vers le 19 avril 1995 aux fins d'interrogatoire. Amnesty International a écrit

le 11 mai au ministre turc de l'Intérieur pour réclamer l'ouverture d'une enquête à propos de la "disparition" de cet homme. Aucune réponse ne lui était parvenue en janvier 1996.

Le 9 octobre 1994, des villageois ont affirmé que les forces de sécurité turques avaient incendié 17 villages dans la province orientale montagneuse de Tunceli au cours d'une offensive contre des membres armés du PKK qui avait duré trois semaines. L'agence de presse *Reuter* a signalé que des hélicoptères Sikorsky et Super Cobra de fabrication américaine avaient survolé la ville de Tunceli toute la matinée, acheminant des soldats et lançant des roquettes. Au cours de cette opération, Ali Karaca, un meunier du quartier de Kom dans le village d'Ibnimahmut, aurait, selon ses proches, été emmené par des soldats à bord d'un hélicoptère au poste local de gendarmerie, puis à Tunceli, pour y être interrogé. Sa famille l'a retrouvé à l'hôpital ; plongé dans le coma, il est décédé quelques jours plus tard des suites de blessures à la tête résultant apparemment de coups.

Le 6 mai 1994, un contingent important de soldats a incendié le village de Deveboyu situé non loin de Kulp (province de Diyarbakir). Un villageois a fait le récit suivant :

« Quatre hélicoptères tournaient autour du village en flammes. Les soldats nous ont ensuite donné l'ordre de quitter les lieux dans un délai de trois jours et ils sont partis pour Kulp. Après leur départ, nous avons essayé de récupérer dans les ruines fumantes ce qui restait de nos meubles en partie brûlés, mais il n'y avait plus grand-chose. »

Les villageois ont obtenu l'autorisation de rester dans les ruines de leur village et sous des tentes jusqu'à la période des récoltes. Quinze jours plus tard, trois hommes ont "disparu" après avoir été arrêtés par quatre soldats.

Entre le 24 et le 26 mars 1994, plusieurs villages de la province de Sirnak ont été bombardés par des hélicoptères et des avions de combat. Trente-six personnes, dont 17 enfants au moins, ont été tuées. Les autorités ont prétendu que le bombardement était accidentel, mais les habitants affirment qu'ils avaient été menacés de mort quelques jours auparavant par les forces de sécurité car ils refusaient de se joindre aux milices des protecteurs de village. En juin 1995, le gouvernement américain a indiqué que les autorités turques avaient nié les bombardements mais que des militaires américains avaient confirmé que *« les raids avaient eu lieu et que des civils avaient été tués »*.

Le 20 octobre 1993, 11 villageois ont "disparu" après avoir été arrêtés par des soldats dans le village d'Alaca, non loin de Kulp (province de Diyarbakir). Un témoin oculaire a déclaré à Amnesty International :

« Ils les ont fait monter à bord de deux hélicoptères et ils les ont emmenés. Presque

tout le village a assisté à leur départ. Le village est désert ; il a été incendié. »

D'autres cas similaires ont été signalés par Amnesty International et par Human Rights Watch, entre autres organisations de défense des droits de l'homme. Il est toutefois de plus en plus difficile d'obtenir des informations sur l'utilisation finale de l'équipement militaire dans la zone de conflit. Des chercheurs d'Amnesty International ont été expulsés de Turquie et il leur a été interdit de s'y rendre à nouveau. Des journalistes qui travaillent dans le sud-est du pays ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires et de "disparitions" et les observateurs de la situation des droits de l'homme sont fréquemment arrêtés, torturés et menacés.

Des hélicoptères ont également été utilisés pour commettre des violations des droits de l'homme dans l'ouest de la Turquie. C'est ainsi que le 13 et le 15 mars 1995, 22 manifestants ont été tués et un certain nombre d'autres grièvement blessés par des policiers qui ont tiré sur la foule au cours de troubles violents ayant éclaté à Istanbul. Un employé de la municipalité d'Istanbul qui a été témoin des manifestations et des tirs de la police a

déclaré :

« Il y avait des hélicoptères au-dessus, des chars devant et des policiers derrière. Les hélicoptères ont donné des instructions, les chars ont avancé et les policiers ont ouvert le feu. »

Quelques observations sur la situation des droits de l'homme en Turquie

La situation des droits de l'homme est grave en Turquie et elle semble empirer. En 1994, le nombre de cas de "disparitions" survenus en Turquie et signalés au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires était plus élevé que pour n'importe quel autre État membre des Nations unies. Plus de 40 nouveaux cas de "disparitions" et 17 cas de mort en détention des suites de torture ont été signalés en 1995. L'année 1996 ne commence pas sous de bons auspices : pendant les dix premiers jours de l'année, six personnes sont mortes en garde à vue : quatre prisonniers sont morts après avoir été passés à tabac dans une prison d'Istanbul, un journaliste qui assistait aux funérailles de deux de ces prisonniers a été arrêté par la police et roué de coups jusqu'à ce que mort s'ensuive et, enfin, un adolescent de quatorze ans placé en garde à vue à Mersin a été tué par balle.

Dans les provinces du Sud-Est, le conflit acharné qui oppose depuis 1984 les forces gouvernementales aux guérilleros armés du PKK a fait au moins 18 000 morts, dont des civils. Les villages qui refusent d'adhérer au système des protecteurs de village, et sont de ce fait soupçonnés par les autorités d'aider le PKK, sont régulièrement la cible de raids

fréquemment menés avec le soutien d'hélicoptères. Les habitants sont victimes de tortures, de mort en détention, de "disparition" et d'exécution extrajudiciaire. Les villages qui acceptent de se joindre aux milices des protecteurs de village sont pour leur part la cible de raids menés par des militants du PKK, qui commettent également des

exactions. Des centaines de villageois kurdes, parmi lesquels figuraient des prisonniers, des femmes et des enfants, ont été tués par les guérilleros du PKK. Des centaines de milliers de villageois kurdes ont été déplacés par la politique de la terre brûlée appliquée par les parties en conflit ●



TOMRIS OZDEN, 44 ans, veuve d'un officier ture tué dans le conflit avec les « rebelles » kurdes, a osé dénoncer cette « sale guerre ». La voilà désormais seule et conspuée.

La solitude de l'Antigone turque



Tomris Ozden en 3 dates

22 février 1952. Naissance à Kusadasi, sur la côte égéenne, dans une famille de fonctionnaires. Son père, vétérinaire, travaille pour le Haut Conseil de la Sécurité nationale.
24 novembre 1973. Mariage avec Riduan Ozden, officier tout juste sorti de l'académie militaire.
14 août 1995. Mort du colonel de gendarmerie Riduan Ozden, tué en opération près de Mardin, au sud-est de la Turquie.

par **MUSA AKDEMIR**
et **MARC SEMO**

Sans autorisation spéciale, nul étranger ne peut accéder au petit appartement bourré de livres. Deux chambres et un séjour, le F3 standard d'un triste immeuble de béton pour militaires dans la périphérie d'Istanbul. Courts cheveux blonds décolorés et pantalon moultant, la jeune veuve y habite toujours, libre d'aller et venir, mais isolée dès qu'elle franchit la barrière du poste de garde qui, depuis des semaines, ne lui passe même plus les appels téléphoniques. «*Là au moins, ma sécurité et celle de mes deux filles est garantie. Après, je ne sais pas ce qui arrivera*», confie Tomris Ozden, à la fois tentée et effrayée par le grand saut dans le monde. L'institution militaire ne veut plus d'elle dans ses murs.

Elle vit au milieu des paquets, espérant au plus vite trouver un nouveau logement pour laisser derrière elle ce lieu plein de souvenirs, mais désormais marqué par la haine. Des lettres d'insultes arrivent par dizaines. Une fois même, le 23 novembre dernier, alors qu'elle regagnait son immeuble, deux jeunes femmes en foulard l'ont agressée avant de prendre la fuite en voiture. Ses voisins ne la saluent plus. La rancœur nourrit les regards, même ceux des hommes qui furent les plus proches collègues de son mari. Riduan Ozden, brillant colonel de gendarmerie tué en opération le 14 août dans les montagnes pelées près de Mardin, à l'extrême sud-est de la Turquie. Là, depuis onze ans, perdue «*la sale guerre*» contre les rebelles kurdes du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Une guerre qui a déjà fait 20 000 morts mais qui jamais ne doit soulever de questions. Tomris Ozden fut celle par qui le scandale arriva.

«*Mon mari était contre cette guerre et dans ses dernières lettres il répétait encore que ce n'est pas en tuant que l'on peut résoudre le problème kurde*», raconte Tomris. Lors des funérailles de son époux, elle clama haut et fort qu'il était mort pour rien «*dans un conflit absurde*». Du jamais vu dans un pays où les femmes d'officiers se taisent, veuves courage éplorées mais muettes. Son portrait fit aussitôt la une de tous les journaux. Elle fut invitée sur les plateaux de télévision. Un film est en préparation qui, sous les traits de Lale Mansour, la célèbre actrice «*progressiste*» (elle-même fille d'officier), racontera sa révolte.

Pour les intellectuels istanbuliotes, Tomris est Antigone bravant la raison

d'Etat afin de dénoncer de l'intérieur de «*l'institution*» une politique «*de pompiers incendiaires*», qui refusent de reconnaître les droits culturels et toute autonomie aux 13 millions de Kurdes de Turquie. Mais pour les autres, pour l'écrasante majorité de l'opinion publique, Tomris Ozden incarne la «*honte*», renégate d'une armée pilier de la République laïque «*une et indivisible*» créée par Mustapha Kemal en 1923 sur les décombres de l'Empire ottoman.

La veuve voulait avant tout rester fidèle à la mémoire de l'homme qu'elle épousa voilà vingt-trois ans. Un brillant officier issu de l'école des cadets, républicain de cœur et de raison, qui déjà orait Gorki comme Tolstoï et ne commen-

çait pas une journée sans la lecture matinale de *Cumhuriyet* («*la République*»), le journal de la gauche kémaliste. C'est logiquement qu'elle accorda à ce quotidien la première de ses interviews sacrilèges. Aussitôt après arrivait le coup de téléphone d'un général lui demandant de démentir immédiatement «*ces propos infamants*», tandis que le ministère de la Défense rappelait dans un communiqué que «*les femmes d'officiers ne doivent pas faire de politique*».

L'état-major lui proposa un emploi dans la fonction publique, assorti de confortables avantages financiers. Refus. «*J'ai choisi la voie la plus difficile, mais c'était la seule façon de rester fidèle à lui et à moi-même*». Tomris et Riduan ont toujours été à gauche, vivant «*pour une certaine idée de la République*». «*Il faut regagner à l'Etat les gens du Sud-Est, et ce ne sera pas par la terreur*», affirme Tomris, qui connaît d'autant mieux l'infinie misère et le désespoir du «*pays kurde*» qu'elle y a passé de nombreuses années au hasard des affectations de son père puis de son mari. Elle fut lycéenne à Urfa et employée de banque à Gaziantep, ville tout à la fois turque, kurde et arabe aux portes de la Syrie. Pendant trois ans, el-

le vécut avec ses deux filles et son mari à Katran, un village de première ligne, sur la «*frontière*», avec une seule classe pour tous les enfants, qui en cet été de l'année 1986 mouraient mystérieusement presque à raison de un par jour. «*Il fallut des semaines pour comprendre que c'était la faute de l'insecticide que leurs parents employaient pour les épouiller*».

Toutes les nuits, des tirs éclataient. Quand elle quittait le village, c'était toujours sous escorte. Elevée dans le

culte des «*valeurs républicaines*», elle découvrait, atterrée, les récits des opérations de ratissages ou de déplacements forcés de population. Une autre face de l'armée, sordide. Et dérisoire, comme ce jour où un supérieur du colonel Ozden envoya ses hommes «*planquer*» une semaine dans un valon perdu «*parce que dans un rêve les djinns (génies) lui avaient dit que les rebelles passeraient là*». La vie de femme d'officier dans un monde conformiste et protégé, obsédé par le qu'en dira-t-on, lui pesait déjà, mais ce fut là le début de sa révolte.

«*Depuis des années, je sens monter parmi les militaires des idées racistes et ultranationalistes*», souligne la jeune femme. Elle veut créer un électrochoc dans une opinion publique qui, en majorité, garde confiance dans l'armée, rempart face à l'islamisme ou aux menaces de désagrégation du pays. Ce rappel des valeurs citoyennes plaît aux sociaux-démocrates du Parti républicain du Peuple en pleine rénovation. On lui proposa d'y entrer. Elle fut triomphalement élue au «*parlement du Parti*».

Son succès allait déclencher la tempête. Emin Colasan, le très populaire chroniqueur du quotidien conservateur à grand tirage *Hurriyet*, ouvrit le feu avec un éditorial de première page annonçant que le couple Ozden était en crise, laissant entendre que le brillant colonel, par désespoir, s'était jeté sous les balles. D'autres attaques destinées à la discréditer et nourries de ces mots qui font peur – «*syphilis*», «*sida*» – furent reprises en cœur par les médias. «*C'était ignoble. Nous venions de nous réconcilier*». Inquiets du scandale, les sociaux-démocrates la mirent sur la touche. Ils avaient voulu voir en elle la veuve courageuse d'un officier de gauche; Tomris voulait aller plus loin, les entraîner à poser ouvertement la nécessité d'une solution politique du problème kurde. L'ostracisme était général.

Ce fut avec le mouvement pour la paix qu'elle continua sa bataille, embrassant publiquement, à l'occasion d'un meeting, la sœur d'un militant du PKK tué en opération. Une image symbole. Et un nouveau scandale. Juste avant les élections générales de décembre dernier, Tomris fut contactée par le Hadep, le parti prokurde (1). Elle refusa de joindre leurs rangs. «*Parmi eux, il y a trop de gens qui participent aussi de cette culture de la mort. J'essaie de briser cette machine infernale de la guerre*». Jamais elle ne s'est sentie aussi seule ●

(1) Le Hadep a succédé au DEP, interdit il y a deux ans pour ses liens présumés avec les rebelles du PKK

L'HUMANITE/LUNDI 15 JANVIER 1996

Turquie

«Ecrits de prison», de Leyla Zana

Au moment même où la députée kurde Leyla Zana devrait recevoir à Strasbourg le prix Sakharov des droits de l'homme, qui lui a été attribué en novembre 1995 par le Parlement européen, les Editions des femmes (1) publient un petit livre bouleversant : ses « Ecrits de prison ». Car, au lieu d'être à Strasbourg cette semaine pour recevoir son prix, Leyla Zana est en prison.

Arrêtée en 1994 en plein Parlement avec cinq autres députés kurdes, la jeune femme a été condamnée en décembre dernière à quinze ans d'emprisonnement par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Son seul crime : avoir défendu auprès des instances européennes et internationales les droits du peuple kurde et s'être prononcée en faveur d'une cohabitation pacifique à l'intérieur des frontières de la Turquie des peuples turc et kurde. Elle a d'ailleurs été arrêtée à son retour de France, où elle avait rencontré nombre de journalistes et de personnalités politiques, y

compris le président de la République de l'époque, François Mitterrand, et son épouse, Danielle, qui n'a depuis lors cessé de défendre sa cause. Séjour et rencontres que Leyla Zana raconte avec émotion, sous forme de lettres adressées à ceux et à celles qui continuent à s'intéresser, au-delà d'elle-même, au sort du peuple kurde. Parmi elles, notamment, les Françaises Antoinette Fouque, présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie, et Sylvie Jan, présidente de la Fédération démocratique internationale des femmes, qui avaient pu lui rendre visite en prison.

La mobilisation internationale en sa faveur, les résolutions du Parlement européen et du Conseil de l'Europe n'ont rien changé à l'acharnement des militaires — le véritable pouvoir en Turquie — contre les Kurdes. Leyla Zana dit sa déception de voir les gouvernants des grandes puissances occidentales, celles-là mêmes qui prétendent défendre la démocratie, se montrer aussi

complaisants à l'égard d'un pouvoir qui viole chaque jour les droits de l'homme. Elle « ne comprend pas comment des dirigeants, pourtant cultivés et intelligents, se laissent bernier » par la duplicité du pouvoir turc, « passé maître dans la manipulation de l'opinion ». Ainsi, note-t-elle, après s'être présentée comme l'ultime rempart contre le communisme, la Turquie vient-elle de renouveler son fonds de commerce en remplaçant tout simplement le communisme par l'islamisme. Mais, pour Leyla Zana, le péril islamiste vient précisément de la non-solution du problème kurde, et elle l'explique fort clairement.

Leyla Zana s'adresse aussi à ses proches, à ses enfants surtout, confiés à des amis qui surveillent leurs études en France. Car leur père, son mari Medhi Zana, ancien maire de Diyarbakir, est aussi en prison : elle l'aperçoit, une fois par semaine, au parloir, lors de la visite des avocats.

Celle qui fut, petite paysanne kurde quasi analphabète, mariée

à quatorze ans par sa famille, parle avec beaucoup de passion de son combat de femme dans un pays sous-développé et musulman. « Femme, tais-toi » : ainsi commence son texte. C'est cela qu'une femme entend le plus souvent dans sa vie. Rendant hommage à Taslima Nasreen et aux femmes algériennes qui mènent un semblable combat, elle conclut son exergue par ces lignes : « Je voudrais, par ce recueil, transmettre aux femmes kurdes, comme à toutes les autres, le même message de combat : Parlez ! Prenez la parole ! Exprimez-vous par tous les moyens ! Que nul ne puisse plus jamais nous dire « femme, tais-toi » »

Du fond de sa prison, affaiblie et malade, Leyla Zana montre l'exemple en refusant de se laisser bâillonner.

F.G.-R.

(1) Leyla Zana, « Ecrits de prison », traduit du kurde et du turc par Kendal Nezari. Des femmes (75 francs).

AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -

UE-Turquie-Kurdes

Le mari de Leyla Zana recevra, en son nom, le prix Sakharov

STRASBOURG, 15 jan (AFP) - Le prix Sakharov des droits de l'homme 1995, décerné par le Parlement européen (PE) à l'ex-député kurde Leyla Zana, emprisonnée, sera remis mercredi à Strasbourg à son mari Mehdi Zana qui la représentera, a annoncé lundi un porte-parole du PE.

Mme Zana, 34 ans, a été condamnée à 15 ans de prison en décembre 1994 en raison de liens présumés avec le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste).

Réagissant à la confirmation en appel de cette condamnation le 26 octobre dernier, le Parlement européen lui avait attribué son prix Sakharov de la liberté d'expression.

Le règlement des prisons turques ne permet pas aux détenus de recevoir des prix en prison, a indiqué lundi un porte-parole du gouvernement d'Ankara.

L'époux de la lauréate, Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir (Kurdistan), avait été condamné en mai 1994 par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara à quatre ans de prison pour "propagande séparatiste". A la suite de la modification de cette loi, sous la pression notamment des parlementaires européens, il avait vu sa condamnation réduite à deux ans en novembre dernier par un tribunal d'Ankara qui a ordonné sa remise en liberté.

L'ex-député kurde avait estimé que l'octroi de cette distinction était "un hommage et l'expression d'une profonde sympathie envers le peuple kurde éprouvé et victime de grandes injustices de l'Histoire".

dro/fa

Turkish Daily News

MONDAY, JANUARY 15, 1996

Council of Europe suspends debate of report on Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- The Parliamentarian Assembly of the Council of Europe has suspended its debate on the "Turkey Report" to an unknown date, since the Turkish members of the assembly have yet to be elected.

The report, written by Hungarian MP Alexandras Barzony, was expected to be debated at general assembly meetings between Jan. 22 and 26.

Barzony's report urges the European Parliament to put more pressure on Turkey over human rights violations, sources quoted by the Anatolia news agency said.

"The newly-formed [Turkish] Parliament did not elect MPs to attend the meetings. The suspension decision is quite positive, since the new Turkish delegation will have some time to become experienced in the procedures of the Parliamentarian Assembly," the sources said.

Meanwhile, the Socialist and Green groups of the European Parliament are reportedly working on a series of draft resolutions criticizing human rights violations in Turkey. The draft resolutions are believed to cite the recent prison unrest in Turkish jails and the alleged murder of journalist Metin Göktepe under police custody. The resolutions are expected to be voted on in the European Parliament on Jan. 18.



Leyla Zana

Zana's Sakharov Prize

The European Parliament will present its "Sakharov Human Rights Prize" to former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Deputy Leyla Zana on Jan. 17.

The prize will be given to her husband Mehdi Zana in Strasbourg, since she was sentenced to 15 years' imprisonment under charges of separatism.

The European Parliament awarded Zana the Sakharov Prize and \$20,000 in November last year.

Amnesty calls for halt on helicopter sales to Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- Amnesty International (AI) called for an immediate end to all sales or transfers of military helicopters to Turkey, accusing that such helicopters were used to commit human rights violations, in a press release on Sunday.

AI claimed that Turkish troops and gendarmes were ferried to remote areas in helicopters, where they committed serious violations of human rights. The human rights organization accused the Turkish government of using helicopters in attacks on villages which refused to join the system of village guarding.

"France, Germany, Italy, Russia and the United States have, in the 1990s, sold military transport, surveillance and attack helicopters to Turkey. Helicopters are used in operations against the armed illegal Kurdish Workers' Party (PKK) but also in operations against civilians in which grave human rights violations have been committed," AI said.

Amnesty urged the helicopter suppliers to Turkey to observe the international obligations that "avoid transfers which would be likely to be used for the violation or the suppression of human rights and fundamental freedoms."

Amnesty said the supplier countries must ensure reliable monitoring of the end-use destination of their weapons. Citing the daily Evrensel, AI said that Ali Ihsan Dağlı had disappeared after being taken away for interrogation in a helicopter in the eastern province of Diyarbakır in April 1995. Amnesty recalled that they had received no reply from the Turkish Interior Ministry on Ali Ihsan Dağlı's case until now.

Former Kurdish MP Abdülmelik Fırat detained

Compiled by TDN Staff from Dispatches

ISTANBUL- Abdülmelik Fırat, the Kurdish former True Path Party (DYP) MP, was arrested on charges of aiding separatist Kurdish rebels fighting for self-rule in Southeast Turkey.

Fırat, who was an MP from 1991-1995, was detained by Istanbul police on Saturday, and after being questioned in the state security court was sent to the city's Bayrampasa prison. An arrest warrant had been issued for Fırat on Jan. 11 by the Erzincan State Security Court in eastern Turkey, where he was being investigated for aiding the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Friends dismissed the charges as political, and said Fırat, who is in his 70s and has heart trouble, was being punished

for his outspoken criticisms of Turkish policies towards the country's Kurdish minority.

Fırat had to resign from the DYP about two years ago, when he was criticized for signing a draft resolution calling for the retrial of those convicted for the assassination attempt against Kemal Atatürk in the early 1920s. He retained his position as an independent MP.

He ran in the Dec. 24 election as Erzurum candidate for the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP), but failed to be elected when his party could not get enough votes to pass the 10 percent national threshold.

Fırat is the grandson of Sheik Said, who was hanged after leading Kurds in the first uprising against the newly-founded Turkish state in 1925.

AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -

Turquie-Kurdes

Selon la Turquie, Leyla Zana ne peut recevoir en prison le prix Sakharov

ANKARA, 15 jan (AFP) - Le gouvernement turc a estimé lundi que Leyla Zana, un ancien député kurde condamné pour séparatisme, ne pouvait recevoir personnellement, du fait qu'elle est en prison, le prix Sakharov de liberté d'expression qui lui est décerné.

Le règlement des prisons turques ne permet pas aux détenus de recevoir des prix en prison, a indiqué dans une conférence de presse Nurettin Nurkan, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Le parlement européen avait décerné en décembre dernier le prix Sakharov de liberté d'expression à Zana, 35 ans, qui avait été expulsé du parlement turc en 1994. Elle devait être ensuite condamnée à 15 ans de prison pour ses liens avec un soulèvement séparatiste kurde dans le sud-est de la Turquie.

ue/hc/bmr

AFP /AA1234/151630

JAN 96

Turkish Daily News TUESDAY, JANUARY 16, 1996

Reaction to former Deputy Firat's arrest

Turkish Daily News

ISTANBUL- The arrest of former Erzurum Deputy Abdulmelik Firat's has provoked angry reactions around the country. Firat was arrested last Saturday in his home and put in Istanbul's Bayrampasa prison under the Erzinçan State Security Court (DGM)'s 1993 decision after the confession of a PKK member that he was living in a house belonging to Firat in Erzurum Hinis. Abdulmelik Firat reported to TDN after December 24 elections that he had resigned as a candidate because he didn't want to take part in a parliament where Kurdish problem couldn't be discussed. Firat, pointing out politics can be carried out outside of the parliament, said he would keep on working on this issue.

Firat, grandson of Sheikh Said, leader of the Kurdish rising in 1925 that was suppressed a few months after it started and its leader put to death, started his political life after 1950 in Aydın Menderes' Democrat Party.

His political colleagues and relatives visited him on Sunday in prison. His friends, with whom he started The Restructuralization Movement after resigning from the True Path Party (DYP), former Refah (RP) MP Hasan Mezarcı, former RP southeast coordinator Altan Tan and former MIT (National Information Organization) headquarter chairman Prof. Mahir Kaynak tried to comfort Firat during their visit. Mezarcı, Tan and Kaynak all protested Firat's arrest.

His son Abdulkadir Firat, on the other hand, stated that his father Abdulmelik Firat was innocent and that this action was politically motivated.

The Restructuralization Movement issued a dec-



Abdulmelik Firat

laration protesting the arrest of Firat, saying: "The arrest of Abdulmelik Firat, whose patriotism was witnessed by all of our friends, who sacrificed himself to peace and friendship and whose past and political mission is a chance for Turkey, is not a contribution, but a severe hit to Turkey's peace and we urge the authorities to stop this injustice."

When he was arrested in his house in İstanbul, his son Abdulkadir Firat who was accompanying him said that the arrest took place after a PKK convict's confessions. The younger Firat continued that they were not informed of the arrest until that

moment and that they still do not know whether or not there is a case file about his father at the moment. Visiting his father the Sunday, Firat said later that his father seemed to be doing well and added that he was only sad and disappointed about the way he has been treated. Firat said, "He is in good spirits but feels broken, offended and reproachful for all what has happened. Mahir Kaynak, Hasan Mezarcı and Altan Tan tried hard to make him feel good, emphasizing that Turkey was desperate for him. He answered them: "The first time I was introduced to prisons was when I was two, now I am 63 and I am still in the same place, and with my grandchildren this time. We try to reach our hands out for peace and love but the way we are treated is like this." Abdulkadir Firat indicated that his father did not want a lawyer during the questioning, quoting his father as saying, "I do not need to defend myself".

The foundation for Human Rights and Solidarity for the Oppressed (Mazlumder), also criticized the incident in a written statement. Mazlumder said that arresting Abdulkadir Firat would only raise tensions and nothing else. He emphasized that Turkey has been pushed into a chaos with great speed.

Mazlumder, claiming that Firat's arrest was due to his sensitivity to the Kurdish problem, said: "This incident shows that a new era of authoritarian regime, aiming to isolate the Kurdish Problem, is about to begin. We call all the non-governmental organizations to act against this threat for social peace and we disapprove of those who are responsible for this application which reminds us the time of coup d'etat."

AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -AgenceFrancePresse — A.F.P. -

Turquie-Kurdes-UE prév

Embarras au Parlement Européen pour la remise du Prix Sakharov à Leyla Zana

PHOTO + COULEUR

STRASBOURG, 17 jan (AFP) - La remise d'un prix européen des droits de l'Homme à une militante kurde, Leyla Zana, emprisonnée à Ankara en raison de liens présumés avec les séparatistes kurdes du PKK, a plongé mercredi le Parlement européen dans l'embarras.

La cérémonie --pour laquelle la lauréate 1995 du Prix Sakharov était représentée par son mari Mehdi Zana-- s'est en effet déroulée un mois après que les députés européens eurent donné leur feu vert à l'accord d'Union douanière avec la Turquie dans ce même hémicycle de Strasbourg.

Le conflit kurde a fait en une douzaine d'années plus de 21.000 morts.

Le président du Parlement européen Klaus Haensch a fait état de "révélations ces dernières semaines" sur des "atrocités systématiques" au Kurdistan turc. Estimant que celles-ci ne sont "pas encore complètement claires", il s'est cependant "effrayé de l'abîme d'arrogance et de mépris de l'humanité" qui se présente à ses yeux.

Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président français François Mitterrand, connue pour son engagement en faveur du peuple kurde, assistait à la cérémonie de remise du Prix Sakharov et a été longuement applaudie par les élus européens. Toutefois, selon elle, ce prix n'est qu'une "sucette qui fait passer la pilule" de l'Union douanière avec un pays au "régime militaire". "Nous (les défenseurs de la cause kurde) souhaitons garder l'Union douanière en monnaie d'échange pour la libération des prisonniers politiques et pour des réformes démocratiques en Turquie", a-t-elle expliqué à la presse.

Le président du Parlement s'est justifié en affirmant que les euro-députés ont "voulu tendre la main aux forces qui, en Turquie, apportent leur soutien aux réformes démocratiques".

"Nous savions tous que la situation est loin d'être bonne en ce qui concerne la protection des droits des citoyens en Turquie", a-t-il convenu en avertissant Ankara que la ratification de l'Union douanière "constitue une offre, pas un chèque en blanc".

Un message de Leyla Zana

Dans un message transmis à l'occasion de la cérémonie, Leyla Zana critique sévèrement le feu vert donné à l'union douanière "sans que le gouvernement turc ait satisfait aux exigences de réformes démocratiques fondamentales".

Mme Zana, 34 ans, a été condamnée à 15 ans de prison en décembre 1994. Réagissant à la confirmation en appel de cette condamnation le 26 octobre dernier, le Parlement européen lui avait attribué son prix Sakharov de la liberté de pensée. Mme Zana, élue du parti pro-kurde DEP, a été privée de son mandat par la dissolution de sa formation.

Son mari Mehdi Zana, 55 ans, a passé près de 15 années de sa vie en prison en raison de son engagement politique en faveur du peuple kurde. Condamné en 1994 à quatre ans de prison, il a été récemment élargi grâce à la modification de la législation terroriste, obtenue notamment sous la pression des parlementaires européens.

dro/gg/fv

AFP /AA1234/171554

JAN 96

LE FIGARO - 17 janvier 1996

TURQUIE

Le PKK rompt la trêve

Des militants armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont mis fin, lundi, à un cessez-le-feu unilatéral d'un mois, non reconnu par Ankara, en massacrant onze civils qui voyageaient à bord d'un mini-bus dans le sud-est du pays, a annoncé hier le ministère turc des Affaires étrangères. Une opération d'envergure a été déclenchée pour retrouver les rebelles qui ont pris la fuite.

L'ALSACE - 17 janvier 1996

TURQUIE - Onze civils ont été tués par des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), lundi soir, dans le sud-est de la Turquie, a annoncé hier un porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères. C'est la première attaque du PKK depuis le cessez-le-feu déclaré unilatéralement le 15 décembre par son chef Abdullah Ocalan. Cette trêve n'avait pas été prise en considération par l'armée turque.

rie de discussions jusqu'ici infructueuses avec les chefs de quatre autres formations.

D'autre part, le chef du Refah (Parti de la Prospérité, islamiste), Necmettin Erbakan, Premier ministre désigné, a réaffirmé, hier, sa conviction de pouvoir former un nouveau gouvernement malgré une sé-

LE QUOTIDIEN DE PARIS

17 janvier 1996

Turquie: le PKK rompt la trêve

Onze civils ont été tués par des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK, séparatiste, dans le sud-est de la Turquie, a annoncé mardi un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. C'est la première attaque du PKK depuis le cessez-le-feu déclaré unilatéralement le 15 décembre par son chef Abdullah Ocalan. Cette trêve n'avait pas été prise en considération par l'armée turque.

AgenceFrancePresse — A.F.P. - AgenceFrancePresse — A.F.P. - AgenceFrancePresse — A.F.P. - AgenceFrancePresse — A.F.P. - AgenceFrancePresse — A.F.P. - AgenceFrancePresse — A.F.P. -

UE-Turquie-Kurdes

Le prix Sakharov du PE remis au mari de Leyla Zana, empêchée de venir à Strasbourg

STRASBOURG, 15 jan (AFP) - Le prix Sakharov des droits de l'Homme 1995 a été remis mercredi en présence de Danielle Mitterrand au mari de Leyla Zana, la lauréate de cette distinction du Parlement européen (PE) étant emprisonnée à Ankara en raison de liens présumés avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste).

La veuve de l'ancien chef de l'Etat a assisté à la cérémonie dans la tribune d'honneur et a été chaleureusement et longuement applaudie par les euro-députés, réunis en séance plénière.

Mme Zana, 34 ans, a été condamnée à 15 ans de prison en décembre 1994. Réagissant à la confirmation en appel de cette condamnation le 26 octobre dernier, le Parlement européen lui avait attribué son prix Sakharov de la liberté de pensée. Mme Zana, élue députée du parti pro-kurde DEP, a été privée de son mandat par la dissolution de sa formation.

dro/ms

AFP /AA1234/171257

JAN 96

Woensdag 17 januari 1996

DeMorgen

Buitenland

Lijdensweg Leyla Zana blijft voortduren

Sacharov-prijs van Europees Parlement voor eerste Koerdisch vrouwelijk parlements lid dat al twee jaar in gevangenis verblijft

Het Europees Parlement reikt vandaag in Straatsburg de Sacharov-prijs uit aan Leyla Zana, een 35-jarige Koerdische volksvertegenwoordigster die verkozen is voor het Turks parlement en die sinds maart 1994 gevangen zit wegens vreedzaam propageren van de Koerdische zaak.

BRUSSEL
EIGEN BERICHTGEVING

Zana is veroordeeld tot 15 jaar cel. De Sacharov-prijs werd haar op 9 november 1995 toegekend en haar echtgenoot Mehdi Zana komt hem vandaag in ontvangst nemen. Hijzelf zat, eveneens wegens vreedzaam pro-Koerdische initiatieven, eerder ook al 15 jaar vast. Mehdi hangt overigens een nieuw proces boven het hoofd, dit keer voor het schrijven van het boek *Aan mijn liefste Zana*, over zijn vrouw en het leven in de gevangenis.

Leyla Zana, afkomstig uit een klein Koerdisch dorp, trouwt op haar veertiende met haar neef Mehdi. Die wordt in 1977 als onafhankelijk kandidaat verkozen tot burgemeester van de grootste Koerdische stad van Turkije, Diyarbakir. De militaire staatsgreep van september 1980 en de golf van arrestaties die daar op volgde, gaan ook aan hem niet voorbij. De burgemeester wordt tot 36 jaar cel veroordeeld omdat hij op zijn stadhuis en tijdens de verkiezingsmeetings herhaaldelijk Koerdisch sprak, een taal die in Turkije toen nog niet officieel was toegelaten.

Mehdi Zana's zoon Runay (20) herinnert zich nog levendig die eerste jaren van de gevangenschap van zijn vader. Als vijfjarige mocht hij toen met zijn moeder en zijn pasgeboren zusje op bezoek. "Twee tot drie minuten mochten we blijven, langer niet. En we moesten Turks spreken." In die eerste jaren wordt Mehdi Zana zwaar gemarteld: 65 van zijn medegevangenen zouden de foltering niet overleven.

In 1982 besluit zijn dan 21-jarige vrouw Leyla om solidariteitsacties te organiseren voor gedetineerden en hun families. Gaandeweg monden deze uit in de stichting van een beweging die zich inzet tegen het martelen in gevangnissen en tegen de verdwijningen van politieke opposanten. In juli 1988 wordt Leyla Zana wegens haar activiteiten in die beweging zelf opgepakt. Negenenvijftig dagen lang wordt ze zwaar gefolterd, de

sporen daarvan zijn nog steeds te zien.

Terrorist

In 1991 wordt Mehdi Zana uiteindelijk vrijgelaten, zijn vrouw stelt zich bij de parlementsverkiezingen kandidaat voor de Turkse sociaal-demokratische partij en wordt verkozen. Ze wordt de eerste Koerdische vrouw in het Turkse parlement. Het feit dat ze in het Koerdisch een oproep doet voor vreedzaam samenleven van Koerden en Turken in Turkije en dat ze later ook haar afkeuring uitspreekt over de dorpsverbrandingen in het zuid-oosten van het land, zorgen voor een ware vitrioolcampagne in de Turkse media. Leyla Zana wordt een 'bondgenoot van de terroristen genoemd', later zelfs een 'terrorist'. In 1993 ontkomt ze ternauwernood aan twee aanslagen.

In de eerste maanden van 1994 slaagt Leyla Zana erin haar vreedzame Koerdische strijd internationaal onder de aandacht te brengen en bezoekt ze ondermeer de Franse president Mitterrand, EU-Kommissievoorzitter Delors en de algemeen sekretaris van de Raad van Europa, Lalumière.

Die contacten worden haar in Ankara niet in dank afgenomen. Bij haar terugkeer wordt haar en 13 andere gedeputeerden van haar partij de parlementaire onschendbaarheid ontnomen en nog in diezelfde maand maart verdwijnt Leyla Zana in de gevangenis. Haar partij, de uit de Turkse sociaal-demokratische partij voortgekomen Koerdische DEP, wordt in juli 1994 ontbonden.

Mehdi Zana is in mei van dat jaar alweer achter de tralies verdwenen. Dit keer omdat hij in 1992 voor het Europees Parlement in Straatsburg een getuigenis aflegde over de mensenrechten. Wegens separatisme wordt hij tot vier jaar veroordeeld. Het charme-offensief waarmee Ankara zich van toetreding tot de EU-douancunie wil verzekeren resulteert echter in halvering van Mehdi Zana's straf en eind 1995 komt hij vrij.

Leyla Zana's strafmaat wordt op 26 oktober 1995 door het Turkse hof van cassatie bekrachtigd. Twee weken later wordt haar de Sacharov-prijs toegekend. Ondertussen wordt het verdict aangevochten bij het Internationale Hof van de Mensenrechten in Straatsburg. Dat heeft de zaak jaar al ontvankelijk verklaard, een uitspraak ten gronde wordt eind dit jaar verwacht. Ankara heeft in de herfst van vorig jaar, in het kader van het charme-offensief, al beloofd dat het die uitspraak zal respekteren.

Ondertussen blijft Leyla Zana echter achter de tralies. Ze mag twee uur per week worden bezocht door haar familie. Volgens haar zoon heeft ze een goed moreel maar lijdt ze aan een kronische aandoening die in de

gevangenis bij gebrek aan adequate zorg alleen maar erger wordt.

"Die prijzen - mijn moeder kreeg eerder al de Noorse Rattos-prijs, de Deense Rozeprins, de Oostenrijkse Kreisky-prijs - zijn niet voldoende om haar vrij te krijgen," zegt zoon Run. "Maar die internationale aandacht heeft wel invloed op haar behandeling in de gevangenis. Dit is duidelijk geworden dat het Europees Parlement achter haar staat, is zelfs van de gevangenisdirectie veranderd. Bezoeken van parlementariërs lijken hem duidelijk te hebben gemaakt dat ze geen terroriste is, maar strijdt voor een rechtvaardige zaak."

Catherine Vuylsteke



Leyla Zana in de rechtszaal. Sinds maart 1994 zit ze gevangen.

(Foto EPA)

Turkish Daily News

WEDNESDAY, JANUARY 17, 1996

Leyla Zana's Sakharov Prize to be handed to her husband

Turkish Daily News

ANKARA-The Sakharov Prize awarded to imprisoned former Democracy Party (DEP) deputy Leyla Zana will be accepted by her husband Mehdi today at the European Parliament (EP), the Anatolia news agency reported on Tuesday.

Officials from the EP said that Mehdi Zana would hold a joint press conference with Klaus Hench, chairman of the Parliament, regarding the award.

Leyla Zana will get 15,000 ECU (about \$19,000) money prize as part of the Sakharov Human Rights Prize.

The EP's presidential board decided to award the prize to Leyla Zana at its meeting in November.

Teslime Nesrin, the controversial Bangladeshi writer, received the prize, first awarded in 1985, last year.

Turkish Daily News

WEDNESDAY, JANUARY 17, 1996

Swedish PM admits blunder over Kurdish expulsions

TDN with wire dispatches

ANKARA- The expulsion of a Kurdish family from Turkey by Sweden has embarrassed Swedish Prime Minister Ingvar Carlsson, who faces a wave of criticism over this decision, Reuters reported from Stockholm on Tuesday.

Carlsson admitted he had blundered in sending back to Turkey nine children and their two mothers, all of whom he referred to as belonging to the "Sincari families."

Reporting from Diyarbakır, where the refugees were sent, the Anatolia news agency gave their names as "Gümüscü." Anatolia quoted family members as saying that they did not know why Sweden had deported them, and accusing Stockholm of "splitting up their families."

The discrepancy in names used by Carlsson and by Anatolia is thought to stem from the fact that "Sincari" was the false name the family gave in Sweden when seeking refugee status "It was a bad decision to expel the Sincari families to Turkey," a beleaguered Carlsson told reporters on Monday evening three days after the two Kurdish families were deported. The families had acknowledged lying about their homeland when they came to Sweden five years ago, saying they had come from Iraq — where Kurds were suffering at the hands of President Saddam Hussein.

Carlsson said the decision to expel the families would not be reversed, and had been taken to stop

others lying about their origins to obtain asylum.

Swedish residents of the town of Asele in southern Lapland had adopted the "Sincaris," who took refuge in the church for 15 months when an original decision to expel them was handed down three years ago, and fought to keep the families in Sweden. Criticism has been heaped on Carlsson from inside his own Social Democratic Party, whose women's group head, Inger Segelstrom, accused the government of inhumane treatment of children.

Doctors have said the young children suffered severe stress. "It was a question of choosing between two bad decisions and in my view we chose the least bad decision," said Carlsson, who is due to retire from politics in March.

Pressure on Carlsson increased on Monday when Swedish newspapers published photographs of the 11 Kurds packed into a tiny room in a stark apartment in Diyarbakır, the biggest city in the mainly Kurdish Southeast of Turkey.

Their final expulsion was marked by scuffles between police and villagers, and their plane was delayed in Budapest because it did not have permission to land at Ankara, and was then forced to land at Bucharest when a door developed a fault. Swedish police abandoned their search for three other members of the two families — the two fathers and an 18-year-old son — after the media reported the men had been hidden by villagers in Asele.

Anatolia quoted Feyman and Fevzinur Gümüscü as saying that while they had been deported by Sweden their husbands had remained back in that country.

They said they were deported unexpectedly after police came and took them without any explanation from the house where they had lived for five years.

Anatolia quoted the women as saying that when the police arrived at their house, their husbands were not there. "We could not understand what was going on. They took us just like that and threw us out of the country and handed us over to the Turkish authorities," one of the women was quoted as saying. She was also quoted as saying they were not political asylum seekers.

They added their desire to either have their husbands deported also or to be allowed themselves to return to Sweden so that their families can be united again.

Meanwhile Anatolia also quoted the Swedish ambassador to Ankara, Dr. Michael Sahlin, on Tuesday as saying his country was taking a "special interest" in the Gümüscü family.

Referring to reported remarks by members of the Gümüscü family that they had been pressured by the Swedish police, Sahlin said the deportation of the family had been witnessed by Swedish journalists.

He also said that the Gümüscü family had not made any statement before leaving Sweden to the effect that they had been pressurized by Swedish police.

Turkish Daily News

WEDNESDAY, JANUARY 17, 1996

Ankara asks US to 'clarify' position on Kurdish issue

In the aftermath of two senior US officials' remarks in a news program, Ankara asked whether there was a drift from the official US policy on terrorism

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara, angered by the criticism of two senior American diplomats which appeared on a U.S. television program, urged Washington on Tuesday to clarify its position regarding terrorism and the Kurdish question.

The Turkish Foreign Ministry summoned the US Embassy's deputy chief of mission, Frank Riccardone, on Tuesday morning, in order to ask for information on the remarks by the assistant secretary of state for human rights, John Shattuck, and the deputy assistant secretary of state, John Kornblum, during the prime-time news-magazine program "60 Minutes," on the CBS television network.

Shattuck, who visited Turkey last year, said that the people in southeast Anatolia were caught in the middle of fighting between the Turkish army and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Asked separately if the PKK and the Turkish government killed civilians, Shattuck twice replied affirmatively.

Kornblum, who may replace Richard Holbrooke as the assistant secretary of state for European and Canadian affairs, said that Turkey was taking measures against terrorism which the United States did not support.

Asked by "60 Minutes" anchor Ed Bradley if there was a difference between the destruction of Kurdish villages by Turkey and the destruction of Kurdish villages across the Iraqi border by Saddam Hussein, Kornblum replied, "If you are in the village, there is no difference whatsoever."

ever."

Ankara's desire for "more information" on the statements made by Shattuck and Kornblum reflects the possibility that their remarks could have been edited in a way that misrepresented their positions. In a press conference Tuesday morning, Onur Oymen, the Foreign Ministry undersecretary, said that his own remarks in the same program had been harshly edited and therefore, used out of context.

Oymen accused CBS of "acting contrary to journalistic ethics ... I was told that the program was solely to be an interview with me," he said,



Foreign Ministry Undersecretary Onur Oymen.

noting that the interview took place in September. "From this interview, 15 pages long, three sentences were used" in a program that included an interview with PKK leader Abdullah Öcalan. This use of the interview in this context was done "without my permission and knowledge," he added.

Turkey was determined to take action against any attempt to defame the country, Öymen pledged, and the government was considering taking legal action or bringing the issue to the attention of international press organizations.

Ankara had the same reaction to recent negative reports in two newspapers, the London-based *The European* and the *Scottish Daily Record*, on the Turkish fight against terrorism and about Turkish diplomats, respectively.

"This campaign in some of the media — which repeat unproven or previously denied claims, ignore the Turkish side and make use of the information given by circles which aim to alienate Turkey from Western Europe — goes parallel with attacks against Turkish premises

abroad," Öymen said. "There is no way that we can regard these as pure coincidence."

Öymen, speaking at a hurriedly called press conference right after his assistant's meeting with the U.S. Embassy's Riccardone, said the remarks of the two U.S. officials "as they appeared" on television; would — if accurate — represent a change from the previous U.S. position that strongly condemned PKK terrorism.

"This (the position of Washington) needs to be explained, and the explanation has to come from them," Öymen said. He noted that the remarks of Shattuck had been "worrisome" and that he told Shattuck in Washington in October that "repeating accusations without proof is not an attitude we expect from a friendly country."

"I have also said that state officials should be careful in repeating claims, which are not proven, before the public opinion," Öymen said.

Diplomatic observers fear that Shattuck's remarks, being made at a time when the State Department's Annual Report on Human Rights is being awaited, may be a "foreshadowing" of a

tougher stance by Washington. Shattuck, who came to Turkey a year ago, had been promised "extensive democratization" by high Turkish officials, including the ministers of foreign affairs and human rights. The State Department report, which usually comes out in January, may reflect just how much these promises have been fulfilled.

On the other hand, Ankara has generally been happy with U.S. support on Turkey's fight against terrorism. "I think the United States has been extremely supportive of three issues in 1995. One is the customs union, another is the pipeline for Caucasian oil, and the third is the fight against terrorism," another Turkish diplomat familiar with the issue said.

Öymen appeared to be more forceful regarding CBS than on the remarks of the officials. Noting that CBS did not disclose the venue of the interview with Öcalan, he accused the television network of "protecting the country which gave shelter to a terrorist."

Turkish Daily News

WEDNESDAY, JANUARY 17, 1996

Dr. Kolars on water: 'Syria plays a game of poker, Turkey prefers chess'

'Syria has legitimate concerns'

'You can negotiate with the Syrians. But Iraq is the wild card'

'Arabs still remember the Ottomans'

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Dr. John Kolars, one of the leading U.S. experts on Middle East water, who has worked in Turkey for many years, has evaluated the latest row between Syria and Turkey over the waters of the Euphrates. Giving more credence to Syrian concerns than the Turkish establishment, Kolars emphasized that there can be no lasting settlement unless Turkey, Syria and Iraq are all involved in the resolution of the issue. Describing the Syrians as people who can be negotiated with, Kolars pointed out that Iraq, "the wild card," could be harder to handle. Here are excerpts from our interview with Kolars:

TDN- Can you tell us a bit about yourself?

KOLARS- I'm a geographer and hydrologist. Worked in Turkey most of my life. First went there 35 years ago and kept going back since. I first worked on villages and studied the GAP project. Co-wrote a book on the significance of GAP. I have retired from University of Michigan. Currently I'm a member of the Middle East Water Commission of the International Water Resources Association, and a member of Associates for Middle Eastern Research.

TDN- Is Syria right in accusing Turkey of not letting enough Euphrates water downstream?

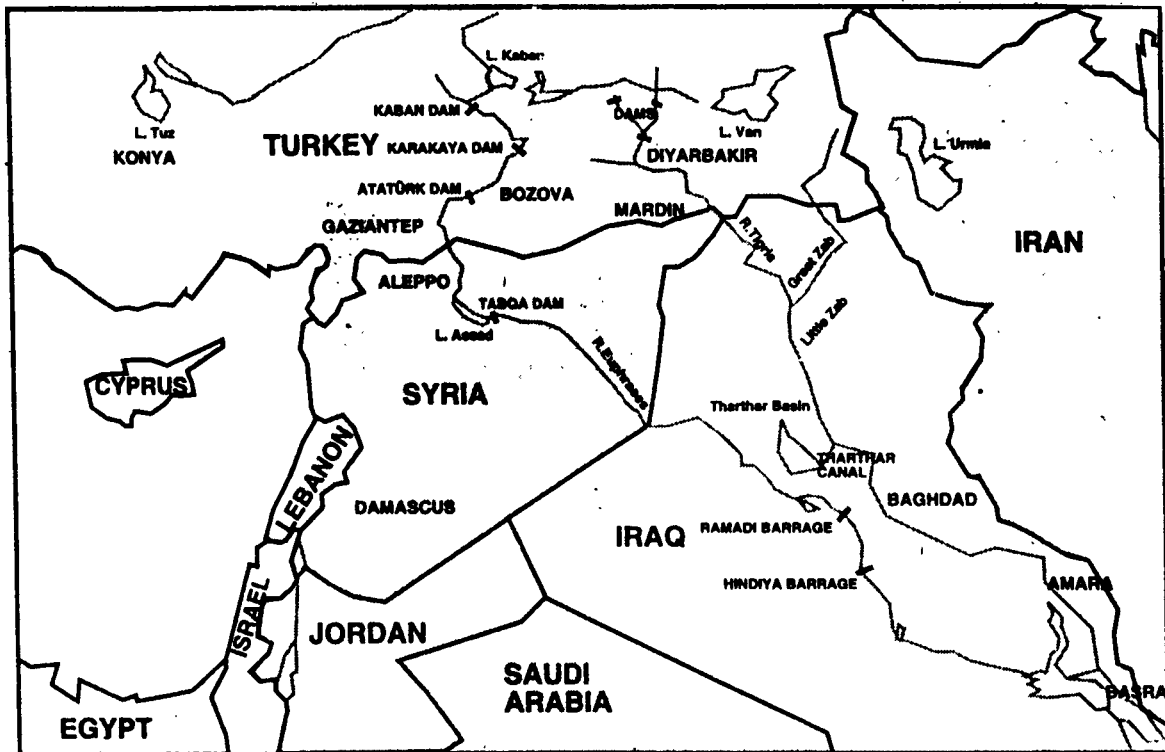
KOLARS- This issue is not new, it's warmed over. Syria's accusation of "polluted water," I don't believe it. In the future maybe. But now, very little development has taken place on the Euphrates. Pollution from fertilizers, herbicides — not possible now on the Tigris or Euphrates. Turkey promised 500 cubic meters per second to Syria in 1987. Iraq and Syria want 700 cubic meters. That's the difference between half and three-quarters of the annual flow.

There are several theories. One is the thesis of the "right of prior usage." That's Iraq, which has a historical claim. It has been using water for a long time. Syria has been using water out of the Euphrates only since 1955. Turkey is of course a newcomer.

The only shortage of water Turkey caused was in three incidents:

1) In 1974, Turkey was filling the Keban dam when Syria was also filling the Tabqa dam. That was an extremely dry year. So very little water went to Iraq. Iraq was accusing Syria of stealing water. The Saudis intervened and I don't know how it was solved. The hearsay is somebody was paid. And crisis was averted.

2) In 1991, Turkey guaranteed 500 cubic meters to Syria. But it needed to prepare the surface of the river and the spillways downstream of the Atatürk Dam. So they warned the Syrians and Iraqis that they would shut off the water. They increased the flow of water downstream before doing it. And they shut it off for 27 days. The Arabs claim it was 2 months. But I think it was closer to one month. There were strong protests from Syria and Iraq but no suggestion of warfare.



3) Then in 1993, there was a very interesting incident. It was Kurban Bayramı. I was told that local managers of GAP decided that since it was a long holiday weekend not much hydroelectric power would be needed. So they stopped the turn of the turbines downstream which was instantly noticed by the Syrians. They immediately got on the phone to Ankara. Ankara immediately told the local managers to let the water out. It was a technical mistake that was quickly rectified. The technicians met and worked out a lot of ways to cooperate between Turkey and Syria. So you went from near-war in 1974, to strong protest in 1991, to a quick technical resolution in 1993.

I think you have two groups of people working here. The first group consists of technicians, hydrologists, and geographers trying to solve the problem. And then you have the politicians playing chess (over the water issue). This move by Syria is more of a political move. They are still arguing what they have been arguing for the last ten years, which is, how much water Turkey should allow downstream. There are various ways to look at it. You can mention the "right of prior usage" that Syria and Iraq are talking about. Then, there is the "right of sovereignty" as Turkey can argue. It is our resource, we control it, Turkey can say. Then there is the view of "proportionate need." I think this is the plan Turkey forwarded. "Let's find out exactly where the best crops can be grown. Let's divide up the water along some rational ground."

Then there is the suggestion to divide up the water into three-thirds, as Syria and Iraq want. They say we want at least two-thirds of the water because we are two-thirds of the countries downstream.

TDN- How about the Orontes, or Asi river? Doesn't Syria block that river's flow?

KOLARS- I do know that Antakya has severe water shortages because of the reduced flow of the Asi River, as it is called in Turkish. This, on a small scale, is what might happen on the Euphrates. This has to be solved along with the Euphrates issue. Turks see this as a part of the problem.

TDN- Where do you think the Syrians are coming from?

KOLARS- I think the Syrians are very serious about finding a solution. I don't think there are good guys and bad guys in this. Maybe Saddam Hussein is a bad guy.

But the Syrians I know are very serious about trying to find an equitable solution.

TDN- So they don't have any animosity towards Turkey?

KOLARS- Well, they remember Hatay. They claim Hatay belongs to Syria.

TDN- Which has nothing to do with the water issue of course?

KOLARS- No, unless you remember that the Asi River belongs to Hatay. It is very complicated.

TDN- True, but Syria is bringing more Arab countries into the picture now, as evidenced by the recent "Damascus Declaration," signed by countries like Qatar and the United Arab Emirates which have nothing to do with the waters of the Euphrates.

KOLARS- I think they see peace coming with Israel. I think they see the Golan Heights being returned. Then they can turn their attention to getting as much water out of the Euphrates as possible. It is a bargaining process.

TDN- Is Israel a part of the difficulty? Some claim Israel is getting one-third of its waters from the Golan Heights.

KOLARS- Absolutely not.

TDN- They claim Israel has no intention of letting go of its water resources on the Golan Heights. So even after returning the Golan Heights to Syria, Israel could tell Syria to go and get its water from Turkey.

KOLARS- Israel does not get any water from the Golan Heights. It actually pumps water to the cotton farms and settlers on the Golan Heights at great expense. There is only one stream at the bottom, Banyas, which yields 200 million cubic meters a year — a very insignificant amount. Whoever says that doesn't know anything about the region.

TDN- Can this lead to military confrontation?

KOLARS- It would be extremely foolish to have military confrontation over water. One day's warfare would cost more than any kind of technical solution. One day's warfare would destroy a lot of things. I think war is not likely.

TDN- What do you remember of late President Özal's approach to the water issue? As you know he wanted to hold an International Water Summit in 1991 in Istanbul that was not realized. Was he a little

The wise man and seventeen pomegranates

A TDN source shared the following story to describe the frustratingly inequitable way natural resources like water and oil are distributed among the Middle Eastern nations:

Three men went to a Wise Man with 17 pomegranates. "We can't split these fruits equitably among us. Can you help us?" they asked. "Sure," the Wise Man said. "Which way would you like me to do it? The way I would do it, or God would do it?"

The first man thought, "Since this guy looks senile I think I'd better have it done God's way." So he said: "God's way." The second man also said to himself "Since he is asking, he must be a relative of one of the other two, trying to cheat me." So "I want you to do it the way God would do it," he told the Wise Man. The third thought "This old man must be asking for a bribe from me. I don't want to give him a bribe." And he said: "The way God would do it."

So the old man took 13 pomegranates and gave them to the first man. Then he took 3 pomegranates and gave them to the next man. And he put the remaining pomegranate in front of the third man. "What are you doing?!" the last two screamed. The Wise Man said: "Just look around you. That's the way God does it."

aggressive on water?

KOLARS- I don't think so. He was maybe a little unrealistic but he never impressed me as aggressive. He suggested the "peace [water] pipeline" to Saudi Arabs. But the only problem was that, to reach Saudi Arabia, it also had to pass across Syria, Jordan, and get near Iraq. I think the Arabs were shy of accepting the peace pipeline for three reasons:

1) They remembered the Ottomans. There is a lot of bad spirit towards the Ottomans (TDN — who are not the Turks).

2) Secondly, it was a matter of pride to accept something from the Turks.

3) It was very chancy. Even if the Turks guaranteed something who could say the pipeline could not be cut somewhere down the line?

So Ozal's offer was never officially recognized, not because Ozal was aggressive but because of pride, fear, memories, etc.

TDN- What are the relative roles played by Syria and Iraq in this problem?

KOLARS- The Syrians can be negotiated with. The "joker," the wild card in this game is Iraq. Because no one can deal with Iraq right now. There can be no lasting settlement unless all three countries are involved, unfortunately. But that's true.

TDN- Your assessment is obviously different than the Turkish assessment which does not believe in Syrian goodwill.

KOLARS- I don't believe in Syrian goodwill. I don't think it is a matter of "good will." The Syrians are pretty realistic. They are caught between Turkey and Iraq.

TABLE: Estimated land irrigated from the Euphrates-Tigris Rivers and the percent of shared impact by Iraq, Syria, and Turkey [1,000,000 hectares — % impact shown in ()]

Time Period	IRAQ	SYRIA	TURKEY	TOTAL
Pre-1917	58 (100)	—	—	.58 (100)
Pre-1950	1.44 (100)	—	—	1.44 (100)
1950-1968	1.15 (86)	.1865 (14)	—	1.3365 (100)
1969-1985	2.875 (92.3)	.24 (7.7)	?	3.115 (100)
1985-1992	2.6 (88.3)	2793 (9.5)	.06486 (2.2)	2.9941 (100)
2010	4.0 (86.8)	3186 (6.9)	29016 (6.3)	4.6088 (100)
2020	4.0 (76.9)	3579 (6.9)	84598 (16.2)	5.20389 (100)
2040	4.0 (66)	3972 (6.6)	1.66218 (27.4)	6.05939 (100)

SOURCE: Dr. John Kolars

TDN- So who is "unrealistic" here? Turkey and Iraq?

KOLARS- No, I don't think anybody is unrealistic. I think these are the opening moves in a bargaining game. I don't think there are "realistic" or "unrealistic" figures in here.

TDN- Some Turks say if they have to share their water for free, why don't the Arabs share their oil in return? Do you think that argument makes sense?

KOLARS- It is a highly technical issue. They can argue in a court of law for years. I don't think it is a good argument for anybody.

TDN- Given Syria's support for the PKK and Syria's designs over Hatay, Turkey thinks the water issue is just one more drop in the bucket, one more turn of the screw. That's how Turkey perceives the matter.

KOLARS- Yes, I understand it. And I think, in that respect, you are absolutely right. In other words, there is a problem with the Asi River. There is a problem with the PKK. But Syria is also concerned that it may dry up in the north. For instance, Aleppo now gets most of its water from Lake Asad, behind the Tabqa Dam on the Euphrates. I think they have a legitimate concern. So they play whatever cards they have.

TDN- So, a lot of posturing is going on?

KOLARS- Yes, a lot of posturing.

TDN- Opening of a poker game, more or less?

KOLARS- They are playing poker (over water). I don't know if Turks understand poker. But it is a poker game.

TDN- Turks insist on playing a game of chess with more rational rules?

KOLARS- Yes, I think so. That's how I would put it. Syrians are playing poker and Turks are playing chess.

Turkish military puts bus attack on media display but PKK denies role

Turkish Daily News

ANKARA- As the Turkish military combating separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) in southeastern Turkey strove to highlight rebels brutality by the murder of 11 civilians in an ambush, the separatist group disclaimed responsibility and said they would keep to the cease-fire they unilaterally declared last month. The 11 civilians were killed at a rebel roadblock Monday night near the town of Güçlükonak in the southeastern province of Şırnak, the officials said Tuesday, adding that the separatists later torched the minibus and the slain occupants.

The Turkish Chief of General Staff flew journalists to the scene of the ambush where the charred bodies of the 11 killed in the attack were still lying next to the mini-bus, in an apparent official bid to counter the PKK's diplomatic offensive in the West and the dividends they sought with their cease-fire which Ankara did not recognize.

In 1993, the PKK broke a two-month unilateral cease-fire when militants killed 33 unarmed soldiers at a roadblock. The PKK has been fighting a separatist war in southeastern Turkey since 1984, which has so far claimed approximately 18,000 lives.

Turkish troops have also engaged in major cross-border operations against PKK militants entrenched in Kurdish-held northern Iraq.

But the PKK denied responsibility for the killing of 11 people, including four village guards, in the ambush, saying it was staged by the Turkish military.

In a faxed statement, the National Front for the Liberation of Kurdistan (ERNK), the military arm of the PKK, claimed that the incident was a Turkish provocation to counter the recent favorable coverage the PKK has been receiving.

In a statement shown as part of a broadcast by the London-based, pro-PKK MED-TV, the ERNK said the Turkish

government was trying to create the image that the PKK had broken the unilateral cease-fire, and that this was intended as a provocation to the PKK.

The PKK leader, Abdullah Öcalan, announced a unilateral cease-fire last month in the hope of drawing Turkey into a political dialogue. Turkish officials rejected the cease-fire offer, saying they would never negotiate with a "terrorist organization."

The ERNK claimed in its statement that six of the 11 villagers who died in the ambush had been taken into police custody before the incident, and that some of those killed were actually PKK supporters. The channel also broadcast a statement by Abdullah Öcalan saying the PKK would soften its activities against village guards.

The ERNK also said that the PKK would continue to observe the cease-fire.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JANUARY 18, 1996

Iraqis Will Discuss Oil Sale but Not on UN's Terms

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraq is ready to begin talks with the United Nations on sales of oil but will not accept the conditions the UN has set, the Iraqi News Agency said Wednesday.

"Iraq will respond to a call to conduct a dialogue on the subject of oil in return for food and medicine on the basis that there should be no preconditions imposed on us," the official agency quoted Deputy Prime Minister Tareq Aziz as saying.

Mr. Aziz said he conveyed Iraq's position to Secretary General Boutros Boutros Ghali of the United Nations on Tuesday through Iraq's chief delegate to the UN, Nizar Hamdoon. Mr. Boutros Ghali's office in New York confirmed that a letter from Iraq had been received but did not disclose its contents.

Mr. Aziz said his government objected to the terms of a UN Security Council resolution on oil sales that he

said "threaten Iraq's sovereignty, national unity or interfere in its internal affairs."

The resolution would allow Baghdad to sell up to \$2 billion of oil for urgent humanitarian needs under strict UN supervision over the use of the proceeds.

In the past, efforts to talk with Iraq about plans for limited oil sales have failed. The Security Council is not willing to modify its most recent proposal and, U.S. officials say negotiations are out of the question: Iraq can take it or leave it.

Surveys of Iraq made for UN agencies have reported for more than a year that Iraq's civilian population, especially its children, are suffering from malnutrition and the effects of a lack of medicine because of the embargo on oil sales imposed in August 1990 after the Iraqis invaded Kuwait to start the Gulf War.

The Security Council is beginning discussions this week on the possibility of asking for a new study of conditions in Iraq. Some Council members would like

the study to assess the government's role in the hardships by its refusal to accept the limited oil-sales plan now on offer.

Diplomats suggest that the possibility of a broad and intrusive UN survey may be a factor in Iraq's decision to appear cooperative.

Last April, the Security Council, in light of Iraqi hardships, authorized \$2 billion in sales of Iraqi oil over a six-month period. The plan stipulated that a significant percentage of the revenues would go to an escrow fund to pay victims of the Iraqi invasion and to the needs of Iraqi Kurds.

Iraq has always taken the position that these stipulations amounted to the infringement of Iraqi sovereignty and made the plan unacceptable. Baghdad has held out for an unconditional lifting of sanctions under a 1991 cease-fire resolution passed after the Gulf War, which said that when Iraqi weapons of mass destruction had been eliminated, oil sales could resume. (Reuters, NYT)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JANUARY 18, 1996

Turkish Welfare Party Lives Up to Its Name

By Celestine Bohlen
New York Times Service

KONYA, Turkey — In its campaign to win votes on the back streets of this provincial Anatolian city, Turkey's pro-Islamic Welfare Party left little to Allah and nothing to chance.

Long before last month's elections, in which this onetime fringe party made the leap to the country's principal vote-getter and earned the chance to try, as yet unsuccessfully, to form a governing coalition, its workers fanned out across Konya's neighborhoods, deployed like soldiers in an old-fashioned, big-city party machine.

In the Meram area, home to new arrivals from Turkey's fast-emptying countryside, each street has its own six-man Welfare Party team to keep a close watch on the lives of its inhabitants. The sick, the poor, births, weddings, funerals — all are grist for the regular reports sent into the party district office and on to city hall, which for the last five years has been occupied by a mayor from the Welfare Party.

Mayor Halil Urun, a civil engineer with a political manner closer to that of a ward healer's than an Islamic fundamentalist's, takes it from there. On any given Sunday, he attends 10 to 15 weddings, greeting as many as 2,000 voters in a single day.

"If you don't say hello to people," he said, in the English he learned in the United States, "they won't vote for you."

The Welfare Party's approach is not just sound politics; it is practically

revolutionary here.

While Turkey's traditional parties battled each other for ministerial portfolios in Ankara, the Welfare Party cultivated the grass roots, tapping into the widespread alienation that sent millions of Turks looking for an alternative to a political system they perceive to be inbred, corrupt and insensitive to their problems.

Mayor Urun's administration, like those of Welfare Party mayors in Istanbul, Ankara and 22 other Turkish cities, also has focused on clean streets, cheap bread, tram lines and, in its one bow to the moral code of Islam, the closing of brothels.

On Dec. 24, the Welfare Party, or Refah as it is called in Turkish, inched past Turkey's main center-right parties to capture 21.4 percent of the national vote, giving it the largest bloc in the 550-seat Parliament. In the province of Konya, the home base of Necmettin Erbakan, the party's charismatic and mercurial leader, the vote for Welfare was 43 percent, while in the city's Meram area, it won with 60 percent.

The lure of Islam is part of the party's pitch. But according to local party leaders, it is more of an appeal to a common Muslim heritage, shared by 99 percent of Turkey's 65 million people, than a call to arms against Turkey's 70-year-old secular tradition. The party leaders tend to discount Mr. Erbakan's tough anti-secular, anti-Western campaign polemics and point instead to his recent, more accommodating statements, made in the days since he was tapped by the president to put together a governing coalition.

Mr. Urun said that during the campaign, Mr. Erbakan "had to say some extremist things, but now that phase is over and our image will change."

Welfare Party leaders, here and in Ankara, are already resigned to the prospect that Mr. Erbakan's coalition-building efforts will fail, rejected by mainstream politicians who are fearful of letting Islamists get a foothold in government. And they say they are not sorry because, according to their calculations, the more months, even years, they spend in opposition, the stronger their appeal to voters disaffected by a rickety economy, with its high inflation and unemployment.

"If the other parties say they don't want to be seen with us, we will say thank you very much, and give the job back," said Abdullah Gul, deputy party chairman.

"We are not supported by big banks, big interests. We are not corrupt, we are not involved in hanky-panky, so our expectations are not personal. We can wait two to three years, and then we will be back, with a big majority."

This message is not lost on the Welfare Party's political rivals, particularly on the local level.

After sounding out the electorate in the weeks since the elections, Ahmet Alkan, a newly elected deputy from Konya for the Motherland Party, is now convinced that it would be wiser to let the Welfare Party into a government coalition than to leave them, and their supporters, out in the cold.

"There are two Turkeys," said Mr. Alkan, 42, a city planner. "The people in Ankara and the media want one thing, and the people want another. If Refah stays in opposition, they will get stronger; that is the message I got from people. And then, in the next election, we will have to give them the mandate."

Neue Zürcher Zeitung

INTERNATIONALE AUSGABE

Donnerstag, 18. Januar 1996

Leyla Zana dankt für den Sacharow-Preis

Einsatz für die Menschenrechte gewürdigt
rt. Strassburg, 17. Januar

Das Europäische Parlament hat am Mittwoch der kurdischen Abgeordneten Leyla Zana, die seit über einem Jahr in der Türkei inhaftiert ist, den Sacharow-Preis verliehen. Das Parlament, das in den Jahren zuvor Persönlichkeiten wie Alexander Dubcek, Nelson Mandela, Taslima Nasreen und Aung San Sun Kyi geehrt hatte, begründete seinen Entscheid mit der Unbeirrbarkeit und Un-

beugsamkeit, mit der die 34-jährige Zana für die Menschenrechte und eine friedliche Lösung des Kurdenproblems in der Türkei eintritt. Die kurdische Abgeordnete war im Dezember 1994 – zusammen mit anderen kurdischen Parlamentariern – zu 15 Jahren Gefängnis verurteilt worden, was wesentlich dazu beitrug, die Ratifizierung des Zollvertrags mit der Türkei in Frage zu stellen. Sie sitzt seither im Ulucanlar-Gefängnis in Ankara.

In einer vor dem Parlament in ihrer Abwesenheit verlesenen Stellungnahme bedankte sich die Preisträgerin für die Würdigung, warnte aber auch davor, dass die Öffentlichkeit den Preis als Trostpflaster für das kurdische Volk betrachten könnte. Sie fügte an, dass das Parlament ihren Kampf würdige, gleichzeitig aber das Abkommen für eine Zollunion mit der türkischen Regierung ratifiziert habe, obwohl es sich um das repressivste Regime

in Europa handle. Sodann stellte sie die rhetorische Frage, ob man gleichzeitig mit einer solchen Regierung zusammenarbeiten und deren Opfern Genugtuung verschaffen könne. Sie wisse, dass die westlichen Regierungen die Türkei auf Grund ihrer geographischen Lage als wichtige Verbündete betrachteten. Aber wie gross sei, so fragte sie, der strategische Wert eines Landes ohne Frieden und Stabilität im Innern:

Abschliessend forderte sie in ihrer Reaktion auf die Preisverleihung die EU und die USA auf, einen Friedensprozess in Gang zu bringen, der sich an drei Punkten zu orientieren habe: einem bilateralen unbefristeten Waffenstillstand, einer

Generalamnestie für alle politischen Gefangenen und einer Gesetzesreform, um die ungehinderte Tätigkeit kurdischer Parteien, die Gewalt ablehnen und die territoriale Unversehrtheit des Landes respektieren, zu ermöglichen. Gewählte kurdische Vertreter könnten dann mit Ankara in Verhandlungen treten und über politische Reformen verhandeln, um die kulturellen und sprachlichen Rechte der Kurden zu garantieren und den Wiederaufbau und die Entwicklung Kurdistans einzuleiten.

DAGENS NYHETER

Torsdagen den 18 januari 1996

Kurdiska fick EU-pris

Från TT

STRASBOURG

■ EU-parlamentet delade på onsdagen ut sitt Sacharovpris till den fängslade kurdiska ledamoten av Turkiets parlament Leyla Zana.

Leyla Zanas make, Mehdi Zana, fick ta emot priset eftersom de turkiska myndigheterna har vägrat att låta Leyla Zana ens tillfälligt lämna Ankaras centralfängelse.

Leyla Zana hör till den grupp kurdiska politiker och intellektuella som dömts till fleråriga fängelsestraff för sin kamp för det kurdiska folkets rättigheter.

Zana har blivit en symbol, inte minst för ledamöterna i EU-parlamentet. När EU skulle besluta om en tullunion med Turkiet i fjol ställde parlamentet flera krav på demokratisk utveckling i landet. Bland annat skulle alla politiska fångar, inklusive Leyla Zana, frigges.

Turkiet mildrade sina ökända anti-terroristlagar - ett av myndigheternas viktiga vapen i kampen mot minoriteter som kurderna - och frigav flera fångar, men inte Zana. Parlamentet, som hade makt att stoppa tull-

unionen, röstade i december för en union. Nyckelgruppen, den socialistiska partigruppen, var delad, men en majoritet röstade dock, om än motvilligt, för unionen. Dessa ledamöter befarade att islamiska partier skulle få övertaget i det turkiska valet om unionen stoppades.

Nu vann de islamiska partierna trots det stora framgångar i valet och Leyla Zana frigavs inte. Hon fick dock parlamentets Sacharovpris, ett pris för kamp för mänskliga rättigheter.

Leyla Zana lämnade ett

skriftligt uttalande från sitt fängelse och där berör hon själv risken för att parlamentet ger dubbla budskap när det både röstar för en tullunion och utdelar Sacharovpriset till henne.

- Ni hoppas att er gest kommer att stärka demokratins krafter och förhindra de islamiska fundamentalisternas framgångar, säger Zana.

- I öst har folken en tendens att lita på Guds vishet. Har ni en tendens att lita på den turkiska regimens vishet och goda vilja? tillägger hon sörligt.

PARIS NORMANDIE - 18 janvier 1996

Séparatistes kurdes : l'embarras européen

La remise d'un prix européen des droits de l'Homme à une militante kurde, Leyla Zana, emprisonnée à Ankara en raison de liens présumés avec les séparatistes kurdes du PKK, a plongé hier mercredi le Parlement européen dans l'embarras.

La cérémonie - pour laquelle la lauréate 1995 du Prix Sakharov était représentée par son mari Mehdi Zana - s'est, en effet, déroulée un mois après que les députés européens eurent donné leur feu vert à l'accord d'Union douanière avec la Turquie dans ce même hémicycle de Strasbourg.

Le président du Parlement européen Klaus Haensch a fait état de « révélation ces dernières semaines » sur des « atrocités systématiques » au Kurdistan turc. Estimant que celles-ci ne sont « pas encore complètement claires », il s'est cependant « effrayé de l'abîme d'arrogance et de mépris de

l'humanité » qui se présente à ses yeux.

Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président français François Mitterrand, connue pour son engagement en faveur du peuple kurde, assistait à la cérémonie de remise du prix Sakharov.

Toutefois, selon elle, ce prix n'est qu'une « sucette qui fait passer la pilule » de l'Union douanière avec un pays au « régime militaire ». « Nous (les défenseurs de la cause kurde) souhaitons garder l'Union douanière en monnaie d'échange pour la libération des prisonniers politiques et pour des réformes démocratiques en Turquie ».

Zana's husband accepts Sakharov Human Rights Prize on her behalf

Turkish Daily News

ANKARA- The Sakharov Human Rights Prize, which the European Parliament awarded to imprisoned former Democracy Party (DEP) deputy Leyla Zana, was collected by her husband Mehdi Zana on Wednesday.

Mehdi Zana, former mayor of the south-eastern city of Diyarbakir, accepted the award on behalf of his wife during a ceremony at the European Parliament in Strasbourg. The European Parliament had earlier asked Turkey to release Zana so that she could receive the award. Zana was sentenced to 15 years in prison under Article 168/2 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the Anti-Terrorism Law, after her parliamentary immunity was revoked.

Danielle Mitterrand, wife of the late French President Francois Mitterrand, participated in the ceremony, criticizing the award of a European Parliament prize to a jailed Kurdish deputy, Reuters reported.

Mitterrand, whose husband died of cancer aged 79 on Jan. 8, said she feared the prize was intended to reduce protests over the European Parliament's approval of a customs union with Turkey.

She said last month's decision to award the Sakharov prize to Leyla Zana was an attempt "to sweeten the pill" of customs union, which was approved shortly after-



Leyla Zana

wards. When the prize was awarded, she said: "I was happy for Leyla Zana's work and sacrifice. But when I realized that the entry into the customs union was unavoidable, I felt wounded," Reuters reported.

"We honour in the person of Leyla Zana a woman of courage, energy, intelligence and extraordinary self-denial," European Parliament President Klaus Haensch said before handing the prize to the jailed Kurd's husband, Mehdi Zana.

"Leyla Zana was elected for the first time to the Turkish Parliament in October 1991, as its first Kurdish woman and bring-

ing with her a huge majority.

She is today in a prison in central Ankara, her mandate withdrawn," Haensch said. He rejected the idea of any contradiction in the parliament lauding Zana's work on behalf of Turkey's Kurdish population a month after it had approved an EU customs union with Ankara. "The majority in the European Parliament who voted in favour of the customs union knew full well that they were not going to bring about any major changes in Turkey from one day to the next," he told a later news conference.

"If we had said no to the customs union we realized nothing would change," Haensch said, adding that the "yes" vote would leave the 15-country EU in a better position to influence democratic reforms in Turkey, Reuters said.

Mehdi Zana said that the European Parliament's approval of customs union with Turkey was a positive development, the Anatolia news agency reported.

Leyla Zana will also receive Ecu 15,000 (\$19,000) as part of the prize.

Jannis Sakallariou, a member of the Socialist Group in the European Parliament, said in a written statement that politicians like Leyla Zana could play an important role in solving the problem in southeastern Turkey, the agency reported.

US raises issue of Syrian support for PKK with Damascus

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The United States will only take a country off the terrorist list if the country demonstrates that it is no longer a major supporter of terrorist organizations, the U.S. State Department declared on Tuesday.

When asked if there is any chance that Syria might be removed from the State Department's list of terrorist countries, Burns said: "We regularly raise this issue (and the) Syrian government sometimes raises it with us. And our position is clear.

The only way off the terrorism list is to demonstrate by your actions that you're no longer a major supporter of terrorist organizations. That's the only way off.

That's congressionally mandated (the list), and Congress takes a very close look at this. We have a very keen interest in being quite clear about what it takes to get off the list.

"And another question is the Syrian support for the PKK (the Kurdistan Workers' Party). I can assure you that Syrian support for the PKK was

raised by the American delegation in Damascus last Friday.

It was raised in a very serious way, and in a very strong way," he said.

Replying to a question regarding reports that U.S. Ambassador to Ankara Marc Grossman had been called to the Turkish Foreign Ministry to elicit U.S. support to "influence" Syria to quit helping the PKK, Burns said: "I had a good conversation with Ambassador Grossman last week. He was in Jerusalem for a short stay. He had a good dinner with Secretary Christopher. Secretary Christopher believes Ambassador Grossman is doing an outstanding job in Turkey.

He has great confidence (in Grossman). In fact he just reaffirmed that this morning to a number of us (at the State Department). I think Ambassador Grossman is doing an outstanding job.

Water, Syria, PKK

Burns commented on the water conflict between Turkey, Syria and Iraq as well. "There

are a number of important issues between Turkey and Syria. And of course we were in Damascus last week. The use of the Tigris and Euphrates rivers is a long-standing question between Turkey and Syria.

"In terms of Syria-Turkey issues, and specifically that of water, we've taken the position that these issues ought to be settled by negotiations between Syria and Turkey.

We are not taking the position of either side. We are simply trying to promote some dialogue between the two countries on the water issue," Burns said.

"You say it's a bilateral issue but the Damascus Declaration involved seven Arab countries. Later, Iraq joined them too. So obviously from an Arab point of view this is not a bilateral issue at all," TDN commented.

"The Turks and Syrians have had discussions on it. And we are not against multilateral discussions on (the water issue). We're trying to promote a dialogue here," Burns replied.

NORD ECLAIR - 18 janvier 1996

Une militante kurde honorée par le Parlement européen

La remise d'un prix européen des droits de l'Homme à une militante kurde, Leyla Zana, emprisonnée à Ankara en raison de liens présumés avec les séparatistes kurdes du PKK, a plongé mercredi le Parlement européen dans l'embarras.

La cérémonie - pour laquelle la lauréate 1995 du Prix Sakharov était représentée par son mari Mehdi Zana - s'est en effet déroulée un mois après que les députés européens eurent donné leur feu vert à l'accord d'Union douanière avec la Turquie dans ce même hémicycle de Strasbourg.

Le conflit kurde a fait en une douzaine d'années plus de 21.000

morts.

Le président du Parlement européen Klaus Haensch a fait état de «révélations ces dernières semaines» sur des «atrocités systématiques» au Kurdistan turc.

Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président français François Mitterrand, connue pour son engagement en faveur du peuple kurde, assistait à la cérémonie de remise du Prix Sakharov et a été longuement applaudie par les élus européens. Toutefois, selon elle, ce prix n'est qu'une «sucette qui fait passer la pilule» de l'Union douanière avec un pays au «régime militaire».

M^{me} Zana, 34 ans, a été condamnée à 15 ans de prison en décembre 1994. Réagissant à la confirmation en appel de cette condamnation le 26 octobre dernier, le Parlement européen lui avait attribué son prix Sakharov de la liberté de pensée. M^{me} Zana, élue du parti pro-kurde DEP, a été privée de son mandat par la dissolution de sa formation. Son mari Mehdi Zana, 55 ans, a passé près de 15 années de sa vie en prison en raison de son engagement politique en faveur du peuple kurde.

LIBERATION 18 janvier 1996

Critique kurde à l'Union douanière turco-européenne

Leyla Zana, une militante kurde emprisonnée à Ankara pour «liens présumés» avec le PKK, n'a pu recevoir hier à Strasbourg son prix Sakharov de la liberté de pensée qui a été remis à son mari, en présence de Danielle Mitterrand, par le président du Parlement européen. Un message de l'ex-députée critique sévé-

rement le feu vert donné il y a un mois à l'Union douanière «sans qu'Ankara ait satisfait aux exigences de réformes démocratiques fondamentales».



Danielle Mitterrand salue le mari de Leyla Zana (au centre) à Strasbourg (Photo AFP)

Remise quelque peu embarrassée du Prix Sakharov à Leyla Zana

La remise d'un prix européen des droits de l'Homme à une militante kurde, Leyla Zana, emprisonnée à Ankara en raison de liens présumés avec les séparatistes kurdes du PKK, a plongé hier le Parlement européen dans l'embarras. La cérémonie - pour laquelle la lauréate 1995 du Prix Sakharov était représentée par son mari Mehdi Zana - s'est en effet déroulée un mois après que les députés européens eurent donné leur feu vert à l'accord d'Union douanière avec la Turquie dans ce même hémicycle de Strasbourg.

LE BIEN PUBLIC

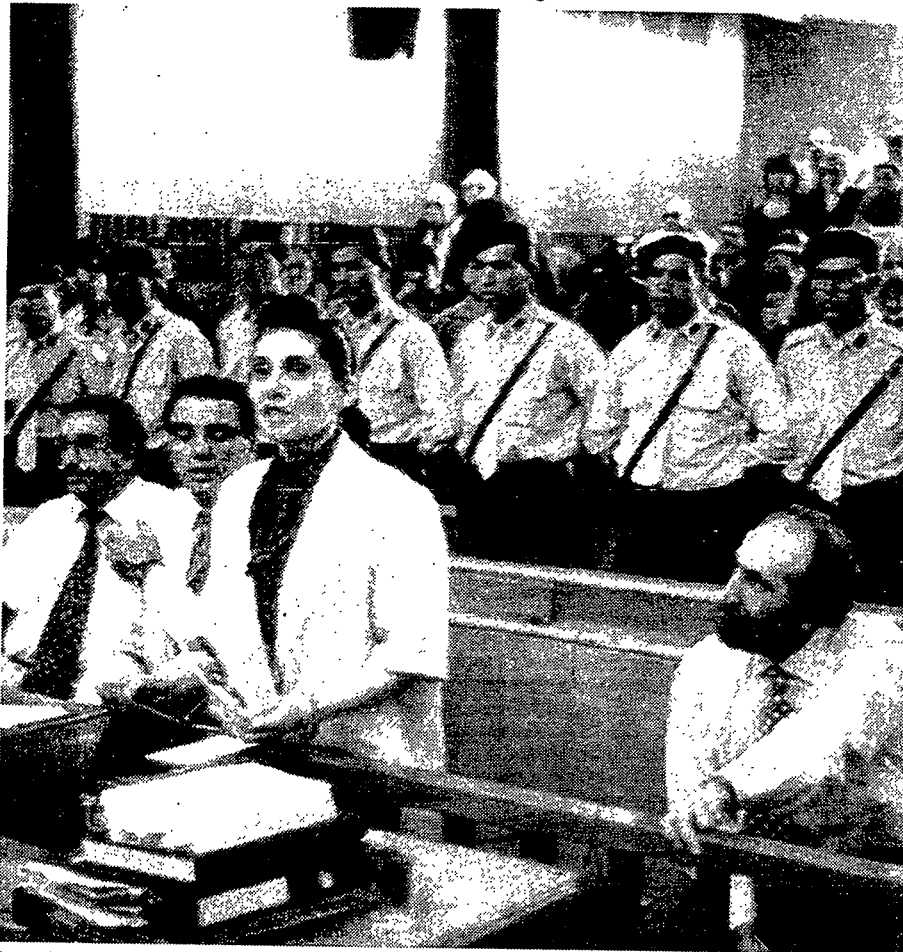
18 janvier 1996

Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président français François Mitterrand, connue pour son engagement en faveur du peuple kurde, assistait à la cérémonie de remise du Prix Sakharov et a été longuement applaudie par les élus européens. Toutefois, selon elle, ce prix n'est qu'une «sucette qui fait passer la pilule» de l'Union douanière avec un pays au «régime militaire» (AFP)



L'Humanité - 18 janvier 1996

Prix Sakharov à Leyla Zana



Le prix Sakharov de « la liberté de l'esprit » a été remis mercredi par le président du Parlement européen Klaus Hänsch à Leyla Zana, élue au Parlement de la Turquie et condamnée à quinze ans de prison pour avoir défendu les droits du peuple kurde de Turquie. Sa candidature avait été proposée par le groupe GUE (Gauche unitaire européenne, auquel participent les députés français communistes et apparentés), les Verts et le groupe socialiste. Détenue dans une prison turque, Leyla Zana s'était fait représenter à Strasbourg par son époux Mehdi Zana. Il transmettait un message de la détenue où celle-ci écrit notamment : « En choisissant de me décerner ce prix tout en sachant que vous allez ratifier d'ici à quelques semaines l'union douanière (entre les Quinze et la Turquie — NDLR) vous avez pris un risque : celui de donner à l'opinion un message un peu brouillé. Peut-on à la fois satisfaire le régime le plus répressif de l'Europe et certaines de ses victimes ? (...) Sans que le gouvernement turc ait satisfait à vos exigences de réformes démocratiques, vous avez ratifié l'union douanière. En Orient, les gens ont tendance à s'en remettre à la sagesse de Dieu ; auriez-vous, pour votre part, tendance à vous en remettre à la bonne volonté et à la sagesse du régime turc ? »... De son côté, Danielle Mitterrand, présidente de l'association France-Libertés, a eu ce commentaire : « Quand on m'a annoncé la remise du prix à Leyla Zana, j'ai dit espérer que ce ne soit pas la sucette qui fasse avaler la pilule. Je crains que ce ne soit ça »... (Photo AFP/Burhan Ozbilici.)

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

UE-Turquie-Kurdes

Requête de Leyla Zana contre la Turquie devant la Commission européenne des droits de l'Homme

STRASBOURG, 18 jan (AFP) - L'ex-députée d'origine kurde Leyla Zana, lauréate 1995 du prix Sakharov des droits de l'Homme décerné par le Parlement européen, a déposé mercredi une nouvelle requête contre la Turquie devant la Commission européenne des droits de l'Homme de Strasbourg, a-t-on appris jeudi auprès de la Commission.

Mme Zana, âgée de 34 ans, est actuellement emprisonnée à Ankara pour ses liens présumés avec les séparatistes kurdes du PKK. Elle était représentée mercredi à Strasbourg par son mari Mehdi Zana pour la cérémonie de remise du prix Sakharov. Cette distinction lui a été accordée par les députés européens en réaction à la confirmation le 26 octobre dernier de sa condamnation à 15 ans de prison.

Mme Zana, qui a déposé cette nouvelle requête avec trois autres anciens députés du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), estime ne pas avoir été jugée par un "tribunal impartial", comme le stipule l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

En général, la Commission européenne des droits de l'Homme se prononce dans un délai d'une année sur la recevabilité ou le rejet d'une requête.

dro/STZ/fv

AFP /AA1234/181607 JAN 96

France-Irak

Paris réagit positivement à la "possibilité de conversations" entre l'Irak et l'ONU

PARIS, 18 jan (AFP) - Le ministère français des Affaires étrangères a annoncé jeudi avoir "pris note positivement de la "possibilité de conversations" entre l'Irak et l'ONU sur les modalités de mise en oeuvre de la résolution 986.

Le porte-parole du ministère, Jacques Rummelhardt, a déclaré, en réponse à une question, que les autorités françaises avaient "pris note positivement de la correspondance adressée par le vice-président irakien au secrétaire-général des Nations unies sur la possibilité de conversations entre celui-ci et les autorités irakiennes sur les modalités de mise en oeuvre de la résolution 986".

Selon des sources diplomatiques à l'ONU, Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a indiqué par écrit à l'ONU que son pays était prêt à un dialogue sur la résolution 986 ("pétrole contre nourriture") pourvu qu'il n'y ait pas de conditions préalables posées à Bagdad.

Le texte de cette courte lettre en arabe adressée mardi au secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali n'a pas été rendu public officiellement.

La résolution 986, adoptée en avril 1995 par les 15 pays membres du Conseil de sécurité, permettrait à l'Irak d'exporter du pétrole pour l'équivalent d'un milliard de dollars par trimestre, afin d'acheter de la nourriture et des médicaments destinés à sa population exsangue après cinq longues années de sanctions liées à l'invasion du Koweït.

Cependant, l'exportation de ce brut se ferait selon des modalités bien précises (la majeure partie via la Turquie), et une partie des fonds ainsi générés sous le contrôle de l'ONU irait aux populations kurdes du nord de l'Irak.

az/mfm

AFP /AA1234/181341 JAN 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Turkish scene

Turkish Daily News

News reports prepared by Turkish Daily News offices and the Anatolia News Agency

FRIDAY, JANUARY 19, 1996

The European cites experts to dismiss Turkish claims that photographs of soldiers holding severed heads were faked

By Orya Sultan Halisdemir

Turkish Daily News

LONDON- The European newspaper on Thursday quoted an independent expert at the international photographic giant Kodak as saying that he cannot see any evidences of manipulation on photographs which are alleged to show members of a Turkish special forces unit with the severed heads of Kurdish victims.

The report came a day after Turkish authorities sent the result of the examinations of the photos carried out in Turkish laboratories claiming that all the pictures were photomontages. Contrary to this explanation, independent expert Nigel Suckling was quoted in *The European* as saying, "I and my colleagues have found no evidence that the prints have been retouched or altered in any way."

He also added, however, that without seeing the original negatives, it was not possible to determine if those prints were straight prints or photomontages. He was reported to have said that any conclusion not based on physical evidence would be subjective. The European newspaper, which published the controversial photos of soldiers holding decapitated heads of men last week, had been sent the result of the examination made in Turkey of the photos, diplomatic sources said on Wednesday. The newspaper was also informed about the result of the investigation carried out by the chief of staff in Turkey regarding the alleged soldiers in the photos whose names were also made known to Turkish authorities by *The European*.

The newspaper was told that according to the results of the examination of the photos made in laboratories in Turkey, they are photomontages. The eight photos were faxed to the Turkish Embassy in London before being published on Thursday last week. The European was informed that: "The sev-

ered head in photograph No. 1, apparently being held by the figure standing on the right side is a montage cut in a regular fashion from a different photograph. The right hand of the standing figure (a person in a soldier's uniform) is also montage from a different picture."

A spokesman for the leader of the Socialist group in the European Parliament was quoted by *The European* as describing the Turkish authorities claims as "knee-jerk reaction." The newspaper pointed out that the Turkish authorities had dismissed the pictures as crude photomontages and part of a misinformation campaign by the Kurdish rebels. The newspaper wrote that Nurettin Nurkan, Foreign Ministry spokesman, said last week that efforts would be made to take legal action against those foreign publications which under the influence of terrorist organizations use untrue stories defaming Turkey. It also quoted a Kurd in London who wanted to have his name withheld as claiming that the photos had been sent to him by a soldier based in Hakkari in southeast Turkey.

The European Editor Charles Garside said in the article that the newspaper was neither for nor against Turkey. "But we are against the inhumanity which these pictures depict," he was reported to have said. He criticized the authorities in Ankara for targeting the newspaper for publishing the pictures. He said "those in Ankara want to shoot the messenger." Meanwhile the newspaper also touched upon the award ceremony in Strasbourg for Leyla Zana, jailed ex-Democracy Party deputy who was chosen to receive the Sakharov prize. It quoted Danielle Mitterrand, the widow of the late French president, as saying that she was disappointed with the ratification of Turkey's customs union. According to *The European*, she also described Zana's award as "sugar coating the pill."

Turkish Probe January 19, 1996

The List of the Missing Grows

"The Night and the Mist" was the name of an operation in which dozens of opposition politicians were kidnapped and killed by the Gestapo, the former intelligence service of Nazi Germany. "Bury your victims in the dark, so that mist covers the society," was their advice to future organizations who sought to intimidate and instill fear. With the aid of the "mist," the perpetrators of fear would strengthen their power.

Argentina of the 1970s-'80s provides one of the most striking contemporary examples of political

disappearances. Approximately 10,000 opponents of the right-wing government disappeared over an extended period. A colonel bedeviled by his conscience confessed last year that security forces threw many of their victims, having rendered them unconscious, from planes into the Atlantic Ocean.

When we talk about the missing in Turkey it's always the political disappearances that come to mind. But that is not the whole story. Although the media focuses on political cases, people disappear for nonpolitical reasons every day. Due to family or economic pressures, illness or other reasons known



The parents of 21-year-old Düzgün Tekin, the latest detainee to be added to the list of missing persons.

only to them, the number of the missing grow. But it is those whose disappearance is allegedly the work of the state or its opponents that receive the most attention.

It's well-known that those in power, the secret forces of the state, the mafia, and terrorist organizations use kidnapping and murder to achieve their aims. It is a tactic of a dirty war that is being conducted in countries all around the world.

The Missing of Turkey

It is, perhaps, more accurate to see the phenome-

non of the missing as a whole, without distinguishing between the so-called "political" and "ordinary."

Currently, approximately 5,000 people disappear in Turkey every year, including hundreds of 3-4-year-old children. Over the past 15 years at least 40,000 people have simply vanished. İsmet Özbilici, chairman of the Association of the Relatives of the Missing, says that the "real number" is around 100,000. Disappearances are most prevalent in the mainly Kurdish Southeastern region, where according to the Turkish General Staff a low intensity war is going on. In this region no one dares to search for the missing. Officials say that the judiciary is on duty to investigate cases of missing persons, but many people deny that such an office exists. They fear that if they ask the authorities to investigate, they may meet the same fate as those they seek.

Algan Hacaloğlu, a former minister for Human Rights, said that in the last 18 months only 16 of the 290 corpses of unknown persons in the forensic laboratories were identified. Ninety-five percent of the unidentified corpses were buried in the cemetery for indigents. Upon the order of then Justice Minister Mehmet Moğultay, the photographs of these people are not to be given to the Human Rights Association, which raises the question of human rights abuses being associated with their deaths.

According to official sources, the number of missing cases is about 500, 494 from 1994 through September of 1995. During the same period 377 unsolved killings and 318 bombings took place, 199 trade unions, non-governmental organizations (NGOs) and newspapers were closed and 643 periodicals were confiscated. There were 1,176 claims of torture, 24,584 arrests, 2,661 imprisonments, 375 claims of extra-judicial execution and death by torture and 1,685 villages were burned.

The cases of missing persons in 1995 caused a great reaction in Turkey, the most newsworthy being that of Hasan Ocak. His body was found in a forest in the outskirts of İstanbul and buried in the cemetery for indigents.

Others include Ayşegül Şimşek, one of the founders of Sağlık-Sen trade union; Ali İhsan Dağlı from the Southeast, whom the Human Rights Watch listed as missing while under arrest by the gendarmerie in its report about human rights abuses in Turkey; Kenan Bilgin in Ankara and İsmail Bahçeci, a university student whose disappearance in İstanbul aroused public anger. And the unexplained disappearances continue. Düzgün Tekin, a worker and a trade unionist from İstanbul; Fehmi Tosun, who migrated from Diyarbakır to İstanbul and disappeared ... and the list goes on.

Erdoğan Ergenç

Turkey and Israel Reinforce Mutual Trust

A visit by Foreign Ministry Undersecretary Onur Öymen to Tel Aviv last week seems to have set the record straight for Turkey in terms of concerns felt in Ankara related to the U.S.-sponsored peace talks between Israel and Syria. Turkish officials are perfectly aware of the importance Washington attaches to these talks, as well as the degree to which the Israeli government, quite understandably, wants to have peace with Damascus.

Aware that there are no less than 10 anti-Israeli terrorist groups being harbored by Syria, Ankara feared that Israel may choose to turn a blind eye to the support given by Damascus to other terrorist organizations, as long as these anti-Israeli groups were pacified.

Given that "even the deaf Sultan," to quote a Turkish phrase, knows that Abdullah Öcalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), resides in Damascus and enjoys the protection of Syria, Ankara's concern was not hard to understand. Given also the time and energy Washington

is investing in bringing about peace between Israel and Syria, it is more than evident that such a result is of vital importance for the U.S. administration.

This had led some in Ankara to thinking that the United States — for the sake of this peace, and with tacit support from Israel — could even drop Syria from its list of "Terrorism Supporting Countries," even if Damascus continued to support the PKK.

There were also press reports in recent weeks that said Israel was going to exert pressure on Turkey to give more water from the Euphrates to Syria, in return for more water from Syria's Golan reserves once peace is concluded between the two countries.

The fact that Damascus has been "upping the ante" with Ankara in recent weeks as far as the water issue is concerned had led Turkish officials to wonder what it was the Syrian government was relying on in doing so.

Given such a backdrop it was inevitable for officials in Ankara to wonder whether there might be some truth in those press reports after all, and to

ask themselves whether they should brace for pressure from Israel on this score. Sources close to the talks Ambassador Öymen held in Tel Aviv say he did not opt for roundabout words with his counterpart Eli Dayal, Foreign Minister Ehud Barak, and finally, at the highest level, with Prime Minister Shimon Peres, when asking them where Israel stood on the terrorism and water issues.

The nature of Turkish-Israeli relations, which despite ups and downs have survived these past 47 years, allows for these straightforward exchanges, diplomats on both sides like to indicate on every occasion.

Ambassador Öymen is said to have received unreserved reassurance on both counts, with Prime Minister Shimon Peres even going public on this in a written statement after meeting the Turkish undersecretary.

In the first instance Israel made it clear that its opposition to terrorism supporting states is "indivisible," meaning that it wants Syria to fully and totally abrogate the use of all terrorism as a means to securing political ends.

According to one account Öymen was even told that Israel would even refrain from signing a peace agreement with Syria if this country does not given up on using terrorism all together. Ambassador Öymen received an equally solid assurance on the water issue from all the officials he met, including from Prime Minister Peres sources close to the talks say.

He is reported to have been told during these contacts that any suggestion of pressurizing Turkey to give even more water to Syria than it already does, was "downright ridiculous"; especially when Israel ultimately stands more chance of getting water from Turkey than it does from Syria.

On Öymen's return to Ankara from Israel the feeling among Turkish officials was that his contacts in Tel Aviv — where he also met opposition politi-



PM Peres promises "no blind eye" for Syria's support of anti-Turkish terrorism

cians, appeared on television, and gave press interviews — had turned out to be far more important than originally expected.

Analysts say this is no surprise. They say the logic of developments in the region has always made it necessary that these two countries enhance their ties, and that they ensure, in this process, that there are no misunderstandings between them on issues of vital mutual interest.

Semih D. İdiz

Turkish Probe January 19, 1996

Focus on Human Rights

Former DYP Deputy Charged with Supporting PKK

Abdulmelik Fırat, a former True Path Party (DYP) deputy of Kurdish origin, has been arrested on charges of aiding separatist Kurds fighting for self-rule in Southeast Turkey. Fırat, who was a deputy from 1991-1995, was detained by Istanbul police on Jan. 13, and after being questioned by the state security court was sent to the city's Bayrampaşa prison. An arrest warrant had been issued for Fırat on Jan. 11 by the Erzincan State Security Court in eastern Turkey, where he was being investigated for aiding the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Friends dismissed the charges as political, and said Fırat, who is in his 70s and has heart trouble, was being punished for his outspoken criticisms of Turkish policies toward the country's Kurdish minority.

Amnesty Calls For Halt to Helicopter Sales to Turkey

Amnesty International (AI) has called for an immediate end to all sales or transfers of military helicopters to Turkey, claiming that such helicopters were used to commit human rights violations.

In a press release issued on Sunday AI claimed that Turkish troops and gendarmerie were being ferried to remote areas in helicopters, where they committed serious violations of human rights.

The human rights organization accused the Turkish government of using helicopters in attacks on villages which refused to join the system of village guards.

Amnesty urged helicopter suppliers to Turkey to observe the international obligations that "avoid transfers which would be likely to be used for the violation or the suppression of human rights and fundamental freedoms." Amnesty said the supplier countries must ensure reliable monitoring of the end-use destination of their weapons.

Minister Says Police Suspected in Journalist Göktepe's Murder

Adnan Ekmen, minister of state for human rights, has accused Istanbul police of delaying the investigation into journalist Metin Göktepe's death.

"The Istanbul police are under suspicion. In order to clear this, they have to find the murder-

ers of Metin Göktepe." Ekmen told a press conference in Ankara earlier this week. Ekmen said it was clear that Göktepe, who worked for the daily Evrensel, was detained by police on Jan. 8 while covering the funeral of two inmates killed during the Ümraniye prison riots. "According to a report by two of our inspectors, his name was listed among the detainees in Eyüp sports hall. Besides, his bag was found inside the sports hall. Later his body was found early on Tuesday inside the sports arena, which was under the

control of the security forces. It was the police force who detained him and he died in police custody," he said.

Earlier, Interior Minister Teoman Ünüsan confirmed that Göktepe had been detained by the police but said he was released later on Monday. Istanbul Police Chief Orhan Taşanlar denied the allegations of death in custody, claiming that the journalist died while jumping over a wall.

Turkish Probe January 19, 1996



A leading American expert on Middle East waters summarized the rising tensions over water well when he said that Syria is playing a game of poker over the waters of Euphrates but Turkey prefers chess. Dr. John Kolars, who has worked in Turkey for many decades, during an interview with Probe, gave more credence to Syrian concerns than Turks usually allow.

For Turks, the Syrian claim that Turkey is not releasing enough water, and contaminated water at that, is a disingenuous complaint. Given Syria's support for the PKK and its old designs over Hatay, Turkey thinks water issue is just one more turn of the strategic screw.

When six other Arab nations, including those like Qatar who have nothing to do with the waters of Tigris and Euphrates, also joined Syria to issue the "Damas-cus Declaration" against Turkey, it just provided more fuel for Turkish suspicions. Iraq joined the other seven Arab countries a week later, firing off its own protest to Ankara. The issue is not new, Kolars said, and recalled the following three incidents that almost boiled the pot over in the recent past.

"In 1974, Turkey was filling Keban dam when Syria was also filling the Tabqa dam. That was an extremely dry year. So very little water went to Iraq. Iraq was accusing Syria for stealing water. Saudis intervened and I don't know how it was

solved. The hearsay is somebody was paid. And crisis was averted. "In 1991, Turkey guaranteed 500 cubic meters to Syria. But it needed to prepare the surface of the river and the spillways down stream of the Atatürk Dam. So they warned Syrians and Iraqis that they would shut off the water. They increased the flow of water downstream before doing it. And they shut it off for 27 days. The Arabs claim it was 2 months. But I think it was closer to one month. There was strong protest from Syria and Iraq but no suggestion of warfare. "

"Then in 1993, there was a very interesting incident. It was Kurban Bayramı. I was told that local managers of GAP decided, since it was a long holiday weekend, not much hydro electric power would be needed. So they shut off the turbines downstream which was instantly noticed by Syrians. They got on the phone to Ankara right away. Ankara immediately told the local managers to let the water out. It was a technical mistake that was quickly rectified."

"So you went from near-war in 1974, to strong protest in 1991, to a quick technical resolution in 1993," Kolars said, underlying his belief that if it was up to the technicians and hydrologists like himself then the issue could be solved rationally. If, that is, it wasn't for the politicians' penchant to heat things up with sharp rhetoric.

Kolars cleared up another controversy regarding Israel's rumored role in encouraging Syria to go get

more water from Turkey. Reason? Israel supposedly gets one-third of its water from Golan Heights and it doesn't want to let go of that source. "Israel does not get any water from Golan Heights," Kolars said. "It actually pumps water to the cotton farms and settlers on Golan Heights at great expense. There is only one stream at the bottom, Banyas, which yields 200 million cubic meters a year — a very insignificant amount. Whoever says that doesn't know anything about the region."

"Can this lead to an eventual military confrontation between Syria and Turkey?" Probe asked.

"It would be extremely foolish to have military confrontation over water," Kolars replied. "One day's warfare would cost more than any kind of technical solution. One day's warfare would destroy a lot of things. I think war is not likely." But he added that a lot of Arabs still remember the Ottomans when anybody mentions the word "Turkey" and that's why they are not predisposed to easily accepting Turkey's leadership on this matter. "There is a lot of bad spirit towards the Ottomans," he said. The game of poker continues.

Uğur Akıncı

LE MONDE / VENDREDI 19 JANVIER 1996

HORIZONS-DÉBATS

Génocide froid en Irak

« **I**RAK: l'embargo imposé à l'Irak par les Nations unies a entraîné la mort de 560 000 enfants depuis la fin de la guerre du Golfe, en février 1991, indique l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans une étude rendue publique le 30 novembre. » Cette information, publiée en brève et en page intérieure par *Le Monde* du 2 décembre 1995, est apparemment passée inaperçue. Du moins aux yeux des habituels donneurs de leçons en matière de droits de l'homme et des spécialistes de l'indignation sélective. Aurait-on laissé mourir 560 000 chiens qu'on aurait vu, à coup sûr, une véritable levée de boucliers: tous y seraient allés de leurs couplets dénonciateurs. Et il est à parier que la nouvelle aurait occupé la « une » de tous les médias, écrits ou audiovisuels. Mais voilà, il s'agit d'Irakiens!

Les nazis, on s'en souvient, avaient décidé que le peuple juif appartenait à la catégorie raciale des *Untermenschen* (sous-hommes): l'Holocauste a été l'expression aberrante de cette vision du monde. Nul ne songe à tenir ce discours aujourd'hui à l'égard du peuple irakien — mais le résultat n'est-il pas le même? Sous prétexte que le régime de Saddam Hussein ne satisfait pas aux conditions de l'ONU, n'est-on pas en train d'acquiescer à un véritable génocide silencieux sur le peuple irakien?

Un journaliste nord-américain a poussé le cynisme jusqu'à soutenir que cette situation inhumaine est imputable à Saddam Hussein, qui « s'accommoderait » ainsi de la disparition progressive de son peuple à seule fin de

se maintenir au pouvoir (*Herald Tribune* du 28 décembre 1995). A ce compte, on pourrait tout aussi bien dire que, en maintenant l'embargo, le Conseil de sécurité se fait le complice de cette attitude...

Le Conseil de sécurité, soumis à la volonté américaine, déclare qu'il n'appliquera l'article 22 de la résolution 687 sur la levée de l'embargo que lorsque l'Irak satisfait à toutes les clauses de

cidement les questions suivantes: la position américaine est-elle compatible avec les intérêts de l'Europe et de la France au Moyen-Orient? Avons-nous intérêt à soutenir une stratégie qui, en alimentant le brasier de l'intégrisme, fait de la Méditerranée une zone de conflits et de l'Irak un terrain d'expérimentation de la recolonisation du monde? Faut-il accepter le monopole absolu d'une puissance

les conséquences dramatiques qui en résultent pour le peuple irakien, a demandé l'envoi en Irak d'une délégation pour établir un rapport. C'est dérisoire. Rien ne justifie le maintien de cet embargo. L'Irak ne constitue plus un danger militaire. Tous ses systèmes de production d'armes sont en réalité sous le contrôle du Conseil de sécurité. Or rien n'indique que celui-ci veut changer d'attitude. En outre, aux Etats-Unis, la campagne électorale paralysera jusqu'au mois de novembre 1996 toute velléité, de quelque candidat que ce soit, de remettre en question cet embargo.

560 000 enfants morts depuis 1991, cela fait plus de 110 000 par an. Il y en aura autant en 1996. Nous devons refuser ce massacre. Nous appelons donc, au-delà des engagements politiques des uns et des autres, à intervenir auprès du gouvernement français pour que seul, ou avec d'autres, il impose au Conseil de sécurité la levée de l'embargo conformément à l'article 22 de la résolution 687.

A défaut d'obtenir cette mesure du Conseil de sécurité et des Etats-Unis, nous demandons au gouvernement français, pour des raisons humanitaires, de favoriser les conditions de sa levée dès lors que la prétendue « menace » militaire irakienne n'est maintenant rien d'autre qu'un prétexte scandaleux pour maintenir à genoux tout un peuple.

Lucie et Raymond Auliac, Jean-Claude Carrière, Jean-Pierre Chevènement, Régis Debray, Gisèle Halimi et Sami Nair.

560 000 enfants morts depuis 1991, cela fait plus de 110 000 par an. Il y en aura autant en 1996. Nous devons refuser ce massacre

celle-ci et, pour se dédouaner, que, selon la résolution 986, ce pays peut vendre une quantité limitée de son pétrole.

Sur le premier point, les interprétations nord-américaines de la résolution 687 sont telles qu'elles visent en réalité à obliger les Irakiens à abdiquer toute forme de souveraineté nationale. C'est la vieille pratique du mandat, appliquée naguère par la Société des nations, qui est aujourd'hui utilisée par le Conseil de sécurité.

Quant au second point, l'hypocrisie y confine au refus d'humanité pur et simple: si l'Irak peut vendre à hauteur de 1 milliard de dollars de brut tous les trois mois, les prélèvements opérés à des titres divers par l'ONU sur cette somme sont tels qu'il ne reste en réalité pas plus que 6,5 dollars par mois pour chacun des vingt millions d'Irakiens!

Il faut poser franchement et lu-

(les Etats-Unis) sur la principale ressource énergétique mondiale pour les décennies à venir?

En vérité, la stratégie américaine n'a pas varié depuis les années 30: elle vise à s'approprier le contrôle des réserves de pétrole pour en maîtriser le prix. De là dépendait et dépend l'avenir du dollar, et donc des rapports hégémoniques à l'égard de l'Europe et de l'Asie. Tous les Etats qui, dans la région, échappent à ce contrôle, sont considérés par les Etats-Unis comme dangereux (Iran, Irak, Libye). D'où l'acharnement sur le peuple irakien, à qui on ne finit pas de faire payer les errements de ses dirigeants.

La conséquence la plus immédiate, c'est, outre ce génocide froid, la montée de la haine anti-occidentale en Irak et dans le monde arabo-musulman.

Le Conseil de sécurité vient de reconduire cet embargo pour deux mois. La France, gênée par

Who committed the Güçlükonak massacre?

By Zafer F. Yörük

Turkish Daily News

DIYARBAKIR- The Diyarbakır Branch of Human Rights Association (IHD) claims that the recent massacre in which eleven people were burnt to death in a van was committed by security forces. The ERNK in Europe, political wing of the PKK, also denied PKK's responsibility for the incident in a declaration broadcasted by the Med-TV.

The report of IHD Diyarbakır Branch is based on two groups of eye-witness statements and narrate the incident which took place on the 15th of January as follows:

Six villagers from three villages of Güçlükonak district of Şırnak province — Abdullah and Neytullah İhan, Halit and Ahmet Kaya and Ramazan and Ali Naş, all of whom are either members of the village militia or belonged to the tribes which recruit for the village militia — were arrested last week by the security forces and taken to the Taşkonak Military HQ. The mayor of Güçlükonak Bahattin Altuğ intervened to request their release which was promised by the military authorities.

Upon the decision of the release of villagers the authorities of Taşkonak HQ called the Koçyurdu village gendarmes station and asked them to arrange a van to carry those arrested back to their villages for which Koçyurdu gendarmes commander assign van driver Beşir Naş. Beşir Naş took 4 villagers with him and drove to Taşkonak HQ.

But with the released villagers, a number of security forces — presumably special team members — got on the van who stopped the van 3 kilometres outside the Taşkonak village at a

The PKK disowned the action which claimed the lives of 11 villagers by being burnt alive, despite the fact that they admitted responsibility for many equally notorious incidents in the past. There is no reason for the PKK to put an end to the unilateral ceasefire.

location called Dertanur.

A group of the village militia of a village across the Tigris River next to the Dertanur location took notice of the stopping van and report the situation on their wireless radio to the Taşkonak military who in their reply instructed them not to intervene. This is the first group of eye-witnesses of the incident.

Another group of eye-witnesses consist of the passengers in another van who stopped to find out what was wrong as they saw the van of Beşir Naş with 56 AH 320 number plate stopping on the road. They saw blindfolded villagers in this van were accompanied by the security forces. The security forces told them to leave and report immediately to the Taşkonak military HQ. The passengers of the second van took off immediately and as they went over the hill, they heard gunshots and saw the van on fire. Upon this the passengers and the driver decided to escape to Siirt rather than reporting to the military.

Diyarbakır IHD says that these eye-witness reports prove that there was no PKK involvement in the incident and it was the members of

the security forces who were on the van to be blamed for the massacre.

The suspicion over the incident grows when it is noted that the PKK disowned the action, despite the fact that they admitted responsibility for many similar incidents in the past. Besides, the local observers note that there is no reason for the PKK to put an end to the unilateral ceasefire.

When we put the question to Lawyer Mustafa Özer, a prominent member of Diyarbakır IHD, as to why should the government forces arrest and want to eliminate members of village militia, he pointed out that the village militia system has many problems and that only in Diyarbakır prison there were around 100 members of village militia convicted or detained for crimes related to arms or drug smuggling. Besides, Lawyer Mahmut Sakar the chairman of Diyarbakır IHD adds, the villages in question although known as recruiters of village militia voted in their majority for HADEP and have been persecuted by the security forces since the elections. It is also noted that the sons of the six villagers arrested had joined the PKK forces previously.

The government had accused the PKK for the incident and claimed that this was the end of the unilateral ceasefire by the PKK. But the recent report by the Diyarbakır IHD based on eye-witness reports, and the denial of the action by the PKK made the issue highly controversial. When the TDN asked a high ranking official in the Super-Governors office in Diyarbakır, he said that an investigation by state prosecutors about the incident was underway, and dismissed the claims by the IHD declaring that the state would not murder its citizens.

Turkish Daily News

SATURDAY, JANUARY 20, 1996

Reuters

ANKARA- Turkish officials said twin oil pipelines from Iraq's oil fields of Kirkuk to the southern Turkish port of Ceyhan were ready to reopen if Iraq and the United Nations agreed on Baghdad's limited sales of oil for food.

"The pipelines have always been ready. There is technically nothing to stop them from being used again any time," said an official, who declined to be named.

"Their maintenance work has always been properly done." Iraq's deputy prime minister Tareq Aziz sent a letter to

Secretary-General Boutros Boutros-Ghali late on Tuesday in which he said Iraq "would be prepared to enter a dialogue with (U.N.) provided that no conditions were placed upon us."

But U.N. officials and diplomats were uncertain whether Iraq was willing to discuss implementing an oil-for-food resolution or was mak-

Turkey says pipeline ready for Iraqi oil

ing a new attempt to modify its terms.

Turkey's U.N. ambassador, Hüseyin Çelem, on Thursday told state-controlled Anatolian news agency in New York that Iraq would do better if it agreed with the U.N. resolutions "Turkey hopes there will be a change in Iraq's attitude," Çelem said. "But I do not think the pipelines would be reopened permanently even if Iraq agrees."

The resolution adopted by the Security Council in April 1995 permits the sale of up to \$2 billion worth of oil over six months to help Iraq feed its people.

The Turkish official said there were some 12 million barrels of crude oil sitting in the parallel pipelines since they were closed as part of a trade embargo on Baghdad after Iraq invaded Kuwait in 1990. He said the section of the pipelines in Turkey carried 7.5 million barrels of oil, and Iraq section about 4.5 million.

Turkey has tried in the past to empty the pipelines because of the threat of corrosion from the oil inside, but its attempts were seen as a potential breach of the U.N. embargo. Closure has cost Turkey's state-run pipeline company Botas about \$2 billion, because of maintenance costs and the loss of revenues from Iraq, which were running at about \$300 million a year.

The twin pipelines, which can carry up to 120 million tons a year, pumped about 70 million tons a year of Iraqi oil through Turkey's southern Ceyhan port, where there are 12 storage tanks with total capacity of 2.1 million barrels.

The pipelines are 986 km (616 miles) long, of which 641 km (400 miles) is in Turkey. Of the total oil trapped in the pipeline, 3.5 million barrels belong to Turkey, which paid for it before the shutdown.

Foreign Minister Baykal raps Syria over PKK support, discounts terrorism-water linkage

Moderation: Iraq's ambassador plays down Baghdad's water note, cautions against escalation, urges dialogue

Turkish Daily News

ANKARA—Serving a strongly-worded warning to Syria against supporting Turkey's separatist Kurdish rebels, Foreign Minister Deniz Baykal on Friday ruled out Turkey's entering a bargain over terrorism in connection with another — water — issue. In a statement to the Anatolia news agency, Baykal said providing shelter to the center of an organization waging a terrorist campaign in Turkey, endorsing and supporting it is not compatible with goodneighbor ties and rules for international relations. "Every nation has to take an open stance against terrorism. Some countries should not resign themselves to becoming a headquarters for terrorism, to turn into a confederation of terrorists. Terrorism is an enemy of humanity, of civilization, of peace and security. No one should seek any gains from it," Baykal said.

He was referring to the suspected Syrian support to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been waging a separatist war that claimed nearly 20,000 lives in southeastern Turkey since 1984. Turkey says Ocalan is residing in Syria in violation of an existing security agreement between the two countries.

Baykal said seeking influence through supporting terrorism is not acceptable.

"I want to underline this once again in all sincerity, with no accusatory or derogatory intent: The headquarters of a terrorist movement targeting Turkey is located in

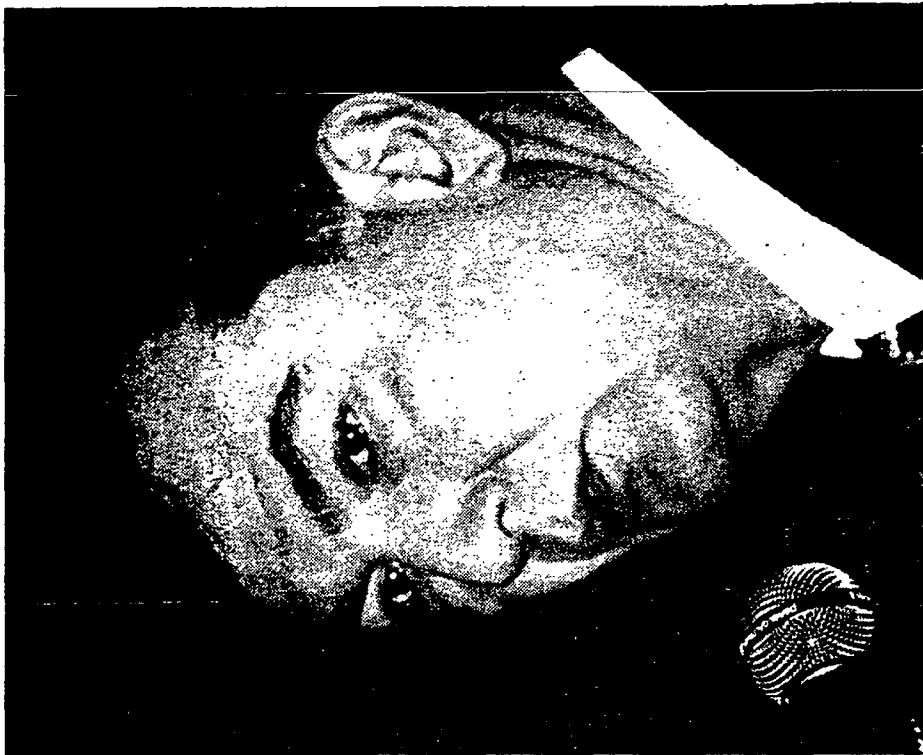
Damascus; Syria is consciously giving sanctuary to this terrorism center on its soil. The official (Syrian) statements have no credibility whatsoever. There is this simple fact and everybody has to see it," the foreign minister bluntly said.

The logistic support provided to separatists by Damascus has been viewed by Ankara in the context of what is seen as a Syrian strategy to force Turkey to let through larger volumes of water from the Euphrates River. Turkey, is building giant dams, hydroelectric power plants on the Euphrates, and its twin, the Tigris. The giant Southeastern Anatolia Project, to be completed early next century, also involves large irrigation schemes. Although Turkey has undertaken to let through 500 cubic meters per second from the waters of the Euphrates, Syria and Iraq, further downstream, demand more and have been lobbying internationally for a share-out deal.

Ankara, remaining averse to an international agreement dividing the waters of the two transboundary rivers between the three countries and proposing instead a three-stage plan for the "rational" use of the waters, has reacted strongly to an Arab League initiative believed engineered by Damascus.

Meanwhile Ambassador Rafi Dahham Mejwel al-Tikriti of Iraq, which has also made a demarche recently on the water issue, on Friday urged the settlement of the issue through dialogue between the interested sides and cautioned against an escalation.

"What purpose can escalation serve?" the ambassador asked in a separate statement to Anatolia. "Will the geography of the region change? I don't think so. Therefore, I think there is no way of settling the issue other than through dialogue," al-Tikriti said, adding that Baghdad had proposed technical and ministerial-level talks between the two countries on the issue.



Foreign Minister Deniz Baykal

Imprisonment: the 'final price' for Abdulmelik Fırat

Fırat was brought in handcuffs from prison to the prosecutor's office. The way he looked seemed to confirm the message he sent President Demirel which said, 'If a cruel hand will end my life on the path which I consider just, I will react to that with resignation'

Former deputy Abdulmelik Fırat paid the price for the revolt his grandfather Sheikh Said started when he was exiled at the age of two

The 67-year-old Fırat has been arrested on the basis of a statement made by a PKK informer



FIRAT: Former DYP deputy and veteran politician Abdulmelik Fırat seen here in handcuffs after being arrested for allegedly aiding and abetting Kurdish separatists.

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- Abdulmelik Fırat was once a True Path Party (DYP) deputy for Erzurum. He spent his last few months in Parliament as an independent deputy. His political career has its roots in the Democrat Party and the Justice Party. He says he was elected to Parliament in 1957 for the first time, that he was 23 years old then and that his age had to be "corrected" to enable him to run.

The last time I had a talk with Fırat was shortly after the Dec. 24 election when he assessed the election results. In November 1994, I conducted an extensive interview with him during which he severely criticized President Süleyman Demirel.

Noting that he and Demirel had known each other for about 37 years and that he had not withheld his aid and support during Demirel's difficult times, he said, "Yet, Demirel is the huge boulder in the path of democracy."

Fırat is now in Istanbul's Bayrampaşa prison suspected of being a terrorist. Doctors told him recently that he has a serious heart condition. The last time we had a conversation he complained that he was suffering from chronic bronchitis.

Two days ago he was brought from the prison to the prosecutor's office in an ambulance, his hands handcuffed, so that he could be interrogated. He is being accused of aiding and harboring outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants and of engaging in separatist propaganda in the course of a speech he made.

PKK informer Şevket Söke's telling the police that he and his friends had stayed at Fırat's house in Hınıs and the accusation that Fırat violated Article 8 of the Anti-Terrorism Law in a speech he made in Berlin have been deemed sufficient cause to place him under arrest. The prosecutor's investigation into these claims has not been completed yet.

In other words, no formal charges have been brought against him yet. It is not even certain whether there will be a court case

against him and, if there will be, what the charges will be.

Still, Firat has been arrested and put into a prison in line with the prosecutor's demand "to ensure that the relevant evidence would not be hidden and to prevent Firat's fleeing from justice." Firat's saying he would not run away and that he was a sick man has not prevented the authorities from arresting him.

When Abdulmelik Firat was 2 years old, he paid the price for the revolt his grandfather, Sheikh Said, had initiated against the state when he was sent on domestic exile to Kırklareli province. Yet, having had a good education, Firat did not harbor a "grudge" against the state to use his own expression. On the contrary, he tried to bring about a reconciliation. For years he served as a deputy from a political party which had a say in the running of the state.

It is a frequently-heard argument that "in this country Kurds manage to become deputies, ministers even prime ministers." Firat, though he was only a deputy, proved that this argument was true up to a point. It was when he started discussing the Kurdish problem in a loud voice that he came under pressure. First his 67-year-old nephew Mehmet

Emin Bingöl, a Nakşibendi Islamic brotherhood sheikh, was tortured to death.

Then "special teams" raided his house in Erzurum. And then his son-in-law Faysal Firat was detained and severely beaten, and had to be hospitalized.

Despite all these developments Firat maintained his moderate stance because he was well-versed in religion, in fact enough to be called an expert on Islam, and believed in God's power.

During these developments he sent a message to his "old friend" President Demirel, saying: "Your prison guards and special teams have encircled me completely, playing all kinds of tricks and writing scenarios.

Unlike your excellency they do not know me well. I am a person who has faith, who believes that we will migrate to our eternal home from a created planet which will disappear one day.

I cannot applaud cruelty for the sake of temporary honors and blessings of the temporal world. I hate and am offended by cruelty.

You know that I spared no effort when you were the injured party. If a cruel hand will end my life on the

path I consider just, I will react to that with resignation."

During the above-mentioned interview Firat reiterated these words and criticized Demirel probably for the first time in such a severe manner, saying Demirel was a big boulder in the path of democracy. He said, "I am a master chess player. I can solve equations equally.

But I cannot solve Demirel's political and social equations." He also said Demirel had "filled Evren's seat well" referring to the leader of the 1980 military coup.

Firat believes that the more the pressure on the Kurds intensifies, the stronger becomes their feelings of "being a nation."

He has said, "The pressure exerted by Kemalism will make the Kurds a nation." When he was a toddler, he paid the price for his grandfather's rebellion when he was exiled, and now so many years later he pays the price for that specific statement by being imprisoned.

Unless the charges against him, if any, are brought quickly and the court case concluded, it does not seem likely that he can survive in the conditions in prison for long.

LE MONDE / SAMEDI 20 JANVIER 1996

La solidarité ambiguë des Turcs envers les Tchétchènes

« J'ESPÈRE que tout se passera bien pour vous et... encore bravo pour ce que vous avez fait ! » : ce message de félicitations aurait été banal s'il n'avait été adressé par le présentateur de la chaîne turque TGRT (islamiste) à Muhammed Tokcan, le chef du commando tchétchène qui, la veille à Trébi-zonde, avait détourné un ferry et ses deux cent passagers - russes pour la plupart - et membres d'équipage.

Réveillant les vieilles querelles russo-turques, ce détournement pourrait compliquer les rapports de la Turquie avec son grand voisin du Nord. Principale rivale de la Russie en Transcaucasie et en Asie centrale depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, la Turquie apparaît, depuis le début de la guerre russo-tchétchène en décembre 1994, tiraillée entre le discours officiel selon lequel il s'agit d'une « affaire interne à la Russie », et la sympathie de la population turque envers la cause tchétchène.

De fait les Turcs sont d'autant plus sensibles au sort de cette ethnie non turcophone du Caucase nord qu'ils comptent dans leurs rangs entre 5 et 8 millions de Caucasiens venus s'installer dans l'empire ottoman à partir de 1860 pour

échapper à la colonisation russe. Si plus de soixante associations et près d'une vingtaine de publications ayant trait à la région du Caucase existent aujourd'hui en Turquie, il est impossible d'établir de façon précise le nombre de citoyens d'origine abkhaze, adyghée, balkare, tcherkesse, tchétchène et autre. Ces déracinés du « Grand Exil » ont souvent changé de nom, préférant oublier leurs origines pour mieux se fondre dans le moule unitaire de la République d'Atatürk.

Collectes de fonds, campagnes de signatures, accueil de réfugiés et de blessés : la solidarité envers la cause tchétchène existe - plus symbolique peut-être qu'effective. Elle est ouvertement exprimée par des Turcs d'origine caucasienne en quête d'identité, des gauchistes prompts à défendre les droits des minorités, des islamistes au nom de l'islam, et des nationalistes partisans du panturquisme, qui, comme les loups gris du colonel Türkes, assimilent souvent, à tort, les Tchétchènes à des turcophones. La fraternisation est aussi visible sur les autobus d'Istanbul, où la municipalité, islamiste, a fait placarder la

photo d'un combattant tchétchène avec l'inscription « La Tchétchénie résiste ! ».

Vue du côté russe, l'aide de la Turquie aux indépendantistes a l'air plus consistante : envoi de mercenaires, d'armes et de munitions, existence de camps d'entraînement sur le sol turc. Aussitôt après l'annonce du détournement en mer Noire, le porte-parole du contre-espionnage russe, Tatiana Samoilis, a ainsi expliqué avoir « maintes fois » mis en garde ses homologues turcs sur le « danger des activités anti-russes des cercles extrémistes tchétchènes », leur livrant même force précisions sur les camps d'entraînement. Mais la présence de mercenaires en Tchétchénie n'a jamais pu être établie au-delà d'un ou deux cas, tandis qu'il est notoire que les armes utilisées par les Tchétchènes ont été prises ou achetées à l'armée russe.

Mais, engagée elle-même depuis 1983 dans une guerre coûteuse - 8 milliards de dollars par an - contre les indépendantistes kurdes, la Turquie ne peut se permettre de soutenir trop ouvertement les rebelles tchétchènes. Moscou le sait

Le ferry détourné bloqué à l'entrée du Bosphore

L'incertitude prévalait vendredi 19 janvier au matin, quant aux intentions du commando pro-tchéchène qui s'est emparé d'un ferry avec plus de 200 otages. La presse, rassemblée à l'extrémité nord du Bosphore, n'a rien vu venir, le navire ayant effectué au moins deux changements de direction depuis l'aube. Les autorités turques avaient indiqué jeudi leur intention d'interdire au navire, prétendument bourré d'explosifs, de pénétrer dans le Bosphore. Vendredi, le gouverneur d'Istanbul, Ridvan Yenisen, déclarait à la télévision qu'elles allaient ordonner au commando de huit hommes armés et cagoulés de jeter l'ancre et de se rendre. Leur chef, Muhammed Tokcan, un Turc d'origine abkhaze, affirmait pour sa part qu'ils n'avaient pas l'intention de pénétrer dans le détroit.

bien, qui abrite une représentation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la « Maison kurde ». En Turquie, les Kurdes proches du PKK sont d'ailleurs les seuls à montrer quelque froideur envers les résistants caucasiens. Ils reprochent aux islamistes et aux nationalistes de s'enflammer pour la cause des Tchétchènes ou des Musulmans bosniaques sans jamais aborder « leur guerre ».

Jeudi 18 janvier, alors que le ferry détourné par les sympathisants tchéchènes faisait route vers Istanbul, le consortium international chargé d'exploiter le pétrole d'Azerbaïdjan - et dont la Turquie

est membre avec 6,75 % des parts - signait à Moscou l'accord pour le transit du brut de la Caspienne jusqu'à Novorossiïsk via Grozny. Au même moment, un vent de panique soufflait sur Laleli, le fief des Russes qui séjournent à Istanbul : le détournement du ferry qui assurait la liaison Trébizonde-Sotchi pourrait, comme le relevait le quotidien *Hürriyet* ce jour-là, « porter un coup fatal au commerce de valises et au tourisme » avec la CEI, lesquels rapportent chaque année 10 milliards de dollars et feraient vivre « 25 000 commerçants et trois cents hôtels ».

Marie Jégo

Herald INTERNATIONAL Tribune

MONDAY, JANUARY 29, 1996

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Relief for Iraq's People?

Iraq's desperate economic and diplomatic isolation seems to have softened Saddam Hussein's resistance to a humanitarian plan for feeding his country's hungry children. Baghdad has now agreed to talk with the United Nations about carrying out an American-sponsored resolution that would allow Iraq to sell \$2 billion worth of oil over the next six months to help finance purchases of food and medicine.

It is still not clear whether the Iraqi dictator is willing to accept the resolution's reasonable conditions. He should, without further delay. Saddam Hussein's long refusal to consider the plan has made Iraq's own citizens, especially its children, the longest-suffering victims of the Gulf war.

The UN resolution is a strictly humanitarian arrangement, separate from the issue letting Iraq resume unfettered oil exports once it fully complies with UN arms control requirements.

Before the Gulf war, Iraq exported some 3 million barrels of oil a day. That would be worth about \$10 billion over six months at today's prices. The UN resolution authorizes sales at only one-fifth that level. Under the resolution, 30 percent of the funds would be used to compensate Kuwait and other victims of Iraqi aggression. Relatively modest sums would also be diverted to

pay the costs of UN arms inspection programs and to compensate Turkey for use of its oil pipeline. The remainder, some \$1.3 billion, would go to buy food, medicine and other essential civilian goods for Iraq.

Several factors propelled Iraq to the table. Damaging disclosures by a high-level defector last summer made it evident that, at least until very recently, Iraq has been concealing evidence from UN arms inspectors and continuing to work on prohibited weapons programs. That eliminated any chances that the Security Council might lift sanctions completely any time soon.

Meanwhile, Jordan, which had been Iraq's most sympathetic neighbor and its most important conduit for remaining trade, turned sharply cooler.

Finally, the cumulative effects of more than five years of broad international sanctions have produced acute food and medicine shortages in Iraq.

Even a limited return of Iraq to saturated world oil markets would cause problems for other oil producers, including such financially pressed countries as Saudi Arabia and Mexico, as prices fell in response to increased supply. Yet the overriding consideration must be humanitarian relief for suffering Iraqi innocents.

— THE NEW YORK TIMES.

Turkish Probe January 19, 1996

Turkey Sharpens Sword against Negative Articles

Turkish officials are more than familiar with what they categorically call "the prejudices of the international media" — which is perhaps an overused term and quite offensive to the members of the foreign media — but last week, they got through even to the most thick-skinned.

At a time when diplomats wanted to bask in the glory of the achievement of the customs union, an

article in the pan-European daily European appeared hard to swallow. The newspaper, a great supporter of European integration, showed a man in a Turkish military uniform holding cut heads and had the headline: "If Turkey wants to be part of the Union, it should put an end to pictures like this."

Add to this reports quoting Euro-MP Pauline Green as saying that Turkey has promised to be more "reconciliatory" on the Cyprus question and an

Apo's Prime-time and Kandemir's

Ahe "60 Minutes" program on CBS, one of the three major television networks of the United States, introduced Abdullah Öcalan as "the leader of the PKK guerrilla army." Öcalan spoke to anchor Ed Bradley at a "safehouse in the Middle East." In the course of the program, Ed Bradley interviewed the executive director of Amnesty International, William Schulz; the Turkish Foreign Ministry under secretary, Onur Öymen; the U.S. deputy assistant secretary of state for European and Canadian Affairs, John Kornblum; the assistant secretary of state for human rights and humanitarian affairs, John Shattuck; PKK leader Öcalan; and Republican Rep. John Porter of Illinois — who claimed that Turkey was engaged in "genocide" against the Kurds. The program opened with a graphic depicting a fractured human skull sitting in front of a Turkish flag. Later in the program, the same skull was shown in video footage of a mass grave, shot in 1993, showing the remains of Kurdish victims of Saddam Hussein in northern Iraq.

The program ended with a mention of the "\$132 million worth of sophisticated antipersonnel missiles," that Turkey has just purchased from the United States — implying that these missiles might be used against Kurdish civilians as well.

William Schulz of Amnesty International said this year Turkey is receiving \$320 million in military loans. "That's \$320 million dollars of U.S. taxpayers' money," Schulz maintained. He said the \$320 million was not spent "for building here at home," giving the impression that loans to Turkey meant less investment for domestic projects in the United States. The money is "going to the Turkish government for the purpose of

killing their own citizens," Schulz said.

"How does the destruction of Kurdish villages in Turkey differ from the destruction of the Kurdish villages across the border in Iraq by Saddam Hussein?" Bradley asked the U.S. deputy assistant secretary of state for European affairs. "If you are in the village, there is no difference whatsoever," Kornblum replied.

CBS showed burnt-out and evacuated villages in the Southeast and said villagers chose to emigrate rather than join the "PKK guerrillas."

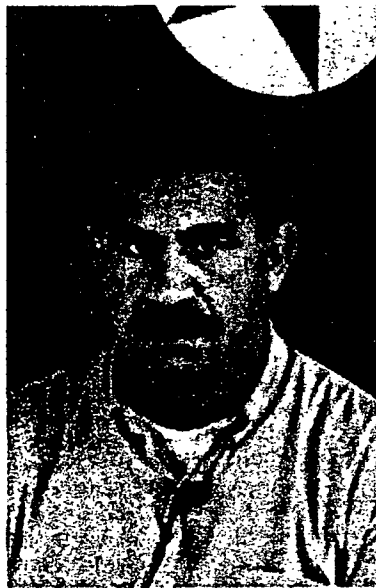
Onur Öymen, speaking after the footage, said, "It is our homeland, Turkey. And we are defending our homeland." Porter said regardless of what the PKK does, the Turkish government went too far. What Turkey is doing approaches "government terrorism, state terrorism by the Turkish military," Porter said.

Bradley then interviewed a Kurdish doctor who said he was tortured by Turkish police because he was suspected of treating PKK guerrillas. Speaking in Turkish, the doctor gave graphic descriptions of various torture methods applied to him, from beating to squeezing the testicles and electric shocks. Bradley said similar torture methods were cited in the U.S. State Department's

annual human rights country reports. All these are against the law in Turkey and are punishable by law, Öymen countered. "We consider it is a pity that a friendly country can write such reports without proven facts," Öymen said.

The camera cut to John Shattuck, who said torture is "not an effective way to fight terrorist activity. It only alienates a very large segment of the population."

"So the PKK murders civilians (too)?" Bradley asked. "Yes," Shattuck replied. "And the Turkish gov



Abdullah Öcalan

Turkish Probe January 19, 1996

article saying Turkish diplomats were using their immunity for drug smuggling. Clearly, the Turkish Foreign Ministry, which has just established a special section for Promotion of Turkey Abroad, was far from pleased. In the beginning of the week, Nurettin Nurkan, ministry deputy spokesman, said in a press conference for foreign correspondents that Ankara was "considering legal action" against some of the publications.

Even before newspapers were able to print Nurkan's remarks, still another blow came, this time from CBS, one of the three U.S. television networks. In a prime-time program called "60 Minutes," PKK Leader Abdullah Öcalan called on Turkey to solve the Kurdish problem "through peaceful negotiations." After the quote by Öcalan, Foreign Ministry Undersecretary Onur Öymen was quoted as saying that "Turkey would never consider a political settlement with the PKK." The undersecretary added that "no democratic government would negotiate with terrorists."

What irked Ankara further was the remarks of two senior U.S. officials which, to say the least, did not particularly flatter Ankara.

John Shattuck, the assistant secretary of state who visited Turkey last year, said that the people in Southeast Anatolia were caught in the middle of fighting between the Turkish Army and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Asked separately if the PKK and the Turkish government killed civilians, Shattuck twice replied affirmatively.

The deputy assistant secretary of state, John Kornblum, who may replace Richard Holbrooke as the assistant secretary of state for European and Canadian affairs, said that Turkey was taking measures against terrorism which the United States did not support.

Asked by "60 Minutes" anchor Ed Bradley if there was a difference between the destruction of Kurdish villages by Turkey and the destruction of Kurdish villages across the Iraqi border by Saddam Hussein, Kornblum replied, "If you are in the vil-

Letter

ernment murders civilians?" Bradley asked again.

"Right," Shattuck affirmed. "People are caught tragically in the middle of all this. No question about it," he added. After showing clips of U.S.-made military equipment, tanks, helicopters and jet fighters in Turkey, CBS showed footage of the 1992 operation Turkey launched against PKK bases in northern Iraq. He then introduced PKK leader Abdullah Öcalan, who claimed that without U.S. arms, Turkey could not have fought for so long against the PKK.

In a separate instance, the camera cut to Öcalan for a second time. "Abdullah Öcalan told us that he wants peace now," Bradley said, "and he is willing to give up on his wish for an independent Kurdish state in exchange for negotiations on Kurdish rights."

"Have you ever approached the government of Turkey to talk about peaceful negotiations?" Bradley asked Öcalan. "I am calling them every day," Öcalan shot back in Turkish. "I am prepared to sign anything

that would guarantee some form of democracy. I am prepared to accept it now."

"So you don't have to have an independent Kurdistan?" Bradley probed.

"No. The main thing is the freedom of the Kurdish people. Political and cultural freedoms for Kurds," Öcalan said. When Bradley asked Onur Öymen if he would consider a political settlement with the PKK, Öymen replied immediately, "Of course not." "No democratic government can negotiate with terrorists," he added. The U.S. State Department consistently refers to the PKK as a "vicious terrorist organization."

... **Kandemir hits back**

Ankara's response to the CBS program came in the form of a letter by Nüzhet Kandemir, Turkey's ambassador to Washington. The letter was announced after Kandemir held a meeting with Kornblum.

The U.S. official told Kandemir that his remarks were misrepresented and his half-hour interview edited into two minutes in a fashion that would suit the program's purposes. Kandemir sent the letter to John Hamlin, producer of "60 Minutes," saying the program went "too far in trying to legitimize the PKK — an international terror organization ... the program even portrays the PKK's leader as a 'prophet of peace,' whereas he slaughters the very people he claims to represent."

"The well-manipulated synchronization of the program material runs counter to the regular codes of journalistic ethics. The program's setup, to include legitimate members of the Turkish government together with members of an outlawed terror organization, is unethical, and we have never accepted to appear on a program of such a nature," Kandemir said.

"Building an argument based on the unfounded rhetoric of 'spending U.S. taxpayers' money' turns a blind eye to the fact that IMF loans are, in actuality, credits extended at normal market interest rates and are tied to the purchase of U.S.-made military equipment that are fully repaid by the Turkish Government," Kandemir said, and reminded that the real sacrifice was made by the "Turkish taxpayers" when they lost \$30 billion "as a result of the embargo Turkey continues to enforce against Iraq" in the aftermath of the Gulf War.



Nuzhet Kandemir

Turkish Probe January 19, 1996

lage, there is no difference whatsoever."

The incident took place at a time when domestic concerns had rendered the foreign minister "inactive" in foreign policy, and Öymen hurriedly called for a press conference to announce that Ankara urged Washington to clarify its position regarding terrorism and the Kurdish question.

The Turkish Foreign Ministry summoned the U.S. Embassy's deputy chief of mission, Frank Riccardone, on Tuesday morning, in order to ask for information on the remarks by Shattuck and Kornblum.

Allowing that their remarks could be misrepresented, Ankara gave the two diplomats the benefit of the doubt mainly because Öymen himself has claimed misrepresentation.

Öymen accused CBS of "acting contrary to journalistic ethics ... I was told that the program was solely to be an interview with me," he said, noting that the interview took place in September. "From this interview, 15 pages long, three sentences were used" in a program that included an interview with PKK leader Abdullah Öcalan. This use of the interview in this context was done "without my permission and knowledge," he added, claiming it was Turkish policy not to appear on the same program with "terrorists."

Öymen urged the American government to clarify its position. "I do not remember any previous comparison — by the American government — between Turkey and Saddam Hussein," he said, a shade bitterly, particularly when the day marked the anniversary of the Gulf War against Iraq during which Turkey firmly placed itself in the anti-Saddam alliance.

"We are asking the United States to clarify the American policy," Öymen said. "The American deputy chief of mission was called to the ministry to be asked for an explanation on the views which are the complete opposite of what we know as the American stance."

He said that if there had been any distortion of views, it was the duty of the American side to make this known.

But if there had been no mistake, Öymen made it clear that it was not something Turkey would take lightly. He noted that Shattuck's remarks had been "worrisome" and that he told Shattuck in Washington in October that "repeating accusations without proof is not an attitude we expect from a friendly country."

"I have also said that state officials should be careful in repeating claims, which are not proven, before the public opinion," Öymen said.

But, the United States acted swiftly. In less than 10 hours, Nicholas Burns, the State Department's spokesman, praised Turkey on Tuesday for taking "significant steps" over the last year to improve human rights.

Asked about the program, Burns acknowledged U.S. concerns about "continuing reports of torture, of restrictions on freedom of the press and on some extra-judicial killings ... of the burning of villages and the forced evacuation of villages."

But he pointedly stressed that the NATO ally "has taken significant steps just in the last 12 months to enhance human rights guarantees for all the citizens of its country, including changes to the Turkish Constitution and modification of Article Eight of the Anti-Terrorism Law."

"We hope that this kind of progress by the Turkish government, to identify human rights abuses where they occur and to try to change the method of operation ... will continue," he told a news briefing.

Burns also said Washington "fully supports the Turkish government in its fight against the PKK ... a vicious, terrorist organization (that) targets innocent Turkish civilians, and the Turkish government has a responsibility to fight that kind of terrorism."

In a move that greatly pleased Ankara, Burns said, "There are no apologies to be made for American military assistance to Turkey as a valued NATO ally."

The aid "helps Turkey fulfil its role in NATO. It helps the United States and other NATO countries defend our interests in Southeast Europe," he said.

It was left to Turkish Foreign Ministry



Onur Öymen:
“No democratic government can negotiate with terrorists.. The US State Department consistently refers to the PKK as a vicious terrorist organization.”

Turkish Probe January 19, 1996

Nicholas Burns:
“(The U.S.) fully supports the Turkish government in its fight against the PKK ... a vicious, terrorist organization (that) targets innocent Turkish civilians, and the Turkish government has a responsibility to fight that kind of terrorism”



John Shattuck:
“People are caught tragically in the middle of all this. No question about it”

spokesman Nurettin Nurkan to announce Turkish satisfaction over the remarks. “Our initial reaction,” he said, “is that the statement of spokesman Burns reflects a more positive and constructive attitude in bilateral relations between the countries.

“Burns’ statement shows a major difference from the quoted remarks. It says that the PKK (Kurdistan Workers’ Party) is a vicious terrorist organization and underlines Washington’s support for Turkey’s fight against terrorism.”

But he also noted that Burns made a reference to reports that were not proven, and that Turkey was uneasy with such references.

“We were told that the remarks of the two officials were not fully given, and edited down so as to cause a misrepresentation of their views,” spokesman Nurkan said.

Burns’ words also calmed the fear of diplomatic observers that Shattuck’s remarks, being made at a time when the State Department’s Annual Report on Human Rights is being awaited, may be a “foreshadowing” of a tougher stance by Washington. Shattuck, who came to Turkey a year ago, had been promised “extensive democratization” by high-level Turkish officials, including the ministers of foreign affairs and human rights. The State Department

report, which usually comes out in January, may reflect just how much these promises have been fulfilled.

On the other hand, Ankara has generally been happy with U.S. support on Turkey’s fight against terrorism. “I think the United States has been extremely supportive of three issues in 1995. One is the customs union, another is the pipeline for Caucasian oil, and the third is the fight against terrorism,” another Turkish diplomat familiar with the issue said.

Oymen appeared to be more forceful regarding CBS than on the officials’ remarks. Noting that CBS did not disclose the venue of the interview with Ocalan, he accused the television network of “protecting the country which gave shelter to a terrorist.” He combined his anger with CBS with previous articles. “This campaign in some of the media — which repeat unproven or previously denied claims, ignore the Turkish side and make use of the information given by circles which aim to alienate Turkey from Western Europe — goes parallel with attacks against Turkish premises abroad,” Oymen said. “There is no way that we can regard these as pure coincidence.”

Nazlan Ertan

La prise d'otages sur un ferry turc s'est achevée sans violence

Cinq pirates pro-tchéchènes ont été arrêtés

ISTANBUL

de notre correspondante

Le suspense a duré soixante-douze heures, le temps d'un long périple en mer Noire, mais la patience des autorités turques a été récompensée. Les militants pro-tchéchènes qui avaient piraté un ferry-boat et ses 200 passagers et membres d'équipage - russes et turcs - dans le port de Trébizonde ont jeté leurs armes à la mer à l'entrée du Bosphore et se sont rendus, vendredi soir 19 janvier, mettant ainsi fin à une prise d'otages peu commune.

La croisière de l'Avrasya n'est pas tout à fait terminée. Le navire, ayant fait le plein de nourriture et d'eau fraîche, est reparti vers le port d'Eregli, situé à 200 kilomètres à l'est du Bosphore, où il devrait arriver samedi dans la journée et où les passagers seront vraisemblablement interrogés.

Quatre militants se sont rendus vendredi soir, un cinquième a été arrêté à bord plus tard, alors que le nombre des militants avait été estimé à sept ou huit par les autorités turques. Des journalistes se trouvant à bord ont déclaré qu'ils étaient probablement une quinzaine, y compris des complices inscrits parmi les passagers.

Au cours de cette prise d'otages, la voix de Muhammed Tokcan, qui dirigeait le commando, est devenue familière aux téléspectateurs turcs, car ces militants très médiatiques, la tête couverte de cagoules et la taille ceinturée d'explosifs, n'avaient pas oublié leurs téléphones cellulaires, qui leur ont permis de s'exprimer sur les diverses chaînes de télévision turques. Le ton cordial de ces conversations a probablement influencé le choix des autorités turques, qui ont opté pour le dialogue, malgré l'impatience de Moscou, qui souhaitait une intervention rapide.

Une opération armée, sur une mer houleuse, aurait été risquée. Contrairement à beaucoup de Turcs d'origine caucasienne, sympathisants passifs de la cause tchéchène, Muhammed Tokcan - très religieux - était un combattant ex-

périmenté et potentiellement dangereux. Après son service militaire dans le Sud-Est anatolien, au sein des commandos, il s'était rendu en Abkhazie - le pays de ses ancêtres -, où il avait pris les armes contre les Géorgiens aux côtés de Chamil Bassaev, le commandant tchéchène qui a dirigé la première prise d'otages en Russie, l'an dernier, avant de continuer la lutte en Tchétchénie.

SYMPATHISANTS ISLAMISTES

La prise d'otages a fourni aux partisans des minorités caucasiennes l'occasion de s'exprimer publiquement. Sur la place de Beyazit, quelque 5 000 manifestants islamistes ont brûlé le drapeau russe après la prière du vendredi. A Riva, où l'Avrasya était ancré au large vendredi, quelques dizaines de sympathisants - islamistes soutenant leurs frères musulmans, ultra-nationalistes récupérant la cause des Tchétchènes pourtant non turcophones - ont crié leur soutien, tandis qu'un groupe de joyeux Turcs d'origine abkhaze, coiffés de toques de fourrure, dansaient des rondes effrénées en brandissant le drapeau aux douze étoiles du Caucase unifié.

La résolution pacifique de cette crise a provoqué un intense soulagement en Turquie. Le pays, à la recherche d'un gouvernement depuis les élections législatives du 24 décembre dernier, a été secoué par plusieurs événements violents au cours des dernières semaines, notamment des émeutes meurtrières dans les prisons, la mort d'un journaliste arrêté par la police, l'assassinat d'un industriel important.

Nicole Pope

■ Le président Suleyman Demirel a désigné vendredi 19 janvier le premier ministre sortant, M^{me} Tansu Ciller, pour tenter de former un nouveau gouvernement, après les tentatives infructueuses du vainqueur des récentes législatives, Necmettin Erbakan, le dirigeant islamiste du Parti de la prospérité.

Libération

22 janvier 1996

Tansu Ciller va tenter de former un nouveau gouvernement en Turquie

La Première ministre sortante Tansu Ciller tente à son tour de former un gouvernement après que Necmettin Erbakan, leader du Refah (Parti de la prospérité, islamiste) et première force politique du pays (21,3% des voix et 158 sièges), eut jeté l'éponge vendredi, faute d'avoir trouvé un partenaire pour une coalition. «Un gouvernement va finalement être créé dans le cadre des traditions démocratiques», a plastronné Tansu Ciller, qui fut la première femme chef de gouvernement de la République turque en acceptant le mandat donné par le chef de l'État Suleyman Demirel. Sa mission s'annonce pourtant difficile et la crise politique semble sans issue quatre semaines après les législatives anticipées.

Le partenaire naturel du DYP (Parti de la juste voie, droite) de Tansu Ciller est l'Anap (Parti de la mère patrie, droite) de Mesut Yilmaz. Rien ne sépare sur le fond ces deux grandes forces conservatrices libérales sinon la vieille rivalité haineuse entre leurs leaders qui exigent tous deux de diriger la future coalition. Tansu Ciller souligne qu'avec 135 sièges son parti est la deuxième force du Parlement après le Refah. Mais Mesut Yilmaz rappelle que son parti a obtenu

0,5% de voix de plus que le DYP, même s'il a deux sièges de moins. Certains évoquent un compromis «à l'israélienne» fondé sur une alternance à la tête du gouvernement.

Les milieux d'affaires, mais aussi l'armée, font ouvertement pression pour la formation de cette grande alliance de centre droit qui pourtant aura besoin de l'appoint d'un troisième partenaire - à gauche - pour avoir une majorité. Les tractations seront longues et peut-être sans résultat. Tansu Ciller évoque déjà l'éventualité de nouvelles élections. Le leader islamiste Necmettin Erbakan, quant à lui, exulte: les derniers sondages montrent que son parti continue de grimper, gagnant deux points en un mois. Et il espère revenir en lice en cas d'échec de Tansu Ciller, pour convaincre l'Anap, la force la moins hostile au Refah, de constituer un cabinet de la dernière chance. Dans un discours à la nation samedi, le chef de l'État a reconnu avec humour son impuissance à débloquer la situation politique: «Je ne peux quand même pas en fermer tous les leaders des partis dans une pièce jusqu'à ce qu'ils trouvent une solution comme s'il s'agissait d'un conclave.»

MARC SÉMO (Istanbul)

PARLEMENT EUROPEEN



Le Point de la session Janvier 1 1996

- 8 -

PE 196.253

Prix Sakharov

Prix SAKHAROV

17.01 - Exprimant son regret de ne pouvoir remettre, en main propre à Mme Leyla ZANA, le Prix Sakharov, le Président du Parlement européen a honoré, en sa personne, "une femme au courage, à l'énergie, à l'intelligence et à l'abnégation extraordinaires".

Dans la mesure où elle devenue le symbole de la lutte non violente pour les valeurs et les droits du peuple kurde, c'est tous ceux qui mènent ce combat, dans la non-violence et avec des moyens pacifiques, qui se voient aujourd'hui honorés.

Le Président HÄNSCH a précisé que le Parlement européen a "accordé à Leyla ZANA le Prix Sakharov 1995 dans le même état d'esprit que celui dans lequel l'Union douanière a trouvé une majorité au sein de notre Assemblée. Dans les deux cas, nous avons voulu tendre la main aux forces qui, en Turquie, apportent leur soutien aux réformes démocratiques, qui poursuivent de leurs efforts la réconciliation à l'inté-

rieur du pays et qui tiennent fermement à l'ouverture de celui-ci vers l'Europe".

Ceci étant, la collaboration entre l'Europe et la Turquie ne sera fructueuse que si la Turquie respecte les obligations internationales qu'elle a contractées, si la procédure de réforme de la Constitution et du droit pénal est poursuivie, si la législation contre la torture et les mauvais traitements est appliquée, si le cas de Leyla ZANA et des trois autres députés kurdes au Parlement turc ainsi que d'autres détenus fait l'objet d'une révision.

En conclusion, le Président du Parlement européen attend du prochain gouvernement turc qu'il s'asseye à une table avec toutes les organisations démocratiques kurdes qui recherchent pacifiquement une solution politique.

Répondant au nom de son épouse, Mr Mehdi ZANA a remercié le Parlement européen pour le prix décerné et pour sa solidarité envers le peuple kurde.

Turkish Daily News TUESDAY, JANUARY 23, 1996

Human Rights Association lists violations in 1995

Turkish Daily News

ANKARA - A total of 122 people died in extra-judicial executions, torture and while in custody in 1995, according to a report published by the Turkish Human Rights Association (IHD) on Monday.

The 1995 Human Rights Abuses Report says 99 people were murdered by unknown assailants, while 3,894 people died in armed clashes. In 1995, of the 14,473 that were detained, 2,101 were arrested. Of those that were detained 231 are missing. The report says that 243 villages and settlements in Southeastern Turkey were evacuated. Prosecutor demanded a total of 712 years for prisoners of thought, 172 years of which were approved. The IHD also issued a report on human rights violations during the first days of 1996. According to the report, 14 people died in extra-judicial executions, torture and while under custody in January this year. During the same

period, 104 people died in armed clashes. A total of nine associations and press institutions were raided by police and three of them banned or had publications confiscated. For prisoners of thought a total of 148 years imprisonment were demanded, and 11 years handed down by the courts. The total number of prisoners of thought in Turkish prisons is 121.

The total number human rights abuses in 1995, according to IHD figures, are as follows:

■ Attacks by unknown assailants	99 died, 136 wounded
■ Deaths in extra-judicial executions, torture and detention	122
■ Killed in armed clashes	3,894
■ Attacks against civilians	230 died, 321 wounded
■ Missing in custody	231
■ Torture cases	251

■ Detained people	14,473
■ Arrested people	2,101
■ Evacuated villages	243
■ Labor right violations (people unfairly dismissed)	5,326
■ Bombed offices	184
■ Banned associations/trade unions and publications	100
■ Associations, trade unions and press institutions raided by police	173
■ Detained journalists	461
■ Confiscated publications	304

Prisoners of thought

■ Sentences given	1,712 years
■ Fines given	TL 40 billion
■ Approved sentences	172 years
■ Approved fines	TL 17 billion
■ Number of prisoners	121

Turkish Daily News

FRIDAY, JANUARY 26, 1996

Abdülmelik Fırat may refuse to go to Erzincan

The State Security Court in Erzincan subpoenaed Fırat, former deputy, now a prisoner at Istanbul Bayrampaşa jail, to come to Erzincan for his inquiry. But Fırat's attorneys request that he not be forced to go to Erzincan due to a serious heart condition.

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- Abdülmelik Fırat, former deputy of the True Path Party (DYP) for Erzurum, spent his last few months in Parliament as an independent deputy. Fırat is now in Istanbul's Bayrampaşa prison on charges of supporting outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants. The State Security Court (DGM) in Erzincan has subpoenaed him to Erzincan for an inquiry, but Mahmut Fırat, his son, speaking to the TDN, said that his father will refuse to go to Erzincan.

Fırat was put in jail because of concern that he would flee or tamper with evidence, according to DGM officials.

The request to remove him from jail due to poor health was rejected. His lawyers have emphasized that to date, there is no evidence against Fırat, only a continuing investigation of charges



Abdülmelik Fırat

against him. His attorneys also pointed out that charges against him have not been substantiated, and so he should be removed from jail. Additionally, Fırat's attorneys presented a doctor's report to the court attesting that Fırat suffers from heart disease, but the court decided to continue his detention. The Erzincan DGM had set the inquiry date for March 7. Fırat's son, Mahmut Fırat, reacted to his father's arrest: "This arrest is totally arbitrary and illegal. My father was brought in an ambulance from the Bayrampaşa jail to Beşiktaş Courthouse. The trip took about two-and-a-half hours. He caught a serious flu. To go to Erzincan from Istanbul would take at least four days. It seems like the goal is to torture my father. His heart disease prevents him from enduring such a voyage. There is a court here [in Istanbul] and the trial can be held here also." If Fırat is forced to go to Erzincan despite his resistance, it could be alleged that he was "brought by force." Fırat's relatives are concerned that his heart condition will worsen if he is forced to go to Erzincan.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

FRIDAY, JANUARY 26, 1996

Iraq Deal Threatens to Unbalance Oil Prices

By Youssef M. Ibrahim

New York Times Service

PARIS — Iraq's willingness to hold talks with the United Nations about selling oil in exchange for receiving food could provoke a sustained drop in oil prices, executives and analysts say.

The expected surge in crude oil supplies would create havoc in world markets and within the Organization of Petroleum Exporting Countries, some analysts said.

"We are talking about a big drop of \$1 to \$2 per barrel, and maybe more, if OPEC does not do something quickly to reduce its volume of oil exports," said Mehdi Verzi, director of energy research at Kleinwort Benson Securities in London.

On Jan. 19, Iraq accepted a UN offer to negotiate a way for it to sell \$2 billion worth of oil to buy food and medicine. The accord would be for a six-month period and would be renewable.

The UN secretary-general, Boutros Boutros Ghali, said Wednesday, "The fact that they have agreed proves we have more chances than we had before."

But the pending talks have led many analysts to expect an irreversible process, leading to the end of 5½ years of economic sanctions against Iraq and unleashing the huge export capacity of a country that sits on the world's second-largest known reserves of crude oil after Saudi Arabia.

Iraq has in the past rejected the idea of negotiations because the terms offered carry conditions that the government of President Saddam Hussein considered humiliating. But now the country seems to have little choice. Its economy is scraping bottom, and the Iraqis find their economic and political ties shrinking with Jordan, its principal strategic ally since 1980.

Oil prices fell early this week as news of the talks circulated, but rose Wednesday, apparently on the conviction that any deal would still be months away. But on Thursday crude oil for March delivery fell 68 cents from Wednesday, to \$17.64 a barrel, on the New York Mercantile Exchange.

Still, "we are talking about something that makes a substantial difference," said John Lichtblau, chairman of the Petroleum Industry Research Foundation. "People are no longer saying you won't see Iraqi oil this year. It is becoming a real prospect."

[The possibility of an oil deal helped the Iraqi dinar soar against the dollar, making dollar-denominated imports cheaper to buy, Reuters reported from Baghdad.]

[The dollar was quoted on Thursday at less than 1,000 dinars, compared with 3,000 last week.]

[Prices of some foodstuffs have fallen by as much as 70 percent from a week ago. The slump in food prices has also spread to durables, with shopkeepers reporting similar cost reductions for electrical appliances and cars, as well as spare parts and tires.]

Before Iraq invaded Kuwait in August 1990, triggering UN sanctions, including a ban on the export of its major resource, the country ranked as a superpower

in the world oil business, pumping nearly 4 million barrels a day, three-quarters of which were sold abroad for billions of dollars.

The sale of \$2 billion worth of oil would shake oil markets, which are precariously balanced.

A lifting of all oil sanctions would end the relative stability of the past six years, bringing prices well below their recent range of \$17 to \$18 a barrel. It could be expected to lead to new quarrels within OPEC over which producing countries must cut back on output to stem such a significant slide in prices, analysts say.

If prices started falling, a troublesome cycle would probably develop, with Iraq being allowed to export an even greater quantity of oil to meet the \$2 billion target, in turn putting further pressure on prices.

"The Iraqis have come to realize there is no way out of the sanctions except

through negotiations," Mr. Verzi said. "The market is nervous because there is a risk prices will weaken substantially."

Many analysts and business executives said that prices could drop as much as \$2 a barrel the moment an announcement was made of Iraq's acceptance and would continue to fall further if OPEC's 12 members failed to convene quickly and reduce production to make room for the entry of Iraqi oil into the market.

With OPEC countries producing 25.5 million barrels a day, a million barrels more than the organization's self-im-

posed ceiling, any more oil would bring severe pressure on prices unless OPEC, with a long history of bickering over market share, was able to quickly discipline itself — a prospect viewed as unlikely by most analysts.

After the invasion of Kuwait, Saudi Arabia moved to assume Iraq's entire market share, raising its exports of oil to 8 million barrels a day from 5 million barrels. Saudi officials have privately said many times since that they were reluctant to abandon that production level and revenue for Iraq or anyone else.

Arab and Western diplomats are divided over whether Mr. Hussein who has refused UN offers in the past five years, calling them infringements of Iraqi sovereignty, was now ready to take the plunge.

Turkish Daily News

SATURDAY, JANUARY 27, 1996

Is somebody watching publisher Ünsal Öztürk?

Turkish Daily News

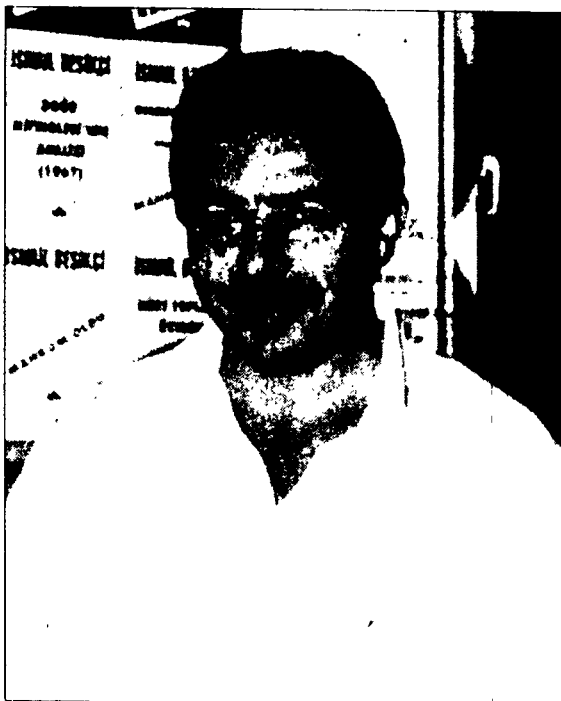
ANKARA- Ünsal Öztürk, the owner of Yurt Publishing House, who is mainly famous for publishing the books of İsmail Beşikçi, claimed that somebody was watching him and conducting an investigation into him, and that somebody had fired a gun in front of his house.

Öztürk is famous not only because he published Beşikçi's books but also because he was punished for doing so.

He was imprisoned on Nov. 22, 1994 after his punishment was confirmed, and was released after the amendments to Article 8 of the Anti-Terrorism Law. He left prison on Nov. 27, 1995, but said: "I will be put into prison again in three to four months time, because the punishments against me were not dropped but only lessened in amount. I am free until the Supreme Court of Appeal approves the punishments. I will then be sentenced again."

Öztürk claimed that some people have been asking questions about him to his grocer, doorman and people in the same apartments.

He said that there were 62 lawsuits against him, and that if something happened to him he would blame it on the government. Speaking to the TDN, Öztürk said that two or three days ago some people came in front of his house and fired guns, and that they have continued to come every day. "I am being watched," he claimed.



Publisher Ünsal Öztürk

Turkish Daily News WEDNESDAY, JANUARY 31, 1996

Turkey clings to early oil project, readies for Aliyev visit

Turkish Daily News

ANKARA- Looking disturbed by reports that Russia was to monopolize the transport rights for the early oil despite outward calm, Turkish officials made clear they had no intention of giving up the key project that will pave the way for a lucrative bigger contract.

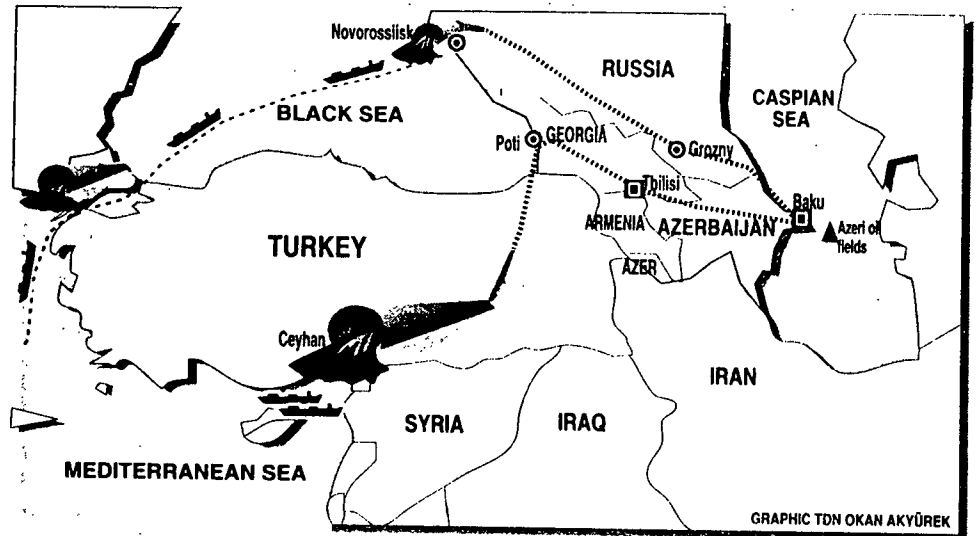
A Turkish team made up of officials from the Foreign Ministry, the state-run oil and pipelines concerns and the Treasury arrived in Washington for talks with U.S. government officials, industry representatives and finance corporations, the Anatolia news agency said on Tuesday.

A spokesman for the Turkish negotiators said the talks would cover the details of a pipeline to extend from Baku to the Georgian port of Supsa to carry part of the Azeri early oil. Turkey has pledged to extend cash and technological support to Georgia for the laying of the pipeline which is projected to carry half of the early oil to the Black Sea will it will be loaded onto tankers for transport through the Turkish straits to Western markets.

Under an accepted scheme backed by the United States, an existing Russian pipeline from Baku to the northern Black Sea port of Novorossiysk was to carry the other half.

But recent reports claimed that the Azerbaijan International Operating Company (AIOC), to run a \$8.4 billion deal for the exploitation of Azerbaijan's offshore Caspian oil, said it was more inclined to pump the whole of the early oil through the Novorossiysk line.

Turkey considers the Baku-Supsa pipeline vital



for its interests, since it seeks a much bigger project that involves a pipeline extending from Baku to its Mediterranean port of Ceyhan to earn it royalties and political influence.

The diversion of early oil to Novorossiysk, Ankara fears, would ultimately result in giving Russia the option as to the route of the pipeline to carry the main Caspian oil. Anatolia quoted a spokesman for the Turkish delegation as saying reports that Baku-Supsa line was lost were groundless. "Baku-Supsa means Baku-Ceyhan; we are continuing our efforts concerning the early oil route," he reportedly said. Quoting a "highly-placed" source in Ankara, Anatolia said

the issue of Azeri oil will naturally be taken up when Azerbaijani President Haydar Aliyev pays a state visit to Turkey "in the near future."

The agency quoted the source as explaining that six years later Azerbaijan's production would rise to 25 million metric tons and that when the Kazakh oil is added to this sum, the total will be far beyond the capacity of the "northern (Russian) line."

"That means that an important portion of the produced oil will have to be channeled to the Mediterranean; so, the Baku-Ceyhan line is inevitable," Anatolia quoted the official as saying.

Turkish Daily News

WEDNESDAY, JANUARY 31, 1996

Four die in Nusaybin clash with PKK

No truce: Security forces, not recognizing a cease-fire declared by separatist rebels, continue hunting PKK militants in the cities and the countryside

Turkish Daily News

NUSAYBIN- Two policemen and two Kurdish separatists were killed on Tuesday when a clash broke out between security forces and outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants in the southeastern Turkish town of Nusaybin on the Syrian border.

The clash punctuated the quiet prevailing in the rural centers of the Southeast since the PKK declared a unilateral cease-fire last month, although a bus attack — for which both sides blamed each other — killed 11 civilians earlier this month. Tuesday's clash occurred when security forces began conducting house search-

es in two neighborhoods over a tip-off that PKK militants were sheltering in the town.

The Nusaybin police chief and another policeman were wounded in the clash, reports said. Three rebels were reported escaped. The PKK has been waging a separatist war in southeastern Turkey since 1984 and the fighting has so far claimed over 20,000 lives, according to official statistics.

PKK leader Abdullah Öcalan, believed to reside in Damascus despite official Syrian denials, announced the cease-fire on Dec. 15 in hopes of drawing Turkey into negotiations for autonomy.

Turkey snubbed the call — as it did similar former ones — saying it "refuses to talk with terrorists," and has continued military operations.

Turkey believes the PKK is trying to gain time and rebuild its forces which were badly mauled in clashes with Turkish security forces and the Iraqi Kurdish peshmergas whom they attacked in northern Iraq last year.

Turkish intelligence sources recently told the TDN that the PKK Central Committee, meeting in northern Iraq throughout December, had finalized plans for a Spring Offensive. They also said Öcalan had accused the PKK's field commanders in Turkey and northern Iraq of passivity and cowardice, ordering the purging of many.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JANUARY 31, 1996

In Heart of Gulf, U.S. Fleet Keeps Wary Eye on Saddam

By Douglas Jehl
New York Times Service

MANAMA, Bahrain — Five years after the Gulf War, a dozen U.S. Navy cargo ships laden with tanks, armored vehicles and other military equipment are anchored off the coast here, reflecting the wariness of U.S. forces that Iraq might start the conflict again.

Until late last summer, the cargo ships were stationed at Diego Garcia, a U.S. base in the Indian Ocean, and in other ports, ready to rush anywhere in the world.

But that changed when Defense Intelligence Agency analysts concluded that Iraqi military forces had developed the capacity to send five armored divisions into Kuwait on 12 hours' notice.

That warning set off alarms in Washington and the U.S. Central Command, which has charge of forces in the Middle East, according to diplomats and military officials.

They say that the warning was the prime factor in a decision to transfer the seaborne stockpiles — enough to equip a full Marine Corps division and an army brigade — to the heart of the Gulf. "Without any question, there was an attempt to enhance our combat personnel in the Gulf," a Western diplomat said of the reinforcement, which has left the narrow waterway crowded with more U.S. vessels than at any time since the war.

Compared with October 1994, when a sudden buildup of Iraqi military forces near the Kuwaiti border prompted President Bill Clinton to send some 9,000 soldiers back to the region, the latest movement of U.S. personnel has been on a relatively small scale.

It included no ground troops and only a few navy personnel, but it allows more than 20,000 troops to be outfitted with heavy weapons on short notice. Additional U.S. warplanes were also sent to Bahrain and Kuwait and a military exercise in Kuwait was extended.

Diplomats and military officials said the movement reflected the unease of U.S. commanders troubled by reports of renewed Iraqi military capability last October.

The Iraqis "couldn't have won the war," a Western diplomat said, "but they might have won the battle, even with our air assets."

The need for rapid responses to Iraqi military movements was supposed to have been allayed after the crisis in October 1994 with the imposition by the United Nations of strict rules requiring that Iraq's most formidable forces be kept far from positions from which they could threaten Kuwait.

About 20,000 U.S. soldiers, sailors and airmen are now stationed in the Middle East, including 14,000 naval personnel and marines afloat between the Suez Canal and the Eastern Indian Ocean as part of the Fifth Fleet.

While officials have not seen a need to send more U.S. ground troops, they say the increased readiness of Iraqi forces has made it wise to send equipment to the region as a contingency.

Diplomats and military officials have declined to discuss in detail the causes of recent American concern, except to say that it has to do with changes in the way that Iraqi forces are deployed, trained and conduct exercises.

Some said that their perception of the threat had diminished, particularly now that Iraq has shown a new willingness to consider a UN proposal that would allow it to sell limited quantities of oil for the first time since the Gulf War.

Since that conflict ended, the United States has sought to persuade its regional allies to allow it to position the armored equipment needed for a rapid mobilization by U.S. ground troops.

It has now established one stockpile in Kuwait that can supply an Army brigade of about 5,000 troops, and U.S. forces are moving more equipment this month to a site in Qatar.

But the United States has been rebuffed in its attempts to establish a third site in Saudi Arabia, and the transfer to the Gulf of the shipboard stocks, which contain scores of tanks, armored personnel carriers, artillery pieces and other heavy equipment, may be an admission of defeat.

Military officials say that 35 U.S. military vessels are now afloat in the Persian Gulf. These include the aircraft carrier Nimitz battle group, a Marine Corps amphibious ready group and other vessels carrying a total of more than 10,000 naval personnel and marines.

An additional force of 18 Air Force F-16 jets that was sent to Bahrain this fall has returned to the United States. But diplomats and military officials say that no decision has been reached on when the cargo vessels will return to their usual bases.

PARIS SOCKET

.....▶ ebd.

Du 31 janvier au 5 février... N°12

ISSA GULINAR

MUSIQUE DU KURDISTAN (AAA)



Enfin un peu de dépaysement pour nous, occidentaux. Issa, jeune virtuose kurde, fait partie de cette nouvelle génération de musiciens porteurs d'une incontestable authenticité culturelle. Son album "Gulinar" est le deuxième volume d'une collection de Chants d'amour et de danses. Issa a repris les chansons enregistrées par son père dans les années cinquante tout en leur redonnant vitalité et actualité. Issa a de plus utilisé des instruments orientaux traditionnels tels que le "Bouzouk", le "Ney" ou la "Darbouka" rendant toute sa poésie au folklore kurde. À découvrir !

US Senate approves transfer of three warships to Turkey

One important condition of these transfers is that any repairs or refurbishment that these ships require are to be performed at a US Navy shipyard located in the US

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. Senate on Jan. 26 approved a measure that will allow Turkey to transfer three Oliver Perry Class frigates and make her eligible for defense export loan guarantees. The Defense Authorization bill, passed 56-34 by the senate, is the same as that passed by the House of Representatives on Jan. 24.

The bill will now be sent to the White House for President Clinton's signature to become a law. Clinton vetoed the first version of the bill on Dec. 28, 1995 for reasons that had nothing to do with the transfer of the three warships to Turkey. Administration sources say that this time the President will sign the bill even though it still has a few articles that Clinton does not agree with.

According to the bill, Turkey will receive the frigates "Clifton Sprague" and "Antrim" on a grant basis. The third frigate, "Flatley," will be leased to Turkey. One important condition of these transfers is that any repairs or refurbishment that these ships require are to be performed at a U.S. Navy shipyard located in the United States.

The Clifton Sprague was decommissioned on June 2, 1995. The Antrim, and the Flatley will be decommissioned on May 8, and May 15, 1996, respectively.

Originally, the Pentagon offered all three ships to

Turkey on a grant basis, i.e. for a nominal "pier-side cost" of \$7 million dollars each. Other related costs included \$3.5 million for "training;" \$65 million for "ammunition;" \$30.6 million for "ship spares;" \$15 million for "shore spares;" and \$200 million for a "potential SH-2 helicopter acquisition program." But the grant program came under severe attack from such Democratic members of the House International Relations Committee as Lee H. Hamilton of Indiana and Robert G. Toricelli of New Jersey — who asked that all grant transfers be converted to either outright sales or leases. As a compromise, one of the "Turkish ships" was converted to the lease program.

The bill will also make Turkey eligible for a \$15 billion program that will extend defense-related export loan guarantees to thirty seven countries. Besides Turkey, other countries such as Greece, Israel, Egypt, Romania and Bulgaria will also benefit from the program.

Turkey, in the past, mostly relied on the Foreign Military Financing program and the granting of excess defense articles from the United States. But the program, which was largely keyed to the co-production of F-16 jet fighters, is expected to dwindle to insignificant amounts in the years ahead under the pressure of a budget-balancing Congress. Therefore the export loan guarantee program is expected to open a new channel for the transfer of defense-related items from the United States to Turkey.

Nusaybin border crossing ready to open for trade

Turkey is waiting for Syria's reply

Turkish Daily News

ANKARA- The border crossing between Nusaybin, in the southeastern province of Mardin, and Kamışlı in Syria, can open for trade as soon as the Syrians give the go-ahead, the Anatolia news agency reported from Diyarbakir on Tuesday.

Ahmet Kayahan, deputy governor of the emergency rule region, said that Turkey was waiting for the Syrian reply. In addition, if an agreement can be reached, then the border crossing at Habur would also be opened for trade. Opening the border to trade would provide jobs for the unemployed in the region, he added.

According to Muzaffer Yumuşak, chairman of the local Chamber of Commerce, the opening of the Nusaybin crossing would improve economic conditions not only in that region but also in whole country.

Border trade between Syria and Turkey, which slowed to a trickle not very long ago, began to flourish again after an agreement signed between the governor of the Turkish city of Mardin and the governor of the Syrian town of Haseki. The bilateral border trade relationship is mainly based on food products.

Meanwhile, border crossings between the two countries, including those at Nusaybin and Habur, have been put under strict control after the capture of three trucks carrying munitions at the Cilvegözü border crossing.

Les Temps



Tunis - Mercredi 31 Janvier 1996 - 11 Ramadan 1416 - N° 6822/21^e année

Festival de la Médina

«Issa» : chant et danse du Kurdistan Le charme d'une musique méconnue

Le spectacle qui a eu lieu vendredi dernier à Bir Lahjar était placé sous le signe du bonheur et de la joie de vivre.

La lumière des cierges accentuait le romantisme du lieu, abolissant par là-même les frontières.

La petite scène dressée dans le patio de Medrest Bir Lahjar, ressemblait à un navire intemporel vibrant de vie et de rythmes. En compagnie de Issa et son ensemble, nous fûmes conviés à mettre les voiles pour des destinations fantastiques aux confins de l'Orient-Invitation délicate saupoudrée de poussière d'or et de vermeil qui nous fit emprunter les pistes sinuuses de la musique et des chants du Kurdistan.

chanteur à venir danser, le public préféra écouter et communier avec cette musique kurde qui n'est pas sans lui rappeler celles iranienne et turque.

Issa par la sincérité de son interprétation tentait de nous communiquer sa joie de vivre, mais aussi ce cri en faveur de sa culture originelle menacée.

Entouré de ses trois complices de scène, Issa nous fit pénétrer en des espaces privilégiés, ceux de sa mémoire collective, que son père entretenait par la musique et chants qu'il interprétait en différentes

circonstances.

A la Medrest Bir Lahjar, le charme opérait et la musique perpétuait le voyage. Malgré le handicap de la langue, le public paraissait évoluer en des géographies familières.

Ce jeune chanteur kurde résidant en France ne se contente pas de recueillir et de perpétuer le patrimoine, il tient à y apporter sa propre contribution sans pour autant le dénaturer.

Cette agréable soirée ne nous permit pas cependant de découvrir tous les aspects de cette musique

prenante, car Issa préféra se cantonner dans un genre, délaissant les autres variantes.

Après deux concerts consécutifs à Tunis, Issa vient de se produire lundi à Sfax, une initiative nouvelle qui permet de décentraliser la programmation du festival de la Médina.

Conquis par l'accueil du public tunisois, Issa promet de revenir si on l'invite à nouveau, mais avec un corps de ballet cette fois. Une manière de découvrir les différentes facettes d'une culture méconnue.

Hamadi ABASSI

LE RENOUVEAU

ORGANE DU RASSEMBLEMENT CONSTITUTIONNEL DEMOCRATIQUE

MERCREDI
31 JANVIER 1996
11 RAMADAN 1416

DIRECTEUR
Brahim FRIDHI

N° 2556

MUSIQUE

SOIREE DU GROUPE KURDISTAN-ISSA A BIR LAHJAR

Grande émotion

Toujours dans le cadre du Festival de la Médina et afin d'animer la ville de Tunis au mois de Ramadan, la Medersa Bir Lahjar a accueilli samedi 23 janvier le groupe kurdistanaï, Issa.

Très réussi était le contact Kurdistan-Tunisie, ce quatuor kurdistanaï, dirigé par Issa a su en l'espace de deux heures émouvoir le public et l'imprégner du répertoire classique de chants populaires kurdistanaï.

Enlaçant son Bouzouk, Issa et ses compagnons de route ont interprété des maquams, écoutés dans les mariages et les fêtes au Kurdistan. Malgré le répertoire traditionnel, le groupe rajoutait à chaque instant des notes d'improvisation, animée de temps à autre de touches modernes. Ils ont chanté la femme, l'amour, la vie, la paix. D'une voix mélodieuse, Issa se ressourçait pour chaque morceau, auprès des belles montagnes et des multiples rivières de son pays. Mais malgré la vibration joyeuse qu'ap-

portaient le Bouzouk, la flûte, la darbouka et le violon, la voix de Issa ne pouvait que rester mélodieuse et nostalgique.

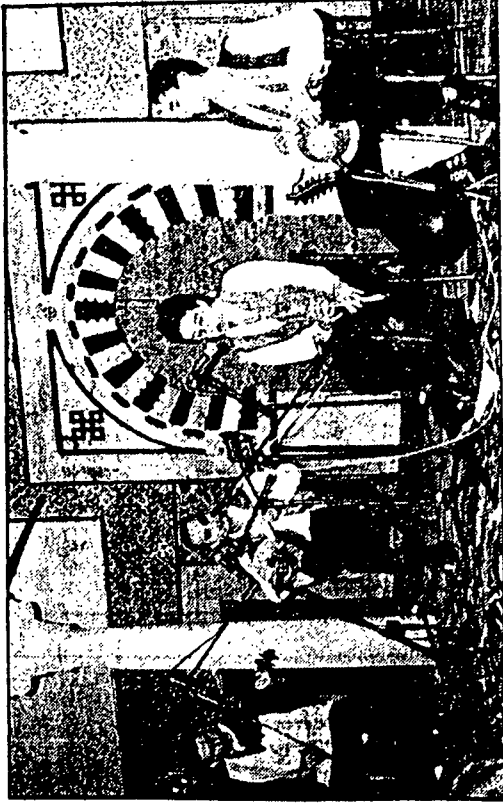
Car, ces chants populaires rappellent sûrement la souffrance et la lutte de ce peuple pour la dignité et la liberté.

Partagé entre l'architecture sublime et l'ambiance raffinée de la douce pénombre de Bir Lahjar, le public ne pouvait qu'apprécier sans pour autant comprendre les paroles. Le contact moderno-traditionnel des instruments (violon + Bouzouk, flûte et darbouka) procurait l'extase de Djirani, à Gulinar (fleur du grenadier et nom de femme), en passant par Nariné, une chanson écrite et composée par Issa.

Et le moment fort était sûrement l'interprétation en solo de Hervé Teboul au violon du morceau Zahrat Brifkani ou les oiseaux d'amour.

Un spectacle nostalgique appelant à l'union et à la liberté.

Zelneb Zouaou



Turquia vol entrar a la Unió Europea. I el Kurdistan?

AURELI ARGEMÍ

Vot favorable del Parlament Europeu en una complexa conjuntura

Després de molts mesos de discussions, finalment el govern turc s'ha sortit amb la seva: en l'última reunió plenària del mes de desembre de 1995, el Parlament Europeu donava llum verda per tal que Turquia es beneficiés, sense restriccions, a partir del 1er de gener de 1996, dels avantatges duaners amb tots els Estats de la Unió Europea. Aquesta decisió del Parlament Europeu es contradeia amb la Resolució que el mateix Parlament prenia el 15 de juny de 1995, en la qual expressava "la seva oposició a la unió duanera amb Turquia fins que el diputats kurds restin a la presó i els drets del poble kurd no siguin reconeguts"; (ni una cosa ni l'altra, com veurem, no s'ha acomplert).

Abans d'arribar al triomf de les aspiracions del govern turc, previ a la plena integració de Turquia a la Unió Europea, el mateix govern s'havia vist obligat a lluitar, durant molt de temps, contracorrent. Havia hagut de vèncer la resistència d'un bon nombre d'eurodiputats a acceptar un Estat que presenta l'assignatura de conducta democràtica carregada de males notes. És en aquesta assignatura, efectivament, on apareix una llista interminable de fets i d'acusacions contra un govern que es deixa portar per arbitrarietats sistemàtiques; contra un govern que persegueix, de manera indiscriminada, els opositors d'un ordre establert excessivament baix de sostre; contra un govern que nega, rotundament, els drets fonamentals del poble kurd, una part del qual es troba en l'àrea de la seva administració...

Malgrat, doncs, aquestes males notes —que haurien de ser suficients per impedir l'entrada de Turquia al cercle dels Estats dits democràtics europeus—, les peticions de les autoritats turques reberen un aprovat del Parlament Europeu. Aquest justificava el seu vot majoritari positiu en afirmar que el govern turc es mereixia ara un vot de confiança, més que no pas tornar-lo a condemnar per enèsima vegada. O sigui, en la decisió dels eurodiputats prevalien les promeses fetes per la primera ministre turca, en el sentit que si les seves peticions eren escoltades posaria els esforços necessaris de cara a millorar la situació dels drets humans. El Parlament Europeu havia pres, per tant, el risc de no esperar de percebre una pràctica que demostrés com les promeses es convertien en actes.

En aquesta ocasió, al contrari del que havia passat fins ara, l'onada de la presumpta bona voluntat turca semblava

que s'ho havia emportat tot. Tanmateix, no mancaren els qui en el canvi d'actitud del Parlament Europeu descobrien unes motivacions que no tenien res a veure ni amb la bona voluntat turca ni amb el tema dels drets humans. Per exemple, que en les consideracions del Parlament Europeu havia comptat molt que l'Estat turc, amb la desfeta de l'URSS i amb la fi de la guerra freda, anava aconseguint d'ocupar una posició geopolítica i econòmica privilegiada, de gran interès estratègic per una Europa sempre disposada a ampliar el seus espais comercials i la seva influència política. L'Estat turc havia sabut enlluernar el Parlament Europeu tot fent-li creure que es trobava davant d'una gran oportunitat històrica.

A més, el govern turc havia recordat al Parlament Europeu que Turquia ofereix altres grans atractius: d'una banda, és un Estat considerat encara del Tercer Món i necessitat dels països rics europeus, i, de l'altra, és un Estat, amb un mercat potencial de més de seixanta milions de persones, que s'esforça per adequar-se als plantejaments del capitalisme avançat, tot endinsant-se en un procés de desenvolupament econòmic i social encaixable en els models europeus o, si més no, en els models europeus-mediterranis.

El govern turc és molt conscient que aquest cúmul de coincidències li són favorables. Les vol explotar a fons.

* * *

Tanmateix el govern turc no pot ignorar que li és difícil complir. Viu immers en un mar agitat, enmig d'un estira i arronsa constants, entre una Turquia amb ganes de pujar al carro dels països més desenrotllats i una Turquia que es resisteix a abdicar d'una certa idea, tancada, que s'ha fet d'ella mateixa. La Turquia retrògrada es conserva molt forta, no cedeix de cap manera. S'ha refermat arran de l'èxit del moviment integrista islàmic en les eleccions generals del mes de desembre de 1995.

Les mentalitats reaccionàries turques són remarcablement pesants no tan sols en la configuració del nou Parlament, que ha començat a funcionar a primers de l'any 1996, on el predomini dels partits de dreta i d'extrema dreta és evident, sinó també en el tracte polític que els qui manen —i també, en general, l'oposició—, han continuat dispensant als pobles no turcs que conviuen dins les fronteres de l'administració turca. L'actitud de la majoria de parlamentaris és semblant a la de quan la República Turca, nascuda el 1923

TURQUIA/KURDISTAN

de les cendres de l'imperi otomà, va emprendre la "recta via" d'edificar un Estat eminentment centralitzat, d'unificar la societat en funció d'un sol poble, el poble turc, i d'assimilar-li tots els pobles al·lògens.

Aquesta postura, alimentada ideològicament per Kemal Atatürk, fundador de la Turquia "moderna", ja prou palesa en el refús històric d'admetre al si de Turquia les "minories", com la grega i l'armena, s'ha concentrat, els darrers anys, en la política bel·ligerant contra el poble kurd, no reconegut ni en el seu propi nom fins els nostres dies; tot i que aquest poble representi almenys el 19% de la població, sumi entre els 13 i 18 milions, dintre de la població global de l'Estat turc (que supera els 61 milions d'habitants).

* * *

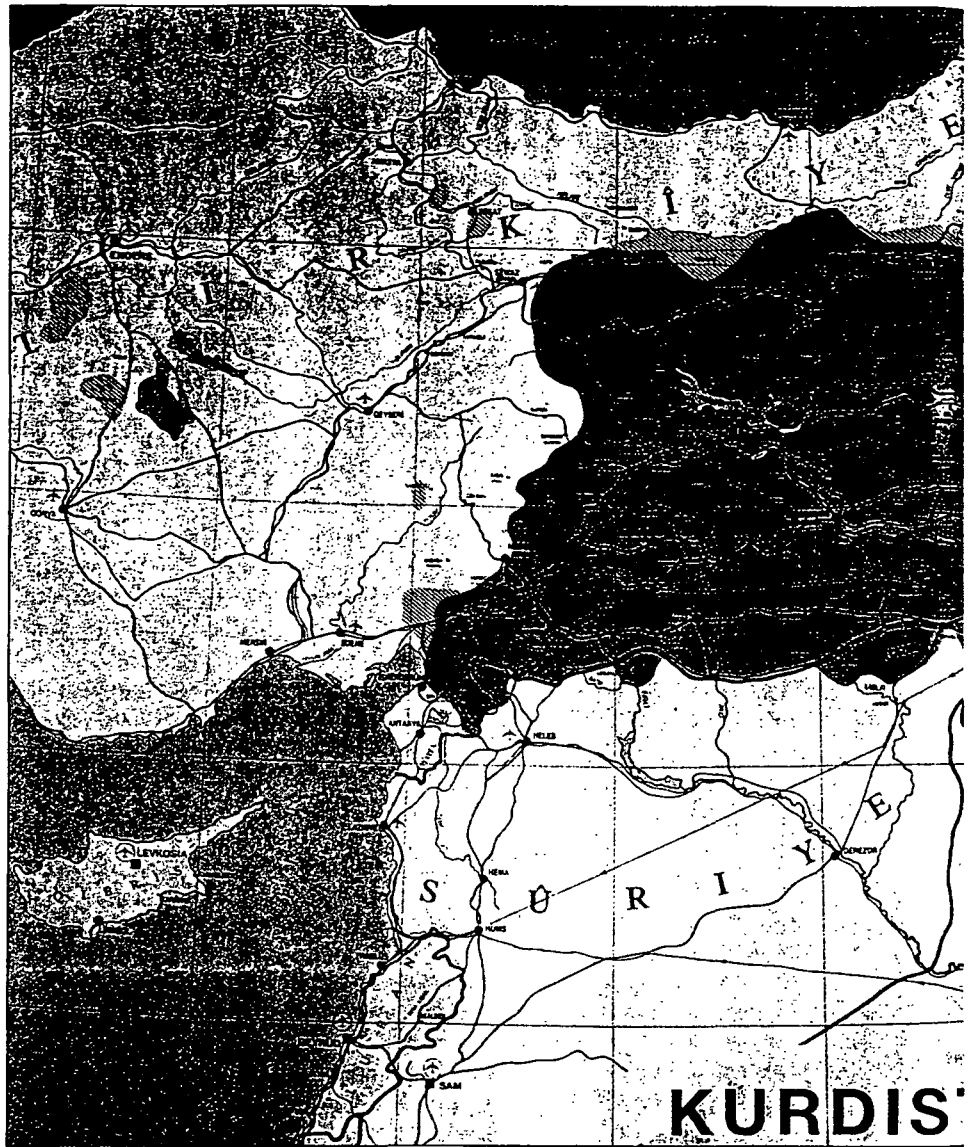
Però el conjunt de raons, del govern turc i del Parlament Europeu, que, innegablement són de pes, les hem de considerar satisfactòries perquè aquest Parlament prengués l'esmentada determinació? No hauria estat millor que els eurodiputats haguessin pressionat, més encara, el govern turc perquè es democratitzés de veritat? O, simplement, no hauria estat millor no precipitar-se en votar, mentre no fos garantit prèviament i del tot el respecte al poble turc?

Sigui com sigui, aquest dossier s'inscriu en el context d'una campanya internacional a favor dels drets humans i, en especial, dels drets del poble kurd dintre de l'Estat turc, candidat ferm a ser, segurament aviat, un company de viatge dels qui ja ens trobem dins de la Unió Europea.

Què reivindica el poble kurd?

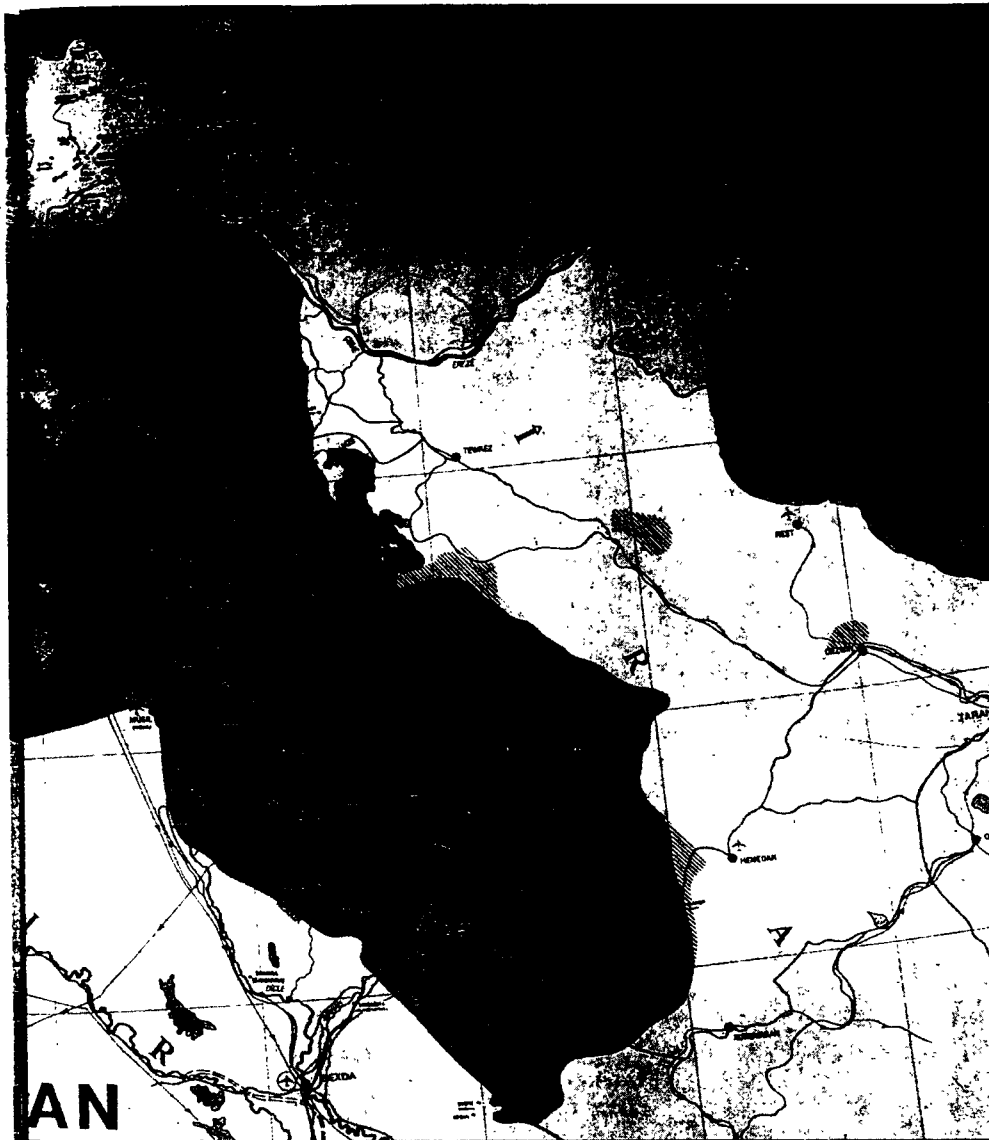
Fem una mica de memòria: el poble kurd -poble indoeuropeu, amb una llengua i cultura pròpies- viu, des de sempre (és a dir, des que s'anaren poblant les terres on s'han arrelat), en una àmplia zona compresa avui entre els Estats de Turquia, Iraq, Iran, Síria i Armènia.

Després de moltes vicissituds, que en els límits d'aquest dossier no podem ni resumir, els kurds es trobaren dividits entre els esmentats Estats, amb règims diferents i amb polítiques sovint antagòniques, gràcies a una resolució dels guanyadors de la I Guerra Mundial (resolució presa per Estats llunyans d'aquells terres els quals, però, se n'havien aprofitat i s'hi havien comportat com a durs colonitzadors).



Situació geopolítica del Kurdistan

La dispersió en cinc Estats que van haver de sofrir els kurds era, segons que especificaven els acords, provisional. En virtut del Tractat de Sèvres (1919), els kurds podien aspirar a ser un dia, no precisat, políticament autònoms i, si ho volien, independents. Les potències vencedores de la I Guerra Mundial es comprometien a respectar les decisions dels kurds, fossin les que fossin. Tanmateix, un nou Tractat, el Tractat de Lausana (1923), sense tancar les portes ni a l'autonomia ni a la independència kurdes, ja els posava tantes traves que resultava gairebé impossible solucionar qualsevol contenciós a favor d'ells. De fet, el nou Tractat perllongava "indefinidament" la situació precària en què es trobava el poble kurd, en mans i en benefici de diversos Estats sense pertànyer del tot a cap d'ells en concret. Això permetia, entre altres coses, que el nou Estat republicà turc aprofités l'avinentsa d'una situació indefinida del poble kurd en el dret internacional, per portar a terme una política que fes "desaparèixer" el



poble kurd com a tal, almenys en l'àrea reservada a Turquia.

Els esforços de l'Estat turc en aquest sentit no han reeixit prou fins ara. O potser la situació ha empitjorat als ulls dels mateixos turcs. Perquè de la mateixa manera que els governs turcs, un darrera l'altre, han lluitat per esborrar del mapa els kurds, aquests no han desistit tampoc de defensar-se. No han deixat mai de reivindicar, amb més o menys intensitat, el que els vencedors de la I Guerra Mundial li havien promès, que no era, en definitiva, res més que allò que qualsevol poble té dret a voler i a expressar: la pròpia sobirania. I, amb aquesta, la reunificació.

* * *

Per entendre i mesurar bé els termes de la contesa entre l'Estat turc i el poble kurd, almenys de la manera que aquesta contesa es presenta avui, és necessari recordar que els enfrontaments dels turcs i els kurds s'han in-

tensificat a partir del 1980. És a dir, des que els militars van prendre, amb un cop d'Estat, el poder a Turquia i es proposaren acabar d'una vegada per sempre amb la "qüestió" kurda. Des d'aleshores les relacions turcs-kurds han anat agreujant-se. El retorn del govern civil no ha suposat cap canvi substancial. La guerra contra els kurds, si bé no porta aquest nom (oficialment les autoritats kurdes parlen de lluita contra el terrorisme), continua fent estralls i els últims mesos fins i tot s'ha intensificat.

Per part kurda, la contraofensiva ha anat engruixint les files dels decidits a fer la guerra de resistència al govern turc, sigui amb les armes sigui amb els vots. Es tracta d'una guerra que, en el context de la cursa de Turquia cap a la Unió Europea, ha aconseguit sortir-se del gairebé "anonimat" en el qual Turquia intentava mantenir-la. La guerra ha pres una certa notorietat i els kurds intenten d'explotar-la. Amb el convenciment que ha arribat l'hora en què el seu silenci davant l'opinió pública els seria mortal, en què aquest silenci podria ser interpretat com un abandó de la causa que defensen des de fa tants anys. Si ara per Turquia és l'hora d'Europa, per Europa ha de ser també l'hora del Kurdistan, pensen i diuen els kurds. Els kurds -insisteixen els seus líders- combaten per ells mateixos, però també perquè Europa posi atenció en allò que estan reivindicant de paraula i obra. En nom dels drets humans, de l'assignatura pendent, tant per part de Turquia com de la Unió Europea en relació a aquest Estat.

El poble kurd, des del seu territori i des de la diàspora, intensifica, doncs, les seves lluites amb l'objectiu que les seves justes aspiracions siguin més conegudes o no deixades al racó de les preocupacions internacionals, i, en últim terme, siguin emmarcades bé, amb el rigor necessari. Perquè les negociacions sobre l'ingrés de l'Estat turc a la Unió Europea acabin amb el reconeixement dels drets que un dia la mateixa Europa els va reconèixer.

Hi ha, però, encara alguna possibilitat que els kurds entrin a formar part del "paquet" de les negociacions, rebin la satisfacció que esperen de les instàncies europees? Examinem els fets que ens poden indicar la clau de la resposta:

Diputats kurds denuncien des del banc dels acusats

Una primera dada, especialment fosca i reveladora, a la vegada, ens la dona el fet que a les presons turques hi

TURQUIA/KURDISTAN

ha detinguts milers de kurds on, en general, hi purguen penes severíssimes, sovint per motius d'opinió que, en un país normal, no serien cap delictes. Serien expressions democràtiques normals. Entre ells hi ha actualment la majoria de diputats kurds.

A propòsit de l'empresonament dels diputats kurds, el 20 de gener de 1995 Harlem Désir escrivia un article al diari parisenc "Le Monde" titulat: "Que Europa no obli els kurds!". En l'article, l'autor recordava la "paròdia" de justícia que, des de temps, s'ha instal·lat a Turquia. En el cas del judici "contra vuit diputats" kurds del "Partit de la Democràcia", democràticament elegits i, per tant, membres de l'Assemblea Legislativa de l'Estat turc, aquesta paròdia arribava a extrems insòlits. Perquè el judici contra ells no s'havia incoat a causa d'una acusació "de corrupció, d'abusos sobre els béns socials o de tràfic d'influències, sinó a causa d'activitats lligades a l'exercici del seu mandat". Això —subratllava Harlem Désir en l'article— passava en un país "membre del Consell d'Europa i signatari de la Convenció dels Drets Humans". Amb l'agreujant que el motiu real i immediat del judici era que els esmentats elegits del poble havien "defensat, dintre del recinte del Parlament i davant les Nacions Unides, el Parlament Europeu i la Premsa internacional, els drets dels kurds de Turquia". Pels acusadors i pel tribunal (format de militars), la defensa d'aquests drets era considerada, ni més ni menys, una greu activitat a favor del separatisme i un atemptat contra els més sagrats interessos turcs, és a dir contra la integritat de l'Estat. Tan greu era l'activitat dels diputats kurds, que el fiscal demanava per a ells la pena de mort, "en honor de la llei". Els acusats eren, senzillament, culpables d'un dels pitjors delictes imaginables, dins l'escala de valors que sembla dominar l'actual escena política turca. (Més tard, gràcies a la pressió internacional, el "delicte" seria qualificat "d'infracció greu de l'ordre establert per haver ajudat, els acusats, a constituir una banda armada", delicte no necessàriament punible amb la pena de mort).

A aquest punt, Harlem Désir —que havia assistit al judici— es preguntava si "una vegada tancats o eliminats els partidaris del diàleg i del reconeixement de la identitat kurda" —fins i tot si no s'oposaven, com feien els diputats, a les actuals fronteres de Turquia—, els kurds conscients de ser-ho no es veurien obligats a aliar-se amb el PKK (Partit Kurd dels Treballadors), un partit que es declara independentista i no refusa la lluita armada de resistència a la Turquia opressora.

Certament, el judici contra uns diputats kurds, cinc dels quals han estat condemnats finalment a quinze anys de presó —pena ratificada pel Tribunal d'Apel·lació el 28 d'octubre de 1995—, no ha estat més que la punta d'un iceberg: ha expressat l'agreujament d'una situació conflictiva que dura, gairebé sense interrupció, des de fa més de setanta anys.

El govern turc no es nostra disposat, doncs, ni a cedir ni a donar passos cap al diàleg amb els kurds, ni amb els seus representants que han passat per les urnes tot seguint el suposat joc democràtic volgut pel govern turc. Simplement, aquest govern vol continuar pel camí de

l'extermini del poble kurd com a tal. Unes xifres corresponents al 1994, relatives a la repressió del poble kurd i publicades a començaments del 1995 pel mateix Ministeri de l'Interior turc, ho il·lustren prou bé: els últims mesos han estat matats en enfrontaments armats 4.060 militants del PKK, 149 han estat ferits i 11.852 capturats.

De res no ha valgut la presa de posició de la Comissió Europea dels Drets Humans que ha acusat el govern turc d'haver comès, amb la detenció i judici irregulars dels diputats kurds, una infracció de l'article 6 de la Convenció europea dels drets humans. Tampoc no ha tingut cap ressò en el govern turc que l'Assemblea parlamentària del Consell d'Europa hagi reiteradament exigit "l'alliberament dels diputats empresonats per un presumpte delicte d'opinió".

Altres efectes d'una guerra sense fi

Com si res no els fes por, les autoritats turques han continuat portant a terme els seus plans d'extermini del poble kurd com a tal. En aquesta línia, el "Courrier International" (del 26,1-1,2, 1995), posava de relleu que al Kurdistan "turc" la guerra no es limita pas al cercle del PKK. Ni tampoc no es redueix a ser una guerra diguem-ne convencional. Si abans l'exèrcit turc tan sols havia utilitzat mitjans banals i havia humiliat els kurds tot obligant "els presoners d'aquest poble a menjar excrements humans", ara els responsables de la política turca es valen de l'extorsió i obliguen els "kurds de 7 a 70 anys" a considerar-se "milicians turcs en els pobles i ciutats. Els qui s'atreveixen a fer front a aquesta imposició són torturats. L'Estat ha fet ja detenir i liquidar els opositors particularment recalcitrants. A continuació, han començat els assassinats de la contra- guerrilla". En aquesta operació han estat detinguts i matats, en poc temps, "més de mil kurds" i unes "dues mil poblacions kurdes han estat cremades". Hom parla que la persecució desencadenada contra els kurds ha produït l'èxode d'"uns 2,5 o 3 milions, o potser més, d'ells".

Kendal Nezan, Director de l'Institut Kurd de París, puntualitzava en una entrevista al diari del Partit Comunista francès "L'Humanité" (14 de febrer de 1995), que els kurds assassinats i perseguits són, en el seu major nombre, "advocats, sindicalistes, defensors dels drets humans, intel·lectuals, tota una èlit, els qui representen les forces vives". Aquesta és, però, la "part visible de l'iceberg. La part amagada és (...) la política de despoblament" del Kurdistan "després de setanta anys d'assimilació forçada. El poder turc espera solucionar el problema en dues o tres generacions, tot suprimint la base territorial de la població kurda". Hores d'ara, a més dels dos mil pobles arrasats, "l'aviació turca ha cremat i destruït deu milions d'hectàries de boscos. Sota el pretext que lluita contra el PKK, és contra tots els kurds que Ankara fa la guerra". Certament, puntualitza Kendal Nezan, que "la repressió alimenta les files del PKK. Els joves que veuen destruïts els seus pobles, cremades les seves collites, les seves famí-

lies llançades per les carreteres, s'apunten majoritàriament als maquis”.

Si algú parla d'aturar la persecució contra els kurds no rep cap més resposta que el millor argument és combatre'ls. No val cap més altre argument. Ni els de caràcter econòmic. És significatiu que el citat Ministeri de l'Interior hagi de reconèixer que la guerra “interna” i les mesures de seguretat que implica el manteniment de l'ordre, comporten unes despeses enormes que dificulten sempre més la modernització i el progrés del país. No hi fa res. Liquidar el poble kurd com a tal sembla ser la prioritat davant de qualsevol altra consideració. Les despeses en aquest capítol no tenen fre ni límit. De manera que Turquia està esdevenint un dels més grans importadors d'armes al món: es tracta ja de la xifra astronòmica, referenciada pel diari *“Turkish Daily News”*, de 2.2 bilions de dòlars, que tan bé haurien anat per invertir en camps productius, per al “desenvolupament” del mateix Kurdistan (o com es diu oficialment de l’Anatòlia de l’Est”). La raó adduïda per mantenir aquesta bogeria és, sempre segons el Ministeri de l'Interior turc, perquè “Turquia no té cap més opció”. Escoltar i seguir les reivindicacions kurdes implicaria, pels turcs, haver d'admetre, a la curta o a la llarga, “la divisió de Turquia”. I això és inconcebible.

Malgrat tantes paraules grandiloqüents, tothom sap que “Turquia no podrà mantenir molt de temps una guerra així”, comenta el Director de l'Institut Kurd de París. “Turquia hi consagra el 40% dels seus recursos. Està atrapada. Aquest any ha de trobar 12 mil milions de dòlars per pagar els seus deutes. El turisme i les inversions baixen a causa de la guerra. El país és endut per l'espiral de la crisi.

I tots aquets mils de milions serveixen per ofegar un poble amb el pretext de lluitar contra el terrorisme”.

Davant del desastre econòmic, que s'afegeix al procés de genocidi físic o moral dels kurds, els kurds conscients han sabut ampliar la base de la resistència. I aprofundir-la. En l'elecció democràtica d'uns diputats propis, o sigui, kurds, hi han vist cada vegada més un acte de resistència i, alhora, una iniciativa de gran interès per ells mateixos i també pels turcs demòcrates. La participació en la contesa electoral ha resultat ser com un oferiment a tractar, discutir i treballar junts –kurds i turcs– per a un projecte de societat democràtica en què els drets d'uns i altres siguin degudament respectats. Encara que això hagi de suposar haver de construir un Estat no centralitzat o federal. El més important, en aquest plantejament dels kurds que han optat per la via parlamentària, no és l'Estat sinó la forma d'Estat més apte per a l'exercici dels drets humans individuals i dels drets dels pobles.

Segons els kurds, l'ampliació de la resistència s'acosta més a les actituds defensades pels mateixos organismes europeus, com pel Consell d'Europa. Efectivament, en la mateixa línia empresa pels kurds que han optat per la via de les eleccions, els eurodiputats de l'Assemblea Parlamentària del Consell d'Europa, demanaren, en la sessió plenària del mes d'abril de 1995, la suspensió de Turquia d'aquest organisme fins que no complís els mínims exigibles a un Estat que es diu democràtic. Molts dels eurodiputats s'havien unit a la veu de Thomas Cox, membre del grup laborista anglès, que condemnava la violació reiterada dels drets humans a Turquia i, especialment, els judicis contra els esmentats diputats kurds. “Els turcs ens diuen



Una imatge freqüent: l'exèrcit turc ocupa una ciutat kurda

TURQUIA/KURDISTAN

—explicava Cox en la formulació de la seva sol·licitud— que els deixem temps per millorar la situació dels drets humans. Però nosaltres sentim aquest discurs des de fa anys i la meua paciència ha arribat a terme (...). Hem de posar-nos la pregunta de saber si Turquia pot quedar-se al Consell d'Europa, perquè hores d'ara Turquia està posant en joc la mateixa credibilitat del Consell d'Europa". (Curiosament, aquesta presa de posició era contestada per un altre socialista, pel president de l'Assemblea Parlamentària, l'espanyol Miguel-Angel Martínez el qual argumentava: "Cal mantenir l'esperança i continuar sostenint els demòcrates turcs (...). Més que aixecar una pancarta amb l'escript 'Turquia fora d'Europa', jo prefereixo fer coses perquè la gent surti de la presó, i jo sé que a Turquia les coses es mouen" en aquesta perspectiva).

Preses de posició d'intel·lectuals kurds

Malgrat la pressió internacional des d'alts nivells, el govern turc no s'immutà. En fou una prova la notícia que publicaven les grans agències de comunicació a principis del 1995 segons les quals el govern turc havia lliurat als tribunals Yashar Kemal, un dels més famosos escriptors en llengua turca, si bé d'origen kurd. Se l'acusava del "delicte" d'haver protestat contra la condemna dels esmentats diputats kurds i que, per això, "Turquia entraria al segle XXI maleïda". A parer de les autoritats turques, la presa de posició del famós escriptor era un signe evident de "propaganda separatista".

L'actitud de Yadar Kemal i la reacció virulent del govern turc aixecaven, de nou, polseguera, arreu del món, en els ambients més sensibles a la causa dels drets humans. Entre moltes instàncies que es posaren al costat de Yadar Kemal despuntà el Parlament Europeu. Aquest aprovava, el 16 de febrer de 1995, una Resolució en què, a més de criticar durament la política opressora envers l'escriptor i tants altres escriptors i intel·lectuals, criticava el "doble llenguatge de les autoritats turques, conciliadores amb l'Occident i despietades a l'interior de les seves fronteres".

Mentre la polèmica entorn a Yadar Kemal s'anava estenent, sortia, traduït al francès i editat a París, un llibre de denúncia titulat "*La Prison n° 5. Onze ans dans les geôles turques*", escrit per Medhi Zana, ex-alcalde de la principal ciutat kurda, Diyarbakir. El llibre causava de seguida impacte. L'autor hi narra, amb tots els detalls, els seus sofriments durant molts anys de presó, les humiliacions i el cúmul de tortures rebudes, pel sol fet d'haver reivindicat el dret d'expressar-se en la llengua pròpia del seu poble, o sigui en kurd. El llibre de Medhi Zana, document esfereïdor que diu als quatre vents fins on pot arribar un sistema repressiu, racista i sàdic, contra una persona i virtualment contra totes les persones que es declaren kurdes, manifesta alhora fins on pot arribar també la dignitat d'un home i d'un poble.

En les mateixes dates apareixia, aquesta vegada a Suïssa, un nou llibre de denúncia, igualment traduït al francès, obra del kurd Ali Ekber Gurgoz. El llibre porta com a títol: "*La nuit de Diyarbakir, être kurde en Turquie*".

Un llibre sobre el qual Jean Ziegler, el diputat suís i conegut defensor dels drets humans, comentava al diari de Ginebra "*Tribune de Genève*" (2 de març de 1995): "L'ocupació nazi d'Europa ha cessat des de fa mig segle. Però la tortura sistemàtica, la mentida d'Estat, la persecució de civils kurds per l'exèrcit i la policia turcs, recorden impertinentment certes pràctiques d'aquella època. Els impressionants testimonis, lúcids, púdics, però, per desgràcia, tan precisos i irrefutables d'Ali Ekber Gurgoz, com els de Mehdi Zana, ho proven (...). El terror devasta el Kurdistan.

"(...) Universitat de Ginebra. Curs d'introducció a la sociologia. Dilluns 13 de febrer de 1995. Parlo de la constitució de la raó d'Estat en els Estats-nació d'Europa. Cito l'exemple del 'terrorisme d'Estat turc'. Una jove estudiant s'aixeca. Deixa l'aula. La retrobo als passadissos. És turca, intel·ligent, fina, està profundament ferida. M'acusa de falsificar la història contemporània i d'insultar el seu país. M'adono, aleshores que ella no admet en la seva consciència el que, a nom seu, s'està fent al Kurdistan. L'exèrcit turc —el qual, després del genocidi practicat el 1915 contra els armenis, ha tingut sempre una influència preponderant en el seu país— crea sobre la seva pròpia pràctica i davant l'opinió pública, la intransparència més opaca. La mentida d'Estat, inoperant a Europa occidental, sembla, doncs, encara eficaç a la mateixa Turquia: enviaré a aquesta estudiant els llibres d'Ali Ekber Gurgoz i de Mehdi Zana.

"Davant del silenci i de la indiferència que possibiliten l'horror, què pot fer la víctima? Albert Camus —en forma de pregunta— proposa la solució: 'L'obstinació del testimoniatge no és, aquest moment, la resposta a l'obstinació del crim?' (...)."

A finals de 1995 sortia a París un nou llibre revelador, escrit per Leyla Zana, diputada kurda empresonada, juntament amb els altres diputats kurds, amb una condemna de quinze anys. Tot el llibre, titulat "*Écrits de prison*", és un clam a favor dels drets humans, en general, i dels drets dels kurds, en particular. Hi trobem anàlisis lúcides sobre la situació dels kurds i del turcs, així com, particularment, de la situació de la dona kurda. Són, per exemple, aguts i precisos aquests comentaris-denúncia, extrets de les pàgines 80-84: "S'ha de reconèixer que els dirigents turcs són molt hàbils en el terreny de la diplomàcia i de la manipulació de l'opinió. Hereus de segles de tradicions d'intrigues i de combinacions bizantines i otomanes, saben enredar el seu món i crear il·lusions. No parlem de la candidesa camperola dels kurds, tan sovint enredats i manipulats pels caps turcs amb promeses sense futur. Cal constatar que l'Estat turc ha reeixit a enredar igualment, amb molta habilitat, el món occidental.

"La política dels dirigents està basada, des de fa setanta anys, sobre la mentida. Els anys 1920-1930, a l'època del règim de partit únic, d'Atatürk, van aixafar i deportar kurds tot justificant les seves accions amb la necessitat de lluitar contra el feudalisme i la reacció religiosa i presentant-se com a 'progressistes laics'. Durant la Segona Guerra Mundial, van festejar alhora Alemanya i els Aliats. Després de la guerra, quan els vents havien canviat de direcció, van adoptar un multipartidisme de façana



Les dones "guerrilleres" kurdes, part important de la resistència conduida pel PKK

perquè excloua qualsevol expressió kurda així com els moviments obrers i d'esquerra. La lluita contra el perill comunista va esdevenir el fons d'un comerç inesgotable del règim turc al qual els seus aliats occidentals van perdonar-li tot, àdhuc els cops d'Estat sanglants i l'aixafament del poble kurd, en nom d'un 'imperatiu estratègic'. Aquesta renda va acabar-se amb la fi del comunisme. Tot seguit va aparèixer el fantasma de l'islamisme i hom digué: 'si no ens ajudeu, Turquia s'inclinarà cap al camp islàmic'. Al mateix temps, l'Estat començava a utilitzar tots els mitjans per ajudar el desenvolupament del partit islamista de la Prosperitat en les regions kurdes, com antídoto al moviment democràtic kurd (...) i per posar una barrera 'als separatistes'. I sabent que després del comunisme, l'islamisme ha esdevingut l'enemic ideològic dels americans, els nostres dirigents han fet pujar amb força el partit islamista i immediatament es prevalen d'aquesta pujada per presentar-se com un baluard davant l'islamisme i poder obtenir, d'aquesta manera, l'ajut financer i militar dels americans i dels altres occidentals! El pitjor és que aquesta trampa sembla que vagi bé. Els dirigents turcs arriben a manipular i a enganyar els seus aliats occidentals. Sota la cobertura de la seva lluita contra aquest perill i contra el

terrorisme, obtenen la indulgència i el suport dels seus aliats a les pitjors exaccions. Arriben a convèncer-los fins i tot que la democratització de les estructures del país es farà quan aquests perills siguin eliminats (...).

"No arribo a comprendre com els occidentals, que disposen tanmateix de dirigents molt intel·ligents, cultivats i lúcids, es deixen enlluernar d'aquesta forma. A no ser que els seu esperit i els seu judici no estinguin enfosquits pels interessos mercantils dels seus comerciants, que el pes d'aquests sigui més feixuc que el dels defensors de les llibertats i dels drets humans (...).

"El fet que el poder polític cerqui la solució del problema kurd en el prosseguiment de la guerra i no prevegi una solució pacífica, posa la qüestió cada vegada més difícil. La raó per la qual nosaltres estem darrera les reixes, entre murs de ciment armat, és que hem pres consciència molt aviat d'aquests problemes i que hem proposat una solució pacífica, en el marc de la democràcia i de la igualtat dels nostres dos pobles (...). Nosaltres hem estat exclosos del Parlament d'una manera que no té precedents al món, en violació de qualsevol norma de dret, i hem estat enviats a la presó. La finalitat buscada és, a través de les nostres persones, d'intimidat el poble kurd i les forces democràtiques de Turquia, de terroritzar i de reduir al silenci tota la societat. La política seguida pel poder condueix Turquia cap a l'exclusió de la comunitat internacional; jo crec, sincerament, que el poble turc no s'ho mereix. És el poder el qui en té la plena responsabilitat.

"Opino que hi ha pocs pobles al món que pateixin el que els pobles kurd i turc estan patint. Al moment en què el món es globalitza, la prova infligida als nostres pobles hauria de ser una vergonya per a la humanitat. Vivim encara en un període en què la història i la identitat d'un poble són negades i la seva cultura destruïda".

El coratge i l'exemple de Leyla Zana eren capaços de fer néixer a Europa i als Estats Units un corrent d'opinió per demanar que aquesta diputada fos candidata al Premi Nobel de la Pau. L'esposa del President de la República Francesa, Sra. Mitterrand, adreçava al Comitè Nobel una petició en la qual remarcava que si Leyla Zana fos distingida amb aquesta "prestigiosa recompensa, significaria per al Premi Nobel una gran obertura vers el món musulma, ja que aquesta Senyora representa els musulmans no fonamentalistes (...). També és molt representativa d'aquelles dones que com Aung San Suu Kyi, de Birmània (Premi Nobel de la Pau el 1991) i Rigoberta Menchu, de Gautemala (Premi Nobel de la Pau el 1992) lluiten per a les seves llibertats i el seu reconeixement en el món".

Aquests i altres testimonis i preses de posició, procedents de persones perseguides i condemnades, han aconseguit almenys una victòria quan la Cort de Seguretat de l'Estat, el 1er de desembre de 1995, sentenciava que els esmentats escrits de Kemal no constituïen cap delictes i, per tant, que el seu autor no era imputable de res. Al mateix temps, el govern turc, en virtut d'una petita revisió de la llei antiterrorista imposada pels militars i encara en vigor, deixava lliures un centenar de presoners condemnats per "delictes d'opinió".

TURQUIA/KURDISTAN

Replantejaments entorn a la guerra turco-kurda

El govern turc ha declarat moltes vegades que està decidit a vèncer, ni que sigui amb "la guerra total", la "rebel·lió kurda". No hi ha ningú que posseeixi prou autoritat per interposar-s'hi, per frenar aquesta ofensiva. El govern turc lluitarà amb els mitjans que li convinguin. Ni que hagi de ser desmentint la fins fa poc primera ministra, la Sra. Tansu Ciller, la qual ha assegurat, repetidament, als seus interlocutors estrangers, en especial als europeus, que la victòria s'obtidria per mitjans no violents.

Aquestes últimes afirmacions són, com han assenyalat els testimonis mencionats, contradides quotidianament per la realitat. Per convèncer-nos-en encara més —explica Henri Guirchoun, enviat especial del diari francès "Libération" al Kurdistan—, "només cal prendre un dels minibus que uneixen Diyarbakir amb els pobles veïns. Allà, a despit dels innombrables punts de control de l'exèrcit, a despit de la por, les llengües es deslliguen. Ells posen barreres a les carreteres perquè vosaltres no pugueu veure els nostres pobles cremats i les nostres famílies foragitades", diu un home kurd expulsat, fa dos anys, de Lice, quan l'exèrcit va bombardejar la ciutat. "L'Organització no mata la gent, són els rambos de les forces especials els qui es vengen sobre nosaltres".

Amb la intensificació de la guerra contra els kurds, s'ha reforçat encara més la resistència. Aquesta s'ha convertit en una veritable "força popular" de resistència en la qual les adhesions al PKK van en augment. Hom pot parlar de la constitució d'un veritable exèrcit de resistència. Com recorda el citat Henri Guirchoun, l'organització de l'exèrcit de resistència no és encara pròpiament la d'un exèrcit d'alliberament nacional, si bé ho és cada dia més. Fins fa relativament poc, explica el periodista, els kurds que habiten dins l'Estat turc no eren independentistes o havien deixat de ser-ho, en no considerar viable un Estat kurd dins d'un context tan conflictiu com és el de la zona on es troben (al centre de les tensions entre els Estats turc, iraqüia, sirià, iranià i armeni). Ara, per contra, va prenent cos la idèa que el PKK en consolidar-se sap transformar-se en l'avançada del que vol, en el fons, la majoria del poble kurd: la represa de la sobirania completa. En els combats del PKK cada dia són més els kurds que hi veuen reflectides les seves esperances de desfer-se dels opressors i de retrobar els propis orígens. Dins d'aquests plantejaments, cal llegir la resposta, donada pel xòfer del minibus que transportava el citat reporter de "Libération", a la pregunta de com s'explica que mestres de diferents pobles hagin estat aixafats pel PKK: "Aquests mestres que peguen els nostres fills perquè parlen en kurd són pitjors que la policia; volen destruir les nostres arrels. La gent matada forma part dels guàrdies armats comprats per l'Estat; és gent traïdora".

Segons revelen alguns estudis sobre la crescuda del nombre de kurds independentistes, en part com a efecte del moviment de resistència, són cada dia més els turcs que comencen, curiosament, a demanar-se si l'Estat turc fa bé d'alçar-se en armes contra el Kurdistan. En tot cas,



Yadar Kemal, l'escriptor kurd pro-kurd guardonat amb el "Premi Catalunya 1996"

aflora una crítica a l'acció bèl·lica dirigida pel govern turc i va tenint més adeptes entre els turcs la teoria que la qüestió kurda no és un problema o, si ho és, pot solucionar-se fàcilment amb un canvi de política. Un canvi, però, no necessàriament per donar tota la raó als kurds sinó i, especialment, per afavorir els mateixos turcs que han de sofrir una guerra que, ben mirat, no els va ni ve. Un sector rellevant de la burgesia turca desitjaria aquest canvi. No pas perquè sigui més sensible a les reivindicacions kurdes sinó pels costos econòmics inútils que la guerra contra aquests comporta. Una dada significativa que alimenta aquesta postura: només durant l'any 1994, l'Estat turc va gastar, en el concepte de "seguretat", o sigui sobretot en accions bèl·liques contra els kurds, set mil milions de dòlars; una quantitat difícilment suportable per una economia menjada per l'atur, la inflació galopant i el deute extern.

Hores d'ara, sembla que, en l'opinió pública turca, aquests raonaments lligats a la desastrosa situació econòmica, comencin a comptar. Això permet una certa obertura de la societat turca, si més no formal, a la comprensió de les condemnes de caire polític que, des de l'estranger, són

adreçades al govern turc. Precisament l'esmentat enviat especial del diari "Libération", en l'article citat, recull unes declaracions significatives del President de la molt oficial Fundació per al Desenvolupament Econòmic: "Hem de deixar que Turquia prengui el lloc de l'Àfrica del Sud en matèria de les condemnes internacionals?". Prendre aquest relleu, no portaria Turquia a un inevitable bloqueig internacional?

De moment, però, l'oposició turca a la guerra no deu ser encara suficient perquè el canvi auspiciat de política arribi. El programa anti-kurd continua aplicant-se sense contemplacions. I, en intensificar-se la repressió –comenta Henri Guirchoun– "l'Estat turc ha obligat la guerrilla kurda a refugiar-se a les muntanyes, bo i posant literalment a les mans del PKK una població que fuig dels pobles d'Anatòlia i es dirigeix a les grans ciutats de l'Oest". Al govern turc sembla que no li importi gens que, "des de l'any passat, l'empresonament dels diputats kurds del Partit Democràtic, hagi destruït per molt de temps l'esperança de trobar un interlocutor més moderat que el PKK".

Això no obstant, algunes espurnes de diàleg social han anat apareixent en aquest panorama d'horitzons tancats. Recentment –apunta Henri Guirchoun– "els canals de televisió privada han pogut organitzar nombrosos debats, molt àmpliament seguits i sovint molt honorables, sobre la qüestió kurda o sobre la qüestió de l'Estat-nació". Els qui refusen el diàleg, qualsevol índex de diàleg, continuen sent els primers responsables polítics i militars. Són sobretot ells que en associar "les reivindicacions per a la identitat dels kurds amb el terrorisme", fomenten en "l'opinió pública el racisme antikurd, amb el risc que aquest racisme esdevingui explosiu. Quan, fa unes setmanes, en un pont d'Istanbul, les forces de l'ordre van apallissar escandalosament una manifestació de dones i d'infants txetxens que protestaven contra la política de Moscou, el comissari responsable de la policia va ser sancionat. Aquest replicà, per excusar-se: 'Jo no ho sabia, jo creia que es tractava encara de kurds'".

Perquè no hi hagi dubtes sobre el manteniment de les postures més recalitrants dels dirigents turcs respecte al poble kurd, només cal recordar que el març de 1995, el Parlament turc votava a favor del perllongament de l'estat d'urgència dintre de les anomenades "deu províncies del sud-est" (o sigui, de les terres kurdes). L'aprovació –que corresponia a la decisió número vint-i-tres en el mateix sentit– era presa per 203 vots per (i 103 en contra), d'un total de 307 diputats presents.

Amb aquests resultats a la mà, la primera ministra podia reiterar davant la Comissió Europea que la seva acció anti-kurda continuava rebent un amplíssim suport parlamentari i que aquest suport la facultava a reforçar una política que li permetés acabar, d'una vegada, amb els moviments anti-turcs i la deixés lliure per, si calia, poder anar "aixecant progressivament" les mesures d'excepció. Precisava, però, que si ara aquesta voluntat no es traduïa en més actes concrets, era a causa del fet que el govern havia de respondre, abans de tot, a les exigències del Consell de Seguretat Nacional el qual exigia mantenir la mà dura contra "els terroristes".

Poc després d'aquestes declaracions de la primera ministra turca, *Amnesty International* publicava un informe sobre les tortures sistemàtiques infligides a kurds –i altres– disidents, sobre les morts violentes, les desaparicions i la diàspora forçades. Aquesta organització descrivia les condicions de vida miserable que han de sofrir centenars de milers de kurds i la contínua filera de gent kurda obligada a emigrar vers els barris degradats d'Istanbul, Ankara, Izmir, Antalya i Adana, on sovint són víctimes del racisme més execrable.

L'informe d'*Amnesty International* servia de contrapès a una sèrie d'iniciatives polítiques que, malgrat tot, van fent camí, van intentant aproximar els Estats de la Unió Europea a Turquia. A la vegada, l'informe servia també per fer veure, a més gent, amb ulls de simpatia el neixement d'una nova iniciativa que es proposava ser com l'avançada diplomàtica internacional dels kurds. Aquesta iniciativa, que reunia alguns antics diputats kurds, en l'actualitat residents fora del país, consistia en la creació d'una mena de "parlament a l'exili" l'objectiu prioritari del qual era servir d'interlocutor oficiós amb les autoritats d'arreu del món. En paraules –publicades per la revista catalana *Illacrua* (febrer de 1996)–, de Yaçar Kaya, president d'aquest Parlament, amb aquesta proposta se supleix, d'alguna manera, la impossibilitat actual de ser representat el poble kurd en el Parlament de la República Turca: "Després que el nostre partit, el Partit de la Democràcia, fos prohibit, ens vam veure obligats a crear aquest Parlament per defensar la voluntat del nostre poble a l'estranger. Aquest Parlament, conjuntament amb la guerrilla, té el poder de decidir l'acabament de la guerra, és a dir, de trobar una situació política, o bé de continuar lluitant amb les armes. Està compostat per 65 membres. Representa el 80% de la població kurda que viu fora del Kurdistan. També l'integren el Moviment de les Democràcies kurdes, el Moviment de la Joventut kurda, els alcaldes del Partit de la Democràcia, intel·lectuals i personalitats kurdes, el braç polític del PKK, l'Ernk i el Partit Comunista del Kurdistan. Endemés hi participa un representant dels Estats Units, del Canadà i d'Austràlia, el Congrés Nacional de Londres i cinc representants de cinc antigues repúbliques soviètiques on viuen kurds. Com es pot apreciar, es tracta d'un Parlament pluralista (...). La primera funció del Parlament és diplomàtica, la segona crear la unió entre el poble kurd. A més a més, aquest Parlament promou actes i conferències per desenvolupar la cultura kurda (...). A llarg termini, aquest Parlament té l'objectiu d'implantar-se al Kurdistan (...). Fins ara, hem aconseguit que al Consell d'Europa i al Parlament Europeu ens tinguin en compte i facen resolucions importants sobre la qüestió kurda".

En un primer moment, la iniciativa va ser ben acollida a Brussel·les, on fixà la seva seu, malgrat que l'ambaixador de Turquia fes mans i mànegues per impedir el seu naixement. Segons l'ambaixador turc aquest "pretès Parlament" no podrà ser mai equiparable ni a un grup de pressió perquè, en realitat, està format per una colla de gent tan sols interessada a "atacar des de l'exterior la integritat territorial de l'Estat turc, la seva sobirania i la seva unitat política".

TURQUIA/KURDISTAN

Extensió de la guerra

Tots els esforços per acostar Europa a Turquia o Turquia a Europa, no han aconseguit frenar ni la política repressiva envers els kurds ni les respostes contundents kurdes, organitzades en primer lloc pel PKK. El govern turc prenia el risc de portar a terme (el 20 de març, vigília de l'Any Nou, segons el calendari kurd) una nova operació bèl·lica de gran envergadura: decretava que, amb els mitjans més sofisticats, trenta-cinc mil soldats de l'exèrcit turc ataquessin, per terra i aire, els kurds fora de les fronteres estatals, dins del territori de l'Estat iraquí. Allà, en una zona que també és kurda, el poble kurd a més de gaudir d'una certa autonomia i protecció internacional, es formen, segons els serveis secrets turcs, les milícies del PKK o, almenys, el PKK troba suports logístics i armament.

L'extensió de la guerra anti-kurda rebia, immediatament, la contesta dels kurds "iraquians" els quals declaraven, per boca dels representants de l'autòcton Partit Democràtic del Kurdistan, que el PKK no els necessitava per res, i afirmaven contundentment que no consentirien la presència envaidora al seu país d'unes forces estrangeres. Per tant, si l'exèrcit turc no es retirava, sense demora, també ells es considerarien en situació de guerra. Amb aquesta presa de posició, els kurds d'Iraq, mimats anteriorment pel govern turc, trencaven l'esperança d'aquest de tenir-los com aliats. Per la seva banda, el govern d'Iraq reclamava que les tropes turques se'n tornessin immediatament si no volien una resposta del seu exèrcit obligat a defensar "la integritat territorial i la sobirania iraquianes".

La guerra anti-kurda i de resistència kurda s'estenia, doncs, perillosament, més enllà de les fronteres de l'Estat turc. No era, però, la primera vegada. Tanmateix, ara, la guerra entrava en una fase particularment greu, per la seva intensitat i per la seva complexitat de dimensió internacional. Perquè si, d'una banda, els turcs, aliats dels qui van combatre en la recent Guerra del Golf contra Iraq, no podien rebre com abans l'ajuda del govern iraquí per atacar el comú enemic kurd, de l'altra, el govern turc posava en dificultat els protectors dels kurds "iraquians", els Estats Units d'Amèrica, el Regne Unit i França, oposats a la realització d'operacions militars en aquesta part del Kurdistan.

Arriscant-se, almenys aparentment, fins al fons, el govern turc no es deixava atemorir. Continua aplicant, com si res, el seu pla d'intervenció fora de les fronteres estatals turques. Aleshores, molts observadors es preguntaren si les intencions de les autoritats turques es limitaven a resoldre a favor seu la qüestió kurda. De fet, a poc a poc s'anà vident com Turquia, que per aquesta seva gosadia de perseguir, sense demanar permís a ningú, uns presumptes enemics en un altre Estat només rebia una condemna amb sordina de la comunitat internacional, mirava més lluny. Amb el consentiment implícit d'altres Estats, es proposava crear una àmplia franja de seguretat i, a la vegada, impedir la formació d'un Estat kurd a l'altre costat de la frontera. Un Estat que, per coherència, podria deixar-se

portar per la temptació d'"annexar" el Kurdistan "turc". En aquesta intenció de fons, Turquia jugava amb el convenciment que, tard o d'hora, trobaria el suport del mateix Iraq, de Síria, d'Iran i potser també d'Armènia, és a dir dels Estats on hi ha una part de la nació kurda.

Segurament hi ha molt de veritat en aquestes suposicions. Ningú no dubta que en els projectes del PKK i d'altres partits kurds el somni del "Gran Kurdistan" ha fet niu. Un somni esdevingut, fins i tot, una esperança ben fundada, perquè correspon a una aspiració profunda i nobilíssima, i pertany a l'ordre dels drets humans col·lectius, dels drets dels pobles; drets reconeguts, en principi, per tots els Estats que es vanten de respectar-los democràticament. D'aquí que hom noti també un cert malestar, almenys en una part de l'opinió pública, als països més sensibles a les implicacions d'aquests drets, davant la guerra bruta dels turcs contra els kurds. D'aquest malestar en són un testimoni revelador les reflexions del periodista belga Robert Verdussen, publicades al diari "*La Libre Belgique*" (23 de març del 1995): "(...) Els kurds formen avui el poble més nombrós, més ignorat i més molestat. Un poble de vint milions d'ànimes que habiten en quatre països sense posseir-ne cap. Un poble que, a cavall entre Europa i Àsia, en un territori carregat a vessar de petroli i en un indret geoestratègic essencial, no pot esperar cap independència perquè capgiraria massa les cartes diplomàtiques. Això explica l'obstinació de Turquia, però també les de l'Iran, de l'Iraq i de Síria, a impedir qualsevol vellitat d'autonomia dels 'seus' kurds. Es tracta d'un bloqueig que ha aconseguit, al llarg dels anys, dividir els kurds entre ells. Els d'Iraq havien somiat, l'endemà de la desfeta iraquiana en la guerra del Golf, de poder-se emancipar. El president Bush havia, però, deixat suficientment de força militar a Saddam Hussein per permetre-li aixafar aquesta rebel·lió.

"Coneixem el que ha seguit. Un èxode miserable de kurds vers Turquia (...). Els kurds de Turquia, menys raonables que els seus germans d'Iraq que s'haurien acontentat amb una autonomia, reclamen la independència amb tanta violència com la que ells han rebut en barrar-los el pas els dirigents d'Ankara a l'exercici de la seva identitat (...). Hi ha principis que no poden ser transgredits siguin quines siguin les raons (...)"

Un futur incert, després de la prohibició dels partits pro-kurds

Ni amb la intensificació de la persecució dels kurds dintre dels Estats turc i iraquí, amb mitjans molt superiors dels que disposa la resistència kurda, el govern turc no ha aconseguit cap dels seus objectius. De fet, l'ofensiva turca en el territori kurd de l'Estat iraquí no ha pogut destruir cap punt neuràlgic de la resistència kurda. Els kurds morts en l'operació no arriben als dos-cents, mentre els soldats turcs que hi han deixat la vida sumen uns quants centenars. La majoria d'Estats de la Unió Europea, àdhuc Alemanya, força filo-turca, s'han anat declarant adversaris d'una guerra que, a més de no tenir sentit, no

aconsegueix trobar cap sortida, ni militar, a la situació. És simptomàtic que els Estats exportadors d'armes cap a Turquia es plantegin si val la pena continuar fent-ho, almenys amb les mateixes facilitats de fins ara.

Internament el govern turc, en lloc de reaccionar davant els fracassos i d'encetar un camí de diàleg amb els kurds, ha posat en pràctica una nova fórmula per apartar, d'una manera legal i definitiva, els kurds de qualsevol òrgan de poder: ha fet aprovar una llei electoral segons la qual cap partit no pot tenir un escó si no aconsegueix el 10% en tot el territori de l'Estat turc. Com observa José Iglesias, membre actiu del Centre de Catalunya del Kurdistan (*El Temps*, 12, 2, 1996) "aquesta llei suposa, per exemple, que en una ciutat d'un milió d'habitants com Diyarbakir, on el Partit de la Democràcia del Poble, el Hadep [el partit que ha succeït el Partit de la Democràcia, ara prohibit] ha guanyat les eleccions amb el 56% dels vots i on el Refah [partit islàmic integrista] només ha fet el 18%, els islamistes obtinguin cinc diputats i el Hadep cap, perquè en tot l'Estat no ha aconseguit un 10% de vots".

Per acabar de complicar les coses, al problema kurd s'ha afegit el problema del ràpid ascens dels partits musulmans integristes, precisament en un Estat que es defineix com a laic i es vanta de dir-se'n. Però l'amenaça per als ja debils i debilitats equibris polítics interns que representa l'integrisme islàmic, en lloc de llegir-los en els termes adequats, el govern turc el vol presentar com un

argument més perquè els Estats europeus incrementin el suport militar a totes les causes pro-turques. Es tracta, segons que comenta Kendal Nezan, en l'article citat, del "xantatge habitual. Abans, Ankara aixecava la bandera del perill comunista per justificar la repressió contra els progressistes, els sindicalistes i els kurds; ara l'excusa és l'integrisme. Això no significa que el perill integrista no sigui ben real, malgrat tots els discursos que sentim sobre la laïcitat de l'Estat turc. Els integristes, no mancats de mitjans financers, s'implanten en el terreny de la pobresa, del desarralament, de la frustració. Una fracció no negligible de kurds, que han trobat refugi en els barris perifèrics de les grans ciutats, han votat en les últimes eleccions municipals per al Partit islàmic de la Prosperitat. Era l'únic partit turc que s'havia pronunciat contra la guerra al Kurdistan (...). A les properes eleccions, els kurds poden donar els seus vots a integristes (...) com a signe de descontentament. De fet, la política de la primera ministra Sra. Çiller atia l'integrisme".

El 5 de gener de 1996, l'Alt Consell Electoral turc publicava els resultats definitius de les eleccions legislatives anticipades que havien tingut lloc a tot el territori de l'Estat el 24 de desembre últim. Cap dels partits que havien concorregut a les eleccions s'emportava el triomf, però el partit més votat era el "Partit de la Prosperitat" (21,32%) islamista, seguit de dos partits de dreta, el "Partit de la Mare Pàtria" (19,66%) i el "Partit del Just Camí"



Aspecte d'un camp de refugiats kurds

TURQUIA/KURDISTAN

(19,20%), aquest últim encapçalat per la primera ministra T. Çiller. A part que era significatiu l'avenç dels islamistes (de tendència fonamentalista), pels kurcs aquestes eleccions els probaven, d'una banda, que els era impossible tenir un sol diputat (ja que pràcticament mai no arribarien al 10% necessari de vots en tot el territori de l'administració turca) i, d'altra banda, que també aquestes eleccions estaven dominades per les anomenades "forces ocultes". En efecte, els kurds -com també, en general els turcs- havien pogut experimentar que en la seva terra es reinstal·lava, com explicava un observador, "el frau massiu" i "l'arbitrarietat total de l'exèrcit". Curiosament, deia encara aquest observador, el partit de la primera ministra que, durant la campanya electoral no havia "pogut reunir ni un miler de persones en cap ciutat kurda, s'havia trobat amb la sorpresa d'haver obtingut 587.935 vots, premiats amb 26 diputats, en les vint-i-tres províncies kurdes". En canvi el "Partit de la Democràcia del Poble", partit de l'esquerra kurda i, d'alguna manera successor del Partit de la Democràcia, ara prohibit, amb 1.170.699 vots (4, 17% de sufragis en tot el territori de l'administració turca) no aconseguia elegir cap diputat! Aquesta xifra tenia el mèrit suplementari d'haver-se aconseguit tot i que el "Partit de la Democràcia del Poble" no havia pogut sortir al carrer fins un mes abans de les eleccions.

Ningú no s'aventura a predir què passarà a l'Estat turc amb uns resultats electorals que dificulten, per tots costats, la constitució d'un govern estable. El president del patronat turc, Halis Komilli, s'aventurava, però, a declarar l'avantvigília de les eleccions "que no serviria de res fer-se il·lusions. Tothom hauria de comprendre, per fi, que el problema kurd és el problema principal i el més urgent del país. No pot haver-hi ni democràcia ni desenvolupament sense que s'hagi solucionat la qüestió kurda" (*Hürriyet*, 22-12-1995).

Com a colofó d'aquest dossier sobre els kurds que viuen a l'Estat turc avui, reproduïxo unes paraules de l'escriptor turc Yachar Kemal, processat el 22 de gener de 1996 per haver publicat a l'hebdomadari alemany *Der Spiegel* aquestes lúcides consideracions: "(...) Des de la seva fundació, el 29 d'octubre de 1923, fins als nostres dies, la República turca ha esdevingut un insuportable sistema de coercions i brutalitats. Ha buscat de dissimular-lo als ulls de la humanitat amb tot l'art oriental de la enganyifa i del doble discurs. (...) Com un huracà que ho escombra tot per allà on passa, el poder republicà ha bufat violentment sobre Anatòlia. De quina manera la població de Turquia ha pogut suportar tantes brutalitats i tantes tortures, tanta probesa i tanta fam durant més de setanta anys? Això és de l'ordre dels miracles (...).

"Finalment s'ha produït una cosa inesperada: mentre el poble turc vegetava, paralitzat per decennis d'opressió, la resistència ha començat a desenvolupar-se al si del poble kurd. Car ha estat el poble kurd el que, durant aquest període de dominació autoritària, ha sofert l'opressió més brutal (...). S'ha arribat a negar als kurds la seva identitat i a donar-los el nom de 'turcs de les muntanyes' i, cada deu o quinze anys, se'ls ha fet fugir pels quatre costats d'Anatòlia.

"Mentre s'intensificava la resistència kurda, que desembocà a la fi amb un conflicte armat, la màquina repressiva mostrà la seva veritable -i terrorífica- cara. Hom començà, en primer lloc, a enganyar la població amb una increïble campanya de propaganda. Perquè, sense drogar la població turca, la resistència kurda no podia ser trencada. És així com s'inicià una vasta operació d'intoxicació: els kurds volien -hom deia amb força, emoció i refinament suprem- dividir la pàtria i fundar un Estat independent kurd. Tot seguit, els enterraments de soldats turcs, morts sota la violència dels atacs dels kurds, es varen presentar amb tanta exageració que hom podia creure que cada turc no tenia res més a escollir que matar el primer kurd que trobés.

"Per sort, els kurds i els turcs es coneixen prou, des de fa segles, perquè tots els esforços del govern tendents a desfermar les ires entre els dos pobles acabïn fracassant (...)

"I des d'ara, Turquia coneix la guerra més vil imaginable. La força de milers d'escriptors no és suficient per descriure-la. Per posar ràpidament un terme als aixecaments, la República turca ha creat un 'sistema de protecció dels pobles', amb una mena de milícia comparable a la instaurada per l'exèrcit americà al Vietnam. S'ha constituït una milícia de 50.000 homes, a més d'una unitat especial de 12.000 homes. Per si això no fos poc, l'Estat ha mobilitzat un exèrcit de 300.000 soldats contra els kurds. No se sap si existeixen altres mobilitzacions. El pitjor de tot aquest muntatge és que les forces armades turques han organitzat la contra-guerrilla.

"I així, a les muntanyes, els resistents kurds han començat a matar milicians i els milicians a matar resistents (...). Quan la guerrilla ha colpit, ha acusat l'Estat pels seus crims; quan l'Estat ha matat, ha acusat la guerrilla. Després ha aparegut un general que ha dit: 'Doneu-nos l'autorització, i jo no deixaré ni dues pedres dretes, ni un sol cap sobre un cos a l'est d'Anatòlia'. El cap d'estat-major, Dogan Güres, ha declarat: 'Per prendre els peixos, cal assecat l'estany'. I la nostra primera ministra, Tasu Çiller, ha clamat davant el Parlament: 'L'operació serà portada fins a l'extrem' (...). I s'ha aliat amb els altres nacionalistes al si de l'exèrcit. Aquests només veuen en la qüestió kurda un 'problema de terror' que tan sols es reoldrà amb la força. El cap del govern ha fet marxa enrera sobre totes les tímides temptatives d'obertura (...). Les promeses de garantir més de llibertat als ciutadans han estat oblidades, les tergiversacions respecte als drets humans s'han multiplicat sota el seu règim fins a un grau mai no conegut per un govern civil precedent".

Aquest és un dels aspectes més rellevants del panorama humà, en el sentit més propi de la paraula, que ofereix l'Estat turc mentre truca a la porta de la Unió Europea. És ara als europeus de la Unió Europea que els toca de respondre. En tot cas, els kurds -i segurament els europeus que se senten solidaris de la seva causa o simplement favorables al respecte a la dignitat humana- demanen de no obrir les portes mentre el poble kurd estigui exclòs de qualsevol tribuna des de la qual pugui expressar-se lliurement. ■

Peuples du Monde

PEUPLE BRETON
Janvier/Genveur 1996

Union douanière Turquie - Union européenne : Triomphe du cynisme

Le vendredi 15 décembre, sur proposition de l'UDB, plusieurs délégations d'élus et de militants se sont rendues en préfecture ou sous-préfecture de Quimper, Lorient, Rennes et Saint-Malo pour remettre aux officiels de l'Etat français une lettre de protestation destinée à Alain Juppé. A Quimper la délégation comprenait, outre l'UDB, "L'autre gauche", Kemper Ecologie Solidarité, la LCP, les Verts et le PCF, à Lorient, la FSU et le PCF. Ces démarches faisaient suite à l'adoption du traité d'union douanière Turquie - Union européenne par le Parlement européen deux jours plus tôt.

Les délégations ont souligné les implications socio-économiques et politiques du traité d'union douanière Turquie - Union européenne que le gouvernement Juppé a contribué à faire ratifier par les pressions qu'il n'a jamais cessé d'exercer sur les eurodéputés français.

La ratification comme la phase de négociation intergouvernementale qui l'avait précédée se sont déroulées en catimini, dans l'ignorance des populations. Or le traité d'union douanière fera de la Turquie, dès le 1^{er} janvier 1996, un membre à part entière du marché unique. Les biens, les services et les capitaux pourront circuler librement de part et d'autres des frontières alors que le salaire moyen en Turquie est 11 fois inférieur au salaire moyen français. Les conséquences de ce bais en termes de délocalisations d'activités, de licenciements massifs et d'atteintes aux droits sociaux tant en Turquie - ou l'on demandera aux travailleurs de se soumettre aux exigences de la compétitivité européenne - qu'en Europe occidentale seront considérables.

Si les mouvements sociaux du mois de décembre en France ont largement éclipsé ces enjeux, il n'en reste pas moins que le traité d'union douanière est un événement majeur qui se traduira d'ici peu par une aggravation du malaise social et, on peut le craindre, un développement des sentiments xénophobes.

Par ailleurs la Turquie est un Etat où, de l'aveu même du député néerlandais Gijs de Vries, qui préside le groupe libéral au Parlement européen et qui a voté en faveur du traité, "la torture est encore régulièrement pratiquée, c'est même la routine que des

enfants de douze ou treize ans suspectés de vol soient soumis à des électrochocs dans les postes de police". Les assassinats politiques sont monnaie courante, les emprisonnements pour délit d'opinion aussi. Ainsi du sociologue turc Ismail Besikçi, qui a déjà passé 14 ans et demi dans les geôles d'Ankara et qui est condamné à ce jour à un total de 200 ans de prison.

L'armée turque a détruit quelque 3.000 villages kurdes en les justifiant par la guérilla du PKK mais ces razzias ont commencé bien avant la prise du maquis par le PKK en 1984. Quatre députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), parmi lesquels Leyla Zana, ont été condamnés à 15 ans de prison en 1994 et ont vu leurs peines confirmées en appel le 28 octobre 1995, soit quelques semaines avant le vote du Parlement européen.

Aux élections législatives du 24 décembre en Turquie, le Premier ministre Tansu Ciller s'est présentée devant les électeurs alliée au Parti de l'Action Nationaliste du fasciste Alparslan Turkes, un des protagonistes du coup d'Etat militaire de 1960 qui mena un Premier ministre et deux ministres légalement élus à la potence.

La présidente du groupe socialiste au Parlement européen, la Britannique Pauline Green, a parfaitement résumé les conditions dans lesquelles le vote de Strasbourg est intervenu : "Mon groupe a été l'objet des pressions parfois agressives et grossières des lobbies turcs, Les pressions des gouvernements européens en faveur de la ratification ont été particulièrement intenses et insistantes." Ce qui n'a pas empêché Pauline Green de voter en faveur du traité, "avec chagrin, le cœur lourd et sans enthousiasme" (sic).

Côté français les eurodéputés de droite mais aussi ceux du PS moins un (Jack Lang) et ceux de Radical moins deux apparentés (Antoinette Fouque et Noël Mamère) ont voté en faveur du traité. En séance plénière Jack Lang a stigmatisé "le chantage exercé sur le Parlement pour le contraindre à ratifier l'accord d'union douanière et lui faire croire qu'un vote négatif ferait le jeu des militaires et des islamistes."

Nous laisserons le mot de la fin à cet eurodéputé conservateur allemand qui faisait, la veille du vote, cette fine remarque teintée de cynisme : "Il n'y a

jamais eu de démocratie en Turquie et il n'y en aura pas dans un avenir prévisible. Le pouvoir c'est l'armée et nous n'y pouvons rien. C'est bien malheureux pour les Kurdes et pour les Chypriotes, mais on n'y peut rien. Notre agitation des derniers mois aura permis de faire sortir de prison une centaine d'intellectuels et d'éviter à quelques dizaines d'autres d'y aller. Et puis ça nous a permis d'avoir le marché turc de 60 millions de consommateurs au meilleur moment, au plus bas prix, pour une bouchée de pain. L'union douanière est au moins une très bonne chose pour les industriels européens." Industriels ou esclavagistes ?

Faute de débat démocratique devant l'opinion, le traité d'union douanière est passé dans une indifférence presque générale. Nous ne prenons pas beaucoup de risques en affirmant que ses conséquences économiques et sociales ne susciteront pas la même apathie.

K.G.

Liste nominative des députés français au Parlement européen qui ont voté en faveur de la ratification du traité d'union douanière Turquie - Union européenne

à Strasbourg le 13 décembre 1995

RPR : 9 sur 10 ont voté pour : J.P. Bazin, C. Cabrol, H. Carrère d'Encausse, A. Guinebertière, M.T. Hermange, C. Jacot, J.C. Pasty, A. Pampidou. G. d'Abouville s'est abstenu.

UDF : 11 sur 11 ont voté pour : A. André-Léonard, D. Baudis, J.P. Bebear, P. Bernard-Reymond, J.L. Bourlanges, G. De Bremond d'Ars, N. Fontaine, J.T. Nordmann, A. Soulier, B. Stasi, Y. Verwaerde.

Radical : 7 sur 9 ont voté pour : C. Barthelet-Mayer, B. Castagnede, M. Dary, C. Lalumière, P. Pradier, S. Sainjon, D. Saint-Pierre. A. Fouque et N. Mamère, apparentés Radical, ont voté contre.

Parti socialiste : 7 sur 8 ont voté pour : G. Caudron, D. Darras, B. Kouchner, M. Lindeperg, N. Pery, M. Rocard, C. Trautmann. J. Lang a voté contre.

A noter que, toutes nationalités confondues, 109 députés socialistes ont voté pour tandis que 60 votaient contre (Britanniques et certains Allemands) et 21 s'abstenaient.

faits & arguments

sur l'union européenne
présentés par les députés communistes français au parlement européen

N° 36 JANVIER-FEVRIER 1996— 13F

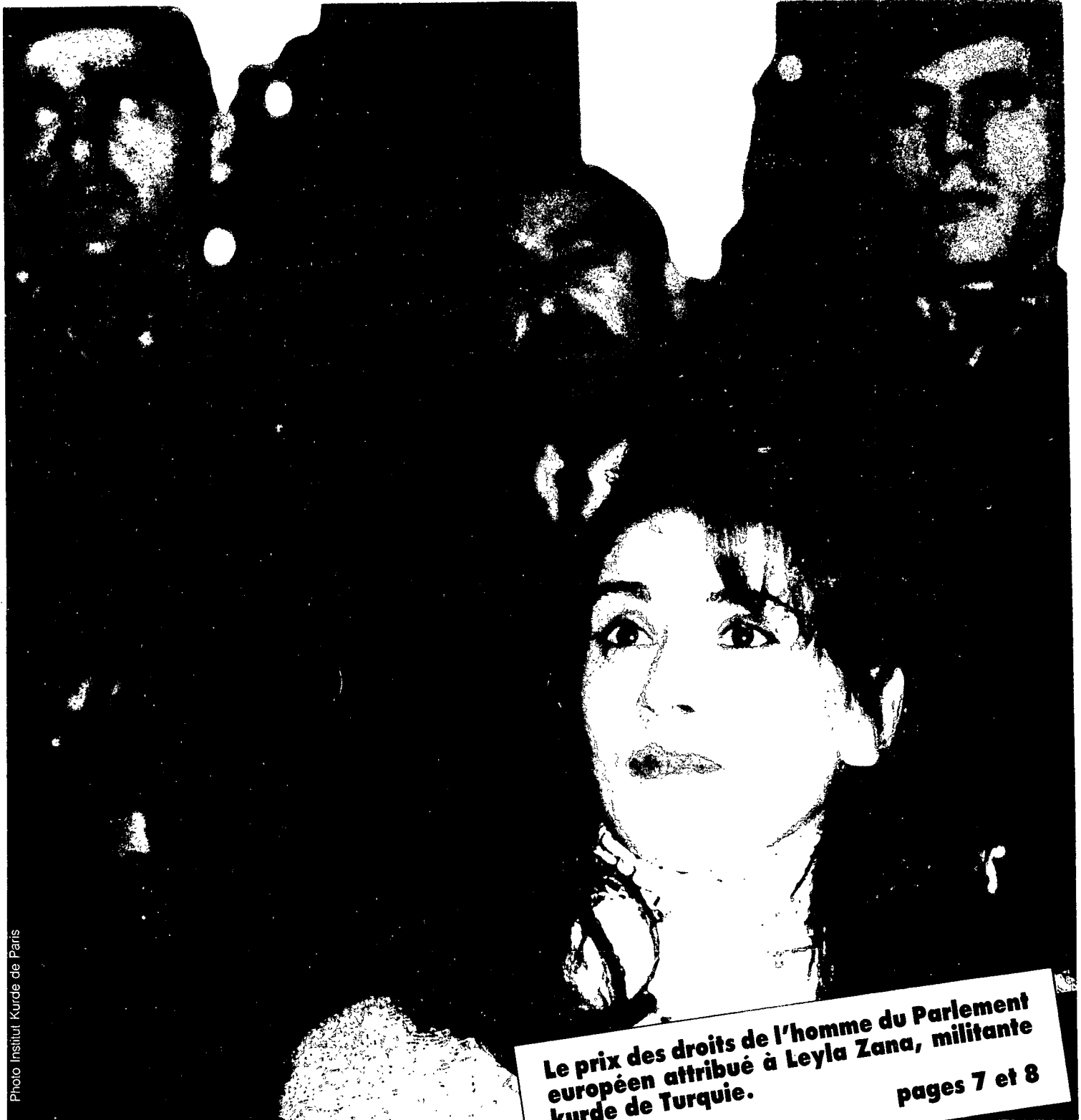


Photo Institut Kurde de Paris

Le prix des droits de l'homme du Parlement européen attribué à Leyla Zana, militante kurde de Turquie.

pages 7 et 8

**Droits
humains**

**LEYLA ZANA,
prix des droits humains du Parlement européen**

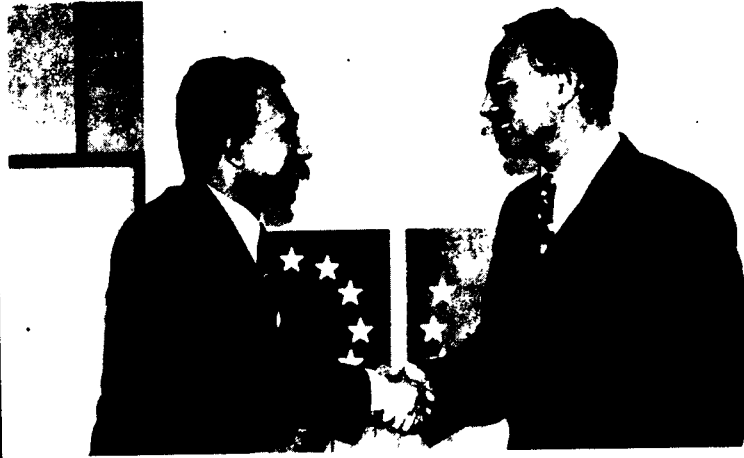


Photo Parlement européen.

Le président du Parlement européen remet le prix Sakharov à Mehdi Zana.

C'est en 1985 que le Parlement européen a décidé son prix pour la liberté de l'esprit, dit « Prix Sakharov ». Après Nelson Mandela, Alexandre Dubcek, Aung San Sun Kyi, Taslima Nasreen, Leyla Zana s'est vue attribuer ce prix pour 1995 comme l'avaient proposé les groupes confédéral GUE/NGL, socialiste et Verts.

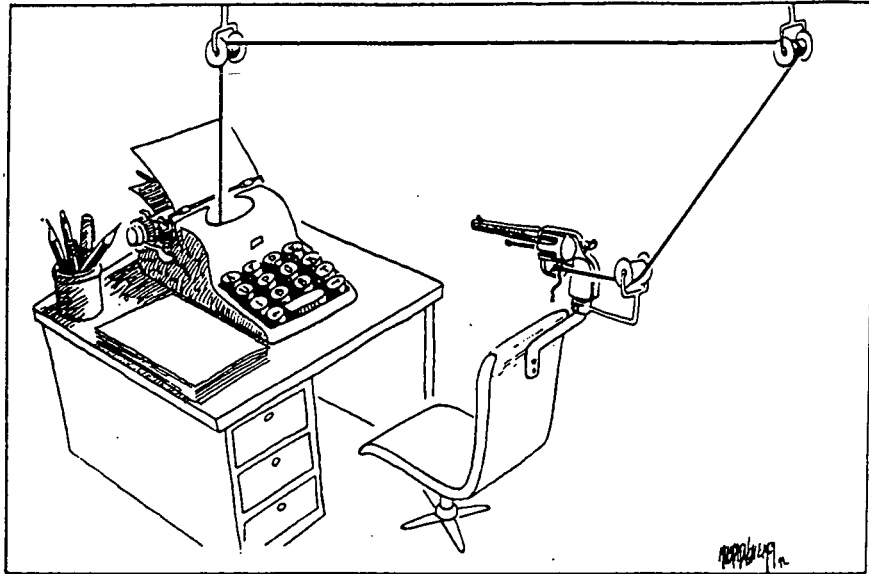
Née en 1961, Leyla Zana est une militante kurde de Turquie, engagée dans la lutte contre les violations des droits de l'homme et pour la reconnaissance de la langue et de l'identité culturelle du peuple kurde. Elue députée en 1991, elle est en prison depuis 1994 après avoir été condamnée à quinze ans de prison pour délit d'opinion, c'est-à-dire pour avoir défendu les droits du peuple kurde. Son mari, Mehdi Zana, ex-maire de Diyarbakir, a passé de longues années en prison ; il a de nouveau été arrêté et emprisonné en 1992 après avoir soulevé le problème kurde devant la commission des droits de l'homme au Parlement européen.

Le 17 janvier, au cours d'une séance solennelle, Mehdi Zana a reçu des mains du président du Parlement européen Klaus Hänsch le prix Sakharov à la place de sa femme Leyla que le gouvernement turc refuse toujours de libérer. Après la remise du prix, au cours d'une réunion organisée par les groupes GUE/NGL, socialiste, Verts et radical, Mehdi Zana a lu aux députés un

message de sa femme en présence de Danielle Mitterrand, président du CIL-DEKT (Comité International pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie) qui a toujours défendu la cause de Leyla Zana et du peuple kurde.

Dans son message, Leyla Zana a estimé que cette distinction était « un hommage et l'expression d'une profonde sympathie envers le peuple kurde éprouvé et victime des grandes injustices de l'Histoire ». Puis elle a évoqué le « risque » pris par le Parlement européen en ratifiant l'union douanière tout en lui attribuant le prix Sakharov, « le risque de donner à l'opinion publique un message un peu brouillé. Peut-on satisfaire à la fois le régime le plus répressif d'Europe et certaines de ses victimes ? (...) En Orient, les gens ont tendance à s'en remettre à la sagesse de Dieu. Auriez-vous pour votre part tendance à vous en remettre à la bonne volonté et à la sagesse du régime turc ». Dans ce contexte, elle reconnaît avoir pris elle-même un risque « celui de voir une partie de l'opinion publique considérer ce prix comme un lot de consolation et ne pas comprendre que je me prête à ce jeu ». Elle a toutefois accepté cette distinction dans le but de poursuivre et de développer le dialogue avec les institutions européennes pour trouver une solution à la question kurde dans le cadre d'un règlement politique.

Pour une solution politique de la question Kurde



« Nouvelle censure » d'après le journal *Özgür Gündem*.

Le 16 juin 1995, sur proposition du groupe confédéral GUE/NGL, le Parlement européen avait renouvelé « son opposition à l'Union douanière avec la Turquie tant que des députés kurdes seront emprisonnés et que les droits du peuple kurde ne seront pas reconnus ». S'appuyant sur cette prise de position, le rapporteur de la commission des affaires étrangères Carlos Carnero avait fixé des conditions pour l'approbation de l'Union douanière.

Le 15 décembre, en séance plénière, le Parlement a cédé aux pressions conjointes du gouvernement turc, des gouvernements des Etats membres et des forces économiques et financières. Il s'est déjugé par rapport à ses propres exigences en ratifiant l'Union douanière par 343 voix contre 149 (notamment les groupes confédéral GUE/NGL et des Verts) et 36 abstentions. René Piquet, qui s'était prononcé contre la ratification, a toutefois souligné qu'une « forte opposition s'était exprimée. C'est un encouragement à poursuivre l'action, notamment pour aboutir à une solution non militaire de la question kurde qui, comme l'a souligné Danielle Mitterrand, est la clé de voûte de la stabilité et de la démocratie en Turquie ». Cette solution, Leyla Zana en a tracé les grandes lignes dans son message aux parlementaires européens à l'occasion de la remise du prix Sakharov : « Un plan en trois points pourrait amorcer une dynamique de paix : cessez-le-feu bilatéral pour une durée indéterminée, amnistie générale de tous les prisonniers politiques, réfor-

mes de la législation afin de permettre la libre activité des partis politiques kurdes récusant la violence et respectueux de l'intégrité territoriale du pays ».

Le 18 janvier, le Parlement européen est revenu sur la situation en Turquie. Jonas Sjöstedt, membre suédois du groupe confédéral GUE/NGL, a regretté qu'en approuvant l'Union douanière le Parlement européen ait perdu un moyen de pression essentiel. Effectivement, les violations des droits de l'homme se sont poursuivies et il n'y a toujours pas d'ouverture de la part du gouvernement turc vis-à-vis de la question kurde. A l'issue du débat, le Parlement européen s'est réjoui de l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral faite par le président du PKK et a invité les parties turques concernées « à profiter de l'occasion qui s'offre pour étudier les voies et les moyens de l'ouverture d'un dialogue national qui ait pour objectif de trouver une solution politique et non violente ».

Aide humanitaire aux Sahraouis

Pour répondre aux besoins exceptionnels de la population sahraouie réfugiée dans la région de Tindouf, l'intergroupe « Paix pour le peuple Sahraoui », dont Mireille Elmalan assume la vice-présidence, avait demandé une aide humanitaire d'urgence à la Commission européenne.

Début janvier, une aide de 1,5 million d'Ecus (10 millions de Francs) a été débloquée, notamment pour la fourniture d'aliments et de médicaments. En 1995, le total de l'aide communautaire a atteint 5 millions d'Ecus.

Greek-Turkish Crisis Over a Tiny Island Forces U.S. to Alter Mission

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — Assistant Secretary of State Richard C. Holbrooke said Wednesday that because of this week's Greek-Turkish crisis he would lead a mission to the region next month to focus on defusing tensions rather than launching a previously planned initiative on Cyprus.

He also confirmed that the crisis over an islet in the Aegean Sea had taken the two NATO allies to the brink of military confrontation before U.S. mediation resolved the crisis.

Mr. Holbrooke, who led the Bosnia peace negotiations, said the United States had deployed aircraft to observe the movements of both countries in the region.

Mr. Holbrooke had planned to open a Cyprus peace initiative in mid-February but said the trip "will not be the launch of the Cyprus initiative" because there was no permanent government in Turkey and because the crisis over the islet was putting a new focus on the Aegean.

Turkey is "the new frontline state of NATO," he said. "You cannot have the southern flank of NATO in constant tensions without having a strategic instability, which will ultimately wreck NATO." If Washington had not intervened in the crisis, he said, "Turkey would have seized the islet and driven the Greeks off."

On Tuesday, President Bill Clinton telephoned Greek and Turkish leaders. Mr. Holbrooke; Anthony W. Lake, the national security adviser; Secretary of State Warren M. Christopher, and General John Shalikashvili, chairman of the Joint Chiefs of Staff, also made calls to underscore U.S. concern.

Greek and Turkish warships agreed to withdraw from the area around the disputed islet after the Clinton administration intervened.

"The two sides cannot talk to each other," Mr. Holbrooke said, but they both were willing to guarantee through the United States that neither side would put troops on the island.

"Each doesn't accept the other's word," he said. "If the United States hadn't intervened the Turks would have seized the island."

In fact, Mr. Holbrooke said, Prime Minister Tansu Ciller of Turkey told Mr. Clinton that the Greeks had just two hours to remove their coast guardsmen from the islet. As a result, he

said, a long-simmering dispute between the two nations would have exploded.

"This was not a bluff," the president said.

With both countries taking inflexible public positions, senior U.S. officials said they realized early Tuesday that the confrontation was threatening to spin out of control and that it required immediate intervention at the highest level.

The standoff involves an uninhabited, 10-acre (four-hectare) islet near the Turkish coast, called Kardak by Turkey and Imia by Greece.

Athens, which has been suspicious of Turkey since it gained independence from the Ottoman Empire in 1820, says Imia was ceded to Greece by Italy in 1947 along with the main Dodecanese islands off the Turkish coast. Turkey says the islet and many other similar islets were not included in the 1947 accord.

The dispute boiled over last month when a Turkish ship ran aground near the islet and its captain declined Greek assistance, saying the ship was in Turkish territory. The low-level diplomatic rift that ensued rapidly escalated into a crisis when Greek and Turkish television aired inflammatory reports, according to The Associated Press. Turkish journalists flew to the island by helicopter and planted the Turkish flag, only to have the Greek Navy tear it down and replace it with its own.

Greece and Turkey are important allies of the United States and members of the North Atlantic Treaty Organization. But they are also historical rivals whose conflicting territorial claims in the Mediterranean have led them to the brink of war several times.

Passions habitually run high in both nations, and to avoid inflaming them U.S. officials were careful not to assign blame or endorse one country's claim over the other's.

"The message that we're sending to both governments is to please calm down and to draw back," a State Department spokesman said.

In his calls to Greek and Turkish leaders, Mr. Clinton "pressed them relentlessly on the need to de-escalate, to get their forces back from this pile of rocks to where they were before Christmas, when this silly saga began to unfold," one senior official said. (Reuters, AP, WP)

Turquie

La tentation islamique ou l'échec de l'Europe pro-turque

Février 1996

Des Islamistes au gouvernement turc ? Le cauchemar des Etats occidentaux a failli de se réaliser, avec le concours d'un des partis de droite. La Turquie, privée d'un gouvernement stable depuis septembre 1995, date de l'éclatement de la coalition Droite-Gauche, conduite par Tansu Ciller (Parti de la Juste Voie), voit en effet aujourd'hui se confirmer la montée en puissance politique du Parti Islamiste de la Prospérité (Refah). A l'issue des dernières élections législatives, remportées de peu par les Islamistes, devant des partis de droite

affaiblis et divisés, une conclusion s'imposait : aucune des trois principales formations, le Refah (158 sièges), le Parti de la Juste Voie - DYP (135 sièges), le Parti de la Mère Patrie - ANAP (133 sièges) ne réunissait suffisamment de sièges pour gouverner seul, et devrait former une coalition avec un, voire deux autres partis. Necmettin Erbakan, leader des Islamistes, chargé le premier, par le président Suleyman Demirel, de former un gouvernement, devait renoncer après le rejet de ses offres de coalition par les deux partis de droite (le DYP et

l'ANAP). Tansu Ciller, à son tour, le 19 janvier, entamait des négociations avec le parti de la Mère Patrie, dont le leader Mesut Yilmaz est son rival politique. Elle a cherché à obtenir un compromis, en proposant une rotation du poste de premier ministre, qu'elle assumerait en premier pendant deux ans et demi, avant de céder la place à son partenaire. Proposition rejetée, Mesut Yilmaz voulant tout de suite assumer le pouvoir. Renonçant à former un nouveau gouvernement minoritaire, il ne restait plus à Tansu Ciller qu'à céder la main. Tout normalement le tour venait au Parti de la Mère Patrie, dont certaines sympathies islamistes faisait craindre un rapprochement avec le Refah. De fait Mesut Yilmaz se résolvait à conclure une alliance avec le Parti islamiste : un accord de principe, obtenu le 17 février, était suivi de négociations serrées, qui ont finalement échoué sur la question de la gestion économique. Les partis politiques ont désormais jusqu'au 22 mars pour s'entendre sur une coalition. Au-delà, de nouvelles élections devraient être convoquées. En votant pour l'accord douanier turco-européen, les parlementaires européens se targuaient de fournir un rempart à l'islamisme. Rien n'a été empêché, et la Turquie semble au contraire engagée dans un mouvement irréversible, une pente dangereuse où se mêlent fanatisme religieux et instabilité politique.

J.N. Kouyoumdjian

Le système parlementaire turc

L'impasse politique dans laquelle se trouve actuellement la Turquie est accentuée par le système de gouvernement turc, qui rappelle celui de l'Italie. C'est un régime parlementaire, où la Grande Assemblée Nationale turque, élue à la propositionnelle, dispose de pouvoirs relativement importants. Le 1^{er} ministre, nommé par le Président, doit en effet être "investi" par l'Assemblée au travers d'un vote de confiance. C'est elle aussi qui approuve les lois et est habilitée à déclarer la guerre. Tout allait bien avec le système du Parti unique de Mustafa Kemal, mais les choses se gâtent lorsque les 550 sièges du Parlement sont également partagés entre les différentes formations politiques, sans qu'aucune d'entre elles ne possède la majorité absolue (276 sièges).

L'Humanité - 1^{er} février 1996

Kurdes d'Iran : Abdullah Hassanzadeh reçu par Georges Marchais

Georges Marchais a reçu au siège du PCF une délégation du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, conduite par son secrétaire général, Abdullah Hassanzadeh, qui a exposé la situation au Kurdistan d'Iran et la répression féroce dont est victime le peuple kurde : emprisonnements arbitraires, tortures systématiques, exécutions som-

maires, villages incendiés... Plus de 10.000 Kurdes ont été contraints de se réfugier en Irak afin d'échapper aux troupes du régime intégriste.

Georges Marchais a réaffirmé la solidarité des communistes français avec le peuple kurde. Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, qu'il préside, et le PCF vont poursuivre leurs interventions et prendre des initiatives nouvelles auprès des autorités françaises, des instances européennes et du secrétaire général de l'ONU. Il s'agit de faire le plus efficacement possible pression sur le pouvoir iranien, pour le respect de la vie humaine et en finir avec toutes les atteintes aux libertés et aux droits de l'homme dans ce pays.

Claudia Roth visits

By Zafer F. Yörük
Turkish Daily News

ISTANBUL- Claudia Roth, the leader of the Greens in the European Parliament, visited Istanbul on Thursday to be present at the second hearing of the compensation case against the Secretary of State Ayvaz Gökdemir, accused of slandering her and two other female European members of parliament. She is also the vice-chair of the joint parliamentary commission of European Parliament and the Grand National Assembly of Turkey (TBMM).

Roth also visited the Istanbul State Security Court (DGM) in the morning to express support for the "thought criminals" being tried for expressing opinions contrary to those held by authorities. She had campaigned for the abolition of the Anti-Terrorism Law and has denounced the amendments in the notorious Article 8 as being cosmetic. Roth has an office in Istanbul from which she conducted a series of meetings with Turkish non-government organizations and other interest groups before the vote on Turkey's entry into the European Customs Union, which the Greens opposed.

"European prostitutes" vs Greywolf Minister²

The background to the lawsuit of Claudia Roth versus Ayvaz Gökdemir goes back to June 1995, when Gökdemir referred to Roth and two parliamentary colleagues as "European prostitutes". The three European deputies were protesting against the notorious article 8 of the Anti-Terrorism Law. Gökdemir said in a public address that "we will not release those criminals who use their pens like Kalashnikovs because these prostitutes coming from Europe want us to do so". Those insulted Roth, the leader of the Socialists in European Parliament, Pauline Green, and the chairperson of the Radicals in European Parliament, Catherine Lalumière, who had visited Turkey on 23-25 May 1995 to study human rights conditions in the country. All three were critical of the article 8 of the Anti-Terrorism Law.

The response from the three Members of the European Parliament's (MEPs) was an immediate request for an apology from Gökdemir, which he gave in rather an ambiguous way, claiming that he did not mean to call them prostitutes but "women whose morals are questionable"! Instead of Gökdemir himself, Prime Minister Tansu Çiller had to send letters of apology to three MEP's and the European Parliamentary speaker Klaus Hansch. The offending minister is well known for his hardline nationalist views. His strong support within the ruling DYP secured his survival in the cabinet, despite the calls from the opposition and the junior coalition partner CHP for his resignation. Gökdemir is still the Secretary of State in the temporary government led by Tansu Çiller.

Claudia Roth filed her petition for a lawsuit against Ayvaz Gökdemir in October 1995 in which she demanded TL 3 billion compensation in punitive damages. Roth's lawyer, Gülçin Çaylıgil, declared that if Roth won the suit the money will be donated to the women's organizations of Turkey. After today's hearing Claudia Roth said she finds it unbelievable that Gökdemir is still in office and that if Turkey were a European

The background to Roth

versus Gökdemir goes back to June 1995, when Gökdemir referred to Roth and two parliamentary colleagues as 'European prostitutes.' Gökdemir said in a public address that 'we will not release those criminals who use their pens like Kalashnikovs because these prostitutes coming from Europe want us to do so.'

Roth's lawyer, Gülçin Çaylıgil, declared that if Roth wins the suit the money will be donated to women's organizations in Turkey. After today's hearing Claudia Roth said she found it unbelievable that Gökdemir is still in office and that if Turkey were a European country, the minister would have been forced to resign a long time ago

country, the minister would have been forced to resign a long time ago. The hearing ended without a conclusion and the lawsuit will continue at a later date.

Solidarity with the former MP in Prison

In the afternoon Roth visited Abdulmelik Firat, the former parliamentary deputy, in Bayrampaşa prison. The 70 year old veteran Kurdish politician, who has been in politics since 1950s as a center-right MP, was arrested recently on the basis of accusations of a Kurdish activist who claimed that Firat had sheltered a number of PKK operatives in his home. Firat was arrested without being questioned by police and detained in Bayrampaşa Prison to await his trial.

Claudia Roth and the Greens in European Parliament had protested Firat's arrest, denouncing it as a coup against the hopes for peace. In her protest declaration, Claudia Roth emphasized that in the order for his arrest by the Court, Firat's ideas are mentioned even more than the events that led to the charges against him.

This, Roth argued, proves that Firat was arrested as the result of a political decision. Roth visited the daily Evrensel in the late afternoon to get an update on the investigation into Metin Göktepe's murder.

Göktepe was murdered after being arrested by the police while reporting on the funeral of the three political prisoners who died during protests in an Istanbul prison. Göktepe's mur-

Istanbul

Leader of the
Greens in the
European
Parliament
Claudia Roth



der brought wide spread protest by both the domestic and international press.

"I am in favor of Turkey's full membership to EU"

Answering TDN's questions Claudia Roth said that Turkey has ruined her chances of entering the European Union by her admission to the customs union. "Before Turkey", she explained, "all the East European countries are going to be made full members. This was the original plan of the member countries and the conservatives who voted yes for the Customs Union.

The Customs Union, with its very character as an exclusively economic deal, blocks the way of integration, because Turkey's political integration becomes no longer an interest for Europe. Consequently, it blocks the way of pressure from Europe on Turkey about human rights, the Kurdish question and democratization.

That is what the Greens in the European Parliament expected to happen and that is why we voted no. "I am in favor of Turkey's full membership" Roth continued, "but the Customs Union will be a burden to Turkey's economy; Europe will benefit from the Customs Union and not Turkey. Turkey is a market for Europe and not the other way round.

Inflation, unemployment and the collapse of middle-size businesses will be the impact of the Customs Union on Turkish economy. In short, I voted no for Customs Union because it is

not in Turkey's interest."

Asked her views concerning the Kurdish question, she said the Turkish government should respond to the cease-fire call from the (separatist) Kurdistan Workers' Party (PKK) and seize this opportunity for a peaceful solution.

As for an arms embargo call on Turkey issued by the Human Rights Watch Helsinki, she said that this will be the decision of individual European countries but slammed Bonn government for selling arms to Turkey, saying these were used against the Kurdish civilians.

Turkish authorities have repeatedly denied using German equipment to quell riots in southeastern Turkey in the past. A German arms embargo, imposed after Turkey's crossborder incursion into northern Iraq in pursuit of the PKK militants, was withdrawn after strong protests from the Turkish government officials.

Asked what her vote would be if there was a vote tomorrow for Turkey's full membership to European Union, she said the answer to this "imaginary question" would depend on the situation in Turkey at a given moment, not the economic conditions but regarding human rights and democratization which are political conditions. Then I would decide what to vote. I want Turkey as a full member but I want Turkey's people to benefit democratically from this integration.

If the European Union cannot pressure Turkey on the issue of Human Rights then integration does not mean much."

Focus on Human Rights

Abdumelik Fırat to refuse to go to Erzincan

Former True Path Party (DYP) deputy Abdumelik Fırat, who is now in Istanbul's Bayrampaşa prison on charges of supporting outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants, has reportedly refused to be tried in Erzincan. The State Security Court (DGM) in Erzincan has subpoenaed him to Erzincan for an inquiry, but his son Mahmut Fırat said that his father will refuse to go there.

Fırat was imprisoned because of concern that he would flee or tamper with evidence, according to DGM officials. The request to remove him from jail due to poor health was rejected. His lawyers have emphasized that to date there is no evidence against Fırat, only a continuing investigation of charges against him. His attorneys also pointed out that charges against him have not been substantiated, and so he should be removed from jail.

Police stripped of duties on reporter's death

Turkish officials investigating the murder of journalist Metin Göktepe in police custody have removed 15 officers, including a local police chief, from their duties pending charges against them. Among the 15 who were identified by an Internal Ministry investigation are members of a crack anti-riot unit. Göktepe, a reporter for the left-wing journal Evrensel, was detained on Jan. 8 while covering the funeral of three inmates killed in the Umraniye prison riot. His body was discovered later that night at a sports hall where he and other detainees had been taken by police. An official autopsy on Göktepe established that he had died as the result of a brain hemorrhage brought on by blows to the head. Witnesses and human rights lawyers allege that he was beaten to death by police. Sources close to the investigation said that only seven of the suspended officers are accused of taking part in the assault on Göktepe, though all 15 share some responsibility for the crime. In another move, caretaker Prime Minister Tansu Çiller said dozens of police would face disciplinary or legal action in connection with the journalists' death.

Çiller told a news conference that 49 more police officers would be investigated over the killing of Göktepe. She did not elaborate.

No forgiveness for state until son's killers are punished, says Göktepe's mother

Fadime Göktepe, the mother of murdered journalist Metin Göktepe, has refused to accept a government apology unless those guilty are

brought to justice and duly punished.

Fadime Göktepe said that her pain over the loss of her son might diminish a little if she saw those who are guilty get what they deserve under the law. "What I want to believe is that the state will punish the murderers of my son," Fadime Göktepe said. Fadime Göktepe went on to say that she was grateful for the efforts of the Turkish media to unearth the truth surrounding her son's death.



Ünsal Öztürk

Is somebody watching publisher Ünsal Öztürk?

Ünsal Öztürk, the owner of Yurt Publishing House, who is mainly famous for publishing the books of İsmail Beşikçi, claimed that somebody was watching him and conducting an investigation into him, and that somebody had fired a gun in front of his house.

Öztürk claimed that some people had been asking questions about him to his grocer, doorman and people in the same apartments.

He said that there were 62 lawsuits against him, and that if something happened to him he would blame it on the government. Öztürk was imprisoned on Nov. 22, 1994 after his punishment was confirmed, and was released after the amendments to Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

ECF0061 3 F 0642 TUR /AFP-AL48

Eco.-Int.

Economie, Kurdes, Grèce : les défis du futur gouvernement turc
Par Ceyhun ERGUVEN

ANKARA, 2 mars (AFP) - Après deux mois de vacance du pouvoir, le gouvernement turc annoncé pour la semaine prochaine par les deux grands partis de droite devra s'attaquer à de nombreux problèmes, d'une inflation galopante à la rébellion kurde, en passant par des relations internationales délicates, notamment avec la Grèce.

Sur le plan économique, la Turquie a enregistré une inflation de l'ordre de 80% en 1995 et doit affronter de lourds déficits publics et un endettement de 100 milliards de dollars, dont 73 mds de dette extérieure.

Après un relâchement de la politique de rigueur du Premier ministre Tansu Ciller à la perspective des élections législatives anticipées de décembre dernier, de fortes hausses de prix des services sont attendues, malgré leur impact sur l'inflation.

Toute une série de privatisations d'entreprises publiques déficitaires, également programmées par le gouvernement sortant de Mme Ciller, devrait être décidée. Au moins cinq grandes banques d'Etat, Turk Telecom, Turkish Airlines et de nombreuses grandes entreprises industrielles --mines, pétrochimie, cimenteries-- sont concernées.

Sur le plan intérieur, Ankara affronte la rébellion armée des séparatistes kurdes, qui a fait plus de 20.000 morts depuis 1984.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte pour créer un Etat indépendant dans le sud-est anatolien à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, a annoncé à la mi-décembre un cessez-le-feu unilatéral --non reconnue par l'armée turque--, dont la durée dépendrait de l'attitude du gouvernement issu des législatives.

Les gouvernements turcs ont jusqu'ici opté pour une solution militaire, sans aucun volet politique, en considérant le PKK comme une "organisation terroriste".

Au niveau international, le nouvel exécutif devra s'attaquer en priorité aux relations conflictuelles avec la Grèce. Les deux pays avaient frôlé le conflit armé fin janvier en mer Egée à propos de la souveraineté d'un îlot rocheux inhabité près des côtes turques.

Ce conflit --auquel s'ajoute la situation à Chypre dont le tiers nord-est occupé par l'armée turque depuis 1974-- s'est repercuté sur les relations entre Ankara et l'Union européenne, liés par une union douanière entrée en vigueur le 1er janvier dernier.

Un protocole financier Turquie-UE est notamment menacé par un veto d'Athènes sur le versement de 485 millions de dollars à la Turquie dans le cadre de cette union douanière.

La diplomatie turque est aussi très active sur son flanc est, où elle s'efforce de se rapprocher des républiques caucasiennes indépendantes et de leur richesse pétrolière, sans heurter la puissante Russie avec laquelle elle entretient d'importantes relations économiques.

Au sud, les relations avec l'Irak et la Syrie sont envenimées notamment par le problème du partage des eaux de l'Euphrate et le soutien apporté, selon Ankara, par Damas au chef du PKK Abdullah Ocalan.

Autre sujet prioritaire du futur gouvernement: la situation de la force aérienne alliée chargée depuis juillet 1991 de la protection des Kurdes d'Irak, dont le séjour sur le sol turc vient à expiration le 31 mars. La prolongation de cette force, déployée sur la base d'Incirlik, près d'Adana (sud), dépend du parlement, où la coalition de Mme Tansu Ciller et de son rival de droite Mesut Yilmaz reste minoritaire.

Cette force "Provide Comfort", chargée surveiller la zone d'exclusion de vol imposée à l'aviation irakienne au nord du 36ème parallèle et les mouvements des troupes de Bagdad, est accusée par les milieux conservateurs, islamistes et nationalistes de faciliter la création à terme d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak, ce dont la Turquie ne veut à aucun prix.

La population irakienne retrouve confiance

L'annonce des prochaines négociations avec l'ONU fait remonter le cours du dinar et baisser le prix des denrées de base

RAREMENT le cours d'une monnaie subit des fluctuations d'une telle amplitude : il y a encore une dizaine de jours, le dinar irakien, monnaie chétive s'il en fut, se traînait à des niveaux proches de zéro. Conséquence de la guerre du Golfe, que ce soit à Bagdad ou dans la Jordanie voisine, il fallait près de 3 000 dinars en échange de 1 dollar.

Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Mardi 30 janvier, un dollar ne valait plus que 1 000 dinars et 700 dinars le lendemain mercredi. Ironie de la situation, désormais tout Irakien qui souhaite céder ses dollars a intérêt à s'adresser aux banques nationales - toutes propriété de l'Etat - de préférence aux changeurs privés qui ont pignon sur rue. Le taux pratique est nettement plus attractif (de l'ordre de + 20 %).

« La valeur du dinar n'est assise sur rien. C'est une monnaie volatile. Sa remontée témoigne d'un regain de confiance des Irakiens dans l'avenir de leur pays », commente un haut fonctionnaire européen en poste à Amman.

Cette vague de confiance s'explique. Le 20 janvier, le président Saddam Hussein a annoncé qu'il acceptait de négocier avec l'ONU l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité, qui autorise l'Irak à exporter des quanti-

tés limitées de pétrole en échange de vivres et de médicaments.

MEILLEUR APPROVISIONNEMENT

Les autorités irakiennes s'efforcent en outre d'accréditer la thèse d'une prochaine levée des sanctions internationales. Dernier exemple en date, mercredi 31 janvier, le directeur des ports irakiens, Hassan Elayeh al-Maïni, a annoncé l'achèvement des travaux de réparation des deux ports d'Oum Kasr et de Khor al-Zobeir sur le Golfe. Désormais, a-t-il précisé, les ports irakiens sont à même d'« offrir leurs services » aux pétroliers étrangers naviguant dans la région.

En attendant des lendemains qui chantent, les Irakiens ont pu constater que la vigueur retrouvée de leur monnaie a eu d'heureux effets sur l'approvisionnement. Des produits que l'on pensait disparus des échoppes de la capitale sont de nouveau disponibles, comme par miracle. Et les prix dégringolent. Pour les produits de base, la chute est de 50 % en moyenne. Pour le riz, elle a atteint 70 %. « Cette tendance à la baisse va se confirmer dans les prochaines semaines », a pronostiqué le ministre du commerce, Mohamed Mehdi Salah.

AMMAN SE JUSTIFIE

Encore faut-il que le numéro un irakien soit véritablement disposé à accepter la formule « pétrole contre nourriture ». Et que les Américains jouent le jeu, ce qui n'est pas acquis. A la mi-janvier et au grand dam des hommes d'affaires, la Jordanie a annoncé son intention de réduire de moitié ses exportations vers l'Irak, tout en continuant à recevoir le pétrole livré par Bagdad. Amman s'est efforcé de justifier la mesure en disant qu'elle permettrait de commencer à éponger une partie de la dette irakienne à son égard qui s'élèverait à 1 milliard de dollars selon plusieurs estimations.

Certains milieux diplomatiques à Amman avancent une autre explication. Selon eux, la Jordanie aurait cédé à la pression conjointe des Etats-Unis et de leurs alliés du Golfe. Ces derniers menaçaient de ne plus importer de fruits et de légumes jordaniens - le principal poste d'exportation du royaume hachémite - si Amman ne réduisait pas son courant d'affaires avec l'Irak.

Jean-Pierre Tuquoit

LE MONDE / SAMEDI 3 FÉVRIER 1996

Après l'action du commando pro-tchéchéne

Turquie : le réveil des Caucasiens

Ils seraient près de six millions de déracinés en Turquie. Ils redécouvrent leurs origines et soutiennent la lutte séparatiste tchéchéne.

ISTANBUL :

de notre envoyé spécial,
Patrick de SAINT-EXUPÉRY

Il n'en revient pas. Lui, le déraciné, aujourd'hui le sentiment de faire l'histoire. « *J'ai toujours rêvé de l'indépendance du Caucase. Mais, jamais, je n'aurais imaginé en devenir l'un des acteurs. Tout cela a été si vite...* » Avocat d'affaire turc, porte-parole du comité Tchétchéne-Caucase, Muktedir İltan n'a jamais renié ses origines tchéchénes : « *Toute ma jeunesse a été bercée par le récit du grand exil.* » Aujourd'hui, il se consacre à la cause. « *Au début, explique-t-il, le comité n'était qu'une association culturelle. Mais, en septembre 1994, dès le début de la guerre en Tchétchénie, nous avons décidé de nous impliquer. Nous répercutons, auprès de la communauté caucasienne turque, les nouvelles en provenance de Grozny.* »

Courant de sympathie

Trois à six millions de déracinés caucasiens vivent aujourd'hui en Turquie. Leur implantation date de la fin du XIX^e, lorsque les Russes procédèrent à des vagues d'expulsions massives. De 1860 à 1870, ils sont plus de deux millions à prendre le chemin de l'exil. Si certains vont jusqu'en Syrie, la plupart s'arrêtent en Turquie. Où ils s'intègrent sans la moindre difficulté.

Longtemps citée en exemple par les autorités turques confrontées au séparatisme kurde, la communauté caucasienne n'a jamais vraiment fait parler d'elle. Jusqu'au détournement, fin janvier, du ferry Avrasya par un commando de turcs d'origine tchéchéne. D'un coup, alors, les immigrés du Caucase se hissent au premier plan de l'actualité turque. Et font la preuve de la sympathie qu'ils suscitent.

Les médias turcs ne parleront pas de « *terrorisme* », préférant le mot « *activisme* ». Jamais, les autorités ne condamneront réellement la

prise d'otages. Quatre jours durant, à l'occasion de ce détournement de bateau, la Turquie vibre à l'unisson de la Tchétchénie et du Caucase. Plus qu'un réveil, c'est une redécouverte. « *Ces Tchétchénes sont de bons Turcs, déclare ainsi l'ancien chef d'état-major de l'armée turque, Dogan Güres. Ils forment d'excellents soldats et aiment leur pays. Ils sont honnêtes, raisonnables et n'ont rien à voir avec des terroristes. Ils essaient simplement de faire comprendre au monde la cruauté de la répression russe. Moi-même, j'ai du sang tchéchéne...* » Preuve de la compréhension des autorités vis-à-vis de cette communauté, cet étonnant dialogue entre l'amiral chargé des négociations et le chef du commando d'« *activistes* », Mohamed Tokcan :

« *Mohamed, mon ami, dites-moi ce que vous voulez...* »

« *Eloignez vos bateaux de guerre, monsieur.* »

« *Mais, si je les éloigne, les bateaux de pêcheurs (NDR : chargés de sympathisants de la cause tchéchéne) vont vous importuner.* »

« *Ce n'est pas grave. Eloignez vos navires, monsieur.* »

« *Avez-vous besoin d'autre chose, Mohamed ? Vous savez : les forces navales font tout leur possible pour assurer votre sécurité...* »

« *Je vous en remercie, monsieur.* »

Myriade d'associations

Directeur de l'Institut d'études anatoliennes d'Istanbul, Stéphane Yérasimos explique : « *Il y a une dizaine d'années, un Turc ne savait pas ce qu'était un Abkhaze ou un Tchétchéne. Il était turc, c'était tout. Mais, depuis les années Turgut Ozal, le discours a changé. Le thème de la Turquie, république unitaire, a été remplacé par celui de la Turquie, mosaïque culturelle. Et les gens, ces dernières années, ont eu tendance à redécouvrir leurs origines.* » Ce repli identitaire a donné lieu à la création d'une myriade d'associations : plus d'une soixantaine rien que pour le Caucase. Quant aux publica-

tions culturelles, elles ont très nettement pris une coloration politique. Le journal *Yedi Yildiz*, publié par le comité Tchétchéne-Caucase, soutient ainsi ouvertement le chef tchéchéne, Djokhar Doudaïev.

« *Depuis la création du comité, explique son porte-parole Muktedir İltan, nous avons reçu près de 2 000 demandes de jeunes voulant s'engager pour combattre. Nous n'y avons pas donné suite, bien sûr.* » Il n'empêche : aujourd'hui, une dizaine de Turcs d'origine caucasienne combattraient, avec l'accord implicite d'Ankara, aux côtés des indépendantistes tchéchénes. Le chiffre est minime, mais le phénomène nouveau. « *Il existe aujourd'hui en Turquie des « afghans », note une spécialiste du dossier caucasien. Il s'agit de Turcs qui ont combattu en Bosnie, en Abkhazie ou en Tchétchénie. On estime leur nombre à 500. Une fois revenus au pays, ils ont envie d'utiliser leur compétence.* » Comme Mohamed Tokcan qui, après avoir guerroyé en Bosnie, en Abkhazie et en Tchétchénie, a détourné le ferry Avrasya...

Proches des milieux d'extrême droite turcs, ces volontaires naviguent aussi dans les eaux islamistes. Leur phraséologie mêle allègrement la défense de l'islam et celle de la nation. « *Au cours de la Seconde Guerre mondiale, note Stéphane Yérasimos, directeur de l'Institut d'études anatoliennes, la Turquie, alors alliée de l'Allemagne, a développé d'importants réseaux d'influence dans le Caucase. Il en reste aujourd'hui des traces.* »

Ces réseaux, semble-t-il, seraient actuellement réactivés. Pas sur une grande échelle - le parti politique turc le plus proche de cette mouvance, le-BBP, dispose de huit députés à l'Assemblée nationale -, mais pour mieux peser sur le Caucase. Ankara, en effet, a eu longtemps des vues sur la région. Les déceptions ont été vives mais, emportées par leur fougue, les autorités peuvent difficilement renier leur discours. D'où un embarras certain... et une politique souvent gesticulatoire.

P. S.-E.

Abdülmelik Fırat refuses cancer treatment while handcuffed

The health of Abdülmelik Fırat, former deputy of the True Path Party (DYP), and now in Istanbul's Bayrampaşa prison, is getting worse. Doctors have diagnosed his illness as prostate cancer, but he refuses to go the hospital for treatment. Fırat's son said that his father refuses to be treated while handcuffed

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- Abdülmelik Fırat, a former deputy of the True Path Party (DYP) for Erzurum, spent his last few months in Parliament as an independent deputy. Fırat is now in Istanbul's Bayrampaşa jail, on charges of supporting outlawed Kurdistan Workers'

Party (PKK) militants. Fırat's son, Mahmut Fırat, said that his father's health is getting worse, that he is suffering from prostate cancer, but that he refuses to go to the hospital for treatment while handcuffed.

If Fırat is taken to the hospital, he will be handcuffed and chained to his bed. He does not want to have any treatment under such conditions, added his son.

Mahmut Fırat said that although President Süleyman Demirel was an old friend of his father's, he had not even called him to say "get well soon."

Meanwhile, Fırat's nephew Sıddık Fırat, who was the reason for Abdülmelik's arrest, has been set free by the court. The police had originally arrested Abdülmelik Fırat on the basis of a confession by a PKK member, who accused him of helping Sıddık Fırat, an alleged PKK militant. Thus Sıddık Fırat is free while Abdülmelik Fırat remains in prison charged with the same crime.



Abdülmelik Fırat

Turkish Daily News

Kandemir rejects US proposal

He calls on US Congress to understand the true nature of terrorism in Turkey and to support Turkey in its struggle against terrorism

Turkish Daily News

ANKARA- Nüzhet Kandemir, the Turkish ambassador to Washington, has written to Chris Smith and Steny Hoyer, the two members of the House of Representatives who presented a proposal to the U.S. Congress last week, the Anatolia news agency reported from Washington on Tuesday.

Kandemir said that these two members, known to be opposed to Turkey, were ignorant of events in Turkey and under the influence of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). In his letter he said that their proposal, which portrayed Turkey and the PKK as the two hostile camps in a battle, included very serious faults. This kind of approach, he added, distorted the true nature of the PKK and the legality of the Turkish struggle against terrorism.

He stressed that Turkey was fighting not against its people but against the PKK, defined as murderers of innocent people by the U.S. secretary of state. To suppose that these separatists' sole aim was freedom for their native language and songs was wrong, Kandemir said.

Kandemir stated that the proposal ignored the fact that the PKK threatened Turkey, that in Turkey people from various ethnic backgrounds had equal rights, and that there were many people of Kurdish origin in the Turkish Parliament.



Nüzhet Kandemir

The best way to fight terrorism was economic improvement, Kandemir said, and Turkey would therefore invest in Southeast Anatolia. He called on the U.S. Congress to understand the true nature of the situation and to support Turkey in its struggle against terrorism, and stressed that Turkey would never negotiate with the PKK. Lastly he said that defending the views expressed in the proposal would harm U.S.-Turkish relations.

SATURDAY, FEBRUARY 3, 1996

Jeudi, 18 janvier 1996

7. Turquie

B4-0060, 0076, 0086 et 0089/96

Résolution sur la situation en Turquie et l'offre de cessez-le-feu faite par le PKK

Le Parlement européen,

- vu ses résolutions antérieures sur la Turquie, en général, et celle du 13 décembre 1995, sur la situation des droits de l'homme en Turquie (¹), en particulier,
- A. souhaitant apporter sa contribution à l'approfondissement des relations entre l'Union européenne et la Turquie,
- B. considérant que l'élection de la Grande assemblée nationale le 24 décembre 1995 n'a pas encore débouché sur la formation d'un nouveau gouvernement en Turquie,
- C. prenant note de l'annonce, par le président du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), d'un cessez-le-feu unilatéral, premier pas sur la voie d'une solution non violente et politique de la question kurde,
- D. considérant la vague de violence terroriste que connaît la Turquie depuis de nombreuses semaines, notamment les attentats visant des journalistes, des scientifiques, des hommes politiques, des entrepreneurs et des syndicalistes, dont les dernières victimes ont été M. Sabanci et deux de ses collaborateurs,
- E. considérant les attentats terroristes prenant pour cible les bureaux de partis politiques, des banques, des commerces en Turquie, ainsi que des institutions turques dans les États membres de l'Union européenne,
- F. soulignant que, malgré la libération de plusieurs dizaines d'intellectuels, de journalistes et d'autres personnalités suite à la modification de la législation anti-terroriste, de nombreuses personnes restent détenues pour des raisons politiques,
- G. considérant qu'il en appelle, dans sa résolution précitée, au gouvernement turc, au PKK et à d'autres organisations turques pour qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour trouver à la question kurde une solution non violente et politique, respectueuse de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Turquie, tout en reconnaissant que les citoyens turcs ont le droit d'œuvrer, par des moyens pacifiques, à une forme d'autonomie culturelle à l'intérieur de ce pays,
- H. considérant que M^{me} Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov 1995 décerné par le Parlement européen, est maintenue en prison en Turquie ainsi que trois autres anciens députés du Parti travailliste démocratique (DEP), pour avoir prôné la démocratie et la reconnaissance des droits du peuple kurde,
- I. épouvanté par les images atroces, parues dans la presse européenne, de soldats turcs brandissant la tête tranchée de Kurdes,
- J. considérant l'ampleur du mouvement de rébellion qui s'est déclenché simultanément dans plusieurs prisons du pays et la dureté avec laquelle il a été réprimé,
- K. considérant que M. Metin Göktepe, journaliste au quotidien Evrensel, qui enquêtait sur ces événements, a été arrêté par la police et que son cadavre a été retrouvé peu après, portant des marques de torture,
- L. considérant que le conseil d'association entre l'Union européenne et la Turquie a pris les mesures indispensables à la mise en œuvre, avant le 1^{er} janvier 1996, de l'accord d'union douanière conclu entre les deux parties, ce dans le prolongement de l'avis conforme donné par le Parlement européen le 13 décembre 1995 (¹),
- M. prenant acte de l'initiative de la présidence italienne visant à faire jouer à l'Union européenne un rôle dans la recherche d'une solution qui mettrait un terme à la partition de l'île de Chypre, dans le droit fil des résolutions de l'Organisation des Nations unies;

(¹) PV de cette date, partie II, point-1. c).

1. se réjouit que, en dépit de la montée du vote intégriste, les élections turques aient fait clairement apparaître qu'une vaste majorité de la population turque refuse l'extrémisme religieux et l'isolement de la Turquie qui en serait la conséquence et qu'elle opte, au contraire, pour le maintien et le renforcement des relations avec l'Union européenne et d'autres États occidentaux;
2. invite le gouvernement turc qui sera formé à la suite de ces récentes élections à poursuivre et à renforcer sa politique de réformes démocratiques et de respect des droits de l'homme et réitère tout particulièrement son appel en vue de trouver des modalités permettant aux citoyens d'origine kurde de faire valoir leurs droits à leur identité culturelle, sans préjudice de la garantie ni du respect de l'unité territoriale de la Turquie;
3. se réjouit de l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral faite par le président du PKK et y décèle une première réaction positive à l'appel lancé le 13 décembre 1995, exprime l'espoir que le gouvernement d'Ankara y verra une contribution positive à la recherche d'une solution pacifique du problème et invite toutes les parties turques concernées à profiter de l'occasion qui s'offre pour étudier les voies et les moyens de l'ouverture d'un dialogue national qui ait pour objectif de trouver une solution politique et non violente aux problèmes de la région sud-est du pays;
4. condamne les actions terroristes de tout bord qui visent à déstabiliser le pays ainsi que les attentats terroristes commis dans l'Union européenne;
5. condamne l'assassinat de l'entrepreneur Sabanci et de ses collaborateurs, s'associe à la douleur des familles des victimes et engage le gouvernement turc à faire toute la lumière sur les circonstances de cet attentat terroriste, comme sur d'autres attentats commis précédemment;
6. demande aux autorités turques d'inclure expressément comme priorité dans le programme du futur gouvernement la promotion du respect des droits de l'homme et notamment la lutte contre la torture;
7. demande que le nouveau gouvernement propose une révision de la législation afin de permettre la libération immédiate de M^{me} Leyla Zana, des trois autres anciens députés du DEP encore détenus ainsi que des autres prisonniers politiques;
8. demande instamment aux autorités turques d'instituer une commission impartiale d'enquête composée d'experts afin d'élucider les causes des décès survenus à la suite de mauvais traitements infligés dans les commissariats de police et de l'irruption des forces de sécurité dans les prisons;
9. condamne l'assassinat du journaliste Metin Göktepe et invite les autorités à clarifier sans tarder les circonstances de son assassinat et à demander des comptes aux coupables;
10. demande au Conseil et à la Commission de s'assurer de la véracité de nouvelles dont la presse s'est faite l'écho récemment, clichés à l'appui, qui montreraient des soldats turcs brandissant la tête tranchée d'opposants présumés au gouvernement;
11. invite les autorités turques à enquêter sur ces faits et, s'ils étaient établis, à punir les coupables;
12. déplore la déclaration de M^{me} Ciller, premier ministre en fonction, au sujet de l'éventualité de l'intégration de la partie septentrionale de Chypre à la République turque dans le contexte de la future adhésion de l'île à l'Union européenne; demande instamment, d'une part, à la Turquie de respecter les dispositions de l'accord d'union douanière en ce qui concerne Chypre et, d'autre part, à la Commission et au Conseil de prendre les initiatives nécessaires pour favoriser la fin de la partition de l'île, tout en les invitant à nommer un médiateur chargé de contribuer à trouver une solution à ce problème;
13. demande à la Commission de tenir ses engagements quant au suivi de la situation des droits de l'homme en Turquie et l'invite à lui transmettre dans les plus brefs délais le deuxième rapport intérimaire sur les droits de l'homme en Turquie;
14. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, au gouvernement turc et à la Grande assemblée nationale turque.

(¹) PV de cette date, partie II, point 1. a).



LEYLA ZANA REÇOIT LE PRIX SAKHAROV

*le crime
d'être née kurde*

Le Parlement européen vient de décerner à Leyla Zana le prix Sakharov des droits de l'homme. C'est son mari, Mehdi Zana, tout juste sorti des geôles d'Ankara où il a passé seize ans de sa vie, qui a reçu le prix à sa place, à Strasbourg. Il y aura deux ans en mars que Leyla Zana est en prison. Elle a commis le crime d'être née kurde et d'aimer passionnément sa culture et sa langue. Elue députée de sa région, elle a justé demandé, devant le Parlement turc, qu'un règlement pacifique soit trouvé aux revendications des quinze millions de Kurdes de Turquie. C'en était trop pour le gouvernement de Tansu Ciller. Leyla Zana a été condamnée à quinze ans de prison pour terrorisme. Dans sa cellule où ne pénètre pas

la lumière du jour, elle lit, écrit sans cesse. Ses « Ecrits de prison » viennent d'être publiés par les éditions Des Femmes. Des lettres d'une toute jeune femme de 34 ans qui veut faire savoir au monde la tragédie de son peuple. Les centaines de villages brûlés, les forêts rasées, les millions de gens déplacés, les militants assassinés par les escadrons de la mort. Oui, aujourd'hui, cela se passe en Turquie. Leyla Zana, petite paysanne des montagnes du Kurdistan, est devenue l'amie de Danielle Mitterrand qu'elle appelle « ma mère ». Elle est l'amie de Ségolène Royal, d'Antoinette Fouque. Leyla et Mehdi Zana ont un fils, Ronay, 20 ans, et une fille, Ruken, 16 ans. Ils étudient en France. C'est pour eux, pour leurs racines, que Leyla se bat depuis sa prison. Annick Le Floc'Hmoan

ELLE — 5 FÉVRIER 1996

Verschärfte politische Krise in der Türkei

*Auftrag zur Regierungsbildung an Yilmaz
it. Istanbul, 4. Februar*

Der türkische Präsident Demirel hat am Samstag nachmittag den Vorsitzenden der konservativen Mutterlandspartei (Anap), Mesut Yilmaz, mit der Regierungsbildung beauftragt. Yilmaz ist der dritte Politiker, der in den letzten vier Wochen den Auftrag zur Regierungsbildung erhalten hat. Bei den Wahlen am 24. Dezember hatte keine Partei die notwendige Mehrheit erhalten, um alleine die Regierung bilden zu können. Yilmaz wird sich vor allem darum bemühen, eine Koalition mit den Islamisten der Wohlstandspartei (Refah) zu bilden.

Der Auftrag an Yilmaz bedeutet, dass die erhoffte Koalition zwischen den zwei konservativen Parteien der Türkei vorerst in weite Ferne gerückt ist. Eine Koalition zwischen der Mutterlandspartei unter der Führung von Yilmaz und der Partei des rechten Weges (Dogru Yol) von Tansu Ciller war monatelang hauptsächlich von der Wirtschaft gefordert worden. Die türkische Wirtschaft benötigt nämlich ein neues, rigoroses Stabilisie-

rungsprogramm, will Ankara die ständig wachsenden Ungleichgewichte in den Griff bekommen. Ein neues Stabilisierungsprogramm setzt allerdings eine starke Regierung voraus, was lediglich eine konservative Koalition, die sogenannte Anayol (aus Anap und Dogru Yol), garantieren könnte.

Für den Misserfolg der Koalitionsverhandlungen hat am Samstag Frau Ciller ihren konservativen Rivalen Yilmaz verantwortlich gemacht. Yilmaz habe alle Türen zu einer Koalition zugeschlagen, erklärte sie. Eine Möglichkeit für eine künftige Zusammenarbeit der beiden Parteien gebe es nun nicht mehr. Yilmaz wollte seinerseits auf die Anschuldigungen von Frau Ciller nicht weiter eingehen. Frau Ciller könne ihre «Besessenheit, auch künftig Regierungschefin zu bleiben», nicht loswerden, kommentierte er trocken.

Nach dem Scheitern der Gespräche zwischen den konservativen Politikern macht sich nun in der politischen Szene ein Gefühl der Ausweglosigkeit breit. Die Türkei ist faktisch seit letztem September, als die Koalitionsregierung von Frau Ciller zusammenbrach, führungslos. Das anhaltende Vakuum in der Regierung prägte im Ausland von neuem das Image der Türkei als des ewig «kranken Mannes am Bosphorus», kommentierte am Wochenende die englischsprachige Tageszeitung «Turkish Daily News».

Montag, 5. Februar 1996 · Nr. 29

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

M^{me} Tansu Ciller ne parvient pas à former un nouveau gouvernement en Turquie

M. Yilmaz pourrait tenter une alliance avec les islamistes

Plus d'un mois après les élections du 25 décembre, la situation politique paraît bloquée en Turquie. Après les islamistes, qui étaient arrivés

en tête lors du scrutin, c'est le premier ministre sortant, M^{me} Ciller, qui a échoué, vendredi 2 février, dans sa tentative de former une nouvelle

coalition. Si l'autre parti de droite ne parvient pas à trouver une formule avec les islamistes, le pays devra retourner aux urnes.

ISTANBUL

de notre correspondante

Le bon sens et la pression de l'opinion publique n'ont pas suffi à rapprocher Tansu Ciller et son éternel rival, Mesut Yilmaz, du Parti de la Mère patrie (ANAP). Vendredi 2 février au matin, après une dernière tentative pour convaincre M. Yilmaz de participer à une coalition avec son Parti de la juste voie (DYP), M^{me} Ciller a admis qu'elle avait échoué et annoncé qu'elle rendrait son mandat au président de la République samedi. Elle demeure cependant premier ministre par intérim, jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement, ce qui pourrait prendre plusieurs semaines.

M^{me} Ciller avait proposé plusieurs modèles de gouvernement susceptibles de tenter son rival : un système de rotation au sein de la coalition, comme en Israël ; l'égalité de pouvoir entre le chef du gouvernement et son vice-premier ministre ; un gouvernement minoritaire, à tour de rôle, pour le DYP puis l'ANAP, soutenu de l'extérieur par l'autre parti. Mesut Yilmaz, qui ne dissimule pas son aversion pour le premier ministre, les a tous rejetés et a déclaré qu'il n'accepterait aucune formule qui permettrait à Tansu Ciller de rester à la tête du gou-

vernement. « Un changement de vitrine est nécessaire », a-t-il expliqué. M^{me} Ciller, qui contrôle deux sièges de plus que l'ANAP, maintient que ce poste appartient de droit à son parti.

Les rivaux du centre droit n'étaient pas parvenus à se départager lors de leur premier match - le scrutin du 24 décembre -, qui s'était soldé par une courte victoire des islamistes du Parti de la prospérité (RP).

OPTIONS LIMITÉES

Après Necmettin Erbakan, le dirigeant islamiste, qui n'avait pas trouvé de partenaire pour une coalition, après Tansu Ciller, il appartient donc maintenant à Mesut Yilmaz de tenter de trouver une solution pour sortir de l'impasse. Sa tâche sera ardue. Les options à sa disposition sont bien limitées : les portes de M^{me} Ciller sont désormais fermées et une coalition avec les deux partis sociaux-démocrates n'atteindrait pas la majorité parlementaire.

Reste un dernier recours : une alliance avec les islamistes. Au lendemain du scrutin, Mesut Yilmaz et les quatre autres partis avaient exclu une telle possibilité. Quarante jours plus tard, l'idée a fait son chemin, d'autant plus que les islamistes, qui

ont renié la rhétorique enflammée de leurs discours préélectorales, se disent prêts à tous les compromis, y compris, dit-on à Ankara, à renoncer au poste de premier ministre.

Le risque est important pour l'ANAP : en s'alliant avec les islamistes, Mesut Yilmaz pourrait perdre le soutien de l'électorat libéral. Plus grave encore, certains députés de l'ANAP, radicalement opposés à cette solution - et même son épouse, qui s'est exprimée publiquement sur ce sujet -, pourraient se rebeller.

Si la formation d'une telle coalition semble désormais possible, personne ne pense qu'elle serait durable. De nouvelles élections, si elles se révélaient nécessaires, profiteraient probablement à M^{me} Ciller, dont la popularité est à la hausse. Elle a récemment démontré qu'elle était capable de « mener la barque dans des conditions difficiles », selon les termes d'un diplomate européen, en surmontant avec succès, sans effusion de sang, deux crises importantes : le détournement d'un bateau par des militants pro-tchéchènes et la récente dispute avec la Grèce. Son refus de tout compromis avec les islamistes lui vaut également un regain de soutien dans les milieux laïques. « L'avantage est à celui qui maintient

le mieux sa ligne électorale », explique un observateur. « Ceux qui avaient misé sur Yilmaz (qui avait centré sa campagne sur la lutte contre l'islamisme) ont l'impression d'avoir été trompés sur la marchandise. »

La partie est loin d'être jouée. La guerre des nerfs entre les deux dirigeants se poursuit, une révolte de palais à l'intérieur de l'une ou l'autre des deux formations pouvant, à tout moment, modifier radicalement les données du jeu. Le délai de quarante-cinq jours prévu par la Constitution pour la formation du gouvernement n'entrera en vigueur que dans quelques jours, lorsque la direction de l'Assemblée nationale sera officiellement en place.

Curieusement, le fonctionnement quotidien du pays ne semble, pour l'instant, pas trop souffrir de l'instabilité politique, mais le ressort surprenant de la Turquie risque d'être mis sérieusement à contribution dans les semaines à venir. Si les politiciens ne parviennent pas à s'entendre, l'incertitude pourrait se prolonger jusqu'à mi-mars, après quoi, le président de la République pourrait ordonner la tenue d'un nouveau scrutin.

Nicole Pope

PKK disinformation continues

1994 PKK film in Germany exposed as a fraud

Turkish Daily News

ANKARA- An investigation by the Koblenz prosecutor's office in Germany has found that TWP, a film company located near Koblenz, has made films based on concocted scenarios and scenes and sold them to various TV stations, including Stern TV, and that the PKK film which was broadcast on RTL on June 22 1994 was one of the films so acquired, according to a statement released to the TDN by the Turkish Embassy in Washington.

On June 22 1994, RTL's Stern TV program, aired a film showing Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists manufacturing bombs to be used in tourist regions of Turkey. Its message was so blatantly pro-PKK that it was almost as if it were a part of a PKK propaganda film, according to the Turkish Embassy statement. The film included an interview with a PKK terrorist and demonstrated the methods of making a bomb. It commented that the terrorist organization was justified in making such bombs because it had no other way of getting its voice heard. In the same film, a terrorist said the PKK would carry out their attacks in such places in Turkey as Antalya Airport, Pamukkale, Kuşadası and Fethiye, which he then pointed out on a map.

Necessary demarches were made both in Ankara and in Bonn regarding the program, which had generated strong reactions from the Turkish community in Germany. In the demarches to German authorities, Turkey protested the failure to provide information to security authorities, despite prior knowledge of terrorist acts, and warned that such a failure on the part of news organizations was tantamount to complicity in a

crime.

Subsequently, in a press statement released by the Koblenz prosecutor's office, the German authorities confirmed that the TWP Company had made 22 films since 1991, all based on imaginary scenarios, and that the PKK film in question was shot not in a terrorist cell in Turkey, as was claimed, but in Greece and in a refugee home in Koblenz. The press release also noted that the people identified in the film as PKK terrorists were in fact movie extras of Albanian origin and that all the scenes in the film were figments of the creator's imagination. As a result, the Koblenz prosecutor's office has initiated legal proceedings against the TWP Company and its owner, Michael Born, in what is considered one of the biggest scandals in German media history.

According to the Washington statement, the government of Turkey also considers it "a great scandal that the TWP company, through sheer deception and fraud, could manage to sell a fraudulent PKK film to the serious German RTL TV station and that a program such as Stern TV, which claims to be objective, could broadcast it. Stern TV obviously allowed itself to be used as a part of a primitive campaign aimed at undermining the Turkish tourism industry," the statement said.

The statement also emphasized that this was not the first and would not be the last example of a news item hostile to Turkey being broadcast without its veracity and reliability first being checked. The last such incident occurred in England on Jan. 11, 1996, when The European newspaper printed pictures which the statement described as "doctored," purportedly showing members of the Turkish security forces committing inhuman acts.

Kurdish problem and democratic solution methods discussed

By Erdinç Ergenç

Turkish Daily News

ISTANBUL- A symposium organized by the Kurdish Institute on Sunday discussed the problems facing Kurdish people in society today and ways solutions can be found through democratic means. Delegates were told that the economic, social and cultural disadvantages experienced by many Kurds in Turkey were putting the country in a bad light on the world stage.

The Kurdish Institute, founded in 1992, conducted the symposium to create a forum for discussion in the hope of finding a solution to the so-called Kurdish

problem acceptable to both the wider Turkish public and authorities. The main issue is the separatist war waged by the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK) in southeastern Turkey.

Addressing the meeting, Ismail Nacar, the President of the Peace, Solidarity and Brotherhood Committee called for a united effort on the part of society to solve the Kurdish problem, with representatives of all political movements, Islamists, social democrats and rightists coming together to achieve a fair and just peace.

"The Kurdish problem has become one of the world prob-

lems" said Nacar, adding that without a broad based approach to seeking solutions to the difficulties any peace agreements would be Utopian.

At a conference in Istanbul last week, initiatives were proposed to gather all the people and supporters of peace under a large and strong peace movement to strengthen the voice of peace movement. The resolutions of the conference also put forward a series of recommendations that delegates felt would further the peace process. Included in these were the recognition by the Turkish authorities of a unilateral cease fire by the PKK, calls for meetings and wider discussions on the Kurdish issues and investigation into allegations of human rights abuses.

The symposium organized by the Kurdish Institute was another

step in the peace process. Speakers from across the political spectrum aired their ideas for a democratic solution of Kurdish problem. Akın Birdal the chairman of Human Rights Association said that five political parties had been closed because they proposed solutions to the Kurdish problems that were contrary to those endorsed by the state.

Evidence of the widening support for a peaceful solution, and a reflection of the broadening base of the peace movement, has been the increase in interest of Islamic organizations and intellectuals in the Kurdish problem. Many Islamist thinkers are playing important parts in the peace movement and its associated conferences; Altan Tan, Mehmet Metiner, Ismail Nacar and Bahri Zengin being just a few of them.

Turkey eyes trade with Iraq but cites snags

Supplies: Turkish officials say private companies in Turkey would be the best-placed suppliers of food items, especially flour, to Iraq if the two sides agreed in New York.

By Ercan Ersoy
Reuters

ANKARA - Turkish officials said on Monday Iraq's talks with the United Nations on an oil-for-food scheme may mean profit for Turkey but uncertainties and obstacles lay ahead before any trade with Baghdad actually started.

"There are many uncertainties in the approach Iraq will take in the New York talks," said one Turkish government official. "We do not know what reaction Iraq will show if the U.N. insists on the resolution 986 as the way it was decided," he told Reuters. "Iraq has always opposed to the resolution." Iraq and the United Nations enter talks on Tuesday in New York after the Baghdad government last month said it was ready to negotiate the oil-for-food plan under which Iraq would be allowed to sell oil worth \$2 billion for food over six months. But the official said there were two major snags for the U.N. plan, spelled out in the resolution 986, to actually be implemented to meet the humanitarian needs of the Iraqi people. "Iraq has reservations in the distribution of food in its Kurdish-held north and it insists that the oil be exported through its ports, not through the trans-Turkey pipeline," said the official, who declined to be named.

He said Iraq and the United Nations might have to make some



Trucks line up on the Turkish-Iraqi border waiting to cross into northern Iraq where they leave foodstuffs and bring back oil in special drums under their chassis

concessions at the talks "without altering the essence of the resolution". The resolution obliges Iraq to export the larger part of any oil to be sold under the U.N. plan via a twin pipeline from Kirkuk oil-fields to Turkey's southern Ceyhan port.

Turkey has said the pipelines, which pumped 1.5 million barrels per day (bpd) of Iraqi crude oil to the Western markets before the U.N. trade embargo on Baghdad in 1990, were technically ready for re-usage.

Iraq wants to export at least part of the 700,000 bpd of oil envisaged in resolution 986 by tankers from its Gulf ports at Mina al Bakr and Khor al Amaya. It also wants to avoid a pipeline transit fee Turkey will charge.

Baghdad also cites geographical difficulties in supplying its crude from the Mediterranean to the Far East, one of its favorite markets before the embargo.

Turkey has lost about \$2 billion in fees since it shut down the

pipeline in 1990 to abide by the U.N. embargo on Iraq, Turkey's top oil supplier and third largest trade partner before the embargo.

The Turkish official said private companies in Turkey would be the best placed suppliers of food items, especially flour, to Iraq if the two sides agreed in New York.

"We know they (Iraqis) need flour and sugar most," he said. Özkaşıkçı, a leading wheat flour producer in Turkey, said it could provide Iraq with up to 100,000 tonnes of flour in a year. "We are looking forward to the result of the talks. We hope there will be some trade with Iraq because Turkey is the nearest big supplier of what they need," said Ali Güvenir, trade manager of the company.

Officials from Southeast Cereals Exporters Union said their exports of staple items to Iraq were expected to strike a "significant rise" this year but declined to give any figures. They exported most of their wheat flour exports of 345,566 tonnes to Iraq in the January- November period of 1995.

US military intelligence: GAP will help stabilize Southeastern Turkey

'GAP will lower Kurdish barriers to Turkish political legitimacy'

Turkish Daily News

WASHINGTON- A new report released by the U.S. Joint Military Intelligence College (JMIC) concluded that the Southeast Anatolia Project, known as "GAP", will have a stabilizing effect on the Southeast when it is completed. The introduction to the report emphasizes that the views expressed belongs to its author "and do not reflect the official policy or position of the [U.S.] Department of Defense or the U.S. government."

The unclassified report, entitled "Guarded Expectations" and written by JMIC faculty member Carl Nestor on the basis of research he did in Turkey in the summer of 1994, says GAP will stabilize the Southeast in a number of ways.

Firstly, "during the next three to five years" the farmers will be provided with "increased agricultural yields. These gains translate directly into higher per capita incomes per farmer, more demand for goods, and an invigoration of trade within the local economy."

But the study cautions that judgments of GAP's agricultural productivity beyond five years "are still premature," since "many factors, such as the development of an effective water management system and the abandonment of

counter-productive irrigation techniques are critical to the success of the agricultural portion of GAP."

Secondly, the sale of hydroelectric power generated by GAP will also help stabilize the Southeast, Nestor says. Such income is necessary "to support GAP's enormous construction and maintenance costs." Yet, "GAP's utilization of the Euphrates does, however, cause some destabilizing tensions with Iraq and Syria," Nestor says.

GAP's effect on "increased government/farmer interaction to manage irrigation" will be a third factor to stabilize the Southeast, the study says. "GAP will lower Kurdish barriers to Turkish political legitimacy, especially in areas with priority irrigation projects. Support for GAP from village tribal leaders is likely because of the economic benefits of land consolidation, preferred over land reform," Nestor says.

As factors that could decrease GAP's capacity to bring regional stability to the Southeast, Nestor cites "financial austerity, manpower difficulties, and terrorism."

"GAP is, however, moving forward and all priority projects are likely to be completed by 2005," the JMIC study concludes.

Turkish Daily News

TUESDAY, FEBRUARY 6, 1996

Denmark declines to reply to Apo's letter

Turkish Daily News

ANKARA- A letter sent by Abdullah Öcalan, leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), received no reply from Copenhagen, according to Danish Prime Minister Poul Nyrup Rasmussen.

"It is the Danish policy not to answer letters from the PKK, which is considered a terrorist organization," the prime minister replied to a question from Soren Sondergaard, a fellow deputy from the Unity List.

"This also covers the PKK's letter of Dec. 26, 1995. This also corresponds to the attitude of our EU partners and other close countries," he said.

Abdullah Öcalan had written to various European countries and the United States, asking them to put pressure on Turkey to "reciprocate" to the cease-fire

declared by the PKK on Dec. 13. Ankara maintains that the so-called cease-fire is only a PKK strategy to recover the losses caused by its defeat by the Turkish military forces and the withdrawal of support by many of its backers.

Rasmussen, however, said that Denmark would continue its calls on Turkey to find a peaceful solution to the Kurdish question.

"It should be added that Denmark is one of the most active countries as regards attempts to influence Turkey to find a peaceful and democratic solution to the Kurdish question.

The Danish side does not miss an opportunity to broach this subject in our contacts with the Turkish authorities," Rasmussen said. Last week a leading Danish daily, Jyllands-Posten, published a compilation article entitled "New terrorism."

It refers to the PKK, calling it "a Syrian instrument to destroy Turkey." It said there are other groups in the region, but few with greater ruthlessness than the so-called Kurdistan Workers' Party, which is not a labor organization but a "Syrian instrument to destroy Turkey, the only secular, pro-Western democracy in the region," it said.

Iraq-UN pipeline talks face export route obstacle

By Steven Swindells

Reuters

DUBAI- Iraq's insistence on exporting oil from its Gulf ports could be a stumbling block in its talks with the United Nations on an oil-for-food plan, Gulf oil industry sources said on Monday.

Iraqi and U.N. technical experts begin talks on Tuesday in New York in search of a deal that could allow Iraq to export oil worth \$2 billion. It would be the first Iraqi oil to reach world markets since Baghdad's forces invaded Kuwait in 1990. But differences over which routes Iraq will be allowed to use to export its oil, together with Baghdad's reservations on U.N. food distribution in Kurdish areas, provide complicated operational problems.

"The possibility of agreement is strong but there's so many problems with how the deal will work in practice," a trader with a Western oil firm based in the United Arab Emirates said. The crux of the export problem lies in how much of its oil Iraq can export from its own ports in the northern Gulf and how much by a pipeline that runs through Turkey.

Under U.N. resolution 986 Iraq is obliged to export the "larger share" of

any oil exported under U.N. supervision through a twin 1,049 kilometre (655 mile) pipeline that links Iraq's northern fields to Turkey's Mediterranean coast. Baghdad has insisted that it export at least part of the 700,000 barrels per day (bpd) envisaged in resolution 986 by tankers from its Gulf ports at Mina al Bakr and Khor al Amaya. Its refusal to rely on the Turkish route is based on security worries since parts of the pipeline run through Kurdish-controlled areas of northern Iraq, traders say. "For security reasons alone the pipeline option is far from attractive for (Iraqi President) Saddam Hussein," a trader with a Japanese oil firm based in the Gulf said. Turkish operators of the pipeline can also charge a transit fee for usage, a hard-currency cost that Baghdad avoids by using its own restored Gulf ports.

Iraqi officials say Mina al Bakr and Khor al Amaya can handle up to one million bpd of Iraq oil exports, and they have said that the facilities are ready to receive supertankers. Exporting from the Gulf ports would allow Baghdad to show its Gulf neighbors that it is again an oil force in the region and also open lucrative Asian markets, traders say.

Higher return markets such as Japan

and South Korea would be rendered uneconomic if Iraqi oil was for sale only in the Mediterranean through the trans-Turkey pipeline.

Crude sold through the pipeline was almost exclusively bought by European and U.S. firms. France, Italy and Spain were major importers although the United States was Iraq's largest single oil buyer from 1988.

Baghdad was exporting 257,000 bpd to Japan on the eve of its August 1990 invasion of Kuwait — making it the country's fourth largest supplier. But it has seen its market-share disappear and taken by its regional and OPEC competitors Saudi Arabia, United Arab Emirates and Iran because of U.N. sanctions.

Losing its port export facilities on Saudi Arabia's Red Sea coast, which before the 1990-1991 Gulf crisis was Iraq's main outlet to Japan and other booming Asian energy markets, has also reinforced Iraq's need to redevelop a Gulf export potential. Baghdad exported 900,000 bpd to world markets through Saudi Arabia before U.N. sanctions, 200,000 bpd of which went to nine Japanese firms under term supply contracts.

The pipelines that ran from Iraq across Saudi Arabia to the Red Sea port of al-Muajjiz were shut by the Saudi government immediately after Iraqi troops marched into Kuwait.

Analysts say Riyadh is highly unlikely to reopen them for a limited sale of Iraqi oil.

Syria continues water lobby against Turkey

Differences: Ankara doubts whether a Syria-Iraq meeting can succeed in achieving a common position, given the two countries' differences

Turkish Daily News

ANKARA- As Syria continues its search for Arab backing for its water dispute with Turkey, Ankara's "technical approach toward water" has received support from Jordan.

"While in Ankara, the Jordanian Crown Prince Hassan has discussed with President Süleyman Demirel the general water question in the region," Foreign Ministry spokesman Omer Akbel said on Monday.

"He said that technical studies

must be made in the whole region. This, as you know, is the crux of our attitude on water. We also advocate the same technical approach to our water question," Akbel said.

Ankara is urging its two downstream neighbors, Iraq and Syria, to negotiate on a three-staged plan which proposes "a technical approach" to the water question by formulating water and land inventories for the three coun-

tries, then comparing them for optimal use of water resources.

The Syrian government has already sent a memorandum to the league asking for the dispute over the sharing of the waters of the river Euphrates to be discussed at its ministerial council, due to meet in Cairo on March 13, Arab League sources told Reuters.

Similarly, senior officials from Syria and Iraq will meet in Damascus next Saturday. Diplomats said the meeting between the long-time Arab foes, who severed diplomatic ties in 1980, constituted a sign of improvement in relations. This will provide a forum for the two countries to coordinate their water policies.

Turkish officials expressed scepticism about the outcome of such a meeting, saying that the two countries do not exactly have a common position, although both sides reject

Turkish Daily News

TUESDAY, FEBRUARY 6, 1996

Turkey's three-staged plan for solving the water problem between the three countries.

"Turkey's three-staged plan considers the water transfer opportunity from the Tigris to the Euphrates. It is the Iraqis who oppose this," a Turkish diplomat said. Iraq, basing its argument on its "ancestral rights" over the Tigris, refuses the water transfer.

Iraq has both the Tigris and Euphrates flowing through its territory, while Syria only has the Euphrates.

Ankara has also said, following an Iraqi demarche claiming that the water coming downstream to Iraq was polluted, that it was faulty irri-

gation techniques by Syria that caused the pollution to Iraq's water.

The Turkish diplomat also maintained that there was a joint technical group between Turkey, Syria and Iraq to debate the water question. "If there is to be a meeting, this is the right framework," he said. Ankara last month warned the Arab countries against "appearing as if they are forming an anti-Turkish bloc."

Turkish diplomats also brushed aside the claim made by Egypt and six Gulf Arab states — in the form of a "Damascus Declaration" — that Turkey built dams on the Euphrates without consulting Syria and Iraq.

Syrian protests have increased since November, when Ankara announced a finance agreement for a fourth dam on the Euphrates, designed to produce power and irrigation water for southeastern Turkey.

German, Belgian, French and Austrian firms are part of an international consortium financing the new Birecik dam and power plant costing \$1.62 billion.

Ankara maintains that both Baghdad and Damascus have been informed of the Birecik dam, and even protested the plan for its construction in 1993.

Syria is calling for the signing of a permanent water-sharing agreement with Turkey to replace a pro-

visional accord requiring Turkey to allow the flow of 500 cubic meters of water to Syria per second.

But Turkey, which accuses Syria of backing the Kurdistan Workers' Party (PKK), has been cool about the Syrian demand. Spokesman Akbel repeated on Monday that Syria still has not replied to the Turkish request for information regarding six truck-loads of arms seized by Turkey last month on their way from Iran to Lebanon via Syria. Turkish Interior Minister Teoman Ünüsan said that the arms-laden trucks demonstrated beyond doubt the support given to the PKK and other terrorist groups by Syria, but did not elaborate further.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

A.F.P. A.F.P.
FRS0953 4 I 0361 FRA /AFP-VL69

Turquie-Kurdes

Mehdi Zana demande que la France "ne soutienne pas la répression turque au Kurdistan"

RENNES, 7 fév (AFP) - Mehdi Zana, un responsable kurde de Turquie, sorti de prison le 25 décembre dernier, a demandé, mercredi a Rennes, que le gouvernement français "ne soutienne pas la répression exercée au Kurdistan par la Turquie".

M. Zana (55 ans), venu à Rennes à l'invitation du maire, Edmond Hervé (PS), qui le connaît de longue date, a expliqué que "le principal moyen de pression sur la Turquie" reposait sur "les crédits accordés par les Etats-Unis et l'Europe".

"La Turquie est dans une situation économique très difficile, notamment en raison de la guerre qu'elle mène au Kurdistan" a-t-il expliqué. "Si l'Europe et les Etats Unis coupent les crédits, cela la fera réfléchir."

"Les Kurdes sont victimes d'une oppression sans pareille dans le monde" a-t-il également indiqué. "2.900 villages kurdes ont été rayés de la carte, 20.000 habitants ont été tués, les vergers, les vignobles ont été détruits, et les gens chassés de leurs terres se retrouvent dans les grandes villes, dans la misère"

M. Zana a passé 16 ans de sa vie en détention, pour des délits d'opinion.

Maire de Diyarbakir, la principale ville kurde de Turquie, de 1977 jusqu'au coup d'Etat militaire de 1980, ses contacts amicaux avec Rennes et son maire remontent à cette époque où la capitale bretonne lui avait envoyé quatre autobus pour les transports en commun de sa ville.

Mehdi Zana est l'époux de Leyla Zana, députée kurde déchue de son mandat et condamnée, en décembre 1994, à 15 ans de prison, et qui a reçu, le 9 novembre dernier, le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, décerné par le Parlement européen.

Mehdi Zana a expliqué que c'était grâce à ce prix qu'il avait pu sortir de Turquie, au mois de janvier. "Le gouvernement turc ne pouvait pas me refuser un passeport pour aller chercher un prix européen, cela aurait été un affront pour l'Europe", ironise-t-il.

Il compte profiter de ce passeport pour se déplacer dans plusieurs capitales européennes, pour alerter les opinions publiques sur la situation au Kurdistan.

lby/frg/mst
AFP /AA1234/072120 FEV 96

ROUGE - 8 FÉVRIER 1996

EXPULSIONS

● Bagnes volants pour Kurdes

Si Air France vous apprend brusquement que vous ne pouvez prendre le vol prévu à cause d'un « surbooking », demandez donc des explications complémentaires. Surtout si vous vous rendiez en Turquie...

Samedi 3 février, huit passagers du vol Air France Paris-Istanbul en partance de Roissy à 17 h 50 eurent la désagréable surprise d'apprendre que leurs places étaient « surbookées » et qu'ils ne quitteraient pas la France avant le vol du lendemain matin.

Cette mésaventure aurait pu en rester là si, à la suite de l'insistance de l'un des passagers, apparemment coutumier des pratiques du ministère de l'Intérieur sur les vols Paris-Istanbul, ils n'avaient appris que leurs places étaient en quelque sorte « réquisitionnées » pour procéder à l'expulsion de huit réfugiés kurdes selon la procédure dite de l'urgence absolue...

En pareil cas, pour qu'ils ne protestent pas trop (le prix du silence ?), les voyageurs laissés sur le carreau obtiennent divers menus avantages (offre d'un aller-retour à leur domicile parisien en taxi ou hébergement et dîner dans l'un des grands hôtels de l'aéroport ; six cents francs de dédommagement ;

une place en classe « affaires » le lendemain... le tout aux frais du contribuable). En revanche, les Kurdes remerciés par la grâce des lois Pasqua ont, eux, le droit de se faire cueillir par la police turque dès leur descente d'avion. Or, la délicatesse des pandores locaux n'est plus à vanter, comme l'a encore rappelé la « mort inexplicquée » du journaliste Mekin Goktepe, le 8 janvier, lors de sa garde à vue dans un commissariat d'Istanbul.

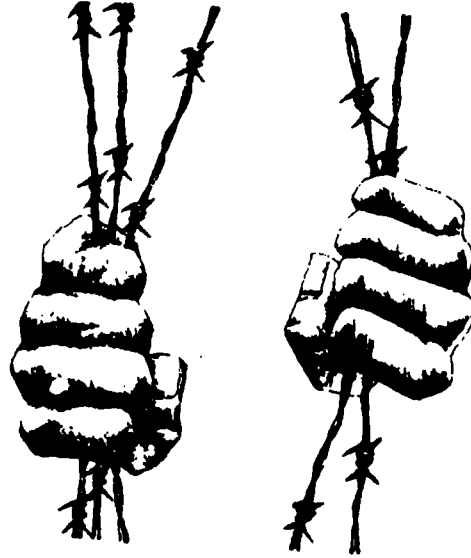
Jusqu'à quand le personnel d'Air France va-t-il tolérer que les avions de la compagnie servent à renvoyer dans le pays qu'ils ont fui des gens dont on sait qu'ils vont droit au passage à tabac, si ce n'est bien pire ? Jusqu'à quel degré de bassesse la France, pays de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 (d'accord, me direz-vous, les immigrés sont déjà des citoyens de seconde zone), va-t-elle sombrer, en expulsant à tour de bras hommes, femmes et enfants dont la seule faute est d'avoir

voulu échapper à la misère ou à la répression ?

Ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays vis-à-vis des « étrangers sans papiers » et des demandeurs d'asile rappelle de plus en plus les pratiques du temps du régime de Vichy. Par-delà les diffé-

rences de contexte historique, ce lâche silence qui entoure les expulsions ne vous évoque-t-il rien ? Lors de la rafle du Vel-d'Hiv aussi, il y avait des gens pour conduire les autobus, des témoins qui fermaient les yeux...

Paquita Marqués



Ouest-France - 8 FÉVRIER 1996

Il a passé seize ans dans les prisons turques

Medhi Zana, pèlerin de la cause kurde

Ancien maire de Diyarbakir, la principale ville d'Anatolie, Mehdi Zana est devenu le symbole du combat démocratique pour les droits culturels kurdes. De solides liens d'amitié et de soutien l'ont poussé à revenir à Rennes, presque vingt ans après son premier passage. Il témoigne de son combat et de celui de son épouse (1) au nom de la cause kurde en Turquie.

Mehdi Zana a 55 ans, dont seize passés en prison. De 1977 à 1980, il a été maire de Diyarbakir, la capitale économique et culturelle du Kurdistan turc. Après le second coup d'Etat militaire, il a été arrêté, torturé et condamné à trente-six ans de prison pour « atteinte aux sentiments nationaux ». Relâché en 1991, il est alors venu à Strasbourg pour rencontrer les euro-députés. Au cours de l'été 1994, il retournait derrière les barreaux quatre ans pour avoir prononcé un discours devant le Parlement européen et pour en avoir distribué le texte à des journalistes. Devant la pression internationale, il a été libéré le 25 décembre 1995. Son épouse Leyla, députée, est toujours emprisonnée.

Traduisant sa propre histoire et celle de son peuple, Mehdi Zana a rappelé hier soir le parcours des Kurdes de Turquie, en proie à la répression militaire et politique. « Cela fait un mois que je suis libre. Il faut que je réfléchisse à la manière de poursuivre notre combat pacifique. Privé à vie de mes droits politiques en

Mehdi Zana aux côtés d'Edmond Hervé : « Dans sa résistance pour sa survie, le peuple kurde a besoin de soutiens ».

Turquie, je ne veux cependant pas agir dans l'illégalité. Je vais mettre à profit cette liberté retrouvée pour prendre des contacts en Europe afin que pour que les gouvernements intercèdent auprès de la Turquie pour qu'elle modifie sa politique vis à vis des Kurdes. »

Soutien rennais

En début de rencontre, Edmond Hervé avait souligné les liens particuliers qui unissent Rennes aux Kurdes de Turquie. Dès 1977, la ville avait accueilli Mehdi Zana,



alors maire de Diyarbakir. Rennes lui avait offert quatre bus pour sa ville. Depuis, des liens se sont tissés, ne cessant d'apporter un soutien permanent à Mehdi et Leyla Zana et de protester auprès des autorités turques, contre la situation subie par les élus du peuple kurde.

Entouré des membres de la communauté kurde de Rennes, Mehdi Zana s'est déclaré : « **Heureux et ému de (se) retrouver à Rennes, renouvelant ainsi la fraternité qui nous unit, lien nécessaire face à la situation d'oppres-**

sion sans pareille que nous connaissons actuellement. »

(1) La répression politique et l'épreuve de la torture dans les geôles turques, le couple Zana en témoigne avec la précision des mots simples qui donnent toute sa force à l'émotion :

Mehdi Zana, « La prison n° 5, onze ans dans les geôles turques ». Préface d'Elie Wiesel. Editions Arléa, 85 F.

Leyla Zana, « Écrits de prison ». Préface de Claudia Roth, députée au Parlement européen. Editions des Femmes.

Leyla Zana, prix Nobel de la paix ?

Députée kurde du DEP depuis 1991 (Parti de la démocratie interdite en février 1994 par la Cour de Sûreté d'Ankara), Leyla Zana, 34 ans l'épouse de Mehdi, est emprisonnée depuis le 8 mars 1994.

Elle a été condamnée avec trois autres de ses collègues kurdes, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sa.İak à quinze ans de prison, confirmés en appel en octobre dernier.

« Nous n'avons coté mis aucun

crime violent, ni fait l'apologie de la violence. Notre seule « crime » est notre attachement résolu et ferme à nos revendications démocratiques et pacifiques, écrivait-elle en septembre 1994. Mon pire crime semble être, aux yeux des procureurs, une phrase en kurde sur la fraternité des Kurdes et des Turcs et de leur co-existence dans l'égalité et la démocratie, que j'ai prononcée lors du serment constitutionnel obligatoire... Même la couleur de mes

vêtements constituerait un délit séparatiste... » Les parlementaires étaient poursuivis pour « appartenance, aide et soutien à une bande armée ». La « bande armée » en question est le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte contre l'État turc.

Le nom de Leyla Zana été proposé par les députés norvégiens pour le prochain prix Nobel de la paix.

Le 17 janvier 1996, Mehdi Zana recevait, au nom de son épouse,

le prix Sakharov de la liberté d'expression décerné par le Parlement européen. « J'ai reçu mon passeport in extremis, la veille de la cérémonie... Il me sera bien utile dans les semaines à venir. Dans quelques jours, je serai au Danemark pour recevoir, toujours au nom de Leyla, le prix danois des Droits de l'homme. »

Un pas supplémentaire dans la reconnaissance internationale de la lutte menée par le couple Zana au nom du peuple kurde.

Irak : le faux dilemme

LES forces d'opposition irakiennes se réjouissent de ce que l'épais silence qui, en France, a marqué le cinquième anniversaire de la guerre du Golfe se rompe enfin et que des voix s'élèvent pour dénoncer les souffrances infligées au peuple irakien. Mortalité infantile en progression galopante, malnutrition généralisée, manque de médicaments révèle la régression sans précédent d'un pays pourtant doté de puissants atouts.

Cependant, dans les initiatives qui se dessinent, le peuple irakien ne peut trouver son compte, si la question politique de la démocratie et des droits de l'homme en Irak n'est pas posée. Les malheurs du peuple irakien résultent de l'effet conjugué de l'embargo cyniquement imposé par les Etats-Unis et de la dictature de Saddam Hussein. Il est bien regrettable que, dans les opinions qui se sont exprimées sur la situation en Irak, il n'ait guère été question des politiques du régime irakien qui aggravent les effets tragiques de cet embargo : imposition d'un blocus économique au Kurdistan, exclusion des provinces du sud de l'Irak d'une grande partie des services publics vitaux, prétextes avancés par les autorités irakiennes pour justifier leur refus, jusqu'à présent, d'appliquer la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU qui autorise

l'Irak à exporter son pétrole à hauteur de 1 milliard de dollars par trimestre, etc.

Devant l'urgence actuelle de la situation, beaucoup de démocrates sincères peuvent être tentés de dissocier totalement ces deux aspects. Or la demande d'une levée de l'embargo ne doit pas conduire à priver un peuple de la solidarité à laquelle il a droit dans sa lutte pour l'instauration de la démocratie, fût-ce au nom de la non-ingérence. A-t-il jamais été question d'opposer cette argutie aux dissidents en lutte contre le totalitarisme ?

C'est pourquoi l'application de la résolution 688 du Conseil de sécurité - concernant le respect des droits de l'homme en Irak - doit rester au centre des préoccupations de tous ceux qui veulent manifester leur solidarité avec le peuple irakien. Négliger cet aspect, c'est condamner ce peuple à la dictature, conçue comme un mal inévitable.

Parler comme certains, des « errements » des dirigeants irakiens (*Le Monde* du 19 janvier), c'est recourir à un redoutable euphémisme. Qu'on en juge : absence totale de libertés ; quadrillage policier de tous les secteurs de la société ; liquidation physique des opposants et torture caractérisant ce régime bien avant le déclenchement de la guerre contre l'Iran et de l'occupation du Koweït - deux conflits meurtriers et dévastateurs ; gazage

de populations civiles au Kurdistan et anéantissement de 4 500 villages ; déportations et disparition de plus de 180 000 Kurdes ; instauration de châtiments moyenâgeux : amputations, mutilations, marquages au fer rouge (pratiques partiellement suspendues tout récemment, ce qui confirme l'utilité des pressions qui s'exercent)...

Au vu de ce tableau - bien incomplet -, comment ne pas s'insurger contre tout ce qui peut à terme conduire à la réhabilitation du régime ? Comment accepter que les souffrances subies par le peuple irakien, seule victime de la guerre et de l'embargo, aient été vaines et débouchent sur un retour au *statu quo ante* ?

Alaa Abdul Hadi (*Parti Al Da'awa*)

Kais Jawad Al Azzawi (*Comité de coordination de l'action nationale et démocratique irakien*)

Jalil Al-Attiya (*Rassemblement de l'entente nationale démocratique irakien*)

Raïd Fahmi (*Parti communiste irakien*)

Mohammed Ismail (*Représentant en France de l'Union patriotique du Kurdistan*)

Zaid Hammadi et Adil Mehdi (*Comité de soutien au conseil suprême de la révolution islamique en Irak*).

Le Figaro - 8 février 1996

IRAK

De l'électricité pour les Kurdes

□ Bagdad s'est déclaré, hier, disposé à allimenter en courant électrique le Kurdistan irakien (nord), échappant à son contrôle depuis 1991. Le Kurdistan devrait profiter d'une partie des recettes pétrolières si l'Irak reprend l'exploitation de brut. Des représentants irakiens et de l'ONU ont entamés, mardi à New York, des négociations prévoyant le virement, tous les 90 jours, d'une somme de 130 à 150 millions de dollars au programme humanitaire de l'ONU dans le Kurdistan irakien.

Humanité dimanche - 8 FÉVRIER 1996

Les Kurdes oubliés

Il y a maintenant deux ans, Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, ordonnait une vaste rafle dans les milieux kurdes de la capitale, nous faisant redécouvrir qu'il y avait un problème des Kurdes en Turquie. Problème, hélas ! très ancien, et jamais résolu, d'un peuple sans patrie et victime d'un véritable génocide physique et culturel. (...)

Depuis, bombardements, incendies de villages, emprisonnements, tortures sont le lot quotidien de ce peuple martyr.

Une jeune femme, Leyla Zana, députée, est emprisonnée, condamnée à quinze

ans de détention après avoir été torturée par la junte militaire. Son seul crime était de revendiquer son appartenance au peuple kurde. Leyla Zana vient d'ailleurs de se voir attribuer dans la plus grande discrétion le prix Sakharov des droits de l'homme par le Parlement européen. Aucune allusion dans la presse et rien dans l'« Humanité Dimanche ».

Le peuple kurde est-il condamné à souffrir encore dans l'indifférence quasi générale ? Il est vrai que le Kurdistan, c'est un peu plus loin que la Yougoslavie...

M. Marais
Thouars, Deux-Sèvres

Aliza Marcus leaving in style

Turkish Daily News

ANKARA- Aliza Marcus, the Reuters staff writer whose trial — and subsequent acquittal — over charges of fomenting ethnical hatred made the headlines last year, is preparing to leave Turkey after the Press and Information General Directorate did not renew the special press card issued for foreign journalists. Marcus' coverage of the separatist war waged by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had angered Turkish authorities and the nationalistic public who saw a pro-rebel bias in her reporting.

The American journalist has been appointed to the Reuters bureau in Nicosia. She told the Turkish Daily News that she will leave Turkey on Feb. 15 and join her new bureau in Greek Cyprus four days later.

Marcus' friends throw a farewell party on Saturday,

the invitations for which was written in Turkish, Kurdish and English, including a brief explanation for her departure.

In a telephone interview with the TDN, Marcus said the party was organized by her fellow journalists, mainly by her colleagues at the Reuters, and that the invitation was not written by herself.

She said she did not know why the invitation was also written in Kurdish. "My friends are invited to this party. Can't I have some Kurdish friends as well?"

"Turkey entered the Customs Union. But Aliza Marcus is forced to leave," declared the invitation in three languages. In 'honour' of Aliza's departure, we have organized a party. But in reality, the credit for this party goes to the Turkish Foreign Ministry, Justice Ministry, and Prime Ministry General Directorate of Press and Information. Without their efforts, Aliza would not be leaving."



Aliza Marcus

A Loophole for Iraqis

Saddam Hussein may soon be passing through the humanitarian loophole that the United Nations made for Iraq in its post-Kuwait embargo. If it happens, it will be a blessing for huge numbers of innocent children and other Iraqis whom Saddam has chosen to starve and make suffer rather than accept the United Nations' terms for selling oil to pay for the aid. But it will be something of a burden — one that the United States should and can bear — on American policy.

The UN conditions were just. It was demanded that Iraq allow the United Nations to oversee dismantlement of nuclear, biological and chemical warfare programs and ensure that oil revenues go to approved and supervised uses, including relief of rebel Kurds and Shiites. For five years after a U.S.-led coalition thwarted his invasion of Kuwait, Saddam found the conditions unacceptable. Now talks in New York are exploring hints of a change of mind.

At the time, the international coalition and the American consensus supported dislodging Iraq from Kuwait but not dislodging Saddam Hussein. Many, including George Bush, have regretted the decision, but that is so much spilt milk. The subsequent embargo was intended to make sure that Saddam would no longer endanger oil

supplies or his neighbors, and it has done that. But the embargo has not driven him from power. Instead, he let children starve, claiming that Iraq's dignity would not permit him to use the humanitarian loophole that the United Nations had written in.

He may now exploit any partial lifting of the embargo and profit politically as well as economically from the sale of oil at an annual rate of \$4 billion. This could happen despite the intent of American policy "to accelerate the demise of the present regime," as Defense Secretary William Perry put it on Tuesday. It is something that the United States must face up to. The fact is that the Iraqi dictator — not the coalition — inflicted vast and unnecessary tragedy on his people by not using the loophole earlier. The allies cannot possibly put off their relief.

Iraq remains the strongest power in the region, Mr. Perry says, and still shows an aggressive intent. Saddam sits in Baghdad and may have hidden away further weapons of terror. His endurance is regrettable, but he was defeated in war and continues to be largely contained and closely watched. The United Nations can do its part in the current talks by holding Iraq to the full terms it set for partially lifting the embargo.

— THE WASHINGTON POST.

THURSDAY, FEBRUARY 8, 1996

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Bagdad pourrait vendre du pétrole contre des vivres

Irak-ONU : coup d'essai contre l'embargo

Sous couvert de soulager les souffrances de son peuple, Saddam Hussein veut réinsérer l'Irak dans le contexte international.

LE FIGARO
6 FÉVRIER 1995

Le grand marchandage qui s'engage aujourd'hui à New York entre l'Irak et les Nations unies porte sans doute moins sur un échange « pétrole contre nourriture » proprement dit que sur le prestige des deux « adversaires ».

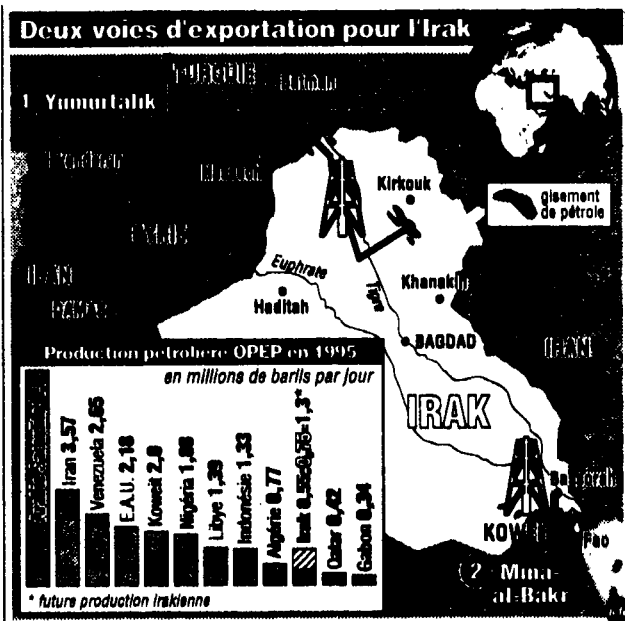
L'objectif est de ménager une entorse à l'embargo en vigueur depuis l'invasion du Koweït, le 2 août 1990, et d'autoriser ainsi Bagdad à vendre une quantité limitée de pétrole afin d'acheter de la nourriture et des médicaments. L'embargo n'a jamais interdit à l'Irak d'en acquérir. C'est par manque d'argent que le pays y renonçait.

L'offre de l'ONU n'est pas nouvelle. C'est le 14 avril 1995 que le Conseil de sécurité adopta la résolution 986. Ce texte permet, à titre temporaire, à l'Irak d'exporter chaque trimestre environ cinq milliards de francs de pétrole. La somme sera versée sur un « compte séquestre » et utilisée, sous contrôle du secrétaire général, pour répondre aux besoins humanitaires de la population irakienne, y compris celle du Kurdistan.

Saddam Hussein avait jusqu'à présent toujours refusé ce compromis qu'il jugeait incompatible avec la dignité de l'Irak. Bagdad fait plusieurs reproches à l'offre onusienne. La 986 dit en effet que la gestion du « compte séquestre » revient à l'ONU, qu'une part indéterminée du « milliard de pétrole » servira à financer les activités des experts du désarmement de l'ONU en Irak, et enfin que la distribution de secours ainsi financée doit être équitable. Cela signifie qu'il ne faut pas « oublier » les Kurdes en révolte contre l'autorité centrale.

Qu'est-ce qui a changé pour qu'après une si longue bouderie, Saddam Hussein accepte enfin non pas la proposition 986 « en bloc », mais tout au moins une négociation sur sa mise en musique ?

Une évidence s'impose. A l'exception d'une minorité privilégiée, les Irakiens vivent de plus en plus mal. Rentré il y a



quinze jours d'une « mission en Irak », avec deux collègues de la commission des affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond a retenu d'un entretien avec les responsables des agences spécialisées de l'ONU (Unicef, OMS, FAO, etc.) « des indications concernant la hausse de la mortalité infantile, la baisse de la moyenne d'espérance de vie, l'augmentation de diverses épidémies, les effets de la malnutrition ». La joie exprimée par de nombreux Irakiens à l'annonce des négociations de New York en dit long sur les souffrances imposées par l'embargo.

La continuation de la guerre du Golfe

De là à imaginer que Saddam Hussein se soit finalement ému des souffrances de son peuple, il y a un pas... Quand on lui demande si le « feu vert » de Bagdad à l'ouverture des conversations obéit à des motivations d'ordre humanitaire ou politique, Jean-Bernard Raimond répond sans hésiter : « Essentiellement po-

litique. Tout est politique. » L'ancien ministre des Affaires étrangères, qui s'entretint longuement avec le président irakien, ajoute : « Au bout de quelques heures de séjour, il devenait évident que l'embargo, pour les dirigeants irakiens, est un concept politique. C'est la continuation de la guerre du Golfe par d'autres moyens. » Pour M. Raimond, l'objectif essentiel de Bagdad est « de sortir du statu quo et de se réinsérer dans le contexte international ».

Ces ambitions, au demeurant bien naturelles après cinq ans et demi d'isolement, s'expriment dans un climat un peu moins figé que naguère. Sur l'essentiel, certes, rien n'est changé. Les offensives diplomatiques esquissées en 1994 et 1995 par les « amis de l'Irak » — la France, la Russie et la Chine — firent long feu après les révélations de la commission Rolf Ekeus sur les arsenaux secrets de l'Irak. Les chances d'un assouplissement de l'embargo augmentent quand, en août dernier, Hussein Kamel, le « tear » des industries militaires, raconta comment son président de

beau-père se jouait des sanctions.

Cinq mois plus tard, en décembre, Rolf Ekeus annonçait que ses enquêteurs venaient de trouver dans les eaux du Tigre des gyroscopes importés clandestinement et susceptibles de servir au guidage de missiles de longue portée.

Les États-Unis, en la personne de leur secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau, ont donc fixé clairement les limites de l'exercice qui s'engage aujourd'hui à New York. « Si l'Irak vient à l'ONU pour examiner comment mettre en œuvre la résolution 986, cela pourrait être positif, déclare le ministre au journal *Al Hayat*. Mais si l'Irak vient pour trouver une nouvelle façon de glisser au travers des sanctions en servant des résolutions de l'ONU, cela n'est pas acceptable. »

La France multiplie les missions

Reste qu'un nombre croissant d'États s'indignent des conséquences humaines de l'embargo. Au risque d'indisposer l'Amérique, la France multiplie les missions à Bagdad et reçoit Tarek Aziz, le vice-premier ministre irakien, à Paris. Paris invite Bagdad au réalisme. La Russie, dont le nouveau ministre des Affaires étrangères, Evgueni Primakov, connaît bien Bagdad, s'est également entremise pour convaincre le « raïs » de faire le pari de la 986.

« Tarek Aziz ne reconnaît pas la 986. Mais il sait que, pour la première fois, M. Boutros-Ghali dispose d'une marge de manœuvre », explique Jean-Bernard Raimond, qui rencontra deux fois le vice-premier ministre irakien à Bagdad. L'une de ces modalités concerne les débouchés du pétrole. L'ONU privilégie l'oléoduc qui débouche en Turquie, l'Irak le terminal de Mina al-Bakr, sur le Chott el-Arab.

Un autre, le système de distribution de la nourriture et des médicaments aux Kurdes.

Le marchandage risque de durer. Un diplomate bien placé résume l'enjeu : « Boutros Boutros-Ghali doit pouvoir dire au Conseil de sécurité : « J'ai appliqué la 986. » Tarek Aziz doit pouvoir dire à son prési-

dent : « Les modalités d'application de la résolution ont changé. » Chacun ainsi aura sauvé la face. A ce stade - et en année électorale aux États-Unis -, c'est l'essentiel pour les politiques. Sinon pour les populations...

Claude LORNIUX

● Quatre personnes, dont

deux « marines », ont été blessées hier lors d'une collision dans le golfe Persique entre une frégate américaine et un boutre soupçonné de transporter des dattes chargées en Irak en violation de l'embargo. Les deux « marines » étaient montés à bord du boutre pour vérifier sa cargaison. (AFP.)

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRS0157 4 IF 0374 ONU /AFP-QC14

ONU-Irak

Deuxième journée des négociations "pétrole contre nourriture"

NEW YORK (ONU), 7 fév (AFP) - L'Irak et l'ONU devaient reprendre mercredi des négociations dites "pétrole contre nourriture" entamées la veille à New York, alors que la délégation irakienne a exprimé mardi son optimisme sur les chances de succès.

Ces négociations à huis clos pourraient aboutir à une levée partielle de l'embargo frappant Bagdad depuis l'invasion du Koweït en 1990.

Les négociations portent sur la possibilité pour l'Irak d'exporter une quantité limitée de pétrole, n'excédant pas un milliard de dollars par tranche de 90 jours, en échange de médicaments et de nourriture, proposition contenue dans la résolution 986 de l'ONU, adoptée en avril 1995 et jamais appliquée.

Le chef de la délégation irakienne, Abdoul Amir al-Anbari, ambassadeur d'Irak à l'UNESCO, avait indiqué aux journalistes avant le début des discussions qu'elles pourraient durer "de sept à dix jours".

De son côté, l'organisation internationale a gardé le silence sur les négociations en cours.

Depuis l'invasion du Koweït en 1990, l'Irak est soumis à un embargo commercial que trois pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU (France, Chine et Russie) souhaitent alléger, les Etats-Unis, qui président le Conseil ce mois-ci, et la Grande-Bretagne défendant une position dure.

L'Irak estime qu'il y aurait atteinte à sa souveraineté car la résolution prévoit que la "plus grande partie de pétrole" doit transiter par un oléoduc turc. Cette question "n'est plus un problème", a déclaré mardi M. al-Anbari.

Le texte, qui selon le Conseil de sécurité n'est pas négociable, stipule également une "distribution équitable des marchandises" aux Irakiens, et une aide pouvant aller jusqu'à 150 millions de dollars par trimestre aux Kurdes du nord de l'Irak.

M. al-Anbari a indiqué que l'Irak partageait le point de vue de l'ONU sur le fait que la nourriture et les médicaments devaient être "distribués équitablement" parmi le peuple irakien.

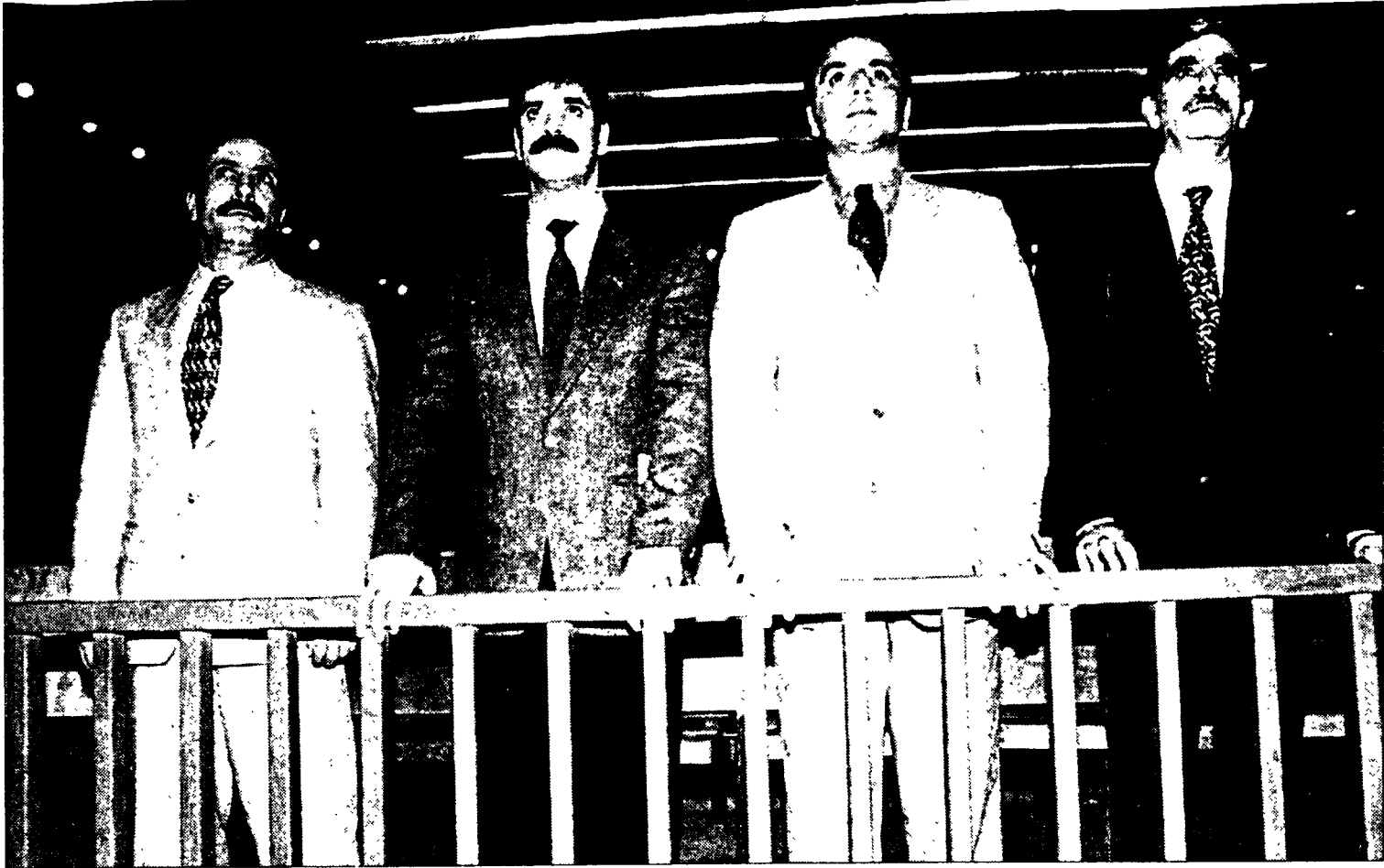
La résolution donne latitude au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, de négocier les conditions de mise en application, mais il doit informer le Conseil de sécurité avant de prendre une décision.

ap/ms

AFP /AA1234/070930

FEV 96

FRIDAY, FEBRUARY 9, 1996



RETRIAL: (From left to right) Former independent deputy Mahmut Alınak and former DEP MPs Sedat Yurrtaş, Sırrı Sakık and Ahmet Türk retried by the State Security Court in Ankara
TDN Ali Fuat Ulay

Retrial of former DEP deputies postponed

The lawyers demand further investigations into the charges

Turkish Daily News

ANKARA- The retrial of former MPs from the banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP), Sedat Yurrtaş, Sırrı Sakık, and Ahmet Türk, and former independent deputy Mahmut Alınak, was postponed until March 7 by the State Security Court (DGM) in Ankara on Thursday in order to discuss their lawyers' request for further investigations into the charges.

The defendants' lawyers, Yusuf Alataş and Hülya Sarsam, recalled that some of the former DEP deputies had initially been charged under Article 125 of the Turkish Penal Code, but were subsequently tried under Article 8 of the Anti-Terrorism Law. The lawyers argue that the defendants should be retried, but not for the reasons which are the basis for the current proceedings.

"The court did not approve our demand for a new defense on the grounds that the charges had changed and that Article 8 of Anti-Terrorism Law

had been amended. Therefore, the decisions of both the DGM and Court of Appeal are baseless. We want the defendants to be retried and the investigation to be expanded," the lawyers said.

Defendant Sedat Yurrtaş stressed that the trial had been unfair and biased, noting that retired DGM Chief Prosecutor Nusret Demiral had since joined the far-right Nationalist Movement Party (MHP).

Lawyer Hülya Sarsam also urged a retrial, claiming that Demiral had misused his authority. Sarsam said the amendments to the Anti-Terrorism Law were in conflict with the Turkish Constitution and should be reviewed by the Constitutional Court.

The history of the DEP case

Thirteen former DEP MPs — and independent MP Mahmut Alınak, who had resigned from the party earlier — lost their seats and their parliamentary immunity when the party was disbanded by the Constitutional Court in June 1994. Alınak and seven DEP MPs were arrested, while six others fled to Europe before the trial. Those who went to Europe joined a so-called Kurdish parliament-in-exile, which is backed by the outlawed

Kurdistan Workers' Party (PKK).

Mahmut Alınak and Sırrı Sakık were each sentenced to three years and six months in prison and fined TL 70 million, in accordance with Articles 5 and 8/1 of the Anti-Terrorism Law. Sedat Yurrtaş was sentenced to seven years and six months in prison under Article 169 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the Anti-Terrorism Law. Ahmet Türk received a 15-year prison sentence under Article 168/2 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the Anti-Terrorism Law.

On Oct. 26, 1995, the Court of Appeals reversed these decisions, saying that the fines to be paid by Alınak and Sakık should have been higher, and that the sentences of Turk and Yurrtaş should have been in compliance with the Anti-Terrorism Law. Hence, the current retrial.

For Hatip Dicle, Leyla Zana, Orhan Doğan and Selim Sadak the judicial process is finished because the court verdicts against them have been approved by the Court of Appeals. An application will be made to the European Human Rights Court on their behalf. The four former deputies have each been given a 15-year prison sentence under Article 168/2 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the Anti-Terrorism Law.

Turkish Probe February 9, 1996

7

HOME SCENE

Alawite Townships under Military Blockade in Sivas

Polarization between Sunni and Alawite Muslims in the central Anatolian city of Sivas is being further provoked by the security forces who have been carrying out operations there for the last four months. Alawi-populated townships of the province are under blockade from military and special team forces on the grounds that outlawed Kurdish Workers' Party (PKK) militants have infiltrated the villages, finding shelter from the inhabitants. Many Alawites from Sivas townships, who had earlier migrated to big cities like Istanbul and Ankara — looking for better living conditions — are now trying to find room in their poor city homes for relatives who have fled their villages. Alawite cultural associations gave the first warning, asking the authorities to stop the ongoing operations in the Divriği, Kangal, Zara and İmranlı townships of Sivas. Although the leading newspapers and television channels are keeping their eyes closed to the incidents and the forced evacuation process, the daily Cumhuriyet newspaper, and some small circulation leftist newspapers, have been reporting the developments since the beginning.

The already unfavorable situation in these townships further deteriorated when the special team forces moved in. Schools were closed, people are being taken into custody and pressure is being exerted on them because they have no mosques or prayer quarters in their townships. Furthermore, soldiers and members of the special teams, in their efforts to prove that the inhabitants are hiding or supporting separatists, go around in civilian clothes during the night, scaring people by saying they are PKK militants and that they want food. The next day those who gave food are declared to be collaborators of the PKK. Such reports were confirmed by Republican People's Party (CHP) Sivas Deputy Mehmet Işık. He brought up the subject at his party's Parliamentary Group meeting on Tuesday and said that security forces were pressuring citizens under the pretext of searching for separatists.

Earlier, Democratic Left Party (DSP) İzmir Deputy Hakan Tartan (a former journalist) put forward a question motion in which he asked Interior Minister Teoman Ünüsan to comment on the allegations.

Alawite cultural associations such as Divriği, Pir Sultan Abdal and İmranlı stated in a preliminary report concerning the problem that many citizens had been forced to leave their homes as a result of military operations in villages mainly populated by Alawis and Kurds. "Special team members have been provoking villagers, saying they have lists in their hands and that the villages will eventually be vacated. They also ask the villagers whether they have a mosque or prayer quarters and threaten them by asking 'Aren't you Muslims?' when they say they don't," the report stated.



BURNING FLAME: The tension between Sunni Muslims and Alawites in Sivas was heightened in 1993, when 37 intellectuals died in an arson attack on a hotel during an Alawites festival. Thousands attending the funeral for the victims.

Based on information from local sources and newspapers, the report warned that serious social unrest can be expected in the region. The report also claimed that the Alawite-Kurdish population is expected to leave the region, unable to cope with the siege mentality and the ongoing operations.

Aydın Güçlü, the governor of Sivas, has officially

disclosed that 63 villages have already been evacuated. Officials have confirmed that over 150 schools in Divriği and Zara townships have been closed. About 500 residents from various villages have been taken into custody and nearly 300 villages are under a blockade, according to reports.

Tartan in his question motion asked the interior minister whether it was just a coincidence that the evacuated villages were mainly populated by Alawites. He also asked whether these villages were being punished simply because they had not accepted the village-guard system.

The latest issue of the weekly *Aydınlık* reported on the situation of 15 villages in Sivas, and listed 16 villages which had been evacuated in the Divriği, Kangal, Zara, İmranlı townships. According to the weekly, citizens are being called to the village square at certain times and told that they will all be "eliminated if necessary." The weekly claims that special team members stay in school buildings and search houses at night under the pretext of looking for separatists. *Aydınlık* also reported that no news could be obtained from 40 villages in the Ulas township, an area which has been under blockade for some time.

Sivas Deputy Mehmet Işık also confirmed reports that 80 village headmen and over 500 villagers had been taken into custody during operations over the past four months. He said some had been released after CHP deputies had spoken with the interior

minister.

In a press conference, Atilla Sav, the CHP deputy general-secretary expressed his party's concern over the developments in Sivas. He said they believed that the citizens in Sivas townships are being harassed and pressurized — what he called a wrong method of fighting terrorism.

The CHP, a party traditionally supported by Alawis, also prepared a report on the subject.

Meanwhile, Işık said he had spoken with the interior minister and the governor of Sivas and said that both were very sensitive about the developments.

He said he believed that certain wrong applications were the result of individual initiatives. Three years ago 37 intellectuals were killed when a hotel was burnt down by fundamentalists during Pir Sultan Abdal (an Alawi philosopher) commemoration ceremonies. The authorities couldn't prevent the unfortunate incident, despite the warnings they had received.

Concerned circles are warning the authorities now. Alawi cultural associations drew attention to a possible social explosion in Sivas if the recent developments continue to escalate. "Mistakes, even if individual, provoke confrontation between the state and the people," Sav said, recalling the principle that everybody is innocent unless the law confirms the opposite.

Sırma Evcan

War dividends from the Southeast

By Zafer F. Yörük

Turkish Daily News

ISTANBUL- HADEP leader Murat Bozlak is optimistic about peace in the southeast "only because there are some non-government organizations who stand for peace.

"But if you are asking me whether I am optimistic about the government to respond to the peace efforts," he said in response to a question, "and be won over to a political solution then the answer is no." When further asked if Turkey's ensuing coalition government respond to the PKK's call for a ceasefire, Bozlak replied "It is nothing to do with the government. These decisions are made not by the elected governments."

When pressed as to the identity of those who would then make the decisions if it were not the elected governments, he would only reply "the core of the state", and refuse to elaborate. Tomris Özden, the widow of Colonel Rıdvan Özden killed in an armed clash in the southeast was also at the conference. Tomris Özden, in a surprising statement, declared after her husband's death that she did not count Colonel Özden a martyr because he was killed when fighting his own people, not the enemy. She thus suddenly found herself as a prominent peace activist, and appeared on 1 September 1995 International Peace Day holding hands with Emine Duman, the sister of a PKK guerilla who was also killed in the conflict in the Southeast. Özden then was elected to the new Party Council of the CHP receiving the highest votes, but resigned following a column printed in *Hürriyet*.

Özden addressed the conference with Emine



Tomris Özden (at left) and Emine Duman, from different sides of the conflict but standing side by side

Duman and they both made a plea for peace. "When I am with Emine, I feel as if the peace has come," she said after the conference. "But this is only an illusion. There is a long way to go before the killing of young people comes to an end." Speaking about the PKK's call for ceasefire.

she said "I don't think the Turkish state will ever reply to this call, because there are certain sectors in the state who see it in their best interest to continue this war. These people benefit from a terror economy established in the region, and they are very strong at present within the state."

Peace movement

More than 20,000 people, mostly civilians, have been killed in the 11-year-long undeclared war, in which the PKK is fighting to create a separate Kurdish state and the government is seeking to preserve the integrity of the Turkish nation

The 'Gather for Peace' conference, held at the Marmara Hotel last week, called upon the government to accept the PKK's offer of a unilateral cease-fire and to open discussions to end the conflict. A sense of urgency was added to the calls to respond to the PKK's cease-fire initiative as there have been reports that the Kurdish terrorist organization will resume military action on Feb. 15 if no positive moves have been made by the government

By Erdiñ Ergenç
Turkish Daily News / ISTANBUL

A coalition of peace organizations chose Istanbul as their headquarters from which to create a broad-based movement to force the government to start negotiating a lasting peace between the Turkish state and the separatist Kurdistan Worker's Party (PKK). Two important meetings were held in Istanbul last week to advance the cause of peace. The "Gather for Peace" conference, held at the Marmara Hotel last week, called upon the government to accept the PKK's offer of a unilateral cease-fire and to open discussions to end the conflict. A sense of urgency was added to the calls to respond to the PKK's ceasefire initiative as there have been reports that the Kurdish terrorist organization will resume military action on 15 February if no positive moves have been made by the government.

More than 20,000 people, mostly civilians, have been killed in the 11 year long undeclared war, in which the PKK is fighting to create a separate Kurdish state and the government is seeking to preserve the integrity of the Turkish nation. The conflict has seen numerous human rights abuses committed by both sides. The material cost to the Turkish people is also immense, absorbing up to \$8 billion of the state budget annually.

The aim of the conference was to bring together workers for peace from all sectors of society and all the political spectrum in a united front.

In a related symposium, held last weekend at the Hilton Hotel and conducted by the Kurdish Institute, a wide range of proposals to improve the social, cultural and economic lives of Turkey's Kurdish population were discussed.



Doğu Ergil, an academic and writer

FRIDAY, FEBRUARY 9, 1996

gathering strength

'The Kurdish problem can only be solved by consensus, not by the glory of one side over the other,' said former intelligence officer and academic Mahir Kaynak

Gather for Peace

Peace activists from all over Turkey came together with a slogan "Gather for Peace" to force the warring forces to make a permanent peace. The conference provided a roof for a united and common peace movement. Representatives of non-government organizations (NGOs), peace groups and intellectuals from different parts of society came together to establish a common platform from which to struggle to force the PKK and the Turkish Government to



Republican People's Party deputy, Ercan Karakaş

work towards a permanent peace. The meeting was chaired by Şanar Yurdatapan, who helped the speakers to emphasize the urgency of peace. People from Islamic origin, socialist party leaders and imprisoned former parliamentary deputies joined together for peace.

It was the largest such meeting in Turkey in recent years and one that its organizers hope will further the cause of peace in the country. The conference delegates heard wide spread criticism of the use of violence and terrorism to further political objectives and policies, criticism that was directed at both the PKK and the government.

Akın Birdal, the chairman of the Human Rights Association, opened the conference by summarizing events during former unilateral ceasefire of PKK in 1993 which, like the current halt in hostilities by the separatist forces, is not being recognized by the government forces. He said that it was the right time to begin to increase efforts for peace to prevent the repetition of the destiny of 1993 ceasefire.

The leader of the newly formed Freedom and Solidarity Party, Ufuk Uras, said that peace can only be established if the ceasefire is bilateral, adding that a movement should be formed to work for peace. He ended his speech with quotation from Plato: "The most dangerous thing for a herd is the attacking of the dogs which are responsible for protecting the herd," saying that this was the current situation in Turkey.

Negotiations, but with whom?

Murat Bozlak, the chairman of People's Democracy Party (HADEP), spoke of the need for a beginning of a peace process. He also pointed out that in such a process there is belief that the PKK shouldn't be one of the negotiating sides. He said that despite the fact that 23 HADEP candidates won seats in the recent national election none could take their place in the parliament in Ankara due to the 10 per cent national threshold imposed by the electoral rules.

This has resulted in a lack of a representative voice for Kurdish people and removes a possible option in the peace negotiation process.

Münir Ceylan, the former chairman of Petrol-İş trade union, said that if the war was being waged against the Kurdish people then the peace should have to be made with Kurdish people, but if the war was being fought against the PKK then the peace should have to be with the PKK.

"The persecution of the people got worse since the ceasefire and every persecution made the distance between the state and people greater" said Ali Ürküt, the representative of the Democracy platform of Diyarbakır. He emphasized that the peace movement had to stand against the war lobby and told that peace initiatives should be more courageous to create a peaceful situation. Ürküt also said that Kurds demanded their separate identities to be noticed and to be able to express their differences in their daily life.



Chairman of the Human Rights Association Akın Birdal

Siyami Erdem, representing the Trade Unions of blue collar workers, said that the cost of the 11-year war was TL4.2 quadrillion and that Kurdish colonies had been formed in big cities because of mass migration to escape the conflict. He emphasized that the war made the state more militaristic and the psychology of war had become dominant in the state, which caused the closing doors to democracy.

Cease-fire may end on 15th February

Faik Bulut, known with his research and books on the Middle East, pointed that he had heard news that PKK is intending to break up the ceasefire by 15 February if the state does not respond to its proposals. He said that ceasefires are declared to be broken and "the peace movement should try to postpone this date" he added.

Another speaker was Fikret Başkaya, an academic who had been jailed because of his books and ideas over the Kurdish issue, said it was the first duty of a peace movement to create a public awareness of the issues.

One of the more colorful figures at the conference was Islamic writer Altan Tan, who emphasized that the problem shouldn't be taken only as ideologic and related to socialism because in this way the problem could not be solved. He demanded to let the Islamic movement take part in the peace efforts.

Consensus and promise

The Kurdish problem can only be solved by consensus, not by the glory of one side over the other," said former intelligence officer and academic Mahir Kaynak, pointing out that peace would come by both sides making firm promises and both sides keeping them.

Former Refah Party deputy Hasan Mezarıcı called for a political bloc to oppose the state, including such governmental organs as the State Security Courts,

Constitutional Court and National Security Committee. Şefik Beyaz, the president of Kurdish

Institute, stated that all people who support the peace initiatives should gather and form a common peace movement. Beyaz said that it is hard to force the government to a ceasefire and peace and called on all people to speak out on the need for peace.

The lawyer of pro-Kurdish People's Labour Party (HEP) and the Democracy Party (DEP), Hasip Kaplan said that both the HEP and DEP were closed by the Constitutional Court because they wanted peace. He said he couldn't understand why Turks and Kurds could not reach consensus as the two peoples had lived together for 1000 years.

Tomris Özden, the widow of the late Turkish Army Colonel Rıdvan Özden came to the chair hand to hand with a sister of a dead PKK guerilla Emine Duman and made a speech together. Özden and Duman called for an end to the war and asked for the acceptance of the PKK's ceasefire as a first step on the road to peace. Özden emphasized that even though her husband was killed by the PKK she said that she wanted peace rather than a revenge.

In order to achieve a lasting peace it was agreed to hold meetings, marches, sit-ins and issue press statements in a bid to persuade the government to respond to the PKK ceasefire. Successive Turkish governments have rebuffed such initiatives on the grounds that it does not "negotiate with terrorists". In the past, peace movements had been hampered by their narrow frameworks. What the participants at the Gather for Peace conference agreed on was the need for broadening the base of the movement and on the relationship between democracy and solving many of the problems of Turkey's Kurdish popula-



Murat Bozlak, the chairman of the People's Democracy Party, holds out hopes for peace

tion. This became a circular discussion as many felt that the strengthening of democratic values would improve the lot of the Kurdish people others said that the better conditions for the Kurds would in turn facilitate improvements in democratic processes. It was said or democracy to flourish there must be peace and for there to be peace there must be democracy.

The leader of the newly-formed Freedom and Solidarity Party, Ufuk Uras, said that peace can only be established if the cease-fire is bilateral

Kurdish Problem and Democratic Solution Symposium

The weekend meeting, the "Kurdish Problem and Democratic Solution Symposium" was a further step in producing solution methods to the Kurdish

problem. More than 1000 participants gathered to discuss ways to kick start the peace process. İsmail Nacar, the president of the Peace, Solidarity and Brotherhood Committee said that the Kurdish problem had become a world problem, adding that without a broad based approach to seeking solutions to the difficulties any peace agreements would be utopian.

He called for a united effort on the part of society to solve the Kurdish problem, with representatives all political movements, Islamists, social democrats and rightists coming together to achieve a fair and just peace.

Bahri Zengin, an Istanbul parliamentary deputy for the Refah Party said that not only the Kurds had a identity problem but Islamists as well. He suggested Kurdish problem to be a living problem rather than a regional and social problem. He also argued that the Turkish state had been established with a racist mentality, believing that one nation and one identity is accepted within an atheist state.

Republican People's Party deputy, Ercan Karakaş, said that the state had to change it's 70 year old mentality to solve the Kurdish problem. Karakaş emphasized that state and it's administrators had to see that different identities existed within Turkey.

Doğu Ergil, an academic and the writer of the Turkish Union of Chambers of Commerce and Industry report on Kurdish issue put forward some ideas to further the peace process.

He proposed to stop the armed struggle as soon as possible as a first step and stated that human rights should be given a higher profile at every step of the process.

As the next step he proposed that a general amnesty should be declared permission given to every ethnic group to speak in their own language freely in their ordinary life and in communication if they so desired.

He pointed out that martial law should be lifted in those areas where it is in place and the system of village guards and special security teams should be discontinued. Ergil also called for the demilitarization of the predominantly Kurdish south east region.

The symposium ended with a report summarizing the speeches of the participants. All felt that the PKK's unilateral ceasefire is an important chance for peace and that the government should take the opportunity to try and find a non-military solution to war in her south eastern provinces.

Other resolutions for the meeting called for freedom of speech and thought, making entry into parliament for minority groups easier, lifting of martial law, a general amnesty and a redefinition of the concept of citizenship.

So far there has been no response from the government to the PKK ceasefire or to the calls for negotiation from the peace movement. With the date for the PKK to resume military action on fast approaching, an end to hostilities seems as far off as it has at any time over the last 11 years.

As 'Dual Containment' crumbles...

By Uğur Akıncı

Former President George Bush must be having nightmares in Houston. Not only Saddam Hussein is alive, well and still in power, but he also decided to call off the strongest card Washington kept close to its chest since 1991. Iraq started to talk to the United Nations for limited oil sales per UN Security Council resolution 986.

Iraq would be allowed to sell \$2 billion dollars worth of oil over the next six months to provide food and medicine to its population in dire need. Security Council members insist that there should be unconditional supervision to make sure that the proceeds of the sale are used by Baghdad to provide humanitarian relief for Iraqis. Chief Iraqi negotiator Abdul Amir Anbari said the UN condition was "no problem."

Iraqi Oil Minister Amir Mohammed Rasheed said during a recent television interview that Iraq could jack up its production to 3.5 million bpd within two years. That equals to what Iran is producing now and what Iraq was pumping out when its output peaked in 1979. That's enough muscle to shake up the global energy market.

Even Secretary of Defense William Perry, speaking at a Washington Institute for Near East policy luncheon, could not object to Iraq's returning to the fold of oil-exporting countries. "Iraq still has the largest military in the region, and it shows no signs of foregoing its belligerent, aggressive stance towards its neighbors," Perry reminded.

He also admitted that the US and Jordan were "already cooperating in some actions" to "accelerate the demise of the present regime in Iraq."

Then came the inevitable question from the audience: "Sir," a senior editor asked, "if the regime in Iraq is powerful and aggressive, and whose demise we would like to accelerate, then are we going to prevent Saddam from getting to sell oil through the humanitarian loophole at the UN?" And Perry blinked. "I see where your question is heading," he said.

If the US is really trying to hasten Saddam's demise, then "we should put as much pressure as possible, even including the pressure which would include increasing the hardships on the people. We have not taken that step," Perry said.

"We still support that UN initiative, if it can be achieved with proper safeguards."

Are we watching the first stage in Russian Foreign Minister Primakov's alleged design to "rehabilitate" Iraq? Whatever the answer may be, it is more likely that the dismantlement of the "dual containment" policy the US adopted to isolate both Iran and Iraq — despite strong disagreement of such NATO allies as Turkey and France — has already started.

In the last few days the Iraqi dinar, just at the rumors of oil export, has tripled in value against the US dollar causing a sudden drop in food prices in this holly month of Ramadan.

Iraqi people, who proved to be unwilling or unable to overthrow Saddam Hussein when they were starving, should be expected to be less motivated to do so when food and medicine starts to pour in.

The issue concerns Turkey closely for a number of reasons. The foremost is the future of the 1,000 km twin oil pipeline between Kirkuk and Yumurtalik. For the first time since the Gulf War when Turkey voluntarily shut off the pipeline, there is a chance that it might be flushed off and put to use before it starts to rot away.

But Iraq has other plans because Saddam remembers on whose side Turkey was during the Gulf War. He wants to export the



U.S. Defense Secretary William Perry reaffirms anti-Saddam hardline, but falls short of opposing U.N.-Iraq oil deal.

700,000 bpd allowed by UN with oil tankers through the Gulf. Iraq's port director Hassan Fleih al-Ma'ini said "Iraq's ports ... are ready to provide maritime services to oil tankers and ships in case oil exports are resumed through our ports on the Arabian Gulf." However the UN resolution 986 requires Iraq to use the Kirkuk-Yumurtalik pipeline.

The UN, Britain and France, three members of the UN Security Council who led the war against Iraq in 1991, owe it to Turkey to enforce not only the spirit but the letter of the UN Res. 986 as well.

Yet, opening of Kirkuk-Yumurtalik line would have the "unintended consequence" of strengthening the hands of Mesoud Barzani's KDP and Jalal Talabani's PUK, the two major Kurdish factions in Northern Iraq.

Since pipeline security from Kirkuk to the Turkish border is unthinkable without the cooperation of Iraqi Kurds, this hole punched in the wall of "dual containment" might also punch the Kurdish ticket to local autonomy in northern Iraq — with more possible "unintended consequences" for the Turkish south-east. The recent talks in Ankara between Turkish, American, French and British generals over the future of Operation Provide Comfort (OPC) thus acquire an enhanced significance in this juncture. Turkey's allies must understand that without increased Turkish control over OPC's future, Iraq's eventual "rehabilitation" could have an unacceptable cost for Turkey.

Iraq is not the only "containment country" that started to slip away from Washington's grasp. There are signs that Iran might also be on its way to wear "dual containment" down thanks to many others who want to do business with this oil- and gas-rich

SUNDAY, FEBRUARY 11, 1996

Turkish Daily News

Interview

Le mari de Leyla Zana témoigne

Correspondance particulière.

MEHDI ZANA, le mari de la jeune député kurde condamnée à quinze ans de prison, a récemment représenté son épouse à Strasbourg, lors de la remise du prix Sakharov décerné à Leyla Zana par le Parlement européen pour sa lutte en faveur des droits du peuple kurde qu'elle raconte dans ses « Ecrits de prison ». Mehdi Zana, cinquante-cinq ans, lui-même récemment sorti des geôles turques (il y a au total séjourné quinze ans suite à trois condamnations), profite du visa difficilement obtenu pour témoigner. L'ancien maire de Diyarbakir (jumelée avec Rennes jusqu'à l'emprisonnement du maire kurde) a été reçu dans cette ville par le maire socialiste Edmond Hervé, avant de rencontrer la presse et de répondre à nos questions. Interview.

Où en est le peuple kurde ?

En 1979, quand je suis venu à Rennes comme maire de Diyarbakir, je disais déjà mon inquiétude devant le système d'oppression qui se mettait en place. En 1980, après le coup d'Etat militaire, j'ai été arrêté et, à ma sortie de prison de 1992, j'ai pu voir l'ampleur du désastre, et combien les choses avaient changé dans mon pays. L'oppression que vit le peuple kurde est sans pareille dans le monde : des dizaines de milliers de Kurdes ont été tués, 3.000 intellectuels ont été assassinés par les escadrons de la mort, plus de 2.000 villages ont été rayés de la carte. Les vignobles, les forêts, les jardins de mon pays ont disparu ; l'agriculture et l'élevage sont complètement paralysés à cause de la guerre. Les familles kurdes sont à la rue, à la recherche d'un toit et d'un travail. Malgré cela, le peuple kurde continue de résister et de lutter pour sa survie. Si certains le font les armes à la main — et ce n'est pas la solution que je préconise —, la faute en est au gouvernement turc.

Pouvez-vous faire le point sur la campagne internationale menée pour la libération de votre épouse et des députés kurdes emprisonnés ?

A peu près dans tous les pays d'Europe, des campagnes sont menées pour la libération des 13.000 prisonniers politiques kurdes, des députés et de mon épouse Leyla qui, à trente-trois ans, vient d'être condamnée à quinze ans de prison. D'après le système pénal turc, elle ne serait pas libérée avant l'an 2005, sauf grâce présidentielle ! Des parlementaires, des journalistes, les organisations des droits de l'homme et le Comité international présidé par M^{me} Mitterrand agissent. Je pense que la Turquie est très sensible aux pressions économiques car le poids de la guerre contre les Kurdes est lourd. Elle compte donc sur le soutien économique des USA et de l'Europe. Si l'Europe et les USA ne lui accordaient plus de crédits, elle serait amenée à réfléchir sur le bien-fondé de la politique qu'elle mène par rapport aux Kurdes... Je constate, hélas ! aujourd'hui, que le gouvernement turc reçoit un soutien bien plus fort de la France depuis l'élection de M. Chirac.

Que pensez-vous de l'attitude de l'Europe ?

Mettez-vous à notre place,

● **TURQUIE. Les chances de Mesut Yilmaz, chef du Parti de la mère patrie et premier ministre désigné, de former le gouvernement avec l'appui du parti islamiste Refah semblent s'amenuiser. Annonçant hier qu'il rencontrerait lundi le chef du Refah, Mesut Yilmaz a déclaré ne pas avoir « beaucoup d'espoir ». « Après les législatives du 24 décembre, M. Erbakan avait fait preuve d'une position souple, mais l'attitude qu'il adopte ces derniers jours montre une déviation de cette ligne. »**

c'est difficile d'être satisfaits : la Turquie vient d'être admise dans l'Union douanière et l'Europe a affirmé que cela signifiait l'ouverture d'un processus de dialogue avec le peuple kurde... Mais c'est vrai que l'Europe peut faire pression : si je suis ici, moi qui ai été condamné à cinq ans de prison mais libéré après un an et demi, c'est grâce à l'intervention du président du Parlement européen auprès du président turc. Lors de la cérémonie du prix Sakharov, le président du Parlement européen a déclaré : « L'Union douanière, ce n'est pas un chèque en blanc à la Turquie. » Il a également dit que l'Europe allait peser pour le respect des droits de l'homme en Turquie. Nous préférons croire en ses paroles.

Qu'allez-vous faire ces prochains jours ?

Je profite du visa si difficilement obtenu pour remercier tous ceux qui en Europe nous apportent leur soutien. Je dois encore aller à Bruxelles, en Allemagne et au Danemark. Après, je rentrerai dans mon pays pour voir mon peuple. Mes condamnations m'interdisent désormais d'être élu et d'être responsable d'un parti politique, mais elles ne m'empêcheront pas de faire de la politique ni de m'exprimer. La prison ? Elle fait, hélas ! partie de notre vie de militants kurdes.

Propos recueillis par
FRANÇOISE LANCELOT

L'HUMANITES/AMEDI 10 FEVRIER 1996

LE QUOTIDIEN DE PARIS
9 FÉVRIER 1996

Un responsable kurde demande le soutien de la France

Mehdi Zana, un responsable kurde de Turquie, sorti de prison le 25 décembre dernier, a demandé au gouvernement français de ne pas soutenir « la répression exercée au Kurdistan par la Turquie ». M. Zana, venu à Rennes à l'invitation du maire, Edmond Hervé (PS), qui le connaît de longue date, a expliqué que « le principal moyen de pression sur la Turquie » reposait sur « les crédits accordés par les Etats-Unis et l'Europe ». « La Turquie est dans une situation économique très difficile, notamment en raison de la guerre qu'elle mène au Kurdistan » a-t-il expliqué. « Si l'Europe et les Etats-Unis coupent les crédits, cela la fera réfléchir. »

Logement insalubre: placement demandé pour dix enfants de réfugiés kurdes

Les dix enfants de la famille de réfugiés kurdes accueillie en 1992 pourraient être séparés de leurs parents. Motif: le logement HLM qu'ils occupent à Niort est aujourd'hui insalubre. Autour de l'OPAC, une cellule de travail cherche à résoudre ce douloureux problème.

NIORT. - Une vive inquiétude vient de s'abattre sur le couple Anwar Tahir. Ahmed et son épouse Janina ont appris que le juge des enfants des Deux-Sèvres a signé une ordonnance de placement provisoire de leurs dix enfants mineurs.

La décision n'est pas encore exécutée mais les services de la Direction de la prévention de l'action sociale (DIPAS) ont été informés de cette ordonnance.

Que reprochet-on à cette famille de réfugiés kurdes domiciliés 161, rue du Maréchal-Leclerc à Niort? Rien!



Seuls deux des frères n'apparaissent pas sur cette photo. Ils sont justement absents pour cause de maladie.

Jouissant d'une bonne réputation, ces réfugiés arrivés dans les Deux-Sèvres en janvier 1992 n'ont jamais fait parler d'eux. Selon nos informations, le couple s'est même bien inséré à Niort. Les enfants sont normalement scolarisés. Ils suivent les cours dans les écoles du quartier et pratiquent du sport dans les clubs locaux.

Moisissures

Les difficultés relevées par l'enquête sociale sont d'un autre ordre. Les longues investigations engagées et menées par les services compétents mettent en avant un sérieux problème d'hygiène. Selon les conclusions des enquêteurs, le logement mis à disposition de la famille par l'Office public de HLM de la Ville de Niort est aujourd'hui «insalubre».

Lors d'une récente visite de la maison, des taches de moisissures ont été constatées. Les tapisseries et les peintures pâtissent sérieusement de ces conditions. Dans l'une des pièces, le parquet recouvert de carrelage est à tel point fragili-

sé qu'il faudrait peu de chose pour qu'il cède sous les pieds et qu'un des enfants tombe dans la cave.

Protection des enfants

Conséquence de l'importante humidité ambiante: Janina et ses enfants sont toujours malades. Les soins prodigués à la famille permettent juste une amélioration sensible de l'état de santé des occupants.

«Le médecin vie? presque tous les jours», dit la mère de famille.

C'est donc dans le seul but de protéger les enfants que le juge chargé du dossier a pris la décision de les placer provisoirement. Mais à l'instar de Mihad, 17 ans, «la famille (qui compte aujourd'hui 11 enfants. L'ainé est majeur) ne veut pas être séparée et demande qu'un logement convenable lui

soit attribué».

Cette affaire douloureuse a été confiée à une cellule de travail comprenant les représentants d'organismes sociaux, la Direction départementale de l'équipement et l'Office public d'HLM de Niort.

E. MARTEAU
J.-D. FRESNEAU

Un logement remis à neuf voilà trois ans, selon l'OPAC

NIORT. - Claude Pagès, qui préside aux destinées de l'OPAC, ne s'est pas lancé dans des explications compliquées. Son analyse du problème posé est empreinte de logique. «Ce logement, explique le maire adjoint de Niort, a été entièrement réhabilité voilà trois ans dans le cadre d'une opération conduite par l'OPAC pour une somme de travaux de plus de 200.000 F. L'immeuble était en parfait

état de fonctionnement à cette époque. La famille kurde qui s'y est installée a manifestement rencontré des problèmes d'adaptation à la vie occidentale. Et tout le monde les a un peu laissés tomber.

«Aujourd'hui, par manque d'aération et pour d'autres raisons encore, le logement en question manque de salubrité.

«Alerté, l'OPAC a proposé que la famille nombreuse qui

y vit soit installée dans différents endroits de la ville car l'office ne dispose pas de logements susceptibles d'accueillir un si grand nombre de personnes.

«Mais la famille refuse de se séparer. Nous avons donc décidé de mettre en place une cellule de travail afin de trouver les solutions les plus adaptées à cette situation douloureuse».



Dans la salle de bains, le carrelage cache à peine un trou dans le parquet.

LE PROVENÇAL - 10 FÉVRIER 1996

UN KURDE "ADOPTE" PAR UNE FAMILLE DE FOS

L'association "Jeunes Errants" avance toujours sur la corde raide des finances. En 1995, elle a payé 5 300 journées. «Vu l'afflux croissant de clandestins, ça ne peut qu'aller en augmentant», prévient Dominique Lodwick.

Logement, nourriture, soins et frais de fonctionnement de l'association compris, un enfant revient à 140 F par jour. «On ne peut pas avoir la prétention d'assumer tous les gosses des rues. Notre accueil implique qu'ils acceptent de faire un travail pour sortir de leur situation d'une façon ou d'une autre.»

L'association a donc un besoin rapide d'argent afin de poursuivre sereinement sa mission. Elle recherche également des vêtements et des familles d'accueil acceptant de prendre en charge un enfant un week-end de temps en temps. Une façon d'apporter un rayon de soleil supplémentaire dans ces vies chaotiques.

Il y a d'ailleurs parfois de belles histoires qui se nouent, grâce au hasard. C'est ainsi qu'un couple sans enfant de Fos-sur-Mer a accueilli, d'abord momentanément, un enfant kurde de 16 ans. Le courant est tellement bien passé que le garçon vit désormais avec eux.

Ph.S.
● Jeunes Errants : 7, allées Gambetta, 13 001
Marseille. ☎ 91.08.82.83.

SUNDAY, FEBRUARY 11, 1996

Turkish Daily News



Abdul-Sattar Salman Hussein, first undersecretary of the Iraq Irrigation ministry, speaks to reporters Feb. 10 shortly before the opening of Syrian-Iraqi talks on a dispute with Turkey over the sharing of the waters of the Euphrates River. Reuters

Syria, Iraq open rare water talks in Damascus

By Issam Hamza
Reuters Staff Writer

DAMASCUS- Rival Arab neighbors Syria and Iraq opened rare talks in Damascus on Saturday on their dispute with Turkey over sharing water from the Euphrates river.

Diplomats said they did not expect the meeting to lead to a radical change in relations between Iraq and Syria, who severed diplomatic ties in 1980.

At the water talks, Syrian and Iraqi officials renewed accusations that Turkey polluted the water of the Euphrates and the Tigris and urged Ankara to sign a permanent deal for "a fair and just sharing of the waters".

The two rivers rise in Turkey. Euphrates flows into Syria and then into Iraq, where it joins the Tigris to form Shatt al-Arab, which flows into the Gulf.

"The meeting by itself is a sign of some kind of better climate in Syrian-Iraqi ties but I do not expect any radical policy change in relations at present," said one Damascus-based Arab diplomat.

Syria backed Iran in its eight-year-old war with Iraq which ended in 1988 and joined a U.S.-led multinational coalition which drove Iraqi invasion forces from Kuwait in 1991. Asked if political issues would be discussed at the meeting, Abdul-Sattar Salman Hussein, first undersecretary at the Iraqi Irrigation Ministry, told reporters: "We came here to discuss a purely technical matter related to water."

Syria claims Turkey's multi-billion-dollar plan for the construction of dozens of dams

on the Euphrates has led to a sharp decline in the flow of waters to Syria which uses it for drinking and irrigation.

Protests by Syria and Iraq have grown since November when Ankara announced a finance agreement for a fourth dam on the Euphrates, designed to produce power and irrigation water for southeastern Turkey.

Munib al-Rifai, head of the legal department at the Syrian Foreign Ministry, accused Turkey of turning down two invitations to hold ministerial talks with Syria and Iraq over the dispute. Rifai said the Arab League had put the Euphrates issue and the establishment of an Arab water studies centre in Damascus on the agenda of an Arab foreign ministers meeting on March 13.

Officials said the foreign ministers of Syria, Farouq al-Shara, and Iraq, Mohammed Saeed al-Sahaf, might hold talks on the sidelines of the Cairo meeting to coordinate their stand on the water issue.

Mohammed al-Hasbani, an official at the Syrian Irrigation Ministry, said the level of pollution in waters coming to Syria from Turkey was very high.

"The waters coming to the Euphrates through the Balikh tributary are as polluted as sewage waters," Hasbani said. Syria has called for the signing of a permanent

water-sharing agreement with Turkey to replace a provisional accord requiring Turkey to allow the flow of 500 cubic metres of water to Syria per second.

But Ankara, which accuses Syria of backing the Kurdistan Workers Party (PKK) fighting a separatist terrorist against Turkey, has been cool to the Syrian demand.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

A.F.P. A.F.P.
FRS0883 4 I 0183 RFA /AFP-DB06
Allemagne-Kurdes
80 Kurdes interpellés et mesures de sécurité renforcées dans la crainte d'attentats

STUTTGART (Allemagne), 12 fév (AFP) - La police a interpellé environ 80 Kurdes lundi dans le Bade-Wurtemberg (sud-ouest de l'Allemagne) où, comme ailleurs, les mesures de sécurité ont été renforcées dans la crainte d'attentats kurdes.

Quatre-vingts Kurdes ont été placés en garde à vue, essentiellement à Stuttgart, et quatre autres, trois hommes et une femme qui faisaient l'objet d'un mandat en ce sens pour divers délits, ont été arrêtés, a indiqué le ministère régional de l'intérieur.

La suspecte arrêtée lundi est considérée comme une dirigeante du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), formation interdite en Allemagne, a précisé le ministère.

La police criminelle fédérale (BKA) avait annoncé dimanche disposer d'"indices concrets" provenant des "cercles dirigeants" du PKK selon lesquels des actions violentes pourraient être organisées dans les jours à venir, en particulier par le mouvement de jeunesse du PKK, la Jeunesse patriotique du Kurdistan (YCK).

lal/jj /phb
AFP /AA1234/122146 FEV 96

Zückerchen Bagdads für die Kurden

Grosszügige Versprechungen – böse Erinnerungen

Seitdem am Sitz der Vereinten Nationen Gespräche über den Export einer beschränkten Menge irakischen Erdöls begonnen haben, versucht Bagdad die Gunst der nordirakischen Kurden mit Geschenken und Versprechungen zu gewinnen. Die Route für den Grossteil der Exporte soll nämlich durch das von der kurdischen Guerilla kontrollierte Gebiet verlaufen.

it. Istanbul, 8. Februar

Die Bagdader Regierung hat am Mittwoch ihre Bereitschaft signalisiert, nach einer viereinhalb-jährigen «Pause» die Versorgung der drei kurdischen Provinzen im Nordirak mit Elektrizität wiederaufzunehmen. Gleichzeitig hat der irakische Herrscher Saddam Hussein – laut der regierungsnahen Zeitung «Al-Jumhuriya» persönlich – die Verteilung von Nahrungsmitteln in diese gebirgige Region angeordnet. Bereits vor einem Monat hatte Saddam seinen Entschluss bekanntgegeben, künftig auch Schulbücher in den Nordirak zu schicken. Die Liste der Geschenke aus Bagdad an die Kurden ist seit kurzem erstaunlich lang und verlockend. Denn selbst die Realisierung eines Bruchteils all der Versprechen könnte das Leben in der von der Aussenwelt faktisch abgeschlossenen kurdischen Region grundsätzlich verändern.

Misstrauen

Die plötzliche Zuwendung des irakischen Herrschers wird im irakischen Norden aber mit äusserster Zurückhaltung wahrgenommen. Das Verhältnis der Kurden zu Saddam Hussein ist noch tief geprägt von der Erinnerung an den massiven Einsatz chemischer Waffen gegen die Zivilbevölkerung, an die Verschleppung von Hunderttausenden von Kurden aus dem Norden in die südlichen Wüsten und an die Zerstörung ihrer Ortschaften. Geprägt ist ihr Verhältnis zu Bagdad auch davon, dass Saddam nach der Errichtung der Schutzzone für kurdische Flüchtlinge 1991 ein Embargo gegen die rebellierenden Kurden verhängt und die Elektrizitätsversorgung der drei kurdischen Provinzen gesperrt hat. An dieser letzten Massnahme litt dabei am meisten die Stadt Dohuk, die im wahrsten Sinne des Wortes im Dunkeln lag.

Die neue Haltung Bagdads führen die Kurden einzig auf die am letzten Dienstag in New York aufgenommenen Gespräche zur Uno-Resolution 986 zurück. Mit der Losung «Öl für Nahrung» hatte der Uno-Sicherheitsrat im April 1995 gemäss der Resolution 986 den Export einer beschränkten Menge von irakischem Erdöl gebilligt. Demnach darf der Irak innerhalb von sechs Monaten Erdöl im Wert von 2 Milliarden Dollar ausführen. Mit 70 Prozent des Erlöses, was schätzungsweise 1300 Millionen Dollar entspricht, soll der Kauf von Medizin- und Nahrungsmitteln für den Irak finanziert werden. Die übrigen 30 Prozent werden einem Wiedergutmachungsfond für die Opfer des letzten Golfkrieges zur Verfügung gestellt. Die Kurden des Nordiraks hätten gemäss der Resolution Anspruch auf rund 300 Millionen Dollar.

Bagdad hat die Resolution 986 immer vehement- abgelehnt. Dass die Hilfe an die Kurden

von einer Uno-Organisation verteilt werden solle, schränke die souveränen Rechte des Iraks auf seine Nordprovinzen ein, argumentierten die irakischen Diplomaten. Auch die vorgeschriebene Route für den Öllexport bildete ein Haupthindernis. Gemäss der Resolution soll nämlich der Grossteil des Öls mittels einer Pipeline durch die Türkei exportiert werden. Diese Pipeline, die die reichen Erdölfelder Kirkuks im Irak mit dem türkischen Mittelmeerhafen Yumurtalik verbindet, führt für wenige Kilometer durch das von den nordirakischen Kurden kontrollierte Gebiet. Der Öllexport durch kurdisches Gebiet lieferte den Kurdenführern ein mächtiges Druckmittel gegen Bagdad, was Saddam Hussein mit allen Mitteln zu verhindern wünscht.

Optimismus in der Türkei

Offensichtlich hat aber die irakische Führung ihre Position auch in dieser Frage verändert. Er glaube nicht, dass der Export durch die Türkei ein Problem sei, erklärte überraschend der irakische Hauptunterhändler, Anbari. Die Erklärung Anbaris hat in Ankara zurückhaltenden Optimismus ausgelöst. Die türkische Regierung erleidet nach eigenen Angaben wegen des Embargos der Vereinten Nationen gegen den Irak Verluste in der Höhe von rund 2 Milliarden Dollar jährlich. Seit Jahren ist die türkische Diplomatie deshalb bemüht, die Sanktionen gegen den Irak zu entschärfen. Türkische Tankwagen fahren seit 1991 Nahrungsmittel in den Nordirak und bringen billigen Diesel zurück.

Die Nachrichten aus New York sorgten beim türkischen Staatsunternehmen für Pipelines für Aufregung. Um die Pipeline wieder betriebsbereit zu machen, müssten vorerst technische Schwierigkeiten ausgeräumt werden. Seit dem Uno-Embargo lagern in der 986 Kilometer langen Doppel-Pipeline 12 Millionen Barrel Erdöl. Im Laufe der letzten fünf Jahre hat sich darin Schlamm entwickelt, der laut Experten zum Teil nicht mehr entleert werden kann. Dazu seien Teile der Röhren korrodiert und müssten ersetzt werden. Bis zu drei Monate seien notwendig, um die Pipeline einsatzfähig zu machen, behaupten die Experten.

Preisbaisse im Basar

Die Gespräche in New York haben auch in den kurdischen Städten des Nordiraks einige Aufregung ausgelöst. Die Aussicht, dass in den nächsten Monaten Hilfsgüter im Wert von 300 Millionen Dollar eintreffen könnten und die auf Grund der Uno-Sanktionen und des Saddam-Embargos zugrunde gerichtete Wirtschaft saniert werden könnte, lässt wieder Hoffnung aufkommen. In den Basaren der Grossstädte Dohuk, Erbil und Süleymaniye sind die Preise laut Augenzeugen bereits um mindestens ein Drittel gesunken.

Erster Massenprozess gegen türkische Polizisten *Der Folterung eines Journalisten angeklagt*

Die türkische Regierung hat am Donnerstag erstmals grünes Licht für ein Gerichtsverfahren gegen 48 Polizisten gegeben. Die Polizisten werden beschuldigt, Anfang Januar den Journalisten Metin Göktepe zu Tode gefoltert zu haben. Der Massenprozess stellt in der Türkei einen Präzedenzfall dar und könnte den Weg für die gerichtliche Verfolgung von weiteren Mitgliedern der Sicherheitskräfte ebnen.

it. Istanbul, 9. Februar

Den Willen der türkische Regierung, die Mörder des Journalisten Metin Göktepe zu bestrafen, hat am Donnerstag abend erstmals der Istanbuler Vizegouverneur, Ridvan Yenisen, bestätigt. Die Justiz werde die Täter, die einen Journalisten so brutal töteten, bestrafen, erklärte er vor der Presse. Er wies darauf hin, dass keine Rücksicht darauf genommen werde, ob die Täter Regierungsbeamte gewesen seien und eine Uniform der türkischen Polizei getragen hätten. Die Erklärung des Vizegouverneurs war das grüne Licht für die Aufnahme des Gerichtsverfahrens gegen die türkischen Polizisten, die der Misshandlung von Gefangenen angeklagt werden. Die Tatsache, dass es sich um den ersten Massenprozess gegen Mitglieder der Polizei nach dem Staatsstreich von 1980 handelt, hat die Hoffnung aufkommen lassen, dass nun auch andere Mitglieder der Sicherheitskräfte wegen Misshandlungen von politischen Dissidenten oder der Verletzung von Menschenrechten belangt werden könnten.

Der Fall Göktepe

Bei diesem Gerichtsverfahren sind insgesamt 48 Polizisten angeklagt. Davon werden 7 beschuldigt, am 8. Januar den Journalisten Göktepe zu Tode geschlagen zu haben; 4 weitere Polizisten sollen bei den Folterungen tatenlos zugeschaut haben. Diese Angeklagten müssen mit Strafen von bis zu 16 Jahren Haft rechnen, sollten sie verurteilt werden. Weitere 37 Polizisten werden beschuldigt, bei den Ereignissen vom 8. Januar generell Gewalt gegen die Inhaftierten angewandt zu haben. Ihnen droht eine Strafe von bis zu drei Jahren Gefängnis.

Die Eröffnung des Prozesses hat die Erinnerung an die Ereignisse vom 8. Januar wieder wachgerufen. Der 27jährige Journalist Metin Göktepe wurde an jenem Tag von der linken Zeitung «Evrensel» damit beauftragt, über die Beerdigung von zwei Mitgliedern der extrem-linken Organisation Dev-Sol zu berichten. Diese waren während einer Revolte im Istanbuler Sondergefängnis Ümraniye umgekommen. Sondertruppen der Polizei, die direkt am Eingangstor des Friedhofs Wache hielten, liessen jedoch niemanden an der Bestattung teilnehmen und verhafteten

sämtliche Personen, die sich bis zum Tor des Friedhofs gewagt hatten. Über tausend Personen wurden in einer nahegelegenen Sporthalle eingeschlossen, unter ihnen auch der Journalist Metin Göktepe. Seine Mitgefangenen erzählten später, dass die Polizisten wütend geworden seien, als er erzählt habe, er sei Journalist der Zeitung «Evrensel». Er sei in den Toiletten mehrere Male bis zur Bewusstlosigkeit zusammengeschlagen worden. Einige Stunden später starb der junge Journalist an einer Gehirnblutung. Seit 1992 sind in der Türkei insgesamt 21 Journalisten bei der Ausübung ihrer Arbeit ums Leben gekommen – ein besonders trauriger Rekord für ein europäisches Land.

Der Fall Göktepe hat aber wie kein anderer der bereits früher an Journalisten verübten Morde weite Teile der türkischen Gesellschaft berührt. In den ersten Wochen nach der Tat wuchs der Druck der Öffentlichkeit auf die Regierung und zwang diese dazu, Position zu beziehen. Interessanterweise übten zum erstenmal auch junge Journalisten, die sich plötzlich auch in westlichen Grossstädten bedroht fühlen, Druck auf die Massenmedien aus. Innenminister Teoman Ünisan ordnete die sofortige Festnahme der Polizisten an. Überraschend haben sich nun die angeklagten Polizisten ihrerseits darüber beklagt, während der Untersuchungshaft gefoltert worden zu sein.

Skepsis über die Auswirkungen

Die Tatsache, dass ein Massenprozess gegen Mitglieder der Polizei aufgenommen worden ist, hat in den Kreisen der türkischen Menschenrechtsbewegung zurückhaltenden Optimismus ausgelöst. Man hofft, dass durch ihn der Weg für weitere Prozesse auch gegen andere Mitglieder der Sicherheitskräfte geebnet werden könnte. Allerdings befürchtet man auch, dass der Fall Göktepe lediglich als ein «Einzelfall» behandelt werden könnte und die übrigen, laut offiziellen Angaben 377 «mysteriösen Morde» niemals aufgeklärt werden. Aus diesem Grund wird auch der Einstellung der Regierungschefin, Tansu Ciller, misstraut. Frau Ciller hatte vor kurzem den Fall Göktepe einen «individuellen Unfall» genannt. Dieser Einzelfall dürfe dabei das Verhältnis der Bevölkerung zur Polizei nicht beeinträchtigen.

A.F.P. — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse

A.F.P. A.F.P.
ECF0016 4 F 0479 SUE /AFP-VH77
Eco.-Energie-Int.

ONU/Irak: les discussions "nourriture contre pétrole" reprennent ce lundi

NEW YORK (Nations unies), 12 fév (AFP) - L'Irak et les Nations unies reprennent leurs discussions techniques approfondies ce lundi à New York sur les moyens d'autoriser Bagdad à exporter des quantités limitées de pétrole à des fins humanitaires.

Aucune des deux parties n'a fait de commentaires à l'issue de la première semaine des discussions bien que le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali ait été informé vendredi par son négociateur en chef Hans Corell.

Les discussions, basées sur la résolution 986, reprennent à 20H00 GMT. La première série d'entretiens approfondis s'était achevée jeudi après deux jours et demi mais les experts des délégations de huit membres ont poursuivi leurs travaux dans des ateliers.

Samedi, apparemment inquiet de la volonté de Moscou de se placer pour des relations commerciales avec l'Irak une fois le blocus levé, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a annoncé à Helsinki qu'il avait demandé à son homologue russe Evguéni Primakov des informations sur un accord pétrolier russe avec l'Irak.

Selon un texte signé mercredi à Bagdad, les deux pays ont décidé de coopérer dans la formation des techniciens dans l'exploration, le forage, la production et le raffinage de pétrole.

Le secrétaire d'Etat américain a affirmé qu'il avait reçu des assurances du ministre russe selon lesquelles l'accord "est explicitement lié au respect par l'Irak des résolutions de l'ONU".

M. Primakov aurait affirmé à M. Christopher "que sans le respect total (des résolutions de l'ONU), les sanctions (contre l'Irak) ne seront pas levées.

L'embargo contre l'Irak a été imposé par l'ONU depuis l'invasion irakienne du Koweït en août 1990 et sa levée est liée au respect strict par l'Irak des mesures de désarmement précisées dans les résolutions des Nations unies.

Mais si l'Irak accepte d'appliquer la résolution 986, ce qu'elle refusait jusqu'à présent en affirmant qu'elle attentait à sa souveraineté, l'embargo sera partiellement levé pour lui permettre d'exporter pour l'équivalent d'un milliard de dollars par trimestre sous contrôle international.

Bagdad protestait essentiellement contre une clause qui exige que la plus grande part du pétrole passe par l'oléoduc turc.

Le texte de la résolution précise également "une distribution équitable" des vivres au peuple irakien avec au minimum l'équivalent de 150 millions de dollars devant aller aux Kurdes du nord du pays.

L'annonce de l'acceptation par l'Irak d'ouvrir des discussions avec les Nations unies a provoqué une hausse spectaculaire du dinar irakien et une baisse des prix des produits alimentaires en Irak. Samedi, cependant, le dinar a chuté de nouveau tandis que les prix du sucre, du riz et de l'huile remontaient de 30%.

ap/ab/gc/agr
AFP /AA1234/120739 FEV 96

A.F.P. — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse

Islamist circles active over Kurdish problem

By M. Akif Beki
Turkish Daily News

ISTANBUL- Leftist and Islamist circles, which have both proposed peaceful solutions to the undeclared civil war in the Southeast of Turkey, have come together on the same platform to work for the common cause.

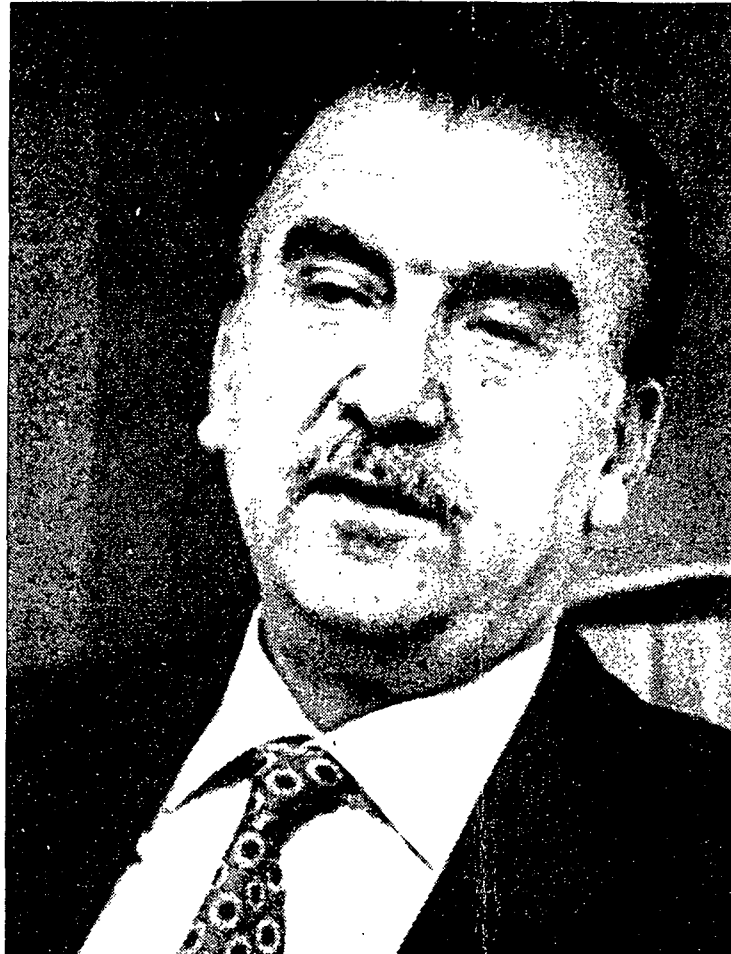
Meetings such as the "Kurdish Problem and Democratic Solutions" symposium and the Peace Movement conference, held recently in Istanbul, were important examples of this new partnership. Islamist intellectuals such as Ali Bulak, Abdurrahman Dilipak, Altan Tan and Mehmet Metiner could present their versions of the situation at a shared forum with left-wing and other peace activists.

The Human Rights and Solidarity for the Oppressed People Association (Mazlumder), composed of Islamist activists, the Human Rights Association (IHD), which is considered to have a leftist inclination, and other nongovernmental organizations joined to discuss and promote non-violent solutions to the conflict between the Turkish state and the separatist Kurdish Workers' Party (PKK) and its supporters.

Mazlumder has been active in procuring food and clothing for those who are suffering in the Southeast, many of whom have become displaced due to military action by both sides in the unrest. Mazlumder's participation in the Peace Movement has, as its organizers had hoped, broadened the base of the human rights debate and allowed many more people and groups to feel that they have a part to play in the movement.

For the first time, Islamists are both participating as a bloc in the search for a resolution to the conflict, and working together with organizations of a different political philosophy than their own.

The situation in which Islamist intellectuals and politicians found



Abdülmelik Fırat

themselves was in great part related to the increasing chaos in the country, as well as to their incapacity to express their opinions within the frame of political parties.

It was realized that they had to play a more active role in the wider peace debate to ensure that their voices were heard.

This has now been achieved by their joining with other organizations under the umbrella of the Peace Movement.

Race to help Abdülmelik Fırat

Abdülmelik Fırat, grandson of the executed leader of the Nakshibendi sect and former Erzurum deputy, Sheikh Said, was one of the

defend Abdülmelik Fırat with 100 lawyers, including party chairman Murat Bozlaş.

The Democracy Daily newspaper, close to the party and leftist intellectuals supporting peace, published articles protesting the elderly Fırat's treatment while in captivity.

At the same time Islamists, who were rather in the background in this protest, felt they had not done enough to support Abdülmelik Fırat, and increased their activities on his behalf, bringing the two divergent poles together.

Mazlumder last Monday issued a declaration, signed by Islamist intellectuals, writers, publishers and various individuals and institutions, saying that the treatment to which Abdülmelik Fırat was submitted was nothing but a blow at the brotherhood of Turkey's peoples.

The declaration called on all related authorities, including President Süleyman Demirel, to put a stop to this historical mistake.

It also claimed that prison conditions might adversely effect Fırat's health.

It said that Abdülmelik Fırat had spent most of his life trying to improve the lot of all Turkish people, that he was one of the leading members of a much respected family which has great influence among Kurdish people, and that Kurdish honor was offended by his arrest and subsequent treatment.

"We are observing with anxiety," says the declaration, "the imprisonment of Abdülmelik Fırat in Bayrampaşa Prison despite his heart and prostate illnesses, a man at the center of politics for more than 30 years, witness of Yassıada (where Turkish Prime Minister Adnan Menderes was executed), (the coups of) March 12 and September 12 and finally the 63-year-old tired sufferer of continual exiles and condemnations."

Islamists who came to the point of supporting the Peoples' Democracy Party (HADEP), which included some marginal socialist groups and parties at the last election. Abdülmelik Fırat, who did not himself stand in the election on behalf of any party, found that HADEP in its turn gave him support when he was arrested by Erzincan State Security Court on the accusations of a PKK confessor.

Fırat has been charged with knowingly harboring members of the PKK in his home.

HADEP, which failed to pass the 10 per cent national threshold in the election and thus is unrepresented in the new Parliament, undertook to

Bomb explodes outside Kurdish office in Southern Cyprus

Police: There were no injuries. The bomb just damaged several shops and buildings

Turkish Daily News

ANKARA- A bomb exploded outside a Kurdish cultural centre in the Greek Cypriot city of Limassol on Saturday, smashing windows of several buildings, Reuters quoted police as saying. "There were no injuries. The bomb just damaged several shops and buildings," a police spokesman in the southern port city said.

A man had telephoned a Limassol radio station to warn of the bomb, giving police enough time to evacuate the area before the bomb exploded outside the building shortly after noon, he said. Some three hours after the explosion, bomb experts were still searching the area after a second telephone call warned of another explosive device, the spokesman said.

The Kurdistan Workers' Party (PKK), which is outlawed in Turkey where it is waging a violent separatist campaign, has found fertile ground for propaganda activities in Southern Cyprus, Turkish officials say.

The Germany-based pro-PKK DEM news agency accused the Turkish government of carrying out the bombing in Limassol.

It claimed, in a press release on Sunday, that the bomb attack was "a continuation of Turkey's provocations in the Aegean." In March 1994 gunmen shot dead Theofilos Georgiades, a pro-Kurdish activist who ran the Turkish-language section of the Cyprus Press and Information Office, outside his home in Nicosia.

Police have not found the killers, but Greek Cypriot officials claim it was a political assassination carried out by Turkish agents. Turkey has denied the charge.

Reports in the Turkish press at the time claimed that the PKK had carried out the killing because of a dispute over money collected for the organization by Gerogiades.

Turkish Daily News

MONDAY, FEBRUARY 12, 1996

Peace activists focus on Güçlükonak massacre

After investigations in Güçlükonak, the group aims to go to Sivas where villages have been evacuated and the population forced to migrate.

By Erdinç Ergenç
Turkish Daily News

ISTANBUL- A group of peace activists will travel to Diyarbakır today to investigate the Güçlükonak massacre.

The decision to make the investigation was taken at the "Gather for Peace Conference" on Jan. 28. The group will first go to Diyarbakır by plane and then to Siirt by bus and, if they are permitted, to the place where the massacre happened, Güçlükonak.

The group is composed of representatives of human rights organizations, including the Islamist Mazlumder movement and the leftist Human Rights Association, trade unions, political parties, journalists, writers, artists, publishers, and Turkish and foreign parliamentarians as well as other association and foundation representatives.

In early January a mini bus carrying 11 local men from the Güçlükonak region was stopped on an isolated road, all those on bus were killed and the vehicle set on fire, the bodies being burnt almost beyond recognition. Since then, controversy has surrounded the event with government security forces blaming the outlawed separatist organization, the Kurdistan Workers' Party (PKK) for the atrocity, and the PKK, supported by some third parties, claiming the attack was the work of the military itself — attempting to put an end to a ceasefire declared by the PKK. The group will meet with villagers and officials to gather information for a report on the Güçlükonak massacre. After investigations in Güçlükonak, the group aims to go to Sivas where villages have been evacuated and the population forced to migrate. The group has demanded assurances from the government that their investigation will not be hindered.

The activists declared that finding out the truth behind the massacre would be to the advantage of the state, clearing away all of the question marks that hang over the event. Şanar Yurdatapan, who organized the investigative trip, said that he made a call to those intellectuals who went to Bosnia on a similar fact finding mission, to participate with the group. Bernice Rubins, the vice chairman of British PEN; Cem Özdemir, a Green deputy in the German Parliament; Ali Rıza Gülçiçek, the chairman of European Alawite Union; Christopher Schwennicke, a journalist from Germany; Professor Ali Nesin, from the Nesin Foundation; Professor Tahir Hatipoğlu; Münir Ceylan, former trade unionist and the founder of Peace Chain; and İhsan Arslan, the chairman of pro-islamic Mazlumder (a human rights organization), are just some of the distinguished members of the delegation.

Switzerland claims PKK base was used for 'sports activities'

Turkish Daily News

ANKARA- Switzerland denied that outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants were trained on its soil, claiming their base was used only for sports activities, the Anatolian news agency reported.

Rıza Türmen, Turkey's ambassador to Bern, on Feb. 6 asked Swiss Foreign Ministry for clarification on whether the terrorist organization actually had a base in Mont Soleil, as alleged by newspaper reports.

The Swiss Foreign Ministry, replying to Türmen, revealed that PKK mil-

itants attended a seminar in Mont Soleil, but rejected the reports of military training.

"The militants did not use any arms and conducted sports training," the ministry said.

Relations between the two countries were restored in 1994, after more than one year of tension following the killing of a Kurdish demonstrator by Turkish Embassy security staff outside the Turkish embassy in Bern, during a violent protest. Turkey refused to hand over the officials involved or the

weapons, citing diplomatic privilege. The Swiss then demanded the lifting of diplomatic immunity for the then Turkish ambassador, Kaya Toperi. The Turkish government refused and recalled Toperi to Ankara.

The Swiss ambassador to Ankara subsequently had to return to Switzerland.

But the two countries decided to normalize ties in a year — Ankara sent Rıza Türmen to Switzerland and Bern sent Andre Faivet as ambassador to Turkey.

Is Abdülmelik Fırat a hardened criminal?

Abdülmelik Fırat is a veteran conservative politician who has always spoken up for the truth in this country and thus has been persecuted for his outspokenness. Currently the 62-year-old former deputy is being kept in captivity in an Istanbul jail under the orders of a state security court.

Fırat is accused of sheltering Kurdish separatist terrorists in his home in the eastern provincial capital of Erzurum. A PKK militant arrested by security forces claimed he and some colleagues had held a meeting in a house in Erzurum owned by Fırat, at a time when the former deputy was not in Erzurum. Fırat categorically denied he had any links with a separatist Kurdish organization and said he did not know his house had been used by militants to hold a meeting. The Erzurum State Security Court decided to open a case against Fırat but could not touch him because he had parliamentary immunity between 1991 and 1995, first as a deputy from the True Path Party (DYP) ticket and then as an independent member of Parliament... When Fırat was not elected in the Dec. 24, 1995 elections the authorities ordered his immediate arrest, and the veteran politician, who is seriously ill with a heart condition and prostate cancer, was thrown into an



Istanbul jail.

Ever since then Fırat has been paraded around by the authorities in handcuffs... He has been intimidated and humiliated.

The state security court has demanded that the Istanbul authorities bring Fırat to Erzurum for questioning. Fırat himself has refused to go to Erzurum, saying he has done nothing wrong and the charges brought against him hold no water... It is interesting to note that the militant who claimed he had met other colleagues in Fırat's Erzurum home stressed that the former deputy was not even in Erzurum when they held their meeting and did not know about the gathering. Besides that, this militant is being tried by a court for his alleged ties with a terrorist organization and yet he is not even under custody... So while the man accused of being a militant and holding a meeting in Fırat's home is free the elderly politician is being held in prison...

Is Fırat a hardened criminal? Is he a menace to society? Is he a dangerous villain?

The answer to all these questions is negative. He is a softly spoken man who has won praise from President Süleyman Demirel. As a matter of fact, when Demirel was prime minister he asked Fırat to accompany him on several visits across the country. Demirel took him on his private plane, a honor accorded only to few people...

Yet the authorities still handcuff Fırat and openly humiliate him.

All this is happening in a country which claims it has a rightful place among the family of civilized nations. Fırat is the grandson of late Sheikh Said, who launched a rebellion in Anatolia. He is a much respected conservative whose religious views at times anger certain liberal circles. But this does not give anyone the right to "finish off" an old man. The authorities should release Fırat without any further delay and allow him to die in peace... We feel the president should intervene in due course and correct a grave mistake.

Turkish Daily News MONDAY, FEBRUARY 12, 1996

Tuesday, February 13 1996

Tuesday, February 13 1996

Turkish Daily News

Police deny allegations of 'summary executions'

The İHD, a human rights watchdog group, accuses Istanbul police of acting like 'execution brigades'

Turkish Daily News

ANKARA/ISTANBUL- The Deputy Chief of Security Cemil Serhadlı on Monday denied allegations that police raiding a militant leftist groups house last week in Istanbul had effectively carried out a "summary execution."

Addressing a press conference in Ankara, Serhadlı said that such allegations were being made in an attempt to blacken the name of the police.

Recalling that four members of another militant group DEV-SOL had been caught on Sunday, he asked why, if the police were involved in summary executions, these people were caught alive. "You start firing on the police and start a clash. What is the police to do then? It is forced to respond," Serhadlı said. The head of the Istanbul branch of the Human Rights Association (İHD) however, accused the city's police of acting like an "execution brigade" following last week's operation in which three people, alleged to be members of the Revolutionary People's Liberation Party-Front (DHKP-C), were shot dead in their home by an anti-terrorism team.

According to an Istanbul police statement, the anti-terrorism teams went to a flat on Friday afternoon in

Bahçelievler, which according to their sources of information was used as a safe house by DHKP-C militants.

As they knocked on the door, the report continues, a woman replied and, when she realized that it was the police, she shut the door and opened fire. The police returned fire and after a ten-minute clash, the three occupants of the flat were killed. Police discovered five pistols in the flat after the operation. Eyewitnesses say the shooting continued for only five minutes. The funeral of the alleged militants on Sunday was turned into a demonstration by a thousand-strong crowd protesting at the actions of the police.

Orhan Taşanlar, the Istanbul police chief, said in the wake of the operation, "Our teams raided a safe house belonging to DHKP-C militants. In the clash which broke out during the raid three people, two of them women, were killed." The three militants were named as Ayten Korkulu, Meral Akpınar and Fuat Perk, all of whom were reported to be approximately 25 years-old.

While Taşanlar acclaimed the operation as a success, the Istanbul branch of the İHD labeled the action as an exercise in "destroying the dissidents."

Lawyer Ercan Kanar, the head of the İHD in Istanbul, claimed in a written statement that the three people were killed by the police when it was possible for them to be capture the alleged militants alive.

The claim by police that the three responded to the police's call to surrender by opening fire, is not credible when the duration of the incident, bullet holes in the walls and the positioning of the dead bodies — which had multiple bullet wounds — were taken into account, claimed Kanar.

"Besides, even if the people in the flat were the first to began shooting the police had all the facilities to catch them alive," the İHD statement said.

Kanar continued by saying that what Turkey needed was not "execution brigades," but a state that respected the principles of law, the rights of judicial trial and defense, and above all, the right to live for all.

Referring to Taşanlar, Kanar used the phrase of "a police chief who is sworn to cut off heads," and demanded his resignation and that a serious investigation be carried out into the allegations of summary executions committed by the police.

This was a reference to a statement Taşanlar had made shortly after being appointed to Istanbul in which he said he had arrived in the city to "cut of heads" of criminals.

Turkish Daily News MONDAY, FEBRUARY 12, 1996

Ex-DEP boss fined for separatist propaganda

Yaşar Kaya, tried in absentia, was found guilty under Article 8 of the Anti Terrorism Law

Turkish Daily News

ANKARA- Yaşar Kaya, a former chairman of the now-closed Democracy Party (DEP), was fined for spreading propaganda by the Ankara State Security Court (DGM),

the Anatolia news agency reported on Monday.

Kaya, who was tried in absentia, was found guilty under Article 8 of the Anti Terrorism Law of spreading propaganda which attacked the indivisibility of the country.

Due to the fact that Kaya has not been found by the authorities, his fine of TL 101.8 million was published in Turkish newspapers.

L'Humanité

13 fevrier 1996

COPENHAGUE. Le prix de la Rose, une récompense du Forum international du mouvement ouvrier danois, AIF, a été attribué à la militante des droits du peuple kurde et ex-membre du Parlement turc Leyla Zana, a indiqué lundi le Parti social-démocrate à Copenhague. Ce prix a été décerné à Leyla Zana en raison de son combat pour les droits de l'homme, notamment pour ses efforts incessants en faveur des Kurdes en Turquie.

Mideast countries plan to form consortium to buy water from Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- Israel, Egypt, Jordan and Palestine are planning to form a consortium in order to import water from Turkey, a report by the Israeli government said.

The report, entitled "Development Alternatives for Cooperation in the Middle East and East Mediterranean Region 1996," warns that the low level of water resources in the region are alarming.

"By the year 2000 water demand will increase by 30 percent in the region. This amount will be double by 2030 and the water scarcity will turn into a crisis," the report quoted by the Anatolian news agency said.

Stating that a minimum of \$900 million in annual spending is required to overcome the problem, the report urges developing a "strategy on water."

"Almost three out of four acres of land from Morocco to Iraq are becoming desert. In many Arab countries, especially in Syria, water is sold for cheap prices and no priorities in usage are set. Thus, there is no strategy on developing water resources or the consumption of water."

The report said that the cost of refining sea water was very high and not an appropriate alternative for Middle East countries, excluding oil rich Arab states.

Water export projects

According to the report the most cost effective project for solving the water problem in the region is Turkey's "Manavgat Project," which is expected to be finished later this year.

The report suggests building a consortium to carry the water from Manavgat, Antalya to the port of Ashkelon near the Gaza Strip.

Another project cited in the report was the water pipeline called "Peace Water." The project aims at carrying water from the Seyhan and Ceyhan rivers to Israel and Jordan via a pipeline through Syria.

However, the chances of the latter project going ahead are low because of the dispute between Turkey and Syria over Ankara's technical approach towards water.

Arab league calls for solution

Meanwhile, the Arab League called for the signing of a just agreement that guarantees Syria and Iraq's rights for sharing the waters of Euphrates.

Ismet Abdulmecit, the general-secretary of the Arab League, quoted by daily Al Hayat urged related countries to comply with international agreements on water sharing.

Al Hayat claimed that Abdulmecit's call for a tripartite meeting had been turned down by Turkey.

Earlier the Syrian government sent a memorandum to the league asking for the dispute, over the sharing of the waters of the river Euphrates, to be discussed at its ministerial council, due to meet in Cairo on March 13.

Ankara is urging its two downstream neighbors, Iraq and Syria, to negotiate on a three-staged plan which proposes "a technical approach" to the water question by formulating water and land inventories of the three countries, then comparing them for optimal use of water resources. Similarly, senior officials from Syria and Iraq met in Damascus over the weekend to coordinate their water policies.

Syria is calling for the signing of a permanent water-sharing agreement with Turkey to replace a provisional accord requiring Turkey to allow the flow of 500 cubic meters of water to Syria per second.

But Turkey, which accuses Syria of backing the Kurdistan Workers' Party (PKK), has been cool about the Syrian demand.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRS0703 4 A 0121 FRA /AFP-JE32
France-Rushdie

Le Comité de défense de Salman Rushdie en France organise un débat à Paris

PARIS, 13 fév (AFP) - Le Comité de défense de Salman Rushdie en France a annoncé mardi qu'elle organise, pour les sept ans de la fatwa qui frappe l'écrivain, mercredi au Centre national du Livre à Paris, une projection d'un documentaire suivie d'un débat.

Ce documentaire intitulé "Berlin, premier procès du terrorisme iranien" a été réalisé par un iranien en exil, Jamshid Golmakani. Il est centré sur un procès toujours en cours à Berlin. Quatre Libanais et un Iranien y sont accusés de l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens.

Un débat suivra, avec les animateurs du Comité et en présence du réalisateur.

cp/jll

AFP /AA1234/131902

FEV 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0279 4 I 0155 DAN /AFP-WU31
Danemark-Turquie-Kurdes
"Prix de la Rose" à Leyla Zana

COPENHAGUE, 12 fév (AFP) - Le Prix de la Rose, une récompense du Forum international du mouvement ouvrier danois, AIF, a été attribué à la militante des droits du peuple kurde et ex-membre du parlement turc, Leyla Zana, a indiqué lundi le Parti social-démocrate à Copenhague.

Ce prix a été décerné à Leyla Zana en raison de son combat pour les droits de l'Homme, notamment pour ses efforts incessants en faveur des Kurdes en Turquie, selon AIF.

Leyla Zana a été condamnée en 1994 à 15 ans de détention, pour délit de séparatisme. Elle est actuellement détenue à la prison centrale d'Ankara.

Le président du Parti social-démocrate au pouvoir et chef du gouvernement danois, Poul Nyrup Rasmussen, remettra mardi ce prix, une rose d'argent et un chèque de 25.000 couronnes (environ 20.000 F), au mari de la lauréate, Mehdi Zana, et à son frère, Ali Ihsan Dagli.

sa/ms

AFP /AA1234/121211 FEV 96

L'ALSACE- 13 FÉVRIER 1996

VITE VU

KURDES - Le Prix de la Rose, une récompense du Forum international du mouvement ouvrier danois AIF, a été attribué à la militante des droits du peuple kurde et ex-membre du parlement turc, Leyla Zana. Ce prix a été décerné à Leyla Zana en raison de son combat pour les droits de l'Homme, notamment pour ses efforts incessants en faveur des Kurdes en Turquie, selon AIF. Leyla Zana a été condamnée en 1994 à 15 ans de détention, pour délit de

séparatisme. Elle est actuellement détenue à la prison centrale d'Ankara.

D'autre part, la police a interpellé environ 80 Kurdes, hier, dans le Bade-Wurtemberg où, comme ailleurs, les mesures de sécurité ont été renforcées dans la crainte d'attentats kurdes. La police criminelle fédérale (BKA) a annoncé disposer d'« indices concrets » selon lesquels des actions violentes pourraient être organisées dans les jours à venir.

Nobel de la Paix : une centaine de candidatures

□ Cent-six candidats ont été proposés pour le prix Nobel de la paix 1996 qui sera attribué à la mi-octobre, a annoncé le directeur de l'Institut Nobel norvégien, Geir Lundestad.

La liste des candidats, selon la presse norvégienne, comprend notamment le dissident chinois Wei Jingsheng et M^{me} Leyla Zana, député kurde de Turquie, tous deux emprisonnés, ainsi que le scientifique israélien Mordechai Vanunu, également détenu dans son pays pour avoir divulgué des secrets sur le potentiel nucléaire de l'Etat hébreu.

NICE MATIN - 13 FÉVRIER 1996

COURRIER PICARD 13 FÉVRIER 1996

Le « Prix de la Rose » à Leyla Zana

Le Prix de la Rose, une récompense du Forum international du mouvement ouvrier danois, a été attribué à Leyla Zana. Cet ex-membre du parlement turc est aussi une militante des droits du peuple kurde.

Ce prix lui a été décerné en raison de son combat pour les droits de l'Homme, notamment pour ses efforts incessants en faveur des Kurdes en Turquie. Leyla Zana a été condamnée en 1994 à

15 ans de détention, pour délit de séparatisme. Elle est actuellement détenue à la prison centrale d'Ankara.

Le président du Parti social-démocrate au pouvoir et chef du gouvernement danois, Poul Nyrup Rasmussen, remettra aujourd'hui ce prix, une rose d'argent et un chèque de 25.000 couronnes (environ 20.000 F), au mari de la lauréate, Mehdi Zana, et à son frère, Ali Ihsan Dagli.

SYRIE-TURQUIE

gamk

14 FEVRIER 1996

Un film historique jette le froid entre Damas et Ankara

Des diplomates turcs ont exprimé leur réprobation dimanche après la diffusion dimanche par la télévision syrienne d'une émission historique concernant la domination ottomane en Syrie, susceptibles selon eux de créer des problèmes politiques entre Ankara et Damas. Les relations, traditionnellement difficiles, entre la Turquie et la Syrie n'avaient pourtant pas vraiment besoin de la contribution du petit écran pour se brouiller davantage, à un moment où resurgissent de multiples contentieux ravivant la tension entre les deux pays, depuis l'utilisation par Ankara des eaux de l'Euphrate et du Tigre à l'aide présumée de Damas aux rebelles kurdes du PKK, en passant bien sûr par le lancinant différend territorial au sujet du sandjak d'Alexandrette -ou Hatay- qui oppose Syriens et Turcs depuis 1939, quand la France céda ce territoire peuplé majoritairement d'Arabes et d'Arméniens à la Turquie. Pour les diplomates turcs, cette fresque historique en trente épisodes intitulée "Frères de sable" ne fait que jeter de l'huile sur le feu; elle ne sert en tout cas pas les relations turco-syriennes, "particulièrement dans ce contexte tendu" où Ankara et Damas s'efforcent de trouver un compromis autour du problème épineux du partage des eaux de l'Euphrate, dont la Syrie accuse la Turquie de contrôler le cours avec ses barrages.

Le mécontentement turc, qui ne s'exprime pour l'instant pas sous la forme d'une note de protestation officielle, se manifeste alors que la Syrie et l'Irak, qui se vouent pourtant une haine farouche, réunissent pour cinq jours leurs experts à Damas pour définir une position commune face à Ankara dans la guerre de l'eau de l'Euphrate dont

tous deux sont tributaires et se sentent donc lésés par le programme turc de réaménagement de son bassin dans le sud-est anatolien.

Production privée dont le coût est estimé à un million de dollars, l'émission télévisée controversée qui alimente la tension avec Ankara porte sur la période de la domination ottomane en Syrie jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Sa diffusion syrienne en janvier coïncidait avec le début du ramadan.

Le producteur, Najdat Anzour, a expliqué que le film, qui doit également être diffusé par les télévisions de Dubaï et du Koweït, "relate les faits historiques dans leur intégrité, et sans exagération". Il a même ajouté que de nombreux passages avaient été supprimés du script initial, "afin de ne pas heurter les susceptibilités du peuple turc". "Ce film évite toute référence négative au peuple turc et fait porter l'entière responsabilité (de ce qui s'est passé) aux dirigeants de l'époque" a poursuivi le producteur syrien, soulignant que son film répondait à une évidente volonté d'étudier en profondeur cette période de l'histoire commune au deux pays, mais "sans aucune intention de provoquer un État ami ou qui que ce soit d'autre". Ces explications soucieuses de diplomatie n'ont manifestement pas convaincu une diplomatie turque qui s'adonne à la censure contre la presse étrangère depuis quelques temps, traquant les articles ou reportages jugés trop complaisants à l'égard des Kurdes par exemple. Cette chasse à l'information n'a pas épargné le partenaire américain, condamné dernièrement par Ankara pour la diffusion par la chaîne NBC d'un reportage sur le traitement des



Kurdes jugé défavorable aux autorités turques.

Il est vrai que le film syrien touche un point particulièrement sensible de l'histoire turque que la Turquie actuelle, qui revendique pourtant une franche rupture avec la Turquie ottomane depuis Mustapha Kemal, fondateur de la République turque en 1923, se refuse à aborder sous l'angle de la vérité historique.

Le film, qui est considéré comme l'une des productions les plus graves de la télévision syrienne, a également soulevé quelques protestations en Syrie, mais en raison de la brutalité de certaines scènes particulièrement violentes de torture et d'exécutions. Là encore, le producteur se défend en expliquant que ces scènes ont été "réduites au strict minimum, comparé au contenu de rapports historiques très détaillés". Le film, dont un épisode évoque les massacres des Arméniens par les Turcs en 1915, a en revanche fait l'unanimité parmi la communauté arménienne de Syrie.

G.

WEDNESDAY, FEBRUARY 14, 1996



PM Peres says no Syria deal without accord on water

Peres says the solution is that Syria would get water from Turkey and Israel would keep all the water sources that are under its authority today

Reuters

JERUSALEM - Israeli Prime Minister Shimon Peres said on Tuesday the problem of water rights on the Golan Heights had to be solved for peace to be achieved with Syria.

"Without a solution to the water problem we will not have any agreement. The solution could be theoretically that Syria would get water from Turkey and we would keep all the water sources that are under our authority today," Peres said in remarks to students, carried on Israeli radio stations.

More than four years of peace talks between the arch-enemies have snagged over the scope, timing and security arrangements of an Israeli withdrawal from the Golan Heights, captured from Syria in the 1967 Middle East war.

The sides resume talks near Washington on Feb. 26. The Golan, a plateau overlooking northern Israel, is a key water-gathering region in the parched Middle East. It is the site of the headwaters of the Jordan River.

Israel has said tributaries flowing from the Golan to the Sea of Galilee, Israel's largest reservoir, provide 30 percent of its needs and cannot be given up.

Even before holding the Golan, Israel used, and fought for, its water. Arab states in 1964 made an attempt to divert the Jordan's headwaters, but in 1965 Israel moved against the preliminary Syrian works, ending the attempted diversion. Ankara, which has an escalating water problem with downstream riparian Syria, denies categorically that the waters of the Euphrates have anything to do with the Middle East peace process.

Iraqi-Syrian meeting criticizes Turkey and foreign consortium

Turkish Daily News

ANKARA - A meeting between officials of Iraq and Syria has condemned both Turkey and the foreign consortium that will build the Kargamış and Birecik dams on the Euphrates.

Abdulsattar Salman, the Iraqi Irrigation Ministry undersecretary, said the Turkish move to build the two dams on the Euphrates, which flows down to Syria and Iraq, would necessitate counter-measures.

"If Turkey is going to continue with the construction of the two dams on the Euphrates, Iraq and Syria will feel the need to take action against Turkey," Salman was quoted by the Anatolia news agency as saying.

Counter-measures would also be taken against the international companies, from France, Britain, Italy, Austria and Belgium, which have been carrying out the projects.

He did not specify what measures could be taken against the companies, but mentioned that they could be deprived of possible work in Iraq or Syria.

Salman also indicated that Iraq could ask other Arab states to impose sanctions against the companies, which have recently signed the financing agreement for the Birecik Dam. He said they should not have undertaken the project without "asking permission" from the riparian states.

Iraq and Syria claim they have not been informed of the construction of the dam. Turkey says this is not true, that they were informed of it and have even voiced their objections to the dam before. The Iraqi Embassy in Ankara delivered a note to the Foreign Ministry in March 1993 and Syria, in July of the same year, issued a demarche to the Turkish Embassy in Damascus. The Birecik Dam, which has a reservoir capacity of 620 million

cubic meters, will be able to produce between 1.7 billion and 2.5 billion kilowatt-hours annually.

The Birecik Dam is an after-bay, or a regulation dam, intended to regulate the flow of water from the Atatürk Dam. Syria itself has an after-bay dam called the Al-Baath Dam, located just downstream of the Tabqa Dam. Turkey claims that Birecik will regulate the fluctuation in the quantity of water for the purpose of providing a more regular supply of water to downstream countries.

Reports from the talks indicate, however, that the two countries are far from being in total consensus over their water policies. Salman, who gave an interview to Al-Hayat, said that Baghdad wants to form a joint delegation with Syria to monitor the flow of the Euphrates. Turkey, which is not included in the talks, has suggested a similar approach on a tripartite basis. The Iraqi plan, however, was submitted to the Syrian side two years ago and not responded to, Salman said.

Meanwhile a Qatar daily, El-Raya, has claimed that Turkey is manipulating water as a threat, taking advantage of disunity within the Arab world, the Anatolia news agency reported from Doha on Tuesday.

El-Raya, calling on Syria, Iraq and other Arab countries to cooperate, said that Syrian and Iraqi officials meeting in Damascus had accused Turkey of taking more water than it needs. The Arab League is expected to convene for a meeting on the water issue next month. The league seeks an agreement cementing Turco-Arab relations, guaranteeing the position of Syria and Iraq and protecting the historical and international rights of the three countries. İsmet Abdulmecit, general secretary of the league, said that they had sent two letters but had received no reply from Turkish officials.

Kurdish question leads to closure of another party

The Constitutional Court case on the pro-Kurdish Democracy and Change Party (DDP) is about to be completed. A ban is expected. If confirmed, it will bring to 16 the number of parties banned by the court since 1968

By Sinan Yilmaz / *Turkish Daily News*
ANKARA— The final verdict of the Constitutional Court on the pro-Kurdish Democracy and Change Party (DDP) is expected to be announced in the near future. According to sources in the Constitutional Court, the verdict will be to ban the DDP. The expected ban stems from the party's program, which includes demands for the solution of the Kurdish problem. The number of political parties banned by the Constitutional Court since 1968 will reach 16 if the ban is confirmed.

DDP officials are currently resigning from the party with

the aim of establishing a new one, the name of which has yet to be determined. After the verdict of the Constitutional Court, the new party is expected to be formally established.

The DDP, which aims to solve the Kurdish problem peacefully, was established on April 3, 1995. On June 6, 1995 the chief prosecutor's office brought charges in the Constitutional Court, demanding the banning of the DDP on the grounds of certain sections of its party program.

According to the office of the chief prosecutor, among the violations of the Turkish Constitution by the DDP are:

- The threat to the indivisible unity of the Turkish state and its official language, Turkish.
- The claim of the existence of minorities based on national, cultural, racial and language differences.
- The aim to dissolve the nation's integrity by protecting and improving the other languages and cultures to create new minorities, while harming Turkish culture.

The DDP was founded by individuals known for their close relations with the leader of the Kurdistan Socialist Party, Kemal Burkay. The first chairman of the DDP was

Ibrahim Aksoy, later jailed for his activities on the Kurdish problem. The new leader of the DDP, Refik Karakoç, has claimed that the case was brought against the party because of its program. He said that even the heavyweights of the Turkish state recognized the Kurdish reality, which clearly showed that the case was opened solely for political reasons.

Something of a record

In recent years, most parties banned by the Constitutional Court have been pro-Kurdish organizations. The first political party banned was the Turkish Labor and Farmers' Party in 1968. Other closures were those of the Turkish Labor Party in 1971 and the National Order Party — the predecessor of today's Welfare Party — in 1972. Between 1984 and 1991 no parties were banned, but since 1991 the court has closed nine, seven of these because of their pro-Kurdish policies. The most controversial case was that of the Democracy Party (DEP). The court closed it and ordered the cancellation of its 13 deputies' parliamentary immunity from prosecution.

Turkish Conservative Holds Talks On Coalition With Islamic Party

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Ignoring earlier pledges, Prime Minister-designate Mesut Yilmaz opened talks Wednesday with an Islamic party in an effort to break a seven-week political stalemate.

Mr. Yilmaz, who heads the center-right Motherland Party, met for three hours with Necmettin Erbakan, the leader of the anti-Western Welfare Party, which was the leading vote-getter in general elections on Dec. 24 but failed to win a majority. Their talks are to continue Thursday.

Mr. Yilmaz, who received the mandate to form a government this month, said he would give it back if he was unable to reach an agreement with Mr. Erbakan.

Mr. Yilmaz had earlier failed in negotiations with the caretaker prime minister,

Tansu Ciller of the True Path Party, but the two had agreed not to negotiate with Welfare. Both Mr. Erbakan and Mrs. Ciller have already held the mandate and were unable to form a coalition.

Mr. Yilmaz and Mr. Erbakan, who appeared together at a news briefing, refused to say what they had discussed. But analysts have said that Mr. Yilmaz would probably seek a rotating premiership, something Mr. Erbakan has said he cannot accept.

"We know that our people want a new government to be formed as soon as possible," Mr. Erbakan said. "But it is necessary to prepare very thoroughly to form a government."

Failure for Mr. Yilmaz could lead to the appointment of a compromise government or to new elections. (AP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD

TRIBUNE, THURSDAY,

FEBRUARY 15, 1996

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

ECF0467 4 F 0402 ONU /AFP-VC84

Eco.-int.-energie

"Pétrole contre nourriture": pas encore d'accord formel, selon les Irakiens

NEW YORK (ONU), 15 fév (AFP) - D'importants points restent encore à régler dans les négociations dites "pétrole contre nourriture" entre l'Irak et les Nations-Unies, qui devaient en principe se conclure lundi à New York, a indiqué le chef de la délégation irakienne.

Aucun "accord formel" n'a encore été conclu, a déclaré à la presse M. Abdoul Amir Al-Anbari avant la reprise des discussions. "Nous faisons quelques progrès mais il reste encore beaucoup de points importants encore en suspens", a-t-il ajouté.

Si elles aboutissaient, ces discussions techniques, qui se sont engagées le 6 février à New York, permettraient à l'Irak de reprendre ses exportations de pétrole de manière limitée afin de financer l'achat de vivres et de médicaments.

L'Irak est sous le coup de sanctions internationales, qui incluent un embargo pétrolier, depuis son invasion du Koweït en 1990.

Les discussions portent sur l'application de la résolution 986 des Nations unies, adoptée en avril 1995 devant l'inquiétude causée par les graves problèmes humanitaires que rencontre la population irakienne sous le coup des sanctions.

Jamais appliquée, elle autorise l'Irak à exporter jusqu'à un milliard de dollars de pétrole (plus de 700.000 barils/jour aux cours actuels) par période de 90 jours.

Interrogé sur les chances d'un second round de négociations, éventuellement au niveau politique, M. Al-Anbari a indiqué qu'il "espérait" un tel développement.

Le chef de la délégation irakienne avait indiqué dimanche que les négociations en cours déboucheraient lundi sur un protocole d'accord et il s'était généralement montré optimiste sur les chances d'un accord la semaine dernière.

La résolution 986 prévoit un contrôle international de la distribution des marchandises. Les discussions de New York incluent également les questions pétrolières et bancaires.

La négociation porte sur quatre points principaux: la distribution et l'achat des vivres et des médicaments, les ventes de pétrole et les questions financières.

Selon la résolution, la distribution des vivres et médicaments doit être "équitable" et bénéficier à hauteur de 150 millions de dollars par trimestre aux Kurdes du nord de l'Irak.

Les Nations-Unies ne faisaient aucun commentaire lundi matin avant la reprise des pourparlers.

vb/mlm

AFP /AA1234/191758

FEV 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

John Major est fragilisé par le scandale des ventes d'armes à l'Irak

Le rapport d'une commission d'enquête pourrait mettre en cause deux ministres conservateurs

Après trois ans d'enquête menée par un juge aussi têtu que scrupuleux, une inextricable affaire de ventes d'armes à l'Irak déstabilise un

peu plus les conservateurs britanniques. Au moins deux ministres du gouvernement de John Major pourraient se trouver sur la sellette, sé-

rieusement impliqués dans une affaire où il est question d'espions, de protections diverses et d'embargo malmené.

LONDRES

de notre correspondant

L'enquête menée par le juge Richard Scott sur le scandale des ventes d'armes britanniques à l'Irak empoisonne depuis trois ans le gouvernement de John Major. Après l'examen de 700 000 pages de documents, l'audition de deux cents témoins - dont deux premiers ministres et plusieurs ministres - le rapport de 2 000 pages de la commission d'enquête a été remis à M. Major la semaine dernière et devait être rendu public, jeudi 15 février à 15 h 30, à l'occasion d'un débat à la Chambre des Communes. De son contenu, de la manière dont M. Major parviendra à limiter les dégâts face aux attaques de l'opposition travailliste, dépendront l'avenir politique d'au moins deux ministres. Sans parler de la réputation de M. Major, de M^{me} Thatcher et des conservateurs à un an des prochaines élections.

L'affaire des ventes d'armes à l'Irak possède tous les ingrédients d'un scandale à la française : un juge obstiné, Sir Richard, qui refuse de se plier aux pressions politiques ; une commission d'enquête destinée à enterrer une affaire et qui se pique au jeu ; des hommes d'affaires liés aux services spéciaux qui vendent clandestinement du matériel militaire avec l'accord tacite de ministres qui mentent au Parlement pour dissimuler les faits. De l'argent, des armes, des hommes politiques, mais - une fois n'est pas coutume dans un pays obsédé par les affaires d'alcôve - pas de sexe. Cela au moment où éclatait l'affaire du « super-canon » qu'un industriel fabriquait dans le secret pour Saddam Hussein et où un autre ministre, Jonathan Aitken, était impliqué dans la vente d'armes... à l'Iran.

UN DISCRET « FEU VERT »

Jusqu'à l'ouverture du débat, seul le gouvernement et les quelques hauts fonctionnaires impliqués auront eu accès au rapport pour préparer leur défense. Mais de nombreuses fuites souvent orientées pour tenter de disculper les ministres impliqués ou pour déconsidérer le juge Scott ont permis

de se faire une idée du déroulement de ce que la presse anglaise, fascinée par l'ampleur de l'affaire, a appelé l'« Irakgate », en souvenir de l'« Irangate » américain.

Il était une fois à Coventry une usine d'armements appelée Matrix Churchill, qui avait été rachetée par les Irakiens. La situation de ses dirigeants anglais était délicate dans les années 80 en raison de la guerre entre l'Irak et l'Iran et de l'embargo imposé par les Nations unies. En 1985, le secrétaire au Foreign Office, Geoffrey Howe, avait interdit l'exportation d'armes offensives vers les deux pays. Vint le cessez-le-feu en août 1988 et, aus-

de ses dirigeants acceptaient de travailler pour le MI6 (services secrets). Des tours commandés par ordinateurs furent vendus à des usines d'armement, des machines utilisées pour accroître la portée des moteurs des missiles Scud - en vue de leur permettre d'atteindre Israël et l'Arabie saoudite - livrées. Mais aussi, comme vient de le révéler le *Financial Times*, des pièces pour un prototype de centrifugeuse destinée au programme nucléaire du dictateur de Bagdad. Tout cela à travers des intermédiaires, comme la Jordanie, ou avec des documents douaniers aux spécifications anodines, tandis que

ou de Grande-Bretagne. En octobre, les douanes britanniques, non prévenues ou trop curieuses, engageaient des poursuites contre Matrix Churchill pour exportation illégale d'armes vers Bagdad. Les dirigeants de la société protestèrent de leur bonne foi, affirmant qu'ils avaient été couverts par le gouvernement.

C'est là que commence la seconde partie de l'Irakgate : pour éviter un déballage public compromettant et sur la recommandation de l'Attorney General (procureur général avec rang de ministre), Sir Nicholas Lyell, quatre ministres signèrent des « PII » (certificats d'immunité au nom de l'intérêt public), surnommés « certificats-bâillons ». L'affaire Matrix s'effondrait ; les dirigeants de la société s'ablaient le champagne.

John Major décida de créer une commission. Le juge Scott fut chargé de mener une « enquête impartiale ».

ATTAQUES EN RÈGLE

Ses deux principales cibles devinrent vite MM. Waldegrave et Lyell. En revanche, M^{me} Thatcher et M. Major, qui affirment ne pas avoir été informés, semblent s'être tirés sans égratignure des griffes du juge. Au fur et à mesure que la rédaction du rapport avançait, il devenait évident qu'il risquait d'être dévastateur et pourrait coûter leur place à MM. Lyell et Waldegrave. Des contre-mesures s'imposaient. La machine de guerre torie s'est mise en marche pour défendre les accusés et noircir les accusateurs.

Sir Richard a été l'objet d'attaques en règle des anciens secrétaires au Foreign Office Douglas Hurd et Geoffrey Howe. Cela ne l'aura pas empêché de ferrailer jusqu'au bout pour remplir sa tâche et pour défendre son honneur. Jeudi, il suivra sans doute le débat aux Communes en se demandant si ses trois ans de travail auront servi à quelque chose ou bien si son rapport finira comme tant d'autres, prénant la poussière en haut d'une étagère.

Patrice de Beer

Les capacités militaires de Bagdad

Rolf Ekeus, le chef de la mission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, a déclaré, mardi 13 février, que Bagdad était prêt à payer « un prix très élevé » pour protéger ses capacités militaires. Lors d'une conférence à Washington, M. Ekeus a jugé que « cela doit être pour [l'ONU] un avertissement ». La veille, un porte-parole américain, James Rubin, avait indiqué que le Conseil de sécurité devrait sous peu discuter d'un projet de résolution destiné à préciser les conditions d'importation et d'exportation de produits de haute technologie que l'Irak pourrait utiliser dans son industrie d'armement. Selon un responsable américain, cela permettra de « lever les ambiguïtés » et aidera les travaux de la commission chargée de désarmer Bagdad. - (AFP)

sitôt, Bagdad et Téhéran contactèrent les marchands de canons, leur proposant des affaires juteuses ; l'un d'eux était Matrix Churchill, un autre la fabrique de munitions Ordtec.

En décembre, William Waldegrave, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et actuellement ministre du budget a, selon les fuites du rapport, secrètement donné son accord à un assouplissement de la réglementation sur l'exportation d'armes. En même temps, il répondait à des parlementaires inquiets que l'embargo restait en vigueur. C'était l'époque où l'on avait découvert avec horreur que Saddam Hussein avait fait gazer un village d'opposants kurdes et où toute vente d'armes à l'Irak aurait choqué l'opinion.

Forte de ce discret feu vert, Matrix reprit ses exportations vers l'Irak, en même temps que certains

les autorités fermaient les yeux. Dans cette histoire, tout le monde semble avoir trompé tout le monde : les hommes d'affaires étaient aussi des espions mais ils ne disaient pas tout sur leurs activités au MI6, en particulier dans le domaine nucléaire ; l'Irak cachait ses ambitions alors qu'il se préparait à envahir le Koweït ; et des ministres se réfugiaient derrière un mur de secret, au nom de l'emploi, de la balance commerciale britannique... A cette époque, M^{me} Thatcher affirmait : « La fourniture de matériel de défense britannique à l'Irak et à l'Iran continue à être régie par les règles de 1985. »

Tout aurait pu continuer longtemps si Saddam Hussein n'avait pas attaqué le Koweït à l'été 1990, déclenchant la guerre du Golfe. Les alliés se retrouvèrent face à une armée équipée des matériels les plus modernes parfois venus de France

THURSDAY, FEBRUARY 15, 1996

Turkish Daily News

Gerger receives AAAS' 'Persecuted Scientist' award

Briefs US Helsinki Commission

Turkish Daily News

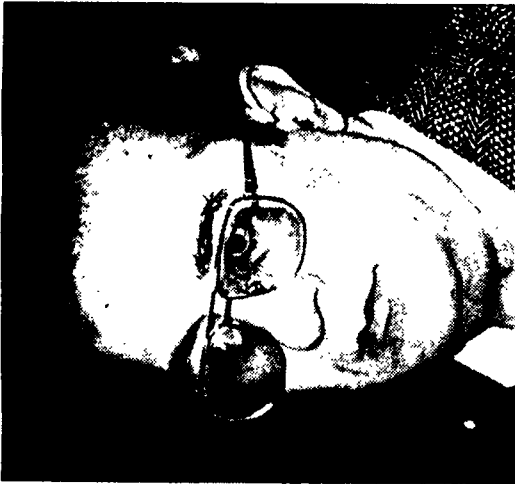
WASHINGTON- Dr. Haluk Gerger, former assistant professor of international relations at Ankara University, and secretary-general of the Turkish United Nations Association, has received in Baltimore the "Persecuted Scientist" award of the American Association for the Advancement of Science (AAAS). Gerger served 20 months at Haymana Prison for sending a fax message that was deemed "separatist."

Gerger currently lives in Concord, New Hampshire, researching for a course on "Nuclear Weapons Technology and Military Doctrine" that he will be teaching in April at Darmstadt Technical University, Germany. The AAAS gave the same award in the recent past to Remzi Kartal, the former DEP deputy in exile who is a dentist by training.

US Helsinki Commission

On Tuesday, Gerger participated in a Congressional meeting held by the U.S. Helsinki Commission. He gave a pessimistic assessment of Turkey's economic and political situation. The meeting was closed to the press and was attended by about 25 people, including U.S. State Department officials, and staffers of some congressmen.

Gerger reportedly told the audience that the Turkish political system was "collapsing" and that the current system was "incapable of solving the multi-dimensional crisis" faced by Turkey.



Dr. Haluk Gerger

work to overcome such "insensitivity" to the daily pain and loss of life in the Southeast, Gerger reportedly told the congressional audience.

Kurdish taboo

Talking to the TDN before he briefed the U.S. Helsinki Commission, Gerger said that he did not have any difficulties getting passport from the Turkish authorities, and a visa from the U.S. Embassy in Ankara.

He said he did not see anything wrong in talking even with the members of the AKIN (American Kurdish Information Network) — which is believed to be a PKK front-organization in Washington.

"I meet with everyone. My sympathies for Kurds are well known. Their cultural and civic rights must be defended," he said.

"We have to confront the taboos about the Kurdish issue, like the taboo on using the word 'Kurdistan' — which is a valid geographic term. Today, even Syria, Iraq or Iran is not scared to refer to 'Kurdistan' as a geographic entity. Unless we confront such taboos, they will never go away," Gerger said.

"These things will change either through peaceful, democratic means, or through war. I choose and advocate the peaceful way. And I don't know of a third alternative either," Gerger told the TDN.

Gerger left Washington for New Hampshire on Tuesday. He will return to Turkey before he flies to Germany in April to teach his new course.

according to a reliable TDN source. The answer to Turkey's problems lies in a "political solution." So it is in the interest of all countries who want to see democracy take root in Turkey to encourage Turkey to take steps in that direction, Gerger reportedly said.

Gerger also reportedly complained about the "insensitivity" of the Turkish people to the "war in the Southeast."

He mentioned the example of the grieving mother shown on a Turkish TV channel, who after losing a son while fighting the PKK, told the cameras: "I wish I had four more sons to send to fight the terrorists." It is going to take a lot of

PKK preparing to break its unilateral cease-fire

Conditional: PKK prepares to violate its unilateral cease-fire if it does not receive positive sign from new government

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is preparing to break the cease-fire which it declared on Dec. 15. The PKK announced the start of a unilateral cease-fire but warned that its guerrillas would fight back if attacked. Ankara did not take PKK leader Abdullah Öcalan's call for a cease-fire before the Dec. 24 general election seriously, and security force operations are still continuing in the Southeast against PKK militants, one reason why the PKK is preparing to violate the cease-fire.

The PKK appears to plan to continue the cease-fire until a new government is formed, if that new government gives no positive sign to the PKK, then it will end the cease-fire, launching guerrilla and suicide attacks. The PKK is expected to target the Turkish tourism industry in particular.

The PKK decision to cease fire

on Dec. 15 made Europe and the United States "secretly" happy. The cease-fire announcement was perceived as more for European and U.S. consumption than for Turkish. The PKK used the cease-fire period very well in Europe. There was heavy diplomatic traffic and many foundations called on the Turkish government to take the PKK cease-fire seriously. While the future of the cease-fire hangs on the attitude of the new government, PKK sources expect positive developments in its relations with the Turkish government.

The same sources claim that the cease-fire was effective in influencing Europe and the United States. "The Turkish government will be completely responsible for any violation of the cease-fire because the PKK has not attacked during the cease-fire and has not responded to government attacks. The cease-fire was not taken into consideration (by the government)," the sources said.

Should the cease-fire collapse, the PKK is expected to extract maximum propaganda value from it by using institutions sympathetic to it to put pressure on Turkey in the international arena.

Sources, giving information about PKK activities, said that their method of operation would change. They said that previously the PKK had only acted against Turkish military targets. In the future, political decision-making bodies, those in the chain of command, and touristic sites are expected to be targeted. The PKK has been improving its guerrilla warfare techniques and keeping its number of guerrillas steady. Choosing the most effective methods with a small number of guerrillas rather than increasing in size, the PKK is planning its next attacks as "suicide actions." The PKK hopes to force Turkey to the negotiation table.

Meanwhile, security forces are still continuing operations in the Southeast.

Officials of the Diyarbakır-based Southeastern emergency rule region said on Wednesday that four PKK militants had been killed in open country near Küllüce village of Bitlis' Güroymak district and one militant had been captured in Bismil district of Diyarbakır, the Anatolia news agency reported.

Officials added that 34 rifles, 41 rockets, five mortars and ammunition had been confiscated during operations in the rural areas of the Southeastern provinces of Mardin, Siirt, Şırnak and Van. Nine people were taken into custody.

Turkish Daily News

THURSDAY, FEBRUARY 15, 1996

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRS0197 4 I 0211 /AFP-UT47

Turquie-Kurdes 2e lead

Onze civils tués par le PKK

ANKARA, 16 jan (AFP) - Onze civils ont été tués par des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) lundi soir dans la province de Sirnak (sud-est), a annoncé mardi un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nurettin Nurkan.

C'est la première attaque du PKK depuis un cessez-le-feu déclaré unilatéralement le 15 décembre par son chef Abdullah Öcalan. Cette trêve n'avait pas été prise en considération par l'armée turque.

Des militants armés du PKK ont arrêté un minibus avec 11 personnes à bord, qui faisait route vers la localité de Guclukonak, près du village de Kocyurdu dans la province de Sirnak, selon M. Nurkan.

Les "terroristes" (terminologie officielle pour désigner les rebelles kurdes) ont procédé d'abord à un contrôle d'identité des passagers, avant de tuer l'un d'eux à l'arme à feu, a précisé le porte-parole. Ils ont ensuite incendié le véhicule avec les autres personnes à bord qui ont toutes péri brûlées, a-t-il ajouté.

Les rebelles kurdes ont pris la fuite et les forces de l'ordre ont déclenché une opération d'envergure dans la région pour les retrouver, a-t-il précisé.

L'identité des victimes n'était pas connue mardi matin.

CE/hc/bmr

Turkish Probe February 16, 1996

Focus on Human Rights

Retrial of Former DEP Deputies Postponed

The State Security Court (DGM) in Ankara on Feb. 8 postponed the retrial of former MPs from the banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP), Sedat Yurttas, Sırrı Sakık, and Ahmet Türk, and former independent Deputy Mahmut Alınak until March 7 in order to review their lawyers' request for further investigations into the charges.

The defendants' lawyers, Yusuf Alatas and Hülya Sarsam, pointed out that some of the former DEP deputies had initially been charged under Article 125 of the Turkish Penal Code, but were subsequently tried under Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

The lawyers argue that the defendants should be retried, but not for the reasons which are the basis for the current proceedings.

Mahmut Alınak and Sırrı Sakık were each sentenced to three years and six months in prison and fined TL 70 million, in accordance with Articles 5 and 8/1 of the Anti-Terrorism Law. Sedat Yurttas was sentenced to seven years and six months in prison under Article 169 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the Anti-Terrorism Law. Ahmet Türk received a 15-year prison sentence under Article 168/2 of the Turkish Penal Code and Article 5 of the Anti-Terrorism Law.

On Oct. 26, 1995, the Court of Appeals reversed these decisions, saying that the fines to be paid by Alınak and Sakık should have been higher, and that the sentences of Türk and Yurttas should have been in compliance with the Anti-Terrorism Law.

Policemen Responsible for Journalist's Death To Face Stiff Jail Sentences

The policemen accused of beating to death Evrensel reporter Metin Göktepe will face heavy prison sentences, the Anatolia news agency reported on Feb. 8, quoting Istanbul city officials. At a meeting chaired by Istanbul's Deputy Governor Rıdvan Yenişen, the city council had decided to file a criminal suit against the policemen held responsible for the journalist's death and the maltreatment of other detainees.

Acting in line with the findings of a legal investigation into the torture killing which rocked the country, the council reportedly decided on filing the suit, seeking prison terms of no less than 16 years for 11 policemen accused of torturing Göktepe to death.

The city officials also sought six months' imprisonment for the police officer who ordered Göktepe's detention and sentences of up to three years for 34 policemen accused of beating other detainees.

Göktepe, a reporter for the left-wing daily Evrensel, had been detained by the police on Jan. 8 while covering the funeral of inmates killed during a prison riot.

Cases against Turkey To Be Heard in European Court

Two separate cases against Turkey concerning allegations of forced evacuations and torture are soon to be heard by the European Court of Human Rights, a London-based human rights organization said on Feb. 12.

The Kurdish Human Rights Project (KHRP) said the European Commission on Human Rights had submitted its report on the evacuation of the village of Kelekçi in southeastern Turkey and the torture of Zeki Aksoy. The report's findings condemn Turkish violations of several articles of the European Convention on Human Rights, the KHRP said.

The KHRP, founded to promote awareness of the situation of Kurds in many countries, has also created an Opening Dialogue Project, seeking to establish dialogue on the problems of Kurdish people.

Kurdish Question Leads To Closure of Another Party

The final verdict of the Constitutional Court on the pro-Kurdish Democracy and Change Party (DDP) that is expected to be announced soon will be to ban the DDP, sources said on Feb. 13.

The expected ban stems from the party's program, which includes demands for the solution of the Kurdish problem. The number of political parties banned by the Constitutional Court since 1968 will reach 16 if the ban is confirmed.

DDP officials are currently resigning from the party with the aim of establishing a new one, the name of which has yet to be determined. After the verdict of the Constitutional Court, the new party is expected to be formally established.

The DDP, which aims to solve the Kurdish problem peacefully, was established on April 3, 1995. On June 6, 1995, the chief prosecutor's office brought charges in the Constitutional Court, demanding the banning of the DDP because of certain sections of its party program.

The DDP was founded by individuals known for their close relations with the leader of the Kurdistan Socialist Party, Kemal Burkay. The first chairman of the DDP was Ibrahim Aksoy, later jailed for his activities regarding the Kurdish problem. The new leader of the DDP, Refik Karakoç, has claimed that the case was brought against the party because of its program.

Turkish Probe February 16, 1996

Storm Brewing Over Super Cobras

Turkey prefers to look the other way but a storm is brewing in Washington over the 10 Super Cobra AH-1W helicopters that Turkey ordered back in May 1994. The State Department has not yet sent the requisite "36 (b) notification" to the U.S. Congress for approval despite the fact that the similar sale of 120 ATACMS surface-to-surface missiles sailed through the system without a hitch. Yet, the sale of these high-tech attack helicopters manufactured by Bell Textron seems to be heading for a showdown, just like the sale of CBU cluster bombs and sniper rifles which was turned down last year by the Administration.

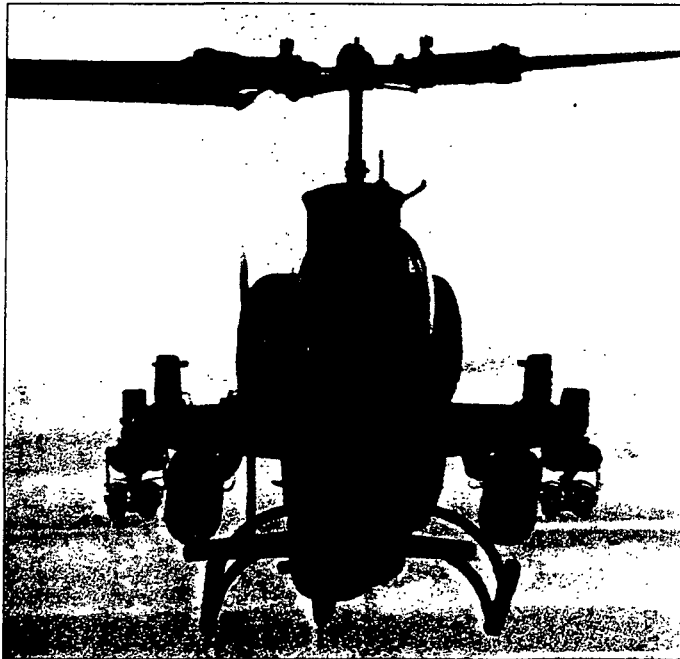
Cobras have been used in combat by U.S. forces in the Vietnam War and in the 1983 Grenada operation. The AH-1W models, i.e. the Super Cobras, are much larger and squarer than the regular AH-1J/T versions, with a 73 percent more powerful engine and 50 percent greater maximum takeoff weight.

When the Probe inquired about the latest status of the notification in question, a U.S. State Department spokeswoman said "it's still under review and no decision has been made." The office of John Shattuck, assistant secretary of state for labor, human rights and democracy, has a great deal to do with the recommendation of this type of notification but his office was mum on the subject. Podesta Associates, which represents Bell Textron in Washington, similarly refused to talk to the Probe as soon as the words "Super Cobra" were uttered — which gives credence to reports that, despite the total support given to Turkey by the Pentagon, there is a formidable human rights opposition coalescing in Washington against the sale of these helicopters for fear that they might be used against the "civilian population" during the Turkish army's anti-PKK operations in the Southeast.

Congressional support for the sale is very strong. Legislators from Texas, especially, are hot on the idea since the Bell Textron plant is in Texas and AH-1W production provides 900 jobs. Both Texas Senators, Gramm and Hutchinson, are said to be rooting for the idea. In a letter they sent to the White House last October, fourteen Texas congressman enthusiastically supported the sale. The "prompt notification of the sale is crucial," the Texans told Clinton's chief of staff, Leon Panetta.

"Delay brings into question the reliability of American industry as a supplier and creates an opening for foreign competitors," they warned. To wit, according to the Russian state arms sales concern Rosvooruzheniye, Ankara had recently expressed interest in Mi-17 helicopters. France has reportedly already set up shop in Ankara to push its own helicopters. But the human rights lobby in Washington cares about neither defense jobs nor competitors. An informed Congressional source, talking to Probe on condition of anonymity, said that this time there is an "unprecedented alliance" between 1) the nay-sayers at the State Department,

2) the arms control advocates, 3) the human rights community, and 4) the Greek-Kurdish-Armenian lobbies. The Armenian Assembly of America, however, told Probe that it has made no efforts whatsoever in that regard. Cognizant of the support the sale enjoys in Congress, the opposition is aiming to kill the deal before it reaches the House International Relations and the Senate Foreign Relations committees, the Probe source said. Once these committees are notified, the clock starts ticking. If no objection is registered within 15 days,



the sale goes through. "Big bucks are involved here. So the Texas congressmen are pulling out all the stops," the Probe source said. "The PR firms are involved too. They are even writing the congressmen's letters in support of the sale. The Texas Chamber of Commerce is just as enthusiastic. In this context, [House International Relations Committee Chairman Benjamin] Gilman's role appears to be crucial [in opposing the sale]. He will be up against more sympathetic Appropriation leaders in the House like [H.L. "Sonny"] Callahan [Chair, Appropriations Foreign Ops] and [Richard] Livingston [Chair, House Appropriations]." Given the rough balance between supporters and opponents of the sale both inside and outside the Congress, it might all come down to the direction in which the White House eventually casts its vote. "How much will it cost the White House in an election year to support Turkey?" another Probe source asked rhetorically. "That will determine whether the Super Cobra deal goes through or not."

Ugur Akinci

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, FEBRUARY 16, 1996

U.K. Government 'Deliberately' Misled on Arms for Iraq

By Fred Barbash
Washington Post Service

LONDON — High-level British officials misled the public, Parliament, the courts and even one another in their handling of policy on arms sales to Iraq during the late 1980s and early 1990, a long-awaited independent inquiry concluded Thursday.

The 2,000-page report, the most searching look yet into the inner workings of the British bureaucracy, said that the government secretly relaxed its ban on sales of arms-related machinery to Iraq in 1988, but repeatedly and deliberately denied doing so when queried by members of Parliament for fear of adverse public reaction.

Under this policy, defense, intelligence and export-licensing officials allowed a machine-tools company to send Iraq machinery with military uses. Indeed, British intelligence used the company to obtain information on Baghdad. But it failed to inform customs investigators, according to the report, and allowed them to proceed with a criminal prosecution of company executives.

British intelligence failed, as well, to inform Margaret Thatcher, the prime minister at the time.

As the trial got under way in 1992, cabinet members received flawed advice from Britain's attorney general,

which prompted them to withhold from the defendants "sensitive" information that tended to exonerate the men. When the trial judge discovered this, he threw out the case.

The case, concluded Sir Richard Scott, the veteran judge who prepared the new report, "should never have been commenced."

The party and many of the officials in office during the events covered in the report remain in power, Prime Minister John Major among them.

The matter is viewed not just as commentary on arms policies but on the British way of governing, which is regarded by many commentators as among the most secretive in the democratic West.

"In circumstances where disclosure might be politically or administratively inconvenient," the report said, "the balance struck by the government comes down, time and again, against full disclosure."

While Sir Richard's inquiry was independent, the handling of his report was not. As soon as it was finished, the government took control of the timing and circumstances of its release, giving top ministers eight days to read it and prepare a response. Ordinary members of Parliament got roughly 10 minutes.

The result, in the House of Commons on Thursday, was a presentation by Ian Lang, secretary for trade and

industry, which deals with exports, that excluded most negative assertions in the report and focused almost exclusively on the judge's statements that ministers had not acted maliciously or with bad intentions. He then demanded an apology from the opposition for all accusations hurled at the government about the affair.

Sir Richard said he could not conclude that any of the dozens of ministers and bureaucrats involved in the series of events had acted maliciously. In their dealings with Parliament, however, he said they acted "deliberately."

His investigation, which heard testimony from 268 witnesses and reviewed thousands of documents, stemmed from the collapse of a criminal prosecution of executives Matrix Churchill, a British machine tool manufacturer.

The origin of the affair was the 1980-88 Iran-Iraq war. Britain, like other nations, had agreed to abide by a United Nations arms embargo imposed on both sides. Toward the end of the war, British officials decided to relax the embargo with regard to Iraq, ostensibly to shore up Baghdad's position as a counterweight to Iran but also, according to the report, to allow British businesses to make money.

The report, commissioned by Mr. Major amid a furor following the criminal trial, portrayed a government in a constant state of bureaucratic denial.

Le Monde

JEUDI 15 FÉVRIER 1996

Des policiers turcs traduits en justice après le meurtre d'un journaliste

ISTANBUL

de notre correspondante

L'indignation populaire face à la brutalité des forces de sécurité a, pour la première fois, forcé les autorités turques à sévir : 48 policiers seront traduits en justice après la mort, le 8 janvier 1996, du journaliste Metin Göktepe. Onze d'entre eux, accusés d'avoir battu à mort le jeune reporter, encourent des peines allant jusqu'à 16 ans de prison.

Metin Göktepe, qui était âgé de 27 ans, effectuait un reportage pour le compte du quotidien de gauche *Evrensel*, lorsqu'il fut arrêté avec plusieurs centaines de manifestants qui assistaient aux funérailles de prisonniers morts au cours d'émeutes dans un pénitencier d'Istanbul. Son corps meurtri avait été retrouvé, quelques heures plus tard, à quelques dizaines de mètres du stade où les manifestants arrêtés avaient été rassemblés pour des contrôles d'identité. La police avait nié avoir arrêté le reporter et suggéré qu'il était tombé du mur d'enceinte. Cette version a été dé-

mentie par le rapport d'autopsie, qui fait état de coups répétés à la tête.

L'insistance des médias et les témoignages de plusieurs personnes qui avaient assisté à l'arrestation du journaliste avaient cependant forcé les autorités à ouvrir une enquête. Le ministre d'Etat pour les droits de l'homme, Adnan Ekmen, avait rapidement admis qu'« il était clair que Metin avait été détenu et qu'il était mort en détention ». De son côté, le premier ministre Tansu Ciller avait déclaré, le 21 janvier : « Les coupables seraient arrêtés. Dans les jours qui viennent, dans peu de temps, cette affaire sera éclaircie. »

PREUVES ACCABLANTES

Si les cas de brutalité policière sont courants en Turquie, la condamnation des coupables est jusqu'ici demeurée très rare. Le rapport de la Fondation turque des droits de l'homme pour l'année 1994 fait état de 32 décès en détention dans des conditions suspectes et de 49 disparitions, auxquels s'ajoutent de nombreux cas de torture et de

« meurtres mystérieux » fréquemment attribués aux forces de sécurité, mais une vingtaine seulement de policiers ont été discrètement punis.

Les preuves accablantes et les dizaines de témoins dans l'affaire de Metin Göktepe marquent cependant un tournant. Les noms des policiers suspendus de leurs fonctions ont été publiés et la commission administrative de la province d'Istanbul, dont l'approbation est nécessaire pour permettre la poursuite judiciaire de fonctionnaires, a confirmé, le 8 février, qu'ils comparaitraient devant la justice.

Le procès des policiers ne mettra sans doute pas fin aux excès des forces de sécurité, mais ce précédent rendra à l'avenir moins crédibles encore les explications officielles (« le suspect s'est jeté du 6^e étage durant l'interrogatoire », « il est mort d'une crise cardiaque ») qui sont généralement avancées pour justifier les décès en détention.

Nicole Pope

Turkish Probe February 16, 1996

DOMESTIC

Sivas the Land of Conflict

Recent events in the Sivas region of South East Turkey have again focused the spotlight on the activities of the security forces and allegations that the government is trying to drive a wedge between the Sunni and Alevite communities who live in relative harmony in the mountainous district.

Sivas again came to the attention of the media and the public when seven guerillas from the outlawed Revolutionary People's Liberation Party-Front (DHKP-C) were killed by security forces on 30 January, the massacre at Güçlükonak where 11 men were killed and their bodies burned, it is claimed by some a crime committed by the military, and allegations of increased operations against Alevite villages in the region.

These actions were explained by the security forces as operations against terrorists organization, the Kurdistan Workers' Party (PKK), the Revolutionary People's Liberation Party - Front (DHKP-C) and the Turkish Worker's and Peasant's Liberation Army (TIKKO), spread over the Sivas and neighboring Erzincan provinces.

That these operations are being carried out almost exclusively against Alevite villages reinforces the belief held by many that the military are biased against the Alevite community.

Political parties and human rights associations have prepared reports about the issue and it seems that the discussions will go further. According to reports written by Republican People Party (CHP) and Democratic Left Party (DSP), during the operations villages are evacuated and Alevite villagers are treated badly.

Special Teams on the focus again

A military force of reportedly six thousand soldiers, including special teams, is conducting the cur-

rent operations. Special teams located at Sivas' Zara region have become the target of complaints. Special teams, troops given intensive anti terrorist training, also attracted the attention of the media after operations in Tunceli province, and are considered to surpass the limits of their authority and also display

their political bias by putting on Nationalist Movement Party rosettes and making the party's "wolf" symbol. Both CHP and DSP reports claim that special teams played the first role during the Sivas events and disturbed the citizens.

In the operations carried out in this region Alevis claim the security forces tend to view them all as potential militants.

Villagers feel pressured by both security forces and the PKK and are fleeing their vil-

lages in increasing numbers for the cities.

The triangle formed by the Divriği-Zara-İmranlı districts is believed by the government to be a hot spot of PKK militancy.

The triangle is also known as the Koçgiri region. At the end of 1930's a rebellion against the state took place in this Alevite and Kurdish-populated region, which was bloodily quashed.

Claims of Regional Associations

The regional human rights organizations claim that over 15,000 people from the Divriği region alone have migrated to escape the conflict, and note that the Alevite population is decreasing in Sivas and surrounding provinces.

In the military campaign hundreds of people, including many mukhtars (village leaders) have been arrested and claims of torture have been made.

Association representatives have demanded the resignation of the Sivas governor Aydın Güçlü.

Regional associations declared that the recent operations are straining relations between the



Photo Akrüel

A SWASHBUCKLING POLICE COMMANDO: The elite units called special teams have proved effective against terrorism, but their unorthodox methods have often resulted in grievances from the local population.

Sunni and Alevite populations, and that the military is deliberately persecuting the Alevite villages.

According human rights groups and regional cultural associations people from the villages claim that special teams from the security services posing as PKK militants went to villages and demanded food.

The villagers that gave food to them were accused of helping the PKK, and military operations were undertaken against these villages and the inhabitants arrested.

There are also claims that security forces are oppressing those Alevites held in custody on the grounds of their religious beliefs.

An investigation team for the Güçlükönak massacre will also go to Sivas to see if the claims concerning military involvement in the crime are true or not.

A group of people born in Sivas started a hunger strike in Divriği Culture Center (a regional association) to protest against the events in Sivas. A number of regional associations are starting to investigate the claims. Alevite association representatives from Europe are also participating in the investigations with German parliamentarians and journalists.

In a response to the claims the governor of Sivas says that the operations are being carried out against PKK, and that no villages have been evacuated during the operations.

CHP's report

A report prepared by CHP representatives Önder Sav, Nihat Matkap, and Mahmut Işık and regional organizations concerning Sivas events was given to the Interior Ministry. The report was prepared from regional sources, press documents, and data gathered from phone calls to the villages and regional population.

In the CHP's report on the situation in the Sivas region, it is claimed that martial law has been enacted in Sivas and it is forbidden to go out after 4 pm to 7 am.

The report says that villagers are not allowed to cut wood for heating and that officers of the military confiscated their food, saying that the PKK would take it if they did not.

The report goes on to accuse the special security teams of provoking members of the local community and of threatening people, saying they had a list and "would clean all the place".

Members of the military would ask why a village did not have a mosque and if the residents were Muslim, despite being aware that the community was Alevite.

It is claimed that 500 villagers have been detained by soldiers, 75 mukhtars or village leaders arrested and 174 schools have been closed.

DSP's report

A three member delegation from the DSP also prepared a report on the situation in Sivas and confirmed many of the allegations made in the CHP statement.

The three — Gaziantep deputy Ali İlksoy, Istanbul deputy Erdoğan Toprak and İzmir deputy Hakan Tartan — visited the region between February 8 and 10 and prepared the report after speaking with approximately 200 inhabitants.

The DSP report pointed out the number of evacuated villages had increased to 70, said that villagers were forced to leave their village because of a two-sided pressure, from both the PKK and the military.

It is reported that there are 540 villages in this chaotic region, 343 of which are Alevite, 181 Sunni and 16 villages inhabited by populations from various faiths and that the military are concentrating their attentions on the Alevite communities.

The report concerning the deaths of 37 people of Alevite origin in a fire in a Sivas hotel on July 2, 1993, claims that elements of society are trying to provoke a Alevite-Sunni struggle.

The report drew attention to the complaints of the regional population about the special teams. While economical pressures are considered the major reason for the wave of emigration and the strengthening of the terrorist

organizations, these problems are amplified due to the national banks reportedly halting credits to the villagers and that stock farming was completely at a standstill due to the military action of both sides.

Hakan Tartan told TDN that the security forces see the villagers as potential criminals and that they are making a great mistake by seeing them as such. He added that these people living in the region very much dislike the terrorists and like the soldiers a lot.

Speaking of village exiles, Tartan said that the villagers leave their lands and villages willingly rather than being forced to exile. He added that in addition to the security forces not forcing them to leave, the terrorists create great pressure on the villagers.

"Operation Iron"

General Necati Özgen, commander of the 3rd Turkish Army visited the villages to investigate on the events. Özgen visited Ağlıcak village, located in the operational area and addressed the villagers and told them the army will complete the construction of a health center that was neglected for a long time and will help for the construction of sport facilities.

Sivas governor Aydın Güçlü, one of the targets of the claims, declared that Sivas has one of the highest habitation levels in Turkey with 1269 villages. Güçlü claimed none of villages were closed by the security forces were evacuated.

And concerning the Alevite-Sunni struggle claims he said that those claims aim to damage security forces operations.

Güçlü pointing out that 130 km of additional road was constructed to facilitate the transportation of the security forces in their fight against terrorist movements, saying that the totality of those roads were constructed in Alevite villages and would benefit the population there.

Refah Party MP for Sivas, Musa Demirci, stated he saw Sivas as a sensible region. Demirci denying the claims of village evacuations and pressures on the population in the region, saying that the emigration was caused by economical reasons. Demirci stating that the subject is distorted, blamed the regional foundations and CHP and DSP for exaggerating the events.

Erdinç Erdenç

Syrisch-irakische Kritik an der Türkei Koordination der Wassernutzung

vk. Limassol, 15. Februar

Hohe Beamte des irakischen und des syrischen Bewässerungsministeriums haben am Donnerstag nach mehrtägigen Verhandlungen in Damaskus die Türkei für den Bau von Staudämmen am Oberlauf des Euphrats kritisiert. Sie verabredeten eine weitere Zusammenarbeit bei der Aufteilung des Wassers von Euphrat und Tigris, insbesondere bei der Festlegung neuer Quoten. Das waren nicht die ersten Expertenberatungen zwischen den beiden rivalisierenden Baath-Regimen, doch berichteten die syrischen Medien erstmals prominent darüber. Damaskus lehnte allerdings den irakischen Vorschlag zur Bildung ständiger Ausschüsse ab, welche die geschlossene Grenze zwischen Syrien und dem Irak frei überqueren könnten; das hätte zuviel der Normalisierung mit einem Land unter Embargo bedeutet.

Drohungen gegen westliche Firmen

Die beiden Delegationen richteten unter anderem auch Drohungen an westliche Firmen, welche am Bau des türkischen Bircik-Staudamms, nur 30 Kilometer von der syrischen Grenze entfernt am Euphrat gelegen, beteiligt sind. Es heisst, die beiden Länder würden die Unternehmen auf gerichtlichem Weg für die Schäden verantwortlich machen, welche jener Damm am Unterlauf des

Flusses verursache. Auch ein Boykott wurde den Firmen angedroht, welche ihre Sitze in Frankreich, Deutschland, Grossbritannien, Italien, Österreich und Belgien haben. Im letzten Dezember hatte das syrische Aussenministerium schon schriftlichen Protest in der Türkei und bei den das Projekt finanzierenden Ländern eingelegt. Der Türkei wird vorgeworfen, sie schädige durch übermässiges Aufstauen von Wasser die Landwirtschaft der Nachbarn, überdies verpönte sie die Flüsse durch das Einleiten von Düngemitteln und Pestiziden.

Noch genügende Abflussmengen

Gemäss einem Abkommen von 1987 mit Syrien müsste die Türkei im Euphrat mindestens 500 Kubikmeter pro Sekunde abfliessen lassen; doch mangels türkischer Speicherkapazität, welche erst bei der Fertigstellung der total 22 geplanten Staudämme am Euphrat ausreichen wird, fliessen zurzeit nach irakischen Angaben noch über 1000 Kubikmeter ab. Syrien leitet dem Irak gemäss einem Vertrag von 1990 58 Prozent dieser Menge weiter. Ankara rechtfertigt seine Pläne zur intensiven Nutzung des Euphrats damit, dass es dafür den Tigris zugunsten der unteren Nutznie-ser schonen.

Yilmaz und Erbakan vor Koalition in der Türkei

Ankara, 15. Febr. (Reuter) In der Türkei zeichnet sich die Möglichkeit einer Beteiligung der islamischen Wohlfahrtspartei von Necmettin Erbakan an der Regierung ab. Erbakan und der mit der Regierungsbildung beauftragte Chef der Mutterlandspartei (Anap), Mesut Yilmaz, sprachen nach einer Unterredung am Donnerstag von beträchtlichen Fortschritten. Es werde eine Übereinkunft zur Koalitionsbildung geben, sagte Erbakan in Anwesenheit von Yilmaz. Für Samstag ist ein weiteres Treffen geplant. Türkische Zeitungen

meldeten, Yilmaz wolle im ersten Jahr einer rotierenden Ministerpräsidentenschaft Regierungschef werden. Erbakan teilte mit, beide Parteien hätten bis zum Abschluss der Koalitionsgespräche eine Nachrichtensperre vereinbart.

Die Wohlfahrtspartei war aus den vorgezogenen Parlamentswahlen am 24. Dezember als stärkste Fraktion hervorgegangen, hat bisher aber keine Koalitionsvereinbarung mit der Anap oder der Partei des Rechten Weges der geschäftsführenden Ministerpräsidentin Tansu Ciller treffen können. Die Gespräche zwischen der Anap und der Wohlfahrtspartei werten Beobachter als die letzte Chance zu einer Regierungsbildung, bevor Präsident Demirel eine Regierung bestimmt oder Neuwahlen anordnet.

PKK expected to free soldiers in goodwill move

RP's Van deputy to hold a
press conference with relatives
of seven soldiers today

By Sinan Yilmaz
Turkish Daily News

ANKARA- Members of Parliament and the relatives of the seven Turkish soldiers held captive by the Kurdistan Workers' Party or PKK will hold a press conference today to call for the release of the hostages. The seven hostages have been held by the PKK for periods ranging from one year to three months. The conference will be attended by Fethullah Erbaş, Van deputy of the Welfare Party (RP), other members of Parliament and the relatives of the soldiers.

Erbaş told the TDN on Thursday that the relatives had petitioned the RP and many other political parties to fight for

Turkish Daily News

FRIDAY, FEBRUARY 16, 1996

the release of the young men, all of whom were doing their compulsory military service when they were captured. The seven — 2nd Lt. Mustafa Özüiker and privates Ibrahim Yaylacı, Ramazan Çelik, İsmail Başaran, Tuncay Kavakoğlu, Hakan Puşat and Mehmet Sıkılğan — were taken captive on different dates. The PKK also hold three teachers. The PKK has announced before that it would release the hostages, but not unconditionally.

Red Cross officials have reportedly attempted persuade the PKK to release the hostage, but the PKK refused. Recently, PKK sources have said that the PKK leader Abdullah Öcalan would arrange the release in order to establish better relations with the Turkish government. The same sources say that the PKK may be effected by the deputies's involvement.

Turkish Daily News

SUNDAY, FEBRUARY 18, 1996



Iraqi President Saddam Hussein

Iraq oil sale might have repercussions

Touchy issue: Baghdad fears that accepting an offer of limited oil sales, promoted by archenemy Washington, could delay lifting the full embargo

By Jack Redden
Reuters Staff Writer

AMMAN- An agreement for Iraq to resume limited oil exports would be a two-edged sword for both Iraqi President Saddam Hussein and the countries that are trying to unseat him. The unpredictable consequences for both sides after more than five years of struggle have left Amman diplomats, the "Iraq watchers," divided over whether the talks underway in New York will lead to an early resumption of oil sales.

"Each factor has both faces," one diplomat said of the long-term damage or benefits from easing the trade embargo imposed after Iraqi invaded Kuwait in 1990.

While that diplomat believed an agreement with the United Nations for limited oil sales was likely, others expected the talks to

MPs and relatives urge PKK to release captive soldiers

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Members of Parliament and relatives of the eight Turkish soldiers held captive by the Kurdistan Workers' Party (PKK) held a press conference on Thursday at the Parliament to call for the release of the hostages.

Speaking at the press conference, Fethullah Erbaş, Van deputy of the Welfare Party (RP), said that the relatives of eight soldiers had been hopefully waiting for eight months, adding that they knew their sons were in northern Iraq and that if the PKK released them it would contribute to the peace process. Erbaş expressed support for the initiatives of

the Committee of Peace, Brotherhood and Solidarity to fight for the release of the soldiers, adding that he would back the committee in every way.

Ismail Nacar, the chairman of the committee, said that they had called for a PKK ceasefire before and it had been provided. He said the committee wanted the soldiers to be released on the occasion of Şeker Bayram.

The hostages, including one second lieutenant, have been held by the PKK for different periods of up to eight months, while clashes between Turkish soldiers and PKK militants continued in northern Iraq.

fail the same as negotiations earlier in the embargo. The uncertainty is evident at the United Nations, where Iraq's upbeat portrayal of the negotiations was countered by a U.S. suggestion that Iraq may be more interested in publicity than discussing details of a proposed agreement.

Iraqi acceptance of Security Council resolution 986 would let Baghdad sell \$2 billion worth of oil over six months, on a renewable basis, to buy humanitarian goods. That will require agreement on a range of potentially difficult areas involving U.N. monitoring of oil sales and distribution of food. The immediate impact would be extra food and medicine for a population that has seen standards of living plummet since 1990. But the deeper political implications of the first easing of the ban on Iraqi oil exports — virtually its only source of foreign currency — are impossible to predict.

At home Iraq has portrayed the opening of talks, previously rejected by Saddam, as a victory in the fight to end sanctions, complete with celebratory volleys of gunfire into the air. Iraq's state-run media talks of trucks, trains and ports prepared for the imminent arrival of food — a speed of oil sales, food purchases and delivery that is impossible even if the U.N. talks succeed.

"Before they accept something, they have to stage a show," said a foreigner who was in Baghdad when the oil talks began. Accepting the previously unpalatable U.N. terms would give Iraq funds to import food and medicine, especially valuable if it is running short of hard currency.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, FEBRUARY 19, 1996

Turkey's Truculence

Greek and Turkish nationalist hot-heads were equally to blame for the two countries' near war over some uninhabited Aegean rocks last month. But Athens and Ankara have followed sharply different courses since President Bill Clinton's personal telephone diplomacy persuaded both sides to withdraw their flags and forces.

Greece's prime minister, Costas Simitis, has acted responsibly, standing up to warmongering Greek politicians and journalists and stressing his preference that the quarrel be resolved without bloodshed. But Turkey's leader, Tansu Ciller, has deliberately kept the issue inflamed with belligerent rhetoric, complicating life for Mr. Simitis and would-be Turkish moderates.

"We expressed our decisiveness very clearly ... and we got our result," Mrs. Ciller bragged after the mutual pullback, shamelessly claiming that it was Turkish truculence and warships, not President Clinton's diplomacy, that led the Greeks to back down. Her clear implication is that Turkey should threaten the use of force to back its claim to thousands of other disputed Aegean islands as well.

Both prime ministers are under considerable political pressure. Mr. Sim-

itis, a socialist known for pragmatism, took over from the ailing Andreas Papandreou only weeks ago. He has not yet had the chance to establish his own authority and still labors under his predecessor's shadow.

Mrs. Ciller, a pro-Western conservative, fared poorly in recent elections that saw a nationalist religious party gain influence. But while Mr. Simitis is keeping faith with

his own pragmatic values, Mrs. Ciller has been playing to the nationalist galleries.

That this argument over empty rocks almost brought two North Atlantic Treaty Organization allies to combat is unsettling. That it fell to Washington to resolve the crisis underscores the diplomatic fecklessness of the European Union, to which Greece

belongs and Turkey aspires. While the American mediation effort succeeded, it used up political capital Washington had been husbanding to push for a resolution of the far more important Cyprus conflict.

The most discouraging feature of this flare-up, however, is that Turkey's most prominent pro-Western politician is still fanning the flames.

—THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, FEBRUARY 19, 1996



Agence France-Presse

Necmettin Erbakan, right, and Mesut Yilmaz answering reporters during a joint press conference in Ankara.

Outlook Fades for a Turkish Coalition

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — A right-wing leader, Mesut Yilmaz, imposed a last-minute condition on talks with a pro-Islamic party Sunday, which may torpedo hopes of a coalition to end Turkey's seven-week political crisis.

A senior official in his Motherland Party said Mr. Yilmaz was insisting on the formation of a Motherland minority government before agreeing to an alliance with the Welfare Party.

Talks that were to resume Sunday, the fourth session in

five days, were promptly adjourned by both sides until Monday "for a better evaluation of the current situation."

The Islamist Welfare Party announced the delay.

"The meeting has been postponed until tomorrow, Monday, Feb. 19, at 1300 hours to complete certain final points," said a senior party official, Sevket Kazan.

Welfare narrowly finished first in inconclusive general elections in December in which Motherland — campaigning as a secular alternative — took the third-highest number of seats in the 550-

member Parliament.

"This is our pre-condition: the Motherland must set up a minority government with the support of Welfare from outside," the Motherland deputy chief, Ilker Tunca, said.

"In the meantime, coalition talks between Motherland and Welfare will continue for a coalition protocol," he added.

"Our primary aim is to get rid of this government," he said. "So, during coalition talks with Welfare, which will take some time, the standing government must be a Motherland government, not this one."

Analysts said the move had stalled the coalition talks toward an alliance bringing an Islamic party into power for the first time since 1923. "There is no reason for Welfare to agree to this condition," one source said. "Welfare is now feeling as if it is deceived."

The pro-Islamic Welfare Party leader, Necmettin Erbakan, hinted Sunday at the possibility of setting up a coalition government with caretaker Prime Minister Tansu Ciller's center-right True Path Party. (AFP, Reuters)

Libération - 19 Février 1996

En Turquie, Yilmaz hésite à s'allier au parti islamiste

La droite libérale préférerait gouverner seule.

Istanbul, de notre correspondant

Le dirigeant de la droite libérale turque, Mesut Yilmaz, semble au dernier moment hésiter à franchir le pas «historique» d'une coalition gouvernementale avec les islamistes du Refah, exigeant dimanche de former seul un gouvernement minoritaire, avec le soutien extérieur du parti de Necmettin Erbakan.

Le Refah (Parti de la prospérité, islamiste) avait remporté d'une courte tête les élections législatives du 24 décembre dernier avec 21,6% de voix et 158 sièges sur 550. Les marchandages sur un gouvernement de coalition avec l'Anap ou Parti de la mère patrie (19,6% des voix) de Mesut Yilmaz se sont poursuivis toute la semaine, et l'annonce officielle de l'accord définitif entre les deux partis était attendue pour dimanche. L'accord prévoyait une alternance au poste de Premier ministre

Les organisations de femmes se sont dressées contre une éventuelle présence des représentants du Moyen Âge et de la charia dans le gouvernement laïque de la République kémaliste.

entre les deux leaders. Necmettin Erbakan a déjà été, en 1974, vice-Premier ministre dans une coalition avec les sociaux-démocrates, puis, en 1978, avec la droite et Suleiman Demirel, l'actuel chef de l'Etat. Mais la situation alors était différente, et le Parti du salut national qu'il dirigeait à l'époque était nettement moins radical que le Refah.

L'entrée au gouvernement de ce parti, qui dans son programme remet ouvertement en cause la laïcité inscrite dans la Constitution et l'ancrage vers l'Europe au travers de l'union douanière, continue de susciter de très nombreuses résistances.

Au moins 20 députés qui forment l'aile progressiste et laïque de l'Anap s'opposeraient à cette coalition.

L'ensemble des organisations de femmes a également déclaré son opposition contre la présence «des représentants du Moyen Âge et de la charia



Erbakan, leader du Refah, le parti islamiste.

(la loi islamique) dans le gouvernement laïque de la République kémaliste». L'armée et les grands médias forment le pilier du front de refus. Les porte-parole officiels de l'Etat Major insistent publiquement sur le rôle de «protecteur de la laïcité» des forces armées. Les généraux auraient même averti le président de la République sur les dangers

de la présence des ministres islamistes dans les réunions à huis clos du Conseil de sécurité nationale. Mais le président Demirel a affirmé qu'il ne «pouvait pas discriminer un parti représenté légalement et légitimement au Parlement». Les grands médias privés, qui ont presque inconditionnellement soutenu le gouvernement de Tansu Ciller depuis trois ans, critiquent violem-

ment le chef de l'Anap: «Réfléchis bien Mesut!» a titré le quotidien populaire *Milliyet* (centre, 400.000 exemplaires). «Ne vends pas le pays aux islamistes pour devenir Premier ministre», a estimé *Sabah*, autre journal populaire (libéral, 500.000 exemplaires). Les milieux d'affaires sont plus réservés mettant l'accent sur «l'état catastrophique de l'économie turque», mais s'inquiè-

tent des conséquences sur les relations avec l'Europe. Les Kurdes et la gauche estiment quant à eux que l'arrivée du Refah au pouvoir «démasculerait au plus vite la démagogie de ce parti» et entraînerait le début de son déclin. «Mettons fin à cette psychose des islamistes», écrit le chroniqueur Ahmet Altan (gauche libérale), ils ont gagné les élections, ils ont le droit de diriger le pays.»

MUSA AKDEMIR

Turkish Daily News

MONDAY, FEBRUARY 19, 1996

US urges Syria to cooperate with Turkey against PKK

Turkish Daily News

ANKARA- The United States wants Syria to cooperate with Turkey against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), the Anatolia news agency reported from Washington on Sunday. Syria is among the countries the United States accuses of supporting terrorism on the grounds that it uses it as a tool in foreign policy.

During his meeting with Jewish leaders, U.S. Secretary of State Warren Christopher said Syria would not be removed from the list containing the names of the countries which back terrorism. Following this development, State Department Spokesman Nicholas Burns pointed out that the United States had not made any distinction among violent organizations stressing that "terrorism is terrorism." "There is no difference between the PKK and Hezbollah or others. All of them are terrorist organizations," Burns said.

High level American officials told Anatolia that the United States, on every occasion, urged Syria to stop its support for terrorism, particularly that given to the PKK. They said they specifically made that call to President Hafez al-Assad and to other officials during meetings.

Describing the PKK as a "bloody and wild terrorist organization which massacred innocent people," U.S. officials

urged Syria to cooperate with Turkey against that terrorist organization. They emphasized that problems would be experienced in bilateral relations as long as Syria provided support for the PKK.

However various sources underline that the United States and Israel had not said "no" to Syria's proposal that the water issue be taken up regionally within the framework of the Middle East peace talks. Although Syria, in some circles, is viewed as using terrorism as a trump card against settling the water issue, both Israel and the United States view Syria's request as reasonable, according to Anatolia.

A political observer in Washington said since Syria wants the water issue to be discussed within a regional framework, Turkey should be very well prepared on all aspects.

The U.S. State Department is expected to issue its annual report on terrorism in April. In addition to Syria, Iran, Iraq, Libya, the Sudan, North Korea, and Cuba remain on the list as well. The countries that appear on this list are excluded from various American aid programs. Syria is the sole country on the list with which the U.S. has formal relations. U.S. Secretary of State Christopher has gone to Damascus 17 times since the beginning of 1993. U.S. President Bill Clinton has met with Assad two times, once in Damascus.

Jordan lets Iraqi anti-Saddam group open office

Reuters

AMMAN- King Hussein stepped up his campaign against Iraqi President Saddam Hussein on Sunday, allowing an Iraqi opposition group to announce the opening of an office in Amman.

The Iraqi National Accord, one of numerous groups seeking to overthrow Saddam, began its news conference with a statement thanking King Hussein and his government for allowing it to open a "beacon of light into Iraq."

"It is they that allow us today to speak about the work of Al Wifaq (Iraqi National Accord) and why change is necessary in Iraq," it said.

The group accused Saddam of terrorizing Iraq and expressed fear the limited Iraqi oil exports now being discussed at the United Nations would only increase his hold on the population.

The group, which has offices in London, Damascus and the Kurdish autonomous region of northern Iraq, said it would open what would probably be a "regional headquarters" within days. Initially the office will focus on "information and propaganda" about Iraq, including plans to print a

Jordanian edition of the group's newspaper, spokesman Salah Sheikhy said. Diplomats said Washington for months had wanted King Hussein to open an Iraqi opposition office in Amman. It had also sought to open an opposition radio station but Iyad Allawi, secretary of the group, said that was "not yet" in the Amman plans. The Iraqi National Accord is a secular body which groups a range of people, including ex-army men who once worked with the government. It has been going for at least five years but will not disclose how many members it has, citing security reasons. The hosting of an Iraqi opposition group marks an escalation of King Hussein's campaign against his one-time ally Saddam, which began in earnest last August when he gave sanctuary to top-level defectors.

The announcement came at the end of a week in which Jordan has made major progress in repairing ties with Arab states that were angered by King Hussein's sympathy for Iraq during the 1990-91 Gulf cri-

sis. He was officially received in Saudi Arabia for the first time since 1990 and an exchange of messages with Kuwait showed that the rift was also healing.

"Our role here also will be political," Allawi told a news conference in a hotel just down the road from the Iraqi embassy. "(That is) to lobby through Jordan (with) our Arab brothers, our Jordanian brothers and the people at large for our just cause to see Iraq free of tyrants and disaster," said Allawi. The Iraqi National Accord is one of several, often fractious, groups fighting Saddam.

The spokesman said it had good relations with other groups but was not now cooperating with the Iraqi National Congress, the umbrella organization. King Hussein had offered to host a meeting of opposition groups to encourage unity in planning a post-Saddam Iraq, but found little enthusiasm among his own officials. Many Jordanians remain sympathetic to Iraq in its confrontation with the West.

Le Point de la session février | 1996

PE 197.119

PARLEMENT EUROPEEN



Provocation de la Turquie et contestation par ce pays des droits souverains d'un Etat membre de l'Union: Vote

15.02 - Inquiet des actions militaires de provocation menées par la Turquie au sujet de l'îlot rocheux d'Isma, dans la partie orientale de la mer Egée, et préoccupé par le risque de réaction disproportionnée si ce différend se prolonge, le Parlement européen, en adoptant une résolution commune des groupes PSE, PPE, UPE, ELDR, GUE/NGL et Verts, par 342 voix contre 21 et 11 abstentions, exprime sa vive préoccupation face à cette dangereuse violation par la Turquie des droits souverains de la Grèce et s'inquiète de la montée de la tension militaire dans la mer Egée.

Il déplore que la Grèce et la Turquie se trouvent au seuil d'un conflit et réclame l'arrêt immédiat

de toutes les actions qui mettent en danger la paix et la stabilité dans cette région.

Il souligne que les frontières de la Grèce constituent également une part des frontières extérieures de l'Union et demande à la Turquie de se conformer aux règles de l'OSCE selon lesquelles tout litige doit être réglé par des voies pacifiques, conformément au droit international.

Il déplore que l'Union et les Quinze ne soient pas parvenus à réagir efficacement dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, et invite le Conseil à prendre les mesures qui s'imposent pour améliorer les relations entre la Grèce et la Turquie.

Jeune Afrique, 21 février 1996

Turquie-Syrie: donnant-donnant.

■ Nouredine Nourhane, porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, a exposé, le 14 février à Ankara, les conditions d'une reprise des négociations avec la Syrie. « Nous parviendrons à une politique de bon voisinage, a-t-il indiqué, lorsque

Damas aura arrêté et extradé les dirigeants du Parti du travail du Kurdistan (PKK), qui doivent être jugés en Turquie. » Nourhane faisait allusion à Abdallah Ojlane, le leader du PKK, qui continue de mener des opérations militaires dans le Kurdistan turc, à partir du territoire syrien.

Quant au projet de construction d'un barrage sur l'Euphrate, Nourhane a estimé que la plainte syrienne auprès de la Ligue arabe n'avait pas de sens, puisque l'accord entre les deux pays sur le partage des eaux du fleuve attribue à la Syrie un débit de 500 m³, et que ce quota a été largement dépassé en 1995.

Question : s'il advenait qu'Ojlane soit livré à Ankara, les projets de barrage sur l'Euphrate tomberaient-ils à l'eau ?

HOMMES & ÉVÉNEMENTS

MARDI 30 FÉVRIER 1998

LA CROIX L'ÉVÉNEMENT

Turquie Deux mois après un appel au cessez-le-feu de la guérilla kurde, le régime turc refuse toujours d'y répondre mais continue de harceler les Kurdes modérés

UN VIEUX LION KURDE DANS LES GEÔLES TURQUES

ISTANBUL

DE NOTRE CORRESPONDANT

Un vieil homme, vêtu d'un imperméable, avance péniblement entre deux policiers vers l'ambulance chargée de le conduire à la prison centrale d'Istanbul. A 72 ans, malade du cœur et souffrant probablement d'un cancer de la prostate, Abdulmeik Firat a été incarcéré le mois dernier et doit passer en jugement dans la ville d'Erzincan, à l'est de la Turquie, le 7 mars prochain. Ce notable kurde est accusé par un repenti du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la guérilla autonomiste kurde, d'avoir hébergé des terroristes et tenu des propos séparatistes.

Un vaste mouvement de solidarité s'est créé en Turquie autour de cette personnalité. Son em-

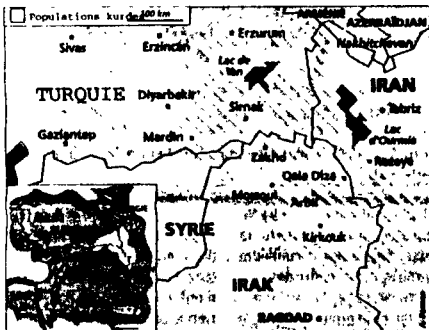
prisonnement a porté un nouveau coup aux espoirs de ceux qui essaient de promouvoir une solution pacifique à la question kurde. Abdulmeik Firat est, en effet, l'une de leurs figures les plus indépendantes.

Treize ans d'exil, douze de prison

Petit-fils de Cheikh Saïd, qui mena en 1925 une rébellion kurde contre le père de la Turquie moderne, Mustapha Kemal Atatürk, déporté à l'âge de 2 ans avec ses parents, il fut à 23 ans l'un des plus jeunes députés du pays. Accusé de communisme dans les années 60, cet amateur d'échecs a vécu en exil pendant treize ans et passé douze ans en prison, mais l'un de ses plus proches soutiens fut longtemps l'actuel et très conservateur président de la Ré-



La statue d'Atatürk, père de la Turquie moderne, s'élève sur la place de Mardin, dans le Kurdistan turc. Le conflit turco-kurde a fait entre 15 000 et 30 000 morts depuis 1984. (Photo Stéphane de Boutray/Vu.)



L'un des peuples les plus anciens du Moyen-Orient, les kurdes ont été, dans l'Histoire, intimidés mêlés aux ethnies voisines et peu de turcs n'ont pas un ancêtre lointain kurde. Les recensements officiels évitent soigneusement de poser la question de l'appartenance ethnique, les estimations sont difficiles à établir. Selon la Documentation française, en 1993 il y avait entre 9 et 12 millions de Kurdes en Turquie, 5 à 8 en Iran, 4 à 4,5 en Irak et 1 million en Syrie. Ils représentent ainsi environ 20% de la population en Turquie et en Irak, 10% en Iran et 8% en Syrie.

publique, Suleyman Demirel, un ami de trente-sept ans. La censure est survenue il y a dix-huit mois lorsqu'une pression accrue des forces de sécurité sur les régions kurdes et sur son entourage provoqua le raidissement du vieil homme.

En novembre 1994, Abdulmeik Firat démissionne du Parti de la juste voie (DYP), la formation de Suleyman Demirel et du premier ministre Tansu Ciller. Critique acerbe du kemalisme, l'idéologie reine à Ankara, il ironise sur la « République dictato-

riale » turque et souscrit aux propos d'un député islamiste qui demande la réhabilitation des auteurs d'un attentat contre Atatürk dans les années 20. La perte de son immunité parlementaire, après sa non-réélection lors des élections législatives de décembre dernier, lui aura été fatale.

Le conflit turco-kurde a fait entre 15 000 et 30 000 morts depuis 1984 et l'affaire Firat souligne une nouvelle fois l'extrême difficulté pour les hommes politiques, les journalistes et les intel-

lectuels turcs d'échapper à la répression ou aux tribunaux, dès lors qu'ils s'écartent des dogmes officiels sur l'unicité de la nation turque.

Dans une perspective proche de celle de Abdulmeik Firat, un nouveau mouvement s'est constitué le 4 février dernier, prenant d'ailleurs fait et cause pour le « vieux lion » emprisonné. « Baris İcin Biraraya Gelelim » (« Tous ensemble pour la paix ») rassemble des députés sociaux-démocrates et des élus islamistes. Des professeurs d'université y joignent une vedette du rock et un réalisateur de cinéma en vogue.

« Tous ensemble pour la paix » veut pousser le régime à prendre en considération un cessez-le-feu proclamé par le PKK le 15 décembre dernier. Mais la réponse de l'État est pour l'instant aux antipodes de telles attentes. L'armée a ainsi mis sur le compte du PKK l'explosion d'une camionnette et la mort de ses 11 passagers, à la mi-janvier, dans la localité kurde de Sirkak. Une délégation de « Tous ensemble pour la paix » vient de partir sur place pour tenter d'établir les responsabilités réelles de ce massacre qui a exacerbé la répression dans cette région.

Le même groupe essaiera de se rendre ensuite à Sivas, ville du centre du pays, gagnée par la peur. Dans cette province où les Kurdes ne forment qu'une minorité, le PKK d'un côté et les forces de sécurité de l'autre tentent de faire basculer dans leur camp les Alévites, une communauté issue d'une insidieuse de l'islam, profondément attachée à la laïcité et qui s'est tenue jusqu'ici en marge du conflit.

Les deux partis sociaux-démocrates turcs, fortement ancrés dans la région et peu suspects de

sympathie avec le PKK, viennent de publier des rapports consacrés à Sivas. Le tableau qu'ils dépeignent rappelle la stratégie appliquée par les forces de sécurité dans le Sud-Est à majorité kurde : destruction de villages, immigration forcée des ruraux dans les villes, mise en place de milices de villages dans les bourgs acquis à leur cause.

Dix provinces en état d'urgence

80 villages de la région de Sivas ont ainsi déjà été évacués par l'armée parce qu'ils auraient fourni du ravitaillement aux rebelles. Aucune structure d'État ne se préoccupe des milliers de personnes, dont plus de la moitié sont des femmes et des enfants, jetés sur les routes. L'armée « voit un coupable potentiel dans tout Alévi », se plaignent plusieurs maires des environs.

L'État continue en fait d'interpréter le conflit kurde comme une conséquence du sous-développement économique du sud-est du pays. Le premier ministre, Tansu Ciller, soutient que la solution passe par une politique d'investissements dans cette région, après sa pacification militaire.

Le chef du gouvernement est à bonne école. Ünal Erkan, ancien super-préfet de Diyarbakir, la « capitale » du Kurdistan, a été élu lors des dernières élections sous les couleurs du DYP. Il vient d'expliquer que, bien que les actions du PKK aient diminué de 65 % en 1995, il n'était pas question d'assouplir la politique répressive de l'État. Depuis seize ans, l'état d'urgence est imposé dans dix provinces du Sud-Est, à majorité kurde. La démocratie est au programme dans cette région, mais pour plus tard.

Claude ORTACQ

Le PKK déploie ses tentacules

Les autorités turques disent le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur le déclin. Un récent accord inter-kurdes signé au nord de l'Irak laisse supposer le contraire. Ce mouvement de guérilla, actif en Turquie depuis 1984, redevient en tout cas une préoccupation dans les chancelleries occidentales du fait de son implantation grandissante sur l'échiquier kurde, de Damas — où réside son « président », Abdullah Öcalan — à Moscou, et de Bonn à Souleymanieh, grande ville d'Irak du Nord.

Sur son premier terrain d'action, le sud-est de la Turquie, le PKK semble effectivement sur la défensive. La politique de répression menée depuis 1992 par les forces de sécurité gouvernementales a coupé la guérilla de nombreux soutiens, à un prix très lourd pour la population. Environ 3 000 villages ou hameaux ont été détruits, plus de 2 millions de ruraux se retrouvent en situation de personnes déplacées. Ankara a

engagé quelque 300 000 hommes dans cette politique de terre brûlée.

Affaibli militairement, le PKK, dont les effectifs sont estimés à au moins 12 000 combattants, a réagi depuis trois ans sur plusieurs fronts. Il a étendu les zones touchées par la guérilla, portant le fer ces derniers mois dans la ville de Sivas, distante d'environ 400 kilomètres de la capitale, Ankara. Il a imposé à ses troupes en mars 1993, puis le 15 décembre dernier, deux cessez-le-feu unilatéraux, rejetés par la Turquie qui n'y voit qu'une tentative de la guérilla de reconstruire ses forces.

En outre, le PKK s'est implanté dans le nord de l'Irak, région hors de contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe, profitant de la lutte d'influence meurtrière qui oppose les frères ennemis kurdes irakiens, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani : les ac-

crochages entre ces deux mouvements ont fait plus de 2 000 morts en deux ans.

La France et l'Allemagne se démarquent

Ayant fait du Kurdistan irakien une base de repli par rapport au champ de bataille turc, le PKK a subi depuis 1994 les attaques concertées de l'armée turque et d'un PDK soucieux de garder le contrôle de la frontière entre la Turquie et l'Irak. Mais, redressant la tête, la guérilla du PKK est passée politiquement à l'offensive en s'affichant comme le rassembleur de tous les Kurdes.

Concurrent direct du PDK et de l'UPK, elle est parvenue à se constituer une importante base parmi les Kurdes d'Irak et, dès qu'elle s'est sentie assez forte, elle a lancé en août dernier une offensive contre le PDK. De nouveaux combats dans les régions de Dohouk, Zakhko et Qala Diza ont fait plusieurs centaines de morts cet automne. Après un cessez-le-feu décrété le 12 décembre,

un accord signé au plus haut niveau entre les deux mouvements reconnaît de facto le PKK comme l'un des trois principaux acteurs politico-militaires en Irak du Nord.

Toutes ces évolutions concernent les pays européens, où vivent 700 000 Kurdes. Et, au premier chef, l'Allemagne (400 000), et la France (70 000) qui ont déclaré illégal le PKK en 1993. Partout ailleurs en Europe occidentale, mais aussi en Scandinavie et en Russie, les diplomates et les services de police constatent que le PKK tente de s'imposer comme « le parti de tous les Kurdes ».

Il dispose pour cela d'une manne financière que certains experts attribuent au trafic de drogue. Ce mouvement, l'un des derniers rejetons du marxisme-léninisme, sait aussi user de puissants moyens de coercition dans les communautés immigrées. D'où et déjà, la question kurde déborde les frontières du Kurdistan.

Jean-Christophe PLOQUIN

Le retour d'exil du gendre du président irakien Saddam Hussein demeure inexpliqué

Le « repentir » du général Hassan conforte le régime baasiste

En dépit de certaines explications fournies à la presse par l'intéressé, le retour, mardi 20 février, à Bagdad, du général Hussein Kamel Hassan,

gendre du président irakien, six mois après sa fuite en Jordanie, soulève de nombreuses interrogations. Il a regagné la capitale irakienne ac-

compagné de sa famille. La télévision irakienne a annoncé qu'il serait traité en « citoyen ordinaire ».

AMMAN

de notre correspondante
au Proche-Orient

Six mois après sa spectaculaire fuite en Jordanie, le gendre du président irakien, Saddam Hussein, le général Hussein Kamel Hassan, a choisi, mardi 20 février, de regagner Bagdad avec sa famille. Le général, escorté de l'ambassadeur d'Irak en Jordanie, Nouri Louaïss, était accompagné de sa femme, Raghad, fille aînée du président, de son frère, le colonel Saddam Kamel Hassan, ancien officier chargé de la sécurité du président, et de sa belle-sœur, Rana, la deuxième fille de Saddam Hussein. Une quinzaine de personnes qui les avaient accompagnés en Jordanie ont pour leur part choisi de rester à Amman.

Le premier ministre jordanien, Abdel Karim Kabariti, a précisé que « le général Hassan avait regagné l'Irak de son plein gré, après avoir remercié, dans un message, le roi Hussein de son hospitalité ». Depuis quelques jours, le général Hassan multipliait les entretiens avec la presse pour souligner les changements positifs survenus, selon lui, en Irak. Il avait même affirmé qu'il n'avait « aucun contentieux avec le président Saddam Hussein ». Déclaration d'autant plus surprenante que, lors de

son unique conférence de presse, le 12 août, il avait appelé au renversement du président et exhorté l'armée irakienne à se soulever.

Ce qui a pu dicter ce soudain retour d'un homme mieux placé que quiconque pour connaître la cruauté du régime reste un mystère. Publiquement, le général Hassan a affirmé avoir été indigné par de récents propos du secrétaire américain à la défense, William Perry, faisant état d'une coordination entre les Etats-Unis et la Jordanie notamment, pour accélérer la chute du régime irakien. Il aurait, d'autre part, pris ombrage de l'accord donné par Amman à l'installation d'un groupe de l'opposition irakienne en Jordanie (*Le Monde* du 20 février). Ces explications font sourire puisque le général Hassan s'était lui-même déclaré prêt à coopérer avec toute personne pouvant l'aider « à débarrasser l'Irak de son régime criminel ».

Nul n'a toutefois voulu coopérer avec lui, compte tenu de son passé de criminel, quand il était l'homme lige du président. De plus, le roi Hussein, qui l'avait d'abord soutenu, n'hésitant pas à le présenter comme « un homme sincère qui cherchait à sauver son pays et son peuple », a progressivement pris ses distances, jusqu'à

considérer ces derniers temps qu'il était davantage un fardeau qu'un atout pour la Jordanie. Isolé au palais Hachémiyé, résidence des hôtes officiels de la Jordanie, le général Hassan avait vu ses rêves de pouvoir s'effondrer et ses seules distractions étaient sans doute, ces derniers temps, les entretiens téléphoniques qu'il accordait à la presse. Cela ne suffit pas toutefois à expliquer son retour dans un pays où il en faut beaucoup moins pour perdre la vie.

UN SCÉNARIO MONTÉ D'AVANCE ?

En annonçant son arrivée à Bagdad, la télévision irakienne a précisé que le général avait écrit, le 17 février, au président pour lui demander l'autorisation de rentrer. Ce qui lui fut accordé à l'issue d'une réunion extraordinaire du Conseil de commandement de la révolution et du commandement du parti Baas, les deux plus hautes instances du régime, a précisé la télévision, selon laquelle il sera « traité comme un simple citoyen ». Par cette annonce officielle, le président Saddam Hussein a sans doute voulu montrer que la défection de l'un de ses plus proches collaborateurs a pesé de peu de poids.

Difficile à expliquer, ce retour

relance les interrogations sur la véritable raison de sa venue à Amman. Certains se demandent s'il ne s'agissait pas d'un scénario conçu par le président irakien, pour lui permettre de livrer ses secrets militaires sans perdre la face. C'est en effet au lendemain de la défection du général Hassan que Bagdad avait appelé le chef de la commission spéciale de l'ONU pour le désarmement de l'Irak, Rolf Ekeus, afin de lui livrer des quantités impressionnantes d'informations, prétendument dissimulées par le général Hassan, alors en charge de l'Organisme d'industrialisation militaire.

Quoi qu'il en soit, cette affaire discrédite d'autant plus le roi Hussein que la plupart des Jordaniens avaient critiqué ses éloges à l'égard du fugitif et ne s'expliquaient pas son brutal changement de politique vis-à-vis de Bagdad.

En accueillant le plus célèbre transfuge irakien, le roi cherchait à améliorer ses relations avec les pays du Golfe, ce qui a été fait. L'erreur de jugement sur l'homme est en tout cas manifeste et risque d'embarrasser la Jordanie tout autant qu'elle lui a ponctuellement rendu service.

Françoise Chipaux

Iraq Must Spell Out Oil-for-Food Plan

By John M. Goshko
Washington Post Service

UNITED NATIONS, New York — UN and Iraqi officials have finished spelling out the specifics of what Iraq must do to win UN permission to make

limited oil sales for money to buy food and medicine for its hard-pressed population.

It is now up to President Saddam Hussein of Iraq to decide if he will accept the strict UN conditions and, if he does, to provide a detailed plan of the

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

WEDNESDAY, FEBRUARY 21, 1996

steps Iraq would take to comply, according to informed sources. The 15-nation Security Council then would have to approve the Iraqi plan.

If negotiations do lead to an eventual agreement, it would mark the first relaxation of the sanctions that have isolated Iraq from the world economy since its defeat in the 1991 Gulf War. The sanctions have bitten hard, reportedly contributing to widespread hunger and illness among the Iraqi masses.

Iraq previously had rejected UN terms

for permitting an oil-for-food deal as a violation of its sovereignty. On the other side, hard-line foes of Mr. Saddam on the Security Council, led by the United States and Britain, have insisted that Iraq adhere closely to the spirit and letter of the UN conditions, and they have served notice that they will scrutinize any agreement very closely before giving it their approval.

At issue is last year's Security Council Resolution 986, which offers Iraq partial relief from the sanctions. It would permit Iraq to sell \$2 billion worth of oil — about 700,000 barrels a day over six months — provided that the sales are carried out in ways specified by the United Nations and are monitored to ensure that all proceeds are used to provide humanitarian relief for the Iraqi people.

The end of 14 so-called "technical

discussions" between the UN and Iraq caused an initial rush of speculation Monday about whether they had produced some kind of agreement in principle. Fueling the speculation had been some upbeat public statements by the chief Iraqi negotiator, Abdul Amir Anbari, and an orchestrated campaign in the Iraqi media hinting broadly that relief from the sanctions was imminent.

But Hans Correll, the UN legal counsel and chief negotiator, insisted that the purpose of the just-completed round of talks had been to "prepare the ground for political consideration" of a deal by going over all the elements that must be satisfied in any agreement.

"There is no deal," Mr. Correll said. "It is for the secretary-general and the government of Iraq to assess the results. Then they will decide whether to go further."

"Correll and Anbari have produced a paper," said one source, who declined to be identified. "It lays out for the Iraqis what has to be done to meet the many technical conditions of Resolution 986: the circumstances under which they can make contracts to sell oil, how an escrow account to receive the proceeds of these sales would operate, what is needed in the way of verification both to keep track of the money and to ensure that food and medicine are reaching the intended recipients."

"Now the Baghdad government must decide if it wants to swallow these terms, and, if so, it has to give the Security Council chapter and verse about how it will be done," the source added. "At this point, we don't know if Saddam Hussein is willing to do that. In fact, his negotiators made it clear that they don't know themselves how he will react."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, FEBRUARY 21, 1996

Demirel Says Islamic Party Is No Threat to Democracy

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Apparently trying to reduce concerns about the survival of Turkey's secular political system, President Saleyman Demirel said Tuesday that the inclusion of an Islamic party in the next government was nothing to fear.

The Welfare Party, the Islamic party that became the biggest group in Parliament as a result of elections Dec. 24, is negotiating with the center-right Motherland Party of former Prime Minister Mesut Yilmaz to form a governing coalition.

Leaders of the two parties said Monday that they had moved nearer to agreement, although a government program and the division of ministries still needed to be worked out.

"There is no need to worry about secularism or democracy by misinterpreting the election results," President Demirel said in a televised message marking the feast to celebrate the end of the Muslim holy month of Ramadan.

"It is not possible to change Turkey's fundamental character," he said. "The place of our great Ataturk, the founder of our republic and the savior of Turkey, remains undisputed in the hearts and minds of our people."

Kemal Ataturk, who founded secular Turkey from the ashes of the Islamic Ottoman Empire 73 years ago, is accorded demigod status and his pictures hang in most offices and public places.

Turkey has been virtually rudderless since Prime Minister Tansu Ciller's right-left coalition collapsed five months ago.

Mr. Yilmaz of the Motherland Party has said he was forced to turn to Welfare by Mrs. Ciller's refusal to yield the prime ministry in a possible conservative coalition proposed by Motherland. Welfare sought to ally with

Motherland when all other secular parties shunned it.

Mr. Yilmaz was quoted in the Milliyet newspaper Tuesday as saying that Welfare was dragging its feet and that for him the end of February was the deadline for final agreement.

"If the protocol is not signed by the end of the month, then this is not going to happen," he said.

Mr. Yilmaz said some Welfare members were uncomfortable with the proposed distribution of cabinet posts, which the Welfare Party chairman, Necmettin Erbakan, previously said he had accepted. Mr. Erbakan was deputy prime minister in three short-lived coalitions in the 1970s.

"With all the complications, it looks as if all conditions are in place for this coalition to do nothing at all," wrote Mehmet Tezkan in the liberal Yeni Yuzyil daily. "The constant transfer of the prime ministry shows a coalition weighed down with a mutual lack of confidence."

Some Motherland liberals have said that they cannot accept the idea of bringing Welfare to power, giving rise to doubts about a crucial vote of confidence any government must win. Just 16 defections could sink the government, which requires 276 votes.

Mr. Yilmaz, who called for secular votes to block Welfare in December's elections and had promised not to ally with the Islamists, says any coalition he forms with Mr. Erbakan would calm all the fears of secular Turks.

"I will be prime minister for the first 10 months," Mr. Yilmaz told reporters Monday. "Our party colleagues will meet on Wednesday in a joint commission. We expect their work on the sharing of the ministries to be finished by Friday."

(AP, Reuters)

2 Sons-in-Law of Saddam Return to Iraq

Compiled by Our Staff From Dispatches

AMMAN, Jordan — Two top-level Iraqi defectors and their wives returned to their homeland Tuesday, six months after they fled from Baghdad and vowed to topple Saddam Hussein.

A convoy of limousines provided by Jordan's Royal Palace whisked Lieutenant General Hussein Kamel Majid and his brother, Colonel Saddam Kamel Hassan, and their families to the Iraqi border, where they were received by a large delegation, witnesses said.

Jordan's prime minister, Abdel Karim Kabariti, said the decision was one that General Kamel "has taken by himself." Both men are married to President Saddam's daughters. General Kamel is married to Raghda, the eldest of Mr. Saddam's three daughters and once his favorite. His brother is married to Mr. Saddam's middle daughter, Rana.

The general was once Mr. Saddam's right-hand man and former director of his clandestine weapons programs, while the colonel was the

former head of the president's palace guard.

General Kamel said Monday that he planned to return home within days, apparently because he had been rejected by Iraqi opposition forces seeking to topple his father-in-law.

In rejecting him, the opposition groups considered that, as a key member of Mr. Saddam's hierarchy for many years, he had too much blood on his hands to be acceptable in their campaign to oust the regime.

Arab and Western governments also shunned him.

The general asserted that the Iraqi leadership had welcomed his request to return to Baghdad.

The defectors' change of heart comes in advance of parliamentary elections that Mr. Saddam says will be held March 24 as part of promised political reforms by the government to improve its image.

But Iraqi opposition groups and Western governments dismiss these moves as merely cosmetic.

General Kamel's defection to Jordan on Aug.

8, apparently the result of a feud with Mr. Saddam's eldest son, Odai, was regarded at the time as a major blow to Mr. Saddam, exposing rifts in his inner circle.

But the regime weathered the defection even though — because of his intimate knowledge — the general's move forced Iraq to surrender to United Nations weapons inspectors a huge amount of data on military programs that it had hidden since the end of the Gulf War in 1991.

These showed that the weapons programs were far more advanced than UN or Western intelligence agencies had suspected.

General Kamel said Monday that he had not placed any conditions on his return but declined to say if the unpredictable, normally unforgiving Mr. Saddam had pardoned him.

An official at the Iraqi Embassy in Amman, speaking on condition of anonymity, said the general had "received a positive response from the government. He will be safe and welcomed in his country, and he will not be punished for his misdemeanor." (AP, Reuters)

LE MONDE / JEUDI 22 FÉVRIER 1996

Des « amis » français de l'Irak vont ouvrir un bureau à Bagdad

AVEC TÉNACITÉ, certains « amis » français de l'Irak continuent de préparer l'avenir, confiants dans la levée à plus ou moins long terme des sanctions imposées à Bagdad, en août 1990. Le Conseil du commerce et de l'industrie (CCI) franco-irakien, créé, en juin 1995, par l'ancien chef d'état-major des armées, le général Jeannou Lacaze, ouvrira dans la capitale irakienne durant la première quinzaine d'avril un bureau qui sera tenu par un Irakien. L'Association franco-irakienne de coopération économique (Afice) a commencé, elle, à publier une « lettre d'information trimestrielle » principalement destinée aux entreprises.

Les responsables du CCI et de l'Afice ne s'en cachent pas : au-delà de la sympathie ou de l'amitié qu'ils ont, ou pourraient avoir, pour le régime de Bagdad — ou peut-être grâce à ces sympathies —, ils entendent être les vecteurs de l'implantation ou du retour d'entreprises françaises sur le marché irakien. « Nous ne voulons pas que l'Irak devienne un Koweït bis pour la France », explique un proche collaborateur du général Lacaze, ce qui signifie qu'il ne faut pas que les entreprises françaises en soient réduites à récolter les seules miettes de l'énorme chantier que sera l'Irak, lorsque l'embargo imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU sera partiellement ou totalement levé.

Il y a dans ses propos comme un regret, et une fascination pour les Etats-Unis, où le pouvoir s'implique pour favoriser les entreprises américaines à travers le monde. Ce qui n'a pas été le cas en France avant l'élection du président Jacques Chirac, estime ce collaborateur de M. Lacaze, qui juge très positives les récentes « initiatives » prises par le gouvernement : visite à Bagdad du directeur Afrique du

Nord-Moyen-Orient au Quai d'Orsay, accueil à Paris du vice-premier irakien, Tarek Aziz, et plaidoyer pour une meilleure assistance humanitaire à l'Irak.

Aussi, après un séjour en Irak, du 26 novembre au 2 décembre, en compagnie notamment de trois sénateurs et de représentants d'entreprises de travaux publics, d'industries pharmaceutiques et agro-alimentaires, le général Lacaze projette-t-il de s'y rendre de nouveau, vers le 15 avril, lors de l'ouverture du bureau du CCI. L'objectif est d'assurer une continuité entre deux voyages, de maintenir le lien pour les entreprises françaises et de faciliter l'élimination des barrières administratives et bureaucratiques.

CONCURRENCE

Les autorités irakiennes, dit-on dans l'entourage du général Lacaze, souhaitent avoir affaire à des interlocuteurs fiables et les voir mener en France des actions concrètes — d'ores et déjà, le général Lacaze a invité le ministre irakien de l'agriculture, Abdel Ilah Hamid Mohamad Saleh, à visiter le Salon de l'agriculture, à la fin de février, à Paris. La concurrence est déjà telle à Bagdad que même les grandes entreprises, dont certaines étaient présentes en Irak avant l'embargo, pourraient avoir, en quelque sorte, besoin d'appuis, les petites et moyennes ayant, elles, tout à découvrir.

En même temps qu'elle se propose de créer une chambre de commerce et d'industrie française « conçue spécialement pour les relations avec l'Irak », l'Afice a commencé à publier, en décembre, une lettre d'information trimestrielle. Si le premier numéro a été consacré à la situation humanitaire en Irak, on n'y découvre

pas moins un plaidoyer en faveur de ce que son auteur considère comme une amorce de démocratie à Bagdad. « Les 99,96 % de « oui à Saddam Hussein » obtenus lors du référendum du 15 octobre 1995 sont « un acte d'allégeance à un chef dans la plus pure tradition arabe ». « Il ne s'agit pas d'un subterfuge, n'hésite pas à écrire Gilles Munier, secrétaire général de l'Afice, mais bien d'une avancée démocratique... »

Les services que propose l'Afice, émanation des « Amitiés franco-irakiennes » et dont le comité de patronage, présidé par Roselyne Bachelot, député RPR du Maine-et-Loire, comprend deux autres députés de la majorité, vont de la préparation et de l'organisation des voyages en Irak au suivi des dossiers à Bagdad.

Ahmad Chaker, président de l'Association pour le développement des relations arabo-françaises (Adraf), qui se voulait et se veut toujours l'un des premiers champions de l'amitié avec l'Irak, a opté pour « la discrétion ». « Je suis fatigué, dit-il, de cette guéguerre entre associations, où tout le monde pense avoir le monopole » des relations avec l'Irak. « Je souris aussi de tous ceux qui prétendent agir seulement par grandeur d'âme, alors qu'on aide l'Irak et on fait aussi des affaires à côté. »

Le président de l'Adraf, qui vient de séjourner à Bagdad, annonce que son association « va petit à petit changer d'orientation », qu'elle pourrait « devenir euro-arabe bientôt » et continuer ses activités « pas nécessairement à partir de Paris ». Certains n'excluent pas que l'Adraf, qui a déjà élargi depuis quelque temps ses activités à des entreprises européennes, italiennes notamment, opte pour l'Italie.

Mouna Naim

LE MONDE / JEUDI 22 FÉVRIER 1996

Un réfugié politique kurde expulsé vers la Turquie

MARSEILLE

de notre correspondant

Halil Bingol, un Kurde auquel le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence venait d'accorder le statut de réfugié politique, a été expulsé, mercredi 14 février, vers la Turquie. Dans ce pays, cet homme, âgé de trente-deux ans, fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour « appartenance à l'organisation illégale DDKD » (Association de culture révolutionnaire de l'Est). A deux reprises depuis son arrivée en France en juillet 1988, l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) avait rejeté la demande d'asile formée par Halil Bingol. A deux reprises également, en 1990 et 1992, la commission de recours des réfugiés confirmait ces refus. Le 12 septembre 1994, la préfecture des Bouches-du-Rhône signait un arrêté de reconduite à la frontière.

Halil Bingol est interpellé en septembre 1995 et placé au centre de rétention administrative d'Arenc. Quelques jours plus tard, un refus d'embarquement dans un avion à destination de la Turquie lui vaut de comparaître devant la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence. Or la juridiction aixoise relaxe Halil Bingol. Surtout, elle lui accorde le statut de réfugié politique. Le tribunal constate, en effet, que « le prévenu est l'objet de poursuites pénales pour appartenance à une organisation illégale et invoque donc à raison un risque d'atteinte à sa

personne ». L'octroi par les tribunaux de la qualité de réfugié politique est exceptionnelle. Le tribunal d'Aix a considéré qu'il n'était pas tenu par les décisions de l'Ofpra. Les juges ont estimé qu'en tant que garants des libertés individuelles ils pouvaient appliquer directement la convention de Genève du 28 juillet 1951.

Mais, pour Halil Bingol, les difficultés ont continué. Arrêté, début février, lors d'un banal contrôle routier, il est à nouveau placé en rétention administrative. Deux jours plus tard, un juge du tribunal de grande instance de Marseille l'assigne à résidence. Le 14 février à l'aube, deux policiers l'interpellent et l'escortent jusqu'en Turquie. « Les autorités ne pouvaient pas ignorer le statut de réfugié politique d'Halil Bingol », s'insurge son avocat, M^e Claudie Hubert. La préfecture des Bouches-du-Rhône justifie sa décision par le souci de « rester dans le strict cadre administratif réglementaire ». Jean Ballandras, responsable du service des étrangers de la préfecture, affirme que « l'administration ne connaît pas d'autres juridictions que l'Ofpra ». Convenant que cette opposition entre justice administrative et justice judiciaire « gagnerait à être éclaircie », M. Ballandras reconnaît « une certaine injustice ». L'avocat d'Halil Bingol ne dispose d'aucune information sur le sort qui lui a été réservé à son arrivée en Turquie.

Luc Leroux

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, FEBRUARY 22, 1996

If the CIA Can't Even Oust Saddam, Why Give It More Help?

By Jim Hoagland

WASHINGTON — So now you know why the Central Intelligence Agency, the National Security Agency, the Defense Intelligence Agency and all those other spook agencies that get a chunk of \$25 billion-plus annual taxpayer funding can't bring down Saddam Hussein: They have not been able to pose as journalists or priests as part of their covert operation.

Or so it would seem from the latest make-work exercise the Washington/New York national security establishment has come up with to ride out the lean years after the Cold War. In a search for new missions for spy or-

ganizations that may have been OBE'd (Overtaken By Events), the experts ask us to focus on the extraneous and stupid rather than looking at the obvious.

The obvious is that an Arab dictator defeated by an international army, subjected to history's most effectively enforced economic blockade, confronted with rebellion by at least one-third of his nominal subjects and denied control of a quarter of his national territory by U.S. warplanes is too tough, too brilliant or just too devious to be toppled from power by covert means.

It is time to ask an embarrassing question: If not this task, to what task is covert action suited in this day and this world? As a matter of efficiency — not morality, not even legality — any large business would look skeptically at a division failing as abjectly as the CIA has failed in Iraq for five long years and question giving the agency new resources, new powers and new authority.

But the experts on an independent task force sponsored by the Council on Foreign Relations see it differently. In a

report released last week, the council's independent experts went for the capillary. Instead of fundamentally questioning the utility of covert operations in the light of the Iraq failure, the experts called for a re-examination of the general ban on the agency's using American journalists, clergymen and Peace Corps workers to carry out covert work.

The experts have created an answer to a nonproblem. I'll let the priests and Peace Corps workers make their own cases, but here is how one journalist sees it:

The CIA is properly prohibited from interfering in U.S. domestic matters. It cannot construct credible journalistic cover without having its agent(s) be hired by and provide information to an American news

organization. That is "blow-back" in spooktalk, an illegal pollution of the American information stream by the agency itself. Re-examining the use of journalistic cover in a report that favors new importance and resources for clandestine operations is extraneous to the spy world's real problems.

After the collapse of the Soviet Union, the United States needs an intelligence community to collect and analyze national security information. That means effective use of satellites and reconnaissance aircraft. It may mean paying unsavory characters for tips about Boris Yeltsin's health or Slobodan Milosevic's intentions, and bugging Moammar

Gadhafi's tent.

But there is serious reason to doubt the intelligence community's ability to pull off any of these tricky tasks while it continues to plead incompetence and inability in the case of Iraq. The spymasters ask taxpayers to pay champagne prices for secret operations while the one that everyone knows is being conducted comes on like discount beer gone flat.

Mr. Saddam has been singled out by the international community and two American presidents as the globe's clearest, most active threat to peace. His army is demoralized and impoverished. Intelligence from defectors is available for the asking in Amman and other

Arab capitals. And yet Mr. Saddam, like Ol' Man River, just keeps on rolling along.

That has been the fault of U.S. political leaders as much as of agency operatives. The fear of the unknown that kept George Bush from mounting a serious covert operation has survived under Bill Clinton.

Neither White House would risk toppling Mr. Saddam for fear of sparking a breakup of Iraq. A distrust of the fragmented Iraqi opposition, led by the Iraqi National Congress, also dimmed U.S. enthusiasm for a serious covert operation in Baghdad.

Both sets of fears have been grossly exaggerated. A credible, unified alternative to Mr. Saddam is taking shape, as is sug-

gested by the recent cooperation between the INC, which has now established a leadership group inside northern Iraq, and former key figures in Mr. Saddam's Sunni-dominated Baghdad regime. Wafic Samarra, a former intelligence general for Mr. Saddam now living in Damascus, is one example of a defector both the INC and the CIA can work with.

The spooks and their political masters need to focus on the real cost that Mr. Saddam's continued hold on power is exacting on the intelligence community's credibility and morale. Chasing after phantom remedies like journalistic cover only compounds a growing problem.

Washington Post Writers Group.

Die Frauen-Delegation berichtet aus Kurdistan/Türkei

Aus dem Schweigen treten

Schweizer Frauen brachten diese Woche die massive Unterdrückung der KurdInnen in der Türkei wieder ins Bewusstsein; durch die Verweigerung der Einreise von Angeline Fankhauser und die Verhaftung eines Teils ihrer Delegation in der Türkei. Gestern berichteten sie über ihre Erfahrungen. Hauptbotschaft: Der noch halbwegs legale Widerstand der KurdInnen liegt auf den Schultern der Frauen, die sich trotz Verstärkung der Willkür immer mehr wehren.

KONI LOEPFE

Die Frauendelegation, die gestern in Zürich zur Medienorientierung einlud, kam praktisch direkt vom Flughafen von einer sechstägigen Reise durch die Türkei. Zwei Tage verbrachten sie im Osten, in Kurdistan, das es ja nach der Definition des türkischen Regimes gar nicht gibt. Dem Wunsch der Frauen folgend, sei ihre eigene Verhaftung nur kurz gestreift. Fünf von ihnen gerieten nördlich von Diyarbakir in eine Kontrolle der Armee und erlebten das, was ein Terrorregime unter «milder Befragung» versteht: Verhöre durch verschiedene Personen in unterschiedlichen Räumen mit den immerselben Fragen, dazwischen Transporte unter militärisch-martialem Getöse. Keine präzise Beschuldigungen, Unwissenheit über die Dauer der

Verhaftung. Dabei, so Marianne Roth, kam die Doppelmoral des türkischen Regimes drastisch zum Ausdruck. Einerseits wird die Bewegungsfreiheit von BesucherInnen klar eingeschränkt, es wird einem eingeschärft, es sei gefährlich, die ländlichen Gegenden des Ostens zu besuchen, da dort Krieg herrsche. Andererseits streitet die offizielle Türkei Auseinandersetzungen mit den KurdInnen kategorisch ab, existiert dieser Krieg, obwohl dessen Resultate etwa in Form von verwüsteten Dörfern sehr sichtbar sind, in der offiziellen Lesart gar nicht.

Als Erklärung für ihre Verhaftung bietet sich für Marianne Roth als glaubwürdigste Hypothese an, dass es dem Militär darum ging, herauszufinden, mit wem die Schweizer Frauendelegation Kontakte hatte, um sich gezielt an diesen Menschen rächen zu können.

Die alltägliche Willkür

Dass in der Türkei Repression und Gewalt alltäglich sind, stand in unserer Zeitung schon oft und detailliert. Gestiegen hat sich in letzter Zeit die alltägliche Willkür, die Marina Widmer schilderte. Frauen, die das Grab ihres Mannes oder Sohnes besuchen, die bei den Guerillas waren, geraten in den Verdacht, die Guerillas zu unterstützen. In vielen Dörfern leben praktisch nur noch Frauen, sie sind je länger je mehr die treibenden Kräfte der zivilen, legalen Organisationen. Die Folge: Sie erfahren zunehmend eine frauenspezifische Repression, die darauf zielt, sie zu «unehrenhaften» Frauen zu machen. Bei Verhaftungen werden mit ihnen Jungfräulichkeitstests gemacht, sie werden vergewaltigt und dann nackt durch das Dorf geschickt. In der Hoffnung, so Keile in eine Verwandtschaft zu treiben, die durch ein patriarchalisches Verhältnis geprägt ist.

Kulturelle Repression

In eine sehr ähnliche Richtung zielt die von Ursula Biemann geschilderte kulturelle Repression. Als Beispiel für die Unterdrückung der kurdischen Kultur erzählte sie die

d
a
z

Donnerstag, 22. Februar 1996

Geschichte des landesweit 1991 gegründeten Mesopotamischen Kulturzentrums (MKM). Von den 5 Gründungsmitgliedern ist Nuray Sen die einzige, die nicht im Exil, im Gefängnis oder tot ist. Auch sie wurde in der Folter nackt an die Wand gestellt und mit Elektroschocks behandelt. Die Polizei zerstört systematisch die Einrichtungen des MKM, übt Zwang auf die Vermieter der Räumlichkeiten aus, konfisziert die Zeitschrift, überwacht die Kulturschaffenden, die auf-treten.

Das Kulturzentrum wehrt sich mit Öffentlichkeit. Personell, indem Nuray Sen wert darauf legt, dass ihr Name in den internationalen Zeitungen genannt wird. Zudem versucht das Zentrum sich in belebte Gegenden einzumieten, damit die Polizei ihre Überfälle wenigstens nicht unbe-merkt durchführen kann.

Die Nennung des Namens

von Nûray Şen gehört zu einem Teil des Widerstandes, den die Frauendelegation feststellte. Wie aus Südamerika bekannt, treffen sich hunderte von Frauen (teilweise auch Männer) einmal wöchentlich auf einer sehr belebten Strasse Istanbuls, fragen nach dem Schicksal der Verschwundenen, fordern Auskunft. Die Frauen wollen sich vor der Repression (die zunehmend willkürlicher und zufälliger wird) immer weni-

ger verstecken, sondern darüber reden, sie unter persönlichen Risiken zum Thema machen und sie so bekämpfen und sich so gesamthaft auch besser schützen zu können.

Viele Forderungen der Schweizer Frauendelegation gehen in diese Richtung. Wenn in der Schweiz und im übrigen Europa etwa die kurdische Kultur gefördert wird, stärkt das die KurdInnen in der Türkei. Eine Delegation, so die grüne Nationalrätin Pia

Hollenstein, verlangt ein Gespräch mit den Bundesräten Cotti und Koller. Sie erwarten, dass die Schweiz mit allen ihren zur Verfügung stehenden Mitteln (dazu gehört auch das Präsidium der OSZE) die Türkei zwingt, die Menschenrechtskonventionen einzuhalten. Die Schweiz soll sich dafür einsetzen, dass die internationale Konferenz Habitat II (UNO-Konferenz über Mindestansprüche zur Unterkunft) im Juni Istanbul

entzogen wird, dass die Gegenveranstaltungen unterstützt und bei künftigen Wahlen in der Türkei WahlbeobachterInnen eingesetzt werden. Und die Frauen fordern den Bundesrat auf, bei der Asylgewährung frauenspezifische Repression als Aufnahmegrund zu akzeptieren.

FÜR EINE WEITERE UNTERSTÜTZUNG DER FRAUENAKTIVITÄTEN: FRAPOLI AARGAU, PC 80-71373-8, VERMERK «TÜRKEI».

metro MÅNDAG 5 FEBRUARI 1996

Nalin Baksi populärast i s

Riksdagskvinnan fick flest Stockholmsröster i kongressvalet

Nalin Baksi, 28-årig riksdagskvinnan med kurdiska rötter och bosatt i Tensta, är Stockholms mest populära socialdemokrat. I arbetarekommunens val av ombud till s-kongressen kom hon på första plats.

- Jag är oerhört stolt. Visserligen fick jag många röster även i riksdagsvalet, men det här hade jag faktiskt inte räknat med, säger Nalin Baksi.

Förklaringen till att hon fick så många röster tror hon är att hon prioriterar medlemmarna.

- De kan alltid ringa upp mig och prata om olika frågor, eller

träffa mig i riksdagen. Jag har till exempel fortsatt att hjälpa ungdomar med läsläsning trots riksdagsarbetet.

På kongressen ska hon kämpa för extra resurser till skolan och sjukvården.

Stockholms socialdemokrater skickar tio kvinnor och åtta män till extrakongressen i mars. LO-distriktet, som liksom i många andra kommuner drivit en egen valkampanj, har backat upp åtta av ombuden.

Inför den förra kongressen i

Göteborg 1993 röstade drygt 400 stockholmare i ombudsvalet. I år var det för första gången poströstning och 3 640 av drygt 13 000 medlemmar deltog i valet.

Finansborgarrådet Mats Hulth tycker att det är positivt att könsfördelningen blev så jämn. Han vill inte se ombudsvalet som en strid mellan traditionalister och förnyare. Men Bo Elmgren, en förgrundsfigur bland traditionalisterna, blev inte vald. Han hamnade på 45:e plats. HENRIK NORDH



Amnesty kritiserar också

PKK-gerillan för grova brott mot de mänskliga rättigheterna. Atminstone 170 människor mördades av PKK förra året. Det har handlat om människor som varit engagerade i det lokala hemvärdet, de så kallade byvakterna eller deras anhöriga. Men också lärare och andra statsanställda har systematiskt utsatts för gerillans våld, liksom utländska besökare som drabbats när PKK utfört bombattentat på olika turistorter.

PKK ägnar sig åt en cynisk läpparnas beaktelse till Genèvekonventionen samtidigt som man fortsätter att avrätta fängslade byvakter och deras hustrur och barn, konstateras i rapporten.

De turkiska myndigheterna har i olika sammanhang tillbakavisat Amnesty Internationalens anklagelser. Man har också sökt diskreditera organisationen och exempelvis förbjudit dess observatörer att resa i Turkiet.

USA pekas ut

I Amnestys rapport kritiseras också de länder som förser Turkiet med vapen eller vapensystem som kommer till användning i kriget i sydost. Regeringarna i USA, Frankrike, Tyskland, Ryssland och Italien utpekades uttryckligen för att de försett turkarna med helikoptrar som utnyttjas för transport av trupper till avlägsna orter där det begås brott mot de mänskliga rättigheterna. Kritiken är inte ny.

Ett antal Natoländer har tidigare pekats ut för att deras utrustning används i kriget mot kurder. Den har emellertid inte varit särskilt verksam. Så arbetar både USA:s, Frankrikes och Rysslands regeringar i denna dag hårt för att få till stånd överenskommelser om leveranser av helikoptrar till Turkiet.

Amnesty citerar också ett antal andra kritiska roster, både människorättsorganisationer och organ inom FN och EU, som klandrar Turkiet för tortyr och andra övergrepp, framför allt mot kurder.

Amnesty skriver att politiska och andra fångar torteras rutinmässigt på polisstationer och att atminstone 29 människor dött i häkte till följd av tortyr under 1995.

Man talar också om hundratals politiska mord som förekommit i de kurdiska provinserna, många under omständigheter som tyder på att människor blev rättsstridigt avrättade av säkerhetsstyrkorna

Våldet i de sydöstra delarna av Turkiet har på elva år krävt bortåt 60 000 dödsoffer. Det har också inneburit stor materiell förstörelse. Lokala människorättsorganisationer talar om att bortåt 5 000 kurdiska byar förstörts när säkerhetsstyrkorna i syfte att beröva PKK baser och stöd bränt eller evakuerat bosättningar.

Enligt organisationens skattningar dödades 3 500 människor i striderna mellan säkerhetsstyrkor och PKK:s, det förbjudna kurdiska arbetarpartiets gerilla. Många av dem var barn.

Miljoner i exil

Till följd av den här policyn har under de senaste åren flera miljoner kurder drivits i inre exil. De flyttar oorganiserat till de regionala storstäderna, Diyarbakir och Adana, eller till Ankara, Izmir och Istanbul med flera orter i västra Turkiet.

STOCKHOLMS OMBUD TILL S-KONGRESSEN

Nalin Baksi, 28 år, riksdagsledamot, Annika Billström, 39 år, gatu- och fastighetsborgarråd, Per-Olof Edin, 55 år, LO-ekonom, Mats Hulth, 50 år, finansborgarråd, Maj Britt Theorin, 64 år, EU-parlamentariker, Juan Fonseca, 41 år, riksdagsledamot, Tjia Torpe, 44 år, skol- och kulturborgarråd, Sylvia Lindgren, 50 år, riksdagsledamot, Sven Britton, 57 år, professor, Monica Andersson, 47 år, generaldirektör, Lena Nyberg, 36 år, socialborgarråd, Barry Andersson, 52 år, skorstensfejare, Ingemar Josefsson, 56 år, riksdagsledamot, Elisabeth Brandt, 25 år, ungdomssekreterare LO, Sven-Åke Nygårds, 52 år, riksdagsledamot, Margareta Persson, 46 år, ordförande i Handikappförbunden, Karin Hanqvist, 52 år, barnskötare och Roland Larsson, 55 år, sekreterare i LO-distriktet.

(Källa: TT)

Lördagen den 10 februari 1996

Av MATS LUNDEGÅRD
DN:s korrespondent

Det förekommer grova övergrepp mot de mänskliga rättigheterna i sydöstra Turkiet, skrev Amnesty International i veckan i en rapport som kallas "En förnekandets politik". Människorättsorganisationen hävdar att situationen förvärras under fjolåret och att den turkiska regeringen ignorerar problemen i stället för att lösa dem.

Amnesty fördömer Turkiet

DAGENS NYHETER

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, FEBRUARY 23, 1996

Ankara Calls Envoy Home From Greece

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey recalled its ambassador to Athens on Thursday for a "large-scale review" of recently strained relations over territory in the Aegean Sea.

The move came in response to Greek efforts to secure European Union backing of its position in the dispute.

The Greek prime minister, Costas Simitis, appealed to the EU on Wednesday for greater support in Brussels. The EU has pledged "solidarity" with Greece, a member of the Union.

Last month a crisis, precipitated by Greek and Turkish claims to a set of small islands, called Kardak in Turkish and Imia in Greek, almost led to hostilities before the United States intervened. Mr. Simitis agreed to remove the Greek flag and troops from the disputed islets.

Ankara's decision to recall its ambassador was necessitated by Greece's "initiatives to open wounds in Turkish-EU relations," a statement from the Foreign Ministry said.

"We have seen a need for a wide-ranging assessment on our part after a series of hostile actions against Tur-

key's vital interests by Greece — using the Kardak crisis as an excuse — and by its moves aiming particularly to hurt Turkey-EU ties," it said.

Foreign Minister Deniz Baykal opened a diplomatic offensive last week, touring EU capitals to win support. Turkey, which entered a customs union with the EU last month, seeks full membership eventually.

Turkey has advocated settling the status of more than 1,000 islets and rocks in the Aegean through bilateral negotiations. Greece wants to go before the International Court of Justice.

Turkey and Greece, both members of the North Atlantic Treaty Organization, have long been at odds over several other issues. (AP, Reuters)

2 Saddam Sons-in-Law Reported Killed by Family on Return

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Two Iraqi defectors who fled to Jordan six months ago and returned home on Tuesday have been killed by their relatives, an Iraqi television station run by President Saddam Hussein's eldest son said Friday.

The report came only hours after television announced that the wives of the two defectors, both President Saddam's daughters, had divorced them.

"A spokesman for the Ministry of the Interior said that a number of young people from the Majid family" had killed Lieutenant General Hussein

Kamel Majid and his two brothers, Saddam and Hakeem, "in an armed confrontation which took place in the house in which Hussein Kamel resided after his return from Jordan," said the television station, which is owned by Uday Hussein.

General Kamel — former head of Iraq's secret military programs — and his brother, Colonel Saddam Kamel Hassan, made headlines in August when they fled to Amman.

General Kamel announced at a news conference days after his defection his intention to topple the government in Baghdad, but his efforts to become a leader in the Iraqi opposition failed, with other exiles and governments refusing to deal with a man so entwined with Mr. Saddam.

Earlier this week he said he had written to the Iraqi leadership appealing to be allowed to return home to confront plots against Iraq. His turnabout was greeted in Washington, which initially saw the defections as a sign of Mr. Saddam losing his grip on power, with "stunned disbelief."

The two and their families crossed to a welcoming delegation on the Iraqi side of the border late on Tuesday afternoon. Hours later, Iraqi media announced that Mr. Saddam had pardoned his two sons-in-law.

Earlier Friday, the Iraqi press agency said Saddam's daughters had divorced the two defectors.

"They are refusing to stay married to men who betrayed the homeland, the trust, and the lofty values of their noble families and kinsfolk," the agency said.

Two of the attackers who were cousins of the defectors were also reported killed in the confrontation, as were two persons in the area and a child. (Reuters, AP)

LIBERATION CHAMPAGNE - 23 février 1996

L'expulsion d'un réfugié kurde en Turquie contestée à Marseille

L'expulsion d'un Turc d'origine kurde par la police française, malgré une décision du tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence lui reconnaissant la qualité de réfugié politique, est contestée par plusieurs associations humanitaires de Marseille.

Le 14 février, deux policiers ont interpellé Halil Bingol, 32 ans, à son lieu de résidence marseillais, et l'ont escorté jusqu'en Turquie. Ce ressortissant turc s'était vu refuser par deux fois le statut de réfugié politique par l'Office de protection des réfugiés et apatrides (OPFRA).

Mais fin 1995, au vu de documents officiels turcs, reçus après les refus de l'OPFRA et établissant les poursuites dont il fait l'objet dans son pays pour appartenance à une organisation illégale kurde, le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence a reconnu à Halil Bingol la qualité de réfugié politique.

Interpellé lors d'un contrôle routier en février 96, Halil Bingol a été assigné à résidence par le tribunal de grande instance de Marseille estimant que le jugement prononcé à Aix-en-Provence valait un titre provisoire de séjour. La préfecture des Bouches-du-Rhône en a décidé autrement, "considérant l'OPFRA la seule autorité habilitée à décerner le statut de réfugié politique".

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

SATURDAY-SUNDAY, FEBRUARY 24-25, 1996

U.S. to Pay \$62 Million to Iranians

Indemnity Is for Downing of Airliner Over the Gulf in 1988

Los Angeles Times

WASHINGTON — At a time when the United States is trying to reduce tensions with Iran, the U.S. government has announced that it will pay almost \$62 million to families of 248 Iranians killed when an American warship, the guided-missile cruiser Vincennes, shot down an Iran Air passenger plane over the Gulf in 1988.

But the State Department spokesman, Nicholas Burns, said the settlement does not signal a change in relations with Iran. "There is no change to our opposition to objectionable Iranian policies such as support for terrorism and pursuit of weapons of mass destruction," he said.

It comes as the Clinton administration, alarmed that the United States and Iran may be

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, FEBRUARY 24-25, 1996

slipping toward some kind of collision, is sending strong signals to Tehran that it does not want any kind of show-down, according to senior administration officials.

One Pentagon official said: "The political pressure in both countries has increased the rhetoric and actions in dangerous ways."

The settlement ends a prolonged dispute. The past three U.S. administrations have stuck to the claim that the American action, which killed 290 people, was defensive. But the Iranian Airbus was clearly a civilian flight.

Under the settlement, which came after Iran agreed to drop its case at the International Court of Justice in The Hague, the United States will pay \$300,000 for each wage-earner killed and \$150,000 for each nonwage-earner, Mr. Burns said Thursday.

One recent cause of the deteriorating relationship between the United States and Iran came last week in Bosnia-Herzegovina, where NATO troops arrested two Iranians equipped with weapons and explosives and who appeared to be running an extremist cell.

Turkish Daily News

FRIDAY, FEBRUARY 23, 1996

US says PKK a matter between Syria and Turkey

But US not satisfied with Syrian promises

Turkish Daily News

WASHINGTON- Replying to a question about what the official U.S. response was to Turkey's official demand that Syria arrest and deliver Abdullah Öcalan, the leader of the Kurdish Workers' Party (PKK), U.S. State Department spokesman Nicholas Burns said, this is an issue "between the Turkish and Syrian governments."

The United States in the past has consistently described the PKK as a vicious terrorist organization. "So how come the United States does not state any preference on the arrest and delivery [to Turkey] of Abdullah Öcalan, the leader of the PKK," one journalist asked during a press briefing in Washington on Tuesday.

"It's a good question," Burns said. "We don't always say in public what we say in private. Sometimes diplomacy is conducted privately," referring to the fact that the United States has expressed its opposition to PKK terror many times in the past during meetings senior U.S. State Department officials had with Syrian President Hafez al-Assad.

"We give demarches regularly to the Syrian government, at the highest levels of the Syrian government, about what we think is a very unwise policy of harboring the PKK in Syria. We are against the PKK. We want to see that organization destroyed."

But Burns admitted that they were not satisfied by Syria's response to such requests. "We're only going to

be satisfied by action. Action speaks much louder than commitments," he said. "Until the next terrorism report comes out, Syria is on the list," he said. "It can't just be words. It can't be just promises. That doesn't get you off the list."

But what price is Syria paying for continuing to harbor the PKK, Burns was asked. "Syria is on the terrorism list," Burns said. And as long as it is on that list Syria will not be able to get any funds and credits. Syria's ability to profit from any peace agreement with Israel "will be limited," Burns said, "unless it can prove to us that its support for terrorist groups has been diminished."

The United States can not give assistance to Syria, and Syria can not participate in normal OPIC (Overseas Private Investment Corporation) and Ex-Im Bank programs, Burns explained, "because of Syria's support for terrorism. There are very real consequences to this," he said.

Issue not raised

Burns also admitted that the issue of PKK terrorism was not raised the last time Secretary of State Warren Christopher visited Damascus. "The issue did not come up on our last trip. But don't take that negatively. We are absolutely committed to this issue. We have raised it enough times with senior levels that the Syrian government can only conclude that this is a major impediment in the U.S.-Syrian relationship," Burns said. "I'm sure it will be raised in future trips as well," he added.

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

Samstag/Sonntag, 24./25. Februar 1996 Nr. 46

Die türkischen Alewiten unter Druck

Eine Reise durch das verschneite Sivas in Zentralanatolien

Berichte von einer Vertreibung der religiösen Minderheit der Alewiten aus der zentral-anatolischen Provinz Sivas, von einer Evakuierung ihrer Dörfer und von Massenverhaftungen haben die türkische Öffentlichkeit alarmiert. Mitte Februar organisierten Menschenrechtsaktivisten eine Untersuchungsreise durch dieses Gebiet, das seit alters Heimat von Türken und Kurden, von Sunniten und Alewiten ist.

in Sivas, Mitte Februar

Südlich der Stadt Sivas, direkt beim Städtchen Ulas, soll die sogenannte kritische Region beginnen. Laut dem letzten Bericht der Partei der Demokratischen Linken (DSP) gibt es in der kritischen Region insgesamt 540 Dörfer. In 181 lebten nur Sunniten, in 343 wohnten nur Alewiten, und 161 seien gemischt. 70 alewitische Dörfer seien aus Sicherheitsgründen von der Armee evakuiert worden, hält der Bericht der DSP weiter fest. Die geographische Linie zwischen Sivas und Ulas stelle aus der Sicht der türkischen Sicherheitskräfte eine Art Grenze dar, erklärt ein Mitglied einer Delegation von Menschenrechtsaktivisten, die Mitte Februar eine Reise durch die Region durchgeführt hat. Westlich dieser Linie lebten Turkmenen und Türken. Diese seien für den Staat kein Risiko. Östlich der Linie lebten

kurdische Alewiten. In den Augen der Mächtigen in Ankara verkörperten Kurden, die dazu noch Alewiten seien, die grösste nationale Gefahr.

Lange verfolgte «Ungläubige»

Südlich der Stadt Sivas geht die gebirgige Landschaft in die weite, karge anatolische Hochebene über. Hohe Pappeln wachsen zwischen sanften Hügeln oder an den Ufern kleiner Flüsse, die weiter südlich in den Euphrat münden. Die Dörfer entlang der Strasse sind meist aus Stein oder Lehm gebaut und wirken genauso ärmlich wie die kurdischen Dörfer Ostanatoliens. Ortschaften mit Minaretten und solche ohne Minarette wechseln sich ab. Moscheen ohne Minarette sind Kennzeichen der alewitischen Siedlungs-

gebiete.

Die Alewiten machen rund 20 Prozent der Gesamtbevölkerung der Türkei aus. Im Gegensatz zu den meisten Türken, die Sunniten sind, bekennt sich die alewitische Minorität zur schiitischen Richtung des Islams. Der Schiismus stiess in Anatolien gegen Ende des 15. Jahrhunderts auf fruchtbaren Boden; manche behaupten gar, er sei überhaupt ein Produkt der anatolischen Hochebenen. Um sich gegen die vorrückenden Araber abzugrenzen, ernannte damals der ehrgeizige türkischsprachige Kriegsherr Ismail sich zum Schah von Persien und erklärte den aus Jemen importierten, heterodoxen muslimischen Glauben des Schiismus zur offiziellen Religion seines Königreichs. Mit diesem vom kaukasischen Aserbeidschan im Norden bis zum Persischen Golf im Süden reichenden Keil spaltete er die muslimische Welt nachhaltig. Seine Krieger, die «Kizilbas» (roten Köpfe), kämpften auf anatolischem Boden jahrzehntelang gegen die osmanische Armee, bis sie schliesslich bei der Schlacht um das ostanatolische Caldiran im Jahr 1517 eine schwere Niederlage erlitten. Obwohl seither beinahe ein halbes Jahrtausend vergangen ist, verkörpern die Anhänger der schiitischen Glaubensrichtung ein deutlich umrissenes Feindbild und werden noch immer als «Kizilbas» beschimpft.

Mittlerweile werden die Alewiten auch vom schiitischen Iran als Fremde empfunden, haben sie doch im Laufe der Jahrhunderte viele Elemente des anatolischen Mystizismus in ihre Religion integriert. Für Alewiten ist beispielsweise der Glaube an die Inkarnation des Göttlichen im Menschen zentral. «Der Mensch ist im Gott und der Gott im Menschen», heisst es in einem religiösen Gesang, der die Mitglieder der erwähnten Delegation während der Busfahrt durch Sivas singen. Die Alewiten verstehen sich als Auserwählte Gottes. Sie glauben, auf dem Weg zur Gotteserkenntnis gebe es verschiedene Tore. Ein erstes Tor, «sheriati», stehe offen für alle Gläubigen, die die vom Islam vorgeschriebenen rituellen Waschungen, die Pilgerfahrt und das Fasten befolgen. Ein zweites Tor, «tarikati», sei für Muslime bestimmt, die die Lehre innerlich leben. Äusserliche Handlungen wie Fasten und Waschungen seien für das «tarikati» nicht notwendig. Auserwählte Gottes würden direkt in dieser zweiten Stufe geboren. Gemäss den Alewiten kann man sich ihren Glauben nicht aneignen; man wird als Alewit geboren. Dass die Alewiten die vom Islam vorgeschriebenen Rituale nicht achten, hat die sunnitische Mehrheit immer wieder zum Anlass genommen, die «Ungläubigen» blutig zu verfolgen. Da die Frauen der Alewiten ihr Haar nicht bedecken und in den Gotteshäusern zusammen mit den Männern an den rituellen Tänzen teilnehmen, geben sie den Sunniten den Stoff, um wilde Phantasien von Inzest und sexuellen Ritualen zu entwickeln.

Einschüchterung durch das Militär

Das erste Gespräch mit einheimischen Alewiten führt die Delegation in einem niedrigen Teehaus der Provinzstadt Ulas. Mitte Januar habe es im Gebirge Gefechte zwischen Terroristen und der türkischen Armee gegeben, erzählt der Bürgermeister Hüseyin Gülkanat seinen Gästen, denen er Tee hat servieren lassen. Nach den Gefechten seien in Sivas die sogenannten «Özel-Tim», die auf Terrorbekämpfung spezialisierten Sondertruppen, eingezogen. Sie hätten die Einheimischen eingeschüchert. Immer wieder hätten sie gefragt, warum es in diesen Dörfern keine Minarette gebe, ob denn die Leute hier Ungläu-

bige seien. Die «Özel-Tim», murmelt ein Bauer, arbeiteten hier mit den fanatischen Anhängern der islamischen Wohlstandspartei und mit der faschistischen Jugendorganisation der Nationalistischen Aktionspartei, den berüchtigten Grauen Wölfen, eng zusammen. Im Laufe der zwei letzten Jahre seien die sunnitischen Dörfer von diesen Parteien mit neuen Waffen ausgerüstet worden, um sich angeblich gegen die «Terroristen» zu schützen. Die Alewiten hätten keine Waffen erhalten.

Wir fahren weiter in Richtung Südosten, vorbei an der Ortschaft Kangal, die wegen ihrer furchteinflössenden, gelben Rassehunde berühmt ist. Fern von der Strasse gegen Norden liegt majestätisch die verschneite Gebirgskette Tecer Dagı, von wo aus laut offiziellen Angaben die Guerilla der Kurdischen Arbeiterpartei operieren soll. Unterwegs stossen wir immer wieder auf Militärkonvois. Artilleriewaffen sind auf einsamen Hügeln in Stellung gebracht. Die Region wird militarisiert, wobei in Sivas genauso vorgegangen wird wie in den späten achtziger Jahren in Südostanatolien. Eine Lüge, was die Zeitungen und die Politiker über die Armee erzählten, empört sich beim Städtchen Höbek eine alte Frau. Die Armee sei gut zu den Leuten, sagt sie später in der Stube ihres Hauses beim Teetrinken. Der Militärarzt behandle sogar die Einheimischen gratis. Die Stube ist mit handgeknüpften Teppichen belegt. An der Wand hängt gleich neben eingerahmten Bildern von Ali, dem Schwiegersohn des Propheten, und den zwölf schiitischen Imamen ein Porträt Kemal Atatürks, des Gründers der modernen türkischen Republik. Atatürk als Heiliger der Alewiten?

Für viele Alewiten galt Atatürk nach der Proklamierung der Republik in der Tat als Erlöser. Er schaffte nämlich die religiöse Gerichtsbarkeit (der Sunniten) ab und propagierte die Religionsfreiheit. Weil Atatürk die damals noch mächtige Opposition der Fundamentalisten brechen und seine Macht festigen musste, stützte er sich auf die «ungläubigen» Alewiten. Nach jahrhundertelanger Repression wurden die Alewiten so erstmals in der Gesellschaft integriert. So entwickelten sie sich zu eifrigen Verfechtern des kemalistischen Staates und seiner Republikanischen Volkspartei. Die Armee sei gut, wiederholt die alte Dame. Nur die Armee könne diesen Staat vor den Fundamentalisten der Refah schützen. Immerhin räumt sie ein, dass das Militär in Höbek eine unbeliebte Ausgangssperre verhängt hat. Nach acht Uhr abends dürfe niemand die Häuser verlassen, was den Bauern viele Schwierigkeiten bereite. In den weiten Hügeln von Sivas gebe es nämlich Wildschweine, die vor allem in der Nacht die Felder verwüsteten. Viele Leute seien aus Höbek nach Istanbul und Ankara emigriert, weil ihre Felder wegen der Ausgangssperre und den Wildschweinen zugrunde gingen. Für die meisten Einwohner Höbeks bedeutet die Ausgangssperre faktisch den Entzug ihrer Lebensgrundlage. Warum hat die Armee die Ausgangssperre verhängt? Sie kenne den Grund nicht, sagt die alte Dame. Doch die Offiziere wüssten schon warum.

Übergriffe von Islamisten und willkürliche Verhaftungen

Die Stadt Divrigi, am Hang des Berges Göl gebaut, überrascht die Besucher durch seine zahlreichen architektonischen Kunstwerke aus der byzantinischen und rum-seldschukischen Zeit. Im Mittelalter war sie wegen seiner geographischen Lage von Bedeutung. Wichtige Wege, wie die

Route, die Täbris mit Istanbul verband, oder jene, die von Täbris nach Sivas und später in Richtung Süden nach Aleppo und Beirut führte, kreuzten sich hier in Divrigi. Handel, Kunst und Wissenschaft blühten mehrere Jahrhunderte lang. Heute verarmt Divrigi. Die staatliche Eisenerzfabrik, bis in die späten sechziger Jahre die Haupteinkommensquelle der Bevölkerung, wird im Rahmen von Privatisierungen geschlossen. Das Pro-Kopf-Einkommen der Bevölkerung entspreche mit rund 1200 Dollar etwa der Hälfte des türkischen Durchschnitts, sagt Bürgermeister Muharrem Yagbasan. Armut sei der Hauptgrund der grossen Emigration gewesen. Seitdem die Fundamentalisten an Einfluss gewannen, gingen die Leute auch aus Angst vor Übergriffen islamischer Fanatiker weg. Während des muslimischen Fastenmonats Ramadan bleibt im Stadtzentrum ein einziges Lokal geöffnet, obwohl 55 Prozent der 17 000 Einwohner Divrigis Alewiten sind und gemäss ihrer Religion nicht fasten müssen.

Unser Bus hält mitten in der verschneiten Landschaft an. Zum Weiler Güvenkaya führt keine asphaltierte Strasse, was bedeutet, dass während der Wintermonate – wenn überhaupt – nur Minibusse hinkommen. Ein Teil der Delegation beschliesst, über den vom Schnee aufgeweichten, schlammigen Feldweg zum Weiler zu fahren. Ende Januar wurden alle acht Männer

von Güvenkaya von der Gendarmerie festgenommen. Im allgemeinen nimmt nur die Gendarmerie Verhaftungen vor. Warum man sie verhaftete, fragte der 68jährige Dorfvorsteher Mehmet Kambur. Der Gendarm wusste es auch nicht. Die Männer, mit einer Ausnahme alle über 60, wurden im Gendarmerieposten von Sivas gefoltert, der taubstumme Hüseyin Polat länger als die übrigen, weil seine Folterer ihn nicht verstehen konnten und meinten, er sei ein Ausländer. Nun wollen alle Familien von Güvenkaya wegziehen, weil sie «rahatsız» sind. Das Wort «rahatsız» bedeutet soviel wie unruhig, unwohl, beängstigt und wird von den Alewiten in Sivas heutzutage oft benutzt.

Nachrichten über die Vertreibungen und Massenverhaftungen in Sivas radikalisieren die jugendlichen Alewiten in den westlichen Städten der Türkei. Sie fühlen sich in diesem Staat, in dem die Islamisten nach 70 Jahren wieder ihre Macht zementieren, nicht mehr sicher. Immer mehr Jugendliche treffen sich am Sonntag im Istanbulener alewitisches Zentrum «Karacaahmet Sultan», tanzen die rituellen Tänze, besinnen sich auf die alten Werte und schwören, Widerstand zu leisten. Auf der Rückfahrt sind sich die Delegationsmitglieder einig, dass die Repression in Sivas einen neuen Konflikt zu schaffen droht, der dem blutigen, bereits 12jährigen Kurdenkonflikt im Südosten in nichts nachstehen würde.

THE ECONOMIST FEBRUARY 24TH 1996

An odd couple

ISTANBUL

TURKEY is on the edge of a deal that would give its Islamist party a bigger share of political power than it has ever had before. If all goes as planned, Necmettin Erbakan's Welfare Party will share the spoils of office with Mesut Yilmaz's right-wing Motherland Party, a party that had promised, before December's election, never to sit down with Welfare. Motherland's dislike of Tansu Ciller's True Path Party, and its disinclination for another spell in opposition, seem to have persuaded it to break its pledge.

Its reward is the prime ministership, for some of the time. The tentative arrangement, still being negotiated, is that Mr Yilmaz will have the top job first, from the completion of the agreement until the end of the year. Mr Erbakan will then be prime minister for two years, then Mr Yilmaz for another year. Motherland has a religious wing that has some sort of affinity with Welfare, but the two parties still view each other with considerable suspicion. To overcome the country's suspicion of both parties, they will have to tackle economic reform: Turkish inflation runs at over 90%.

Another way in which they could make an immediate impact would be to tackle the Kurdish question. Can they do better than the outgoing coalition? They could hardly do worse. When that coalition took power in 1991, it promised to recognise a "Kurdish reality". Practice proved otherwise. Kurdish nationalists were expelled

from parliament and the army was given a free hand to clear rural areas in the south-east and so deny the militant Kurdistan Workers Party the support of the Kurds who used to live there.

Most mainstream Turkish politicians are reluctant to touch the Kurdish problem. But Turgut Ozal, who founded the Motherland Party in 1983, was one of the first Turkish statesmen to hint that Kurdish unrest required a long-term solution that went beyond brute force. And the Welfare Party has the lion's share of elected offices in the south-east: more parliamentarians, mayors and assemblymen than any other party.

Kurdish dissent is not confined to left-wing nationalism. Historically, much of the protest against the central state has taken a religious form. The Kurds' most famous rebel, Sheikh Said, who was hanged

after an uprising in 1925, was a Muslim theologian. Welfare's stated policy for dealing with Kurdish aspirations is to subsume them into a larger "Islamic identity". In other words, Turks and Kurds are both Muslims and should not fight each other.

What might that mean in practice? It could well be yet another excuse for intolerance. On the other hand, Welfare people running local affairs in the south-east, most of them Kurds themselves, have constantly urged decentralisation. Abstruse talk of that Islamic identity could, perhaps, turn out to be a conservative cloak for a fairly radical policy of giving Kurds in the south-east more control over their own lives. If a Welfare government were to offer a chance of peace on Turkey's troubled fringe, even secular Turks would have to be grateful.



Turks and Greeks, nice neighbours

L'IMPROBABLE DÉMOCRATISATION TURQUE

Alors que resurgissent de dangereuses visées expansionnistes, les islamistes du Refah et le Parti de la mère patrie semblent déterminés à gouverner ensemble un pays où perdurent les atteintes aux Droits de l'homme.

Durant sept semaines, les trois principales formations échouèrent tout à tour dans leur tentative de trouver des partenaires en vue de la constitution du cabinet ministériel. Le 19 février, Mesut Yılmaz, le leader de l'Anap, et Necmettin Erbakan, le numéro un du Parti de la prospérité, vainqueur du scrutin législatif du 24 décembre 1995, ont officiellement scellé leur union. Le Parti de la mère patrie, dont la base ainsi que de nombreux élus exprimèrent encore il y a peu leur opposition à une telle entente, désignera d'abord le Premier ministre ; si dans douze mois, conformément au principe de la rotation retenu, un membre du Refah accédait à ce poste, ce serait la première fois depuis 1923 qu'un politicien d'obédience islamique conduirait l'exécutif. Durant la période de vacance, Tansu Çiller (Parti de la voie juste, le DYP), partisane d'une dissolution du Parlement, ne se contenta pas d'expédier les affaires courantes ; « la dame de fer » demeura inflexible quant à la question kurde et n'hésita pas à souffler sur d'autres braises qu'elle avait allumées.

« Casus belli »

Le 27 janvier 1996, deux journalistes du quotidien nationaliste *Hürriyet*, transportés par hélicoptère, prirent pied sur l'île inhabitée d'Imia, d'une superficie de 2 500 mètres carrés, et remplacèrent le drapeau grec, planté sur les roches depuis 1947, par la bannière « étoile et croissant de lune ». Nul doute que les « envahisseurs » fussent encouragés, sinon mandatés par certains politiciens et militaires ; aussitôt après l'intercession de Bill Clinton pour empêcher un affrontement armé, Ankara remit en cause le statu quo en mer Egée. Dans l'édition du 5 février du journal précité, Madame Çiller fantasma même sur les « 3 000 îles » qui jusqu'ici « appartenaient en pratique à la Grèce ». Elle souhaita que « la redistribution de l'espace » dans cette contrée fasse l'objet de discussions globales, une position saluée par son état-major. L'enjeu principal : les fonds marins dans lesquels reposeraient des réserves pétrolières. La Turquie n'avait pas ratifié la convention sur le droit maritime de novembre 1994, autorisant chaque Etat d'étendre ses eaux territoriales de six à douze miles. L'application par le voisin hellène de cette disposition équivaudrait à un « casus belli ». La loi adoptée en ce sens l'été dernier par le Parlement turc n'avait guère ému les partenaires européens de la Grèce. Mais depuis l'incident de fin janvier, ils conseillent, à l'instar des Etats-Unis, aux deux « rivales » de porter leur différend devant la Cour internationale de justice à La Haye. A Athènes, le ministre des Affaires étrangères, Theodoros Pangalos et nombre de ses collègues re-



grettent d'avoir avalisé, au sein des Quinze, l'union douanière, en vigueur depuis le 1er janvier 1996, avec la patrie de Yachar Kemal. Ce dernier, âgé de 72 ans, sera à nouveau traduit, à partir du 7 mars prochain, devant une Cour pour « propagande séparatiste et incitation à la sédition ». Un article paru dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* (1) lui avait valu un premier procès, conclu début décembre 1995 par un acquittement... diplomatique, destiné à ne pas contrarier les négociations avec Bruxelles et Strasbourg. Ayant réitéré ses propos très virulents dans un essai collectif intitulé *Encore la liberté de penser, toujours la Turquie*, le célèbre écrivain encourt une lourde peine, tout comme Erdal Öz, directeur des éditions Can.

La Turquie a obtenu l'an dernier un crédit octroyé par 44 investisseurs étrangers pour financer le méga-projet de barrage sur l'Euphrate près de Birecik (coût : environ 8,1 milliards de francs), que coordonnera la firme franco-allemande Philippe Holzmann AG ; à moyen terme, 22 autres ouvrages

hydrauliques et 17 centrales sont prévus sur le Tigre et l'Euphrate. La Syrie, dépendante à 90 % de celui-ci, et l'Irak, craignant que les deux fleuves « mythiques » ne se réduisent à des ruisseaux sur leur territoire lorsque la Turquie bénéficiera à plein régime des nouvelles constructions, ont décidé, le 10 février, d'adopter une attitude commune dans ce que d'aucuns qualifient déjà de « guerre de l'eau ». Damas et Bagdad, qui avaient rompu en 1980 leurs relations diplomatiques, ont ainsi mis (provisoirement ?) un terme à leur inimitié. La répartition des ressources en eau pourrait, si la Turquie continuait d'agir sans égards, générer un conflit comparable à celui du Golfe début 1991.

Exactions et escalade

Metin Göktepe (27 ans), le correspondant du quotidien *Evensel*, rendit essentiellement compte de la violence quotidienne dans la société turque ; il aborda régulièrement dans ses articles les protestations silencieuses de personnes pleurant la perte de parents disparus ou assassinés. Il projeta de se joindre au cortège funèbre précédant l'enterrement de deux militants d'extrême gauche, morts lors du soulèvement massif début janvier dans les prisons. Comme 1 053 autres personnes, il fut arrêté et parqué dans un hall de sport du quartier d'Eyup à Istanbul. Le 8 janvier 1996, des membres des forces de sécurité le rouèrent de coup dont il ne se releva pas. Des dizaines de témoins assistèrent impuissants à cette exécution. La commission d'enquête conclut à un meurtre : 48 policiers auront à en répondre. Le rapport a provoqué la colère des policiers étonnés que l'on demande des comptes à quelques-uns des leurs à propos d'un tel acte. Teoman Ünusan, le ministre de l'Intérieur, osa prétendre que Metin Göktepe était tombé d'un mur. Par contre, Adnan Elmen mi-

nistre chargé des Droits de l'homme, reconnu la réalité du forfait. 25 journalistes périrent ces cinq dernières années dans des circonstances qui ne donnèrent lieu à aucune poursuite pénale. « Grâce à la police, la Turquie reste un paradis pour assassins » (2). Mi-janvier, douze civils, enfermés dans un minibus, furent brûlés vifs par des militaires dans la province de Sirkan. Leur tort : avoir voté en faveur du Parti démocratique du Peuple (Hadep). L'hebdomadaire britannique *The European* publia des photos montrant des soldats brandissant la tête d'opposants qu'ils venaient de décapiter, certains médias turcs diffusèrent l'information. S'appuyant sur les chiffres récents des exactions perpétrées, Nazmi Gür, le secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme, estime qu'aucune amélioration notable ne se produisit l'an passé au Kurdistan. La mort brutale de Gueltekin Beyhan, Riza Boybas et Orhan Özden, tous trois détenus dans la prison spéciale d'Ümraniye (appelée « le cercueil »), provoqua une escalade. « Les généraux massacrent, l'Europe les bénit... ratifiant implicitement le terrorisme d'Etat », constate Jean Ziegler (3), de retour du Bosphore. Dans les 600 pénitenciers d'une capacité globale de 30 000 places, s'étaient entassés 51 000 prisonniers ; 8 600 se trouvent derrière les barreaux pour motifs politiques. Devrimci-Sol, la gauche révolutionnaire, revendiqua l'assassinat, le 8 janvier 1996, à Istanbul, de deux dirigeants d'entreprise ainsi que d'un secrétaire.

Devant le mépris affiché par Madame Çiller suite au cessez-le-feu unilatéral décidé par le leader du PKK, Abdullah Öcalan, celui-ci annonça de nouvelles agressions, Outre-Rhin comme en Turquie, où ses combattants auraient reçu l'ordre d'attenter à la vie des touristes allemands, puis d'acheminer les corps vers leur pays d'origine... Ces menaces, extrêmement répréhensibles, devraient être prises très au sérieux du côté de la Chancellerie à Bonn.

Leyla Zana, condamnée à 15 ans de prison, ne put se rendre à Strasbourg le 17 janvier dernier pour y recevoir le prix Sakharov décerné par le Parlement européen. Dans sa lettre de remerciements lue par Mehdi, son époux, elle écrivit : « Sans solution du problème kurde et sans une réforme globale de l'Etat en direction d'une véritable démocratie, la Turquie restera toujours la malade de l'Europe. » La députée social-démocrate suisse Angéline Fankhauser, qui voulait rendre visite cette semaine à la captive, s'est vu refuser le visa d'entrée...

René Hamm



Tansu Çiller.

La Turquie craint les vagues

La Turquie n'a pas mis le feu aux poudres lors de la crise en mer Égée, il y a un mois. Tout juste, un point sur le « i » de *casus belli*. Au plus fort de l'accès de fièvre, le premier ministre par intérim, Tansu Ciller, a rappelé que son pays considérerait l'extension des eaux territoriales grecques comme une cause de guerre immédiate. Puis, il a appelé au dialogue.

Ankara peut difficilement être indifférent au sort de la mer Égée et des 8 000 îles et îlots qui la parsèment, parfois à moins de 10 kilomètres de ses propres côtes. Toute la façade occidentale du pays, ainsi que la troisième ville turque, Izmir, est baignée par ces eaux qui contrôlent également le débouché du détroit des Dardanelles, au-delà duquel s'étend la capitale économique, Istanbul.

La Turquie dispose, certes, d'autres accès maritimes, notamment en mer Noire, mais la seule porte de sortie de cette mer est la mer Égée. Ankara développe également des sites portuaires — notamment pétroliers — importants sur son flanc sud, en Méditerranée, mais ceux-ci restent loin des grands sites industriels du pays.

La mer Égée a donc une fonction vitale pour la Turquie, qui refuse d'être étranglée par une extension des eaux territoriales grecques de 6 milles à 12 milles nautiques. Une telle décision obligerait tout navire souhaitant se rendre de la mer Noire à la mer Méditerranée à entrer en territoire grec. Un navire turc venant d'Istanbul et se rendant à Izmir pourrait même être obligé de demander le feu vert d'Athènes.

Ankara prêche donc pour un

statut particulier de la mer Égée et se montre prêt à entamer des négociations bilatérales immédiates sur tous les contentieux en suspens (voir encadré). La Turquie s'oppose, en revanche, à une saisine de la Cour internationale de justice comme à toute autre tentative d'« internationaliser » le dossier. Elle pense pouvoir compter sur l'appui des Européens, des États-Unis et de la Russie, qui se montrent également soucieux de ne pas créer de nouvelles contraintes en mer Égée pour leurs propres flottes.

Un commando sur les rochers

Cette stratégie s'est avérée payante car, depuis quinze ans, le *statu quo* qui prévaut en mer Égée préserve les intérêts turcs. Et, pour Ankara, toute tension susceptible de la remettre en cause est à éviter.

La gestion de la crise de l'îlot dénommé Imia par les Grecs et Kardak par les Turcs semble exemplaire à cet égard. L'affaire a commencé lorsqu'un cargo turc s'est échoué le jour de Noël sur cet îlot, distant de moins de 7 kilomètres du continent. L'incident a soulevé un différend : la Turquie comme la Grèce revendiquaient sa souveraineté sur les rochers et la responsabilité des manœuvres de renflouage. Finalement, le cargo fut dégagé quatre jours plus tard par une société turque qui utilisa pour l'occasion les services d'un remorqueur grec.

Pendant un mois, Ankara et Athènes continuèrent à échanger des notes dans le secret des chancelleries lorsqu'une fuite dans la presse grecque, au lendemain de la désignation d'un nouveau premier ministre, Costas Simitis, fit brutalement monter la tension.

Après le débarquement d'un commando grec sur Imia-Kardak, Tansu Ciller a refusé d'envoyer des civils ou des forces d'intervention turques sur le même îlot. Un commando turc a été simplement délégué sur des rochers tout proches. La confrontation directe a ainsi été évitée.

La Turquie est en fait embarrassée dès qu'un conflit l'oppose à la Grèce, à cause de la priorité absolue qu'Ankara accorde à ses relations avec l'Union européenne. Après trois ans d'efforts diplomatiques intenses, la Turquie a signé l'an dernier un accord d'union douanière avec l'Europe des Quinze, qui consacre son statut de partenaire privilégié de l'Allemagne, de la France ou de la Grande-Bretagne. Les négociations avaient été considérablement allongées par la nécessité de contourner le veto grec.

Après l'accès de fièvre en mer Égée, Athènes a fait savoir jeudi qu'elle avait bloqué une aide de 2,4 milliards de francs destinée à Ankara pour accompagner les douloureux effets de l'union douanière en Turquie. « C'est un chantage : les rochers de la mer Égée ou les subventions », s'indigne un diplomate turc. Ankara a immédiatement rappelé son ambassadeur à Athènes.

La Turquie se passerait d'autant plus volontiers d'une tension accrue en mer Égée que d'autres crises mobilisent actuellement ses états-majors : la lutte contre la guérilla kurde dans le sud-est de la Turquie ; le sort de la Tchétchénie et le processus de paix dans les Balkans. Ankara estime avoir mieux à faire que de se battre pour Kardak.

Jean-Christophe PLOQUIN

Le Monde

DIMANCHE 25 - LUNDI 26 FÉVRIER 1996

Deux gendres de Saddam Hussein assassinés trois jours après leur retour en Irak

Leurs épouses avaient auparavant obtenu le divorce

L'affaire de la fuite surprise en Jordanie, il y a six mois, de deux des gendres du président Saddam Hussein, et de leur retour tout aussi inattendu, il

y a quelques jours, en Irak s'est achevée dans le sang. Le général Hussein Kamel Hassan et son frère Saddam ont été tués, a annoncé, vendre-

di 23 février, une chaîne de télévision officielle, qui avait auparavant fait état du divorce, demandé et aussitôt obtenu par leurs épouses.

AMMAN

de notre correspondante au Proche-Orient

Le président Saddam Hussein n'a pas hésité : deux de ses gendres, le général Hussein Kamel Hassan et son frère, Saddam, qui croyaient avoir fait amende honorable en rentrant à Bagdad, six mois après leur défection en Jordanie, ont été assassinés trois jours après leur retour. Leur frère, Karim, et leur père ont aussi été tués. La télévision que dirige Oudaï Saddam Hussein, fils aîné du chef de l'Etat et ennemi juré du général Hassan, a annoncé, vendredi 23 février, que « les trois frères avaient été tués par des membres de leur famille venus les attaquer dans leur maison aux environs de Bagdad ».

Selon ce scénario qui ne trompe personne, leur père « a été tué dans l'attaque ainsi que deux assaillants et deux citoyens ». Attendu, ce tragique épilogue ne fait que confirmer le caractère sanguinaire d'un président imperméable à la moindre clémence, et illustre sa totale indifférence à l'opinion de la communauté internationale.

Pour respecter une tradition bien ancrée dans l'Irak de Saddam Hussein, la tribu El Majid, à laquelle appartenait le général Hassan, a envoyé un message au président pour lui dire que « la branche traîtresse de la famille a été coupée. La grâce de l'Etat ne

dispense pas du châtiement ». Les plus hautes instances du pays, à savoir le Conseil de commandement de la révolution et le commandement du parti Baas, avaient autorisé le retour des frères Hassan, mardi. Or ces derniers étaient cousins de Saddam Hussein par la branche des El Majid, à laquelle appartient aussi le général Ali Hassan El Majid, bourreau du Kurdistan et du Koweït, ancien ministre de la défense, aujourd'hui conseiller présidentiel.

« TRAHISON »

L'annonce de ces meurtres avait été précédée par celle - révélée elle aussi par la télévision - du divorce, obtenu aussitôt que demandé, de leurs épouses, Raghad et Rana. Les deux femmes ont affirmé, selon la télévision, « qu'elles n'étaient pas au courant de la trahison de leurs maris et qu'elles ne connaissaient pas leurs intentions ».

En annonçant le divorce, la télévision a qualifié les deux anciens transfuges de « traîtres qui ont trompé leurs épouses », ce qui scellait leur sort. La seule explication au retour du général Hassan pouvait en effet être qu'il comptait sur sa femme pour intercéder en sa faveur, bien qu'il fût mieux placé que quiconque pour connaître la cruauté de son beau-père. Celui-ci n'avait pas hésité à faire tuer son beau-frère, le général Adnan Khairallah, avec qui il avait été

élevé, quand, en 1989, la popularité de ce dernier risquait de le menacer.

Si, malgré le récit qui en avait été fait alors par le général Hassan, les deux femmes ont pu, dans un premier temps, être surprises par la décision de leurs époux, pourquoi donc n'ont-elles pas cherché à rentrer à Bagdad ? Selon la télévision irakienne, « elles ont demandé à voir le roi Hussein pour lui exprimer leur désaccord avec le contenu de la conférence de presse du général Hassan (au cours de laquelle il appelait au renversement du régime) et lui demander de pouvoir rentrer en Irak, mais aucune suite n'a été donnée à leur requête ».

Cette affirmation est totalement fautive. Quand Oudaï Saddam Hussein, au lendemain de la défection de ses beaux-frères, s'était rendu à Amman, pour obtenir le retour de ses sœurs, le roi lui-même avait demandé à celles-ci si elles souhaitaient le voir, ce qu'elles avaient refusé.

En outre, les filles du président irakien - qui n'ont fait aucune déclaration publique pendant leur séjour à Amman - étaient libres de leurs mouvements, et ont été reçues à plusieurs reprises par des membres de la famille royale jordanienne, qui ne leur auraient pas refusé leur aide, si elles avaient souhaité rejoindre leur famille. Elles avaient, par ailleurs, la possi-

bilité d'appeler les leurs en Irak, et le roi n'aurait pas permis qu'elles soient prisonnières chez lui.

LE SORT DES ENFANTS

L'épilogue de cette affaire laisse dans l'ombre le sort des enfants des deux couples. Lors d'une première tentative du général Hassan de regagner l'Irak, Saddam Hussein avait indiqué qu'il était disposé à accueillir ses filles, mais ni ses gendres ni ses petits-enfants, qui risquent de porter toute leur vie l'opprobre d'« enfants de traîtres ». Si le père des deux hommes et leur frère - dont le seul tort est leur lien de parenté avec les fugitifs - ont été tués, les inquiétudes quant à l'avenir des enfants paraissent justifiées.

Françoise Chipaux

■ Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré, vendredi 23 février, aux membres du Conseil de sécurité, qu'il lui « semble que l'Irak accepte la résolution 986 du Conseil de sécurité dès lors qu'il a répondu positivement à [son] invitation à discuter » de cette résolution « pétrole contre nourriture ». Mais, un porte-parole américain a indiqué que la déclaration de M. Boutros-Ghali était purement « technique » et ne signifiait pas que l'Irak « accepte les clauses de la résolution 986 ». - (AFP)

Un pays sous la terreur

L'ÉPILOGUE sanglant de l'affaire de deux des gendres du président irakien apporte une nouvelle preuve de la capacité de Saddam Hussein à maintenir au pouvoir envers et contre tout.



ANALYSE

Ni l'embargo impitoyable qui est imposé à son pays depuis août 1990, ni les révoltes des Kurdes au

Nord et des chiïtes au Sud en 1991, ni le soulèvement des tribus sunnites El Djoubouri en 1994 et El Douleimi en 1995, ni la défection de deux de ses gendres en août 1995 et les révélations qu'ils ont pu faire sur le régime et son armement, n'ont fait vaciller le dictateur de Bagdad.

Saddam Hussein ne change pas non plus de méthode de gouvernement. On aurait pu penser que la revanche qu'il a prise en voyant revenir, la tête basse, ses deux

gendres fugitifs après six mois d'exil volontaire, l'inciterait à passer l'éponge en se contentant de maintenir les deux hommes à l'écart du pouvoir.

EXEMPLE

Cela aurait pu, sinon le réhabiliter aux yeux de la communauté internationale, du moins laisser le monde perplexe sur l'affaire des frères Hassan et les doutes persister sur un prétendu scénario qu'il aurait lui-même mis en scène en

organisant la fuite puis le retour de ses deux gendres (*Le Monde* du 22 février).

Il n'en a rien été et les deux hommes, quelle que soit la vraisemblance de la version officielle de leur mort, ont péri par le sang, comme tous ceux qui, un jour ou l'autre dans ce pays, ont osé contester le pouvoir de Saddam Hussein ou ont été soupçonnés de le mettre en cause.

Cette fin tragique a valeur d'exemple. Saddam Hussein a vou-

lu rappeler à tous ceux qui l'avaient oublié qu'il continue de gouverner l'Irak par le fer et le feu et que nul, y compris parmi les siens, ne saurait trouver grâce à ses yeux s'il a des velléités de dissidence. Il n'oublie pas que la fuite de ses gendres l'a contraint à admettre qu'il avait menti à la commission de l'ONU chargée du désarmement irakien.

Le président irakien n'est pas un remarquable joueur d'échecs. Il tire sa force de ses méthodes terroristes, d'une préférence de plus en plus évidente des Etats-Unis et des pays arabes pour son maintien au pouvoir plutôt que pour un changement dont on ignorerait la couleur, compte tenu de la disparité d'une opposition éclatée entre plu-

sieurs pays et en autant, sinon davantage, de tentatives. Et c'est là le troisième point fort du maître de Bagdad.

« NUIT DES LONGS COUTEAUX »

« Le monsieur qu'est allé voir » le général Hussein Kamel Hassan « n'est pas connu pour sa gentillesse », a commenté, vendredi, un porte-parole de la Maison Blanche. Doux euphémisme, lorsqu'on connaît le parcours de Saddam Hussein et ses méthodes de gouvernement.

La mise en scène qu'il avait imaginée pour inaugurer son régime, en juillet 1979, aurait dû faire réfléchir ses gendres. En sa présence, avec sa participation et celle de res-

ponsables qu'il voulait « mouiller » de manière irréversible, il avait fait exécuter vingt-deux cadres supérieurs du parti Baas et de l'Etat pour « conspiration » en faveur de la Syrie. Dans leur livre *Saddam Hussein*, paru en 1991 aux Presses de la Cité, Laurie Mylroie et Judith Miller rapportent que cinquante personnes auraient été tuées lors de cette « nuit des longs couteaux ».

Saddam Hussein disait récuser les « méthodes staliniennes » au profit de « méthodes baasistes ». En clair, cela signifie que tout dissident ou soupçonné de l'être ne « bénéficierait » d'aucun exil dans un coin reculé du pays, ni de quelques travaux forcés dans un goulag à l'irakienne. Tout oppo-

sant doit être purement et simplement éliminé. Le chef de l'Etat irakien ne disait-il pas, dès 1971 : « Grâce aux méthodes de notre parti, il n'y a aucun risque pour que quelqu'un qui serait en désaccord avec nous saute dans un char et renverse le gouvernement » ?

Comment l'homme qui n'a pas hésité à faire gazer les Kurdes en 1988 et à réduire au silence, dans le sang, toute révolte chiite, notamment en 1991 - et ce ne sont là que quelques exemples -, aurait-il pu pardonner à ses gendres dont la mort tragique ne saurait faire oublier qu'ils participèrent avec zèle aux exactions du régime ?

Mouna Naïm

Le Monde

DIMANCHE 25 - LUNDI 26 FÉVRIER 1996

De promotions en disgrâce

● 1988

Juillet : Hussein Kamel Hassan entre au gouvernement comme ministre de l'industrialisation militaire.

● 1994

Avril : Hussein Kamel Hassan est nommé ministre de la défense.

● 1992

Février : le général Hassan perd son portefeuille de ministre de la défense pour devenir conseiller de Saddam Hussein.

● 1993

Septembre : Hussein Kamel Hassan est nommé ministre de l'industrie.

● 1995

8 août : le général Hassan se réfugie en Jordanie, avec son frère, Saddam, et leurs épouses.

11 août : des militaires américains de haut rang rencontrent Hussein Kamel afin d'obtenir de lui des « informations sur l'armement irakien, notamment biologique et chimique ».

12 août : le général Hassan appelle, au cours d'une conférence de presse, au renversement du régime irakien.

16 août : Saddam Hussein rappelle à ses ministres qu'ils doivent désormais « respecter la loi à la lettre ».

17 août : le secrétaire américain adjoint pour le Proche-Orient, Robert Pelletreau, se rend à Amman.

23 août : le roi Hussein de Jordanie, dans un discours à la nation, qualifie Hussein Kamel d'« homme sincère », et assure que son pays « n'accueille, ni ne protège aucun agent ou traître ».

3 septembre : les présidents égyptien et syrien minimisent, au cours d'une conférence de presse réunie au Caire, la défection du général Hassan.

● 1996

17 février : le général Hassan écrit, selon Bagdad, à Saddam Hussein pour lui demander l'autorisation de rentrer.

Saddam Hussein fait assassiner ses deux gendres pour trahison

Réfugiés en Jordanie, ils venaient de rentrer en Irak

DES OPPOSANTS irakiens sont convaincus que les deux gendres fugitifs mais repentis du président Saddam Hussein ont été exécutés sur ordre de ce dernier. Ils ont « été liquidés après avoir été soumis à des interrogatoires continus depuis leur arrivée mardi » en Irak, a déclaré à l'AFP le général Wafic Samarraï, un ancien responsable des services de renseignement qui a fait défection en 1994. La veille, la télévision de la Jeunesse, contrôlée par Oudai, le tout puissant fils de Saddam Hussein, avait annoncé que les deux hommes, ainsi que leur père et leur frère, avaient été tués pour « trahison » par la tribu El Majid à laquelle ils appartiennent. Auparavant, la même télévision avait annoncé que leurs épouses, Raghad et Rana, avaient obtenu le divorce. Dans un message adressé à Saddam Hussein, la tribu affirme que « la branche traîtresse de la famille a été coupée ». La presse irakienne de samedi présentait comme des « martyrs » deux membres de la tribu tués lors de l'assassinat des deux gendres du dictateur.



18 février : le roi Hussein de Jordanie autorise l'ouverture, à Amman, du siège régional d'un des mouvements d'opposition au régime de Bagdad, l'Entente nationale irakienne.

20 février : Hussein Kamel, son frère, et leurs épouses, rentrent à Bagdad.

21 février : le porte-parole du département d'Etat américain exprime sa « surprise totale ».

23 février : la télévision irakienne annonce le divorce des épouses des deux gendres de Saddam Hussein, puis la mort du général Hassan et de son frère Saddam.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, FEBRUARY 26, 1996

Iraqi Defectors' Fatal Lapse of Memory

By Youssef M. Ibrahim
New York Times Service

PARIS — Hussein Kamel's fate was probably sealed the moment he decided to defect to Jordan last August, vowing to topple Saddam Hussein, his father-in-law and the man who elevated him from a driver in the presidential security force to one of the most important men in Iraq's recent history.

Iraqis said General Kamel and his brother Saddam, also a son-in-law of the Iraqi president, were doomed long before they were gunned down in Baghdad on Friday. They had returned to the Iraqi capital on Tuesday in the belief that they had been pardoned for their defection six months ago.

General Kamel's story says a great deal about how Iraq is ruled. Over two decades, he rose to become chief armaments procurer for Iraq. Although he never finished high school, he was given the highest rank in the army as well as the hand of one of Mr. Saddam's daughters, Raghda. He controlled billions of dollars and was accountable only to the president.

Colonel Saddam Kamel, his brother, married the president's other daughter, Rana,

and was named head of the president's personal security detail.

By all accounts, both men were smart and resourceful except for a fatal flaw: They apparently forgot that in the family to which they belonged there is only one Godfather, and his name is Saddam Hussein.

For that lapse, both men paid with their lives. On Friday, after being divorced from their wives, they were declared traitors and shot — after being made to kiss Saddam Hussein's shoes, according to accounts of Iraqi dissidents. The official Iraqi account said they were killed by their own relatives, who wanted to wipe out the shame of their treason.

The decision to leave Iraq and try to overthrow the Iraqi leader was a glaring error because the two men had no following outside or inside the country.

The opposition that General Kamel had hoped to rally considered him a butcher who took part in the massacre of Shiite Muslims in 1991, when a rebellion following the Gulf War was brutally put down.

Another mistake General Kamel made was to rely too heavily on King Hussein of

Jordan. The king, a mercurial survivor of 50 years of Arab intrigue, greeted him as "a patriotic young man" and installed him in a royal palace.

But he quickly distanced himself from the Iraqi defector when General Kamel proved to be a paper tiger. Then the king and his prime minister, a leading critic of Saddam Hussein's rule, started nudging the general to leave.

Indeed, within weeks of his arrival in Jordan on Aug. 8, General Kamel was sinking into isolation as he quickly discovered what the largely helpless Iraqi opposition in exile has already learned: that

NEWS ANALYSIS

Saddam Hussein is far too well entrenched to be removed from a distance.

American and Saudi intelligence officials came to see General Kamel, but soon concluded that he was of little use. And his family, including the two daughters of Saddam Hussein, were becoming clearly homesick, putting additional pressure on a man suddenly stripped of all the plumes that made him look like a big bird back in Iraq.

No other Arab country would have him; no Western

nation welcomed him.

So Hussein Kamel moved toward a decision that was ultimately his worst error: thinking that he could go back to Iraq if only he said he was sorry.

By and large, in Arab society — as in many traditional societies — a man who turns on his benefactor the way General Kamel did earns nothing but contempt. That is why there was no outcry in the region at the news of his death. If anything, it was seen as a case of justified vengeance.

The realities may have dawned on General Kamel when he arrived with his family at Iraq's border on Tuesday. There he was greeted by none other than Uday, the oldest son of Saddam Hussein and the bitter enemy of General Kamel.

According to Jordanian officials, the brothers were separated from their wives and taken away by the president's son. Iraqi authorities announced that the two men were being divorced by their wives because they "soiled the name and honor of the family" and would be treated as "ordinary citizens."

Any Iraqi knew what would come next.

LE MONDE - 27 février 1996

ÉDITORIAL

QUE reste-t-il du droit d'asile en Europe? La question mérite d'être posée au moment où se multiplient les entraves à cette conquête majeure du droit international. D'une extrémité à l'autre de l'Union européenne, les Etats se renvoient mutuellement des demandeurs d'asile qui finissent par être expulsés aux marges du monde riche. Les législations sont resserrées, les constitutions parfois même adaptées afin de pouvoir refouler en toute légalité ceux qui frappent à la porte de la forteresse. La France, qui clame son exemplarité dans ce domaine, multiplie les signes inquiétants de fermeture et d'ostracisme.

La baisse du nombre de demandes d'asile, enregistrée au moment même où la planète regorge de conflits civils et ethniques, témoigne de l'efficacité des méthodes de dissuasion policière et réglementaire. Quant à l'effondrement du taux de dossiers acceptés pour le statut de réfugié, il confirme la gestion très politique d'une procédure théoriquement indépendante, et l'hypocrisie qui préside à l'application des critères juridiques contenus dans la convention de Genève. Un Kurde auquel un

Le droit d'asile menacé

tribunal français avait accordé l'asile politique vient même d'être renvoyé vers la Turquie dans l'indifférence générale. Le même silence a entouré le récent alignement de l'Union européenne sur la jurisprudence la plus restrictive en matière de persécutions. Celle qui permet à la France de fermer sa porte aux Algériens menacés par les islamistes et aux Somaliens harcelés par les bandes armées.

Comme durant l'entre-deux guerres, des personnes persécutées pour leurs convictions ou leurs origines se voient condamnées à errer à travers l'Europe, à la vaine recherche d'un havre. L'éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie, la multiplication des persécutions ethniques ont redonné de l'actualité à la dramatique question

de l'apatridie qui hantait les défenseurs de droits de l'homme après 1918.

Ce raidissement aux allures de bouclage généralisé s'opère au nom d'une commune obsession: l'immigration. Derrière chaque demandeur d'asile les autorités voient un migrant masquant sa quête d'un meilleur statut économique sous un récit de persécution.

Personne ne nie que la procédure d'asile soit utilisée pour contourner l'interdiction de l'immigration de travail. Mais, plutôt que de redonner sa spécificité à l'asile en officialisant un minimum d'immigration, plutôt que de tenter de faire la part de la misère et du harcèlement politique, souvent mêlés dans les motivations des demandeurs d'asile, l'Europe riche préfère rejeter tout dossier comportant le moindre soupçon d'attraction économique. Jugés à cette aune, les « bons » réfugiés de l'Est des années 50 à 70 auraient été refoulés sans ménagement derrière le rideau de fer.

Aujourd'hui, le droit d'asile peau de chagrin fabriqué des dizaines de milliers de clandestins. Amalgamée avec une immigration drastiquement fermée, l'idée d'asile est ainsi progressivement ruinée.

Les relations s'enveniment entre l'Irak et la Jordanie

Le roi Hussein se déclare « dégoûté » par l'assassinat des deux gendres du président irakien à leur retour d'exil. Amman juge qu'un changement de régime à Bagdad est désormais « inévitable »

Avant de prendre l'avion, dimanche 25 février, pour Londres puis Washington, où il devrait discuter de la situation en Irak avec le président américain Bill Clinton, le roi Hussein de Jordanie s'est dit « dégoûté » par

AMMAN
de notre correspondante
au Proche-Orient

L'assassinat en Irak du général Hussein Kamel Hassan et de ses deux frères, hôtes pendant plus de six mois de la Jordanie, a définitivement rompu toutes relations politiques entre Amman et le régime du président Saddam Hussein. « Le changement de régime en Irak est inévitable, car les choses ne peuvent pas continuer ainsi », a affirmé, dimanche 25 février, le roi Hussein, au lendemain de la condamnation sans appel de cet acte par son premier ministre, Abdel Karim Kabar-

ti. « Je suis dégoûté et incapable de m'exprimer sur cette terrible affaire », a ajouté le souverain haïmite, avant son départ pour Londres et Washington, où l'Irak figurera en bonne place dans l'entretien qu'il doit avoir, le 6 mars, avec le président Bill Clinton.

« UN ACTE PRÉMÉDITÉ »

La veille, M. Kabariti s'était déclaré « sûr qu'il s'agit d'un acte criminel prémédité ». Il avait souligné que les deux gendres n'avaient pas « bénéficié d'un jugement équitable », et qu'ils avaient de surcroît « reçu des assurances sur leur sé-

deux intéressés et affirmant que ces derniers ont librement fait le choix de partir, alors qu'Amman leur offrait un asile sûr. Cette affaire envenimée, en tout cas, les relations, en constante dégradation, entre l'Irak et la Jordanie.

curité avant leur retour et avaient l'impression d'avoir été armistés ». L'ambassadeur d'Irak en Jordanie, Nouri Louaï, avait été convoqué samedi par M. Kabariti, à la fois pour expliquer les circonstances de cette action et répondre des accusations portées, au nom des filles du président irakien, contre le roi Hussein. Selon la télévision irakienne, celles-ci auraient en effet affirmé qu'elles avaient demandé audience au roi pour lui exprimer leur volonté de rentrer, mais que cette requête était restée sans suite.

Les autorités jordaniennes n'en

Moacher. Cette affaire ne fait qu'aggraver la dégradation continue des relations entre la Jordanie et l'Irak, ce qui inquiète nombre de Jordaniens.

« Nous ne voulons pas mélanger politique et économie », a souligné M. Moacher. Nous voulons confirmer notre coopération économique. » Pour la Jordanie, l'essentiel de cette coopération repose sur la fourniture par l'Irak, à un prix préférentiel, d'environ 70 000 barils de pétrole par jour, qui correspondent à la consommation quotidienne du pays. L'interruption de cette livraison coûterait cher à Amman, car si l'Arabie saoudite peut combler ce manque, elle ne paraît pas disposée à le faire au même prix. En outre, le marché irakien reste un débouché intéressant pour beaucoup d'hommes d'affaires influents, qui n'apprécient pas le durcissement de l'attitude jordannienne, les violations des droits de l'homme en Irak n'étant pas, à leurs yeux, une nouveauté.

Pour le moment, la Jordanie n'envisage pas de fermer sa frontière avec l'Irak, seule porte de sortie officielle pour les Irakiens. « Nous pourrions l'envisager si une véritable stratégie internationale véritable existait, affirme un haut responsable. Mais pour l'heure, il n'en est rien, et nous ne souhaitons pas accroître les difficultés du peuple irakien. »

Fr. C.

L'arme tribale au service du pouvoir

aurait-il pu habiter une simple maison dans un quartier populaire de Bagdad ? Présentés comme des cousins éloignés du président, les deux « martyrs » prêtent aussi à interrogation.

RÉGRESSION

Selon l'ancien chef des renseignements militaires irakien, Wafic Samarrat, réfugié aujourd'hui à Damas, l'un d'eux, Taher Abdel Kader Souleïman El Majid, était l'un des intermédiaires qui avaient demandé la clémence pour le général Hassan. Marié à la fille de l'ancien président Ahmad Hassan El Bakr, il aurait donc été tué comme les frères Hassan et leur père. En outre, pour être enterrés à Takrit, ville natale de Saddam Hussein, en présence des deux fils de ce dernier, Oudai et Kousai, et du vice-président, Izzat Ibrahim, les deux « martyrs » ne pouvaient, selon des Irakiens qui connaissent le régime, qu'appartenir à la garde rapprochée du président.

Si la vengeance tribale était vérifiée, le recours aux tribus traduirait l'évolution du régime, depuis les émeutes chiïtes et kurdes qui avaient suivi, en mars 1991, le cessez-le-feu de la guerre du Golfe. Déçu par le comportement du parti Baas, qui n'avait pas, selon lui, réagi avec suffisamment de célérité aux émeutes, le président irakien a brusquement fait appel aux chefs tribaux. Argent, honneurs, armes et certains pouvoirs leur ont été alors distribués, au grand dam de nombreux Irakiens qui reconnaissent au moins au parti Baas le mérite d'avoir un peu modernisé la société. Cet appel aux tribus permettrait toutefois au président de les monter les uns contre les autres, empêchant ainsi toute union contre lui, notamment dans les zones chiïtes. A côté d'un parti aujourd'hui renouvelé, cet état de fait perdure, accentuant la régression de la société irakienne.

Fr. C.

Hoffnungen auf eine neue Regierung in Ankara *Verhandlungen zwischen Tansu Ciller und Mesut Yilmaz*

Die zwei führenden konservativen Parteien der Türkei haben am Montag ihre Gespräche zur Bildung einer Koalitionsregierung von neuem aufgenommen. Die neugeweckte Hoffnung, wonach neun Wochen nach den letzten Wahlen eine starke, konservative Regierung gebildet werden könne, hat bereits die Wirtschaft positiv beeinflusst.

it. Istanbul, 26. Februar

Über eine Stunde lang haben am Sonntag der Vorsitzende der Mutterlandspartei (Anap), Mesut Yilmaz, und die Chefin der «Partei des Rechten Weges» (DYP), Tansu Ciller, zusammen gesprochen und die Möglichkeiten der Bildung einer Koalition zwischen den zwei führenden konservativen Parteien der Türkei erörtert. Kurz darauf erklärte ein enger Berater Frau Cillers begeistert, die Gespräche seien diesmal äusserst nützlich verlaufen. Beide Politiker sind bisher mit öffentlichen Erklärungen zurückhaltend gewesen. Nach den Wahlen vom 24. Dezember 1995 hatten sie immer wieder von einer bevorstehenden Anayol-Regierung gesprochen, einer Koalition zwischen der Anap und der DYP. Und immer wieder scheiterten die Verhandlungen daran, dass Frau Ciller hartnäckig darauf bestand, Chefin einer solchen Regierung zu werden, was Yilmaz konsequent zurückwies. Bei den Gesprächen der zwei verfeindeten Rivalen am Sonntag sowie bei den Verhandlungen der Parteidelegationen am Montag ging man offensichtlich auf diese heikle Frage nicht ein. Yilmaz und Ciller wollen sich nächsten Mittwoch erneut zu Beratungen treffen.

Günstige Reaktion der Börse

«Rückkehr zur Anayol» lautete der Titel der meisten Tageszeitungen am Montag. Die Aussicht auf die Bildung einer solchen Regierung trieb am Montag den Index der Istanbuler Börse in die Höhe. Eine Anayol-Regierung wird nämlich seit Monaten von der Wirtschaft gefordert. Mit insgesamt vierzig Prozent der Wählerstimmen – die Anap hatte bei den letzten Wahlen 19,65 Prozent und die DYP 19,19 Prozent erhalten – ist der konservative Wähleranteil mit Abstand die grösste politische Bewegung der Türkei. Eine Koalition zwischen den zwei Parteien könnte deshalb als einzige Regierung dem Land Stabilität versprechen und endlich die für die Wirtschaft so notwendigen, rigorosen Stabilisierungsmassnahmen durchsetzen.

Zu einer Anayol-Regierung hat auch die Armeeführung geraten. Unmittelbar nach den Wahlen hatte der türkische Generalstabchef, Ismail Hakki Karadayi, die Politiker davor gewarnt, die Islamisten in eine künftige Regierung einzubeziehen. Die Sicherheitskräfte würden eine Veränderung des gegenwärtigen westlich orientierten, säkularen Charakters der Republik nicht tatenlos hinnehmen, sagte er. Laut der Tageszeitung «Cumhuriyet» vom Sonntag soll der Gene-

ralstabchef den türkischen Politikern erst vor kurzem nochmals seine Bedenken nahegelegt und Frau Ciller aufgefordert haben, eine Anayol-Koalition endlich zu ermöglichen. Die meisten Kolumnisten folgerten am Montag deshalb, dass die Türkei lediglich zwei Möglichkeiten habe, aus ihrer wochenlangen politischen Krise herauszukommen: nämlich die Bildung einer Anayol-Regierung oder Neuwahlen. Sollten die Parteien nicht fähig sein, bis zum 22. März eine Regierung zu bilden, muss gemäss Verfassung der Präsident Neuwahlen ausrufen.

Isolierte Islamisten

Die Möglichkeit einer Beteiligung der islamischen Wohlfahrtspartei (Refah) in einer künftigen Regierung wird nicht mehr erwähnt. Die Refah war mit 21,38 Prozent der Wählerstimmen Siegerin der letzten Wahlen und hatte zum erstenmal seit der Gründung der Republik Türkei 1923 theoretisch die Aussicht, sich an der Regierungsmacht zu beteiligen. Zwei Wochen lang dauerten die zum Teil turbulenten Koalitionsverhandlungen zwischen dem Anap-Vorsitzenden Yilmaz und dem Islamistenführer, Necmettin Erbakan. Letzten Samstag erklärten sie allerdings das Scheitern ihrer Bemühungen. Laut Yilmaz hatte seine Partei als minimale Bedingung für die Bildung einer Koalition mit den Islamisten die Kontrolle der Wirtschaft sowie des Amtes für religiöse Angelegenheiten beansprucht. Erbakan, so sagte Yilmaz, habe diese Bedingungen aber nicht akzeptieren können. Erbakan zeigte sich über den Bruch der Gespräche erstaunt. Die Unterhändler der Anap hätten bei den gemeinsamen Treffen geschworen, sie seien «Brüder und Partner», sagte er. Gleichzeitig wollten sie die Refah aus der Wirtschaftspolitik ausschliessen.

Der Abbruch der Verhandlungen zwischen Anap und Refah wurde von einem Teil der türkischen Öffentlichkeit mit Erleichterung aufgenommen. Die westlich orientierten Türken befürchteten nämlich, die Islamisten könnten ihre Macht in einer Koalitionsregierung dazu ausnützen, den Staatsapparat zu infiltrieren. Eine Beteiligung der Refah an der Regierung sei zu gefährlich für das Land erklärte noch am Sonntag der sozialdemokratische Politiker Bülent Ecevit. Türkische Islamisten wurden jahrzehntelang systematisch ausgeschlossen. Diesmal könnte aber das Gefühl des Ausgeschlossenwerdens diese Partei, die sich bisher zwischen verbalem Radikalismus und orientalischem Pragmatismus bewegt hat, tatsächlich auf einen verschärften Oppositionskurs bringen.

SUD OUEST - 28 février 1996

■ **KURDES.** L'armée turque prépare une offensive appuyée par l'aviation contre les séparatistes kurdes avant le début du printemps dans les provinces orientales de la Turquie.

Iraq Has the Wherewithal to Build an A-Bomb After All

By Michael Eisenstadt

WASHINGTON — Five years after Operation Desert Storm, Iraq once again may not be far from producing an atomic bomb. With its known nuclear infrastructure largely dismantled, restrictive sanctions greatly complicating the acquisition of sensitive technology abroad and scores of UN weapons inspectors combing the countryside, how can this be?

The fact is that the experience of the past five years shows that none of these factors would pose insurmountable obstacles to Iraqi efforts to build a bomb if Iraq were able to acquire fissile material (bomb-grade plutonium or uranium) on the black market from the former Soviet Union or elsewhere. If it could do so, it would bypass the most difficult step in bomb-making and could then focus on "weaponizing" the material — that is, making a deliverable weapon from it — which is normally the final phase of bomb-making. And the odds are Iraq would succeed. Here's why:

- First, Iraq retains the most important assets required to restart its nuclear effort: a cadre of experienced scientists and technicians, a relatively advanced military-industrial base and a viable nuclear weapon design.

- Second, Iraq has kept many of its bomb design teams together. Although they are ostensibly not engaged in weapons research, there can be little doubt that when the UN inspectors are not around they talk shop — and perhaps more. UN inspectors concede that they can do nothing to prevent Iraqi nuclear scientists from continuing with theoretical work — paper and computer studies involving calculations, simulations and weapon design — when they are absent. That being the case, it is prudent to assume, in light of a pervasive pattern of cheating, that the Iraqis continue to work on their bomb. Why else keep the bomb design teams together?

- Third, Iraq still has thousands of sophisticated machine tools at various civilian and military industrial facilities around the country. With a little ingenuity, its nuclear scientists probably could create the infrastructure to build a

bomb from purloined fissile material. (And the Iraqis have boasted to inspectors that they could build whatever equipment they might now lack for such an effort.)

- Fourth, a revived nuclear weapons program would be almost impossible to detect. It would be designed to be invisible to outsiders, and the Iraqis would bring to this effort a detailed understanding of the shortcomings of the UN monitoring regime and foreign intelligence services — gained through five years of cat and mouse. Moreover, the manpower base and infrastructure required for weaponization is quite small and thus potentially difficult to detect. Large, conspicuous and sophisticated labs are not needed. Weapons development and testing could be carried out at temporary or makeshift facilities (such as open-pit mines or construction sites) and small and inconspicuous permanent facilities (such as private homes or mosques). And facilities hand-

ling weapons-grade uranium or plutonium can easily be shielded to prevent the escape of telltale radiation.

In the near term, Iraq's ability to build a bomb will hinge on whether it succeeds in acquiring fissile material on the black market. However, the possibility of its acquiring such material from the former Soviet Union can no longer be deemed a long shot. Late last year, Iraq succeeded in illegally acquiring sophisticated gyroscopes that came from long-range missiles that Russia had destroyed in accordance with various arms control treaties with the United States. Export of components from these missiles is forbidden; nonetheless, the gyroscopes found their way to Baghdad.

This incident — which should set red lights flashing in capitals around the world — confirmed many people's worst fears: that there are people in Russian government who will sell weapons mater-

ial for the right price. This incident also confirmed what many people already knew: that Iraq continues to work on its weapons of mass destruction in violation of a stack of UN resolutions.

The diversion problem in the former Soviet Union is approaching crisis proportions; the basic assumptions concerning the scope and nature of the problem and the effort required to deal with it must be revised upward, and the problem must be addressed with renewed urgency. Moreover, Iraq's weapons design teams must be dispersed in such a way as to make it difficult for them to continue with clandestine weapons work — and not just in the nuclear realm, but in other critical areas as well, such as biological warfare.

The writer, a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy specializing in military affairs, contributed this comment to The Washington Post.

Saddam Foes Report Clashes

Opposition Says Slain Defectors' Kin Fight Back

Compiled by Our Staff From Dispatches

AMMAN, Jordan — Iraqi opposition figures said Tuesday that clashes had broken out between forces loyal to President Saddam Hussein and relatives of the two former defectors who were killed last week in Baghdad.

The opposition groups said the clashes were sparked by Friday's killing of General Hussein Kamel and Colonel Saddam Kamel, sons-in-law of Mr. Saddam who had once been high government officials.

The brothers were reportedly killed by relatives who were angry that they had dishonored the family.

Hamed Bayati, a spokesman for an Iraqi opposition group in London, said of General Kamel, "Forty of his relatives have been liquidated, including women and children."

Some of his relatives in Jordan said that the latest victims were General Kamel's two sisters, who were killed Monday in Baghdad along with one sister's husband and their children.

And the Iranian press agency IRNA quoted an Iraqi opposition leader as saying that fighting had broken out between Iraqi forces and relatives of the slain defectors.

Iraq's media has not mentioned any clashes and Adel Ibrahim, a spokesman for the Iraqi Embassy in Jordan, denied the reports. "These are merely rumors and they are not true," he said. None of the reports could be independently confirmed.

But Ayatollah Mohammed Bakr Hakim, head of the opposition Supreme Assembly of the Islamic Revolution of Iraq, said a series of armed struggles had broken out in Baghdad late Monday, including one fight near the presidential palace.

He described the situation as "turbulent," according to Iran's official press agency. He also said there was fighting between pro-Saddam forces and relatives of the slain defectors in Mr. Saddam's hometown of Tikrit, north of Baghdad.

He said there were a large number of casualties on both sides in the Tikrit fighting, but he gave no figures. Mr. Hakim is in exile in Tehran.

The Iraqi government portrayed the killings of the defectors as retribution by their relatives. The government lauded the attackers as "heroes" and denounced the defectors as "traitors."

Iraq's critics, meanwhile, accused the government of orchestrating the killings.

Al-Hayat, an Arabic-language newspaper based in London, reported that Mr. Saddam had started a campaign to eliminate the families of the defectors.

"Saddam Hussein is continuing a widespread drive of purging relatives of Hussein Kamel and all who are suspected of having sympathy with him," the newspaper said, citing diplomatic sources in Jordan.

(AP, AFP)

Turkish Daily News WEDNESDAY, FEBRUARY 28, 1996

Iraq says UN oil talks positive, to resume soon

By Hassan Hafidh

Reuters

BAGHDAD- Iraq's Oil Minister Amir Mohammed Rasheed said on Tuesday his country's oil talks with the U.N. were positive and he expected them to resume soon.

"The talks were positive. Good-intention prevailed during the talks," Rasheed told Reuters.

But Rasheed said the two sides had still to solve a number of issues which he declined to identify.

"There are still points which need further dialogue on this subject. We hope they will be settled in the coming round," Rasheed said.

Rasheed did not say when or where exactly he expected the talks to restart. Earlier Iraq said it expected them to resume some time in March and preferred them to be held either in Baghdad or New York.

Iraq and the United Nations wrapped up their first round of talks in New York last week without reaching an agreement. At issue is U.N. resolution 986 which allows Iraq partial oil sales worth \$2 billion in six months to buy food and medicine. Iraq has been under crippling U.N. sanctions since its invasion of Kuwait in 1990.

Asked whether Iraq had accepted the resolution, Rasheed said: "Iraq entered talks (with U.N.) to lay down arrangements for an oil-for-food mechanism.

Iraq's acceptance or rejection of the resolution has not been mentioned."

Iraq's chief negotiator at the talks, Abdul-Amir al-Anbari, is in Baghdad to brief Iraqi leaders on the outcome of the talks.

Rasheed said contacts with Turkey were underway to prepare the twin pipeline through its territory for possible exports. "There are some contacts (with the Turkish side) to guarantee that the pipeline and the Ceyhan port are ready for export", Rasheed said. He said the pipeline, whose total export capacity is 1.6 million bpd (barrels per day), could now handle 1.1 million bpd. The oil minister said Iraq was now capable of exporting more than 2 million bpd which could be increased to 2.5 million in the next few months.

Rasheed said if Iraq and the U.N. reached an agreement, OPEC (the Organisation of Petroleum Exporting Countries) would hold an extraordinary meeting to discuss its return to international markets.

"Iraq has received a letter from OPEC's chairman to hold an extraordinary meeting as soon as Iraq and the U.N. reach an oil agreement", he added.

Rasheed said Iraq was in contact with about 28 international oil firms "...conducting detailed negotiations on type of oil to be exported...so that we will be ready when an agreement is reached."

Turkish Daily News THURSDAY, FEBRUARY 29, 1996

Yaşar Kemal to face court again

Turkish Daily News

ISTANBUL- World famous writer Yaşar Kemal will once again appear in the Istanbul State Security Court March 7, facing two charges in a new case brought by the chief prosecutor.

The charges which were laid under the Anti-Terrorism Law are based on two articles which he wrote and which appeared in a book of essays, "Freedom of Expression and Turkey." The charges are for inciting the people to hatred and enmity and making separatist propaganda. The book was confiscated at the beginning of 1995, and the prosecutor has also asked that the publisher of the book, Erdal Öz, be punished.

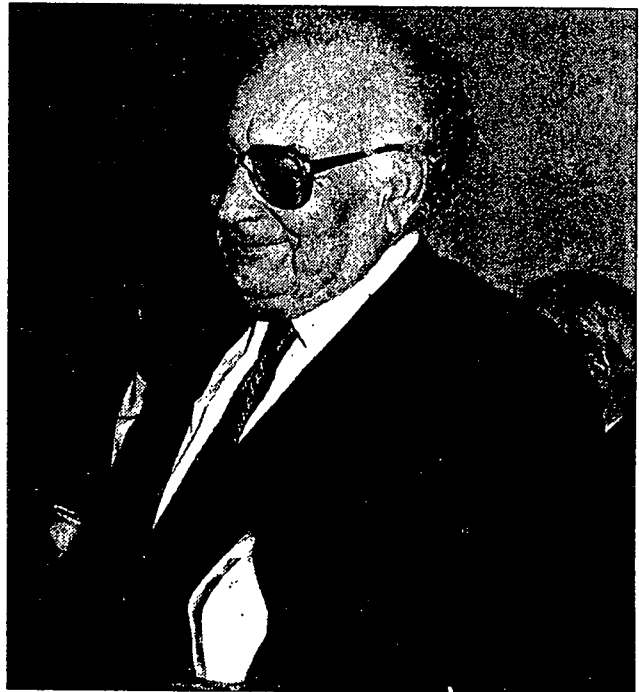
This is the second time in a year that Kemal has been put on trial under the Anti-Terror Law. He stood trial in May for one of the articles which

appeared in the German magazine, Der Spiegel.

The charge was brought under Article 312 of the Turkish Penal Code on a charge of provoking hatred and enmity by displaying racism or separatism.

He was acquitted in December. There is nothing in Turkish law which would prevent the prosecutor from bringing a new case against Kemal as the same article appeared in the book of essays.

The new trial is seen as a test case of the changes made to the Anti-Terror Law in October in order to overcome what was seen as an obstacle to Turkey's entry into the customs union with the European Union. Some lawyers and human rights activists claim that the changes were merely cosmetic and freedom of expression is still restricted.



Yaşar Kemal

Mrs. Porter: CIA Did 'Positive Work' in North Iraq

By Uğur Akıncı

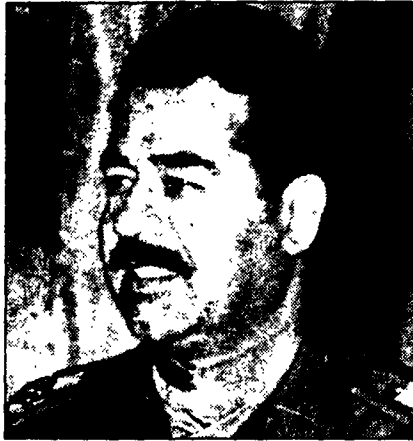
Turkish Daily News

WASHINGTON- In a panel on international press freedom organized on Tuesday by Voice of America (VOA), Mrs. Kathryn Cameron Porter, wife of Rep. John Edward Porter (R - IL) and president of a human-rights NGO called "The Human Rights Alliance," said CIA did some "positive work" in north Iraq right after the Gulf War.

Rep. and Mrs. Porter are vocal critics of Turkish foreign policy and champions of Kurdish rights. In a Congressional hearing last year, Mrs. Porter, after alleging that she was almost killed by forces of Massoud Barzani during her visit to the region, has portrayed the PKK as a "moderate force." She also suggested she could be "available" to supervise the equitable distribution of US aid between rival Kurdish factions in northern Iraq.

"What is your opinion on CIA's reservation to use journalists as agents?" a Turkish journalist asked Mrs. Porter during the VOA panel. CIA Director John Deutch, testifying before Senate Select Intelligence Committee on February 22, admitted that "in very rare circumstances" the CIA would ask for the services of American journalists.

"You really try to get me in trouble today," Mrs. Porter replied jokingly. "I obviously [never] wanted CIA using anyone... I tried to live my life transparently. I simply go about what I am doing in terms of helping others without any hidden agenda..." "I think the CIA has done some positive things in the past," Porter said. "When you look at the Kurdish situation, I think that there are things that you can point to that are positive. They probably would have been forgotten at all. Of course how can we as individuals comment on a larger situation where we only know parts of scenarios? It bothers me a little bit that journalists were manipulated for purposes that do not suit the journalistic profession. Journalists are doing God's work, so to speak [to find the Truth]. And I would hate to see them being tools of any government apparatus."



Saddam Hussein

CIA in North Iraq

When asked after the VOA panel what she meant by CIA doing "positive things" with regards to "the Kurdish situation," she said she was referring to the CIA involvement in northern Iraq right after the Gulf War to bring together Mesoud Barzani's Kurdish Democratic Party and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan. She said CIA also did "positive things" in northern Iraq within the context of Operation Provide Comfort but she declined to comment any further.

Earlier, in an interview he gave to CNN on the fifth anniversary of Gulf War, former President George Bush said that he did not expect Saddam Hussein to be in power this long, and that saving the Kurds in northern Iraq was not a part of the design to "stop aggression." He implied he didn't rush to the defense of the Shiites in south Iraq for the same reason. The former president of the United States rejected the view that he first encouraged Iraqi Kurds to take up arms against Saddam, only later to let them down.

"The added scope of settling the Kurd problem in the north" has never been his intention, he said. "I did not go beyond the stated clear objective — which was to end the aggression," he told CNN's Bernie Shaw.

"But that problem worried me for years and years," he admitted. "The human

dimension of it and indeed afterward we tried to keep the airplanes from flying beyond certain lines and all of this..." Bush said.

"I worried when Saddam Hussein, in defeat, immediately started battling with the Shiites in the south. But again I didn't want to expand the mission, nor was it ever designed to expand the mission. Some said Saddam would fall out of his own way, the people would get him, and I was encouraging uprisings. I don't think that was what I was doing at all. It's just wrong."

"I thought he'd be fought [by Iraqis]," Bush admitted. "I thought this tyrant could not stand off this long. There he is..." Porter also commented at length about her allegation that Kurds are oppressed in southeast Turkey, and that such human rights violations do not even show up on "State Department's screen."

She said journalists in Turkey can not report objectively what's going on in the southeast since they are taken there in military helicopters and escorted by a government official throughout their stay. When she visited the southeast, the man assigned to her has "pulled the trigger a few times" himself, according to local accounts. How can journalists be objective when they are accompanied by "an informer and a killer?" she asked rhetorically.

'Tax dollars'

The State Department is being inconsistent in treating the Kurds of Iraq and Turkey differently, she said. The villages in Turkey are burned and people are tortured "with our tax dollars," Mrs. Porter claimed. "How can we talk about it when we fund it?" she asked.

US Congress lent Turkey \$320 million in FMF loans at regular market rates for FY96. Turkey has paid US back \$512.134 million in principal and interest in 1995. Turkey will be paying \$504.007 million in principal and interest in 1996. Between 1995 and 2016, Turkey would be paying the United States a total of \$6,274.460 million, or roughly \$6.3 billion dollars in principal and interest.

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

Donnerstag, 29. Februar 1996 · Nr. 50



86 intellectuels turs en procès

Un procès de 86 intellectuels turs, parmi les 1 080 coéditeurs symboliques d'un livre dont les auteurs avaient été poursuivis pour « séparatisme », s'est ouvert mercredi à Istanbul. Ce procès devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul fait suite à un premier procès ouvert en août 1995 contre 99 autres coéditeurs du livre *Liberté à la pensée*. Les intellectuels avaient revendiqué leur « culpabilité » en assumant collectivement l'édition de ce livre en mars 1995, dans le cadre d'une campagne de désobéissance civile, « Initiative contre le délit d'opinion ». Le livre avait été saisi. Ils sont poursuivis, aux termes de la loi antiterroriste qui limite la liberté d'expression, pour apologie d'un crime – la publication d'articles ayant valu des poursuites à leurs auteurs – et pour « incitation à la haine et à la discorde par voie de discrimination raciale et régionale ». L'ouvrage contenait notamment des articles du plus renommé des écrivains turs contemporains, Yasar Kemal (inculpé), du sociologue Ismail Besikci, des universitaires Fikret Baskaya et Haluk Gerger (emprisonnés), et des déclarations de huit ex-députés du Parti pro-kurde de la démocratie (DEP, dissous). L'objectif de la campagne était de démontrer « l'absurdité du concept de délit d'opinion », en provoquant l'ouverture d'enquêtes contre tous les signataires du livre et en partageant le sort des victimes du « délit d'opinion ». Les deux procès doivent prochainement être réunis.

Libération - 29 février 1996

Erfolg bei den türkischen Koalitionsgesprächen

Grundsatzvereinbarung von Ciller und Yilmaz

Ankara, 28. Febr. (ap) Die amtierende türkische Ministerpräsidentin Tansu Ciller und der Vorsitzende der Mutterlandspartei, Mesut Yilmaz, haben sich im Grundsatz auf die Bildung einer Regierungskoalition geeinigt. Das gab Frau Ciller, die Vorsitzende der Partei des Rechten Weges (DYP) ist, am Mittwoch nach einer weiteren Gesprächsrunde bekannt. Laut ihren Angaben kam sie mit Yilmaz unter anderem überein, sich im Amt des Regierungschefs abzuwechseln.

Eine solche Regelung hatten die beiden Parteiführer schon einmal erörtert, doch waren die Verhandlungen damals am Streit über die Reihenfolge gescheitert. DYP, Mutterlandspartei und die islamistische Wohlfahrtspartei hatten seit der Parlamentswahl vom 24. Dezember wechselweise ohne Erfolg versucht, eine Regierungskoalition zu bilden.

Neuer Prozess gegen den Autor Kemal

Istanbul, 28. Febr. (Reuter) Der türkische Schriftsteller Yasar Kemal muss sich erneut wegen kritischer Artikel zur Kurdenpolitik seines Landes vor Gericht verantworten. Das neue Verfahren sei auf den 7. März festgesetzt worden, sagte Kemals Anwalt am Dienstag in Istanbul. Konkret gehe es um zwei Artikel, von denen einer im deutschen Magazin «Der Spiegel» erschienen war. Deswegen war der türkische Autor bereits einmal des Verstosses gegen Artikel acht der Antiterrorgesetze angeklagt, wurde jedoch im Dezember freigesprochen.

86 Intellektuelle vor Gericht

(ap) Vor dem Staatssicherheitsgericht in Istanbul hat am Mittwoch auf der Grundlage des Antiterrorgesetzes der Prozess gegen 86 türkische Intellektuelle begonnen. Den angeklagten Mitherausgebern des Buches «Freiheit den Gedanken» wird vorgeworfen, «durch rassische und regionale Diskriminierung zu Hass und Zwietracht» aufgerufen zu haben. Darauf stehen in der Türkei Strafen bis zu sieben Jahre Haft. In dem Buch, das Teil einer Kampagne gegen die Einschränkung der Meinungsfreiheit ist, waren unter anderem Artikel des Schriftstellers Yasar Kemal und Erklärungen von acht Abgeordneten der verbotenen prokurdischen Partei DEP enthalten.

Blockadens bieffekt Kurdistan fall?

KURDISTAN har fått demokrati. Min kurdiske vän ville hjälpa till. Han packade väskorna och åkte tillbaka till sitt folk. Med sin kompetens från två kulturer ville han ställa sig till förfogande.

Västvärlden hade äntligen bestämt sig för att ingripa till försvar för Iraks kurder. Det var 1991. Nu är det andra tider. Under tisdagen satt FN och Irak i förhandlingar. Återigen ser det ut som om kurderna kan bli förlorare.

Kurderna har ibland kallats världens största folk utan land. I Sverige har deras situation aktualiserats genom utvisningen av familjerna Sincari till kurdiska delen av Turkiet. Kurderna är vana att få utstå förföljelse. Men värst drabbade har nog ändå de irakiska kurderna varit. Bilderna från Halabja i Irak är svåra att glömma. Med giftgas utplånades en hel by. Och då Saddam Hussein hade blivit besegrad i Kuwait vändes hans trupper mot norr. De fyra miljonerna kurder blev nästa måltavla.

Världsupinionen ville så småningom inte se flera bilder av barfota kurder i de snöiga bergen. FN gjorde ett lyckat ingripande och upprättade en fredszon. 36:e breddgraden skiljer nu öfret från mördaren. Med Turkiets goda minne bevakar amerikanska flygplan området. Var sjätte månad har skyddet förlängts. Men Turkiet konstade. Numera vet de irakiska kurderna inte om de har skydd mera än tre månader framåt. Detta är en osäker grund att bygga ett fungerande samhälle på.

Paradoxalt nog har ömvärldens agerande, delvis tillkommet

■ ■

Kurderna har ibland kallats världens största folk utan land.

■ ■

för att skydda kurderna, inneburit att den av västmakterna uppmuntrade demokratin som samtidigt infördes kommit i gungning.

DET ÄR SYND. Landet var på så

god väg. Ambitionerna var höga. Ett parlament av västerländskt snitt valdes – även om man kan diskutera de båda dominerande partiernas renlärighet. Men fred rådde. Och inte minst kurder med svenska pass och erfarenheter kunde vara med och bidra med sin kraft och kunskap.

Att det orosdrabbade södra Kurdistan över en natt skulle kunna bli demokratiskt var kanske för mycket begärt. Men den praktiska, om än inte helt effektiva, metoden att två rivaliserande partier tog gemensamt ansvar och delade all makt, från chaufförsjobb till ministerposter, mellan sig verkade fungera.

Kanske tog vi ut glädjen för tidigt. Demokrati i tredje världen ska uppmuntras, sägs det. Men demokratin behöver stöd och stöttor. Även ekonomiska sådana. Här brast det vad gäller irakiska Kurdistan.

Det tog ett par år så var de båda partierna i luven på varandra igen. Naturligtvis letade de två partiernas arbetslösa arméer efter uppgifter, och säkert kan en del av skulden sökas i gammalt groll – en konflikt som utan att det var meningen gick från slagsmål till strider.



Ska de fortsätta vara förlorare?

Ett av Kurdistanens grundläggande problem är att det är blockerat från yttvärlden. FN:s sanktioner mot Irak inkluderar självfallet den kurdiska delen. För Kurdistan har den ekonomiska blockaden varit förödande. I dag är allting en bristvara. Hur ska området få inkomster om det inte tillåts handla? Då återstår att smuggla. Det är inget att bygga upp en statsbudget på. Och

DAGENS NYHETER

Onsdagen den 7 februari 1996

hur ska man behålla demokratin om det inte ens finns papper?

KANSKE förmådde de kurdiska ledarna inte axla den ledarroll de borde tagit på sig. Kanske var de aldrig övertygade om demokratin fördelar. Det är möjligt. Men kurderna har också blivit en del av stormaktsspelet. USA har åter tagit sitt ansvar och leder nu fredsförhandlingar mellan de båda partierna. Ändå är såväl parlament som regering förlamade. För samtidigt har ett annat krig brutit ut. Mellan det ena partiet, KDP, och det turkiska PKK. Orsaken kan sökas i Irans vilja att sabotera fredssträvandena. Landet vill inte se mera västinflytande i sin närhet. USA är djupt involverat i Kurdistan och Syrien förhandlar med Israel. Detta är en utveckling som Iran inte stillatigande kan åse. PKK knuffades fram och så var man där igen...

Blockaden mot Irak har åter visat att embargo är ett både trubbigt och osäkert vapen. Dess destabiliserande effekt på irakiska Kurdistan ska inte underskattas. Det är djupt beklämmande att blockaden fick denna bittra bieffekt. Men det vore hyckleri av västvärlden att hävda att den inte var medveten om problemet. Och det värsta är att allt nu kan upprepas.

Då FN sätter sig att förhandla med Irak om att landet ska få sälja olja i utbyte mot att en del av inkomsterna används till mat, medicin och stöd till kurderna nämns inte ens möjligheten att kurderna hellre än att ta emot hjälp från Irak skulle vilja handla själva.

Med en sådan behandling kommer Kurdistanens demokratiförsök aldrig att lyckas. Snart kommer min vän hem. Jag vet att han är besviken.

Madeleine Sjöstedt



خلاف على تفسير فقرة في القرار ٩٨٦

تأزم في المفاوضات مع العراق : «عقدة» الاكراد ونفقات انتاج النفط

□ نيويورك - من راعدة درغام:

شهدت المحادثات بين الامانة العامة للأمم المتحدة والوفد العراقي في شأن صيغة النفط للغذاء، تازحاً، واوشكت على الانهيار لسببين رئيسيين: كيفية تحويل ١٣٠ - ١٥٠ مليون دولار للاكراد في شمال العراق تقطع من بيع نفط عراقي قيمته بليوناً دولار لفترة ستة شهور، والسبب الثاني حسم نفقات انتاج النفط التي تعادل دولارين للبرميل من سعره.

وبقيت الأمور الرئيسية المختلف عليها مدونة داخل قوسين في مسودة «مذكرة التفاهم» بين الطرفين، ما هدد بانتهاء محادثات نيويورك من دون التوصل إلى اتفاق على القضايا الفنية بنقل المحادثات إلى الخانة السياسية، كما كان متوقعاً. إلا أن مصادر الامانة العامة خفضت من طابع التفاوض واعربت عن املها بالتغلب على الصعوبات. وبرزت مسألة كيفية تخصيص ١٣٠ - ١٥٠ مليون دولار للمحافظات الكردية الثلاث (دهوك واربيل والسليمانية) عقبة أساسية في طريق الاتفاق. ولم يكن تخصيص هذا المبلغ سبب الاختلاف بل نشأ الخلاف على وسيلة اقتطاعه. وتحركت بول غربية خلال الأيام القليلة الماضية لإظهار معارضتها التفاهم على تخصيص هذا المبلغ ضمن صلاحيات الحكومة العراقية وفي إطار الخطة

الثامنة من القرار ٩٨٦ وبين تفسير الدول الغربية للفقرة، خصوصاً الولايات المتحدة وبريطانيا. وترى هذه الدول ان القرار ٩٨٦ ينص على اقتطاع النسبة نقداً ووضعها تحت تصرف الوكالات الدولية، والوكالات هي الطرف الذي يشتري البضائع اللازمة. وكان ديبلوماسي غربي قال لـ «الحياة»: «نعارض تقسيم العراق لكننا لا نريد تمكين الحكومة المركزية من إعادة سيطرتها على المحافظات الثلاث (الكردية) التي فرضت عليها الحصار الاقتصادي، وبالتالي تخلت عن مسؤولياتها هناك». وأشار إلى ان القرار ٩٨٦ تعتمد ذلك من خلال تجزئة الفقرة ٨ إلى جزئين «الف» و«باء» وادرج التفاصيل المتعلقة بالمحافظات الشمالية تحت جزء «ب»، نظراً إلى الأوضاع الاستثنائية في المناطق الكردية.

ويرى الطرف العراقي أن هدف تلك الفقرة هو ضمان العدالة والانصاف في التوزيع، عبر تخصيص ١٣٠ - ١٥٠ مليون دولار للشمال. ويعتبر ان الحل الوسط هو موافقة بغداد على اقتطاع هذه النسبة، انما في إطار الخطة الشاملة الخاصة لمفهوم سيادة الحكومة العراقية، وليس بصورة منفصلة تفصل الشمال عن الحكومة المركزية. ويرى الطرف العراقي في موافقته على فصل

الشاملة التي تقدمها الحكومة للامانة العامة. وشكك ديبلوماسيون غربيون في احتمال موافقة رئيس وفد الامانة العامة إلى المفاوضات هانز كوريل على صيغة تخصص الحكومة العراقية بموجها المواد العينية (اغذية وادوية ومواد طبية) للمحافظات الشمالية، على أن تسلم إلى الوكلاء في الموصل وكركوك بإشراف الأمم المتحدة، ليتولى المراقبون الدوليون مراقبة توزيعها في الشمال كما يشاؤون. وأصر هؤلاء الديبلوماسيون على ضرورة فصل المبلغ المخصص للمحافظات الشمالية عن صلاحيات الحكومة العراقية، وذلك عبر اقتطاعه نقداً من العائدات النفطية ووضعها في حساب الضمان ليكون تحت تصرف البرنامج الإنساني لوكالات الأمم المتحدة في شمال العراق.

وكان الوفد العراقي ووفد الامانة العامة بحثا تفاهما على صيغة بموجبها تقطع الحكومة العراقية النسبة المخصصة للشمال بمواد عينية، وليس نقداً بصورة منفصلة. وجاء موقف وفد الامانة العامة خلال الجلسات التي عقدت في اليومين الماضيين ليشكل في رأي الوفد العراقي «تراجيحاً» عما تم التفاهم عليه. لكن الامانة العامة اعتبرت ان التفاهم كان في إطار «الأفكار» التي ما زالت رهن الاتفاق «الشامل» على كل التفاصيل. وحسب مصادر الامانة العامة يجري البحث الآن عن وسيلة للتوفيق بين تفسير العراق للفقرة

التتمة في الصفحة (٦)

المحافظات الشمالية «تكريساً لوضع استثنائي» وانتقاصاً من سيادة العراق. يتضمن بذور تجزئة للعراق، ومحاولة لتكريس فصل الشمال. أما الامانة العامة فتبحث في «وسيلة» للتوفيق بين التفسيرين بما يشهد على سيادة العراق وعلى «وحدة أراضيه» التي أكدها القرار ٩٨٦ في فقراته التمهيدية، من دون ترك مجال لمجلس الأمن بأحباط الاتفاق بكامله، إذا قرر ان في التفاهم خروجاً عن نص القرار.

وكان بعض الأفكار التي تداولت فيها الامانة العامة والطرف العراقي قبل اجراء المحادثات فكرة بريطانية قضت بتوجيه الحكومة العراقية رسالة إلى الأمين العام تطلب فيها تخصيص ١٣٠ - ١٥٠ مليون دولار للمحافظات الشمالية مع التاكيد على وحدة الأراضي العراقية. ويشكل أخذ الحكومة العراقية مبادرة تقديم هذا الطلب إلى الأمين العام في رسالة رسمية تأكيداً على أن الاقتطاع يتم في إطار موافقة الحكومة العراقية التي تنصرف انطلاقاً من سيادتها على كل الأراضي العراقية. ولم يعرف هل تعتبر القيادة العراقية موقفها من مسألة الشمال بمثابة «خط أحمر» تراجع عنه، أو هي مستعدة للقبول بالصيغة البريطانية أو غيرها من الوسائل للتوفيق بين المواقف.

وعلى رغم ان المسائل المالية المتعلقة بنفقات انتاج النفط برزت كأحدى العقبات الرئيسية أمام الاتفاق، بقيت هذه المسائل أقل خطراً على المحادثات من قضية الشمال. ويريد الطرف العراقي اقتطاع نفقات انتاج النفط التي تعادل داخل العراق دولارين للبرميل من سعره، ويرى في غير ذلك تضمين مصاريف ما ينفقه في السعر. أما الامانة العامة فارات عدم بت هذه المسألة انطلاقاً من عدم وجود نص عليها في القرار. ويتوقع الانتهاء اليوم من وضع مسودة «مذكرة التفاهم» لرفعها إلى الأمين العام الدكتور بطرس غالي وإلى القيادة في بغداد. لكن ذلك يعتمد على نتائج الجلسات التي انعقدت في نيويورك أمس وسط أجواء تراوحت بين التفاوض والتأؤل، ويعتمد بالدرجة الأولى على القرار السياسي الآتي من بغداد. وأعرب رئيس الوفد العراقي السفير عبد الأمير الإنباري عن اعتقاده أمس بان المحادثات ستنتهي اليوم. ونقلت عنه وكالة «اسوشيتد برس» انه ليس متأكداً هل يجد الطرفان موعداً لاجولة جديدة من المفاوضات.

الحياة
ALHAYAT

19 february 1996

أكدت تمسكها بحقوقها في مياه الفرات

سورية مستعدة لتحسين علاقاتها مع تركيا لكنها ترفض 'حملات الاستفزاز'

□ دمشق - من ابراهيم حميدي:

دعت دمشق المسؤولين الاتراك الى معالجة المشكلات القائمة، بين الجانبين بدل العمل على تحميل السوريين مسؤولية الازمات الداخلية، في تركيا واتهام سورية بـ «الارهاب». وأكدت حرصها على الحصول على كل حقوقها المائية وفق القانون الدولي، الذي ينظم العلاقة بين الدول المتشاطئة على نهر دولي، وذلك في اشارة الى الخلافات مع تركيا على قسمة مياه نهر الفرات.

وكتبت صحيفة «تشرين» الرسمية السورية ان دمشق حريصة على «تحسين العلاقات مع تركيا وتبذل كل جهد لتحقيق ذلك، وهي حريصة في الوقت نفسه على نيل كل حقوقها المائية وفق القانون الدولي، ولن تؤخذ بحملات الاستفزاز الرامية الى بث مزيد من عناصر عدم الثقة في علاقاتها مع تركيا وتوسيع هوة الخلاف والخصومة معها». وجاء تعليق الصحيفة رداً على كلام الرئيس التركي سليمان ديميريل الذي اعتبر ان سورية تستخدم «الارهاب كاداة للسياسة الخارجية، معرباً عن امله بان تحل المشكلات بين الجانبين على أساس «علاقات الاخوة وحسن الجوار».

وزادت الصحيفة ان استمرار علاقات «طبيعية وجيدة مع تركيا، يمثل احدى السمات البارزة لسياسة سورية الخارجية، وأن السوريين بذلوا جهوداً كبيرة لتجنب العلاقات مطبات خطيرة (...) وتعاملوا مع حملات بعض الاجهزة الاعلامية التركية بالصبر وببرودة أعصاب (...) وعدم السماح لقوى مغرضة بالنيل من هذه العلاقات وديفعا باتجاه التوتر والقطيعة».

وبعدما أشارت الى الحرص السوري على «عدم التدخل في الشؤون الداخلية، التركية، اوضحت الصحيفة ان دمشق لم تقدم على أي عمل من شأنه الاساءة الى الصلات بين البلدين الجارين، وسعت الى حل مشكلة المياه بما يتفق مع علاقات حسن الجوار، ويضمن حقوق كل طرف وفق القوانين والمعاهدات الدولية، ويحول دون استخدام المياه كوسيلة للضغط وتصفية الحسابات السياسية». وكانت اللجنة السورية - العراقية الفنية المكلفة ملف المياه اجتمعت بين ١٠ و١٥ الشهر الجاري في دمشق لتنسيق مواقف البلدين في مواجهة الاجراءات التركية

المتخذة في تصريف مياه ملوثة الى الفرات، ودفعت الدول العربية الى اتخاذ موقف داعم لسورية والعراق في اجتماع مجلس الجامعة العربية في ١٣ الشهر المقبل، وذلك ازاء مساعي تركيا لاقامة سنود على مجرى الفرات قبل التوصل الى قسمة عادلة لمياه النهر. وكتبت الصحيفة ان سورية تؤكد ان نهري جيلة والفرات (تتشاطا عليهما سورية والعراق وتركيا) يجب ان يكونا «وسيلة للتقارب وجسراً للتفاهم ومصدراً للتعاون الذي يخدم شعبي سورية وتركيا. ان دمشق بذلت جهوداً لترجمة هذه المفاهيم الى واقع محدد واجراءات ملموسة، لكن حل مشكلة المياه لا يتم من جانب واحد فقط بل هو بحاجة الى تضامير جهود الطرفين المعنيين، مع توافر الرغبة المخلصة في العثور على حل دائم يستأصل كل أسباب سوء التفاهم والخلاف في هذا الوقت وفي المستقبل».

وأشارت الى ان الجهود السورية «المخلصة لم تلق الرد المناسب بل كانت تجابه في احيان كثيرة بالفتعال ازمات وتكرار مقولات شاخنت وعفا عنها الزمن وباتت ممجوجة كتهمة الارهاب».

معروف ان عدداً من المسؤولين الاتراك يتهم سورية بدعم حزب العمال الكردستاني الذي يخوض حرباً مع الدولة التركية منذ العام ١٩٨٤. واوضحت صحيفة «تشرين» ان الاتهامات التركية «لا تستند الى أي دليل مادي ملموس بل تقوم على افتراضات لا تمت الى الواقع بصلة». وأضافت ان السوريين يعتبرون ان الحرب التي يشنها حزب العمال «شان داخلي (سورية) غير معنية بالفصوص في مشكلات داخلية لبلد آخر لأن لديها ما يكفيها من التحديات والاعباء، ولأنها حريصة على علاقات التعاون والتفاهم وحسن الجوار مع الشعب التركي وترغب في ان يسود الاستقرار والهدوء المنطقة كلها بما فيها تركيا».

ولفتت الى ان «استخدام تهمة الارهاب ضد سورية مجدداً لا يقع أحداً ولن يحقق ما يصبو اليه بعض الأطراف المعادية لدمشق (...) ونأمل بان ينتحصر صوت العقل في تعامل بعض المسؤولين الاتراك مع سورية، وأن يكفوا عن توجيه التهم الباطلة وأن يسعوا الى معالجة جادة للمشكلات القائمة في العلاقات الثنائية بدل تأجيلها والهروب منها وطمسها بمحاولات تحميل دمشق مسؤولية الازمات الداخلية في تركيا».

29 february 1996

حمل سورية وايران جزءاً من مسؤولية ما حدث لحسين كامل طالباني يبيد امتنانه لايران ويحذر الأردن من صدام

للجمهورية الإسلامية الإيرانية
وشخص الحاج علي آغا محمدي
(رئيس الوفد الإيراني المكلف ملف
العراق) ممثل مرشد الجمهورية
الإسلامية لدى مكتب الرئيس علي
أكبر هاشمي رفسنجاني) الذي كان
أحد المجاهدين المقاتلين في صفوفنا
في أثناء القتال ضد النظام
الديكتاتوري. وأشار إلى أن بعض
الاطراف الدولية الصديقة مثل أميركا
وتركيا، أعرب لنا عن بعض مشاعر
الريبة والقلق، في هذا الخصوص.
واعتبر طالباني، الذي أجريت معه
المقابلة أول من أمس قبل توجهه إلى
لندن، أن بعض اطراف المعارضة
العراقية يتحمل جزءاً مما حصل
لحسين كامل، صهر الرئيس العراقي
الذي صفي مع أفراد عائلته الأسبوع

الماضي. كذلك انتقد، ضمناً، دمشق وطهران لرفضهما التعامل مع حسين كامل
وقال: «أبني بذلت جهوداً مع الاخوة في سورية وايران لاستقباله والاستماع
إليه».

□ طهران - من غسان الطاهر:

■ أكد زعيم الاتحاد الوطني
الكرديستاني جلال طالباني أن الاكراد
في المناطق التي يسيطر عليها حزبه
في كردستان العراق يرغبون في
«استمرار الصداقة مع ايران». وحذر
من احتمال قيام (الرئيس) صدام
(حسين) بعمل انتقامي ضد الأردن
وقال: «لا استبعد أن يقوم بعمل ضد
شخص الملك حسين أو أفراد العائلة
المالكة».

وعزا، في مقابلة أجرتها معه
«الحياة» في طهران (نصفها ص 5)،
سبب التظاهرات الضخمة التي
نظمتها في هذه المناطق لاستقبال وفد
إيراني رسمي قبل نحو شهرين إلى
أن «الاتحاد الوطني وشعب هذه
المناطق (التي يسيطر عليها) أراد أن
يظهر مشاعر الود والعرفان بالجميل

الملك حسين التقى في لندن جلال طالباني وممثلاً لبارزاني

□ لندن -

من كامران قره داغي:

■ أكدت مصادر مطلعة في لندن
لـ «الحياة» أن الملك حسين أجرى
أمس محادثات خلال لقائين منفصلين
مع زعيم الاتحاد الوطني الكرديستاني
جلال طالباني ومحسن دزه في
الممثل الشخصي لزعيم الحزب
الديموقراطي الكرديستاني مسعود
بارزاني وبحث معهما في الوضع
العراقي.

يذكر أن العاهل الأردني كان أجرى
من لندن في زيارة سابقة للعاصمة
البريطانية اتصالين عبر الهاتف
الخليوي مع بارزاني وطالباني في
شمال العراق.

وكان الملك حسين ناشد، في كلمة
القاهها مساء أول من أمس في المعهد

الملكي للشؤون الدولية في لندن، الاطراف العراقية المعارضة للاتحاد والعمل
معاً من أجل انقاذ بلدهم واقامة الديمقراطية والتعددية. واعتبر أن «وجود
حدود لالتزام بول العالم عدم التدخل في شؤون الدول الاخرى، مشيراً إلى أن
حدث أخيراً في العراق (مقتل صهري الرئيس العراقي بعد وعدهما بالعرف
عنهما) «يمثل انتهاكاً لكل ما نؤمن به وكل ما هو مقدس بالنسبة إلينا». وأضاف
«حان الوقت لإنهاء معاناة الشعب العراقي المسجون في بلاده».

وأضاف إن «العراق محاط بدول تتنافس في ما بينها ومن الخطر أن يصب
ساحة معركة لهذه الدول، يجب أن تعمل جميع الفئات معاً لإنقاذ العراق. لقد
كانت عائلتنا الهاشمية على مدى التاريخ مصدراً لوحدة العراق وشعبه ومكان
ثقة لجميع فئاته. إننا نرغب بعودة التلاحم بين جميع أبنائه ويجب ألا يبقى
مصيره مرتبطاً بأشخاص». (تفاصيل أخرى ص 4)

26 february 1996

الأردن يرى «مؤشرات قوية» الى احتمال اطاحة صدام قريباً

الملك حسين: التغيير في العراق بات حتمياً

□ عمان - من سلامة نعمات:

■ قال الملك حسين امس ان الوضع في العراق لا يمكن ان يستمر بهذا الشكل، وان الاحداث الاخيرة في هذا البلد اظهرت وجوب حدوث تغيير في العراق. وأضاف العاهل الأردني قبيل مغادرته عمان لاجراء محادثات رسمية في بريطانيا والولايات المتحدة، ان التغيير في العراق اصبح «امراً حتمياً».

وأعرب الملك حسين عن استيائه ازاء مقتل صهري الرئيس العراقي حسين كامل وشقيقه ووالدهم عقب عوبيتهم من الأردن، وقال: «انني غير قادر على التعبير عن نفسي تجاه هذه الجريمة الفظيعة».

وتحدثت مصادر اردنية رسمية عن «مؤشرات قوية الى احتمال حدوث تحرك داخلي لاطاحة النظام العراقي قريباً».

وجاءت تصريحات العاهل الأردني في سياق تصعيد اردني ملحوظ في اللهجة المناوئة للنظام العراقي. إذ كان الملك حسين قال في مقابلة نشرتها صحيفة «القبس»

الكويتية اول من امس ان الشعب العراقي «وصل الى الوضع الذي هو مقبل فيه على التغيير خلال فترة قد لا تكون بعيدة».

وكان رئيس الوزراء الأردني السيد عبدالكريم الكباريتي وصف الاسلوب الذي تمت فيه تصفية حسين كامل وشقيقه ووالدهم بأنه «عمل اجرامي مدبر، تحمّل مسؤوليته الحكومة العراقية».

وقالت مصادر اردنية رسمية ان الملك حسين سيبحث مع الرئيس الأميركي بيل كلينتون وكبار المسؤولين في واشنطن الشهر المقبل في فرص حدوث تغيير في العراق ووسائل ضمان عدم انفجار الوضع العراقي وعدم تكريس التقسيم الحاصل في العراق فعلياً بين شمال وجنوب ووسط. وكان العاهل الأردني حذر من ان لايران وسورية اهدافاً في العراق.

واشارت المصادر الى وجود «مؤشرات قوية الى احتمال حدوث تحرك داخلي لاطاحة النظام العراقي قريباً على رغم الاجراءات الاحترازية، التي اتخذها الرئيس صدام حسين

في الفترة الأخيرة.

يذكر ان الرئيس العراقي امر اخيراً باستبدال طواقم الحماية التابعة لجميع المسؤولين الكبار، واجرى مناقشات بين المحافظين في كل المحافظات.

واوضحت المصادر ان تصريحات وزير الدفاع الأميركي وليام بييري قبل شهر عن تنسيق بين واشنطن والأردن ودول أخرى لاطاحة النظام العراقي «لا تعكس حقيقة الوضع على ارض الواقع». وشددت على ان التغيير في العراق «لا بد ان يأتي من داخل».

وكان الملك حسين اجري محادثات في القاهرة قبل اسبوعين ركزت على الوضع في العراق وامكان تنسيق المواقف «في حال تطور الوضع العراقي الداخلي». لكن الحكومة المصرية حرصت على عدم الظهور بمظهر المؤيد لتدخل خارجي في شؤون العراق الداخلية.

ورداً على سؤال عما اذا كانت هناك مخاوف لدى عمان من قيام العراق ب«معاذلة» الأردن بسببها

موقفه من النظام الحاكم، قال مصدر رسمي اردني ان بلاده «مستعدة لكل الاحتمالات». وأضاف: «لا شيء مستبعداً في هذا الإطار». وأوضح المصدر ان الأردن «ينسجم مع نفسه في صوغ موقفه من القيادة العراقية، وينسجم مع آمال الشعب العراقي وطموحاته وهو (الشعب) عانى بما فيه الكفاية».

في القاهرة (الحياة) علق وزير الخارجية المصري السيد عمرو موسى امس على عملية تصفية حسين كامل في بغداد قائلاً ان «التصرفات الدموية التي حدثت تؤثر في الصورة العربية لأنها لا تشكل نمطاً عربياً». وزاد ان «الموضوع من بدايته يثير الشكوك وعلامات استهفام كثيرة ويدعو للاسف في نهايته».